

UNIVERSITE PAUL CEZANNE AIX-MARSEILLE III
INSTITUT D'AMENAGEMENT REGIONAL
Ecole doctorale « Espaces, Cultures, Sociétés »

THESE
pour obtenir le grade de
DOCTEUR

DISCIPLINE : AMENAGEMENT DE L'ESPACE, URBANISME
Spécialité : population et territoire

présentée et soutenue publiquement par

Nicolas D'ANDREA

le 13 décembre 2004.

**Effets de frontière, migrations et redistribution du
peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales
dans le département du Tarija.**

Directeur de thèse : M. Hervé DOMENACH

Laboratoire d'accueil : Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED),
UMR 151, IRD-Université de Provence.

JURY

Mme Geneviève CORTES, Maître de conférence en Géographie, Université Montpellier III
M. Hervé DOMENACH, Démographe, Directeur de recherche, IRD
Mme Françoise DUREAU, Professeur de Géographie, Université de Poitiers
M. Daniel PINSON, Professeur d'Urbanisme, Université Aix-Marseille III
M. André QUESNEL, Démographe, Directeur de recherche, IRD
M. Jean-Paul VOLLE, Professeur de Géographie, Université Montpellier III

UNIVERSITE PAUL CEZANNE AIX-MARSEILLE III
INSTITUT D'AMENAGEMENT REGIONAL
Ecole doctorale « Espaces, Cultures, Sociétés »

THESE
pour obtenir le grade de
DOCTEUR

DISCIPLINE : AMENAGEMENT DE L'ESPACE, URBANISME
Spécialité : population et territoire

présentée et soutenue publiquement par

Nicolas D'ANDREA

le 13 décembre 2004.

**Effets de frontière, migrations et redistribution du
peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales
dans le département du Tarija.**

Directeur de thèse : M. Hervé DOMENACH

Laboratoire d'accueil : Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED),
UMR 151, IRD-Université de Provence.

JURY

Mme Geneviève CORTES, Maître de conférence en Géographie, Université Montpellier III
M. Hervé DOMENACH, Démographe, Directeur de recherche, IRD
Mme Françoise DUREAU, Professeur de Géographie, Université de Poitiers
M. Daniel PINSON, Professeur d'Urbanisme, Université Aix-Marseille III
M. André QUESNEL, Démographe, Directeur de recherche, IRD
M. Jean-Paul VOLLE, Professeur de Géographie, Université Montpellier III



Premier terrain, poste frontière de Bermejo, octobre 2000.

A ma mère.

Oui. Maintenant que le soleil est là, je vais grimper jusqu'au sommet.
(Italo Calvino, Aventures)

REMERCIEMENTS

Ce travail doit beaucoup aux personnes qui m'ont entouré ; à travers elles, ma gratitude s'adresse aussi aux institutions sans le soutien desquelles ma formation à la recherche aurait été compromise ou pour le moins, éloignée de mes aspirations.

A l'issue d'un DEA effectué au sein de l'Institut d'Aménagement Régional, j'ai eu l'honneur d'y poursuivre mon parcours comme allocataire-moniteur, puis Attaché Temporaire d'Education et de Recherche. Je remercie Alain Motte et Daniel Pinson de la confiance qu'ils m'ont porté et renouvelé, ainsi que de la liberté de calendrier qui m'a été accordée dans l'articulation des activités pédagogiques et scientifiques. Au cours de ces années passées à l'Institut, les échanges entretenus avec Bernard Richier ont constitué une aide précieuse. Je tiens à saluer enfin Henri Berron, qui sait communiquer des préceptes d'une remarquable tenue dans le temps.

Cette thèse s'inscrit dans la continuité d'une collaboration déjà ancienne avec l'IRD, initiée dans le cadre d'un service en coopération au Chili. Michel Picouet et Hervé Domenach sont les instigateurs de cette opportunité exceptionnelle ; je leur en suis définitivement reconnaissant. Sur place, j'ai été accueilli et initié aux méthodes socio-démographiques par Philippe Hamelin, une expérience inspiratrice de ma vocation pour l'analyse des processus de peuplement. Je remercie par ailleurs Patrick Livenais pour son attention et le beau livre dans lequel figure ma modeste contribution.

Ma formation de latino-américaniste est aussi tributaire de l'apport des partenaires argentins qui m'ont fait connaître leurs terrains, leurs méthodes et leur entourage aussi bien professionnel que familial. Au-delà des liens académiques avec le Centro de Estudios Avanzados de l'Université de Cordoba, mes pensées les plus amicales vont vers Dora Celton, Andres, Damian et Charly. A quelques kilomètres de là ou au cours de ses pérégrinations en France et en Bolivie, les échanges avec Eduardo Bologna ont toujours été stimulants et conviviaux. A Buenos Aires enfin, je salue tout particulièrement Alejandro Giusti de l'INDEC et remercie Cristina, Hanibal et Mariana de leur accueil.

Cette recherche n'aurait tout simplement pas pu exister sans la participation anonyme de toutes les personnes qui se sont prêtées aux entretiens et aux enquêtes en Bolivie. Derrière les diagnostics exprimés, il y a des gens et des vies auxquels la statistique rend difficilement hommage. Les enquêtes sont le fruit d'une collaboration avec la Faculté d'Economie de l'Université Juan Misael Saracho de Tarija ; la contribution des étudiants, sous la houlette de leur professeur, Hugo Arce, est inestimable. Venu de l'Université de Buenos Aires, je tiens à remercier Ramiro Florez Cruz de son implication dans notre projet. Enfin, dans un contact interculturel, certaines personnes jouent un rôle de « passeur », Freddy Orellana aura sans conteste été le plus présent.

Suivi depuis 1999 par Hervé Domenach, ce n'est pas simplement à l'aune de la direction de thèse, mais à l'échelle de l'ensemble du parcours de formation évoqué, que je mesure l'influence et la richesse du soutien indéfectible dont j'ai bénéficié. Le sentiment de faire partie d'une équipe, le fait d'être mandaté pour des missions, la facilité du dialogue, sont pour beaucoup dans la relative sérénité de mon travail. J'ai ainsi bénéficié du soutien logistique renouvelé du LPED (Laboratoire Population-Environnement-Développement), sur le terrain comme en France.

J'ai pris plaisir à travailler de nouveau avec Philippe Hamelin dont la disponibilité constitue un grand soutien. Quant à mon condisciple Ceydric Martin, cet espace est bien étroit pour évoquer la satisfaction que je retire de notre expérience et de l'amitié qui nous lie désormais.

C'est enfin vers ma famille que se porte ma gratitude, pour l'environnement positif qu'elle a constitué. *Muchísimas gracias* à Isabelle qui m'a réservé une relecture encourageante. Au-delà des nourritures affectives, je dois à ma grand-mère d'avoir conservé une alimentation équilibrée et régulière. Je m'excuse auprès des vieux amis comme des relations naissantes, que mon indisponibilité a éloignés. J'adresse une pensée toute particulière à la famille Zubieta de Tarija, ainsi qu'à Marinette et Willy Aubry de La Sagne. Je remercie enfin ma mère pour tout ce qu'elle fait pour moi depuis tout le temps.

CONVENTIONS

Référencement des documents

Les tableaux sont notés **TAB**, les cartes et les planches cartographiques sont notées **CARTE**, les graphiques, croquis et figures diverses sont notés **FIG**, les photographies **Photo**. Par ailleurs, certains développements d'intérêt méthodologique ont été consignés dans le volume des annexes, et référencés sous le code **TEXTE**.

La numérotation de ces pièces est réinitialisée pour chaque chapitre, signalé sous forme de préfixe en chiffres romains, par exemple : TAB II-12 signifie tableau n°12 du deuxième chapitre.

Du volume principal au volume des annexes, la numérotation est continue. La liste des pièces insérées dans le volume principal est consignée à la fin du volume des annexes ; la liste des documents insérés en annexe, figure en tête de chaque chapitre du volume des annexes.

Renvois

Les renvois à un extrait du texte sont signalés entre crochets : par exemple, [voir chapitre 2-I-B-1-a] ou plus brièvement [voir B-1-a], s'il s'agit d'un renvoi interne à la première partie du deuxième chapitre .

Les renvois à un document sont aussi signalés entre crochets, mais différemment selon que le document se trouve dans le texte ou dans le volume des annexes. Dans le premier cas, le renvoi est précédé de la mention « ci-avant », « ci-dessus », « ci-après » ou « ci-dessous » ; un renvoi sans mention de ce type réfère automatiquement au volume des annexes.

Liste des noms propres de lieux et des noms d'habitants et adjectifs correspondants

Chuquisaca (département) : Chuquisaquénien

La Paz (département ou ville) : pacénien(ne).

Cochabamba (département ou ville) : cochabambinien(ne) ou l'original *cochabambino*

Oruro (département ou ville) : Orurénien(ne).

Potosi (département ou ville) : Potosinien(ne).

Tarija (département ou ville) : Tarijénien(ne).

Santa Cruz (département ou ville) : crucénien(ne).

Beni (département) : Bénien(ne).

Yacuiba (ville) : Yacuibénien(ne).

Caigua (communauté) : Caiguanais.

Sigles et abréviations

Les départements boliviens sont parfois désignés par une abréviation : Chuquisaca (CHQ), La Paz (LP), Cochabamba (CB), Oruro (OR), Potosi (PT), Tarija (TJ), Santa Cruz (SC), Beni (BN), Pando (PND).

FRONTARBOL / Frontarbol : dispositif d'enquête regroupant les enquêtes des populations de Tarija (ENTAR 2001), de la vallée de Tolomosa (ENTOL 2002), de Yacuiba (ENYAC 2002), de Villa Montes, Carapari et Caigua (ENVIL 2002).

CBF : Corporación Boliviana de Fomento.

CNPV : Censo Nacional de Población y Vivienda.

COMIBOL : Corporación Minera de Bolivia

FACSA : Fábrica de Aceite Comestible Sociedad Anónima.

IAB : Industrias Agrícolas de Bermejo Sociedad Anónima.

IFEA : Institut Français d'Etudes Andines.

INE : Instituto Nacional de Estadística.

IRD : Institut de Recherche pour le Développement.

ISF : Indice synthétique de fécondité.

YPFB : Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos.

SOMMAIRE

Prologue	1
Introduction générale	10
PREMIER CHAPITRE - VERS UN DEMANTELEMENT DE L'ASSISE ANDINE DE L'ECONOMIE, DU POUVOIR ET DE LA POPULATION ? -----	17
Introduction	18
I - ORIGINES ET MUTATIONS DE LA SUPREMATIE ANDINE : LES VILLES, LES REGIONS, LA NATION.	19
A - La période coloniale (1532-1825) : l'apogée de la région Sud.	19
1 - Une lente dérive, du centre à la périphérie de l'espace colonial.	20
2 - Fondre et fonder : de la double obsession du colonisateur à l'émergence d'un réseau urbain.	21
B - De l'Indépendance à la période pré-révolutionnaire (1825-1950) : la définition de l'hégémonie pacénienne.	23
1 - Frontières et limites politico-administratives : la formation de la République de Bolivie, entre système et « micro-système » international.	24
2 - Les derniers grands cycles miniers, moteur de l'intégration de la Bolivie occidentale (1825-1930).....	27
3 - Crise et transition (1930-1950) : l'expectative orientale relancée au bénéfice de la région de Santa Cruz.	30
C - L'évolution de la distribution spatiale de la population : la grandeur des villes, reflet de la hiérarchie régionale.	33
1 - L'altiplano : poussée macrocéphale de La Paz et urbanisation des bassins miniers.	35
2 - Les vallées : le Nord articulé à la sphère hégémonique, le Sud périphérisé.	36
3 - Les plaines : Santa Cruz et le désert oriental.	37
Conclusion - Les prémisses d'un repositionnement géographique des régions orientales....	38
II - L'INTEGRATION DE L'ESPACE ORIENTAL, MOTEUR DE LA METAMORPHOSE BOLIVIENNE.	40
A - Une « orientation » de l'économie, fruit de la planification : de la Révolution Nationale à l'ère néo-libérale.	40
1 - La trame politico-économique.	41
2 - Agriculture : le renouveau de la colonisation, entre interventionnisme et dynamique sociale spontanée.	43
3 - Crise et restructuration du secteur minier : la politique de relocalización (1986-87), un facteur de dispersion de la population altiplanique ?.....	49
4 - Les hydrocarbures : une rupture d'échelle, le nouveau cycle du gaz.	53
B - Les réformes du modèle d'administration territoriale, paramètre du changement hégémonique.	58
1 - L'influence du régionalisme crucénien : de la contestation au partage de la suprématie.	58
2 - La décentralisation municipale, un facteur de réduction des inégalités spatiales.	62
Conclusion du premier chapitre - Le déblocage des facteurs d'inertie territoriale.	66

DEUXIEME CHAPITRE - LA TRANSITION DEMO-SPATIALE BOLIVIENNE (1950-2001). ----- 69

Introduction	70
I - LES DISCONTINUITES DE L'ESPACE BOLIVIEN : LE CHOIX D'UNE DIVISION STATISTIQUE....	71
A - Critique de la tripartition.	71
1 - Un outil dont l'efficacité varie selon le maillage de base.....	72
2 - Des seuils hypsométriques peu significatifs.	73
B - De la bipartition à l'expérimentation de divisions régionales complexes.	74
1 - L'évidence d'une opposition Orient-Occident.....	74
2 - Les méthodes d'agrégation.	77
3 - Le modèle de J.-P. Deler : une base de réflexion.	78
Conclusion - Région et département : la fin d'une équation ?.....	81
II - LA DYNAMIQUE DU BASCULEMENT VERS L'EST.....	82
A - Le rattrapage oriental : une redistribution modulée par l'explosion démographique et la concentration urbaine.	82
1 - Le modèle bolivien de la transition démographique : un effet d'accumulation prolifique, à mi-parcours.	83
2 - La concentration urbaine : un décollage tardif, une marge d'évolution importante.	85
3 - Le rapport démographique Orient-Occident en voie d'équilibrage : des perspectives d'accélération.	87
B - L'urbanisation du territoire : deux modèles opposés.	93
1 - Evolution du nombre et de la taille des villes : la diversification du semis urbain se réalise à l'Est.	93
2 - Formation et progression des localités urbaines : une perspective longitudinale.....	95
3 - La concentration urbaine à l'échelle des « aires métropolitaines ».	98
4 - L'accroissement de la population urbaine selon le type de localité.	100
5 - Une typologie mixte, en guise de conclusion.	104
Conclusion - Maturation des villes moyennes, contrastes ruraux, différenciations régionales : l'axe qui cache la forêt ?.....	106
III - DES LOGIQUES DE STRUCTURATION REGIONALE.....	107
A - Entre petits changements et grandes avancées.	107
1 - Vers une recomposition des polarités andines ?	108
2 - Les zones de colonisation, terreau de la diversification du semis urbain.	112
B - Effets d'interface écologique, effets de frontière internationale.....	120
1 - Le primat des grandes villes de contact.....	120
2 - La sélectivité géographique de l'urbanisation en zone frontalière.....	122
Conclusion du deuxième chapitre - A la croisée des influences : l'émergence d'un « nouveau Sud ».....	128

TROISIEME CHAPITRE - L'EMERGENCE DU SUD FRONTALIER, DANS LA PERSPECTIVE DU SYSTEME DEMO-MIGRATOIRE TARIJENIEN. ----- 131

Introduction	132
I - RUPTURE DE L'ISOLEMENT ET CHANGEMENT REGIONAL : LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LA REDISTRIBUTION DU PEUPEMENT	133
A - La valorisation des terres chaudes, levier d'une recomposition de l'organisation spatiale traditionnelle.	133
1 - Grands contrastes naturels et associations villes-campagnes.....	134
2 - Les origines du territoire (1539-1950) : effet de confinement et prédominance du pays chapaco.	141
3 - Intégration à l'économie nationale, développement des orientes et urbanisation (1950-2001) : un basculement démo-spatial contenu.....	144
B - Les interactions démo-migratoires, facteur de creusement des inégalités spatiales (1950-2001).	148
1 - Une lecture des variations intercensitaires : la migration en filigrane.	148
2 - La fragilisation du peuplement rural : l'évolution inquiétante des campagnes occidentales.	152
3 - L'inertie de la concentration urbaine.	155
Conclusion - De la diversité régional à la complexité des champs migratoires	157
II - LE TARIJA, TERRE DE DEPARTS	160
A - Le potentiel analytique du recensement et des enquêtes.	160
1 - La migration sur durée de vie, d'après les recensements.	161
2 - Les enquêtes du programme Frontarbol : un univers de redondances à exploiter.....	162
B - La redistribution des natifs du Tarija en Bolivie, entre effets de capillarité et attraction des capitales.	164
1 - La population émigrée : des disparités de profil selon le milieu d'habitat.	164
2 - Les natifs du Tarija recensés dans les provinces du Sud : des migrants ambigus.	167
C - La descendance des ménages, population témoin de la singularité des systèmes migratoires.	168
1 - Rupture résidentielle et milieu d'habitat.	168
2 - La dispersion géographique des enfants partis : quatre grands profils de redistribution.	172
Conclusion - Le calendrier des départs et le positionnement dans la chaîne des redistributions, paramètres de la différenciation démographique des zones de peuplement.....	175
III - LE CLOISONNEMENT DE L'IMMIGRATION	177
A - Les courants migratoires par département : permanence des flux traditionnels et sélectivité de l'implantation.	177
1 - L'évolution des courants migratoires d'origine externe (1976-2001) : des signes de recomposition.....	177
2 - L'implantation des flux dans le maillage provincial : des « tropismes » affirmés.	178
B - Les composantes régionales de l'immigration : la partition du Tarija	184
1 - La migration d'origine extra-départementale : couloirs écologiques et ceinture méridionale.	184
2 - Les flux internes : le primat des logiques gravitaires.	187
Conclusion du troisième chapitre - La gravitation spécifique d'une population d'interface	190

QUATRIEME CHAPITRE - L'INSTABILITE DU PEUPEMENT ORIENTAL.192

I - LES DYNAMIQUES AGRAIRES : L'ESSOUFFLEMENT DE LA COLONISATION.	194
A - De l'étiollement des systèmes agro-industriels à une colonisation des interstices ?	194
1 - Le pôle sucrier de Bermejo : essor et déclin d'une région de monoculture industrielle.	195
2 - Les nouvelles dynamiques rurales.....	196
B - Finage et village : deux types d'évolution opposés.	200
1 - Carapari, de la communauté au bourg rural : recul de l'agriculture et centralité administrative.....	200
2 - Le développement du maraîchage sur le piémont chaqueén : l'exemple de Caigua.	203
Conclusion - L'érosion des facteurs de stabilité de l'agriculture.....	211
II - L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES : LES INDICES D'UN EFFET URBANISANT MAIS VOLATIL.	213
A - Du pétrole au gaz, le déplacement de la ressource.	213
1 - Des impacts économiques sous condition : quelques éléments de réflexion.....	214
2 - Ville et histoire du pétrole (1925-1995) : une coïncidence spatiale relative.	216
3 - Le « boom » du gaz : l'Est subandin, nouveau centre des activités.....	218
B - L'observation rétrospective des migrations, révélatrice d'un impact diffus de l'activité pétrolière.	221
1 - Migrations de travail : un lien direct difficile à mettre en évidence.	222
2 - Une corrélation entre la dynamique des installations et l'évolution de la production d'hydrocarbures.....	223
C - Des opportunités d'emploi effectives dans la région de production.....	227
1 - Autour de la catégorie « exploitation de mines et carrières » : les caractéristiques démographiques des travailleurs du pétrole.....	227
2 - Villa Montes et Carapari, centres régionaux les plus exposés ?.....	228
Conclusion - Un stimulateur du décollage urbain.....	232
III - LES VILLES-FRONTIERE ET LA FLAMBEE DU COMMERCE DANS LES ANNEES 90 : UNE ACCUMULATION DEMOGRAPHIQUE FRAGILE.....	234
A - Essor du commerce et explosion urbaine sur la frontière Sud : de la ruée à l'effondrement.....	235
1 - Couloirs de transit et doublets urbains.....	235
2 - Une conjoncture favorable au développement de la fonction commerciale des villes boliviennes.....	237
3 - Une frénésie éphémère : le problème de l'asynchronie des enquêtes.....	239
B - Yacuiba, archétype de la ville-frontière : trois facettes d'un modèle original d'urbanisation.....	242
1 - La ville-champignon : la hausse des installations, indice d'une poussée de croissance violente et brève.....	242
2 - La ville creuset : la recomposition du peuplement, entre diversification des origines et nouvelle génération native.....	244
3 - La ville-marché : le commerce, une spécialisation relative.	248
C - Des répercussions sur l'ensemble du réseau urbain départemental.	251
1 - L'urbanisation du Chaco : une réorientation de l'exode rural régional ?	251
2 - Un reflux migratoire sans précédent à Villa Montes.	254
3 - Les transferts de population vers Tarija : le poids de la réversibilité migratoire.....	257
Conclusion - Une crise révélatrice de l'interdépendance de la croissance des villes.....	261

Conclusion du quatrième chapitre - Des cycles de développement propices à l'affirmation d'un espace circulatoire départemental.	263
CONCLUSION GENERALE	266
BIBLIOGRAPHIE.	276

Le message c'est le médium.

(Marshall Mac Luhan, Pour comprendre les médias, 1968)

Dans quelle mesure ai-je pu isoler les traits singuliers, et surtout dégager une individualité, c'est à dire les métabolismes particuliers à travers lesquels s'opèrent les processus généraux ?

(Edgard Morin, Commune en France, 1967)

PROLOGUE

CHRONIQUE SUBJECTIVE D'UNE RECHERCHE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE.

Cette thèse m'apparaît *a posteriori* comme le résultat de circonvolutions autour d'intuitions persistantes ou d'un désir de comprendre, qui se sont lentement structurés ; transformés par la connaissance d'une société, d'un terrain et la mise en place d'un système de collecte/interprétation d'informations. Ainsi, une entrée en matière possible est de présenter le sujet dans sa dimension diachronique. Cette approche est par ailleurs mieux à même d'exprimer l'intelligibilité de la thèse, dans une dynamique de groupe qu'elle institue et dont elle procède à la fois. C'est le sens de cette *chronique subjective d'une recherche individuelle et collective* qui permettra aussi d'évoquer les difficultés rencontrées et de définir certaines notions.

Avant la thèse

C'est en participant (années 1998-1999) aux activités d'un réseau étudiant la mobilité territoriale entre les pays du MERCOSUR¹, principalement depuis l'Argentine, qu'a émergé une intuition fondatrice. La réflexion et les actions de recherche s'étaient fixées à l'époque sur le champ migratoire des Boliviens en Argentine. Or, que ce soit dans le cadre du réseau fréquenté ou de la littérature scientifique disponible, si les méthodologies utilisées débouchaient sur une meilleure connaissance des pratiques de mobilité en Argentine, de l'insertion des immigrés et de leur descendance dans ce pays, elles oblitéraient totalement la complexité géographique de l'espace de départ, comme pays multiethnique, formé de régions très contrastées, soumises à des changements spécifiques. Ce dont j'avais la notion, d'une part pour avoir effectué un voyage qui m'avait permis de traverser la Cordillère des Andes et d'approcher l'espace tropical humide, d'autre part pour avoir rédigé un projet de recherche sur le département du Cochabamba, dans le cadre d'une demande de financement. Ainsi, dans les études argentines, la Bolivie apparaît comme territoire atemporel, vaguement homogène, une référence sémantique nécessaire comme pays des *bolivianos*, la « Bolivianie » en quelque sorte. De là l'idée qu'il existait un véritable déficit de recherche, dans la connaissance et la compréhension des itinéraires de la migration précédant l'arrivée en Argentine, ainsi que des causes originelles du mouvement.

Les premiers questionnements.

L'obtention d'une allocation de recherche-monitorat pour suivre un cursus doctoral à l'Institut d'Aménagement Régional de l'Université Aix-Marseille III, m'offre fin 1999 l'opportunité de transposer ce désir de recherche dans le cadre d'une thèse, dont la direction incombe au démographe H. Domenach, de l'IRD, en continuité avec le DEA. Mon destin individuel de doctorant rejoint alors un projet collectif, sous la forme d'une intégration au programme MIPE (Espaces migratoires et problématique environnementale dans

le Mercosur). « Le programme MIPE analyse les interactions entre les dynamiques migratoires et environnementales dans le marché commun de l'Amérique du Sud (Mercosur), à partir de l'observation de la mobilité à l'intérieur des nouveaux espaces économiques intégrés. Les changements de structure agraire et les nouveaux circuits socio-économiques en formation ont des conséquences sur la dynamique des populations, le contrôle de l'espace et des ressources. Ils sont porteurs de mutations lourdes dont les facteurs de régulation sont étudiés en termes de développement durable et à différentes échelles, avec une attention particulière pour les espaces frontaliers ». C'est sur ce dernier point que porte la demande de recherche me concernant, en désignant la dyade Bolivie-Argentine. Mon questionnement de départ hésite alors entre deux axes. Quel est le rôle des espaces frontaliers dans le système migratoire international ? Les mobilités transfrontalières contribuent-elles à la singularité des espaces frontaliers en ce qui concerne leur peuplement, de la dynamique des systèmes agraires à la formation des réseaux urbains ?

Le terrain exploratoire en milieu transfrontalier : définition d'un périmètre de réflexion.

La confrontation concrète avec l'espace frontalier doit attendre la fin de l'année universitaire, pour cause d'activités pédagogiques. Ce terrain exploratoire s'inscrit dans une période d'expatriation auto-financée de 6 mois, de juillet à décembre 2000 ; il s'effectue en compagnie d'un autre doctorant du programme (Ceydrick Martin, géographe). Les principaux objectifs sont la reconnaissance de la frontière boliviano-argentine, la documentation, la proposition de scénarios d'enquête, l'identification de contacts stratégiques, et si possible l'organisation d'une collecte de données préliminaire. Mais au-delà du tracé de la limite internationale, l'extension physique des espaces frontaliers est problématique, et se pose la question du périmètre de l'étude. La bibliographie suggère que la qualité d'espace frontalier s'appréhende par la notion d'effet de frontière. Selon C. Raffestin², « Par son tracé, elle [la frontière] modifie l'enveloppe spatio-temporelle et influe par conséquent, sur les relations des collectivités, c'est à dire en fin de compte, sur leur territorialité [...] Les effets de frontière affectent la population, l'agriculture, l'industrie, les services, la propriété du sol, pour ne prendre que des attributs cartographiables aisément ». Dans une perspective plus appliquée, selon R. Ratti³ « ... l'échelle de définition de la région-frontière n'est pas sans influence quant à la détermination des effets-frontière et de leur typologie, ce qui induit plusieurs scénarios à géométrie variable : certains problèmes se laissent cerner dans la zone de frontière limitrophe (10-25 km) ; d'autres, au contraire, se situent dans une perspective macro-régionale ». Nous nous sommes ainsi décidés dans un premier temps pour la définition d'un périmètre de réflexion, de façon à faire émerger les effets de frontière pertinents et proposer *a posteriori*, un champ d'observation plus restreint.

¹ Il s'agit d'une coopération entre le Centre d'Etudes Avancées de l'Université Nationale de Cordoba, l'INDEC (instituto nacional de estadísticas y censos) et le Laboratoire Population Environnement et Développement (IRD-Université de Provence).

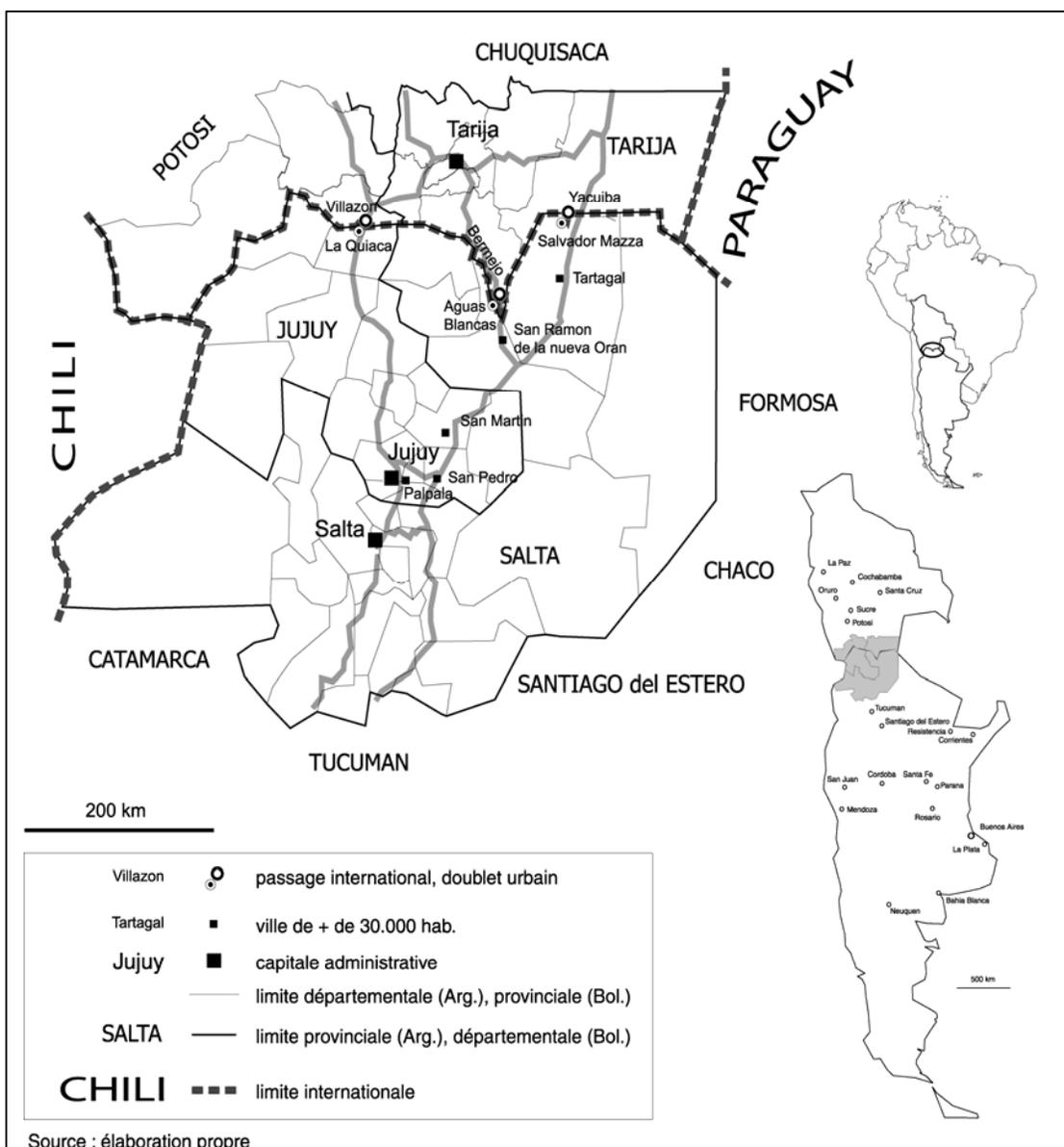
² C. Raffestin (1983), *Introduction à la géographie sociale des frontières*, *Espaces, Populations, Sociétés*, n°1, p. 87.

³ Remigio Ratti (1996), *Problématique de la frontière et du développement des régions-frontières*, *Sciences de la société*, n°37, pp. 37-47.

Découverte de la frontière boliviano-argentine.

Le périmètre de réflexion concerne les provinces argentines frontalières de Salta et Jujuy, tandis que côté bolivien, sont inclus les départements du Potosi (province Modesto Omiste uniquement) et du Tarija. Soit une superficie comparable à la moitié du territoire français, peuplée d'environ 1,75 millions d'habitants, structurée par trois axes de circulation transfrontalière (par l'altiplano à l'ouest, par les vallées au centre, par la plaine du Chaco à l'est).

CARTE (A) - La frontière boliviano-argentine : carte de localisation.



Notre parcours s'initie dans la ville de Salta (460.000 habitants en 2001), d'où nous collectons nos premières impressions. A l'observation directe s'ajoutent la compilation de données diverses (cédéroms, cartes, ouvrages, articles), ainsi que les premiers entretiens avec des institutionnels, des universitaires locaux, et des habitants. L'idée étant alors de faire émerger des informations d'ordre général sur l'économie

régionale et sur la présence de l'immigration d'origine bolivienne (types d'insertion, localisations). Notre parcours nous mène à la seconde capitale provinciale, San Salvador de Jujuy, où la recherche démarre sous de meilleurs auspices⁴, car l'immigration des Boliviens constitue ici un sujet politique plus sensible et une thématique forte des études socio-anthropologiques locales⁵. De là, nous rédigeons un premier rapport intermédiaire concernant la province de Salta⁶. Nous reprenons la route pour la frontière, en empruntant l'itinéraire altiplanique A mi-parcours, nous faisons une étape d'environ deux semaines dans la quebrada de Humahuaca, un fond de vallée maraîcher en zone semi-aride et montagneuse. Puis, nous rejoignons les villes-frontière de La Quiaca (Argentine, 11.000 habitants en 1991) et Villazon (Bolivie, 28.000 habitants en 2001) sur l'*altiplano*, où nous poursuivons notre observation. L'entrée sur le territoire bolivien est rapidement précédée d'une descente vers les vallées au climat moins rigoureux. De là, nous établissons résidence dans la ville de Tarija (135.000 habitants en 2001), d'où nous effectuerons désormais des déplacements ponctuels, vers les autres régions du « périmètre de réflexion ».

Le diagnostic

Depuis Tarija, nous produisons un second rapport d'étape sur la province de Jujuy et un document de synthèse, intégrant la zone bolivienne⁷. Le rapport final fait émerger une grande hétérogénéité géographique entre les régions du périmètre d'étude. Il permet d'identifier les principaux pôles de réception des flux de population bolivienne dans les provinces de Salta et Jujuy. Il suggère également l'existence de différents types de mobilité transfrontalière, certains révolus (travail temporaire pour la récolte de la canne à sucre), d'autres émergents (insertion dans les campagnes maraîchères des vallées chaudes de Jujuy). Il pointe enfin le processus de différenciation régionale des zones frontalières dans l'espace bolivien, et spécifiquement l'essor démographique du département du Tarija, alimenté par des volumes de migration interne inédits. Deux perspectives méthodologiques sont alors envisagées⁸ : soit l'enquête spécifique des flux de déplacements sur un ou des points de passage transfrontalier, soit un inventaire de populations en milieu choisi, débouchant sur l'identification de migrants - des stocks - et de pratiques de mobilité qui informent sur la nature des flux et donnent indirectement une idée de leur intensité. La première option se serait inspirée de la démarche d'observatoire des mobilités frontalières relatée par D. Delaunay⁹, envisageable du fait de la

⁴ Les réseaux de l'Université de Cordoba nous permettent d'être introduits à la faculté des sciences humaines de Jujuy.

⁵ En effet, la province de Jujuy est le point de départ historique d'un mouvement migratoire qui s'est ensuite déplacé vers le Sud, le long de la Cordillère (vers Mendoza) ou en direction de Buenos Aires, où il finit par se concentrer. D'après les recensements argentins, la province de Jujuy concentrait 88% de la population de nationalité bolivienne en 1947, et plus que 20% en 1990.

⁶ Les conditions de travail sont toutefois difficiles du fait de conditions de logement peu confortables, nous sommes en plein hiver, le peso argentin est alors aligné sur le dollar, et le coût de la vie est élevé pour des étudiants français.

⁷ N. d'Andréa, C. Martin (2000), *La frontière boliviano-argentine : rapport de synthèse*, 46 p.

⁸ « Or, la somme des migrants ne recouvre pas la somme des 'événements-migrations' et crée un amalgame douteux des diverses situations migratoires. Plus que jamais, la dissociation entre les migrants et les événements-migrations s'avère indispensable à l'analyse, car si chaque 'événement-migration' relève d'une variable aléatoire discrète pour les individus, au niveau de l'observation d'une population il s'agit d'une variable continue... Cette distorsion conduit à raisonner autant en termes de transferts de population qu'en termes d'orientation et de suivi des flux et de leurs modalités ». H. Domenach, *De la « migratologie »...*, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1996 (12), p. 80.

⁹ « Une enquête conçue pour estimer la mobilité plutôt que la population migrante permet un meilleur décompte des migrations et de circonscrire plus précisément le profil du migrant. Ce dernier est, en effet, interrogé au moment de son déplacement dont il dira le chemin et le calendrier. On avance alors dans la définition des réseaux migratoires et de leurs

restriction des points de franchissement. La seconde option offrait deux directions : s'attacher à la description de filières migratoires, en lien avec le milieu des zones de colonisation maraîchères, des bassins agro-industriels ou des *ferias*¹⁰, par exemple ; ou bien réaliser une étude régionale, articulant plusieurs unités d'observation.

Retour en France, restriction du champ de l'analyse.

C'est cette dernière approche qui est privilégiée de retour en France (fin 2000), avec un ancrage côté bolivien, en repoussant l'objectif d'enquêter aussi l'espace frontalier argentin. Le choix géographique est motivé par diverses raisons : la préférence des doctorants, l'intérêt de travailler sur un terrain peu étudié et soumis à des changements rapides, la perspective d'une collaboration de bonne qualité avec l'université locale, ou encore l'intérêt économique de s'installer là où le coût de la vie est le plus avantageux pour la logistique du projet. Les principes de l'échelle régionale et de l'inventaire de population font l'unanimité au sein de l'équipe de recherche. J'y vois personnellement l'opportunité d'étudier un processus de peuplement régional, utile à la connaissance des espaces frontaliers. Un champ principalement alimenté par l'économie, la science régionale et le droit¹¹, ainsi que la géographie, dont l'hybridation avec la démographie¹² retient tout particulièrement mon attention. J.-P. Renard invite ainsi à réfléchir « aux effets des frontières sur les populations vivant à leur contact ou à proximité »¹³. On peut alors se demander dans quelle mesure le processus de différenciation démographique du Sud bolivien serait le produit d'effets de frontière. L'auteur ajoute que « L'analyse doit être comparative en plaçant côte à côte deux populations qui vivent dans deux territoires distincts ou encore en plongeant les sociétés frontalières dans leur propre cadre national »¹⁴. Mais si la comparaison inspire souvent les études, elle ne semble pas incontournable, une troisième voie pour le moins, m'apparaissant féconde. Plutôt que de se restreindre à montrer des discontinuités ou des homogénéités, entre la région frontalière et le reste de l'espace national, entre les régions frontalières de part et d'autre de la limite internationale, s'offre la possibilité d'une approche monographique attentive à la répétitivité et à la pluralité des effets de frontière dans un même espace régional. C'est aussi dans la recherche du déterminisme invariant de la frontière, dans l'identification de redondances et de variations selon les lieux observés, que l'on peut construire une étude démogéographique des régions frontalières.

propriétés. Enfin, à ne négliger aucune durée, on retrouvera les cycles saisonniers ou hebdomadaires du flux, suivant au plus près leur évolution. ». D. Delaunay, J. Santibañez (1998), *De l'usage des observatoires : la mesure des migrations entre le Mexique et les Etats-Unis*, Observatoires du développement, observatoires pour le développement, p. 277.

¹⁰ Le dynamisme de certains marchés urbains approvisionnés en Bolivie, renvoyant à l'insertion économique de la communauté bolivienne dans les villes du Nord-ouest argentin, aurait pu constituer une excellente perspective sur la dynamique des échanges transfrontaliers.

¹¹ Voir par exemple le dossier « Frontières et espaces transfrontaliers » de la *Revue internationale de politique comparée*, vol.2, n°3, 1996 ; « Territoires frontaliers. Discontinuités et cohésion », *Sciences de la société*, n°37, février 1996.

¹² « Il ne fait aucun doute que la *géographie de la population* est avant tout formée par la rencontre ou l'hybridation de la géographie et de la démographie. Le terme de *démogéographie*, souvent employé désormais, est un synonyme désignant le même contenu. Il s'agit d'un champ scientifique fortement enraciné dans la géographie et ayant une définition généralement large. La *géographie démographique* désigne une approche géographique aux limites plus restreintes, traitant de thèmes démographiques. La *démographie spatiale*, qui commence à se développer, a un champ étroit et des préoccupations proches de celles de la démographie statistique. » D. Noin, P.-J. Thumerelle (1993), *L'étude géographique des populations*, p. 5.

¹³ J.-P. Renard (1992), *Populations et frontières : problématiques et méthodes*, *Espace, populations, sociétés*, 1992-2, p. 167.

Initiation de la campagne d'enquêtes « Frontarbol » par la ville de Tarija.

Mon attente personnelle du dispositif d'enquête Frontarbol est l'identification de dynamiques territoriales¹⁵ qui éclairent le processus de peuplement régional, en lien avec l'espace national et l'Argentine. Car le propre d'une région frontalière n'est-il pas d'être à l'interface de deux Etats, donc exposée à une double influence, plus ou moins prégnante selon la relation avec le pays voisin ? Il s'agit aussi de comprendre la région dans sa dynamique interne, comme interrelation d'espaces, terroirs et villes. Dans cette perspective, le choix des unités d'observation me semble devoir refléter à la fois une certaine diversité et les grandes polarisations. Inspiré par certaines études régionales¹⁶, ma prédilection irait vers la recherche d'articulations entre la capitale, les campagnes traditionnelles de la zone andine (la Vallée centrale de Tarija) et une zone de colonisation récente (le triangle de Bermejo), avec sa ville-frontière. Le formulaire d'enquête doit pouvoir faire émerger différents types de mobilités spatiales, qui nous renseignent à la fois sur les composantes de la dynamique démographique (impact des migrations) et sur le système résidentiel¹⁷. Toutefois, de l'inclination du doctorant à la concrétisation du projet collectif, l'étape de la production de données va amener son lot de contingences et contribuer à faire évoluer le champ d'analyse de la thèse. Depuis la France, l'enquête de Tarija fait l'unanimité, le choix des autres sites est laissé en suspens. J'attends de nouveau la fin du semestre universitaire pour me libérer de mes obligations pédagogiques et rejoindre C. Martin qui est maintenant en poste à Tarija, comme coopérant du service national auprès de l'Institut Français d'Etudes Andines.

Nous concevons un projet de questionnaire destiné à la population des ménages ordinaires¹⁸, dans la lignée des enquêtes déjà effectuées dans le réseau¹⁹. Nous reprenons le principe d'une fiche « ménage » articulée avec plusieurs modules thématiques (appliqués soit au chef de ménage, soit à chaque individu), censés faire émerger divers types de mobilités spatiales. Les questions sont majoritairement fermées mais le recueil des noms de lieux fait l'objet d'une précision particulière, car nous tenons à pouvoir identifier les localités précises, aspect qui a pu faire défaut dans le traitement des enquêtes antérieures. Notre

¹⁴ *Idem*. Noter que la réflexion de l'auteur renvoie à l'étude des frontières politiques comme des franges pionnières, les « deux grands secteurs qui intéressent la géographie sociale des frontières », selon C. Raffestin, dans *Introduction à la géographie sociale des frontières*, Espace, population, sociétés, 1983-1, p. 87.

¹⁵ Cette expression renvoie à l'acception générale de « dynamique des territoires » proposée par R. Brunet : « La *dynamique des territoires* étudie les changements des organisations territoriales et les forces qui les provoquent et qu'ils contraignent ; elle est au centre de la recherche géographique. Les champs relèvent de cette dynamique. La dynamique des territoires se lit et s'analyse dans les changements dans les localisations d'activités, d'équipements, de population globale, de catégories de personnes... Elle s'efforce de construire des modèles du changement, et de les mettre en relation avec les systèmes spatiaux considérés ». R. Brunet et al. (1993), Les mots de la géographie. Dictionnaire critique, article *Dynamique*, p. 171.

¹⁶ G. Cortes (1995), La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie) ; R. Laserna (1983), Espacio y sociedad regional. Constitución y desarrollo del mercado interno en Cochabamba.

¹⁷ Dans les termes formulés par F. Dureau, selon une méthodologie prenant en compte la plurirésidentialité, par une approche longitudinale de la résidence. Voir F. Dureau (non daté, base Horizon www.ird.) *A propos de l'analyse des systèmes résidentiels. Présentation de l'enquête Migrations réalisée à Quito (EQUATEUR) en décembre 1987* ; F. Dureau, O. Barbary (1993), *Des citadins en mouvement. Analyse des pratiques résidentielles à Quito (Equateur)*, Cahier des sciences humaines, 29 (2-3) 1993.

¹⁸ Contrairement au recensement, premièrement, nous n'enquêtons pas la population hors ménages ordinaires (hôpitaux, prison, hotels...), secondement nous comptabilisons la population de droit et pas la population de fait.

¹⁹ L'enquête "Movilidad de la población en espacios fronterizos", à Bella Unión (Uruguay), en 1995 ; en 1996, "Encuesta a la Población Boliviana en Córdoba" (EBCO'96) ; en 1999, "Encuesta de la Población boliviana en Neuquén" (EBNEU'99).

collaboration avec la faculté d'économie se concrétise par l'intégration de l'enquête au cours de méthodologie du professeur Hugo Arze, en 3^e année de *licenciatura*²⁰. Il faut initier une quarantaine d'élèves et l'organisation de la pré-enquête sert de fil conducteur à l'expérience, revêtant alors une quadruple utilité : 1) intéresser les étudiants et commencer à faire émerger une dynamique de groupe ; 2) former les futurs enquêteurs ; 3) identifier les profils individuels dans la perspective de la hiérarchisation des rôles ; 4) mieux comprendre le terrain et repérer les déficiences du questionnaire. Cette étape achevée²¹, s'initie une phase où nous sommes directement encadrés²² (finalisation du questionnaire, définition de la méthode d'échantillonnage et logistique d'enquête). Nous procédons à des ajustements qui vont dans le sens d'une amélioration de l'ergonomie et de la simplification du questionnaire²³. Trois semaines après le recensement général de la population, l'enquête ENTAR 2001 a lieu les 28 et 29 septembre²⁴, la collecte portant sur un échantillon de 800 ménages.

Les derniers mois de terrain : un élargissement de mes référents géographiques

S'ensuit une période de décompression où je me consacre plutôt à des recherches personnelles. Le travail de codage des questionnaires et de constitution de la base de données est assumé par C. Martin, ma participation se faisant à la marge. C'est alors la dernière opportunité avant mon retour en France, d'approfondir ma connaissance du pays. J'en profite pour emprunter les routes orientales, de Villa Montes à Santa Cruz, puis à Trinidad, la capitale du Béni. L'objectif du voyage est de voir des territoires amazoniens et de visiter une autre région frontalière, en l'occurrence la province Vaca Diez, qui fait face au Brésil et se trouve être également une zone de colonisation dynamique. Ce parcours m'amène à Riberalta, Guayaramerin et sa ville jumelle, Guajara Mirim. De là je remonte la rivière Mamoré quelques jours, et regagne Trinidad par les pistes inondées de la Pampa de Moxos. Je prends alors l'avion pour La Paz, où m'attend C. Martin venu récupérer un véhicule tout terrain, prêté par l'IFEA dans le cadre de ses fonctions. La Paz est un point de passage primordial pour la constitution de la bibliographie, mais nous devons redescendre précipitamment vers Tarija, menacés par un appel à la grève générale (un *paro cívico* national) qui implique des barrages routiers pouvant se produire dans des régions très hostiles²⁵. Les dernières semaines à Tarija me permettent de réaliser quelques entretiens et d'entamer une redécouverte de la région en voiture, qu'il m'aurait été très utile d'approfondir. Par ailleurs, nous avons rencontré deux épidémiologistes de l'IRD à La Paz, qui organisaient une campagne d'enquêtes dans des communautés rurales du Tarija. Un échange de services nous permet alors de faire figurer dans leur questionnaire une fiche

²⁰ Diplôme validant les cinq premières années d'études universitaires et octroyant le titre de *licenciado*.

²¹ Nous avons bénéficié de la collaboration de Ramiro Flores Cruz, de l'Université de Buenos Aires.

²² P. Hamelin et H. Domenach nous ont rejoints à Tarija.

²³ Le volet longitudinal des questions relatives à la résidence durant les 12 derniers mois est supprimé. Il pose des problèmes de compréhension aux étudiants et la fiabilité de la collecte n'est pas assurée. Par ailleurs, le dépouillement de la pré-enquête ne s'avère pas convaincant, concernant la proportion des individus susceptibles d'être classés en résidence bi ou multipolaire. D'une manière générale, les variables ayant trait à l'habitat sont édulcorées. De la thématique forte qui pouvait émerger, reste la perspective d'un outillage apte à détecter certains phénomènes justifiant la réalisation ultérieure d'une enquête spécialisée.

²⁴ Voir les caractéristiques de l'enquête en annexe.

²⁵ Nous y sommes d'ailleurs confrontés dans le Nord du Potosí, ce qui nous incite à prendre un itinéraire original, instructif quant à la transition entre *altiplano* et vallées à hauteur de Sucre.

ménage recensant la dispersion des enfants partis, sur le modèle de ce que nous avons réalisé dans l'enquête ENTAR²⁶. Je reviens en France le 1^{er} janvier 2002 avec la base de données ENTAR, la perspective de ces nouvelles données, s'ajoutant à celle de la poursuite de notre programme d'enquêtes, sans ma participation désormais.

2002, une année d'errements : du sevrage à l'excès de données.

Bien que la recherche se soit initiée il y a plus de deux ans, mon corpus de données statistiques n'émerge que maintenant. La base de données ENTAR que j'utilise est une version préliminaire, mes premiers dépouillements permettent d'affiner les corrections, de calculer des indicateurs et obtenir divers supports d'analyse. Ce travail se fait de façon relativement isolée, car la dynamique de groupe se concentre sur la poursuite du programme d'enquêtes, hâtée par certains paramètres logistiques et la crise économique argentine²⁷. Finalement, le choix du deuxième site s'est bien porté sur les campagnes traditionnelles de la Vallée centrale de Tarija (enquête du bassin versant du *rio* Tolomosa, au mois de février, ENTOL), puis le terrain s'est distancé de la capitale, vers la plaine du Chaco. En troisième lieu, est enquêtée la ville-frontière de Yacuiba (65.000 habitants en 2001), dont l'accroissement démographique a été remarquable dans les années 90 (mois de mars, enquête ENYAC). Enfin, une quatrième collecte met l'accent sur la zone de transition entre les montagnes subandines et la plaine du Chaco, dont la problématique économique est en train de changer, du fait notamment d'importantes découvertes de gaz ; en résulte l'enquête de trois unités d'observation, la petite ville de Villa Montes (16.000 habitants), puis les villages de Caigua et Carapari (mois de juillet, enquête ENVIL). De mon côté, l'exploitation de l'enquête de Tarija ne débouche pas sur un processus d'écriture satisfaisant. Je réalise des commentaires descriptifs sans qu'apparaisse un fil conducteur. En travaillant à l'échelle locale, l'indigence de la bibliographie concernant la ville de Tarija et sa région commence à me gêner, et se font ressentir les limites d'une expérience de terrain non focalisée et longtemps subordonnée à l'organisation des enquêtes.

Ce défaut de contextualisation m'amène assez vite à rechercher un cadre interprétatif dans la compréhension des processus nationaux, sur lesquels la bibliographie est plus fournie. Situer ma région d'étude et la croissance de Tarija dans l'histoire de la Bolivie, repérer les grands paramètres du changement social ayant pu influencer dans la différenciation démographique du Sud frontalier, deviennent de vrais moteurs d'écriture. Par ailleurs, arrivent au milieu de l'année les résultats préliminaires du recensement de 2001, puis les résultats définitifs. Je m'attelle alors aussi à la spatialisation de ces données, dans une perspective diachronique, impliquant l'utilisation des autres recensements (1950, 1976, 1992). A travers ces deux lignes de travail se profile le socle de la thèse, le phénomène social concret dans lequel s'insère la réalité régionale observée, et que l'on contribue à décrire et expliquer : en l'occurrence, la modification drastique de l'organisation spatiale du pays, la redistribution du peuplement bolivien (chapitres 1 et 2). Parallèlement, arrivent les premières versions des bases de données d'ENTOL, ENYAC et ENVIL, dont la saisie est

²⁶ La base de données nous a finalement été communiquée par L. Brutus en 2003 et fera l'objet d'une exploitation ultérieure.

²⁷ La dégradation de l'économie argentine au cours des années 90 est une tendance qui s'accélère à la fin de la décennie et connaît son paroxysme avec la dévaluation de la monnaie nationale, initiée de fait courant décembre 2001.

effectuée depuis Tarija par C. Martin. Enfin, je suis lauréat d'une bourse de voyage « Aires culturelles »²⁸ qui me permet de retourner sur mon terrain à la fin de l'année et d'effectuer un véritable séjour d'actualisation bibliographique à La Paz. J'en reviens avec les derniers cédéroms du recensement, de nouvelles lectures, des photographies et des entretiens complémentaires réalisés à Tarija et Bermejo. L'année 2002 s'achève sur une phase de saturation d'information, j'ai accumulé les pièces d'un puzzle qu'il devient urgent d'assembler.

Une « dernière ligne droite » qui se dérobe

L'Institut d'Aménagement Régional me renouvelle sa confiance à la fin de ma période d'allocataire-moniteur et c'est en tant qu'Attaché Temporaire d'Education et de Recherche que j'initie ma quatrième année de doctorat. A l'exploitation du recensement à l'échelle nationale, succède le retour au niveau régional, cette fois avec une certaine abondance de données et dans le schéma séquentiel du plan d'écriture. D'une part, je m'engage avec C. Martin dans la réalisation d'une ébauche d'atlas statistique du département du Tarija, basé sur la spatialisation des données censitaires dans divers maillages, et préparant celle de nos données d'enquête. D'autre part, le dispositif Frontarbol a finalement engendré l'enquête de six unités d'observation côté bolivien²⁹, qui me renvoie à l'objectif d'identification des dynamiques territoriales³⁰ éclairant le processus de peuplement régional, en lien avec l'espace national et l'Argentine. Chaque enquête est proche du modèle ENTAR, avec des rectifications, des suppressions et des aspects thématiques propres [voir annexes du troisième chapitre], d'où deux contextes informatiques : pour les approches comparatives, l'usage d'une base de données agrégée, où les variables communes sont homogénéisées ; pour les approches monographiques, les bases de données respectives de chaque enquête, avec la totalité des modules thématiques et variables originaux. En découle un autre facteur de ralentissement de l'écriture : j'ai voulu à la fois poser les jalons d'une approche du méso-système de peuplement en comparant les enquêtes (chapitre 3), sans négliger la dynamique de territoires précis, dans des sous-parties monographiques (chapitre 4). Ce modèle d'analyse m'a finalement détourné de l'objectif initial, qui visait l'achèvement de la thèse par l'analyse approfondie du cas de la ville de Tarija, et m'amène jusqu'à l'automne 2004, où se conclut un parcours de cinq années.

²⁸ Programme de bourses du Ministère de l'Education nationale.

²⁹ Par ailleurs côté argentin, une enquête a été organisée en 2003 dans la ville de Jujuy, concernant exclusivement la population des ménages de la communauté bolivienne.

³⁰ Cette expression renvoie à l'acception de « dynamique des territoires » proposée par R. Brunet : « La *dynamique des territoires* étudie les changements des organisations territoriales et les forces qui les provoquent et qu'ils contraignent ; elle est au centre de la recherche géographique. Les champs relèvent de cette dynamique. La dynamique des territoires se lit et s'analyse dans les changements dans les localisations d'activités, d'équipements, de population globale, de catégories de personnes... Elle s'efforce de construire des modèles du changement, et de les mettre en relation avec les systèmes spatiaux considérés ». R. Brunet et. al. (1993), Les mots de la géographie. Dictionnaire critique, article *Dynamique*, p. 171.

INTRODUCTION GENERALE

On comprend bien la diversité physique de la Bolivie en observant sa localisation à l'échelle de l'Amérique du Sud. Des quatre grands ensembles déterminés par le relief, que forment la Cordillère des Andes, les massifs anciens de l'Est (massif des Guyanes et plateau du Brésil), les grandes plaines intérieures (Amazonie, Chaco et Pampa) et le plateau patagonien, seul ce dernier ne touche pas le territoire bolivien. La déclinaison de ces traits physiques sous des latitudes tropicales a engendré des milieux inégalement propices à l'occupation humaine et le peuplement s'est concentré dans la montagne andine. Car tant que l'homme disposait de technologies rudimentaires (déplacements non mécanisés, araire à traction animale), « ... il était sûrement plus logique et plus rentable de vivre en altitude, et de produire en tirant profit des étages agro-écologiques, plutôt que dans les basses-plaines inondées et malsaines de l'*Oriente* », selon A. Franqueville¹. La diversité de ces milieux montagnards s'apparente à une « mosaïque de facettes écologiques »², mais les articles généralistes relèvent le plus souvent deux grands traits d'architecture du relief³ : d'une part, les « hautes plaines »⁴ de l'ouest - l'*altiplano* - où se localisent d'immenses ressources minières, et à proximité du lac Titicaca, l'un des principaux foyers de peuplement du monde andin, ainsi que la première ville du pays (La Paz) ; d'autre part, l'existence de vallées et bassins entaillant le versant oriental (Cochabamba, Sucre, Tarija), offrant d'excellentes conditions pour l'agriculture. L'altitude déclinant vers les plaines orientales, la transition s'accompagne d'un gradient du froid vers le chaud et une partie de la montagne devient franchement tropicale ; cet intervalle correspond au massif subandin, au sous-sol riche en hydrocarbures, et dont les vallées abritent des zones de colonisation ancienne⁵ ou récente. Enfin, au pied des derniers plissements du soulèvement andin, s'étendent diverses plaines qui occupent 70% de l'espace national et dont la ville de Santa Cruz est le centre historique. En partant de l'inflexion de l'arc subandin, des forêts pluviales du Nord, à la brousse sèche à épineux du Chaco, tout un éventail de climats et de couvertures

¹ A. Franqueville (2000), *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, p. 171.

² Ceci s'explique par le volume de la montagne (un étage partant de plus de 6.000 mètres), le régime thermique de la base (plus la température est chaude en bas, plus la gamme est étendue), la diversité des formes, le stock floristique, les effets de façade et d'abri, ainsi que la transformation du milieu par l'homme. D'après O. Dollfus et D. Lavallée (1973), *Ecología y ocupación del espacio en los Andes tropicales durante los últimos veinte milenios*, *Bulletin de l'IFEA*, 1973-II-n°3, pp. 76-79.

³ Représentant respectivement environ 15% de l'espace national.

⁴ « Le trait le plus original des Andes boliviennes est constitué par la présence de hautes plaines, les *altiplanos* qui se suivent sur 400 Km du nord au sud et ont une centaine de kilomètres de largeur entre les Cordillères orientale et occidentale. C'est moins une haute plaine endoréique qu'une série de vastes bassins, séparés les uns des autres par des chaînons plissés ou des lambeaux de plateaux volcaniques. De l'*altiplano* du lac Titicaca au salar d'Uyuni les altitudes s'abaissent de 3.800 à 3.600 m. Au sud, des hautes plaines salées, absolument désertiques annoncent le désert d'Atacama. » O. Dollfus (1993), *La Bolivie andine*, article « Bolivie », *Encyclopaedia Universalis*, p. 319.

⁵ L'exemple le plus fameux est celui des *yungas*, terme probablement surutilisé si l'on se réfère à des définitions anciennes (1930). Selon l'*Encyclopedia universal ilustrada europeo-americana*, ed. Espasa-Colpe, Madrid, réédition de 1982, *yunga* est un terme générique désignant les vallées chaudes de la Cordillère des Andes, au Pérou et en Bolivie. Plus spécifiquement, les *yungas* sont des « Vallées profondes au pied de la cordillère des Andes boliviennes, où la température ne baisse pas au dessous de 21°C, ni ne dépasse 45°C. Dans les *yungas* des départements du Cochabamba et de La Paz, on produit du cacao, de la coca, et toutes sortes de fruits tropicaux, dont le café, le café des *yungas* de La Paz étant célèbre dans le monde entier [...] Ce qui est certain, historiquement, c'est que les Incas utilisaient les *yungas* comme lieu d'exil, constituant une sentence de mort lente pour des montagnards plongés dans le climat étouffant et malsain de la région ».

végétales se déploie, le réseau hydrographique participant de cette diversité écologique, ainsi que le contact du bouclier brésilien sur la frontière orientale (la Chiquitanie). Avant même la définition du sujet, se pose alors l'enjeu de restituer une partie de cette complexité, malgré les agrégats spatiaux nécessaires à la statistique et la brièveté de notre expérience de terrain. De la conscience de la diversité du milieu découle l'aptitude à en désigner les transformations.

C'est un lieu commun dans les articles faisant référence au processus d'occupation de l'espace bolivien, que de signaler l'opposition entre hautes et basses terres, ou la distinction entre *altiplano*, vallées et plaines, selon la division statistique la plus usitée. Cette approche suffit au repérage d'un mouvement fondamental d'équilibrage de la répartition spatiale de la population, après des siècles de concentration dans les montagnes. Historiquement ancré dans la partie froide et tempérée des Andes que nous appelons l'Occident, le peuplement se redistribue dans une configuration inédite, où les vallées chaudes et les plaines pourraient devenir majoritaires - l'Orient. Un aspect emblématique de cette réalité est la modification de la hiérarchie des villes et des départements. La Paz était en 1950 l'unique grande ville du pays (320.000 habitants, 46% de la population urbaine), le département du même nom concentrant 31% de la population nationale et celui du Santa Cruz 9% ; en 2001, La Paz est toujours la première ville du pays (1,44 millions d'habitants), mais talonnée par Santa Cruz (1,12 million), tandis que les deux départements concentrent respectivement 28% et 25% de la population nationale. Dépasser ce type de comparaison n'est toutefois pas évident, tant abondent les chiffres fondés sur des agrégations douteuses, ne se corroborant pas systématiquement. La mesure de ce qui sous-tend un véritable basculement démo-spatial devait faire l'objet d'une méthodologie plus rigoureuse et c'est l'un de nos objectifs de recherche que de produire un diagnostic innovant sur ce point.

Derrière les faits de population à rendre explicites, se profile la question de l'origine et du sens d'une telle mutation. La lecture que nous proposons consiste à y voir la conjonction de deux grandes forces structurant la réorganisation de l'espace bolivien. D'un côté, c'est à la longue histoire de la fragilisation des sociétés traditionnelles de la zone andine que l'on peut se référer. Soit, la « déstructuration économique et sociale provoquée par le choc de la colonisation, puis par les politiques agricoles passées et récentes, [qui] a conduit à de désastreuses modifications du système agro-alimentaire... »⁶. Ou bien encore l'inconstance chronique d'une économie minière suspendue aux cours mondiaux, qui a connu la faillite du système public en 1985, transformant les bassins miniers et les campagnes qui en dépendaient, en régions sinistrées. D'un autre côté, c'est dans l'histoire récente qu'apparaissent les principaux déterminants de l'activation de territoires neufs. La rupture est le fait d'un revirement politique datant des années 40-50 qui consiste à favoriser enfin l'intégration de l'espace oriental, en y construisant des voies de communication modernes et

⁶ Voir A. Franqueville (2000), Chapitre V, *Accuser l'agriculture ou choisir les véritables priorités ?*, La Bolivie, d'un pillage à l'autre, pp. 167-207.

en relançant le processus de colonisation agricole de l'intérieur ; c'est à dire dans la zone subandine et depuis les piémonts, en lieu et place de la colonisation poussive des franges limitrophes. De ce moteur initial résulte une expansion de la frontière du peuplement, qui a produit en 50 ans la cristallisation d'une troisième concentration démographique majeure, autour de Santa Cruz. Par ailleurs, d'autres paramètres géo-économiques ont alimenté la tendance de développement de l'espace oriental et de marginalisation de la zone andine. En effet, dans le même laps de temps, le pays passe d'une dépendance absolue vis-à-vis des produits miniers (en particulier l'étain), à la diversification de sa base exportatrice, par l'exploitation des hydrocarbures et l'orientation agro-industrielle de la région crucénienne. Il faut aussi noter la tendance de réorientation des échanges vers la façade atlantique, l'amélioration des voies de communication avec le Brésil et l'Argentine, et l'intensification du commerce avec ces deux pays, intégration énergétique en tête.

Entre crise andine et dynamiques frontalières, ce sont deux « méta-dynamiques spatiales » qui organisent la redistribution du peuplement bolivien. Le principal objectif de notre recherche est de produire une analyse qui soit à la fois celle de la fragilisation des structures territoriales occidentales et de la production de l'espace oriental. Ausculter les phénomènes dépressifs est tout aussi important que de comprendre l'émergence des nouveaux territoires⁷, ce sont les deux faces du même objet. Au-delà, l'interdépendance de ces dynamiques nous interpelle, car les conditions modernes de la mobilité facilitent les relations circulaires entre les espaces. L'effet du développement oriental sur les structures spatiales andines se décline-t-il plutôt sur le mode du démantèlement ou de la résistance ? On peut douter du caractère constant et durable des processus d'expansion en zone chaude. N'existe-t-il pas au contraire une dimension cyclique dont il faille tenir compte ?

* * *

Notre analyse de la redistribution du peuplement s'inspire de la notion de système, suivant deux types d'acceptions. On s'appuie tout d'abord sur la notion de peuplement en géographie, qui relève d'une double dimension signalée par P. George : il peut s'agir de « l'action d'occupation d'un territoire plus ou moins libre pour de nouvelles implantations », ou de « la manière dont un territoire est occupé »⁸. Ce dernier sens donne lieu à toute une série de protocoles descriptifs utilisés - nous y puiserons quelques outils - pour caractériser les formes que prend l'occupation d'un territoire par la population à un moment donné. Dans l'observation d'une « très grande persistance de la configuration spatiale et hiérarchique du peuplement » par

⁷ « ... la notion de *dynamique* est, à tort, fortement liée à une idée développementaliste de croissance, alors qu'une analyse dynamique peut traiter d'un mouvement de déclin relatif ou absolu (par exemple, l'étude de l'évolution des dynamiques rurales dans une région en crise). Dans ce cas, la dynamique peut être synonyme d'efficacité ou de crise d'un système, et la statique, synonyme de la résistance à l'érosion de facteurs économiques ou sociaux ; l'approche dynamique tend à survaloriser la prise en compte du mouvement en géographie, au détriment de phénomènes d'inertie, de pérennité ou de résistance de structures spatiales, ce que certains auteurs nomment la résilience (initialement la résilience définit la capacité d'absorber un choc et par transposition la capacité d'un espace à résister à une évolution), qui peuvent montrer une réelle efficacité ». Article « dynamiques spatiales », Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, pp.281-282.

⁸ P. Georges dir. (1984), « Peuplement », Dictionnaire de la géographie, p. 345.

le monde, D. Pumain⁹ voit « le produit involontaire, spontané, ‘auto-organisé’, des interactions multiples qui relie les individus dans leur pratique du territoire. L’ensemble des lieux habités d’un système de peuplement peut ainsi être conçu et modélisé comme un système dynamique, dont l’organisation hiérarchique s’expliquerait par une tendance historique à la concentration du peuplement, et dont la stabilité résulterait de l’extrême rapidité des fluctuations locales de la répartition de la population, qui traduisent l’interdépendance des villes dans la structure d’ensemble ». Suivant cette conceptualisation, le cas bolivien constitue un modèle original de modification rapide de la structure du système de peuplement. Est-il pour autant dépourvu de stabilité, au vu de l’évolution des cinquante dernières années ? Ne faut-il pas s’interroger sur le caractère temporaire de certaines fluctuations ? La perspective migratoire est ici particulièrement pertinente, comme analyseur de l’homéostasie du système.

Sans entrer dans le débat des champs de recherche concernés par la population et le territoire¹⁰, admettons que le peuplement est aussi un objet d’étude naturel pour les démographes. Souvent même, le terme est utilisé comme synonyme de mouvement ou dynamique démographique, dans la mesure où le processus est localisé. C’est dire que la notion de peuplement renvoie à l’essence de la discipline, dont une définition est l’étude des populations « ... en vue de décrire leurs comportements, d’évaluer les conséquences de ces comportements sur l’évolution (quantitative) et la structure des populations, de déterminer les facteurs de covariance et - si possible - de causalité qui déterminent les changements ; d’élaborer des hypothèses sur leurs conséquences sociales et économiques »¹¹. Evoquer la notion de système de peuplement dans une perspective démographique présuppose donc d’accorder une importance centrale aux facteurs de la croissance démographique et à leur interdépendance. L’analyse de la redistribution du peuplement devient ainsi celle du changement démographique et de ses conséquences sur la répartition spatiale de la population. Dans notre étude, la diversité des échelles et l’insuffisance des données nous limitent à l’identification des tendances lourdes, aucune simulation n’est envisagée. Il s’agit en l’occurrence de concevoir la problématique des migrations dans le cadre du processus de transition démographique. A savoir, quels sont les effets directs et induits de la migration sur la dynamique démographique¹² et comment cette dialectique affecte la distribution spatiale de la population.

⁹ D. Pumain (1983), *Le peuplement*, *Encyclopédie de Géographie*, pp. 440-441.

¹⁰ C. Lacour, M.-M. Gervais-Aguer, *Populations et territoires. La vraie vie d’un faux couple*, *Démographie et aménagement du territoire*, pp. 64.

¹¹ M. Livi Bacci (1996), allocution introductive, *Actes de la Conférence méditerranéenne sur la population, les migrations et le développement*, Palma de Majorque, 15-17 octobre 1996.

¹² « Les déplacements n’entraînent pas seulement des transferts d’effectifs variables mais sont également la cause de transferts de potentialités de (dé)croissance quelquefois très importants, et de restructuration de l’espace et des demandes sociales : soit par des modifications directes des structures des populations concernées (d’origine et d’accueil) en raison de l’effet sélectif de la migration sur l’âge et le sexe ; soit par des transferts et modifications des comportements reproductifs et sociaux de la population émigrée au contact de la population d’accueil. », dans H. Domenach, M. Picouet (1995), *Les migrations*, p. 43.

La lecture que nous en proposons est basée sur l'idée de régionalisation des interactions démographiques. Nous voyons dans la redistribution du peuplement à l'échelle nationale, l'action d'un réseau de sous-systèmes de peuplement intermédiaires, qui sont donc aussi des sous-systèmes redistributifs ou encore des sous-systèmes « démo-migratoires »¹³. L'enveloppe départementale du Tarija circonscrit approximativement l'un de ceux-ci, et le dispositif d'enquête Frontarbol associé à l'étude des recensements permet d'analyser l'organisation interne du sous-système, ainsi que son articulation avec les espaces national et argentin. L'explication historico-structurale, si l'on s'inspire d'un modèle comme celui d'A. Simmons¹⁴, subit la même désagrégation : on cherche à comprendre comment les institutions sociales, économiques et politiques qui donnent notamment accès à la terre et à l'emploi, conditionnent à l'échelon régional les formes de migration. Dans la pratique, la migration sera appréhendée en fonction des données disponibles. Les différentes définitions sont donc celles qu'impliquent les questions du recensement et des enquêtes, soit des concepts de migration sur durée de vie et d'« événement-migration » qui seront expliqués au cours de l'étude¹⁵.

* * *

Le **premier chapitre** aborde la redistribution du peuplement dans la perspective du temps long. En insistant sur la construction historique des villes, des régions et de la Nation, depuis la colonisation espagnole, on cherche à identifier les origines d'un déséquilibre spatial très prononcé. En effet, alors que le pays est fort majoritairement constitué de plaines tropicales, au milieu du XXe siècle celles-ci n'abritent encore qu'environ 15% de la population. Pourquoi le peuplement est-il ainsi concentré dans la zone andine ? Au Brésil ou en Argentine, sur des espaces de caractéristiques physiques comparables, la valorisation des terres basses est tout autre, qu'elles soient occupées depuis longtemps ou en voie d'intégration par des franges pionnières. Quels sont dès lors les événements qui vont stimuler l'intégration des régions chaudes, précipitant la fin d'une constante pluriséculaire de l'organisation de l'espace ? Il s'agit de comprendre le « contexte » de cette métamorphose, au sens de « l'ensemble des conditions de possibilités sociétales »¹⁶ pour que le phénomène se produise. En l'occurrence, les paramètres de la redistribution du peuplement sont abordés dans un schéma d'explication historico-structurale, soulignant le rôle des déterminants institutionnels dans le déblocage de la situation. C'est le glissement jusqu'à nos jours, d'un système de peuplement favorable à la statique territoriale, vers un système modifiant drastiquement la répartition de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, qui constitue l'angle d'analyse propre au chapitre. En résulte l'avancée du questionnement et la formation d'hypothèses concernant l'effectivité démo-spatiale de ce changement, en termes de différenciation régionale et d'intensification des migrations internes.

¹³ Voir H. Domenach (2003), *L'évolution du système démo-migratoire caraïbéen au cours du XXe siècle*.

¹⁴ A. B. Simmons (1985), *Contrôle institutionnel, migration et offre de main-d'œuvre : application aux mouvements historiques en Amérique latine*, Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement, pp. 285-320.

¹⁵ Voir en particulier Chapitre 3-II-A et annexes du chapitre.

¹⁶ J. Levy, M. Lussault (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p. 204.

Comment s'exprime alors, dans les faits de population, la réorganisation de l'espace bolivien ? Le **deuxième chapitre** y répond en concentrant l'analyse sur la dimension distributive du peuplement, sans en négliger le conditionnement démographique. Comment évolue la répartition spatiale de la population entre 1950 et 2001 ? Après un préambule méthodologique concernant les divisions statistiques de l'espace bolivien, il s'avère aussi nécessaire d'expliquer l'importance de la transition démographique. Ce qui permet de comprendre la rapidité du changement et désigne la migration comme facteur prééminent ; dans la mesure où les transferts de population ont un effet répartiteur direct, et agissent indirectement sur les potentiels d'accroissement. D'où la référence à un processus de « transition démo-spatiale », qui révèle deux structures de base : la concentration urbaine et le basculement vers l'Est, qu'on exprime par l'équation élémentaire et néanmoins inédite, de l'évolution du rapport démographique entre l'Orient et l'Occident. La prépondérance du phénomène urbain nous conduit à réaliser ensuite une analyse statistique approfondie de la dynamique des villes, révélatrice d'une véritable duplicité des modèles d'urbanisation de part et d'autre. De la démarche purement statistique synthétisant des tendances, à l'affinement de la perspective par la cartographie des recensements, se concrétise l'idée d'une structuration régionale de la redistribution du peuplement. Quelles sont dans ce sens les configurations régionales les plus significatives ? Au-delà des ensembles polarisés par les trois grandes villes du pays, se démarquent les périphéries frontalières, en particulier au Sud, dans le département du Tarija.

C'est l'analyse de ce modèle régional de croissance que l'on se propose de réaliser dans les chapitres suivants. Parce que positionné sur le versant oriental de la Cordillère et s'étendant sur la plaine du Chaco, le Tarija présente une diversité écologique assez représentative de l'effet de « mosaïque » précédemment évoqué. Il offre un terrain de réflexion très pertinent quant à l'observation des mécanismes d'ajustement du peuplement, entre crise andine et dynamiques frontalières dans un large éventail.

Comment se transposent dans le Tarija les facteurs de déblocage de l'inertie territoriale et la notion de transition démo-spatiale ? A l'échelle mésologique, les référents de l'analyse requièrent une nouvelle précision. C'est tout d'abord l'espace physique qu'il faut redéfinir, puis l'histoire de l'occupation du territoire départemental et à travers une division statistique de l'espace adaptée, l'évolution récente de la distribution spatiale de la population. Au-delà des données de contextualisation et de caractérisation démogéographique introductives, le **troisième chapitre** porte spécifiquement sur l'identification des champs migratoires qui déterminent la dynamique démographique départementale. Quels sont les principaux pôles d'attraction urbains et ruraux ? Quelles origines sont surreprésentées dans la population non native du département ? Les espaces de tonalité répulsive sont-ils circonscrits à la zone occidentale, et observe-t-on du fait une redistribution des populations montagnardes dans les régions chaudes ? Comment se répartit l'impact démographique de la migration en Argentine, compte tenu d'un différentiel spatial historique dans la rémunération du travail ? L'exploitation des enquêtes s'oriente ici vers un triple objectif : établir un profil

du système régional articulé par les migrations, améliorer la compréhension des interactions démographiques qui creusent les inégalités spatiales, hiérarchiser les localités selon leur positionnement dans le jeu des transferts de population.

A cette approche du système de peuplement, synthétique, transversale et comparative, succède celle du **quatrième chapitre**, centrée sur des territoires spécifiques, dans une perspective diachronique. Notre hypothèse de travail consiste alors à mettre en doute la stabilité du peuplement oriental. Pourquoi la progression démographique exprimée par les variations intercensitaires serait-elle constante ? Comment révéler la part des fluctuations ? On se propose d'examiner l'impact des trois principaux moteurs de développement qu'ont été, sont ou deviennent la colonisation agricole, l'exploitation des hydrocarbures et le commerce transfrontalier. A différentes échelles territoriales, ces facteurs ont généré des séquences d'essor et de crise, non sans conséquence sur l'organisation hiérarchique des zones de peuplement. Ainsi, la dynamique d'expansion de la frontière agraire s'est déclinée selon différentes formes, encadrées ou spontanées, avec divers degrés de réussite et de pérennité. La question de l'incidence de l'exploitation du gaz se pose avec acuité depuis les nouvelles découvertes (fin des années 90) qui positionnent les réserves nationales au second rang sud-américain (derrière le Venezuela). Enfin, un phénomène de croissance « champignon » comme celui de la ville-frontière de Yacuiba dans les années 90, pose le problème de l'émergence d'une ville moyenne pouvant concurrencer la capitale départementale. Comment ces activités transforment-elles l'espace oriental ? Comment se recomposent les champs migratoires face aux fluctuations générées ? En s'appuyant principalement sur les enquêtes du dispositif Frontarbol, l'observation de ces dynamiques territoriales révèle une accumulation démographique fragile, qui renvoie aux mécanismes de résistance du peuplement en zone occidentale, modérant le pronostic d'un basculement inéluctable.

Premier chapitre

Vers un démantèlement de l'assise andine de l'économie,
du pouvoir et de la population ?

I - Origines et mutations de la suprématie andine : les villes, les régions, la Nation.

A - La période coloniale (1532-1825) : l'apogée de la région Sud.

B - De l'Indépendance à la période pré-révolutionnaire (1825-1950) : la définition de l'hégémonie pacéniennne.

C - L'évolution de la distribution spatiale de la population : la grandeur des villes, reflet de la hiérarchie régionale.

Conclusion - Les prémisses d'un repositionnement géographique des régions orientales.

II - L'intégration de l'espace oriental, moteur de la métamorphose bolivienne.

A - Une « orientalisation » de l'économie, fruit de la planification : de la Révolution Nationale à l'ère néo-libérale.

B - Les réformes du modèle d'administration territoriale, paramètre du changement hégémonique.

Conclusion du chapitre - Le déblocage des facteurs d'inertie territoriale.

INTRODUCTION

La Bolivie constitue une nation attardée dans l'ensemble continental, en ce qui concerne la valorisation des immenses plaines de l'Amazonie et du Chaco. Malgré quelques tentatives de colonisation des marges, jusqu'aux années 40, la population se trouve encore enracinée dans la zone froide ou tempérée de la Cordillère des Andes. Cette situation commence alors à évoluer et la *marcha hacia el Oriente*¹ devient le leitmotiv de la planification. S'ensuit un intense mouvement d'appropriation des terres basses, qui entraîne la mutation toujours en cours, de l'espace bolivien. Quels étaient les facteurs de l'inertie du peuplement ? Quelles sont les principales causes du déblocage ? En quoi conditionnent-elles une véritable métamorphose de l'organisation spatiale du pays ? Cette partie se donne d'une part pour objectif, de reconstituer un schéma historico-structural permettant de comprendre l'origine d'un peuplement déséquilibré et la définition tardive d'une voie de développement fondée sur l'expansion de la frontière. On entend d'autre part identifier les champs majeurs, qui contribuent à une nouvelle répartition de l'offre et de la demande de main-d'œuvre². C'est l'analyse du processus de formation et de différenciation régionale depuis la Conquête, en lien avec la constitution du réseau urbain, qui constitue notre angle d'analyse. Le fil conducteur s'inspire de la thèse de l'historien bolivien Jose Luis Roca³, selon laquelle l'histoire de la Bolivie n'est pas celle de la lutte des classes mais des luttes régionales. Nous nous appuyons ainsi principalement sur les explications fournies par cet auteur, pour relever les temps forts d'une « dynamique des hégémonies régionales » qui permet de comprendre la dialectique des permanences et du changement. La première partie sera consacrée à la période allant de la Conquête (1532) à l'aube de la Révolution Nationale (1950). On observera ainsi comment se sont objectivés⁴ politiquement, économiquement et démographiquement, les territoires qui sous-tendent les grandes articulations régionales actuelles. Sous l'Empire espagnol, c'est d'abord la suprématie du Sud (Potosi-Sucre) qui s'affirme, mais au début du XXe siècle, le Nord (La Paz-Oruro) finit par s'imposer et sceller l'intégration du réduit andin, au détriment des périphéries méridionales et orientales. La seconde partie analyse comment les nouvelles politiques publiques qui projettent l'expansion de la frontière du peuplement au cœur du pays, aboutissent à une réorganisation de l'espace national, centrée sur l'Orient crucénien.

¹ La marche vers l'Orient.

² Voir A. B. Simmons (1986), *Contrôle institutionnel, migration et offre de main-d'œuvre : application aux mouvements historiques en Amérique latine*, Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement.

³ J.-L. Roca (1999), *Fisionomía del regionalismo boliviano*.

⁴ On entend l'« objectivation » au sens développé par G. Di Méo (1991) dans *L'homme, la société, l'espace*, p. 176 : « Nous retiendrons trois grandes modalités tendant à réifier des entités spatiales : la modalité politico-administrative, empreinte d'une idéologie souvent transmise par l'histoire ; la modalité socio-économique, au sens de l'expression spatialisée des forces productives, de l'accès aux équipements et aux services ; la modalité plus strictement sociale, fondée sur les liens de parenté ou sur l'associativité ».

I - Origines et mutations de la suprématie andine : les villes, les régions, la Nation.

Sur le temps long et à l'échelle continentale, la formation de l'espace bolivien peut s'analyser comme le produit d'une lente dérive, du centre à la périphérie de l'Empire espagnol. A l'échelle du périmètre national, on constate que très tôt les régions boliviennes se constituent autour de centres pérennes et se singularisent dans un système politico-territorial évolutif. A l'heure des guerres d'indépendance, les régions boliviennes sont déjà largement objectivées par leur passé administratif colonial et cette antériorité prédétermine le découpage en départements, l'échelon régional de référence jusqu'à nos jours. Nous tenterons ainsi de repérer à travers les mutations du système politico-territorial et les événements clé de l'histoire économique, les origines d'un peuplement déséquilibré et de régionalismes ancrés : sous l'Empire espagnol tout d'abord [A], puis durant la période républicaine arrêtée avant la Révolution de 1952 [B]. On examinera alors l'évolution de la répartition de la population pendant plus d'un siècle d'indépendance, grâce aux premiers inventaires de population [C].

A - La période coloniale (1532-1825) : l'apogée de la région Sud.

Si nous ne débutons pas l'analyse avant la conquête espagnole, c'est que la question régionale bolivienne découle de l'importance prise par quelques villes durant les siècles d'occupation espagnole⁵. Ces villes se sont structurées dans un cadre régional, et ces régions plus ou moins polarisées ont entretenu des relations de concurrence et de complémentarité. Auparavant dans l'Empire Inca, le *Collasuyo*⁶ constituait une zone de faible productivité agricole, manquant de chemins, soit une région plutôt marginale. Ce sont les Espagnols qui en introduisant des révolutions technologiques - moyens de transport⁷, agriculture technifiée - ont créé les conditions favorables à la concentration de l'habitat. Porteurs d'une forte culture urbaine, ils ont conduit une politique de fondation particulièrement active dans la zone andine⁸ entre 1538 et 1610, à laquelle s'est ajouté l'effet d'une activité minière spontanément urbanisante. Ainsi, 70 ans après l'apparition

⁵ Il s'agit aussi d'un choix de simplification. La domination incaïque est à l'origine d'une homogénéisation de l'espace linguistique à travers une politique de « quechuaïsation », paramètre pertinent entre autres, dans l'analyse des régionalismes.

⁶ Avant l'invasion incaïque (1450 environ), la région du Collao était composée de différentes ethnies désunies, partageant certains traits culturels communs, dans l'espace correspondant à la partie occidentale de la Bolivie actuelle. Le *Collasuyo* est le nom de cet ensemble dans l'Empire inca. Selon I. Montes de Oca (1994), *Desenvolvimiento historico etnico de la población, Geografía y recursos naturales de Bolivia*, pp. 58-64.

⁷ Les Incas ne connaissaient pas les véhicules et les animaux de monte. Pour cette raison, l'absence de moyens de transport constitue l'un des facteurs limitants de l'expansion des villes à l'époque précolombienne.

⁸ W. Schoop (1981), *Ciudades bolivianas*, p. 21 : « La Reconquête ibérique à peine terminée après plusieurs siècles de lutte, avait conféré aux villes un rôle prépondérant dans la défense militaire et dans la pénétration culturelle des régions conquises.

des premiers Espagnols dans la région, les villes les plus importantes étaient déjà créées, dont sept futures capitales de département.

1 - Une lente dérive, du centre à la périphérie de l'espace colonial.

En 1543, la Couronne espagnole crée le Vice-Royaume du Pérou pour administrer le Sud de l'Empire, soit une juridiction comprenant toute la zone conquise jusqu'à Panama (excepté le Venezuela), et dont Lima est la capitale. Mais dès 1545, la découverte d'un gisement d'argent extraordinaire sur l'*altiplano*, le *Cerro Rico* de Potosi, va durablement structurer l'espace colonial. La fulgurante croissance économique et démographique de la zone légitime la création d'un nouvel organe administratif dès 1553, subordonné en théorie au Vice-Royaume du Pérou : l'Audience de Charcas [voir CARTE 1-4]. Sa juridiction s'étend progressivement et finit par comprendre à la fin du XVIII^e siècle, le territoire actuel de la Bolivie (qui correspond aussi à l'appellation « Haut Pérou »), du Paraguay et de l'Uruguay, ainsi que celui de l'Argentine⁹. La Plata - la future Sucre -, située en zone de vallées tempérées, à relative proximité des mines de Potosi (environ 175 Km), est choisie comme capitale de l'Audience. Rapidement, Lima et Potosi deviennent les deux extrémités d'un axe concentrant la population, les ressources économiques et le pouvoir. Les territoires de l'Audience de Charcas et au-delà, sont fonctionnalisés par les besoins de l'extraction et de l'exportation du minerai d'argent ; ce qui entraîne l'émergence de régions agricoles spécialisées, nourrissant l'expansion d'un réseau urbain et semi-urbain. Dès le XVI^e siècle donc, la logique extractive coloniale imprime une double différenciation régionale : à l'échelle continentale, les Andes boliviennes se singularisent par effet de proximité avec Potosi ; et dans cet espace, la région Sud (l'axe Potosi-Sucre), est économiquement et politiquement dominante.

Or, les réformes du système politico-administratif colonial qui interviennent à la fin du XVIII^e siècle¹⁰, constituent un tournant géopolitique fondamental. Dans un premier temps (1776), est créé le Vice-Royaume du Rio de La Plata et sa capitale attribuée à Buenos Aires [CARTE 1-5]. L'Audience de Charcas se trouve subordonnée à la nouvelle entité et perd une partie de sa juridiction. Ce nouveau découpage valide d'un côté, l'essor de l'espace pampéen et l'importance nouvelle du littoral atlantique¹¹, et d'un autre, la crise des aires traditionnelles de production minière ; de là s'initie un processus de périphérisation des Andes centrales. Dans un second temps, l'*Ordenanza de Intendentes de Buenos Aires* (1782) met fin au contre-

On comprend bien que la couronne stimule énergiquement le développement urbain dans cette situation de colonisation, négligeant le peuplement des terres basses ».

⁹ Il s'agit de l'Argentine avant la Conquête de la Patagonie, soit le territoire situé au nord du Rio Colorado.

¹⁰ Les réformes dites « bourbonniennes ». Selon F. Chevalier (1993), *L'Amérique latine, de l'indépendance à nos jours*, p. 85 : « Les réformes visaient à introduire une plus grande efficacité dans le système colonial afin de le faire servir davantage à la métropole. En furent rompues des complémentarités entre les régions américaines, et le continent se trouva réinvesti par les péninsulaires. »

¹¹ Les colonies du bassin de La Plata avaient été négligées par les Espagnols qui n'empruntaient que rarement le port de Buenos Aires lui préférant l'isthme de Panama. Mais le trafic des bateaux anglais, français et hollandais qui échangent leurs produits manufacturés dans les ports de la façade atlantique (violant le monopole) ainsi que la progression de la colonisation Portugaise, instaurent une pression commerciale et militaire... Les Espagnols se voient contraints de modifier leur stratégie.

pouvoir que constituait de fait l'Audience de Charcas, en implantant un nouvel échelon de gestion administrative : l'intendance. Neuf intendances sont ainsi créées - Buenos Aires, Paraguay, Cordoba, Salta, Puno, Potosi, La Plata, Santa Cruz (avec capitale à Cochabamba) et La Paz -, chacune dotée d'un appareil de gouvernement complet qui renvoie l'Audience à sa fonction primitive de cour d'appel. Ces intendances sont importantes bien qu'éphémères, parce qu'elles constituent d'une part, les pièces du démembrement imminent de l'Empire colonial espagnol et de sa reconstitution en Etats-Nations ; et qu'elles contribuent fortement d'autre part, à l'objectivation spatiale des régions boliviennes¹², une territorialisation annonçant les départements.

2 - Fondre et fonder : de la double obsession du colonisateur à l'émergence d'un réseau urbain.

La marque spécifique de la colonisation espagnole sur le peuplement résulte d'une double obsession : extraire les métaux précieux et fonder des villes¹³, la seconde opération permettant d'assurer la première en asservissant les indigènes et en développant une agriculture subordonnée aux besoins de l'économie extractive. La recherche de W. Schoop « Ciudades bolivianas » sera ici notre principale référence concernant la croissance démographique des villes et l'interprétation des phénomènes.

En annexant l'Empire Inca, les Espagnols héritent d'une frontière orientale¹⁴ dans les Andes centro-méridionales, qui pour la partie bolivienne s'étend le long des derniers plissements andins, et fait face à d'immenses plaines (Amazonie et Chaco) ainsi qu'à un univers culturel distinct et insoumis : les groupes Chunchos (au nord de l'actuel département de La Paz), Moxos dans le bassin versant du fleuve Mamoré (département du Beni), Chiriguano dans le Chaco (départements de Santa Cruz, Chuquisaca et Tarija) [CARTE 1-3]. A la recherche d'une mythique terre d'abondance vers l'Est, les Espagnols se heurtent à l'absence de grands gisements métallifères et à l'impossibilité d'exploiter la force de travail indigène, ce qui explique après 1617, le réfrènement de leur ardeur exploratrice dans la région, ainsi que l'échec de leur installation sur le piémont amazonien¹⁵[voir CARTE 1-2]. Il en résulte que la découverte des terres basses est abandonnée aux missionnaires ; jusqu'à la fin de la période coloniale, Santa Cruz de la Sierra dont la vocation est essentiellement défensive, sera l'unique cité orientale en position avancée. Ainsi, la colonisation espagnole s'impose principalement dans le massif andin par rationalité politique et économique. Trois types d'espace montagnard sont ainsi occupés et exploités : 1) l'*altiplano* et la haute-cordillère (au-delà de 3.000 m

¹² Selon J.-L. Roca (1999), *op. cit.*, p. 137 : « Dans un délai extraordinairement bref - pas plus de 20 ans -, les quatre intendances de Charcas ont pris conscience de leur individualité, ont cherché à délimiter leurs frontières géographiques et se sont révélés intransigeants quant au respect de leur juridiction ».

¹³ J. Sotelo parle d'« obsession fondatrice » selon Schoop (1981) *op. cit.*, p. 23. Remarque : ces « villes » fondées n'ont pas forcément de caractère urbain selon des critères d'agglomération et de dimension démographique modernes.

¹⁴ Concernant le peuplement de la frontière à l'arrivée des Espagnols, cf. Thierry Saignes (1981), *El piedemonte amazónico de los Andes meridionales : estado de la cuestión y problemas relativos a su ocupación en los siglos XVI y XVII*, Bulletin de l'IFEA, n°3-4.

¹⁵ Par ailleurs, W. Schoop (1981), *op. cit.* p. 21, évoque le refus explicite d'une colonisation agricole en Amérique du Sud : en Espagne la pression démographique n'était pas assez importante et il n'existait pas non plus une demande suffisante de biens d'outre-mer.

d'altitude) où se concentre l'immense richesse minière, 2) les vallées tempérées (entre 3.000 et 1.500 m) offrant d'excellentes conditions pour l'agriculture, 3) les vallées chaudes de La Paz (dites yungas, à moins de 1.500 m) où les Incas avaient commencé à extraire de l'or et ont implanté la coca¹⁶.

Les trois principales villes altiplaniques sont aussi les plus importantes du pays. Potosi occupe une position de primauté exceptionnelle pendant la première phase du cycle de l'argent (1545-1650) : la ville atteint 100.000 habitants en 1572, 150.000 en 1611 et 160.000 en 1641. Toutes les importations du Vice-Royaume, la production interne, la contrebande d'origine européenne convergent vers Potosi ; la majorité de la population s'emploie dans le commerce, la mine et le transport. Or, à la fin de la période coloniale, la production d'argent de Potosi décroît : d'une part, les veines les plus riches ont été exploitées, mais surtout, le métissage réduit la population pouvant être soumise au travail forcé. La main-d'œuvre gratuite des indigènes venant à manquer, le coût de l'extraction augmente et plonge l'activité puis toute l'économie dans une crise qui se propage aux espaces satellites de Potosi. Celle-ci se répercute automatiquement sur la croissance urbaine : au début du XVIIIe siècle, la population de Potosi se situe autour de 70.000 individus et il n'en reste plus que 24.000 en 1780. Oruro connaît une trajectoire similaire à moindre échelle : devenue rapidement la seconde concentration démographique, la ville croît grâce aux gisements d'argent découverts à proximité - 20.000 individus en 1608, 76.000 en 1678 - mais subit plus fortement que Potosi les effets de la crise¹⁷, repassant au dessous des 10.000 habitants au début du XIXe siècle. La Paz quant à elle, est économiquement moins vulnérable : c'est un lieu d'étape à équidistance de Cuzco et Potosi, sur la route Nord-Sud [CARTE I-6], favorablement entouré de hautes vallées agricoles, de l'une des zones les plus productives de l'*altiplano* (tubercules, sel, poisson, élevage), des *yungas* (coca) et d'importants gisements d'or (Cordillera Real). Contrairement aux deux villes minières précédentes, La Paz connaît une accumulation démographique relativement constante : elle compte 6.000 habitants en 1586, 13.000 en 1675 et 21.000 à la fin du XVIIIe siècle.

Les villes des vallées tempérées sont implantées en fonction d'intérêts divers mais se caractérisent par la domination de la fonction administrative ou agricole. Pendant la majeure partie de l'époque coloniale, La Plata (Sucre) va concentrer le pouvoir politique ; tout d'abord désignée¹⁸ comme capitale de l'Audience de Charcas, les fonctions administratives d'envergure s'accumulent, notamment universitaires¹⁹ et religieuses²⁰. Ce pouvoir s'érode avec la crise minière et la réforme du système politico-territorial intervenant à la fin du

¹⁶ Ces trois espaces constituaient des étages écologiques complémentaires pour les sociétés autochtones organisées selon le principe de « verticalité » ; la destruction de ce mode d'organisation territoriale est l'un des mécanismes fondamentaux du système de domination espagnol.

¹⁷ Potosi conserve durant un certain temps une fonction industrielle centrale en transformant le minerai extrait d'autres régions, y compris d'Oruro.

¹⁸ Diverses raisons expliquent ce choix : le site est celui du centre d'une ancienne chefferie que les Espagnols voulaient désorganiser ; l'endroit est relativement proche de Potosi (175 Km) mais dans un écosystème beaucoup plus accueillant (2800 m d'altitude, température moyenne annuelle de 15°), fournissant un bon lieu de repos après les rigueurs de l'*altiplano*.

¹⁹ L'université fondée par les Jésuites en 1624 est l'une des plus anciennes d'Amérique du Sud, elle confère à la ville avec l'académie juridique « La Carolina » une position de centre intellectuel dans tout Charcas.

²⁰ Centre épiscopal puis archiépiscopal aux fonctions représentatives et administratives en expansion, avec l'intégration progressive des diocèses nouvellement créés.

XVIIIe siècle (14.000 habitants en 1639, moins de 20.000 au début du XIXe siècle). Quant à la région de Cochabamba, elle est déjà le grenier à blé du Haut Pérou, au détriment de la croissance urbaine de la ville de Cochabamba fondée en 1574. En effet, dans une région de très forte densité rurale, les localités proches constituent une concurrence, notamment Mizque dont la prospérité dépasse celle de Cochabamba jusqu'au début du XVIIIe siècle. La suprématie de Cochabamba advient à la faveur du déclin de Mizque et de la découverte d'importants gisements aurifères en 1740. Finalement, bien que moins avancée sur la frontière orientale, Cochabamba est préférée à Santa Cruz pour être capitale d'intendance en 1782, accédant ainsi à sa première responsabilité supra-régionale. Dans les vallées du Sud (la région aujourd'hui frontalière de l'Argentine), San Bernardo de la Frontera de Tarija ne dépasse pas les 2.000 habitants, cantonnée à l'approvisionnement des bassins miniers et à la défense de la position espagnole²¹.

* * *

Ainsi durant l'essentiel de la période coloniale, la hiérarchie régionale se résume à l'hégémonie du Sud (autour du binôme La Plata-Potosi), à l'émergence d'un Nord concurrent à la fin du XVIIIe siècle (grâce à la vitalité de La Paz et au déclin de Potosi), à la consolidation de la région de Cochabamba comme centre de l'agriculture mercantile et à la stagnation d'une frontière orientale où Santa Cruz fait office de porte d'entrée sur l'Amérique sauvage. Au début du XIXe siècle, La Paz, La Plata, Potosi, Cochabamba ont une taille similaire (autour de 20.000 habitants), mais La Paz connaît une dynamique ascendante et les conditions sont créées pour que les deux régions les plus avancées - le Nord et le Sud - se disputent le pouvoir central à l'heure du nationalisme.

B - De l'Indépendance à la période pré-révolutionnaire (1825-1950) : la définition de l'hégémonie pacénienne.

La grande rupture historique conduisant à la marginalisation du Haut Pérou et conditionnant la mobilité interne de l'hégémonie régionale dépasse le cadre de la crise minière ou des mutations administratives, elle prend source dans un changement économique global - le libre-échange international - qui précipite un changement d'axe géo-économique. Avec le développement du commerce maritime, le littoral atlantique du cône Sud devient enfin stratégique²² et à la fin du XVIIIe siècle, l'axe directeur Buenos Aires-Lima tend à se substituer à celui de Potosi-Lima. La République de Bolivie naissante peut s'intégrer au mouvement du libre-échange international par deux voies : un lointain débouché sur l'Atlantique par l'ancienne route impériale du Sud [CARTE I-6], qui traverse l'altiplano sur 800 Km du nord au sud et s'oriente vers Buenos Aires du nord-ouest au sud-est ; une sortie plus directe sur le Pacifique, par la liaison La Paz-

²¹ La situation de ville-frontière dans le contexte de l'époque, renvoie à la frontière de l'Empire et du monde civilisé. Aux marges de la zone subandine, face au Chaco inexploré peuplé des terribles Chiriguano, cette localité occupe une position défensive mais constitue aussi une base logistique pour l'évangélisation. Cinq congrégations y sont d'ailleurs établies : les Franciscains, les Dominicains, les Augustins, les Hermanos de San Juan de Dios et les Jésuites.

²² On peut constater le caractère périphérique de ce littoral sur la carte des routes maritimes qui prévalaient jusqu'au début du XVIIIe siècle, [CARTE I-7].

Arica. Ce nouveau contexte a pour conséquence de favoriser les villes capables de polariser les fonctions commerciales.

1 - Frontières et limites politico-administratives : la formation de la République de Bolivie, entre système et « micro-système » international.

Selon le géographe J.-C. Roux, qui analyse l'histoire du peuplement des contrées orientales de la Bolivie²³, le problème de fond est la « claustration » du territoire²⁴. On s'attachera donc d'abord à relater les événements qui ont conduit à l'amputation de l'espace hérité de l'Indépendance, afin d'en cerner les conséquences en termes de situation géographique [a]. La perspective régionaliste de l'historien J.-L. Roca²⁵ permet ensuite de comprendre une autre structure fondamentale de la Bolivie, la division régionale au sens de la géopolitique intérieure et de l'histoire des oppositions [b]. En effet, la régulation du système politico-territorial ne s'apparente pas à la logique d'un Etat unitaire mais à ce que l'auteur nomme un « micro-système international », dont l'appréhension est entre autres utile à la compréhension des blocages démo-spatiaux et du conditionnement de la métamorphose du peuplement.

a - L'enclavement bolivien : éléments d'horogénèse²⁶.

La déstabilisation de l'Espagne, face à une crise économique majeure et à l'invasion des troupes napoléoniennes en 1708, précipite la fin de l'Empire espagnol qui va se disloquer, en proie aux guerres d'indépendance. Peu après la déclaration d'indépendance argentine (1810), les intendances du Haut Pérou isolées constituent un bastion de résistance royaliste, dont les victoires militaires entre 1811 et 1817, imposent aux « patriotes » des Provinces Unies du Rio de La Plata (l'Argentine), une frontière mobile gravitant à hauteur de Salta (Nord-ouest argentin). L'indépendance du Haut Pérou est finalement conquise par les armées des Libérateurs (Sucre et Bolivar) venues du nord. En 1825, sur les bases de l'*Uti possidetis*²⁷, naît une République de Bolivie dont l'extension territoriale attire la convoitise de tous les Etats voisins, d'autant que le pays est divisé par les localismes. A partir de ce commencement, les révisions de limites consenties et les conflits vont déterminer un processus d'amputation graduelle qui ne s'achèvera qu'à la fin des années 30, suite à la guerre du Chaco. L'horogénèse constitue un champ complexe dans la connaissance du nationalisme bolivien ; il n'est pas ici question d'en développer les ramifications, compte tenu de nos priorités de recherche, mais de signaler les trois principaux événements qui ont restreint l'espace national à

²³ J.-C. Roux (2000), *La Bolivie orientale. Confins inexplorés, battues aux indiens et économie de pillage*.

²⁴ *Ibid.* p. 69 : « [La Bolivie]... est demeurée comme pétrifiée à l'état insulaire initial, formant une sorte d'Etat-chrysalide figé. Cette situation de désarticulation territoriale, aussi bien interne qu'externe, a été porteuse de toutes les vicissitudes qui marquent l'histoire bolivienne jusqu'à une date récente. La Bolivie constitue donc une sorte de cas limite, voire présente un type d'anti-modèle spatial qui a fait écrire d'elle qu'elle était ... 'une absurdité géographique' ».

²⁵ Voir introduction.

²⁶ Voir Michel Foucher (1991), *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. L'auteur définit une « typologie génétique globale » des frontières. « La méthode d'analyse consiste au fond à reconstituer les étapes du raisonnement géographique qui ont abouti à son tracé », p. 40.

sa dimension actuelle. Ce qui permet d'introduire les caractéristiques d'une situation géographique déterminante jusqu'à aujourd'hui : faute d'accès direct à l'océan Pacifique et aux fleuves débouchant sur l'Atlantique, la Bolivie est une nation enclavée qui doit négocier avec ses voisins pour échanger et faire des choix de développement. Jusqu'à la Guerre du Chaco, le modèle privilégié sera l'orientation vers la façade pacifique, débouché naturel des gisements andins, confortant la domination de La Paz.

La première carte officielle de la République bolivienne (1859), analysée par J.-C. Roux²⁸, peut être un point de départ pour cet inventaire factuel²⁹ ; nous avons toutefois préféré joindre la carte officielle de 1894 pour illustrer le propos, la représentation des régions étant plus lisible sur un petit format [CARTE I-8]. La Bolivie de 1859 était fort bien pourvue, avec un territoire d'au moins 2,5 millions de Km² dont les extrémités offraient « trois orientations géographiques bien nettes » : 1) un littoral sur le Pacifique en plein désert de l'Atacama, 2) une ouverture sur le bassin de la Plata par le Grand Chaco et les fleuves Pilcomayo et Paraguay ; 3) un immense domaine amazonien, offrant une nouvelle ouverture sur l'Atlantique par le Rio Madeira. Or, « A partir des années 1860, deux événements transforment la problématique frontalière, qui de la léthargie passe à la confrontation d'enjeux nouveaux : la découverte des riches gisements de nitrate du littoral, puis du caoutchouc amazonien ; la naissance de projets de navigation à vapeur sur les fleuves et de lignes de chemins de fer internationales à travers le Chaco et l'Amazonie »³⁰. Le domaine d'Amazonie centrale est démembré au profit du Brésil³¹ - perte du haut Madeira et de la majeure partie de l'Acre³², environ 400.000 Km² - mais la Bolivie sauvegarde une importante zone de production de latex (le futur département du Pando). Sur la désertique côte pacifique, l'exploitation du nitrate déclenche un mécanisme similaire concernant le département du Litoral. Ainsi, les chiliens obtiennent tout d'abord un report de la frontière au nord (1866), puis annexent le département maritime bolivien durant la guerre du Pacifique (1879-1883), perte entérinée par le traité de 1904. Enfin, les problèmes de rivalité entre Asuncion et La Paz, posés par l'exploration du Grand Chaco et la navigation sur le Rio Paraguay, s'enveniment et aboutissent à la guerre du Chaco (1932-1935). La Bolivie perd le Chaco central (234.000 Km²) au terme de l'un des conflits les plus meurtriers de l'histoire latino-américaine.

²⁷ Littéralement « jusqu'ou vous occupez ».

²⁸ J.-C. Roux (1996), *La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire*.

²⁹ Antérieurement, en 1826, la Bolivie a dû renoncer à une partie de son territoire nord-occidental appartenant au département d'Oruro.

³⁰ J.-C. Roux (1996), *op. cit.*, p. 349.

³¹ La Bolivie cède tout d'abord la ligne Madeira-Yavari par traité en 1867 puis perd une grande partie de la région de l'Acre en 1903 au terme d'incidents frontaliers avec le Brésil et d'une indemnisation de ce dernier. Voir J.-C. Roux (1996) pour l'analyse complète du processus.

³² Il s'agit de l'essentiel de la partie conique colorée en jaune sur la CARTE I-8.

b - La formation du maillage administratif supérieur : le découpage départemental, catalyseur de régionalismes ancrés.

La définition des limites départementales s'initie en 1826 sur la base des intendances et autres divisions administratives coloniales, mais les luttes régionales et les avatars de la recomposition des frontières nationales prolongent le processus jusqu'à la fin des années 30³³. Les départements créés durant l'année 1826 sont La Paz, Potosi, Chuquisaca (nouveau nom de la région de La Plata), Cochabamba, Santa Cruz³⁴, Tarija³⁵ et Oruro³⁶. En 1829 est fondé l'éphémère département du Littoral et en 1842, contre la volonté des dirigeants crucéniens, l'ancien territoire des Missions de Moxos devient département du Beni. Enfin, dans le Nord-Ouest du pays, au Territoire des Colonies largement diminué par les accords frontaliers avec le Brésil, succède le département du Pando en 1938. Ce total de neuf unités politico-administratives primaires pour une superficie d'un million de Km² s'apparente davantage par la taille, à des Etats comme ceux du Brésil ou de l'Argentine, qu'à la moyenne des unités administratives de même rang en Amérique latine. Ce facteur taille (avec toute la complexité géographique impliquée), associé à la personnalité historico-culturelle héritée par les départements, constitue la base de ce que Roca appelle un « micro-système international »³⁷, dont le fonctionnement peut être mis au jour par les conflits de limites entre départements.

Trois différends inter-départementaux sont particulièrement exemplaires dans l'histoire régionale bolivienne³⁸, résultant tous de l'occupation d'espaces qui deviennent stratégiques à un moment donné, tout comme dans le cas des problèmes de frontières internationales. Le premier contentieux se manifeste en 1840, lors de la création de la province Azero, dans la partie du Chaco boréal appartenant au département du Chuquisaca³⁹. L'enjeu qui prévaut pour ce dernier est à ce moment-ci l'accès au fleuve Paraguay, unique opportunité, croit-on à l'époque⁴⁰, de se relier à l'Atlantique. Mais l'avancée dans le XXe siècle lui substitue

³³ En 1938, la création du département du Pando et le traité de paix avec le Paraguay permettent de fixer les limites départementales (à quelques révisions près concernant les limites internationales et hormis le contentieux entre les départements de Cochabamba et du Beni).

³⁴ Pendant la Guerre d'Indépendance, la ville de Santa Cruz fait sécession de l'Intendance de Santa Cruz dirigée par Cochabamba ; le nouveau territoire revendique juridiction sur les immenses orientes d'Amazonie centrale et du Chaco.

³⁵ A la frontière sud, dans le département du Potosi, la région de Tarija revendiquée par l'Argentine et la Bolivie se rattache à cette dernière par autodétermination, ce qui lui vaut en retour d'être autonomisée comme département en 1826. L'Argentine renonce définitivement à Tarija en signant le traité de limites de 1889.

³⁶ Malgré le déclin de la ville d'Oruro, le département est créé sur la base de l'ancien *corregimiento* de Paria.

³⁷ J.-L. Roca (1999), *op. cit.*, p. 71 : « En vertu d'un ensemble de phénomènes connexes, le comportement politique des départements de la Bolivie ressemble fortement à celui des Etats souverains. Notre nation s'apparente peu à une République unitaire et, d'une certaine manière, est davantage qu'un Etat fédéral : on pourrait la classer comme micro-système international ».

³⁸ *Ibid.* pp. 70-92.

³⁹ La nouvelle province inclut deux grands cantons - Ibo et Cuevo - revendiqués par la province Cordillera du département de Santa Cruz. Les cantons sont légalement attribués à Chuquisaca en 1878 mais le contentieux demeure. A la faveur d'une alliance politique nationale des conservateurs qui parviennent au pouvoir, Chuquisaca troque un règlement du conflit à l'amiable - en l'occurrence la cession du canton d'Ibo - contre l'appui crucénien pour que Sucre soit désignée capitale du pays. Or quelques années plus tard, Sucre perd sa prérogative et dénonce le découpage territorial. Celui-ci se stabilise avec l'arpentage réalisé pour établir les limites de la province *chuquisaqueña* de Luis Calvo en 1947, qui occasionne les derniers incidents au terme d'un siècle de dispute.

⁴⁰ La navigabilité du Paraguay sera ensuite prise en défaut compte tenu du problème des bas fonds.

un autre enjeu : le pétrole. Et c'est dans le canton d'Ibo cédé au Santa Cruz que vont être découverts des gisements extrêmement importants, d'où émergera la ville de Camiri. Le deuxième contentieux oppose les départements du Beni et du Cochabamba. A la suite d'un remembrement du Béni en 1854, la province du Chaparé a été créée et rattachée au Cochabamba ; or plus d'un siècle après, en pleine fièvre du pétrole, ce dernier revendique un report de la limite départementale au nord, invoquant son droit historique sur le territoire de la nation *Yuracare*. Faute de découverte de pétrole dans la zone, le débat juridique s'est tari et le *statu quo* demeure, la limite apparaissant toujours en pointillés sur les cartes officielles. Enfin, une troisième situation conflictuelle a longtemps opposé le Santa Cruz au Béni, concernant deux contentieux territoriaux, l'un lié au caoutchouc et l'autre à la perception de l'indemnisation brésilienne pour les pertes de la guerre de l'Acre⁴¹. Cet exemple est particulièrement illustratif des mécanismes du « micro-système international » : le département du Santa Cruz se comporte en Etat dominant avec un voisin plus faible, le dédommagement qu'il consent se fait encore à son avantage.

2 - Les derniers grands cycles miniers, moteur de l'intégration de la Bolivie occidentale (1825-1930)⁴².

De 1825 à 1950, les régions boliviennes vont rivaliser sur différents terrains, y compris celui des armes. La complexité d'une situation politique accaparée par le caudillisme⁴³ jusqu'en 1880, ne se prête guère au résumé et servirait peu notre problématique. La tendance démo-économique offre une entrée schématique plus adéquate quant à l'évolution de la hiérarchie régionale et permet justement d'appréhender les principaux changements politiques.

Durant la première moitié du XIXe siècle, la mine n'est plus le socle de l'économie nationale ; les gisements les plus riches épuisés, des techniques restées rudimentaires et de mauvaises conditions de transport ne permettent pas de faire face aux nouvelles puissances de l'argent que sont le Mexique et les

⁴¹ D'une part, un contentieux apparaît en 1894 quand le département du Santa Cruz distribue des droits de concession pour exploiter le caoutchouc dans la zone de Guarayos (ancienne mission franciscaine au sud-est de Trinidad), censée appartenir au département du Béni. La délimitation ordonnée en 1846 est finalement réalisée en 1938, réglant définitivement la question. Un second problème concerne l'indemnisation accordée par les Brésiliens pour l'annexion de l'Acre. Théoriquement, le Beni aurait dû bénéficier au même titre que le Santa Cruz de développements ferroviaires unissant les deux pays (Traité de Péropolis). Un premier versement avait été détourné par La Paz pour l'aménagement de voies ferrées sur l'altiplano, mais suite à un nouvel accord bilatéral, un million de livres sterling additionnelles et un prêt sont concédés par le Brésil pour la liaison Corumba-Santa Cruz, sans bénéfice pour le Béni. Or Santa Cruz a besoin de s'allier politiquement avec ce département en 1938, pour développer un réseau ferré oriental (également une ligne allant jusqu'à la frontière argentine). La même année, une alliance se noue entre les deux départements - le pacte des *caballeros* - en échange de son soutien, le Béni obtient un droit de 27,7% sur les *royalties* pétrolières de Santa Cruz, avec l'obligation d'investir ces fonds dans des voies de communication entre les deux départements. Or trente ans plus tard, le Santa Cruz ne fait pas face à cet engagement sous prétexte que l'accord ne concerne que la production étatique. La loi du 8 mars 1988 met fin au conflit : un « dividende compensatoire national » de 1% est créé en remplacement, réparti entre les départements du Beni (2/3) et du Pando (1/3).

⁴² On s'appuie pour l'essentiel de cette partie, sur l'article d'Herbert S. Klein (1990), *Bolivia, desde la guerra del pacífico hasta la guerra del Chaco, 1880-1932*, *Historia de América Latina*, vol.10, pp. 204-232.

⁴³ Sur le caudillisme et le caciquisme en Amérique latine, voir F. Chevalier, *op. cit.*, pp. 314-326 et 596-597. « Le *caudillo* a bien des points communs avec le cacique, mais il est d'abord, lui, un chef militaire, issu du vide politique dans les guerres d'indépendance ou les guerres civiles. A un premier stade il domine une région, voire l'Etat dans un petit pays. »

Etats-Unis. Alors que les bassins miniers traditionnels sont en crise⁴⁴, les vallées du Nord (région de Cochabamba) connaissent une certaine prospérité, favorisée par une économie de guerre quasi permanente. Par ailleurs, l'ouverture du continent au commerce mondial entraîne le développement des ports et dans le cas bolivien, des régions qui s'y rattachent, ainsi que des zones se trouvant sur l'axe Buenos Aires-Lima. Ce contexte est favorable à l'expansion de La Paz, qui cumule avec sa région densément peuplée, la richesse aurifère et agricole (diversité agro-pastorale des hautes-vallées et de l'altiplano), le monopole de la coca (stratégique pour les bassins miniers) et les fonctions commerciales d'une ville frontalière communiquant avec le Pacifique *via* le port péruvien (puis chilien) d'Arica. En 1847, avec 42.800 habitants, La Paz devance largement Cochabamba (30.400), Sucre (19.200) ou Potosi (16.700).

Or, la conjonction de divers facteurs externes⁴⁵ autorise de nouvelles perspectives que certains investissements de fonds issus de l'accumulation réalisée par les grands propriétaires de Cochabamba (conditions internes), vont concrétiser. Dans les années 1850, un processus de concentration de la propriété minière se déroule et l'économie du Sud est réorganisée par les restructurations dirigées par trois grandes entreprises (appartenant aux familles Arce, Pacheco et Aramayo), qui vont relancer un nouveau cycle de l'argent en réalisant les transferts de technologie nécessaires. C'est paradoxalement grâce à la perte de l'accès maritime durant la guerre du Pacifique que la production va être décuplée. Devant la menace de paralysie du commerce extérieur, l'oligarchie sudiste réagit en mobilisant des capitaux pour amener la construction du premier chemin de fer bolivien, du port d'Antofagasta à Uyuni, puis d'Uyuni à Oruro (conclusion des travaux en 1892). Grâce au chemin de fer qui abaisse le coût du transport, la prospérité minière culmine entre 1872 et 1895. Tout ce processus de développement s'accompagne de la naissance des partis politiques modernes et d'une montée en puissance des oligarques de l'argent au sein du Parti Conservateur, qui tout d'abord désireux de favoriser la stabilité dans le pays, finissent par occuper le pouvoir⁴⁶. En effet, l'essor économique du Sud coïncide avec l'avènement du premier gouvernement républicain stable, de nature oligarchique et civile. Entre autres effets géopolitiques, Sucre redevient expressément capitale par décret, et le Sud occupe de nouveau une position hégémonique. Mais l'oligarchie méridionale ne parvient pas à rester au pouvoir : d'une part, elle doit faire face à l'opposition libérale liée à la bourgeoisie pacénienne et aux industriels de l'étain en plein essor ; d'autre part, elle est confrontée à la chute des cours de l'argent (1890). S'ensuit la Guerre Fédérale (1898-1899) qui oppose ouvertement le Nord

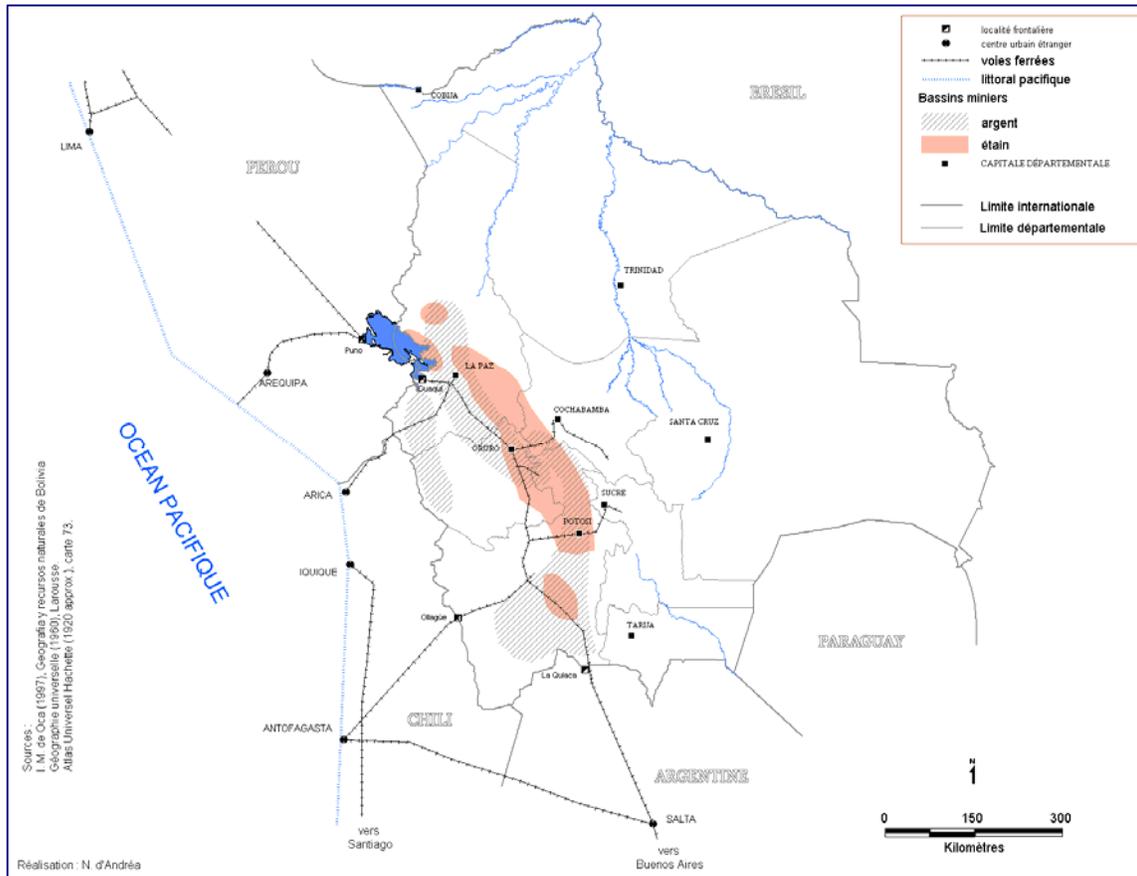
⁴⁴ *Ibid.*, p. 205 : « On estime qu'il y avait en 1846 environ 10.000 mines abandonnées dans la République, deux tiers desquelles contenaient de l'argent, mais se trouvaient inondées où inexploitable sans introduction de capital et de machinerie lourde. De fait, en 1846, il n'y avait que 9.000 mineurs, parmi lesquels une grande majorité travaillait à mi-journée, en partage avec une activité agricole ».

⁴⁵ « Pour commencer, il est évident qu'une série d'évènements externes à joué dans le réveil du géant minier. La productivité croissante et la diminution des coûts de la machine à vapeur en Europe et en Amérique du Nord durant la première moitié du XIXe siècle, font que dans les années 1850 et 1860 cette technologie est meilleur marché, facilement disponible et plus sûre que dans les années 1820. Pour cette raison, les coûts de la remise en route d'une mine abandonnée ont pu se réduire considérablement. De plus, la croissance du secteur minier au Chili et au Pérou a généré dans toute la région un bagage général de capital et d'expérience technique pouvant s'exporter facilement vers l'industrie embryonnaire de la Bolivie. Finalement, la baisse internationale des cours du mercure a réduit le coût de cet élément, traditionnellement important dans l'extraction de l'argent. » *Ibid.*, p. 207.

⁴⁶ Sont élus présidents Gregorio Pacheco (1884-1888) et Aniceto Arce (1888-1892), respectivement second et premier producteurs d'argent du pays. La période dite de l'oligarchie conservatrice dure de 1884 à 1999.

revendiquant le fédéralisme, au Sud agrippé au pouvoir par des méthodes peu démocratiques. A la faveur de la victoire militaire du Nord, le XXe siècle commence sous la domination de La Paz définitivement siège du gouvernement, et de la renaissance Oruro, au cœur de la zone stannifère⁴⁷.

CARTE I-1 L'apogée de la Bolivie andine : prééminence des bassins miniers et intégration ferroviaire.



Dans un contexte de fort investissement public et privé (national et étranger) et d'envolée des cours de l'étain avec la première guerre mondiale, le pays connaît entre 1906 et 1920, la période de croissance la plus significative du XXe siècle⁴⁸. Entre 1900 et 1930, le volume de production de l'étain passe de 101% à 22% de la production mondiale, l'activité profitant immédiatement des infrastructures développées pour l'argent - ce sont souvent les mêmes gisements qui sont réexploités⁴⁹ - et de l'engagement de l'Etat. En effet, les gouvernements libéraux en place entre 1899 et 1920 prennent leurs décisions en fonction des intérêts miniers et du modèle dit de « l'orientation vers l'extérieur » : ils s'appliquent à stabiliser les frontières, à compenser la perte des accès maritimes par des accords douaniers et une articulation avec l'extérieur par

⁴⁷ Grâce à de nouvelles techniques de prospection, d'immenses gisements d'étain ont été repérés dans le département d'Oruro ; par ailleurs, les fameuses mines de Llallagua et Siglo XX dans le département du Potosi se trouvent beaucoup plus près d'Oruro que de la ville de Potosi.

⁴⁸ Selon G. Luna Cabrera (2002) dans *La economía boliviana del siglo XX*, l'économie nationale connaît des records : entre 1906 et 1920, plus fort taux de croissance du PIB (7,3% annuel), et entre 1910 et 1920 plus forts taux d'exportations nettes positif et d'investissement.

voie ferrée. Les gouvernements républicains postérieurs (1920-1932) ne changeront rien sur le fond à cette perspective libérale : la Bolivie est un Etat minier fortement influencé par les « barons de l'étain »⁵⁰ et soumis aux fluctuations des cours internationaux. La liaison des villes et des régions minières principales par chemin de fer constitue le premier grand programme de travaux publics de l'histoire bolivienne : de 1900 à 1925 s'est construit l'essentiel du réseau occidental. Les tentatives tardives de l'élargir vers le Beni ou Santa Cruz avorteront, seules les vallées de Cochabamba et de Sucre bénéficieront d'une extension tardive vers les vallées, scellant ainsi la ségrégation des départements orientaux et du Tarija.

Le centralisme des années libérales porte ainsi la prééminence du réduit andin à son apogée mais a pour effet de galvaniser le régionalisme crucénien. La crise du système occasionnée par la Grande dépression et la Guerre du Chaco vont générer la transition vers une modernité dans laquelle l'*Oriente* peut enfin prétendre à un rôle de premier plan.

3 - Crise et transition (1930-1950) : l'expectative orientale relancée au bénéfice de la région de Santa Cruz.

Avant d'analyser la crise des années 30 et son impact sur l'ordre régional, il est nécessaire de retracer brièvement le destin de l'espace oriental, de l'Indépendance jusqu'à la guerre du Chaco. A ses débuts, la République de Bolivie hérite d'un immense domaine oriental : d'une part, un « Orient proche » plus ou moins connu et colonisé ; d'autre part, des confins inexplorés habités par des peuples autochtones⁵¹. Rapidement dans l'Est et le Nord-est, le développement du commerce des produits orientaux favorise un processus de peuplement produisant un métissage entre les natifs « civilisés » et les blancs : les *cambas*. L'élevage bovin dans les plaines de Moxos, les cycles extractifs de la quinine (1826-1835, 1840-1880) et du caoutchouc (1890-1913) ont une incidence particulière sur la territorialisation de l'Amazonie. Néanmoins, faute d'une politique de peuplement efficace, le tardif intérêt pour les frontières orientales (création du Ministère de la Colonisation en 1900, établissement des limites d'un Territoire National des Colonies de 309.227 Km² dans le Nord et le Nord-est du pays) place l'Etat bolivien devant le fait accompli. Suite à la perte de l'Acre, la politique de colonisation agricole des Libéraux⁵² instaure un régime de concessions

⁴⁹ Au début du siècle, 40% de l'étain extrait a une origine commune avec des gisements d'argent.

⁵⁰ Simon Patiño, la famille Aramayo, Mauricio Hochschild.

⁵¹ J.-C. Roux (1996) *op. cit.*, p. 344 : « De cet inventaire, chargé de nombreuses inconnues géographiques, se dégagent deux perspectives spatiales : d'une part, une Bolivie orientale proche, plus ou moins occupée et partiellement colonisée avant l'indépendance, formée par les régions des piémonts, du Béni, la région de Santa Cruz et les quelques missions franciscaines éparses du Chaco, proches de Tarija ; d'autre part, se détachait une Bolivie légale, mais purement formelle, celle des vastes confins frontaliers : c'était la Bolivie des limites extrêmes revendiquée à partir des anciens traités coloniaux, mais restée hors de toute occupation bolivienne. Cette Bolivie extérieure comprenait, au nord, les vastes zones inexplorées des forêts amazoniennes de la ligne Yavari-Madeira, incluant le futur territoire de l'Acre, soit 600.000 Km² environ ; au sud de Santa Cruz commençait le Grand Chaco, près de 300.000 Km², et à l'est les confins, tout aussi flous et litigieux, du Matto Grosso brésilien ».

⁵² Diverses dispositions légales censées faciliter l'accès des terres vierges à « qui désire les travailler », notamment la *Ley de tierras baldías* de 1905. Voir J. Demeure (1999), *De la competencia a la subsistencia internacional*, Bolivia en el siglo XX. La formación de la Bolivia contemporánea, pp.273-274. Par ailleurs J. Valerie Fifer (1982) analyse la vision politique de la

bénéficiant principalement à la grande propriété privée et à des compagnies (ferroviaires, entreprises du caoutchouc, commerce de produits tropicaux) qui parviennent à concentrer plus de 50 millions d'hectares⁵³ en 1917. Or, ces groupes ne contribuent que faiblement au peuplement des terres vierges et à l'intensification agricole⁵⁴. Dans le Chaco, à la veille du conflit contre le Paraguay, selon Roux⁵⁵, « Bien que porteuse de grandes espérances nationales, la mise en valeur du Chaco par une politique de colonisation, publique comme privée, aboutit à un échec global, faute d'énergie et de moyens de la puissance publique » ; encore que pour E. Langer, la politique de peuplement commence à donner des signes positifs⁵⁶.

Dans ces conditions de peuplement, le département du Santa Cruz acquiert néanmoins une importance démographique non négligeable : de 4% de la population nationale en 1831 à environ 10% entre 1900 et 1950. Santa Cruz s'affirme comme la ville-centre de l'*Oriente*, sa position de porte d'entrée et de place commerciale lui permettant de capitaliser les richesses. Mais durant plus d'un siècle, son développement est bridé par l'isolement et le centralisme. Les cycles extractifs des zones tropicales ont des effets limités dans le temps et l'économie régionale souffre d'instabilité d'autant que la riche agriculture de Santa Cruz a peu de débouchés. En effet, le marché national qui faisait sa prospérité aux temps de la Colonie est peu accessible, compte tenu de l'isolement physique et de la concurrence chilienne et péruvienne : d'une part, faute d'une voie de communication Est-Ouest de qualité, la mule est en concurrence avec les trains andins⁵⁷ ; d'autre part, les accords douaniers passés avec les pays limitrophes pour faciliter l'accès des marchandises aux bassins miniers sont extrêmement défavorables aux régions éloignées de l'*altiplano* en général. En résumé, le libéralisme et la modernisation des transports liés au cycle de l'étain entravent le développement oriental. La revendication de désenclavement ferroviaire du Santa Cruz n'est pas entendue, l'argent de l'indemnisation des territoires cédés au Brésil, qui devait servir à la construction d'une ligne entre les deux pays, est même détourné au profit du réseau altiplanique. L'insurrection civile de 1921 et la tentative de coup d'Etat régional de 1924 n'y changent rien ; ces événements confirment la non viabilité d'un soulèvement politico-militaire dans la région mais marquent un palier dans l'ascension du régionalisme crucénien.

La crise de 1929 stigmatise particulièrement l'économie bolivienne, vulnérabilisée par le « modèle vers l'extérieur ». Selon Roca, face à la banqueroute de 1930 et aux conflits sociaux (revendications ouvrières et communautaires), le nouveau président - Daniel Salamanca - choisit la répression puis la

frontière de peuplement sous-jacente dans ce dispositif territorial dans The search of a series of small successes : frontiers of settlement in Eastern Bolivia.

⁵³ J. Demeure (1999), *op. cit.*, p. 273.

⁵⁴ *Idem*. Les gouvernements procèdent d'ailleurs à un retour en arrière, la contestation aboutit en 1915 à une loi qui suspend la vente du domaine public et oblige théoriquement les propriétaires à se conformer aux orientations productives et démographiques de la politique de colonisation.

⁵⁵ J.-C. Roux (2000), *op. cit.*, p. 147.

⁵⁶ E. Langer (1999), *Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX, Bolivia en el siglo XX. La formación de la Bolivia contemporánea*, p. 72 : « Lesdites Délégations du Territoire National Bolivien, dont celle correspondant à la zone du Grand Chaco, fonctionnaient bien et commençaient à attirer peu à peu divers groupes ethniques peuplant cette zone. L'élevage était florissant, tous les ans les *estancieros* (même les étrangers) s'avançaient davantage dans le Chaco, découvrant des zones nouvelles et portant le drapeau bolivien dans ces territoires ».

diversion en déclenchant la guerre du Chaco contre le Paraguay (1930-1933). Le conflit perdu et la remise en question du libéralisme constituent un tournant historique pour le pays ; s'ensuit une période de changement social et d'expérimentations étatiques qui se concluront par la définition d'un nouveau modèle en 1952. Durant cette transition, d'importantes évolutions politico-institutionnelles se mettent en place : notamment, des missions américaines - Bohan⁵⁸, Keenleyside - vont fortement influencer les politiques publiques ; une nouvelle Constitution promulguée en 1938⁵⁹ remplace celle de 1880, et le modèle archaïque qu'elle véhiculait⁶⁰ ; les années d'après-guerre voient aussi l'éclosion de partis politiques révolutionnaires et du syndicalisme, au milieu des conflits sociaux. Bien que l'étain reste la base de l'économie, pour la première fois de l'histoire bolivienne, la dépense publique se concentre sur l'*Oriente* et ces nouvelles conditions politico-économiques laissent entrevoir en particulier des possibilités de développement pour le département du Santa Cruz.

Tout d'abord, la région de Santa Cruz est sortie de l'isolement physique grâce à la guerre, la liaison longtemps réclamée avec Cochabamba ayant été de fait instaurée pour le transport de troupes ; par ailleurs, l'économie locale a bénéficié du conflit, grâce à sa fonction d'approvisionnement. La mission Bohan renforce ensuite l'idée que le développement national passe par la colonisation agricole et l'agro-industrie, dans le cadre d'un plan de substitution des importations, qui place la région de Santa Cruz au cœur des investissements à réaliser. Un organisme aménageur est créé en 1942, la Corporación Boliviana de Fomento (CBF), qui dirige les grands projets⁶¹. Ainsi, à partir de 1943 s'initie la construction de la route asphaltée Santa Cruz-Cochabamba, ainsi que des voies de communication au nord de Santa Cruz. Par ailleurs, la question du pétrole devient hautement stratégique en termes de géopolitique intérieure, compte tenu de la valeur montante de cette matière première sur le marché mondial, mais surtout grâce à la brèche ouverte dans le droit constitutionnel par le président Hernando Siles en 1929, qui introduit le principe d'une redistribution pourcentuelle des *royalties*, pour les départements producteurs. Dès lors, Santa Cruz n'aura

⁵⁷ Voir B. Gozalves, I. Gonzalez, J.-C. Roux (2000), *De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie*, *Cahiers d'Outremer*, 53 (212).

⁵⁸ Dans le cadre d'un programme de coopération entre la Bolivie et les Etats-Unis, la mission dirigée par Mervin Bohan aboutit à la première étude méthodique de l'économie bolivienne (centrée sur la période 1936-1940), et à la formulation d'un plan de développement destiné à diversifier l'économie. Voir R. Arze Aguirre (1999), *Notas para una historia del siglo XX en Bolivia*, *Bolivia en el siglo XX. La formación de la Bolivia contemporánea*.

⁵⁹ G. Berthin Siles (1999), *Evolución de las instituciones estatales*, *Bolivia en el siglo XX. La formación de la Bolivia contemporánea*, p.365 : « La Constitution de 1938 est restée en vigueur moins de temps que celle de 1880 mais, amendée postérieurement, elle a servi de base à d'autres constitutions... [ouvrant] ... des champs d'action dans l'éducation, le monde du travail, la protection de la famille, des femmes et de l'enfance, et octroyant la citoyenneté et le droit de vote à ces dernières ».

⁶⁰ Selon R. Arze Aguirre (1999), *op. cit.*, p. 48, la constitution de 1880 avait instauré jusqu'alors un « ...système électoral discriminatoire dans lequel seulement pouvaient participer les secteurs masculins alphabètes, avec propriétés et rentes solvables... ».

⁶¹ Les objectifs de la CBF étaient de stimuler l'achat par des entreprises privées, de projets développés par la corporation, de financer des projets qui n'avaient pas l'appui des banques nationales, d'appuyer et de développer des projets qui peuvent réduire les importations. Dans sa première phase (1943-1952), la CBF a financé la production sucrière publique et privée du département de Santa Cruz, la riziculture et l'élevage du Beni, et a pris en charge la construction du réseau routier crucénien. Voir J.-A. Morales y A. Pacheco (1999), *El retorno de los liberales*, *Bolivia en el siglo XX. La formación de la Bolivia contemporánea*.

cesse de faire évoluer et appliquer ce principe à son avantage⁶². Enfin, le département accède à une revendication historique, la construction du réseau ferré oriental qui débute en 1938 avec les premiers travaux de la ligne Santa Cruz-Corumba (vers le Brésil) achevés en 1949, et se poursuit en 1942 avec ceux de la ligne Santa Cruz-Yacuiba (vers l'Argentine) achevés en 1957⁶³.

* * *

On a ainsi fait référence à quatre périodes principales : des débuts de la République aux années 1870 environ, l'économie est déprimée, le département de La Paz montre un dynamisme notable ; de 1870 jusqu'à la fin du siècle, un second cycle extractif de l'argent profite à l'économie nationale, Potosi et Chuquisaca en sont les grands bénéficiaires ; de 1900 à 1930 environ, le cycle de l'étain favorise Oruro et La Paz ; après la crise de 1929 et la Guerre du Chaco, s'amorce une période de transition économique et politique, réduisant les entraves au décollage de l'économie crucénienne.

C - L'évolution de la distribution spatiale de la population : la grandeur des villes, reflet de la hiérarchie régionale.

Nous entendons ici reformuler l'analyse de l'évolution du peuplement, du milieu du XIXe siècle à celui du XXe, en nous appuyant sur les données démographiques disponibles. Un premier dénombrement permet d'estimer la population bolivienne à 1.088.000 habitants en 1831, un second (1835) l'évalue à 1.060.000 et un troisième (1847) à 1.379.000.⁶⁴ C'est cette dernière date⁶⁵ que nous utiliserons comme repère initial de la population des départements et de leurs capitales. Le premier recensement général (1900) constitue selon l'INE une estimation nettement plus solide, qui signale une variation de 395.000 individus⁶⁶ (soit un croît annuel moyen de 0,5%). H. Klein attribue la lenteur du rythme à la fois à l'arriération économique de la Bolivie, et aux crises de la fin du siècle (la guerre du Pacifique, la guerre fédérale, les famines et les épidémies). Il faut attendre 50 ans pour disposer d'un nouveau repère censitaire, qui révèle alors l'accélération de la croissance démographique, avec une variation d'1.322.000 habitants (soit un croît annuel moyen de 1,2%). La population des villes, estimée par divers dénombrements spécifiques et citée par

⁶² Selon J.-L. Roca (1999) *op. cit.*, p. 89. Le code du pétrole de 1938 fixe les *royalties* à 11% de la production départementale mais cette mesure ne s'inscrit dans les faits qu'à partir de 1956, quand les campements de Colpa, Caranda et Rio Grande (Santa Cruz), commencent leur production à échelle commerciale.

⁶³ Entre les dates d'inauguration et celles de mise en service effective des lignes, nos sources sont contradictoires. Selon V. Fifer (1967), la ligne Santa Cruz-Yacuiba est achevée en 1957 et complétée en 1965 avec la construction des ponts permanents sur le Pilcomayo, le Parapetí et le Rio Grande. Pour l'analyse, on peut considérer que l'impact du réseau ferré oriental sur les temps de transport ne concerne pas la première moitié du XXe siècle.

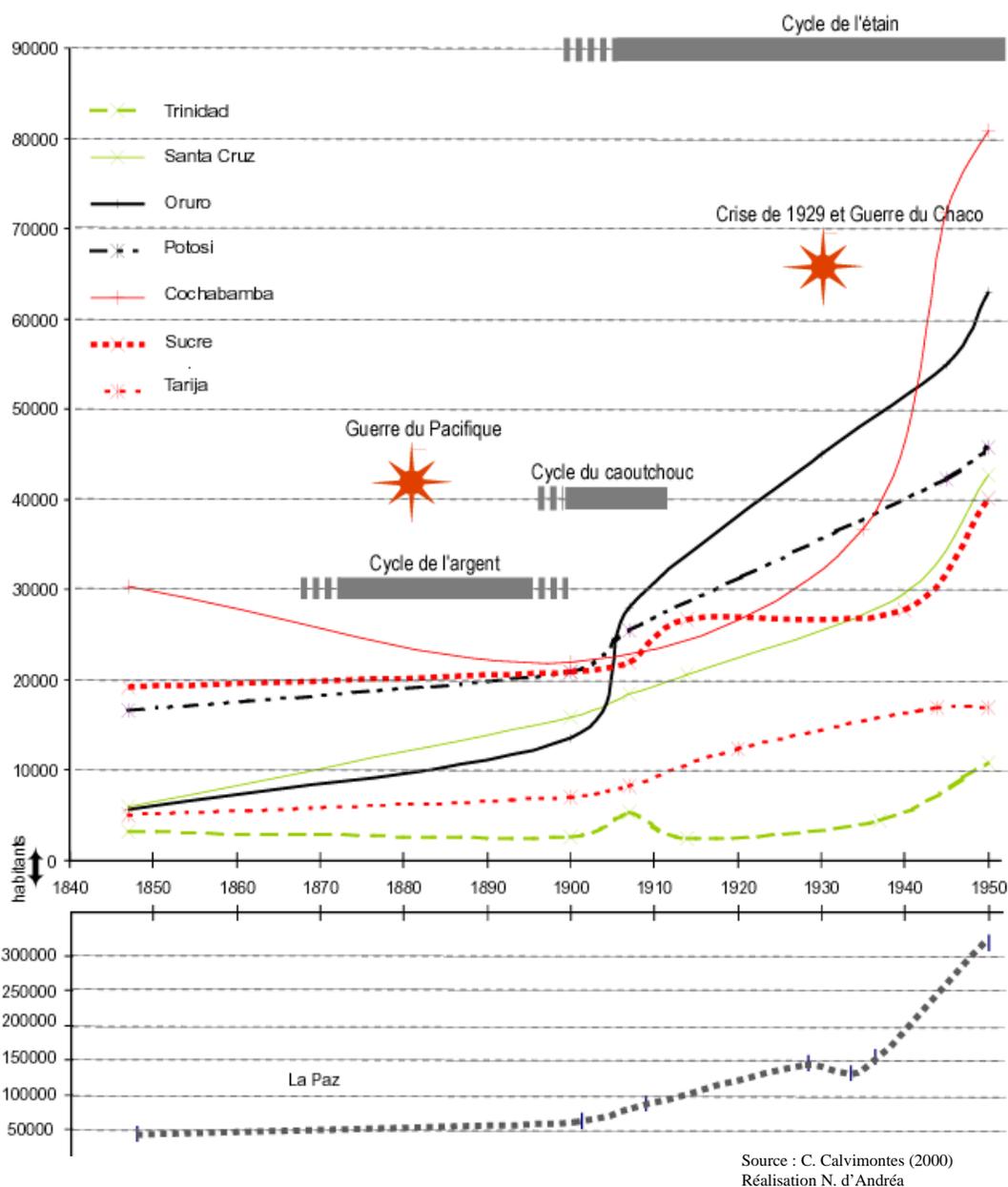
⁶⁴ Dirección General de Estadística y Censo (1955), *Censo demográfico, 1950*.

⁶⁵ Les données recueillies de sources diverses (INE 1953, Klein 1990, Roux 1996, Calvimontes 2000) sont discordantes quant à l'année précise de ce dénombrement, attribué à Pantaleón Dalence. Pour l'analyse, nous retiendrons l'année la plus citée par l'INE - 1847 - comme référence.

⁶⁶ Il s'agit de la variation nette estimée à périmètre égal selon l'extension territoriale du pays en 1950 (soit après les guerres de l'Acre et du Chaco). Le recensement de 1900 a enregistré 1.555.818 habitants, corrigés à 1.766.451 (marge d'erreur et omission) dont une population aborigène estimée à 91.000 individus.

C. Calvimontes⁶⁷ ou W. Schoop⁶⁸, permet d'affiner la tendance et d'évoquer la formation concomitante du réseau urbain. Nous allons donc observer à partir de ces trois dates (1847, 1900, 1950), comment la distribution spatiale de la population évolue dans les départements classés selon les trois grandes régions naturelles du pays, en nous efforçant de rappeler les faits économiques les plus déterminants. Les principaux effectifs et indicateurs de population cités sont référencés dans les tableaux [TAB I-1, 2, 3 et 4] ; la croissance des capitales est représentée ci-dessous [FIG I-1] et l'on peut aussi se référer aux documents cartographiques en annexe [CARTE I-9, 10, 11].

FIG I-1 Bolivie - Evolution de la population des capitales départementales entre 1847 et 1950.



Source : C. Calvimontes (2000)
Réalisation N. d'Andréa

⁶⁷ C. Calvimontes (2000), *Marco e instrumento jurídico de la política nacional de asentamientos humanos*.

⁶⁸ W. Schoop (1981), *op. cit.*

1 - L'altiplano : poussée macrocéphale de La Paz et urbanisation des bassins miniers.

Aux débuts de la République, l'involution d'Oruro ne semble pas connaître de limite, la localité connaît l'inexorable décadence des villes minières qui achèvent parfois leur destinée en « villes fantôme ». Les prérogatives administratives de capitale départementale lui évitent certainement une telle fin, mais à la moitié du XIXe siècle, la ville ne compte plus que 6.000 habitants. Cependant, le renouveau de la mine d'argent, puis l'essor de l'étain et notamment l'achèvement de la voie ferrée Antofagasta-Uyuni-Oruro en 1892, soutiennent une nouvelle poussée démographique. Bien que la population rurale du département baisse de 19% entre 1847 et 1900, celle de la capitale augmente de 10.000 habitants. La première moitié du XXe siècle est celle de la renaissance d'Oruro qui devient la capitale de l'étain comme Potosi était celle de l'argent au XVIIIe siècle. La ville accueille le siège des trois principales compagnies minières et les bureaux de nombreuses firmes d'import-export, c'est aussi le principal carrefour ferroviaire du pays, à la confluence des flux commerciaux internationaux (Pérou, Chili, Argentine) et inter-départementaux (La Paz, Potosi, Cochabamba). Entre 1900 et 1950 la population rurale a doublé (+71.000 habitants), celle de la capitale a quadruplé, parvenant à 63.000 habitants, le 3^e rang national. Un embryon de système urbain régional correspondant au principal bassin stannifère du pays, se dessine avec le recensement de 1950 : il inclut Oruro et au Sud-est, les localités minières de Huanuni (OR, 5.700 hab.), Llallagua (PT, 6.700 hab.) et Uncía (PT, 4.500 hab.). La brève hégémonie du Sud à la fin du XIXe siècle ne transparaît déjà plus dans la dimension démographique de la ville de Potosi en 1900 (20.900 hab. ; 8% de la population urbaine nationale). Le cycle de l'étain et l'extension du réseau ferré occidental contribuent à stimuler la croissance urbaine de trois régions minières : le Nord dans l'orbite d'Oruro, la région de Potosi, et le Sud frontalier dont les carrefours ferroviaires constituent de petites localités urbaines altiplaniques, en zone de très faible densité (en 1950, Tupiza possède 8.200 hab., Uyuni 6.700 et Villazon 6.300). Le processus de concentration urbaine apparaît finalement décalé dans le département du Potosi (taux d'urbanisation de 6,5% en 1900, 13,8% en 1950), tandis que la population rurale atteint 460.000 individus en 1950, soit 20% du total national.

On a signalé précédemment combien la situation géographique du département de La Paz est avantageuse dans le nouveau système d'échange international, et grâce à l'articulation d'arrière-pays agricoles et miniers. Ces conditions lui confèrent une supériorité économique et démographique ascendante depuis l'indépendance, et sans concurrence après la victoire militaire et politique sur la coalition sudiste. Au tournant du siècle survient le renouveau de l'exploitation minière dans la Cordillère Nord. De nombreuses sociétés s'installent dans la capitale qui cumule les fonctions gouvernementales, et de premier centre de redistribution et de consommation. La croissance démographique de la capitale nationale est exponentielle [voir ci-avant FIG I-1] : environ 42.000 hab. en 1847, 60.000 en 1900, 140.000 en 1928 et 321.000 en 1950. L'attractivité et la concentration démographique sont propices à l'industrialisation : le processus s'initie dans les années 20 dans les branches du textile et de l'agro-alimentaire ; en 1945, La Paz

recèle les principales industries nationales et concentre près des trois-quarts de la production⁶⁹. Cependant, le développement de la capitale est exclusif dans l'espace départemental, à peine émerge à une vingtaine de kilomètres, le centre ferroviaire de Viacha (6.600 hab. en 1950). Le recensement de 1950 marque un niveau de primauté historique : La Paz représente 46% de la population urbaine nationale. Quant à la population rurale du département, une légère diminution entre 1847 et 1900 (-6.800 hab.), suivie d'une croissance modérée entre 1900 et 1950 (croît annuel de +1,6%), porte la part départementale à 27% de la population rurale nationale, une baisse relative probablement imputable à l'émigration vers la ville.

2 - Les vallées : le Nord articulé à la sphère hégémonique, le Sud périphérisé.

Les grands bassins d'agriculture intensive se concentrent dans les vallées de Cochabamba, Chuquisaca et Tarija⁷⁰. Les vallées du Nord tout d'abord, se situent au centre du pays et constituent l'espace agricole le plus valorisé. Rapidement devenues le grenier à blé du Haut Pérou elles recèlent une densité d'habitat exceptionnelle. D'où l'émergence au cours du XIXe siècle, de diverses concentrations urbaines rapprochées, qui conforment en 1900 un sous-système urbain régional de taille exceptionnelle pour l'époque [CARTE 1-9] : Cochabamba (22.000 hab.), Tarata (15.000 hab.), Quillacollo (14.000 hab.), Punata (16.000 hab.) et Totora (7.000 hab.). De ce fait, le taux d'urbanisation départemental est supérieur à celui de La Paz en 1900 (23%), et cette population urbaine représente alors 29% du total national. Le système s'est ensuite redimensionné et hiérarchisé, polarisé par la ville de Cochabamba. Malgré la voie ferrée achevée en 1932 (passant par Cochabamba, Tarata, Mizque et Aiquile), au recensement de 1950, les petites villes émergentes du début du siècle ne forment plus qu'un réseau de bourgs ruraux, toutefois remarquable par sa densité⁷¹. Après la Guerre du Chaco, profitable aux centres d'approvisionnement, Cochabamba est une ville moderne⁷², au second rang dans la hiérarchie du réseau (81.000 hab.).

Tout autre est l'évolution des vallées du Centre, correspondant principalement au nord du Chuquisaca. Car le développement de la région est historiquement lié à la position de Sucre dans le système politico-administratif et à l'importance de Potosi. Si la part de la population nationale recensée dans le Chuquisaca diminue faiblement entre 1847 et 1950 (de 11% à 9%), le taux d'urbanisation reste également stable (13% en 1847, 14% en 1950), faute de diversification du semis urbain⁷³ et de dynamisme du centre. En effet, d'un siècle à l'autre, Sucre passe du rang de capitale politique et culturelle de la Bolivie, résidence de l'oligarchie sudiste, à celui de centre départemental isolé. Ce déclin se traduit par une tendance stationnaire entre 1847 et 1940, entrecoupée d'une phase d'accélération (1907-1914). La croissance

⁶⁹ Schoop (1981), *op. cit.*, p. 61.

⁷⁰ Le département de La Paz avec ses hautes-vallées et ses *yungas*, Potosi

⁷¹ La population des bourgs des vallées de Cochabamba en 1950 : Tarata (3.016), Quillacollo (9.123), Punata (5.014), Cliza (3121), Aiquile (3465), Totora (moins de 2.000).

⁷² Notamment, l'électrification entreprise dès 1908, la construction d'un tramway en 1913, la circulation automobile viabilisée dans les années 20, l'installation d'une raffinerie pétrolière et la construction d'un barrage pour l'irrigation dans les années 40. Selon W. Schoop (1981), *op. cit.*, p.138.

s'intensifie dans les années 40, comme pour la plupart des autres capitales, marquant peut-être les progrès de l'espérance de vie ou tout simplement l'augmentation de l'émigration des campagnes. Néanmoins en 1950, Sucre n'est plus que la 7^e ville du pays et concentre seulement 5% de la population urbaine totale (contre 15% en 1847 et 11% en 1900). Le département du Chuquisaca conforme avec le Potosi un « vieux Sud » périphérisé et profondément rural. Plus marginales encore apparaissent les vallées du Sud proprement dites, essentiellement localisées dans le Tarija. Cette région frontalière, à l'écart du système ferroviaire et tout aussi bien tournée vers l'Argentine, n'a jamais été au premier plan, quels que soient les cycles extractifs. La période 1847-1900 se distingue par un certain dynamisme démographique que l'on peut imputer à une embellie du commerce, après la guerre du Pacifique, qui réhabilite l'itinéraire vers Buenos Aires [voir chapitre 3-I-A-2].

3 - Les plaines : Santa Cruz et le désert oriental.

Les terres basses sont essentiellement incluses dans les départements du Santa Cruz, du Beni et du Pando, mais une partie de l'Amazonie s'étend aussi au Nord de La Paz et de Cochabamba, tandis que la plaine du Chaco est largement inscrite dans les limites du Chuquisaca et du Tarija. Hormis la région proche de Santa Cruz, le peuplement des divers Orients s'avère instable et pèse peu dans l'espace national.

Au XIX^e siècle, dans les savanes humides de la pampa de Moxos (BN) ou en Chiquitanie (SC), les anciennes réductions jésuites, souvent investies de fonctions administratives provinciales, commencent à former la trame d'un réseau semi-urbain. La capitale du Beni, Trinidad, se démarque tardivement des autres localités⁷⁴, soit à partir des années 1930, malgré les pics atteints en 1879 et 1907. Dans la forêt amazonienne (Nord-ouest du Beni, Nord de La Paz, Pando), la population s'est graduellement implantée grâce aux divers cycles d'exploitation des produits tropicaux, valorisant chaque zone selon sa densité d'essences stratégiques et en privilégiant les berges des rivières navigables : l'extraction de la quinine (1826-1835, 1840-1880), du caoutchouc surtout (1890-1913), puis à partir des années 30, de la noix du Brésil, sont à la fois facteurs de fixation et de fragilisation⁷⁵ du peuplement. C'est la localité de Riberalta, port fluvial sur la rivière Beni, qui devient le centre d'une région frontalière liée au Brésil, conformée par le Territoire des Colonies (futur Pando) et l'espace correspondant à la province de Vaca Diez (BN). En dépit des ruées qui ont accompagné les phases de croissance de l'économie, le domaine amazonien reste très faiblement colonisé et urbanisé

⁷³ La localité de Padilla compte plus de 7.000 habitants en 1900, mais il s'agit d'un « bourg » de garnison.

⁷⁴ La population de Trinidad connaît de fortes oscillations d'après les chiffres de Calvimontes (2000) - 1842, 2.500 ; 1879, 8.000 ; 1900, 2.600 ; 1907, 5.400 ; 1914, 2.500 ; 1937, 4.500 ; 1950, 10.080.

⁷⁵ J.-C. Roux et F. Oviedo (1995), *Les « hommes du quinquina ». Comportements démographiques et cycles de l'économie extractive dans une région bolivienne enclavée : Caupolicán (1830-1880)* p. 984 : « Il en ressort néanmoins que le front du quinquina, quelle que soit la prospérité économique qu'il a pu apporter, en termes de macro-économie et de comptabilité régionale ou nationale, a été plutôt dévastateur à l'échelle micro-économique comme démographique. Si on confronte cette expérience du quinquina avec un autre cycle mieux connu, celui du caoutchouc, on retrouve le même mode de 'comportement' spatial. Celui-ci indique que la population des régions 'neuves', affectées de basses densités et habitées par des populations 'indigènes' traditionnelles, supporte très mal le passage soudain à un type d'économie extractive, exigeant en main-d'œuvre itinérante, apportant avec lui de nouvelles formes de productivité, de consommation économique et de rapports humains ».

jusqu'aux années 50. La population de Riberalta atteint encore 6.500 individus en 1950, la capitale du Pando, Cobija, est encore un simple village de 1.700 habitants.

Le Chaco connaît un sort similaire dans la mesure où l'expérience des grandes concessions est un échec en termes de valorisation agricole. Le modèle s'avère d'autant moins peuplant que les anciennes missions se vident de leurs habitants, recrutés dans les exploitations de canne à sucre du Nord-ouest argentin⁷⁶. Fifer⁷⁷ note qu'à l'époque, la région passe à côté de deux opportunités de développement : d'une part, l'élevage bovin et le commerce avec l'Argentine auraient pu prendre une tout autre dimension si un projet de liaison ferroviaire proposé par les Argentins dans les années 20 avait été adopté ; d'autre part, si les gisements d'hydrocarbures exploités dans le Sud s'étaient révélés plus importants, les effets d'entraînement de l'activité pétrolière s'y seraient inscrits durablement. Au lieu de cela, c'est Camiri et Santa Cruz qui allaient devenir les principaux centres pétroliers. Toutefois, le recensement de 1950 dénote l'émergence d'un sous-système urbain - Yacuiba (5.000 hab.) et Villa Montes (3.000 hab.) dans le Tarija, s'associant à Camiri (5.000 hab.) - probablement favorisée par la construction du réseau ferré oriental qui connecte Santa-Cruz à Salta et Buenos Aires. Finalement, la trajectoire de ces deux périphéries orientales éclaire le dynamisme de la région crucénienne. Positionnée en carrefour, Santa Cruz bénéficie des phases de développement de l'économie amazonienne et du Chaco sans être jamais concurrencée par un autre centre. Elle accuse aussi les contrecoups de cette situation géographique, signalés par des périodes de décroissance causées par de fortes vagues d'émigration⁷⁸. Néanmoins, la croissance est soutenue en tendance sur le siècle, et s'accélère fortement à partir de 1940 (croît moyen de 3,7%). Les nouvelles dispositions de l'Etat vis à vis de la capitale orientale, lui permettent d'atteindre le 5^e rang national en 1950 avec 42.000 habitants, à hauteur de Sucre et Potosi.

CONCLUSION - LES PREMISES D'UN REPOSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DES REGIONS ORIENTALES.

Depuis l'invasion espagnole, l'organisation du futur espace bolivien a largement été déterminée par des facteurs externes, qui ont orienté un processus de différenciation régionale interne. De 1553 à 1782, l'Audience de Charcas territorialise et fédère son immense juridiction dans un système organisé autour des besoins de Potosi. Les produits et les populations convergent vers la cité un temps la plus peuplée des Amériques, qui exporte ses richesses minières vers Lima, puis vers l'Espagne après franchissement de l'isthme de Panama. De nombreuses régions du continent sud-américain se structurent par ce système : Charcas occupe alors une position centrale et dans l'Audience, le Sud - l'axe Potosi-Sucre - est en situation hégémonique. Or à la fin de la période coloniale, la production d'argent décline, la région pampéenne se

⁷⁶ J.-C. Roux (2000), *op. cit.*, p. 146.

⁷⁷ V. Fifer (1967), *Bolivia's pioneer fringe*, *Geographical Review*, Vol. 57, n°1 p. 22.

⁷⁸ W. Schoop (1980), *op. cit.* p. 61. Roux (2000) *op. cit.*, p. 269, cite par ailleurs une évaluation de la population départementale en 1918 (327.382 habitants), qui indique une augmentation de 120.000 individus entre 1900 et 1918, et une baisse de 40.000 individus entre 1918 et 1950.

développe et l'organisation politico-territoriale est restructurée. L'influence croissante du libre-échange favorise les ports de la façade atlantique, affaiblissant les économies jusqu'alors protégées de la concurrence extérieure au Vice-Royaume. Au début du XIXe siècle, le Haut Pérou se trouve isolé, dans un empire mal en point, en proie aux guerres d'indépendance. La Paz - le Nord - se profile comme centre hégémonique potentiel grâce à son profil de ville commerciale, mais il faut environ un siècle pour que la République de Bolivie trouve sa cohésion et que la suprématie pacénienne s'impose durablement. Le pays est alors entré dans l'ère du transport ferroviaire et la zone occidentale est intégrée par un réseau reliant les principales villes et bassins miniers, aux ports chiliens et péruviens du Pacifique. La logique capitaliste qui s'est substituée au protectionnisme de l'Empire colonial ne fait que consolider un modèle d'organisation de l'espace focalisé sur les Andes et le débouché maritime occidental, laissant l'*Oriente* sous-peuplé, malgré des velléités de colonisation des marges de l'Amazonie et du Chaco.

L'évolution de la distribution spatiale de la population départementale observée entre 1847, 1900 et 1950, traduit plus ou moins l'impact des différenciations économiques régionales entrevues. Au sein de l'ensemble occidental intégré, l'alternance hégémonique entre Nord et Sud ne peut se manifester avec évidence, compte tenu des dates disponibles. L'évolution la plus significative concerne le groupe des départements marginaux (Santa Cruz, Tarija, Béni, Pando) dont la part dans la population totale a quasiment doublé : de 9,9% en 1847, à 18,4% en 1950 ; se distingue surtout l'ascension du Santa Cruz, au 4^e rang départemental depuis 1900, devant Oruro et Chuquisaca. Malgré cette progression, la répartition des densités fait apparaître une césure bien ancrée entre les départements de plaines (moins d'1 hab. au Km²), et ceux majoritairement situés en zone andine [voir CARTE I-10]. Le meilleur traceur de la différenciation économique et du changement régional est encore la croissance démographique des villes ; c'est dans le processus d'urbanisation naissant que se révèlent le mieux, entre autres, l'hégémonie pacénienne, la domination du Nord sur le Sud, l'importance des vallées de Cochabamba, la relégation du bassin de Sucre, l'isolement de Tarija, ainsi que la relance de l'expectative orientale. Un des motifs pouvant être invoqué pour expliquer le caractère somme toute modéré des évolutions démo-spatiales, est l'immobilisation de la population. Car face aux conditions de coercition des systèmes agraires et miniers, les effets de réallocation de la main-d'œuvre sont limités. Un mécanisme de conservation des équilibres qui joue à plein dans les départements marginaux, dont le sous-peuplement est tel qu'ils ne pourraient connaître une variation significative sans le déclenchement de flux migratoires massifs.

Or, au début des années 50, la Bolivie peut paraître attardée en termes de développement économique ou de transition urbaine comparément à la plupart de ses voisins, mais se trouve en avance sur le plan de l'agitation politique, civique et populaire. Cette situation est annonciatrice d'une rupture historique venant cette fois de l'intérieur, d'un changement susceptible d'ébranler les structures sociales et de modifier radicalement l'organisation de l'espace.

II - L'intégration de l'espace oriental, moteur de la métamorphose bolivienne.

Si le frémissement d'un changement d'axe bénéfique au développement du Santa Cruz peut être décelé après la Guerre du Chaco, c'est la Révolution Nationale qui va clairement engager le pays dans une phase de modernisation relançant la dynamique des hégémonies régionales. La Bolivie du centralisme pacénien et plus largement, le modèle pluriséculaire de l'assise andine de l'économie, du pouvoir et du peuplement, vont ainsi connaître une rupture historique, une véritable métamorphose. Ce basculement est certes favorisé par des facteurs externes, comme l'effondrement des cours de l'étain qui affaiblit les départements altiplaniques, et l'avènement d'une ère des hydrocarbures qui place tout aussi naturellement la zone subandine et les piémonts, en position stratégique. Mais ce sont des politiques publiques qui stimulent la diversification des exportations et orientent la repondération géographique de la production. Nous observerons ainsi comment l'alternance de cycles interventionnistes et libéraux a structuré plus particulièrement l'évolution de l'agriculture, de la mine et des hydrocarbures, les trois piliers de la base exportatrice actuelle [A]. Or, l'histoire indique une réelle congruence entre la réorganisation de l'espace national, l'évolution du système politico-territorial et la destinée crucénienne. La différenciation régionale qui s'opère est issue d'un processus politique insaisissable sans une lecture institutionnelle des événements. Nous tenterons donc d'en présenter les principaux paramètres [B], afin de compléter l'éclairage recherché, sur les mécanismes du changement hégémonique.

A - Une « orientalisation » de l'économie, fruit de la planification : de la Révolution Nationale à l'ère néo-libérale.

La métamorphose de l'espace bolivien apparaît avec force à travers l'évolution de la localisation de la production. Les choix faits depuis la Révolution Nationale de 1952, en matière de politique agricole et de gestion des ressources naturelles, sont à l'origine d'une diversification de la base économique, nourrie par le recentrage sur l'Orient crucénien. Il est tout d'abord utile d'avoir à l'esprit la trame politico-économique présidant à la repondération des grands secteurs d'activité [1] ; on examinera ensuite plus précisément dans quelle mesure et selon quel calendrier, les réformes ont abouti en matière d'agriculture [2], d'industrie minière [3] et d'exploitation des hydrocarbures [4], à la recomposition de la hiérarchie régionale.

1 - La trame politico-économique.

L'histoire économique du second demi-siècle peut être divisée en deux périodes selon Luna Cabrera⁷⁹ : celle du « nationalisme », qui instaure un modèle de type interventionniste où l'Etat privilégie les objectifs de substitution des importations, se constitue à partir de la Révolution nationale (1952) et s'interrompt avec l'ajustement structurel de 1985 ; la Bolivie connaît alors une période néo-libérale, à l'instar des autres pays de la région.

a - La période nationaliste (1952-1985)

La société bolivienne maintenant la majeure partie de sa population dans les systèmes coercitifs du latifundio⁸⁰ et de la grande entreprise minière ressort ébranlée de la guerre du Chaco. Les mineurs, les indigènes expropriés et les *peones* des haciendas s'organisent intensifient leurs luttes pour de meilleures conditions de travail, plus de justice et de liberté. La multiplication des théâtres d'affrontement avec les propriétaires miniers ou fonciers et l'armée porte le désordre social à un paroxysme révolutionnaire, au début des années 50. En 1951, le parti au programme le plus éclectique et progressiste - le Mouvement National Révolutionnaire (MNR) - gagne les élections présidentielles, mais les militaires s'interposent à la prise légale du pouvoir. C'est finalement un soulèvement populaire qui rend sa victoire au MNR le 9 avril 1952, alors que les campagnes sont en proie à la guerre civile depuis un an. Le président Victor Paz Estenssoro met rapidement en place des réformes fondamentales : la nationalisation des grandes entreprises minières et leur refonte dans une entreprise publique (la Comibol), la restructuration des forces armées, le vote universel et en 1953 la Réforme Agraire, qui abolit le latifundio et les servitudes (le *pongueaje*) dans la zone andine. Le gouvernement met en place une politique de substitution des importations inspirée des recommandations des missions Bohan et Keenleyside. Après un démarrage difficile pour cause de montée inflationnaire qui place le pays sous la dépendance de l'aide des Etats-Unis, la Bolivie connaît une période d'essor historique pendant les années 60, que Luna Cabrera qualifie d'âge d'or du nationalisme⁸¹.

En 1964, les militaires prennent le pouvoir et jusqu'en 1982, se succéderont des dictatures qui prolongent le modèle économique de la Révolution. Le développement se poursuit en trompe-l'œil, grâce aux cours historiques atteints par les minéraux dans les années 70 et surtout les hydrocarbures. L'Etat finance des programmes d'équipement (gares routières, routes asphaltées, extension de la flotte de la Lloyd Aereo Boliviana, aéroports) et plusieurs projets industriels mal orientés, les fameux « éléphants blancs », qui engendrent de nombreux surcoûts et n'atteindront jamais le stade de la rentabilité. Créées entre 1967 et

⁷⁹ Luna Cabrera (2002), *op. cit.*

⁸⁰ « Ou *latifundium* (en latin) ou *latifundo* (en italien), grande propriété exploitée de façon très extensive. Pourrait s'écrire *latifonds* en français. La forme espagnole (ou portugaise) a été adoptée dans le vocabulaire de la géographie car c'est en Amérique latine que ces grands domaines sont les plus nombreux, qu'ils soient appelés *haciendas*, *estancias* ou *fazendas*. » R. Brunet et al. (1993), *op. cit.*, p. 296.

⁸¹ La croissance annuelle du PIB est en moyenne de 5,6%, la substitution des importations connaît des succès dans les domaines de l'énergie (essence) et de l'agro-industrie, qui deviennent aussi des secteurs d'exportation. Luna Cabrera (2002), *op. cit.* p. 127.

1971⁸², les corporations régionales de développement constituent l'un des appareils de ce système, introduisant une dose de décentralisation départementale dans la planification. Parallèlement, la dette extérieure est multipliée par 5, les industries publiques n'atteignent pas les standards de productivité et sont gangrenées par la corruption, le secteur agro-alimentaire privé ne connaît pas la croissance espérée et le trésor public doit financer la dette du secteur public et privé. Il faut également noter l'importance que prend alors l'économie de la drogue avec le circuit de la coca-cocaïne⁸³. L'Union Démocratique et Populaire (UDR) qui récupère le pouvoir grâce au plébiscite du retour à la démocratie en 1982, laisse s'aggraver la crise inflationniste en faisant des concessions à divers secteurs contestataires : l'inflation atteint 14.000% par an au début de 1985, taux le plus élevé du monde. Le gouvernement convoque des élections anticipées en 1985, qui débouchent sur une alliance investissant Paz Estenssoro (le « père » de la Révolution) ; ce dernier est chargé d'orchestrer le virage libéral imposé par les institutions financières internationales face à la crise de la dette.

b - Le « néo-libéralisme national » (de 1985 à nos jours)

Dans un premier temps, le gouvernement Paz Estenssoro met en place un plan d'ajustement qui s'appuie sur le décret 21060 fondant la Nouvelle Politique Economique (NPE). Il peut se résumer en 6 points⁸⁴ : 1) la réduction du déficit fiscal (gel des salaires, augmentation du prix de l'essence, réduction des dépenses de l'Etat), 2) la stabilisation monétaire par l'introduction d'une nouvelle monnaie (le boliviano) et d'un mécanisme de réajustement quotidien de la parité boliviano-dollar (le *bolsín*) contrôlé par la Banque Centrale, 3) la réduction ou rationalisation de la bureaucratie, notamment par l'incitation au départ massif d'employés publics (l'euphémisme *relocalización*⁸⁵), 4) la libéralisation totale du marché - liberté des prix, de l'offre et de la demande, tarif douanier unique sur les importations - 5) la stimulation des exportations, 6) la réforme de l'imposition (simplification du système passant de 400 à sept impôts de base, dont l'IVA - impôt sur la valeur ajoutée) qui obtient un rapport de 10% de la valeur du PIB en quatre ans. Ces mesures permettent de juguler l'hyperinflation (8.767% en 1985, 66% en 1986, 11% en 1987), de renégocier la dette externe avec le Club de Paris et d'obtenir de nouveaux prêts. Le mandat d'Estenssoro est marqué par l'effondrement des cours de l'étain en 1985 et la restructuration de la Comibol qui constitue un séisme social compte tenu de la masse des mineurs.

⁸² Sauf pour Santa Cruz, dont le Comité des Œuvres Publiques a commencé à fonctionner en 1945 et constitue l'antécédent de la CORDECRUZ.

⁸³ Selon C. Inchauste (1998), *Bolivie : ombres et lumières d'un pays émergent*, p. 66 : « D'après les études menées par les différents observatoires de lutte antidrogue, le circuit coca-cocaïne fait chaque année entrer dans l'économie un montant équivalent à 7% du PIB. Ce chiffre est à comparer avec des estimations faisant état d'un taux de 60% dans les années 1980, à l'époque des narco-dictatures (1980-1982) ».

⁸⁴ J. De Mesa, T. Gisbert, C. Mesa (2001), *Historia de Bolivia*, pp. 746-747.

⁸⁵ Textuellement « relocalisation », dans un sens impropre car l'opération s'apparente à un renvoi massif sans transfert de l'activité. Par commodité, nous utiliserons désormais les termes « relocalisation » et « relocalisé » sans guillemets. Voir paragraphe A-3 ci-après.

De 1989 à 1993, le président Paz Zamora poursuit dans les grandes lignes la politique néo-libérale de son prédécesseur⁸⁶, c'est sous la présidence de Sanchez de Lozada (l'un des architectes de la NPE) à partir de 1993, que vont se produire les réformes les plus importantes de cette fin de siècle. De Lozada propose dans son « *Plan de todos* » (plan pour tous) un programme de refonte de l'Etat basé sur la capitalisation des grandes entreprises publiques, la décentralisation, la réforme de l'Education et celle des retraites. Ainsi, entre 1995 et 1996, le gouvernement a capitalisé les cinq principales entreprises étatiques, s'appuyant sur la loi de capitalisation et des lois complémentaires (par exemple, Loi des hydrocarbures, des télécommunications, de l'électricité) : Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPFB), Empresa Nacional de Telecomunicaciones (ENTEL), Empresa Nacional de Electricidad ENE), Lloyd Aereo Boliviano (LAB) y Empresa Nacional de Ferrocarriles (ENFE). Le texte central de la décentralisation, la Loi de participation populaire, réordonne le territoire en 311 municipalités sur la base des sections de provinces : les *municipios*. Ils sont dotés d'un budget proportionnel à leur population, qui introduit une petite révolution dans les campagnes, longtemps ignorées du pouvoir central⁸⁷. Le calcul de la dotation peut toutefois poser des problèmes de mesure démographique, compte tenu de l'instabilité du peuplement dans certaines localités⁸⁸. Par ailleurs, la Loi de l'Institut de Réforme Agraire (INRA) reconnaît pour la première fois les communautés natives, les organisations indigènes traditionnelles et les territoires indigènes orientaux. Il faut enfin noter l'importance de la conclusion du marché gazier avec le Brésil et la construction du gazoduc Rio Grande-Campinhas (entre le département du Santa Cruz et l'Etat de San Paulo), un événement commercial de nature à renforcer durablement la participation du gaz dans le PIB.

Ainsi, les choix exprimés en matière de politique économique depuis la Révolution Nationale ont eu un fort impact sur l'expression du potentiel productif oriental. Nous allons maintenant transposer cette analyse dans les grands domaines d'activité, le plus illustratif étant certainement l'agriculture.

2 - Agriculture : le renouveau de la colonisation, entre interventionnisme et dynamique sociale spontanée.

En rompant l'immobilité des structures agraires, la politique agricole de l'administration du MNR, déclinée ensuite sous les régimes militaires, déclenche un processus de recomposition des territoires dont le pays subit encore les effets. L'un des aspects fondamentaux de cette politique est la colonisation : d'une part, un volet productif fait en sorte de développer un pôle agro-industriel exportateur dans la région de Santa

⁸⁶ *Ibid*, pp. 754-755.

⁸⁷ Voir J. De Mesa, T. Gisbert, C. Mesa (2001), *op. cit.* p. 768 : « Par exemple, des localités comme Achacachi (LP) qui recevaient de l'Etat 4.000 dollars en 1993 ont reçu 1.455.000 \$US en 1996. Villa Tunari (CBA) qui en 1993 ne percevait rien, a reçu 1.166.000 \$US en 1996... », Villamontes (TJ) est passée de 9.000 à 474.000 \$US, Roboré (SC) de 1.000 à 369.000 \$US.

⁸⁸ Le cas de Yacuiba (TJ), ville champignon sur la frontière argentine qui a connu une croissance phénoménale dans les années 90 montre l'imperfection du système. A plus de 60.000 habitants (estimation de la municipalité), la ville a dû se contenter du budget relatif au recensement de 1992, soit 30.000 habitants. L'inverse est également possible, des zones de forte émigration voient leurs habitants revenir pour le recensement alors qu'ils vivent ailleurs le reste du temps.

Cruz ; d'autre part, cette politique comporte un volet démographique, visant le transfert de populations andines sur les marges amazoniennes situées le long de l'arc subandin.

a - Les déterminants politiques du déblocage des structures agraires.

Rappelons que la mise en place d'une politique de colonisation agricole aboutissant au peuplement durable des terres basses [voir I-B-3] est l'une des causes du démembrement national. Les mesures libérales qui au début du siècle avaient favorisé la concentration foncière, sans contribuer efficacement à l'intensification agricole, ont été suspendues en 1915. Une nouvelle loi a congelé la vente du domaine public et soumis les propriétaires à l'obligation de se conformer aux orientations productives et démographiques de la politique de colonisation, sans grand effet. Avec le plan Bohan en 1941, une nouvelle impulsion est donnée à la colonisation agricole. Les recommandations de la mission qui préconisent entre autres, la construction de voies de communication, le développement de l'agro-industrie et de l'exportation de produits tropicaux, sont partiellement appliquées dans l'immédiat. La Corporación Boliviana de Fomento (CBF) est créée pour constituer l'instrument exécutif du plan : la construction de la route asphaltée Cochabamba-Santa Cruz (1943-1954) est son grand chantier. Les années 40 s'achèvent sur une nouvelle formulation de politique d'aménagement du territoire, avec le « rapport de mission d'assistance technique des Nations Unies sur la Bolivie », connu comme « rapport Keenleyside ». Compte tenu de l'agitation politique du moment, ses recommandations ne seront pas appliquées. Le véritable tournant de l'histoire advient avec l'action du gouvernement révolutionnaire, dont le « Plan immédiat de politique économique » (1954) va considérablement transformer la société bolivienne et notamment ses structures agraires. Le Plan privilégie en particulier⁸⁹ : 1) la « vertébration » territoriale et économique de l'Orient avec l'Occident bolivien, 2) la diversification de l'économie nationale et la substitution des principaux produits agricoles importés, 3) le développement de l'agriculture dans la région orientale, au service des objectifs de substitution d'importation, 4) la redistribution de la population dans des zones agricoles aptes et non peuplées, par la stimulation de l'émigration des populations rurales excessivement concentrées dans la zone andine.

- Concernant le premier objectif, le système des transports bolivien connaît deux évolutions fondamentales : d'une part, le pays entre dans l'ère du transport routier, grâce à son premier axe inter-départemental asphalté (Cochabamba-Santa Cruz) ; d'autre part, l'édification du réseau ferroviaire oriental relie Santa Cruz à la frontière brésilienne à partir de 1954 (Santa Cruz-Corumba) et au Chaco argentin à partir de 1958⁹⁰ (Santa Cruz-Yacuiba). Si ces infrastructures proviennent de l'achèvement de grands travaux entamés la décennie précédente, d'autres naissent de la seule initiative de l'administration du MNR : viennent compléter l'intégration territoriale du Santa Cruz, la route asphaltée Santa Cruz-Montero-Saavedra, les chemins d'accès régionaux Montero-Yapacani et Montero-La Loma ; par ailleurs, s'engage la

⁸⁹ C. Soria Martínez (1996), *Colonización en Santa Cruz, esperanzas y realidades*, pp.31-32.

⁹⁰ Il faut attendre 1965 pour que l'infrastructure et les ponts permanents soient achevés.

construction des segments Camiri-Villamontes (Chaco), Sucre-Camiri, Tarija-Villamontes ou encore La Paz-Rurrenabaque. Nos sources ne nous permettant pas d'analyser la dynamique de construction de ces ouvrages⁹¹, on se contentera d'observer que pour la première fois de l'histoire, l'investissement public et la modernité semblent se concentrer à l'est. Aujourd'hui, la carte routière est de nouveau déséquilibrée : la concentration du réseau routier de première catégorie est manifeste dans la région de Santa Cruz⁹², entre les trois métropoles régionales, et une meilleure intégration de la partie orientale du pays se dessine de Tarija à Trinidad [voir atlas de la Bolivie CARTE II-17]. On peut néanmoins penser que la réforme de la répartition introduite par la Loi de participation populaire au milieu des années 90 est de nature à diffuser l'amélioration des communications sur l'ensemble du territoire, comme le suggèrent les observations de J.-P. Lavaud⁹³.

- Le deuxième et le troisième objectifs du « Plan Immédiat... » aboutissent au-delà des prévisions, en termes d'extension des superficies cultivées⁹⁴ et de développement des cultures industrielles. Concernant ce secteur, l'investissement se concentre en fonction de la demande mondiale, en l'occurrence dans les années 50 et 60, sur la canne à sucre et le riz. On peut citer à partir de 1956, la création de quatre raffineries dans le département du Santa Cruz, puis d'une cinquième à la fin des années soixante, à Bermejo dans le département du Tarija. Par ailleurs, un centre de machinerie agricole est implanté à Montero (SC) pour accélérer le déboisement de la région et stimuler la mécanisation (importation et location de machines pour le défrichage, le traitement du riz, du coton et de la canne à sucre). Dans les années 70, sous les régimes militaires, la production de cultures industrielles est orientée vers le coton, tandis que les oléagineux s'imposent durant les années 80⁹⁵. L'ajustement structurel de 1985 ne fait qu'amplifier le processus d'internationalisation de l'agriculture bolivienne et l'avancée de la frontière agraire ; selon Urioste⁹⁶, la seule extension des cultures de soja durant la décennie 90 équivaut à plus d'un demi-million d'hectares. Les exportations « non traditionnelles » qui recouvrent essentiellement les cultures industrielles et produits

⁹¹ Ni B. Gozalvez et al.(2000), I. Montes de Oca (1997), ni M. Urquiola (1999) ne parviennent à constituer une chronologie. Ce dernier explique : « Au contraire des chemins de fer, qui pour le moins au début du siècle se construisaient relativement rapidement, la construction routière a suivi un processus plus graduel. La cause en est que la construction routière implique diverses étapes, du tracé au revêtement, et qu'en Bolivie, il est rare que ces opérations se soient réalisées sans interruption. Ainsi, il s'avère beaucoup plus complexe de faire la chronologie de ces efforts », p. 209.

⁹² D'où la dénomination « région intégrée de Santa Cruz ». Selon ILIS (1990), Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda colonial a la empresa modernizada (1559 a 1985), p. 217 : « Etudier la modernisation à Santa Cruz, c'est se référer à la région (ou aire) intégrée. Bien que sa détermination spatiale ne soit pas uniformément acceptée, le critère de 'région intégrée' paraît valide. Ainsi, du moins, a-t-il été considéré par diverses institutions crucéniennes de planification. Dans ce travail, la région comprend cinq des treize provinces crucéniennes (Andrés Ibañez, Warnes, Santiestevan, Sara et Ichilo) qui en 8,3% du territoire concentrent 75% de la population totale... ».

⁹³ J.-P. Lavaud (1998), La Bolivie de la réforme, p.14 : « C'est seulement en 1997 que l'on voit apparaître des projets d'appui à la production (chemins, communications, canaux d'irrigation, assistance technique agricole...). Ce qui est plutôt bon signe ».

⁹⁴ Selon le rapport publié en avril 1962 « Bolivia : 10 años de revolución » cité dans ILIS (1990), *op. cit.*, p. 181, les principales superficies cultivées occupaient 420.243 ha en 1950 et 704.141 ha en 1961.

⁹⁵ La production cotonnière a atteint deux pics, au milieu des années 70 et en 1995-1996. 80% de la récolte sont encore effectués manuellement, bien que la mécanisation se développe. Le régime d'ensemencement est assez fluctuant, compte tenu de rendements et de cours mondiaux instables. Voir M. Edwards (1998), Le coton en Bolivie, Coton et Développement, n°28.

⁹⁶ M. Urioste (2002), Desarrollo rural con participación popular, p. 30.

dérivés⁹⁷ ont tendance à devenir prépondérantes [TAB I-9] ; or, l'essentiel de la production se localise dans le département du Santa Cruz⁹⁸.

- Concernant la colonisation et le rééquilibrage du peuplement (quatrième objectif du « Plan immédiat... »), les effets obtenus sont géographiquement mieux répartis. Les mécanismes de la modification du peuplement sont complexes mais il est admis que les politiques agricole et de population ont largement influé. En supprimant les régimes de semi-servage qui immobilisaient la paysannerie, la Réforme Agraire décuple mécaniquement l'offre de main-d'œuvre. Dans les régions andines, l'attribution individuelle de parcelles a pu être aussi un facteur de rétention, mais à terme, la pression démographique et foncière (la formation du *minifundio*⁹⁹), la pauvreté, les atavismes culturels (exploitation des étages écologiques) finissent par activer les mobilités spatiales. Comme dans les terres basses tropicales des politiques spécifiques incitent les paysans andins à s'installer, les conditions de rupture de l'inertie du peuplement étaient réunies. L'« amorçage de la pompe » incombe aux programmes de colonisation, dont l'essentiel se met en place dans les années 60-70 sous les gouvernements militaires, avec la création de l'Institut National de Colonisation (INC) en 1965. Un exemple phare est l'organisation du transfert de 5.000 familles dans trois zones de colonisation : l'Alto Beni (province de Caranavi) dans les *yungas* de La Paz, le Chaparé (provinces de Carrasco et Chaparé) dans le Cochabamba, et la zone de Yapacani-Puerto Grether, au nord-est de Santa Cruz¹⁰⁰. C'est toutefois la colonisation spontanée qui domine rapidement le mouvement et là encore, le Santa Cruz semble en concentrer les effets ; c'est ce qui transparaît dans les statistiques de l'INC¹⁰¹ (44% des familles installées, 68% des superficies octroyées) [TAB-I-5, 6], faisant en 1980 le bilan de la colonisation depuis la Réforme Agraire. Il faut également citer dans ce même département, l'impact de la colonisation étrangère, des immigrants japonais et mennonites qui ont acquis une position importante dans le système agro-industriel régional¹⁰².

b - Les zones de colonisation : la stabilité du peuplement entravée par la précarité de l'agriculture.

Toutefois, dès la fin des années 70, en tant que politique redistributive du peuplement et des richesses, la colonisation apparaît globalement comme un échec : les transferts de population de la zone

⁹⁷ Sucre, café, soja, bois brut et transformé, cuirs, noix du Brésil, coton, bijoux, huile, vêtements, cœurs de palmiers, céréales et dérivés, produits dérivés du tournesol, bière, tabac et cigarettes, fruits et légumes tropicaux, conserves, produits avicoles.

⁹⁸ D'après une base de données agricoles de l'INE, le département du Santa Cruz concentre 99% de la production de soja cumulée entre 1990 et 1997, celle de coton 98%, celle de canne à sucre 85% et 100% du tournesol. D'après les annuaires statistiques 2003, en 2001 (chiffres consolidés) le Santa Cruz concentre 99% de la valeur des exportations de soja et dérivés, qui représentent la moitié des exportations non traditionnelles.

⁹⁹ « Exploitation trop petite et surpeuplée », selon *Les mots de la géographie* *op. cit.* p. 296.

¹⁰⁰ La mise en place du programme de colonisation découlant d'un « projet pilote du Plan Décennal de Développement National » visant initialement le transfert de 90.000 familles dans une période de dix ans. In INC-OEA (1975), *Proyecto Chaparé - Propuesta de Estudio para el Desarrollo Integrado*.

¹⁰¹ Citées par J. Valérie Fifer (1982), *The search for a series of small successes : frontiers of settlement in eastern Bolivia*.

¹⁰² La colonie japonaise est composée à l'origine de 384 familles (environ 2000 personnes) arrivées en vertu d'un accord bilatéral souscrit en 1956. Elle s'est spécialisée dans la production de riz. La colonie mennonite est composée d'environ 2.579 familles (16.000 personnes), d'origine paraguayenne, canadienne, mexicaine et du Belize ; la spécialisation de cette population est le soja.

andine vers les terres basses n'équivalent qu'à 5% de la population nationale, la frontière s'est largement paupérisée et fixe difficilement une population de migrants aux attentes souvent déçues. La cause principale de cette marginalisation réside dans tous les paramètres qui contribuent à une agriculture précaire, qu'on peut classer en trois groupes : institutionnels, productifs, écologiques. Premièrement, le choix des zones de colonisation, l'inadaptation des programmes d'aide, l'insuffisance des moyens d'aménagement et la lenteur de l'établissement des droits de propriété ont été clairement mis en cause¹⁰³. Deuxièmement, le défaut de connaissances relatives aux milieux tropicaux, la faible technicité de l'agriculture, des conditions de vie insalubres et une faible intégration au marché limitent considérablement les possibilités de développement, pour des familles incapables d'investir et contraintes de vendre leur force de travail. Troisièmement, avec le temps, les dégâts écologiques se convertissent en facteurs de désertion ou d'enlisement dans la pauvreté ; on diagnostique par exemple un syndrome de « crise de la jachère¹⁰⁴ », chez les petits agriculteurs des zones de colonisation du Santa Cruz. La précarité de l'agriculture se répercute sur les flux migratoires à travers les phénomènes de désertion des parcelles, de migration temporaire, de retour ou d'émigration vers d'autres colonies¹⁰⁵. Le processus de l'instabilité résidentielle résumé par Franqueville¹⁰⁶, est constaté dans de nombreux travaux, et débouche sur la cristallisation d'une identité sociale autour de l'expérience de la colonisation et des nouvelles territorialités qui en résultent, comme en témoigne la déclaration publiée par la *Confederación sindical de Colonizadores de Bolivia*¹⁰⁷. Les institutions diagnostiquant le problème se réfèrent au non aboutissement des schémas d'évolution prévus :

¹⁰³ J. Blanes, F. Calderón, J. Dandler *et al.* (1978), *Migración rural-rural en Bolivia : el caso de las colonias*.

¹⁰⁴ PRODEPA, Proyecto de Desarrollo y Consolidación de las Colonias de Pequeños Agricultores en el Departamento de Santa Cruz », page web. Les petits agriculteurs pratiquent une agriculture sur brûlis et ne mettent en culture tout d'abord qu'un dixième de leur parcelle, qu'ils laissent ensuite en jachère pour utiliser un autre dixième. Quand la rotation est achevée, la terre est appauvrie et le cycle recommence en compensant la perte de fertilité par le recours à une extension supérieure, accélérant ainsi le processus d'appauvrissement.

¹⁰⁵ J. Blanes, F. Calderón, J. Dandler *et al.*, (1978), *op cit*, pp 2-3 : « Ces vingt-cinq dernières années (Wiggins 1978) environ 25.000 familles se sont installées dans les zones de colonisation et possiblement une quantité supérieure en a rémigré. Approximativement 285.000 personnes habitent les zones de colonisation, ce qui représente 6% de la population bolivienne. Ce processus migratoire est très dynamique ; on calcule qu'environ 12.500 personnes arrivent chaque année... une grande partie des colons, surtout ceux de migration récente, se caractérisent par la recherche permanente de terre et de travail, constituant une masse sous-occupée, flottante et transhumante ».

¹⁰⁶ A. Franqueville (1998), *Les paysans boliviens toujours menacés, Agricultures : Cahiers d'Etudes et de Recherches Francophones*, Vol. 7, No 1, p. 57 : « Paysans sur leur lieu d'origine, les colons manquent ici des racines et des facilités économiques qui rendraient leur installation définitive. Le faible succès de leur tentative de dépaysement fait soit qu'ils adoptent, quand c'est possible, un système de double résidence sur leur communauté d'origine et sur leur lieu de colonisation, soit que leur aventure se termine dans les bas-quartiers de Santa Cruz ou de Cochabamba, soit encore qu'ils se tournent vers la culture de la coca, nettement plus rentable, voire participent aux premières étapes du processus de production de la cocaïne ».

¹⁰⁷ Confederación sindical de Colonizadores de Bolivia, <http://cscb.natiweb.org/cscb.html> : « Nous sommes aymaras, quechuas, guaranis, chimanes, ayoreos et d'autres peuples natifs qui avons émigré des hauts sommets des Andes aux zones subtropicales à la recherche de meilleures conditions de vie. La cause en fut le manque de terre, les désastres naturels et la pollution des entreprises agro-industrielles. Beaucoup d'entre nous ont migré vers les zones urbaines à la recherche de travail mais fréquemment nous avons dû faire face à la discrimination et à l'exploitation. Dans les années 60, le gouvernement uni à l'Alliance pour le Progrès, appliquant un programme du gouvernement nord-américain ayant pour but de freiner la migration urbaine, organisa l'établissement de populations dans les zones tropicales du pays : le dit programme de colonisation... Malgré les promesses d'alimentation et d'infrastructure, une fois dans les terres basses nous avons été abandonnés à notre sort. Plus de 50% de nos gens ont péri à cause de maladies comme la leishmaniose ou la malaria. Dans de nombreux cas, nous étions revenus sur des terres qui faisaient partie des anciens étages écologiques des Aymaras et Quechuas. C'est d'une triste ironie, nous sommes des étrangers sur nos propres terres ».

pour l'INC¹⁰⁸, le Chaparé n'avait pas dépassé la phase « pionnière » à la fin des années 70, qui aurait dû être suivie de la « consolidation », puis d'une phase de « croissance et développement ».

Sur le fond, deux bilans s'opposent : d'un côté, la production agricole a été décuplée en zone orientale et tout particulièrement dans la région intégrée de Santa Cruz, les cultures agro-industrielles et leurs dérivés permettant une véritable diversification des exportations ; d'un autre côté, l'ancrage de la paysannerie demeure dans les Andes, c'est l'agriculture traditionnelle qui assure la sécurité alimentaire du pays¹⁰⁹, et contrairement aux objectifs recherchés en termes de transferts de population, la migration s'est effectuée massivement dans le sens « campagne-ville ». La colonisation est peut-être globalement en échec mais on ne peut réduire son impact démo-spatial aux statistiques de l'INC, pour des raisons de méthode et d'ancienneté des diagnostics. Si l'époque des installations massives stimulées par les grands programmes de colonisation est révolue¹¹⁰, on sait aussi que la colonisation spontanée aboutit à des effectifs majoritaires¹¹¹. Or il s'agit d'un processus cumulatif incessant et son impact jusqu'à nos jours n'est pas clairement évalué. Certainement parce que chaque localité a sa dynamique propre et que nombre d'espaces sont concernés hormis les principaux sites planifiés ; il existe notamment un renouveau de la colonisation dans le Chaco et dans les franges amazoniennes du Nord. La perception du phénomène est aussi étreinte, en raison d'une propension à inscrire la colonisation dans un schéma de transfert de populations « terres hautes-terres basses ». Pourtant, compte tenu du peuplement amazonien, les flux migratoires « terres basses-terres basses » étaient probablement dominants avant la Réforme Agraire, et ne font que s'amplifier avec la reproduction démographique des familles de colons installées depuis. Enfin, le principal élément perturbant la lisibilité de la dynamique du peuplement est la multipolarité résidentielle, qu'il s'agisse d'interdépendance villes-campagnes, campagnes andines-campagnes tropicales, ou campagnes andines-étranger. Des perspectives analysées par G. Cortés¹¹², qui montre notamment l'existence dans la colonisation du Chaparé, d'une dimension d'articulation avec l'espace d'origine, par des pratiques de mobilité et d'harmonisation des calendriers agricoles. L'auteur conclut à l'inadéquation des raisonnements en termes de résidence habituelle, principale, voire secondaire, le système reposant sur une « pratique mouvante de l'espace régional »¹¹³. Le cas du Chaparé est certainement à part, compte tenu de la magnitude des impacts économiques du circuit coca-cocaïne, mais il existe en tout lieu des facteurs susceptibles d'amener une « importance relative des

¹⁰⁸ INC-OEA 1975, *op. cit.*, partie 2.3 « Etapas en el proceso de colonización ».

¹⁰⁹ Voir André Franqueville (2000), *La Bolivie : d'un pillage à l'autre*, notamment, le chapitre V, « Accuser l'agriculture ou choisir les véritables priorités ? ».

¹¹⁰ J. Baldivia Urdininea (2002), *Migración y desarrollo en Bolivia*, dans *Población, migración y desarrollo en Bolivia*, p. 72.

¹¹¹ C. A. Soria Martínez (1996), *op. cit.*, pp. 35-36 : « Dans les colonies étudiées, sur un total de 285 communautés, la majorité des installations se sont réalisées sous forme spontanée (68%) ; un cinquième l'ont fait dans un cadre semi-dirigé (21%). Les installations dirigées sont seulement de 10% [...] A l'époque des gouvernements militaires (1965-78), l'impulsion de l'Etat a été décisive, avec 57% du total des installations semi-dirigées et 89% des installations dirigées. En revanche, les communautés spontanées ont augmenté significativement depuis 1979 jusqu'à 1990 (56%) ». D'après une enquête de 1990.

¹¹² G. Cortés (1995), *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*.

¹¹³ *Ibid.* p. 153.

espaces de vie selon la conjoncture et les conditions économiques du moment »¹¹⁴. Par exemple, les cultures industrielles qui emploient parfois une main-d'œuvre temporaire abondante (le coton, la canne à sucre) génèrent une instabilité chronique, tout comme les économies frontalières qui bénéficient de rentes de position cycliques, en particulier sur la frontière argentine (voir chapitre 4-III).

3 - Crise et restructuration du secteur minier : la politique de *relocalización* (1986-87), un facteur de dispersion de la population altiplanique ?

On pourrait être tenté de présenter le marasme des bassins miniers, situés dans les départements altiplaniques, comme l'un des symptômes majeurs de la crise andine, pendant négatif du développement oriental. La Révolution Nationale qui s'initie avec l'aide des mineurs a paradoxalement instauré un système qui leur sera fatal. Le 31 octobre 1952, les trois grandes entreprises minières - Patiño Mines, Aramayo, Hochschild - sont nationalisées¹¹⁵ : les gisements et les infrastructures deviennent propriété de l'Etat, tandis que l'administration des mines est confiée à une nouvelle entité, la Corporation Minière de Bolivie (Comibol). A ce moment, les conditions sont médiocres pour l'économie minière (peu de réserves de capital, machinerie obsolète, baisse de productivité ou épuisement des gisements, faiblesse des cours de l'étain entre 1951 et 1955), mais permettent de financer le programme de diversification économique. Un transfert des bénéfices à d'autres secteurs de l'économie qui alimente directement le développement de l'Orient crucial et implique le sacrifice à moyen terme du développement de l'industrie minière, selon R. Jordán Pozo¹¹⁶. Parallèlement, le nombre de travailleurs augmente (28.900 en 1952, 35.000 en 1955) et la production baisse, creusant un déficit compensé par l'émission de monnaie. Malgré le Plan Triangulaire de réajustement appliqué entre 1961 et 1969, l'importance de la mine ne cesse de décroître dans l'apport à l'économie nationale, les pertes accumulées par la Comibol dépassent 750 millions de dollars entre 1976 et 1985¹¹⁷. A partir de 1981, les cours de l'étain connaissent une baisse soutenue, en 1984 la Comibol ne transfère plus aucun excédent à l'économie nationale et nécessite au contraire un subventionnement qui entraîne le pays dans une spirale inflationnaire. Or en octobre 1985, le marché de Londres s'effondre, l'étain restant sans cotation. A la veille de la restructuration du secteur minier, la Comibol employait officiellement 30.172 personnes.

¹¹⁴ *Ibid.* p. 197.

¹¹⁵ Les sociétaires seront indemnisés à hauteur de 21.000.000 \$US, entre 1953 et 1961.

¹¹⁶ J. Pozo (1999), dans *Siglo XX, la era del estaño, Bolivia en el siglo XX*, p. 232 : « Durant la période effective du modèle protectionniste étatique, les revenus de la Comibol et de la mine privée en général (moyenne, petite et coopératives) se sont trouvés affectés par les politiques de change, fiscales et douanières, ayant pour résultat l'arrêt des investissements dans l'exploration et l'exploitation minière. Par ailleurs s'est accru l'impact des baisses de prix sur l'économie nationale et les entreprises, alors que se réduisait l'effet positif des moments de hausse. Pendant les phases d'expansion du cycle, la rente minière a financé des booms artificiels dans la construction et a favorisé avec des devises bon marché, les biens de capital et les produits importés employés dans les secteurs produisant pour le marché intérieur et la substitution des importations : pétrole, agriculture et industrie de l'Orient. »

¹¹⁷ J. de Mesa, T. Gisbert, C. Mesa (2001), *Historia de Bolivia*, p. 748.

Dans le cadre de la politique de *relocalización*, l'administration Paz Estenssoro obtient le retrait de 23.068 mineurs de la Comibol entre 1986 et 1987¹¹⁸. A cet effectif de fonctionnaires est associé celui des employés renvoyés des mines privées (environ 5.000 personnes), qui porte le bilan à plus de 28.000 personnes démobilisées. En extrapolant à la sphère familiale, le nombre de personnes concernées se situerait entre 115.000 et 170.000¹¹⁹. Mais si l'on pouvait évaluer le nombre d'emplois indirects affectant les commerçants, les paysans et prestataires de services divers, dans l'environnement des centres miniers, à combien s'élèverait jusqu'à aujourd'hui la population de sinistrés ? Même sans appréhension exacte de l'effet de démantèlement progressif des économies locales, la portée nationale du processus démo-économique semble peu contestable. On peut même constater à travers l'opinion et différentes lectures, que la référence au phénomène comme déterminant des migrations internes et de l'urbanisation s'est galvaudée. Pourtant, en l'absence de quantifications adéquates et à jour, il conviendrait de considérer l'impact de la *relocalisation* des mineurs comme une question de recherche. Dans cette perspective, certains éléments tirés de l'étude officielle de la population directement concernée méritent d'être soulignés¹²⁰ :

- Tout d'abord, la population des *relocalizados* est issue d'un petit nombre de centres miniers : Catavi, Huanuni, Quechisla, Colquiri, Unificada, M. Vinto, San José et Caracoles représentant les deux tiers du total. La distribution implique un effet de concentration des effets dans des bassins miniers identifiables¹²¹.
- L'une des caractéristiques principales de la relocalisation est le défaut de planification. Le terme « relocalisation », qui sous-tend la détermination d'une nouvelle localisation, est particulièrement abusif. En encourageant le départ de ses personnels, l'Etat a déclenché un flux de migrations totalement spontanées, sans aucune politique migratoire pour le canaliser, sans mesure destinée à faciliter notamment le relogement des familles.
- Dans un premier temps, on constate une redistribution des populations dans les grandes villes (La Paz, Cochabamba) et les centres urbains de proximité (Oruro, Potosi, Sucre). D'autres contingents importants restent dans les centres miniers où ils s'organisent en coopératives de production ; la migration dans les bassins aurifères peut être une alternative. Une partie des familles a opté pour les aires de colonisation (principalement dans les départements de La Paz et Cochabamba), tandis qu'une fraction plus réduite est retournée à la communauté rurale d'origine. Enfin, il ressort de l'étude de 1987 que l'expatriation est peu fréquente.

¹¹⁸ Par rapport aux effectifs du 31/08/1985, selon la direction de l'administration du personnel, l'essentiel des départs se déroulant entre novembre 1986 et janvier 1987. Dans CET (1988), *Temas laborales 5. La relocalización*.

¹¹⁹ Le premier chiffre correspond à l'évaluation la plus basse, citée dans CET (1988) *idem*. Comme l'Enquête du mineur *relocalizado* (réalisée en 1987 par l'INE) évalue la taille moyenne des familles à 6,05 individus, une perspective simple, ne tenant pas compte de l'éventualité de familles avec plusieurs ex-employés, conduit à une hypothèse haute de 170.000 individus en 1987.

¹²⁰ H. Romero et M. I. Arauco (1987), *Bolivia : estudio sobre el minero relocalizado*, cité dans CET (1988), *op. cit.*, pp. 12-18.

¹²¹ Réaliser cette spatialisation aurait nécessité des informations complémentaires, permettant d'identifier un toponyme pour chaque centre minier. Par défaut, on peut se référer à la carte des mines d'étain [CARTE I-13] qui désigne les régions d'Oruro et de La Paz, comme les plus durement touchées.

- La relocalisation est une politique d'incitation au départ ; le caractère volontaire des retraits est contestable selon les points de vue¹²². L'un des outils adoptés par le gouvernement est l'indemnisation, négociée au cas par cas ; il en résulte que les trois quarts des mineurs ont perçu un capital inférieur à 1.300 dollars¹²³ (approximativement). Ce qui n'en fait pas automatiquement une catégorie privilégiée de migrants investisseurs ; d'après l'enquête de 1987, l'insertion économique et résidentielle des ex-mineurs était alarmante.

Si l'effondrement des cours de l'étain (1985) et le dégraissage de la Comibol (1986-1987) ont constitué un choc social, l'économie de la mine n'est pas pour autant menacée d'extinction. Dans le nouveau système, le monopole de la fondition a été aboli, le rôle de la Comibol restreint à quelques fonctions administratives, et la privatisation des mines s'est effectuée selon deux modalités principales : le « risque partagé » d'une part, en concédant à 11 entreprises l'exploration et l'exploitation des gisements, pour 60 millions de dollars ; d'autre part la location, correspondant au secteur dit de la « mine moyenne », accordée à 7 entreprises pour un montant de 29,8 millions de dollars. Par ailleurs, de nombreux mineurs « relocalisés » ont formé des coopératives pour exploiter les friches de la Comibol¹²⁴. D'après la seule série chronologique dont on dispose ventilée par département [TAB I-7], depuis la crise de l'étain, la mine s'est diversifiée et modernisée, un secteur non traditionnel émergeant autour des minerais polymétalliques (zinc, plomb, argent) et de l'or, dans les départements habituels. Ainsi, entre 1988 et 1996, l'or représentait entre 33% et 50% de la production totale de minerai en valeur, le zinc oscillant entre 15% et 34%, et l'étain entre 18% et 24% seulement. Les trois départements altiplaniques étaient les principaux producteurs avec environ 90% de la production en valeur : le Potosi était le premier pour le zinc, l'antimoine, l'argent et l'étain ; La Paz se trouvait principal producteur d'or ; le Cochabamba possédait l'ensemble des mines de plomb exploitées. On note sur la période 1988-1996, une tendance de réduction des écarts entre les départements, mais des données relatives à l'année 2001 [TAB I-8] suggèrent qu'un processus de concentration s'est affirmé entre temps, réduisant considérablement l'impact des mines de La Paz. Par ailleurs, si l'on inclut le produit de la métallurgie dans la valeur des exportations, c'est le département d'Oruro qui domine le secteur minier en 2001, avec 50% du total, contre 39% pour le Potosi.

Deux tendances caractérisent donc l'évolution de la mine (extraction et métallurgie) : d'un côté, la participation aux exportations baisse depuis le milieu des années 50 ; d'un autre, le secteur est aujourd'hui moins vulnérable, le primat de l'étain cédant à une diversification des minerais exploités. La crise de 1985

¹²² D'après des entretiens retranscrits dans CET (1998), *op. cit.*, p. 52 : « Certains prétendent que nous les travailleurs, nous serions retirés volontairement des mines, alors qu'en réalité notre retrait était le motif de certains mécanismes mis en place par le gouvernement : gel des salaires, libération des prix des articles de première nécessité qui étaient une incitation pour attirer les travailleurs dans les zones isolées, baisse des prestations de santé, etc. En plus, avec l'annonce de la fermeture de certaines entreprises comme La Palca, Catavi, Corocoro ou Matilde, nous avons été forcés de négocier de meilleures conditions de départ, mais il ne s'agissait pas d'éloignements volontaires ».

¹²³ En boliviano : 4,4% n'ont eu aucune indemnisation, 3,6% ont perçu plus de 10.000 \$, 8,3% entre 8.000 et 10.000 \$, 49,1% entre 2.300 et 8.000 \$, 26,3% moins de 2.300 \$ et 8,3% n'ont pas répondu.

¹²⁴ Les coopératives sont apparues dans les années 30 et 40 sous l'effet du chômage, en particulier dans les centres miniers du département de Potosi. Ce secteur s'est ensuite institutionnalisé et comme la minería chica, constitue une source d'emploi relativement importante. Il y avait selon I. Montes de Oca (1997) *op. cit.* p. 333, 428 coopératives minières dans le pays avec 44.173 sociétaires.

qui a justifié la restructuration drastique de la branche métallurgique et minière du secteur public, a créé un choc démo-économique dont les conséquences sur le peuplement sont difficiles à appréhender. Les références au phénomène abondent pour expliquer toutes sortes de poussées démographiques de la fin des années 80, de la croissance de la plupart des villes moyennes, aux champs de coca du Chaparé. Un rapport de cause à effet rarement référencé, qui nous interroge sur le véritable rayon de dispersion des « sinistrés » directs et indirects de la relocalisation, et sur la redistribution de ces populations aujourd'hui.

Photo I-1 Le Cerro Rico de Potosi.



N. D'Andréa 1998

Photo II-2 Mineurs de fond.



R. Aubry 2001

Ci-dessus : le Cerro Rico de Potosi continue d'être exploité. La visite des mines est aussi une attraction. Le champ du tourisme international est en train de revaloriser l'espace des bassins miniers et des monuments naturels du Sud.

A gauche : les techniques d'extraction restent rudimentaires, les galeries sont exigües, non éclairées, non sécurisées.

4 - Les hydrocarbures : une rupture d'échelle, le nouveau cycle du gaz.

L'histoire du pétrole bolivien¹²⁵ recèle deux transitions fondamentales, qui suggèrent la succession de trois cycles : c'est tout d'abord l'exploitation du pétrole qui va structurer institutionnellement et spatialement l'activité jusqu'aux années 70, puis le gaz naturel s'affirme comme principal produit d'exportation [a] ; enfin dans les années 90, l'obtention de nouveaux marchés et le décuplement des réserves créent une expectative sans précédent quant au rôle de la Bolivie dans l'intégration énergétique du cône Sud et au-delà [b].

a - Du pétrole au gaz : le Santa Cruz au centre des retombées économiques.

Les compagnies étrangères qui s'activent après la seconde guerre mondiale, la preuve faite du caractère désormais stratégique du pétrole, sont à l'origine de la prospection pétrolière en Bolivie (1910). C'est la Standard Oil Company of Bolivia¹²⁶ qui opère en 1922 la première perforation productive, à Bermejo, dans la zone subandine du Tarija ; puis de nouveaux puits d'importance vont déplacer le cœur de la production sur d'autres secteurs subandins ou chaquéens : Sanandita (TJ) en 1926, Camiri (SC) en 1927, Camatindi (CH) en 1929. Suite à sa douteuse neutralité dans la guerre du Chaco, la Standard Oil voit ses biens confisqués par l'Etat et ses concessions annulées. Une compagnie nationale est créée par le Décret Suprême du 21 décembre 1936 : Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB). L'entreprise publique hérite de l'infrastructure et des anciennes concessions de la Standard Oil. Cette nationalisation est l'un des premiers signes tangibles du changement de perspective qui conduit les pouvoirs publics vers une politique de substitution des importations. En quelques années, YPFB parvient à se structurer et à fonctionner comme une entreprise pétrolière (elle prospecte, perfore, exploite), forte de son monopole. En 1941, la production pétrolière équivaut au triple de celle de la Standard Oil avant la guerre, un niveau peu significatif jusqu'aux années 50. En 1949 s'achève la construction des oléoducs Camiri-Cochabamba et Camiri-Sucre ; en 1950, la Bolivie compte 5 raffineries : deux dispositifs rudimentaires dans le Tarija (Sanandita et Bermejo), deux usines de moyenne capacité à Camiri et Sucre, et la raffinerie de Cochabamba, qui dépasse en capacité toutes les autres réunies. On constate donc à cette époque, l'affirmation du primat de la région de Camiri au détriment de l'Orient tarijénien.

Le véritable décollage de l'activité pétrolière semble être le fruit de la politique d'investissement¹²⁷ initiée sous l'administration du MNR, avec des transferts de fonds issus des mines nationalisées. L'objectif est tout d'abord l'auto-suffisance, puis l'initiation des exportations, ce qui est acquis dès 1955. Pour stimuler la prospection, le gouvernement décide alors de doter la filière d'une loi qui attire les investisseurs : le Code

¹²⁵ On se réfère principalement pour la trame historique, à l'ouvrage de A. Vargas Salgueiro (1996), *Y.P.F.B. Entre nacionalistas y liberales ¿Capitalización?* et à l'article de C. Miranda Pacheco (1999), *Del descubrimiento del petroleo a la explosión del gas, in Bolivia en el siglo XX.*

¹²⁶ Filiale de la Standard Oil Co. Of New Jersey.

¹²⁷ Il s'agit principalement d'achat de machines pour réaliser des perforations.

du pétrole¹²⁸ promulgué en 1955 instaure la fin provisoire du monopole. Trois associations avec YPFB voient le jour et 13,8 millions d'ha de concessions sont attribués à 14 entreprises étrangères. Le principal acteur de cette période de développement est Bogoc, filiale de la toute puissante Gulf Oil Company. L'entreprise commence par construire un oléoduc d'exportation vers le Chili (Sica Sica-Arica), puis parvient rapidement à posséder des réserves de pétrole dix fois supérieures à celles d'YPFB. Parallèlement, le développement de la production déclenche un processus lourd de conséquences : la différenciation des ressources fiscales départementales, en vertu de l'intéressement des départements producteurs¹²⁹. Comme la production de Camiri est bien supérieure à celle de Sanandita et Bermejo, de 1957 à 1964, le Santa Cruz perçoit 8 millions de dollars, soit 5,4 fois plus que le Tarija [TAB I-10]. Un déséquilibre qui va se creuser avec le « boom » du pétrole, approximativement entre le moment où la production s'écarte significativement de la consommation interne (1966), et celui où elle redevient à peine auto-suffisante (1978). En effet, d'importants gisements sont découverts dans les années 60 (Caranda, Rio Grande, Colpa, La Peña), tous situés dans les environs immédiats de Santa Cruz ; à l'exception de Monteagudo, en zone subandine et permettant l'entrée en lice du Chuquisaca [FIG I-3]. Toutefois, la production atteint péniblement un maximum de 45.000 barrils par jour, faisant de la Bolivie un petit producteur de pétrole à l'échelle internationale, alors que pendant cette période éphémère, le gaz naturel se profile comme la ressource de l'avenir.

Au milieu des années 60, les réserves de gaz naturel augmentent fortement car les grands gisements crucéniens sont aussi riches en gaz. Rapidement, les volumes produits sont prometteurs mais les revenus fiscaux sont maigres, compte tenu d'un Code du Pétrole généreux pour les opérateurs étrangers et inadapté au gaz¹³⁰. Le tournant productif qui fait entrer la Bolivie dans l'ère gazière s'initie dans un contexte de dégradation des relations entre l'Etat bolivien et Bogoc, au sujet de l'exportation massive de gaz vers l'Argentine et de la construction d'un gazoduc entre Santa Cruz et Yacuiba¹³¹. S'ensuit le début de la construction du gazoduc en 1969 par une entité mixte¹³², la dérogation du Code du pétrole et la nationalisation de Bogoc la même année, le départ des entreprises étrangères, l'initiation d'une série de pressions internationales¹³³ et l'interruption consécutive des travaux du gazoduc. Finalement, un arrangement avec indemnisation est conclu entre l'Etat et la Gulf Oil Company, les financements sont recontractés, la construction du gazoduc relancée et l'exportation prend effet à partir de 1972. Dans un contexte commercial favorable aux pays producteurs d'hydrocarbures et de flexibilisation du monopole, les années 70 bénéficient

¹²⁸ Aussi nommé « Code Davenport » pour avoir été rédigé par le cabinet nord-américain Davenport-Schuster, en consultation avec les compagnies pétrolières étrangères. La norme reconnaît la propriété de l'Etat sur les hydrocarbures mais accorde aux compagnies une remise de 27,5% de la production au titre curieux du « facteur d'épuisement » comme compensation du caractère non renouvelable de la ressource exploitée.

¹²⁹ Malgré quelques difficultés d'application, les premières redevances départementales sont effectivement reversées à partir de 1957 pour le Santa Cruz et 1958 pour le Tarija, YPFB soldant également la dette cumulée par le trésor public auprès des départements depuis 1938.

¹³⁰ C. Miranda Pacheco (1999), *op. cit.*, p.252.

¹³¹ Un contrat d'achat-vente sur 20 ans pour un volume de 1,11 MMPC (10¹² pieds³) est signé avec Gas del Estado (Argentine) le 23 juillet 1968.

¹³² Yabog, association de YPFB et Bogoc obtenue après une grève générale de l'entreprise d'Etat en 1967.

¹³³ Embargo sur le pétrole bolivien, suspension des aides de la Banque Mondiale et du New York Common Retirement Fund pour la construction du gazoduc, ainsi que de la livraison des matériaux.

à tout le secteur : de nouvelles parties du territoire sont prospectées (le Chaparé, l'*altiplano* pacénien), la capacité des raffineries est doublée, 26 nouveaux champs ont été identifiés... La rente pétro-gazière s'élève brusquement à partir de 1974 [TAB I-10] et le Santa Cruz capte l'essentiel de la redistribution départementale : de 1970 à 1979, le Tarija a perçu 9% des *royalties* versées par YPFB, le Chuquisaca 11% et le Santa Cruz 80%, soit respectivement 15, 20 et 140 millions de dollars¹³⁴. Entre 1972 et 1977, la totalité du gaz exporté vers l'Argentine provient du domaine d'YPFB, à partir de 1978 une partie du marché est cédée à des entreprises privées (Occidental et Tesoro) qui étendent progressivement leur position. La production de pétrole ayant nettement diminué à la fin des années 70 et suffisant à peine à la consommation interne, le gaz naturel génère désormais à lui seul, un quart des revenus d'exportation.

b - Le second cycle du gaz : des perspectives incertaines.

Durant les années 80, la chute des cours et le chaos politique national sont peu propices au développement de la prospection. YPFB se trouve surendettée à cause de l'indemnisation de la Gulf, de la construction des gazoducs Santa Cruz-Yacuiba puis Monteagudo-Sucre, et d'infrastructures « coûteuses et non nécessaires »¹³⁵, tel le cas de nouvelles raffineries à Santa Cruz et Cochabamba. La production de gaz baisse depuis 1983, on constate une tendance de rééquilibrage entre les départements, qui se transmet également au niveau des redevances. Dans la première foulée des réformes structurelles, l'Etat néo-libéral tente une nouvelle fois de dynamiser le secteur en perte de vitesse, en promulguant en 1990 une Loi des hydrocarbures encore plus flexible. Surtout, un signal de changement fort se produit en 1991, grâce à la concrétisation de 20 ans de tractations épisodiques avec le Brésil¹³⁶, par l'accord de base pour la construction d'un gazoduc Rio Grande-Campinhas (à 100 Km de Sao Paulo) et la livraison d'entre 8 et 16 millions de m³ journaliers¹³⁷. L'activité prospectrice et de perforation s'intensifie, de nouveaux champs d'hydrocarbures sont exploités dans le Chaparé (CB) (Víbora, Carrasco, Surubi, Katari) et le Chaco du Chuquisaca (Vuelta Grande), contribuant à déplacer l'importance traditionnelle de la production crucénienne, en stagnation. Le contrat brésilien vient à point nommé prendre le relais du contrat argentin, prolongé par des contrats additionnels après 1992, jusqu'à la mise en service du gazoduc. La part des hydrocarbures dans les exportations connaît alors un niveau extrêmement bas [TAB I-9]. Dans le cadre des « réformes de seconde génération », une nouvelle loi des hydrocarbures est promulguée le 30 avril 1996, régissant la capitalisation d'YPFB. Or, trois années plus tard, des champs gaziers hors du commun sont découverts¹³⁸ dans le

¹³⁴ INE, d'après "Informes gerencia y contabilidad de YPFB", www.ine.gov.bo.

¹³⁵ A. Vargas Salgueiro (1996), *op. cit.* pp. 108-110.

¹³⁶ Voir P. Montserrat Antuña (1999), *Exportación de gas natural boliviano (Argentina y Brasil)*.

¹³⁷ Le contrat sera successivement modifié jusqu'à sa version finale de 1998 fixant le marché à 16 millions de m³ par jour

¹³⁸ La notion de découverte est sujet à caution, car selon le code du pétrole en vigueur, la fiscalité n'est pas la même selon qu'il s'agit d'un champ nouveau (18% d'impôt) ou ancien (50%). Certains analystes dénoncent le scandale de la « redécouverte » par les compagnies transnationales, de champs d'hydrocarbures prospectés par YPFB, comme le cas San Alberto, dans la zone subandine du Tarija. On peut consulter à ce sujet la documentation et les actes de colloque du Centro de Documentación e Información Bolivia, www.cedib.org/cedib/index.php.

In O. Calle Quiñonez (2002), *Le pari perdu*, *Défis Sud* n°50, http://www.sosfaim.be/Defis-Sud/DS50/pari_perdu.html : « Des sources officielles estiment que les changements dans le calcul des impôts (avec l'introduction du concept d'hydrocarbures neufs ou existants), destinés à rendre plus attrayante l'introduction sur le marché des nouvelles unités issues de l'entreprise

département du Tarija, sur le domaine des multinationales. En 2002, les réserves connues [FIG I-2]¹³⁹ font de la Bolivie le second détenteur de gaz du continent (après le Venezuela) et le sous-sol tarijénien contient 90% de cette ressource, d'une valeur monétaire d'environ 50 milliards de dollars.

Malgré la flambée inéluctable des exportations [TAB I-9], les Boliviens tardent à en recevoir les bénéfices concrets, le pays est ancré depuis 1999 dans une crise de croissance que la « gazification » de l'économie ne fait qu'amortir, sans stimuler réellement l'emploi. Dans un contexte de grogne sociale montante, le questionnement du mode de privatisation des richesses naturelles s'étend des milieux intellectuels à la sphère populaire. Si bien que comme le prédisait A. Contreras¹⁴⁰, la « guerre du gaz » a eu lieu, avec les graves incidents du mois d'octobre 2003 (environ 60 morts et des centaines de blessés), qui ont provoqué la chute du second gouvernement Sanchez de Lozada. Il en résulte une situation nébuleuse quant au futur de la gestion de la ressource, du rôle de la Bolivie dans l'intégration énergétique du cône Sud voire du continent, et finalement quant à l'impact de ces paramètres sur la différenciation régionale interne.

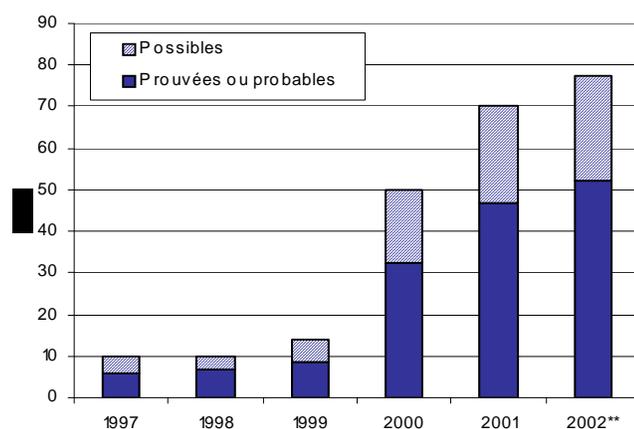


FIG I-2 La progression des réserves de gaz en Bolivie (1997-2002)

*1 TCF = 10¹² pieds cube

**Chiffres préliminaires

Source : YPFB, Unidad de políticas e inversión.

- Au moment où nous terminons cette recherche, l'administration de Carlos Mesa, le nouveau président, semble remettre en cause le système hérité, l'absence de projets aboutis de transformation industrielle et notamment la fiscalité. Un « impôt complémentaire sur les hydrocarbures » devrait notamment voir le jour, dans le cadre de la nouvelle loi des hydrocarbures. Nous ne disposons pas d'informations concernant un éventuel aménagement du principe de la régionalisation de la rente pétrolière¹⁴¹. En revanche, le lobbying forcené du département du Tarija se manifeste sous la forme « classique » de la revendication régionaliste [voir partie B ci-après], soit la pression populaire orchestrée par le comité civique local [cf. note 147],

publique pétrolière, ont engendré une perte fiscale de plus de 3.152 millions de dollars. L'investissement total dégagé du processus de capitalisation n'a atteint que 1.171 millions de dollars. Les pertes sont bien trop importantes pour un pays aussi pauvre que la Bolivie ».

¹³⁹ A titre de comparaison, la quantité de gaz commercialisée dans le monde en 1999 a été de 2,402 TCF. Selon www.energuia.com.

¹⁴⁰ A. Contreras Baspineiro (2003), *La fracture s'accroît entre les deux Bolivie*, DIAL dossier 2619.

¹⁴¹ Sur les 18% de royalties payés par les compagnies capitalisées, 11% vont aux départements producteurs, 1% au Pando et au Béni, 6% au trésor public.

manipulé en principe par les élites, voire par les multinationales, si l'on admet l'idée que la position défendue - le refus d'une réforme de la législation actuelle - n'est pas autonome¹⁴². Néanmoins, quelle que soit l'évolution de la fiscalité, compte tenu de la localisation des réserves d'hydrocarbures, le Tarija va pour la première fois de l'histoire concentrer l'essentiel des *royalties* affectés aux départements et le Cochabamba, en tant que premier producteur de pétrole est en train d'acquérir une position également inédite¹⁴³.

- Cependant, le volume de cette reversion est dépendant de la conclusion de marchés d'exportations qui peuvent être affectés par la nouvelle fiscalité. Le principe d'une dyade solide Bolivie-Brésil semble établi, cimenté par la construction d'un réseau de gazoducs¹⁴⁴ qui remarquons le, placent Santa Cruz en position de carrefour obligé, alors que la production et surtout les réserves locales sont pour l'heure quasi-insignifiantes comparées à celles du Tarija. Au sud, l'Argentine de la dévaluation connaît une augmentation de sa demande interne en gaz, qui vient de l'amener à réduire les exportations vers le Chili, rompant ainsi le contrat unissant les deux pays et causant un différend diplomatique retentissant. Or l'Argentine conclut en même temps un accord d'importation de gaz avec la Bolivie¹⁴⁵, dont une clause exigée par le gouvernement bolivien interdit la revente au Chili, un élément de pression supplémentaire dans l'interminable revendication de l'accès maritime. Bref, il y a « de l'eau dans le gaz » de l'intégration énergétique sud-américaine et l'on ne peut que noter l'importance déstabilisatrice des changements politiques internes, concernant un processus de globalisation aux paramètres fuyants. Par ailleurs, les modalités de la réalisation d'une voie d'exportation par le Pacifique via un port chilien ou péruvien, devant alimenter le marché californien (Etats-Unis), puis éventuellement mexicain, ne constituent pas la moindre des incertitudes qui pèsent sur l'avenir du gaz en Bolivie.

* * *

En synthèse, la valorisation du potentiel de développement de l'espace oriental a connu une forte impulsion grâce aux politiques publiques engagées par l'administration du mouvement révolutionnaire, au début des années 50. La mutation de la base exportatrice est assez symbolique du processus de modernisation de l'économie bolivienne : en 1950, le secteur minier (extraction et métallurgie) représentait plus de 90% de la valeur des exportations, une réalité qui perdure jusqu'au milieu des années 60 où démarre significativement l'exploitation des hydrocarbures (pétrole, puis gaz), dont l'apport en devises va progressivement se rapprocher de celui de l'activité extractive historique, pour culminer à 55% en 1985. L'économie bolivienne touche alors le fond en pleine crise inflationnaire, les entreprises publiques de production minière et pétrolière sont exsangues. Au-delà de la vulnérabilité aux cours des matières

¹⁴² La collusion entre les élites qui dirigent le Comité Cívico et les compagnies pétrolières est dénoncée par la présidente de l'Assemblée Permanente des Droits Humains de Tarija (Tamer Medina Hoyos), dans un article publié par la revue électronique « bolpress », daté du 05/05/2004, d'E. Fajardo Pozo, « El precio de ser disidente al sur de Bolivia ».

¹⁴³ Les chiffres préliminaires des transferts de ressources départementales 2002, au titre des royalties sur les hydrocarbures, montrent que le Santa Cruz, le Cochabamba et le Tarija, disposent chacun d'un quart du total, avec un léger avantage pour ce dernier [TAB I-12]

¹⁴⁴ Il faut noter aussi la construction d'une usine thermo-électrique à Puerto-Suarez, sur la frontière Brésilienne.

¹⁴⁵ L'accord date du 21 avril 2004 et porte sur la livraison de 4 millions de mètres cube de gaz naturel par jour.

premières, la crise est structurelle, la prospection de nouvelles ressources et la modernisation de l'appareil ont été négligées. C'est alors que les exportations dites « non traditionnelles » vont connaître un regain d'importance, il s'agit principalement des cultures industrielles et de leurs dérivés, qui vont passer du tiers à la moitié de la valeur des exportations pendant les années 90. Au début des années 2000, la récupération relative de l'activité minière se traduit par un apport stable en devises, tandis que les exportations d'hydrocarbures effondrées (part de 7% du total) redémarrent spectaculairement, grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements et la commercialisation du gaz en résultant, sur le marché brésilien. D'après les chiffres préliminaires de 2002 [TAB I-9], la tendance est clairement à l'essor des exportations d'hydrocarbures qui tire le PIB et les recettes fiscales, entraînant ce que d'aucuns désignent comme une « gazification » de l'économie. En 2001, les trois départements qui pèsent le plus dans l'économie nationale, d'après le PIB¹⁴⁶, sont le Cochabamba avec 19% du total (5.927 \$bol/hab), le département de La Paz avec une part de 24% (4.715 \$bol/hab), et le Santa Cruz dont la participation atteint 29% (6.691 \$bol/hab).

B - Les réformes du modèle d'administration territoriale, paramètre du changement hégémonique.

L'histoire du changement d'axe de l'économie est en grande partie celle de l'émergence d'une nouvelle puissance régionale : Santa Cruz. Une autre façon de le comprendre est d'observer les mécanismes politiques internes qui ont favorisé l'ascension de ce département : l'émergence d'une oligarchie orientale faisant contre-poids historique à celle de la mine, les réussites du projet régionaliste crucénien, la mise en place d'un système de récupération des dividendes de la croissance, et finalement l'obtention d'une forme de décentralisation administrative qui ratifie et accentue le processus de différenciation régionale [1]. Avec le retour à la démocratie, puis le tournant libéral qui clôt le chapitre de la période nationaliste, l'administration territoriale va de nouveau évoluer, dans le sens d'une véritable décentralisation, visant cette fois l'autonomie communale et la reconnaissance des identités locales, au détriment peut-être de l'échelon départemental. Avec la réforme du transfert des ressources financières aux collectivités locales, un facteur de réduction des inégalités spatiales se profile, mais il est encore difficile d'en évaluer les conséquences sur l'expression des potentiels de développement départementaux [2].

1 - L'influence du régionalisme crucénien : de la contestation au partage de la suprématie.

Le fait que les politiques publiques de l'après-guerre du Chaco aient convergé pour obtenir le décollage économique de la région de Santa Cruz ne résulte pas d'un choix autonome de l'Etat central. On a vu que le contexte mondial, l'aide américaine, la mise en défaut des politiques de colonisation antérieures appelaient un changement d'axe... Des auteurs comme J.-L. Roca et J.-P. Lavaud insistent sur les facteurs de pression internes, dont le régionalisme crucénien est un des éléments dominant. On observera tout

¹⁴⁶ Calcul propre d'après les annuaires statistiques départementaux 2003 de l'INE, P.I.B. non marchand.

d'abord à travers le rôle de son organe fédérateur, le comité civique, comment le mouvement régionaliste obtient des concessions décisives de l'Etat et réussit à infiltrer le sommet du pouvoir [a]. On constatera ensuite que la rente de position acquise, permet dès lors à l'oligarchie crucénienne de bénéficier d'avantages accentuant la différenciation économique inter-départementale.

a - Le mouvement civique et la construction de la base économique crucénienne.

Comme nous l'avons observé précédemment selon l'analyse de Roca, l'histoire de la République est consubstantielle des luttes régionales qui ont opposé certains départements entre eux ou à l'Etat [I-B]. Si le parlement ne s'est guère prêté à la défense des intérêts régionalistes, les députés se trouvant dans l'obédience de partis nationaux à tendance centraliste, les « conseils communaux » ont pu constituer une alternative durant la première moitié du XXe siècle. Mais la pratique des élections municipales s'interrompt en 1950, et les capitales de chaque département se voient privées d'un organe d'expression légitime, à la fois démocratique et constitutionnel, et qui comblait un besoin de politique régionale. C'est précisément à partir de ce moment qu'apparurent les « Comités Civiques » (*Comités Cívicos*)¹⁴⁷. Remplissant une fonction essentielle d'articulation entre des secteurs sociaux diversifiés et la sphère politique élue, ces organismes vont s'avérer partie intégrante du système local bolivien, jusqu'à constituer un contre-pouvoir alimentant l'instabilité gouvernementale des années 60-70 et contribuant de façon décisive au retour à la démocratie. Au cours des trente années qui ont suivi la Révolution Nationale, le Comité Pro-Santa Cruz (CPSC) a été le mieux organisé, le plus influent, celui dont l'activisme illustre le mieux l'influence du régionalisme dans la régulation du système politique bolivien. Roca montre que l'efficacité décisive du mouvement régionaliste crucénien repose sur l'héritage des luttes et des revendications qui ont contribué à forger l'individualité du département et la conscience identitaire de leurs habitants. Dans ce projet, une institution comme la *Sociedad de Estudios Geográficos e Históricos* notamment, qui s'était convertie en laboratoire de la pensée régionaliste au début du siècle, aura constitué un organe stratégique.

Après l'obtention du désenclavement routier et ferroviaire de Santa Cruz, la redistribution des *royalties* du pétrole aux départements producteurs reste le principal cheval de bataille des régionalistes¹⁴⁸. C'est en 1950 que des étudiants issus des grandes familles crucéniennes créent le Comité Pro-Santa Cruz. Dans un premier temps, leurs revendications se fixent sur le thème de l'urbanisme et l'application du Code du Pétrole en vigueur (la loi Bush) qui attribue explicitement 11% de la valeur de la production brute aux

¹⁴⁷ J.-P. Lavaud (1991), *op. cit.*, p. 201 : « En l'absence de conseils municipaux élus - les dernières élections datent de 1950 - , chaque capitale départementale a vu surgir un, ou plusieurs comités civiques - c'est le cas à La Paz - qui entendent représenter les habitants de la ville ou du département. Leur degré de représentation effectif varie selon les régions. Mais dans la plupart des cas, à l'instar du comité pro-Santa Cruz, ce sont des organisations élitistes. Dans certains départements, il existe aussi des comités civiques provinciaux plus ou moins rivaux de celui de la capitale départementale (Potosi, Beni). Il arrive encore que des comités départementaux soient associés comme ceux de Potosi, Sucre et Tarija organisés en *Bloque cívico del Sur*. Bien évidemment, la capacité de mobilisation de chacun d'eux, et donc la pression qu'ils peuvent exercer sur le gouvernement et ses agences locales varient énormément d'un département à l'autre, et d'une époque à l'autre ».

¹⁴⁸ La Loi du 31 décembre 1929 notifie la reversion de 30% des royalties perçues par l'Etat (11% sur la production brute), aux départements producteurs. Selon Roca, cette loi n'a pas conféré de ressources immédiates à Santa Cruz mais initie le processus d'intéressement direct des départements.

départements producteurs ; puis la promulgation d'un nouveau code (loi du 26 octobre 1955) qui menace par son flou la modalité intéressant Santa Cruz, va déclencher un conflit ouvert entre le département et l'Etat, révélant le véritable potentiel politique du CPSC. Celui-ci obtient au prix d'un activisme multilatéral entre 1957 et 1959 - bataille parlementaire, création d'un groupe armé, grève générale, émeutes, menace de séparatisme - et au milieu d'une crise inflationniste sans précédent, la rectification du Code du pétrole¹⁴⁹, qui ne sera promulguée qu'en 1959. Le bilan des 12 années de pouvoir du MNR est extrêmement favorable à Santa Cruz, même si le parti est orthodoxe en matière de centralisme. Dès le début, l'Etat s'est concentré sur le développement du département oriental, en achevant son intégration routière et ferroviaire, en subventionnant la création d'une agro-industrie et la prospection pétrolière ; par la suite, il a dû enfreindre ses principes centralistes sur la question des royalties du pétrole, devant les pressions orchestrées par la néo-oligarchie crucénienne, *via* le mouvement civique.

Les six années qui succèdent à la chute du MNR peuvent être considérées selon Lavaud, comme « une étape d'intense mobilisation » de la néo-oligarchie crucénienne¹⁵⁰ ; elle a lieu dans un contexte économique local de forte croissance, la production de pétrole se décuplant et les *royalties* bénéficiant à l'aménagement de la capitale. Cependant, trois grands changements politico-économiques vont durant cette période contribuer à la frustration de la classe possédante : tout d'abord, la nationalisation de la Gulf Company of Bolivia, qui s'est administrée la part du lion dans l'exploitation enfin exportable des gisements de pétrole ; ensuite, le processus de nationalisation de l'industrie sucrière, contrôlée par des entreprises privées ; enfin, les concessions faites à un mouvement contestataire de paysans colons qui s'approprie des grands domaines et y installe des coopératives agricoles. Un complot s'organise autour du *Coronel* Banzer et de Mario Gutierrez, chef du parti phalangiste, pour organiser un coup d'Etat qu'il faut replacer aussi dans le contexte politique de la guerre froide. L'opération, largement fomentée et financée par l'oligarchie crucénienne (notamment son secteur d'ascendance allemande), aboutit à l'insurrection d'août 1971 et au renversement du Général Torres remplacé par Banzer, natif de Santa Cruz. Cet événement constitue un tournant historique : selon Lavaud, « Avant 1971, la politique locale subit les aléas de la politique nationale ; à partir de 1971, c'est la politique nationale qui subit les pressions locales : la succession des présidents du pays devient dépendante des réactions d'une néo-oligarchie crucénienne suffisamment aguerrie, et appuyée par la population locale, pour tenter d'imposer ses candidats, ou au contraire entraver ceux qu'elle considère comme des ennemis ». Roca compare l'issue d'août 1971 à la victoire des libéraux du Nord lors de la Guerre fédérale ; elle introduit un partage de l'hégémonie qui conditionne un nouvel ordre géopolitique interne.

¹⁴⁹ Article unique : Acclaration des termes de l'art. 104 du Code du Pétrole de la manière suivante : la rente à laquelle se réfère la Code du Pétrole en faveur de l'Etat, correspond aux départements producteurs comme il correspond aux dispositions de la Loi du 15 juillet 1938. Voir Roca (1999) *op. cit.* p. 189.

¹⁵⁰ J.-P. Lavaud (1991) p. 216 « ...étape pendant laquelle elle conforte ses appuis locaux, lamine ses adversaires, s'enrichit et s'élargit à de nouveaux venus, grâce à l'appui des militaires installés au gouvernement ».

b - Les bénéfiques du pouvoir.

Par quels mécanismes le repositionnement politique du département du Santa Cruz favorise dès lors l'économie ? Nous en examinerons brièvement trois : les gratifications de la part de l'Etat, la soumission de celui-ci aux pressions du mouvement civique et l'autonomie des Corporations de développement. On peut se contenter de citer premièrement, l'édifiante liste d'exemples dressée par Lavaud, qui illustre la nouvelle « générosité » de l'Etat envers l'oligarchie crucénienne¹⁵¹. Le point le plus notable concerne la politique de crédits destinée à favoriser les entrepreneurs : d'une part, depuis le milieu des années 70, le gouvernement exige que les banques nationales investissent 30% de leurs utilités à Santa Cruz¹⁵² ; il se montre d'autre part fort laxiste avec l'usage qui en est fait (agriculture déprédatrice, faible productivité) et les mauvais payeurs (selon S. Eckstein¹⁵³ il y a 29,9% de fraudeurs chez les producteurs de coton, dont 8% ont été poursuivis, alors parmi les producteurs de pomme de terre on compte 12,3% de fraudeurs qui ont été poursuivis dans 91% des cas). Deuxièmement, concernant le Comité Pro Santa Cruz, se produit un élargissement de la base par l'affiliation d'un nombre croissant d'institutions professionnelles, sportives et culturelles. L'influence du comité civique se manifeste par le contrôle de fait qu'il exerce sur la politique de CORDECRUZ (la corporation de développement locale), qui réinvestit les ressources fiscales dans des travaux d'aménagement. Deux succès civiques sont emblématiques de la période des gouvernements autoritaires : l'empêchement du développement d'un pôle sucrier à Buenaventura, en Amazonie pacénienne (province Iturrealde) qui aurait menacé les raffineries du Santa Cruz ; l'obtention du financement d'un aéroport international de grande capacité à Viru Viru, dans la banlieue actuelle de Santa Cruz.

Troisièmement, la compréhension du rôle historique des corporations de développement nécessite un développement particulier. L'affirmation du régionalisme crucénien n'est pas sans conséquences sur les revendications d'autonomie locale des autres départements. Les comités civiques du pays vont ainsi faire pression pour que leurs départements respectifs soient également dotés d'une Corporation de Développement avec budget propre ; ce qui leur est péniblement concédé de 1967 à 1971¹⁵⁴. Ces nouvelles agences de l'Etat se distinguent des Comités de Obras Públicas en ce que leurs compétences sont élargies à la planification régionale. Les financements ont pour origine des ressources départementales propres, les transferts du Trésor Public correspondant aux royalties des hydrocarbures (Santa Cruz, Chuquisaca, Tarija) ou de la mine (La Paz, Oruro, Potosi, Cochabamba), et des prêts d'organismes externes. Ce mode de

¹⁵¹ *Ibid.* p. 218, « On a déjà vu avec les crédits cotonniers une des manières dont la néo-oligarchie crucénienne a été récompensée de ses services. Mais il y en a d'autres comme la dévaluation du peso en 1972 (67%) pour favoriser les agro-industriels exportateurs, la décision en janvier 1974 d'augmenter de plus de 100% le prix de productions crucéniennes (sucre, riz, huile), l'attribution généreuse de nouvelles terres au point que c'est pendant la période du gouvernement Banzer que Santa Cruz bénéficie le plus de la Réforme Agraire (aussi bien le nombre de bénéficiaires que les superficies moyennes des terres qu'ils reçoivent augmentent à cette époque : en 1974, le nombre d'hectares distribués, 2.359.277 ha, dépasse le total des superficies affectées de 1955 à 1970, soit 2.153.433 ha), et bien entendu la place qui est faite à des ministres crucéniens dans le nouveau gouvernement : un tiers des ministères. »

¹⁵² *Ibid.* p. 222.

¹⁵³ Susan Eckstein, « Transformation of a revolution from below. Bolivia and international capital », *Comparative studies in society and history* 1, 1983. Citée par Lavaud (1991).

¹⁵⁴ Apparaissent ainsi CORDECH pour Chuquisaca (1967), CORDEPANDO (1967) pour le Pando, CODEBENI (1968), CODEPO (1968), CORDECO (1970), CORDEOR (1970), CORDEPAZ (1971) et CODETAR (1971).

financement instaure donc, à la base, une forte différenciation entre les départements. Car si les producteurs de pétrole ont droit à 11% de la valeur du brut extrait à la sortie du puits, les départements miniers perçoivent 18% du total de la rente perçue par l'Etat pour l'extraction des minerais, ce qui est nettement moins intéressant, compte tenu de la différence d'utilité marginale. Quant au Pando et au Béni qui ne sont ni producteurs de minerai ni d'hydrocarbures, ils doivent s'accommoder de compensations irrégulières. Par ailleurs, plus ces revenus sont stables et élevés, plus les bailleurs de fond sont « généreux ». D'après le tableau du financement des corporations régionales [TAB I-11], pour la période 1974-1978, le Santa Cruz concentre annuellement de 51 à 68% des financements, avec un total quinquennal de 265.909.080 dollars ; en comparaison, les autres départements ont reçu autour de 20.000.000 de dollars en moyenne. Cette inégalité de moyens, si on la rapporte à la population recensée en 1976, exprime bien le privilège des départements producteurs d'hydrocarbures : Santa Cruz 374 \$US/hab., Tarija 131 \$US/hab., Chuquisaca 93 \$US/hab., alors que le bloc restant perçoit 35 \$US/hab en moyenne. Avec le *Decreto Ley* N°15307 de 1978 qui régit les Corporations, s'exprime finalement l'avancée de la décentralisation départementale. Le comité civique est notamment représenté dans le directoire, ce qui lui confère dans le cas du Santa Cruz, un « virtuel droit de veto », signale Roca. Le même auteur, constatant la mise en branle d'un système de relations croisées où les Corporations font pression sur le gouvernement central pour la prise en charge d'œuvres supplémentaires, où des projets similaires et donc concurrents font l'objet d'intenses débats publics, conclut que les Corporations Régionales de Développement ont « institutionnalisé les pratiques régionalistes »... Et d'une certaine façon, le leadership de Santa Cruz.

2 - La décentralisation municipale, un facteur de réduction des inégalités spatiales.

La tendance politico-administrative qui poind durant la période dictatoriale et se confirme avec le retour à la démocratie (1982) est celle d'une véritable décentralisation départementale. En effet, différentes lois renforcent le pouvoir des départements et l'expérience des comités de développement a fortifié l'objectivation de cet échelon territorial : malgré la faible efficience des projets¹⁵⁵, les corporations de développement ont amené la formation d'une technocratie locale, une « contre-élite » qui faisait défaut ; elles ont aussi ouvert un espace participatif intégrant la société civile au travers des associations de professionnels, civiques ou syndicales qui participent aux directoires. Or, cette optique rivée sur l'échelon départemental connaît un coup d'arrêt en 1993, lorsque la proposition de loi de décentralisation du gouvernement Paz Zamora est déniée et bloquée par le MNR. Sanchez de Lozada, le représentant de ce parti, est élu à la présidence la même année et introduit alors une conception municipale de la décentralisation. Elle aboutit à la Loi de Participation Populaire en 1994 et à la Loi de Décentralisation

¹⁵⁵ On peut reprocher aux Corporations de Développement une certaine dérive technocratique, des projets souvent mal conçus, des études couteuses et sans lendemain, un défaut de planification des projets à l'échelle nationale, qui rentrent selon J.-L. Roca (*op. cit.* p. 33) dans le cadre des erreurs propres au modèle économique de la période - industrialisation forcenée, substitution des importations, idéalisation de la dépense publique, sous-estimation de l'importance du secteur privé.

Administrative qui dissout les Corporations de Développement. Ainsi, 311 *municipios* sont reconnus et administrés par des conseillers municipaux élus au suffrage universel. Ces *municipios* sont financés proportionnellement à leur population, par la redistribution de 20% des recettes nationales (la « coparticipation ») et les taxes municipales. Désormais, les *municipios* ruraux perçoivent environ 50% de la coparticipation, alors qu'auparavant les trois principaux *municipios* urbains concentraient 90% de la redistribution¹⁵⁶. L'accès à ces ressources est soumise à l'élaboration d'études directrices : un Plan de Développement Municipal (PDM) et un Plan Annuel Opérationnel (PAO). Les communautés paysannes, indigènes, les associations de riverains (*juntas vecinales*) sont reconnues juridiquement comme Organisations Territoriales de Base (OTB), ce qui leur confère des droits et des obligations¹⁵⁷. La Loi de Décentralisation Administrative est quant à elle un instrument pour la délégation ou la déconcentration du pouvoir central au niveau départemental, ratifiant le caractère unitaire et non fédéral de la République. Les compétences des départements sont de caractère technico-administratif, le préfet est toujours nommé par le Président de la République. La nouveauté est la création des Conseils Départementaux comme organes collégiaux de consultation, de contrôle et de fiscalisation des actes administratifs du préfet. Les conseillers représentent chaque province et la capitale départementale, ils sont nommés par les conseillers municipaux et peuvent s'opposer aux décisions du préfet par deux tiers des votes.

Au moment où nous écrivons, la Loi de participation populaire (LPP) et la Loi de décentralisation administrative ont 10 ans et il est encore difficile d'accéder à un ensemble d'analyses en dressant le bilan¹⁵⁸. La réforme est en marche, mais sa mise en œuvre à long terme dépendra essentiellement selon L. Thévoz¹⁵⁹, de la volonté politique au niveau de l'administration centrale et de la capacité des acteurs locaux à gérer les compétences, les ressources financières et les institutions mises à leur disposition. D'ores et déjà, dans sa préface à la réédition de *Fisionomía del regionalismo boliviano*, écrite en 1999, J.-L. Roca dénonçait la régression centraliste, l'affaiblissement de l'autonomie départementale, notamment sous une forme vicieuse qu'il nomme la « *partidocracia* »¹⁶⁰. Les nouvelles structures attirent la convoitise et les partis organisent la

¹⁵⁶ G. Berthin Siles (1999), *Evolución de las instituciones estatales*, in *Bolivia en el siglo XX...*, op. cit., p. 378.

¹⁵⁷ M. Urioste (2002), *Desarrollo rural con participación popular*, p. 163 : « Les OTB ont droit de proposer, demander, contrôler et superviser la réalisation des œuvres et la prestation des services publics en matière d'éducation, santé, sport, petite irrigation, chemins vicinaux et développement rural ; promouvoir la préservation de l'environnement ; représenter et obtenir la modification des actions des organismes publics contrairement aux communautés ; proposer le maintien ou non dans leur fonction, des instituteurs et médecins officiant dans les communautés ; et accéder à l'information sur les ressources gérées par le municipio. En même temps, ils ont pour obligation civique d'identifier, prioriser, participer et coopérer à l'exécution et l'administration des ouvrages, au travail solidaire, à la maintenance des biens publics communitaires et municipaux, à rendre compte à la communauté et à promouvoir l'accès équitable des hommes et des femmes aux différentes charges de représentation ».

¹⁵⁸ Les auteurs auxquels nous nous référons ici, font tous allusion au début de la mise en œuvre de la réforme (1993-1998 environ).

¹⁵⁹ L. Thévoz (1999), *La décentralisation en Bolivie, un modèle en construction*, *Décentralisation et développement*, p. 188.

¹⁶⁰ J.-L. Roca (1999), op. cit., p. 29. « La *partidocracia* est la stratégie la plus récente et peut-être bien la plus astucieuse, de celles employées par les idéologues du centralisme... Ce dernier épisode est une distorsion des avancées démocratiques obtenues à partir de 1982 ; elle déforme le rôle que sont appelés à jouer les partis, elle les dévie de leur fonction originelle et première en les convertissant en groupes de pression fermés, où prédominent l'ambition, l'égoïsme et la médiocrité... La même chose se passe avec les gouvernements municipaux, de qui la *partidocracia* annule et l'indépendance conférée par la constitution et la légitimité dérivée du vote populaire. La conformation des conseils municipaux, l'assignation des postes dans les municipalités et même l'élection des maires, se décide au sein des partis, dans le système global du pouvoir imposé depuis la place Murillo [La Paz]. Ici aussi prédominent le commerce, les combines, et, par conséquent, la corruption. »

distribution des prébendes, mécanisme classique de la corruption qui gangrène le pays¹⁶¹. Un autre point de dysfonctionnement concerne certainement l'articulation département-*municipios*, notamment en matière d'aménagement (cohésion des PAO, efficience de la planification régionale). Comment interpréter dès lors les mutations du système local, avec les dérives pointées et les attentes générées, dans le cadre du processus de différenciation régionale qui intéresse plus spécifiquement notre recherche ? Il semble que du débat de spécialistes émerge au moins une certitude : les municipalités perçoivent leurs dotations¹⁶² et ce point a le mérite de révolutionner la répartition, en intégrant pleinement les campagnes. Ainsi, le montant transféré aux municipalités rurales a été de 4 millions de dollars en 1993 (7% du total), pour 83 millions en 1995 (37% du total), première année d'application pleine de la LPP¹⁶³. Il s'ensuit une redéfinition de la richesse fiscale mesurée à l'échelle du département, qui corrige en partie les inégalités. On constate ainsi en 2001 et 2002 le caractère limité de l'écart-type¹⁶⁴ des transferts financiers exprimés par habitant [TAB I-12]. L'effet de différenciation par les *royalties* est atténué, la juxtaposition du tableau du financement des corporations régionales de développement est sur ce point éloquent [TAB I-11, 12]. Néanmoins, ces chiffres préliminaires révèlent aussi une nouvelle tendance de concentration de la ressource fiscale dans le département du Tarija, dont la dotation augmente de 40% entre 2001 et 2002, en vertu de sa participation croissante à la production de gaz [A-4-b]. Si l'écart de potentiel financier risque d'être très important, la nouvelle influence des conseils municipaux est susceptible d'infléchir les politiques d'aménagement dans le sens d'une meilleure répartition géographique. Pour un département comme le Tarija, l'un des grands enjeux de la décentralisation administrative est probablement la réorganisation de la planification régionale, laissant entrevoir un possible équilibre de l'équipement entre la zone des vallées, traditionnellement privilégiée, et l'espace oriental.

* * *

L'évolution du système local bolivien, du « régionalisme institutionnalisé » des corporations de développement départementales, à la municipalisation du pays et la redécouverte de sa ruralité est le résultat d'un « long processus de récupération de la démocratie... Cette mobilisation sociale a systématiquement revendiqué une décentralisation de l'Etat, à la différence de bons nombre d'autres processus nationaux de décentralisation promus et/ou imposés par l'Etat central et/ou des agences multilatérales de coopération »¹⁶⁵. Il est toujours délicat de déterminer quel facteur, dans la dialectique de la base et de l'administration, influence le changement social. Ainsi, selon Chevallier¹⁶⁶, l'action administrative « ... est à la fois déterminée et déterminante, reflet et agent ; façonnée et conditionnée par le milieu, elle influe en retour sur lui... l'administration est ainsi en relation d'échanges permanents et réciproques avec la

¹⁶¹ J.-P. Lavaud (2002), *Un pays bloqué*, *Vivant univers* n°459, p. 14.

¹⁶² En revanche, selon Lavaud (1998) *op. cit.*, p. 14, une partie des financements résulte de prêts internationaux et l'« illusion d'abondance » est à redouter face à l'élargissement des compétences des collectivités territoriales.

¹⁶³ L. Thévoz (1999), *op. cit.*, p. 188.

¹⁶⁴ Le cas du Pando est particulier, il s'agit d'un territoire neuf, faiblement peuplé et relativement étendu ; les transferts de financements bien que minimaux, sont beaucoup plus élevés que la moyenne, rapportés au nombre d'habitants.

¹⁶⁵ L. Thévoz (1999), *op. cit.*, p. 185.

¹⁶⁶ J. Chevallier (1994), *Science administrative*, p. 86.

société ; si elle la nourrit de toute la richesse de ses interventions, elle en reçoit en retour une série d'impulsions ». En Bolivie, ce sont les luttes régionales qui ont influé sur le changement social. Dans ce schéma, le régionalisme crucénien a su organiser les stimulus de la base, combattant d'abord le centralisme, puis réussissant à l'infiltrer. Ainsi, le demi-siècle écoulé fait du Santa Cruz le champion de la promotion régionale, tous contextes institutionnels confondus : de 1952 à 1964, le département bénéficie de la priorité de l'investissement public dans le cadre centraliste d'une politique de diversification-relocalisation de la production ; de 1964 à 1982, l'économie crucénienne atteint une masse critique permettant à ses élites d'accéder au pouvoir central, d'inciter à la décentralisation et d'en bénéficier matériellement en retour ; depuis la récupération de la démocratie, les avantages acquis se traduisent par un partage de l'hégémonie et l'impulsion nouvelle donnée à la décentralisation ne semble pas de nature à bouleverser l'ordre existant.

CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE - LE DEBLOCAGE DES FACTEURS D'INERTIE TERRITORIALE.

L'intégration de l'espace oriental qui s'initie concrètement à partir des années 40, sonne le glas du modèle de la Bolivie andine, dominée par le centre pacénien. Cette opération, en partie planifiée, produit un recentrage étonnant de l'économie, qui résulte principalement du déblocage de quatre facteurs d'inertie territoriale.

Premièrement, le système de transport franchit une nouvelle étape dans la modernité, grâce à une politique d'équipement routier visant tout d'abord le désenclavement de Santa Cruz. L'axe qui la relie à Cochabamba constitue dès lors une colonne vertébrale, prolongée par la suite jusqu'à La Paz. Par ailleurs, la stratégie de l'intégration ferroviaire est poursuivie avec la construction du réseau oriental. Disjoint du système andin, il relie Santa Cruz au Brésil et à l'Argentine, connectant les régions traversées (plaines de Santa Cruz, Chaco, Chiquitanie), à la façade atlantique. Ces deux lignes (rachetées lors des capitalisations, par une compagnie chilienne) concentrent d'ailleurs aujourd'hui l'essentiel du trafic ferroviaire¹⁶⁷, le vétuste réseau andin se trouvant en grande partie désaffecté. Toutefois, en matière d'intégration routière, le pays reste très attardé en comparaison de ses voisins plus riches ; le revêtement des grands axes se poursuit et s'accélère, dans la perspective des couloirs trans-océaniques censés favoriser le repositionnement géographique du pays dans l'ensemble régional.

Le déblocage des structures agraires, deuxièmement, s'initie avec la Réforme Agraire lancée par le mouvement révolutionnaire, qui abolit les régimes de quasi-servage pratiqués dans les grandes propriétés. La dissolution du latifundio n'est effective que dans la zone andine où la redistribution des terres engage un processus de mobilité foncière, dont l'un des aspects négatifs est la subdivision progressive de propriétés de moins en moins rentables (le *minifundio*). Parallèlement, la frontière agricole s'étend en zone subandine et dans les plaines où la colonisation est encouragée par des programmes d'installation de migrants. D'un côté, se développe une agriculture moderne, orientée vers les marchés externes, dans la périphérie de Santa Cruz le plus souvent ; de l'autre, la politique de peuplement réussit à fixer de nouvelles frontières, principalement dans les yungas de La Paz, le Chaparé (CB) et au Nord de Santa Cruz.

On peut évoquer troisièmement, un effet de déblocage de la base exportatrice, limitée pendant des siècles aux produits miniers. L'exploitation des hydrocarbures et le développement de l'agriculture tropicale ont entraîné une petite industrialisation, permis la diversification des exportations et la substitution de certaines importations. Il faut noter une rupture dans ce cheminement, avec la fin des politiques interventionnistes, précipitée par la crise de l'hyperinflation et l'effondrement des cours de l'étain (1985). Le retour au libéralisme a stabilisé l'économie depuis, mais la croissance est

¹⁶⁷ En 2001, le réseau oriental représentait 66% du trafic de passagers et 72% du fret.

insuffisante. Sur le fond, le pays reste l'un des plus pauvres d'Amérique latine, à l'horizon limité par la dette, la corruption, le déficit public et la faiblesse des investissements. Quelle valeur attribuer alors aux perspectives de ventes de gaz, qui placent la Bolivie en situation de fournir tous les pays limitrophes, et probablement les marchés d'Amérique du Nord ? L'intégration énergétique et sa réseautique laissant à d'autres le soin d'accroître la valeur du gaz semblent revêtir les caractéristiques d'un nouveau « pillage », selon l'expression de Franqueville.

Enfin, un quatrième facteur d'inertie territoriale peut être identifié au niveau du système politique et de l'administration territoriale. Divers exemples montrent combien l'influence de la région hégémonique, en l'occurrence le centre pacénien et ses connexions, ont contribué à retarder le décollage oriental. Or, le développement de l'économie crucénienne est favorable à l'émergence d'une néo-oligarchie qui relance le mouvement régionaliste. Celui-ci obtient deux victoires fondamentales : l'application du principe de la redistribution des *royalties* du pétrole aux départements producteurs, à la fin des années 50, au moment où débutent les exportations ; l'accession d'un crucénien à la présidence, par coup d'Etat en 1971. Dès lors, à la manne pétrolière s'ajoutent les bénéfices du pouvoir et le processus de différenciation régionale s'accélère en faveur du Santa Cruz.

Il n'est pas dans notre intention de statuer sur la hiérarchie des départements en termes d'influence politique ou économique, des paramètres que nous ne maîtrisons pas et qui nécessiteraient une recherche approfondie. La tendance historique est celle de l'ascension de la région de Santa Cruz et la dynamique de « rotation des centres » comme la nomme Deler¹⁶⁸, semble connaître actuellement un état inédit : nous ne voyons pas une, mais trois régions économiques dominantes, « polarisées par un centre recteur à vocation hégémonique ». La Paz, Cochabamba et Santa Cruz conforment ainsi l'axe central identifié dans la plupart des analyses. La synthèse concernant cette problématique peut être laissée à son inspirateur, J.-L. Roca : « Dans les dernières années du XXe siècle, l'hégémonie se trouve répartie entre les trois départements, qui représentent les trois grands ensembles géographiques du pays : l'*altiplano*, les vallées, les plaines. Malgré la profonde et préoccupante asymétrie entre l'axe central et le reste du pays, ce modèle spatial de développement national est plus favorable que l'antérieur... »¹⁶⁹. Cependant, cette façon de résumer la réorganisation de l'espace bolivien peut prêter à confusion car elle dissimule le caractère transversal de l'intégration orientale. Celle-ci va au-delà du phénomène crucénien, elle est sous-tendue par l'activation de tout un éventail de micro-régions émergeant des vallées chaudes et des piémonts, voire plus éloignées, dans des parties reculées des plaines amazoniennes. Une réalité dont témoigne l'inventaire des lieux cités dans ce chapitre, une toponymie qui révèle un mouvement centrifuge concernant hormis le Santa Cruz, tous les départements partiellement positionnés sur les terres basses : La Paz, Cochabamba, Chuquisaca et Tarija. Des dynamiques spatiales que nous sommes en mesure d'éclairer avec un outillage spécifique,

¹⁶⁸ J.-P. Deler (1991), *La Bolivie, enclave sous influences*, Géographie universelle, pp. 298-299.

¹⁶⁹ J.-L. Roca (1999), *op. cit.* p. 35.

tout d'abord à l'échelle nationale (chapitre 2), puis dans le cadre d'une étude de cas régional (chapitres 3 et 4). Le schéma historico-structural de la redistribution du peuplement étant défini, et certaines interrogations posées, il est maintenant nécessaire d'observer quelle progression démographique caractérise le processus.

Deuxième chapitre

La transition démo-spatiale bolivienne (1950-2001).

I - Les discontinuités de l'espace bolivien : le choix d'une division statistique.

A - Critique de la tripartition.

B - Un outil dont l'efficacité varie selon le maillage de base.

Conclusion - Région et département : la fin d'une équation ?

II - Une dynamique de basculement vers l'Est.

A - Le rattrapage oriental : une redistribution modulée par l'explosion démographique et la concentration urbaine.

B - L'urbanisation du territoire : deux modèles opposés.

Conclusion - Maturation des villes moyennes, contrastes ruraux, différenciations régionales : l'axe qui cache la forêt ?

III - Des logiques de structuration régionale.

A - Entre petits changements et grandes avancées.

B - Effets d'interface écologique, effets de frontière internationale.

Conclusion du deuxième chapitre - A la croisée des influences : l'émergence d'un « nouveau Sud ».

INTRODUCTION

Pour résumer les faits qui précèdent, le système de peuplement bolivien a connu depuis les années 40-50, une série de changements fondamentaux, d'ordre économique et institutionnel. En effet, l'Etat mise alors sur l'expansion de la frontière pour moderniser le pays (industrialisation, intégration routière, diversification des exportations, substitution des importations), en favorisant tout particulièrement la région crucénienne. L'administration révolutionnaire abolit en 1952 les structures institutionnelles qui immobilisaient le paysan andin dans les grandes propriétés et encourage par divers moyens les transferts de population vers les franges pionnières. Contrairement aux expériences antérieures, c'est donc depuis l'intérieur du territoire, en connexion avec les concentrations traditionnelles de population, que l'on entend relancer la colonisation. Dans la région intégrée de Santa Cruz, l'agro-business tourné vers le marché international se développe, tandis que les petits agriculteurs des terroirs traditionnels de la zone andine et des fronts pionniers souffrent du désinvestissement public. Parallèlement, le secteur extractif historique - la mine - subit la baisse des cours internationaux et la concurrence de l'exploitation des hydrocarbures, qui place également le département du Santa Cruz en position dominante. Ces transformations se répercutent sur la dynamique des hégémonies régionales, et l'on peut y voir un déterminant majeur de la formation des surplus et déficits de main-d'œuvre, favorable à une redistribution du peuplement. Comment s'exprime alors dans les faits de population, la réorganisation de l'espace bolivien ? Quelle a été l'avancée effective de la frontière depuis les années 50 ? Le chapitre présent a pour but d'analyser l'évolution du peuplement dans sa dimension « distributive »¹, et d'actualiser certains aspects de la géographie de la population bolivienne, en intégrant les données du dernier recensement (2001). Mais il s'attache également à la dimension démographique du phénomène, au sens où l'on ne peut comprendre l'intensité de la redistribution du peuplement, sans référence au conditionnement de fond que constituent les processus de concentration urbaine et de transition démographique. L'expression « transition démo-spatiale » est donc doublement fondée. Préalablement, la réflexion portera sur les aspects méthodologiques relatifs au choix d'une division statistique de l'espace bolivien [I]. Au-delà, le thème se prête à un éclairage critique de la façon dont l'espace bolivien a été appréhendé. On s'attachera dès lors à décliner les échelles d'observation. C'est la tendance du « basculement » que nous isolerons tout d'abord : à travers l'analyse de la croissance démographique selon une double dichotomie de l'espace - urbain/rural, Orient/Occident - [II-A] ; puis dans le cadre d'une analyse statistique de la dynamique des villes [II-B]. On tentera ensuite d'identifier des schémas régionaux de croissance, grâce à la cartographie statistique [III]. Cette approche nous permettra d'esquisser de nouvelles hypothèses, en signalant l'existence de deux grandes logiques de structuration régionale qui organisent la redistribution du peuplement.

¹ La notion de peuplement étant entendue au sens de P. George, comme ce « ... qui est pour une part, une notion historique, et pour le reste une notion géographique qualitative et distributive : l'observation et l'explication de la répartition vraie de la population dans un espace occupé, sur lequel se projette directement ou indirectement l'activité des groupes humains considérés ». P. George (1972), dans Population et peuplement, p. 120.

I - Les discontinuités de l'espace bolivien : le choix d'une division statistique.

Nous n'avons pu identifier dans l'usage des recensements généraux, une division statistique propre à restituer de façon adéquate la tendance du changement démo-spatial mesurable depuis le recensement de 1950. Toute division statistique de l'espace a potentiellement un intérêt de synthèse, pour peu que l'on en maîtrise les implications. Or, si les agrégations pratiquées révèlent la mobilité du peuplement, elles en édulcorent le fait principal : le glissement des terres froides ou tempérées vers les terres chaudes. Ce sont tout d'abord les « agrégations imposées » comme le département, qui nécessitent des précautions d'emploi, puis surtout les « agrégations admises », qui selon l'expression de Pumain et Saint-Julien², « ... bien qu'ayant demandé un effort de construction, sont tellement pertinentes qu'elles s'imposent comme allant de soi. C'est le cas chaque fois que le découpage s'appuie sur des discontinuités dans l'espace qui sont importantes et concernent un grand nombre d'aspects des paysages ou de la vie des populations... ». En Bolivie, la tripartition écologique « *Altiplano*, Vallées, Plaines » diffusée par l'institut national de statistiques et systématiquement reprise par la plupart des analystes, s'apparente à une telle définition. Pourtant, sa pertinence est de plus en plus contestable, compte tenu des nouvelles concentrations du peuplement. Il nous semble donc d'abord nécessaire de faire la critique de la tripartition [A], avant de proposer une division valorisant ce que nous analysons comme la discontinuité majeure de l'espace géographique bolivien³ ; par ailleurs, nous nous interrogerons sur la perspective de divisions régionales plus complexes [B].

A - Critique de la tripartition.

La division la plus communément utilisée en Bolivie repose sur une tripartition écologique du pays : un ensemble occidental au-dessus de 3000 mètres d'altitude, nommé « *Altiplano* » ; une région centrale désignée comme celle des « Vallées » et qui englobe les paysages situés entre 500 et 3000 mètres ; puis un ensemble oriental, les « Plaines », correspondant à l'ensemble des terres basses qui s'étendent en deçà des 500 mètres d'altitude. Précisons toutefois que la synecdoque n'est pas à prendre au pied de la lettre, si l'élément physique dominant dénomme le tout, les ensembles ne sont pas absolument homogènes ; par exemple, la région *Altiplano* est composée des hauts-plateaux, mais aussi de hautes-vallées et des sommets des cordillères occidentale et orientale ; autre illustration, les Plaines ne sont pas dépourvues de reliefs, le massif de la Chiquitanie culmine à 1.290 mètres. L'Institut National de Statistique (INE)⁴ bolivien classe ainsi 38 provinces dans l'*Altiplano*, 45 en Vallées et 29 en Plaines [voir TAB II-8 et CARTE II-2, p. 80]. On observe aussi, souvent, une modalité de calcul rapide de la tripartition, par agrégation des départements :

² D. Pumain, T. Saint-Julien (1997), *L'analyse spatiale 1. Localisations dans l'espace*, p. 36.

³ Les cartes présentées en annexe du chapitre, extraites de différents atlas, synthétisent les principaux éléments de géographie physique auxquels on se réfère [voir CARTES 5, 6, 7, 8, 9].

Altiplano = La Paz + Oruro + Potosi ; Vallées = Cochabamba + Chuquisaca + Tarija ; Plaines = Santa Cruz + Beni + Pando. Deux types de critiques peuvent être mis en avant : d'une part, au niveau des aspects techniques - qualité de l'ajustement entre maillage administratif et forme régionale, reproductibilité des agrégations selon le recensement ; d'autre part, au niveau de l'efficacité du procédé quant à la révélation ou la synthèse des phénomènes majeurs.

1 - Un outil dont l'efficacité varie selon le maillage de base.

La tripartition classique peut être obtenue par divers modes d'agrégation, en faisant intervenir les niveaux départemental, provincial, municipal voire cantonal ou plus fin encore ; dans la pratique, ce sont les deux premiers niveaux que l'on utilise couramment. Or, ces unités administratives peuvent empiéter sur plusieurs régions écologiques. Minvielle le montre bien dans le cas du département, à partir de données de télédétection⁵ : seuls Oruro (*Altiplano*), le Beni et le Pando (*Plaines*) correspondraient à une modalité unique ; les autres sont répartis sur deux ou trois grandes régions écologiques. La mixité des départements implique donc une distorsion d'autant plus forte que la population mal classée est importante. Cette approximation n'a jamais constitué un biais négligeable, comme le montre le tableau comparatif [TAB II-7] : la population altiplanique est considérablement survalorisée par l'agrégation dans le maillage départemental depuis 1950, au détriment de celle des Vallées. La distorsion jouait peu en revanche dans les Plaines, tant que les concentrations démographiques se trouvaient en zone haute. Qu'importe par exemple, que plus d'un quart du département de La Paz soit amazonien si les provinces correspondantes sont à peine habitées ? Avec le processus de peuplement des Orient, la distorsion s'étend également au troisième ensemble régional. Il est donc préférable de recalculer la tripartition écologique par agrégation de provinces, d'autant que les références prolifèrent sans que l'on sache le plus souvent de quel mode de calcul elles procèdent. Et comme on peut appliquer le procédé jusqu'au recensement de 1950 moyennant quelques ajustements [TAB II-8], il est possible de comparer la distribution de la population à périmètre constant en 1950, 1976, 1992 et 2001. Cependant là encore, le maillage peut s'avérer excessivement grossier.

En effet, certaines provinces chevauchent deux ou trois des grandes régions et ne peuvent être classées que dans une seule. Or, si un critère de majorité démographique relative ou absolue est justifiable à un moment donné, sa pertinence peut devenir caduque selon les évolutions. Ainsi, la province Modesto Omiste dans le département du Potosi, est classée en Vallées alors que sa capitale - Villazón, une ville-frontière désormais relativement importante - concentre les trois quarts de la population en plein *altiplano* ; Arce dans le département du Tarija est également classée en Vallées, alors que le peuplement se polarise

⁴ Voir INE (1995), *La transición de la fecundidad en Bolivia y sus determinantes (1965-1995)*, p. 105.

⁵ Dans P. Minvielle (1996), *L'utilisation d'un modèle spécifique : l'exemple de la Bolivie*, *Bulletin de l'IFEA*, 25/2. Il s'agit d'une mesure des trois zones écologiques définie par le Programme Satellite Technologique de Ressources Naturelles (ERTS Bolivia). D'après le tableau présenté par Minvielle, p. 293. Le département de La Paz, selon la mesure de l'ERTS s'étend pour 40% en Altiplano, 31,5% en Vallées et 28,5% en Plaines, Chuquisaca (A = 20% ; V = 71% ; P = 9%), Cochabamba (A

autour de Bermejo, autre ville-frontière, à 400 mètres d'altitude ; Tiraque, dans le département du Cochabamba, se trouve rattachée aux Vallées alors que la pointe Nord de la province devient une zone de colonisation importante autour de Sinahota, à 300 mètres d'altitude dans la plaine du Chaparé. La colonisation progressant, le nombre de cas aberrants ou litigieux s'accroît inexorablement. Une façon de réduire efficacement les distorsions serait de réaliser l'agrégation sur la base des *municipios*, mais les données disponibles se limiteraient alors aux deux derniers recensements. Le calcul de la tripartition dans le maillage administratif provincial constitue donc un outil relativement solide, apte à la constitution de séries chronologiques à partir des recensements de 1950 à 2001.

2 - Des seuils hypsométriques peu significatifs.

Cependant, cette division statistique mérite circonspection compte tenu de la localisation des espaces les plus dynamiques. La critique de Minvielle peut servir de point de départ à la discussion. Selon ce dernier, la tripartition « ... a une pertinence si l'on traite de problèmes ruraux, les seuils de 3.000 mètres et de 500 mètres présentant une forte signification en termes agro-écologiques. En revanche, si l'on s'interroge sur les dynamiques démographiques ou sur les réseaux urbains, la tripartition classique n'est plus opératoire »⁶. Or il nous semble que c'est bien si l'on traite de problèmes ruraux que la tripartition est de moins en moins pertinente, car ces deux seuils hypsométriques gomment le principal clivage agro-écologique du pays. En effet d'un côté, sur l'*altiplano* et dans les vallées situées à plus de 1.500 mètres environ, s'étend une zone andine « froide ou tempérée », avec des bassins de peuplement anciens assez denses, où se pratique une agriculture traditionnelle sur des surfaces très limitées. De l'autre côté, à partir des vallées du massif subandin, commence une zone « chaude » historiquement de faible densité démographique et qui s'étend jusqu'aux confins de l'Amazonie et du Chaco ; cet espace est très dynamique, une nouvelle paysannerie s'y développe en cultivant des produits tropicaux, quand elle n'est pas prolétarisée par l'agrobusiness. Il est remarquablement inapproprié d'amalgamer dans l'ensemble des Vallées, les campagnes traditionnelles stigmatisées par la crise andine, avec les campagnes issues des fronts pionniers modernes, qui constituent des territoires radicalement différents : au niveau des indicateurs démographiques, les tendances s'annulent et l'analyse spatiale est stérile.

Ainsi, la catégorie « Vallées » telle que définie par ces seuils hypsométriques opère un lissage statistique qui brouille la perception du basculement démo-spatial. Notre critique repose aussi sur l'hypothèse de grandes régions homogènes. D'une part, on peut postuler l'existence d'une continuité spatiale de la crise andine, dans la mesure où malgré les disparités internes, c'est l'ensemble des terroirs traditionnels qui souffre de problèmes écologiques, de suroccupation, de sous-emploi, de sous-développement des moyens technologiques, si l'on reprend les termes de l'analyse d'Abbeglen⁷. Au-delà des paramètres

= 23% ; V = 55% ; P = 22%), Potosi (A = 94% ; V = 6%), Tarija (A = 7% ; V = 59% ; P = 34%), Santa Cruz (V = 8% ; P = 92%).

⁶ *Ibid.* p. 290.

⁷ R. Abbeglen (1988), Economie rurale et communautés paysannes dans le Sud de la Bolivie, pp. 314-317.

environnementaux et politiques historiques expliquant le sous-développement, la crise de l'économie minière et la privatisation de la Comibol viennent récemment réaffirmer la fragilisation du monde andin. Alors que d'autre part, l'intégration de l'espace oriental renvoie à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, à l'expectative des fronts pionniers qui ont attiré des centaines de milliers de migrants, à la modernité d'une certaine agriculture recruteuse de main-d'œuvre temporaire, ainsi qu'au primat de la région crucénienne, moteur de l'économie nationale. Ces forces concourent à objectiver non pas une tripartition de l'espace mais fondamentalement, une opposition entre Orient et Occident, dont la ligne de rupture est à définir.

B - De la bipartition à l'expérimentation de divisions régionales complexes.

Il est paradoxal de constater combien la dualité Orient-Occident est présente dans les analyses, combien prolifèrent les perspectives binaires - terres hautes/terres basses, zone andine/plaines, mine/hydrocarbures, agriculture commerciale/agriculture traditionnelle - sans que l'on questionne la pertinence d'une tripartition de l'espace plus ancrée dans la tradition que justifiée par la réalité démographique [voir ci-après CARTE II-1].

1 - L'évidence d'une opposition Orient-Occident.

Les diagnostics des géographes français (Franqueville, Roux, Deler, Minvielle) sont concordants quant aux traits principaux de l'évolution du peuplement bolivien au cours des cinquante dernières années. Ceux-ci relèvent tour à tour, d'un côté, le contraste pluriséculaire entre zone andine et plaines orientales, et d'un autre, le processus de modification du peuplement qui bouleverse cet équilibre, « lente poussée vers l'Est » (Franqueville) ou « bascule démographique » (Roux). Font également consensus la constitution récente de l'axe urbain central La Paz-Cochabamba-Santa Cruz, et l'effet de concentration qu'il exerce sur l'ensemble de la population. Or, si l'expansion de la frontière du peuplement vers l'Est est communément décelée, l'espace oriental est rarement appréhendé dans sa totalité. Pourtant, cet Orient global se trouve en filigrane : Roux explique bien la formation historique des orientes qui détermine leur diversité actuelle, le nuancement des analyses de Franqueville s'appuie sur la connaissance des différenciations régionales de l'espace oriental et l'article de la géographie universelle cite, « quadrant » par « quadrant », les différentes régions de colonisation. Dans ce dernier, Deler schématise un quadrilatère borné par Potosi-Sucre, La Paz, Trinidad et Santa Cruz, au sein duquel se « joue aussi l'essentiel de l'autre dynamique, contemporaine, qui transfère les populations des hautes terres vers les trois grandes villes de l'axe et au-delà, vers les fronts pionniers de terres chaudes qui se développent dans leur mouvance »⁸. Mais aucune quantification spécifique n'était ces analyses, hormis des données départementales, des références à la tripartition ou des

⁸ J.-P. Deler (1991), *La Bolivie, enclave sous influences*, Géographie Universelle, l'Amérique Latine, p. 302.

exemples de localité. Ainsi, paradoxalement, le consensus sur l'opposition Orient-Occident souffre d'un déficit de mesure démo-spatiale puisqu'il n'existe aucune division statistique courante pour transcrire cette dualité.

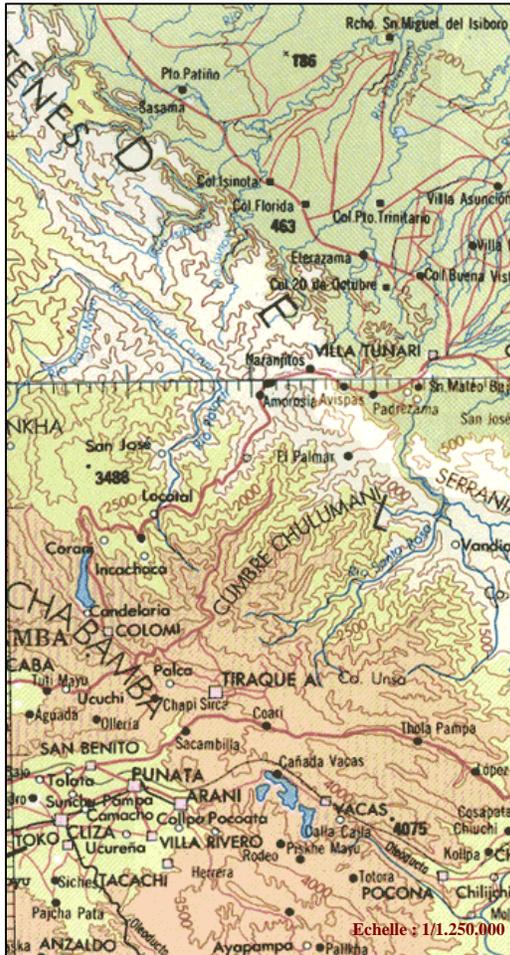
L'exprimer de la façon la plus élémentaire conduit à scinder l'unité « Vallées » en deux zones. Le bien fondé de cette discontinuité est une évidence pour le voyageur qui emprunte les routes vertigineuses des *yungas* (LP), du Chaparé (CB) ou de Bermejo (TJ), et traverse des paysages semi-arides que les signes d'humidité colorent peu à peu, jusqu'à ce que la roche se mue en forêt, sous un ciel soudainement nuageux. Cette rupture écologique est d'ailleurs bien prise en compte dans les documents de planification régionale, elle est inscrite dans les divisions statistiques du Nord-ouest argentin, lui aussi positionné entre haut plateau andin et plaine du Chaco⁹ ; plus largement, on retrouve divers concepts de vallées - « chaudes », « hautes », « tempérées » ou « tropicales » - dans la géographie bolivienne et latino-américaine en général, pour décrire les principaux étages écologiques appropriés par l'homme. C'est bien ce clivage qui est appréhendé par la division du MACA¹⁰ en 14 régions agro-écologiques, mais il se limite aux *yungas* du Nord et du Sud, en excluant les zones de transition des départements du Santa Cruz, du Chuquisaca et du Tarija [voir ci-après CARTE II-1]. Nous proposons pour notre part de signaler l'espace tropical dès le début des vallées chaudes qui se forment dans le massif subandin, du Nord de La Paz à l'Est de Tarija. Cette ligne de partage correspond d'ailleurs à une discontinuité historique dans la géographie de la population, comme en attestent les densités rurales provinciales de 1950 [voir atlas R3]. La prééminence de la zone andine froide ou tempérée se manifeste à ce moment là par un ensemble continu au-delà de 5 habitants au Km², avec des régions de hautes densités autour du lac Titicaca, sur l'*altiplano* central, et dans les bassins topographiques de Cochabamba et Sucre. Ce « réduit » est encadré par deux bandes latérales plus faiblement peuplées (entre 1 et 5 habitants au Km²)¹¹ ; côté oriental, les forêts humides ou sub-humides forment une zone de transition physique et démographique ; au-delà, les plaines de l'Amazonie et du Chaco sont habitées par moins d'1 individu au Km², à l'exception du « poste avancé » crucénien. C'est ainsi que se manifeste une frontière de peuplement que va repousser l'intégration de l'espace oriental.

⁹ Par exemple, la délégation provinciale de l'institut national de statistiques de la province de Jujuy (INDEC) agrège certaines données selon une quadripartition agro-écologique : Puna, Quebrada (haute-vallée), Vallées, Ramal. Le Ramal s'étend de 500 m environ jusqu'à 1.800 m d'altitude, il est aussi désigné comme « aire de vallées subtropicales ».

¹⁰ *Altiplano Nord, Altiplano Central, Altiplano Sud, Valles Cerrados*, Vallées du Nord, Vallées Centrales, Vallées du Sud *Yungas* du Nord, *Yungas* du Sud (Chaparé), Plaines de Santa Cruz, Plaines du Chaco, Chiquitanie, Amazonie (Plaines de Cobija), Pampas de Moxos. D'après l'ex *Ministerio de los Asuntos Campesinos y Agrarios* (MACA). Minvielle (1996) en publie la distribution selon les provinces pp. 300-301. I. Montes de Oca (1997) présente les caractéristiques de chaque région écologique, pp. 404-417.

¹¹ La province d'Inquisivi (8,7 hab./Km² en 1950) crée une brèche de haute densité dans l'arc subandin, mais il s'agit d'un effet de moyenne, la population étant fortement concentrée en zone haute.

CARTE II-1 Extrait de la *Carte physique de la Bolivie* (IGM 1998), secteur Cliza-Villa Tunari.



PhotoII-1 La route du Chaparé : le lac Corani.



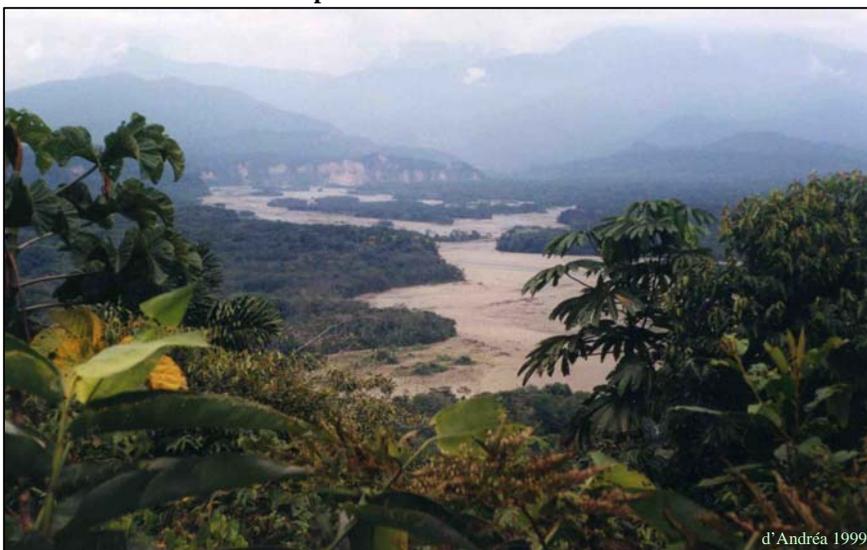
d'Andréa 1999



d'Andréa 1999

PhotoII-2 La route du Chaparé : le massif subandin.

Photo II-3 La route du Chaparé : Villa Tunari.



d'Andréa 1999

La carte permet de situer le transect que constitue la route vers le Chaparé depuis les vallées de Cochabamba. A partir du lac de **Corani** en bordure de route [photo 4], le changement de paysage s'accélère avec la diminution rapide de l'altitude. En quelques dizaines de kilomètres, la limite écologique entre zone sèche/tempérée et zone chaude/humide est franchie. La forêt sempervirente couvre le relief du massif subandin [photo 5]. Sur le piémont, à **Villa Tunari** [photo 6], se distinguent les montagnes que l'on a traversées (en arrière-plan) et un affluent du Rio Chaparé (au centre).

2 - Les méthodes d'agrégation.

La prise en compte de cette discontinuité dans le découpage de l'espace bolivien conduit au minimum à une bipartition, voire à une quadripartition si l'on désire différencier zones hautes, vallées froides, vallées chaudes et plaines¹². Dans une perspective simplificatrice et compte tenu du gabarit des provinces, le choix de la dichotomie Orient-Occident nous paraît indiqué à l'échelon national.

L'application statistique de la bipartition de l'espace peut être obtenue par agrégation des données censitaires selon un classement des unités administratives. Les différents niveaux administratifs s'y prêtent plus ou moins : d'un côté, l'échelon provincial est le seul qui permette de comparer les recensements depuis 1950¹³ mais il implique la plus forte distorsion, compte tenu des chevauchements de la limite écologique ; d'un autre, l'échelon municipal améliore considérablement la cohérence de l'agrégat mais ne permet d'utiliser que les deux derniers recensements (1992, 2001) ; enfin, le recours au niveau des localités autoriserait un ajustement optimal, applicable au CNPV2001 uniquement, ce qui impliquerait pour le moins une collaboration étroite avec l'INE qui détient le SIG du recensement. Le but de notre analyse étant de situer la tendance de l'évolution de la distribution de la population nationale depuis 1950, l'utilisation du classement des provinces est incontournable¹⁴ et celui des *municipios*¹⁵ peut être utilisé en complément. Ainsi, la distorsion opère principalement dans le cas des provinces ayant pris à la fois sur des zones hautes et basses, que nous avons choisi d'inclure dans la zone orientale¹⁶ ; par conséquent, la population orientale est surestimée, tout comme l'étaient les populations altiplaniques dans le classement traditionnel de l'INE. On peut évaluer l'ampleur de cette surestimation en comparant en 1992 et 2001, l'agrégation par province et par *municipio* (qui n'est pas elle-même exempte de distorsions).

TAB II-1 Distribution de la population selon la bipartition et le mode d'agrégation.

	Occident				Orient			
	par province*		par <i>municipio</i>		par province		par <i>municipio</i>	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
1992	3 998 792	62,3	4 213 596	65,6	2 422 000	37,7	2 207 196	34,4
2001	4 944 882	59,8	5 164 607	62,4	3 329 443	40,2	3 109 718	37,6

(%) = pourcentage par rapport à la population totale.

*avec la localité de Sacaba

Sources : INE, recensements en ligne.

L'écart entre les estimations est de 214.000 habitants en 1992 et 219.000 en 2001, soit une marge de 3% par rapport au total, qui ne modifie pas la tendance : par exemple, le croît annuel moyen de la population

¹² Ce sera notre parti pris dans l'analyse du département du Tarija, au chapitre suivant.

¹³ Nous avons pour cela procédé à des ajustements tendant à calquer la division provinciale de référence sur celle de 1950, simplifiée au niveau du département d'Oruro, particulièrement remanié dans le processus de modification des limites internes. Voir la liste des ajustements dans annexe TEXTE II-1.

¹⁴ Voir les classements par province dans annexe TEXTE II-1.

¹⁵ Nous avons également procédé à une interprétation de la localisation des *municipios*, en fonction de nos connaissances et de divers atlas. Le classement qui en résulte est expérimental, une mesure par SIG serait plus indiquée.

¹⁶ Notamment Ayopaya, Chaparé, Tiraque (CB), Saavedra, Muñecas, Inquisivi (LP), Arce (TJ).

occidentale entre 1992 et 2001 varie de 0,1% selon le mode d'agrégation, tandis que celui de la population orientale varie de 0,2%. Il faut cependant noter que la distorsion porte exclusivement sur le milieu rural, car en l'état actuel de l'armature urbaine, la localisation des villes correspond bien au classement de leur province de référence¹⁷ ; la marge par rapport à la population rurale totale est alors de l'ordre de 6%. On peut en conclure que l'agrégation des populations provinciales selon la bipartition génère une estimation satisfaisante de la tendance démo-spatiale. Le périmètre occidental qui ressort de notre classement comprend environ un quart de la Bolivie avec 66 provinces, tandis que la Bolivie orientale en compte 46. Celle-ci est légèrement surdimensionnée, mais circonscrit assez bien cette immense étendue faiblement peuplée suite à des siècles d'hégémonie andine, cet espace qui représente un enjeu de colonisation et de valorisation priorisé par les politiques publiques depuis les années 40 et connaît depuis, une succession de bouleversements d'ordre démographique, économique, politique et environnemental.

3 - Le modèle de J.-P. Deler : une base de réflexion.

Dans un registre plus complexe, Minvielle¹⁸ propose une application du modèle de Deler présenté notamment dans la Géographie Universelle¹⁹, par classement des provinces selon la logique des quadrants régionaux [CARTE II-1]. Un exercice dont le résultat est parfois discutable, malgré la référence à des structures qui nous semblent bien opérantes (les six chorèmes²⁰ et les trois « logiques dans la structuration de l'espace bolivien »²¹). Car l'interprétation des grandes polarités géo-économiques²² aboutit au détachement d'ensembles régionaux qui entrent en contradiction sur certains points, avec notre lecture de la réalité observable aujourd'hui²³.

Ainsi, un quadrant Nord-Ouest réunit les départements de La Paz et Oruro, exceptée la partie amazonienne de La Paz (Iturrealde) qui « a plus de points communs avec le Beni-Pando qu'avec l'Altiplano pacénien ». Il y aurait donc un critère d'homogénéité à respecter, mais dans ce cas pourquoi ne pas détacher également les *yungas* pour lesquels cette remarque est tout aussi judicieuse ? De même que l'on peut se demander pourquoi les villes de La Paz et Santa Cruz sont indissociables de leurs aires de colonisation proches, alors que Cochabamba se retrouve au cœur d'une « périphérie centrale » en zone sèche, coupée de

¹⁷ A l'exception de la localité de Sacaba normalement en zone orientale, par son appartenance à la province du Chaparé. Compte tenu du volume d'habitants (90.000 en 2001) et de son positionnement limitrophe à proximité de Cochabamba (14 km), nos calculs reporteront systématiquement la population de Sacaba en zone occidentale, sauf mention contraire.

¹⁸ P. Minvielle (1996), *op cit.*

¹⁹ J.-P. Deler (1991) *op. cit.*, pp. 296-311. On trouve par ailleurs une version antérieure de ce modèle dans J.-P. Deler (1986), *L'organisation de l'espace bolivien, essai de modélisation, Mappemonde 86/4.*

²⁰ « Effets d'axe et de fermeture », « ressources et extraversion », « les champs : la dualité haut-bas et le carré aymara », « la diagonale climatique et les gradients », « la rotation des centres », « les flux démographiques et la dynamique territoriale ».

²¹ « Quadripartition », « diagonale utile », « centre et périphérie ».

²² P. Minvielle (1996), *op. cit.* p. 302 : « ... ils [les quadrants] ont en commun de s'être en partie structurés au bénéfice d'un centre principal et, à tour de rôle, à l'occasion des grands cycles exportateurs : le quadrant sud-ouest autour du doublet Potosi-Sucre, avec l'épopée de l'argent (1545-1650) ; le quadrant nord-est, autour de Trinidad, avec le cycle de l'hévéa (1880-1910) ; le quadrant nord-ouest, autour de La Paz, avec le cycle de l'étain (1880-1986) ; le quadrant sud-est, autour de Santa Cruz, avec celui des hydrocarbures (1930-1980), aujourd'hui relayés par la coca. »

²³ L'analyse de Deler est ancrée dans les années 80 ; notamment, le recensement le plus récent auquel ait pu accéder l'auteur est celui de 1976.

ses vallées humides et chaudes, malgré une articulation régionale incontestable²⁴. Celles-ci sont au contraire incluses dans l'aire régionale de Santa Cruz, avec pour argument, un doute : « le Chaparé pourra-t-il résister à l'attraction de Santa Cruz ? ». Si l'on ose la prospective concernant l'aire d'influence crucénienne, pourquoi cette vision ne se prolonge-t-elle pas concernant La Paz, dont le rayonnement sur l'Amazonie bényenne (Rurrenabaque, Reyes) est une réalité moins incertaine ? Par ailleurs, quelle est la pertinence d'un ensemble Beni-Pando au vu des critères qui précèdent ? Il s'agit bien d'une région dépourvue de pôle important, certainement la plus mal intégrée du pays ; Trinidad ne saurait être comparée à La Paz ou Santa Cruz compte tenu de sa population passée et actuelle, car même lors du boom du caoutchouc, c'est Riberalta, près de la frontière brésilienne, qui en a concentré les effets démographiques directs.

Enfin, la composition du quadrant Sud-ouest rassemblant les départements du Potosi, Chuquisaca et les vallées de Tarija retient particulièrement notre attention, puisqu'elle implique notre terrain de recherche. Ce regroupement se focalise sur le pouvoir de structuration d'un cycle de l'argent terminé voilà plus de trois siècles et qui impliquerait encore aujourd'hui le département du Tarija, or la singularité de ce dernier est incontestable. L'histoire du rattachement tardif à la République, le fait de n'avoir jamais été intégré physiquement au réduit andin par voie ferrée ou route asphaltée, l'éloignement extrême du pouvoir central et les liens avec l'Argentine, une position privilégiée parmi les producteurs d'hydrocarbures et une place insignifiante dans l'économie minière, font de ce département une entité difficile à subordonner. L'amalgame fait par Deler est donc inapproprié, d'autant qu'il est argumenté par une unique mention spécifique²⁵ : « Pôle déchu, le doublet Potosi-Sucre est à l'écart de l'axe national 'utile' ; et, 'périphérie délaissée', les trois départements les plus pauvres du pays sont réunis depuis 1977 en mouvement régional de lutte contre le désintérêt du pouvoir central, dans le *Bloque Civico del Sur* ». Le tiercé de la pauvreté ainsi présenté est une allégation, les indices de développement humain²⁶ notamment placent le département du Tarija au 4^e rang national en 1976, au second en 1992 et 2001. La suite va paradoxalement dans le sens de notre remarque : « Pourtant, dans les secteurs situés à moins de 2.000 mètres, dans le bassin de Tarija en particulier, l'exploitation des gisements pétroliers frontaliers a autorisé une certaine modernisation des infrastructures et des activités agricoles ; vergers d'agrumes, cultures maraîchères, vignobles y complètent les cultures plus traditionnelles de la canne à sucre et du tabac »²⁷. L'association du Tarija occidental au quadrant Sud-ouest s'apparente donc plutôt à un assemblage par défaut ; une imprécision qui induit une vraie question de recherche : quelle est la place présente et passée du Tarija dans l'organisation régionale bolivienne ?

²⁴ Voir R. Laserna (1984), G. Cortés (1995).

²⁵ J.-P. Deler (1991), *op cit.* p. 306.

²⁶ PNUD (2003), *Informe de Desarrollo Humano de Tarija*, p. 31.

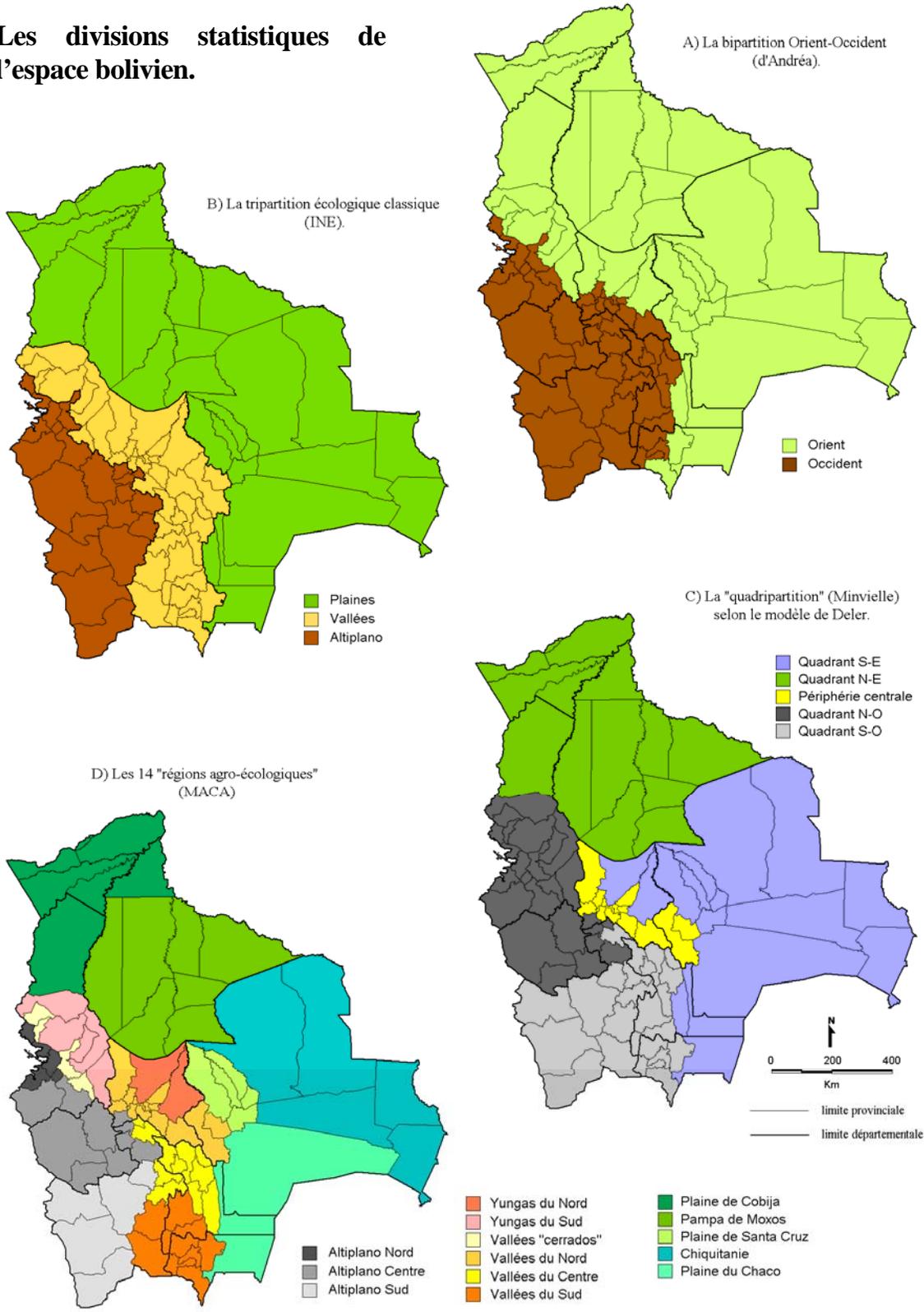
²⁷ Remarques : c'est plutôt l'inverse, la canne à sucre est une culture industrielle, développée dans les années 60, la culture du tabac n'apparaît plus dans les études décrivant l'agriculture des années 90, les cultures maraîchères, fruitières et la vigne sont les vraies cultures traditionnelles de la Vallée centrale.

CARTE II-2

Les divisions statistiques de l'espace bolivien.

Réalisation : N. d'Andréa.

Source : P. Minvielle (1996), L'utilisation d'un modèle spécifique : l'exemple de la Bolivie, Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines, n°2, tome 25.



CONCLUSION - REGION ET DEPARTEMENT : LA FIN D'UNE EQUATION ?

Les éléments de réflexion développés soulignent la difficulté de produire un modèle de l'organisation de l'espace qui débouche sur une division statistique durablement pertinente. Compte tenu du caractère circonstanciel et changeant des aires d'influence, la quadripartition et la périphérie centrale de Deler doivent être retouchées. Notamment, le Sud et l'Amazonie se révèlent assez « mal taillés », si l'on considère le partage actuel de l'hégémonie régionale, l'extension du rayonnement crucénien et le dynamisme des périphéries (l'axe Cobija-Riberalta-Guyaramerin à la frontière brésilienne ou le département du Tarija). Finalement, le grand avantage des divisions régionales d'inspiration vidalienne est la relative stabilité des structures dans le temps. Les facteurs physiques, malgré le changement climatique et l'altération de l'environnement, surtout dans un pays comme la Bolivie où les grands aménagements sont rarissimes, constituent un repère fonctionnel. Ainsi, dans l'optique d'une division régionale adaptée à l'observation tendancielle des évolutions démo-spatiales entre 1950 et 2001, la bipartition offre l'avantage de la concision et de l'efficacité, contrairement à la tripartition qui atténue un effet de discontinuité majeur. Concernant les régionalisations plus complexes, le modèle des quadrants appliqué tel que le propose Minvielle n'est pas très opérant mais revêt un certain intérêt dialectique ; le zonage agro-écologique du MACA pourrait être repensé en fonction de la spécificité des zones de transition et doit être adapté au maillage municipal pour fonctionner.

En fait, ce sont peut-être les départements qui offrent la division régionale la plus solide. Comme nous l'avons analysé au chapitre précédent, la singularité de cet échelon territorial résulte d'une objectivation fondée par l'histoire, depuis l'administration coloniale. Cependant, le recentrage de l'économie et plus récemment la municipalisation mènent à des divergences internes, en particulier dans les départements où se rencontrent le monde andin et les espaces pionniers (La Paz, Cochabamba, Chuquisaca, Tarija). En effet, le processus de redistribution des influences se reproduit à l'échelle régionale, les nouveaux territoires n'entendent pas forcément se développer sous l'obédience de leur capitale départementale. De même que l'intégration de l'espace oriental constitue depuis les années 40 un enjeu national, l'intégration de la zone subandine, des piémonts ou des plaines est le grand enjeu d'aménagement du territoire départemental. La nouvelle carte des richesses engage les préfectures au devoir de liaison physique et d'équilibrage des services, sous peine de perdre l'effet d'entraînement de l'économie orientale et de générer de nouveaux déséquilibres. Objectiver l'analyse démo-spatiale régionale en fonction de la dichotomie Orient-Occident est particulièrement utile dans ce contexte. Finalement, quelle que soit l'échelle, cette discontinuité a le mérite de poser le problème des relations entre la Bolivie traditionnelle et son « Far East ».

Toutefois, l'évaluation du changement ne saurait reposer sur une seule division statistique de l'espace, le sens de notre critique n'est pas de substituer un modèle à un autre mais d'appréhender leurs limites. En connaissance de cause, il s'agit maintenant de passer à une phase descriptive, dans laquelle la bipartition fournit une échelle d'observation parmi d'autres.

II - La dynamique du basculement vers l'Est.

S'il revient, d'après nos lectures, à J.-P. Roux d'avoir identifié un « effet démographique de bascule »²⁸, l'expression est porteuse de plusieurs sens, que le dictionnaire petit Robert permet d'éclairer utilement. Tout d'abord, l'étymologie renvoie à l'ancien français *baculer* signifiant littéralement « frapper le derrière », ce qui n'est pas dépourvu d'à propos si l'on transpose la notion de fondement. Il est pertinent de s'interroger sur la soudaineté, voire la violence du processus et d'en noter le caractère dirigé, ce à quoi le chapitre précédent fournit quelques éléments de réponse. Ensuite, basculer au sens figuré, c'est « passer brusquement d'un état à un autre de façon irréversible ». Il s'agit bien ici de comparer des états, d'observer transversalement à différents moments la distribution spatiale de la population et de mesurer la rapidité du changement ; sans pouvoir conclure à l'irréversibilité, il peut être question de raisonner sur le prolongement de la tendance. Enfin, dans son sens premier, basculer c'est « faire un mouvement de bascule », soit « culbuter », en référence au principe de l'élément sur pivot « dont on fait lever une extrémité en abaissant l'autre ». L'évolution comparée du poids démographique de l'Orient et de l'Occident se prête particulièrement à cette image. Dans quelle mesure le dynamisme de l'un implique la rétrogradation de l'autre ? Une fois atteint le seuil de l'équirépartition, le mouvement risque-t-il de s'emballer ? Bref, la notion de basculement du peuplement peut être prise comme hypothèse de travail pour tenter de décrire et comprendre la transition démo-spatiale bolivienne. On s'attachera d'abord à noter l'influence déterminante du conditionnement démographique singulier qui a rendu possible la rupture rapide du modèle d'occupation de l'espace : à savoir, la conjonction d'une explosion démographique prolifique, et d'un mouvement de concentration urbaine partant d'un état sous-développé [A]. On examinera ensuite plus précisément la dynamique des villes selon une perspective statistique, de l'urbanisation de la population à celle du territoire [B].

A - Le rattrapage oriental : une redistribution modulée par l'explosion démographique et la concentration urbaine.

La transition démographique et l'urbanisation sont les deux mouvements de fond qui conditionnent fondamentalement la redistribution du peuplement. Le premier, en générant des volumes considérables, est ce qui simultanément soutient la reproduction du peuplement dans son assise traditionnelle (les campagnes occidentales), nourrit la concentration urbaine et soutient la conquête de nouveaux espaces [1]. Le second est un accélérateur qui par effet de polarisation canalise et amplifie la redistribution des populations [2]. C'est dans ce cadre que s'équilibre progressivement le rapport Orient-Occident [3]. Or, les structures de population sont affectées par ces changements et se différencient dans l'espace : l'impact de la transition

démographique n'est pas du tout le même dans des campagnes vidées de leur jeunesse et dans les centres urbains, où par ailleurs la modernité modifie plus vite les paramètres de l'accroissement naturel. Ainsi, outre la caractérisation de ces deux dynamiques élémentaires, il faut en concevoir l'interactivité pour identifier les mécanismes démographiques en jeu dans l'évolution de la répartition spatiale de la population.

1 - Le modèle bolivien de la transition démographique : un effet d'accumulation prolifique, à mi-parcours.

L'évolution des indicateurs démographiques publiés par le CELADE²⁹ pour la seconde moitié du XXe siècle, s'apparente à la phase « II B » de la transition démographique telle que la présente Y. Charbit³⁰, dans une conjonction longue assez particulière, de décroissance parallèle des taux de natalité et de mortalité. Ainsi, la séquence observable suggère le plafonnement du rythme de l'accroissement naturel durant 50 ans [voir graphique ci-dessous et TAB II-10].

On estime que la baisse de la mortalité a commencé au début des années 30 en Bolivie, tandis que celle de la fécondité est plus sûrement identifiée entre 1975 et 1980, grâce aux recensements de 1976 et 1992, ainsi qu'à l'apport des enquêtes démographiques nationales de 1975, 1989 et 1994³¹. Ainsi, de 1950 à 1975, seule la mortalité baisse significativement, produisant un croît naturel qui culmine à la période 1970-1975 (taux de croissance naturelle de 26,2‰) ; la fécondité commence alors à diminuer, entraînant la baisse du taux de natalité, mais pas encore celle de l'accroissement naturel. Depuis 1975-1980, la baisse au même rythme des taux de mortalité et de natalité, maintient un taux d'accroissement naturel constant sensiblement égal à 25‰. Le décalage entre l'accroissement net projeté par le CELADE et celui résultant des recensements, comme on l'observe sur le graphique FIG II-1, nous rappelle la valeur indicative de ces chiffres et l'effet perturbateur de la migration internationale. Concernant ce facteur, d'après les estimations [TAB II-10], les soldes migratoires négatifs qui modéraient la croissance totale sont en nette réduction après l'envolée des années 80. A taux d'accroissement naturel stable et avec une baisse de l'émigration qui s'est probablement affirmée à cause de la crise argentine³² (la dévaluation débute fin décembre 2001), la croissance de la population bolivienne est susceptible d'avoir culminé à la charnière des deux siècles ; le dernier croît intercensitaire est en tout cas le plus élevé (2,7%). Des projections récentes³³ situent toutefois l'année 2000

²⁸ B. Gozalvez, I. Gonzales, J.-P. Roux (2000), *De l'enclavement à la globalisation, une ouverture risquée pour la Bolivie*, Cahiers d'outremer 53 (212), p. 336.

²⁹ CELADE (2001), *América Latina : fecundidad (1950-2050)*, Boletín demográfico XXXIV-68.

³⁰ Y. Charbit (2000), *La croissance de la population et la transition démographique, La Population des pays en développement, Notes et études documentaires n°5123* : « Historiquement, comme le taux de mortalité a décroché le premier, tandis que la natalité restait à son niveau antérieur, la croissance s'est accélérée. C'est le premier temps de la phase transitionnelle (phase IIA). Dans un deuxième temps, la natalité se met à son tour à décliner, d'où un resserrement du ciseau et un ralentissement de la croissance (phase IIB) ».

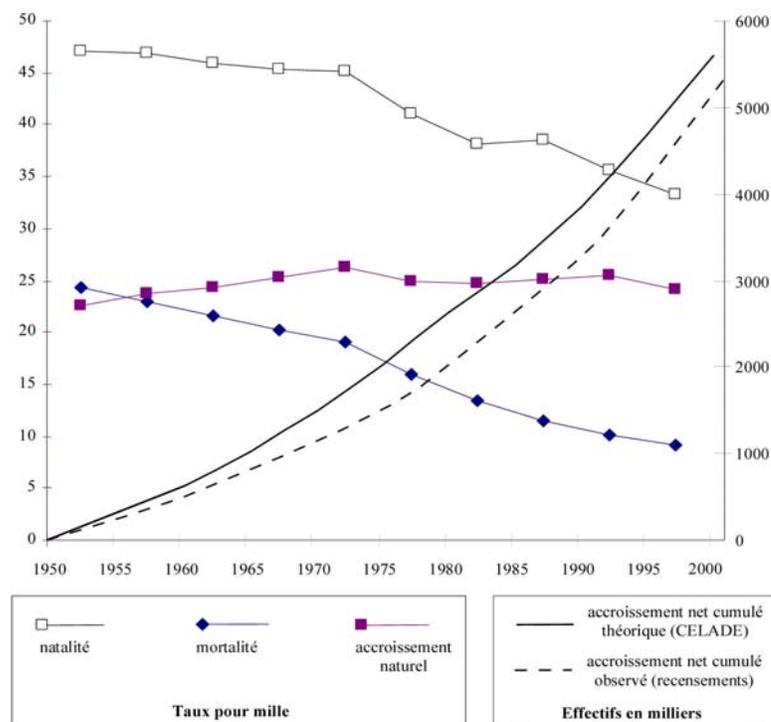
³¹ Voir INE (1997), *La transición de la fecundidad en Bolivia y sus determinantes (1965-1995)*.

³² La quantité de Boliviens installés à l'étranger n'est pas connue, les recensements en captent une partie qui permet tout au moins de repérer les destinations de prédilection. D'après une synthèse du CELADE réunissant les recensements du début des années 90 dans la région Amérique latine, l'Argentine capte 72% du total, les Etats Unis 10% et le Brésil 7%.

³³ CODEPO (2003), *La Bolivia del futuro y sus implicaciones demográficas para el desarrollo*.

comme point d'inflexion avec un croît annuel de 2,27% entre 2000 et 2004, de 2,03% entre 2005 et 2009, de 1,82% entre 2010 et 2014.

FIG II-1 Bolivie - L'évolution de la natalité, de la mortalité et de l'accroissement naturel (1950-2000).



Sources : CELADE 2001, "America Latina : fecundidad (1950-2050)", Boletín demográfico XXXIV-68. ; INE, recensements ; calculs propres.

La Bolivie s'inscrit dans un modèle de transition « haute » et « courte »³⁴ typique des pays peu développés, selon une variante relativement modérée en intensité et très étalée dans le temps. En 2001, le bilan de cinquante et une années d'explosion démographique est un gain de 5,55 millions d'habitants, la population a été multipliée par 2,7. On peut être tenté de voir dans cet événement l'une des causes de la modification de l'organisation de l'espace national. En effet, comment le macro-système agraire andin qui concentrait approximativement la moitié de la population en 1950³⁵, dans des conditions de précarité et d'équilibre typiques des milieux montagnards et semi-arides, aurait pu tolérer une telle augmentation d'effectif ? En l'absence d'améliorations technologiques efficaces et bien diffusées, les populations se sont reproduites en partie *in situ*, mais aussi dans de nouveaux milieux d'habitat. Cette forme d'adaptation a favorisé la croissance démographique des villes existantes et des fronts pionniers, puis des villes émergent de ceux-ci ; d'où la redistribution du peuplement et l'importance fondamentale des migrations internes. En tendance, les phénomènes spatiaux majeurs sont la concentration urbaine et l'équilibrage du rapport Orient-Occident, deux dynamiques à définir plus précisément car l'impact à venir de la transition démographique reste crucial. Compte tenu de sa phase d'avancement (le taux d'accroissement naturel commence à peine à

³⁴ Selon l'expression de J.-C. Chesnais, *in* Tapinos (1991), p. 222.

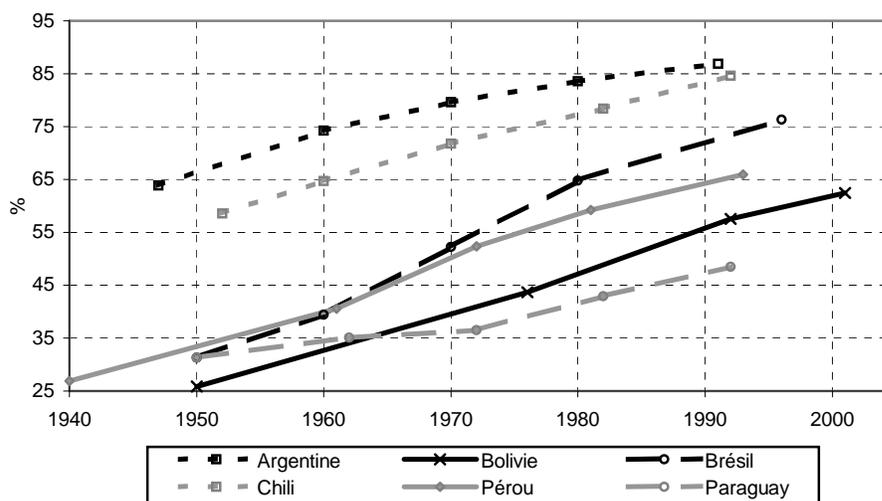
³⁵ Nous faisons référence au pourcentage de ruraux de la zone andine dans la population nationale.

baisser) et du volume actuel de la population bolivienne (8,2 millions d'habitants en 2001), le potentiel d'accroissement net durant la poursuite de la transition est considérable : selon l'hypothèse moyenne de l'INE, le pays va gagner un million d'individus tous les 5 ans jusqu'en 2020, où il devrait atteindre approximativement plus de 12 millions d'habitants, l'indice synthétique de fécondité serait alors de 2,7 enfants par femme.

2 - La concentration urbaine : un décollage tardif, une marge d'évolution importante.

La Bolivie a franchi depuis peu le seuil de la majorité urbaine, contrairement à la plupart des pays voisins plus avancés. Nous sommes en mesure de comparer les taux d'urbanisation³⁶ grâce à une série statistique du CELADE³⁷, qui malgré son ancienneté donne un ordre de grandeur des écarts.

FIG II-2 L'évolution du taux d'urbanisation de la Bolivie et des pays limitrophes au cours de la seconde moitié du XXe siècle.



Source : CELADE, Boletín Demográfico « Urbanización y evolución de la población urbana de América Latina 1950-1990 », año XXXIII edición especial, 2001

On constate ainsi qu'hormis l'Argentine et le Chili déjà très urbanisés, le Pérou, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil présentaient des taux d'urbanisation assez proches en 1950, et se retrouvent à des degrés d'urbanisation fort contrastés à la fin du siècle. Tous les pays ont connu une phase d'accélération dont le point de départ, l'intensité et la durée déterminent la hiérarchie actuelle : alors que le Brésil et le Pérou ont

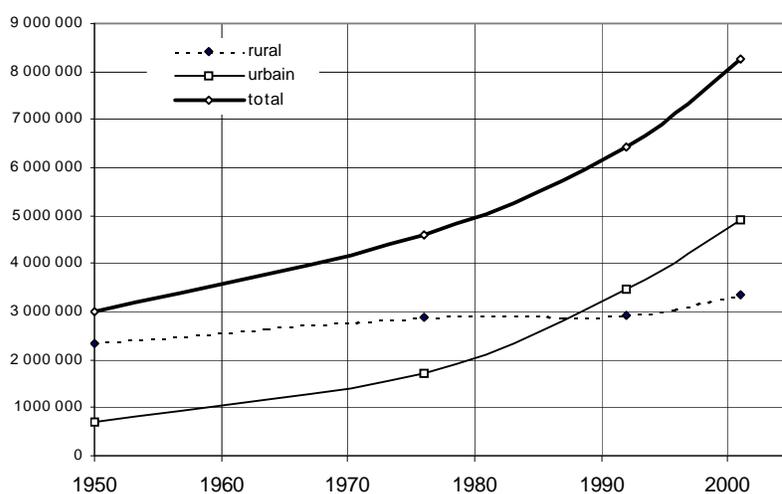
³⁶ Le taux d'urbanisation est une mesure de concentration qui se définit par le rapport de la population urbaine au total, exprimé en pour cent.

³⁷ In CELADE (2001), Boletín Demográfico « Urbanización y evolución de la población urbana de América Latina 1950-1990 », año XXXIII edición especial. L'annexe permet de constater une grande hétérogénéité des concepts de localité urbaine : le Brésil, le Pérou et le Paraguay se réfèrent essentiellement au rang administratif des localités, le Chili combine les critères d'équipement et de taille, l'Argentine utilise le critère numérique des 2.000 habitants. Les statistiques utilisées font référence à deux modalités de calcul de l'urbain : « population urbaine totale » qui semble être le décompte des instituts de statistique et « population des localités de 2.000 habitants et plus » ; nous avons calculé les taux d'urbanisation à partir de cette dernière modalité.

basculé vers la majorité urbaine à la fin des années 60, la Bolivie franchit le seuil 20 ans plus tard et le Paraguay reste en 1992 un pays à dominante rurale. Bien que l'on ne puisse pas examiner les processus sur toute leur durée, chaque pays avancé dans sa transition urbaine semble connaître un fléchissement dans la progression du taux d'urbanisation ; une inflexion qui s'est produite à partir de 65% dans le cas du Brésil, 52% dans celui du Pérou et semble se dessiner depuis 1992 en ce qui concerne la Bolivie (58%). Le mode de progression de la concentration urbaine en Bolivie ne constitue pas sur la période observable un phénomène original, son *trend* est semblable à celui du Pérou ou du Chili en leur temps, il révèle un processus moins intensif qu'au Brésil et plus engagé qu'au Paraguay.

De 1900 à 1950, le pays avait expérimenté une phase de croissance urbaine modérée, représentant un tiers de la variation nette ; de 1950 à 2001, lui succède une accélération décisive qui porte le taux d'urbanisation de 23% à 59%, l'augmentation de la population rurale ne représente plus que 20% de la variation nette. Si l'élévation du taux d'urbanisation implique la diminution de l'importance relative de la population rurale, on voit qu'elle se double dans le cas bolivien d'une faible progression d'effectif. Le tableau TAB II-11 ainsi que le graphique FIG II-3 construits en fixant le seuil de l'urbain à 5.000 habitants, permettent d'observer la séquence de ce renversement.

FIG II-3 Bolivie - L'évolution de la population urbaine, rurale et totale (1950-2001).



Critère de l'urbain : localités de 5.000 habitants et plus.
Sources : INE, CNPV 1950, 1976, 1992, 2001.

L'accélération de la concentration urbaine peut être découpée en trois phases, en fonction des dates censitaires.

- Entre 1950 et 1976, la croissance démographique nationale s'intensifie (croît d'1,6%) contribuant au début de l'explosion urbaine, avec une variation annuelle de 3,5%. Pour la première fois, le rapport urbain-rural s'inverse en termes de contribution à l'accroissement national (la part de l'urbain est de 65%) et de

variation nette (+1,03 M pour l'urbain, +0,56 M pour le rural) ; ce qui amène le taux d'urbanisation à 40% en 1976.

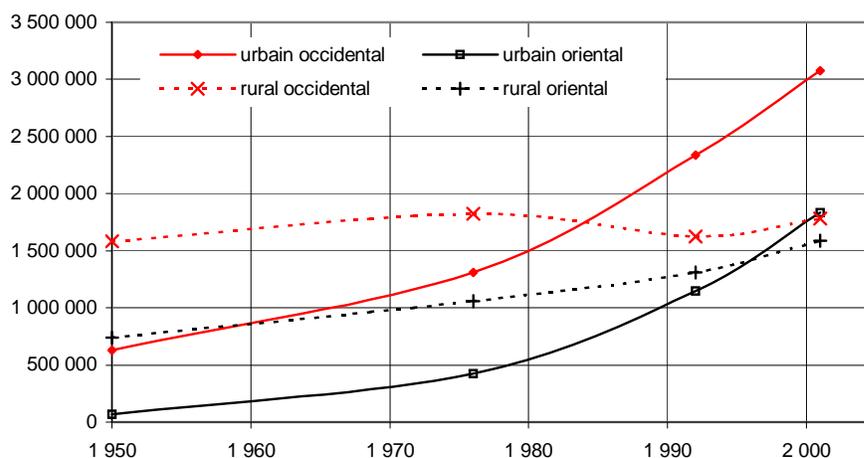
- Entre 1976 et 1992, le processus d'urbanisation atteint son intensité maximale (croît de 4,5%), la population rurale étant stationnaire, la part de l'urbain dans l'accroissement démographique total atteint 97%. C'est au cours de cette période, dans les années 80, que la population bolivienne devient majoritairement urbaine ; le taux d'urbanisation atteint 54% en 1992.

- Entre 1992 et 2001, la population rurale connaît un regain de croissance (1,5%), alors que la population urbaine croît à un rythme haut (3,8%), qui traduit toutefois une inflexion pouvant rappeler le phénomène décelé dans les transitions urbaines des pays voisins. Or, la décélération est plus évidente si l'on observe l'écart au taux de variation annuel moyen de la population totale, indicateur (parfois appelé taux moyen d'urbanisation) qui élimine l'effet masquant de la tendance démographique nationale [TAB II-4]: ainsi, le croît de la population urbaine n'a été supérieur que de 1% à celui de la population totale, alors que l'écart culminait à 2,4% la période précédente. Concrètement, la part de l'immigration dans la croissance des villes s'atténue.

3 - Le rapport démographique Orient-Occident en voie d'équilibrage : des perspectives d'accélération.

Aux débuts du XXI^e siècle, la composante rurale de la population est encore importante et le rythme de l'urbanisation fléchit, en termes de concentration de la population dans les localités de 5.000 habitants et plus. Ce schéma se décline de façon contrastée à l'Ouest et à l'Est, le rattrapage oriental révèle un dynamisme étonnant tandis que la situation démographique des campagnes andines atteint un stade critique.

FIG II-4 Bolivie - L'évolution de la population occidentale et orientale selon le milieu d'habitat.



Critère de l'urbain : localités de 5.000 habitants et plus.

Sources : INE, CNPV 1950, 1976, 1992, 2001. Agrégation des populations provinciales.

La différenciation des rythmes de croissance - Le rapport d'effectifs Orient-Occident était de 1 pour 9 en 1950 ; 51 ans plus tard, ce rapport est sensiblement égal à 1 pour 1,4. Durant ce laps de temps, la population rurale orientale a augmenté 6 fois plus vite et la population urbaine 2 fois plus vite, compensant en partie le déséquilibre initial [voir TAB II-13]

- Il existait déjà une base de peuplement rural en zone orientale, équivalant au tiers de la population rurale nationale en 1950 [TAB II-12] Or, la croissance lente de la population rurale observée ci-avant dissimule des réalités contrastées. Côté occidental, à la variation déjà très faible de la période 1950-1976 (0,5%), succède une phase de dépopulation (-0,7%) ; le regain de croissance entre 1992 et 2001 (1%) ne compense pas la diminution antérieure et l'accumulation démographique du demi-siècle est particulièrement ténue (200.000 habitants de plus, soit une progression de 13%). Alors que côté oriental, la population augmente selon un croît annuel stable d'environ 1,4% jusqu'en 1992, qui s'intensifie durant la dernière période (2,1% entre 1992 et 2001) : l'accumulation démographique de 1950 à 2001 est de 850.000 individus, soit 80% de la variation nette rurale totale et une progression de 114%.

- L'impact de la différenciation des rythmes d'accroissement de la population urbaine est encore plus marqué en volume. Les processus d'urbanisation diffèrent en intensité et en tendance : de 1976 à 1992, la poussée urbaine est modérée à l'Ouest (croît moyen de 2,8%), alors que son décollage est phénoménal à l'Est (7,1% pendant 26 ans) ; dès lors, le rythme de la croissance urbaine orientale décline, tout en restant largement supérieur à celui de la zone occidentale qui culmine entre 1976 et 1992 (3,7%). De fait, l'écart entre les taux d'accroissement suit une tendance de diminution régulière (4,7% de 1950 à 1976, 2,8% de 1976 à 1992, 2,2% de 1992 à 2001).

L'épuisement de la dynamique de creusement des écarts nets - La formule du rattrapage oriental tient au fait que les différentiels de croissance relative jouant sur des effectifs de plus en plus importants, les écarts nets se resserrent de plus en plus rapidement.

FIG II-5 Bolivie - L'évolution de l'écart net entre la population occidentale et orientale, selon le milieu d'habitat (1950-2001).

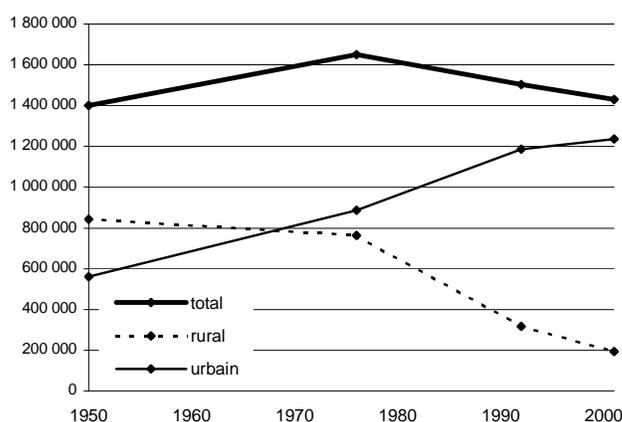
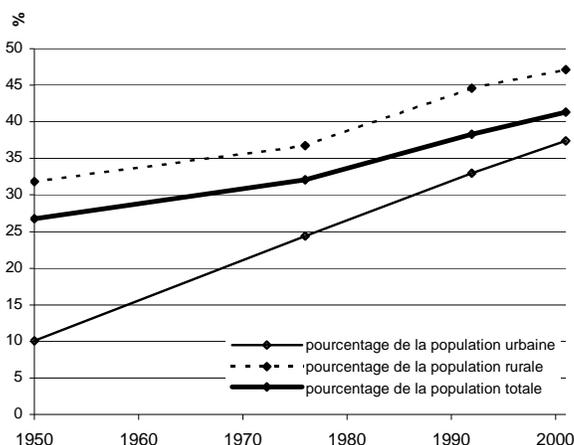


FIG II-6 Bolivie - L'évolution de la part de la population orientale, selon le milieu d'habitat (1950-2001).



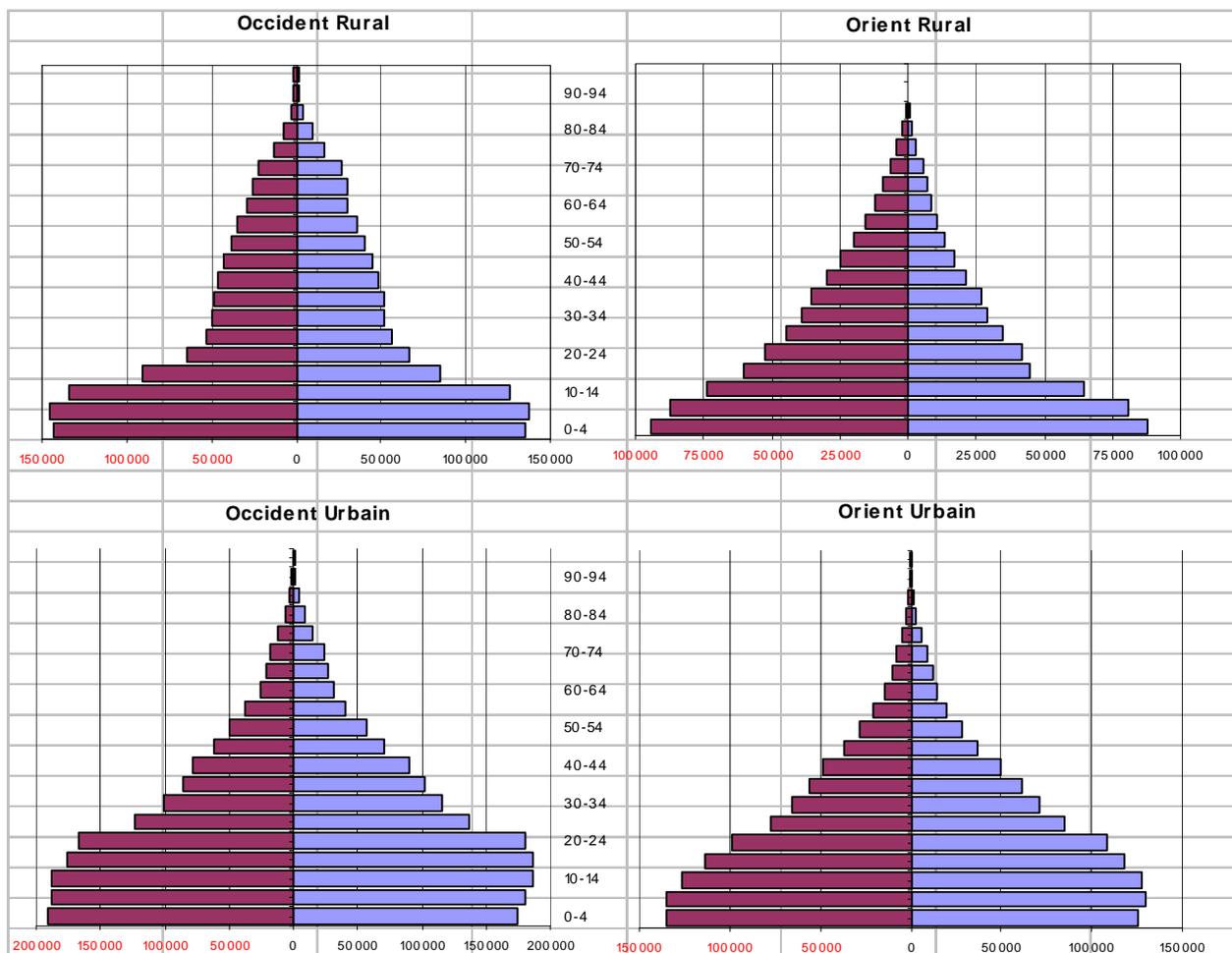
Critère de l'urbain : localités de 5.000 habitants et plus. Ecart net = P(occident) - P(orient). Sources : INE, CNPV 1950, 1976, 1992, 2001. Agrégation des populations provinciales.

- De 1950 à 1976, la différence d'effectif entre la population rurale occidentale et orientale est quasi stationnaire (autour de 800.000 individus) ; elle se réduit rapidement entre 1976 et 1992, en atteignant 310.000 individus ; la tendance se ralentit mais en 2001, l'écart n'est plus que de 190.000 habitants.
- En revanche, l'écart entre les effectifs de population urbaine n'a pas suivi la même courbe, compte tenu d'un décalage initial bien plus conséquent. La différence d'effectif s'accroît de 250.000 individus entre 1950 et 1976, de 290.000 entre 1976 et 1992 et la dernière période signale l'imminence d'une inflexion qui annonce une rupture de tendance drastique, si l'écart entre les taux d'accroissement persiste.
- Ainsi au niveau de la population totale, dans une première phase (1950-1976) l'écart net entre zone occidentale et orientale a augmenté (pic d'1,6 M) ; dans une seconde phase (1976-1992), l'écart a commencé à baisser, grâce au dynamisme des zones de colonisation tandis que les campagnes andines se dépeuplaient ; le mouvement de la dernière période (1992-2001) implique l'initiation d'une troisième phase, où la réduction simultanée des écarts d'effectifs ruraux et urbains va précipiter le moment de l'équirépartition.

La formation d'inégalités de structures démographiques - L'observation des structures démographiques résultant de ces évolutions différenciées montre de forts contrastes, non sans incidence sur la poursuite de la tendance. En effet, sans entrer dans le détail des facteurs, les « potentiels d'accroissement »³⁸ sont déséquilibrés [voir ci-dessous FIG II-7].

- Les profils démographiques sont particulièrement tranchés dans les campagnes. Celui de la population orientale a une forme évasée typique des pays à forte fécondité, assez régulière, alors que la pyramide de la population occidentale est fortement marquée par l'émigration à deux niveaux : d'une part, les prélèvements sont bien apparents dès 15-19 ans et depuis plusieurs générations, ce qui érode la pyramide en forme d'ogive ; d'autre part, la classe enfantine des 0-4 ans est moins nombreuse que celle des 5-9 ans, conséquence probable de la réduction du nombre des femmes en âge de procréer et de la baisse de la fécondité. De ce fait, la population andine vieillit, son potentiel de reproduction est nettement diminué ; davantage que celui de la population orientale, dont la surmasculinité laisse paraître aussi un certain impact des prélèvements migratoires.
- Les pyramides urbaines sont moins contrastées de part et d'autre, toutes deux résultent d'une fécondité forte et de soldes migratoires positifs. A l'Est comme à l'Ouest, la base se resserre malgré la surreprésentation des femmes jeunes, ce qui renvoie à l'avancement du processus de baisse de la fécondité en milieu urbain. Les écarts morphologiques sont difficilement interprétables, globalement la population orientale est plus jeune : les plus de 64 ans représentent 5,4% du total à l'Est, 7,2% à l'Ouest ; les 0-14 ans constituent respectivement 39% et 35% du total.

FIG II-7 Bolivie - Pyramides des âges de la population orientale et occidentale en 2001, selon le milieu d'habitat.



Critère de l'urbain : localités de 2.000 habitants et plus. Sources : INE, CNPV 2001. Agrégation des populations municipales.

* * *

Nous avons relevé deux tendances de fond qui constituent le conditionnement démographique de la redistribution du peuplement : d'une part, la stabilité à un niveau élevé du taux d'accroissement naturel national, générateur de volumes considérables et croissants ; d'autre part, l'explosion de la population des villes et l'accélération du processus de concentration urbaine. Or, l'évolution du taux d'accroissement naturel a probablement atteint son point d'inflexion autour de l'an 2000 et la baisse du rythme de croissance de la population urbaine s'est amorcée avant 1992. La concentration urbaine entre dans une nouvelle phase.

³⁸ Selon l'expression de P. Vincent cité par Tapinos (1991), *op cit.*, p. 205, les potentiels de croissance renvoient aux « ... virtualités de croissance impliquées par la seule structure par âge d'une population, abstraction faite de sa fécondité et de sa natalité ».

La dynamique interactionnelle de cette double transition (révolution démographique et urbanisation), analysée par Cosio-Zavala³⁹, conduit au même phénomène dans la plupart des pays latino-américains : « Alors que la composante migratoire était prépondérante avant 1975, c'est la jeunesse des structures par âge des villes, et par conséquent la croissance naturelle élevée, qui aura désormais l'impact le plus important, malgré la diminution rapide de la fécondité urbaine ». En effet, les volumes de l'exode rural, même s'ils restent considérables, représentent de moins en moins, proportionnellement à la nouvelle dimension des villes.

Qu'implique la modification de la hiérarchie des composantes au niveau du dynamisme de la croissance urbaine dans le cas bolivien ? Dans un premier temps, la baisse de la fécondité a été amortie par l'immigration et la structure d'âges en résultant ; dans un second temps, la transition de la fécondité affecte la natalité et le rythme d'accroissement de la population urbaine diminue, comme nous le constatons. La ville bolivienne, du moins les localités les plus importantes, seront durablement soumises au primat de la fécondité. Au dernier recensement, celle-ci est encore haute (l'ISF est de 3,6 enfants par femme en 2001) et la population en âge de procréer n'a jamais été aussi nombreuse. Les conditions de l'inertie démographique sont réunies pour que l'explosion urbaine se poursuive et la concentration augmente.

Or, notre analyse introduit un autre paramètre : la différenciation des processus de croissance démographique selon la bipartition de l'espace national. L'équilibre du rapport Orient-Occident apparaît clairement en nombre absolu (l'épuisement de la dynamique de creusement des écarts nets) et se conçoit bien d'après les rythmes d'accroissement. Mais quels en sont les mécanismes ? Une telle opposition de dynamiques implique soit un différentiel régional dans la transition démographique, soit l'influence répartitrice des migrations. D'après les indicateurs de fécondité départementaux [TAB II-14], la première hypothèse ne semble pas particulièrement déterminante⁴⁰, dans la mesure où les écarts de l'ISF ne sont pas de nature à générer les disparités de croissance observées. Qu'il s'agisse des campagnes ou des villes, l'impact différencié de la migration est le facteur prééminent, par effet direct et indirect puisque la structure de la migration module les potentiels de reproduction.

Pour l'illustrer, un taux de migration indicatif peut être estimé approximativement, en soustrayant le taux de croissance naturelle nationale au taux de croissance net⁴¹ : par exemple entre 1976 et 1992, le taux de migration annuel de la population serait de +1,8% en zone orientale, et de -1% en zone occidentale. Un autre indice de la différenciation des soldes migratoires nous est signalé par la variable « lieu de naissance » du dernier recensement, présentée selon trois modalités⁴² : « né dans la localité enquêtée », « né dans une autre localité », « né à l'étranger ». Si la seconde modalité n'implique pas forcément la migration (on peut être né à 10 Km de son lieu de résidence), la première constitue un bon indicateur de l'attractivité du territoire et de

³⁹ M.-E. Cosio-Zavala (1994), *Concentration urbaine et transition démographique*, *Problèmes d'Amérique latine* n°14.

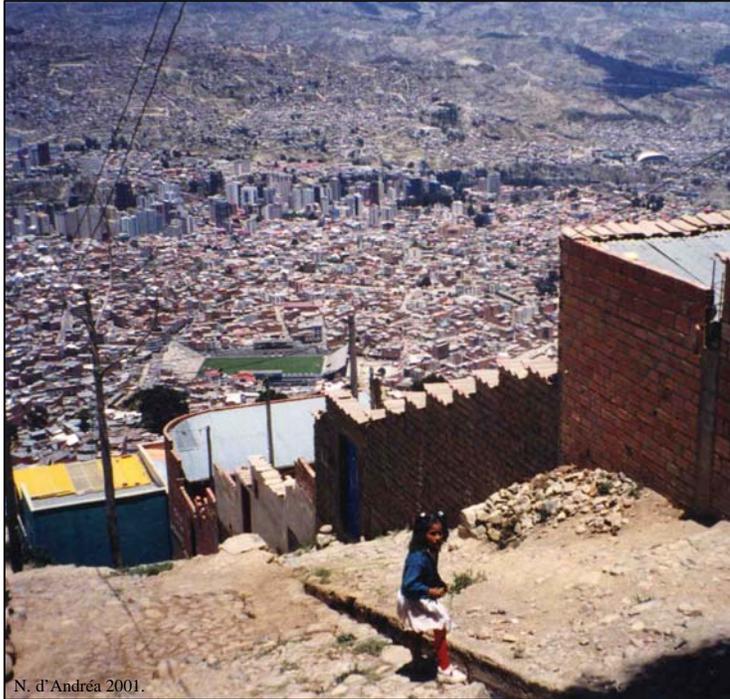
⁴⁰ Le facteur différentiel de fécondité a toutefois une incidence, le département de La Paz a longtemps été le plus avancé dans la baisse de la fécondité en milieu urbain, tandis que le Santa Cruz est traditionnellement dans la moyenne nationale.

⁴¹ Voir TAB II-10.

⁴² Calcul propre par agrégation municipale, à partir de la base de données en ligne de l'INE, www.ine.gov.bo. Au moment où nous écrivons, cette variable n'est plus disponible dans la version où nous l'avons obtenue en 2002.

son exposition aux flux de l'immigration. Ainsi, la proportion de natifs du lieu d'enquête est de 86% dans la population rurale occidentale et 54% côté oriental ; les villes se situent à un niveau intermédiaire et l'écart est moindre (58% de natifs à l'Est, 64% à l'Ouest).

Photo II-4 Ecolière d'El Alto.



N. d'Andréa 2001.

Quelle que soit l'évolution de la fécondité, l'enfance des villes garantit l'inertie de l'explosion urbaine pour quelques dizaines d'années encore. Mais où ces enfants issus en grande partie de la migration vivront-ils dans 20 ans ? Peut-être auront-ils à leur tour émigré de La Paz ou Tarija...

Photo II-5 Enfants du quartier Luis Espinal, Tarija.



B. Loret, 2001.

B - L'urbanisation du territoire : deux modèles opposés.

Notre analyse de l'urbanisation s'est jusqu'à présent inscrite dans une perspective de compréhension des forces démographiques en action. Au-delà de l'évolution de la concentration urbaine, l'approche statistique de l'urbanisation peut être révélatrice de structures spatiales différenciées à l'Est et à l'Ouest. C'est la croissance du semis urbain qui retient ici principalement notre attention, soit l'emprise de la ville sur le territoire, en nous inspirant du protocole descriptif utilisé par F. Dureau⁴³, dans le cas de la Côte d'Ivoire. Ce travail a nécessité de constituer une base de données des localités urbaines et de procéder à certains choix méthodologiques [voir TEXTE II-1 en annexe]. On examinera ainsi tout d'abord l'augmentation du nombre des localités urbaines et l'évolution du gabarit démographique des villes [1]. Puis l'observation portera sur les schémas de croissance, avec une attention spécifique au processus de formation des nouvelles villes [2]. Ensuite, le cas des grandes villes implique de s'interroger sur la pertinence d'un regroupement de certaines localités pour une lecture de la concentration urbaine à l'échelle des aires métropolitaines [3]. Urbanisation de la population et du territoire se rejoignent finalement, quand il s'agit d'observer l'évolution de la croissance démographique en fonction du type de ville [4].

1 - Evolution du nombre et de la taille des villes : la diversification du semis urbain se réalise à l'Est.

Comment traduire statistiquement l'évolution de l'emprise des villes sur le territoire national ? Une approche classique de la diversification du semis urbain consiste à observer l'augmentation du nombre et de la taille des villes [voir ci-dessous TAB II-2].

- En 1950, l'armature urbaine n'était composée que de 20 localités de 5.000 habitants et plus, on en recense 67 en 2001. Le nombre des localités supplémentaires rapporté à l'écart intercensitaire donne un aperçu du *trend* : 0,46 localités de plus par an entre 1950 et 1976, 1,18 par an de 1976 à 1992 et 1,77 de 1992 à 2001. Le mouvement n'a donc cessé de s'amplifier.
- L'évolution de la taille des localités révèle une structure stable : 8 cas sur 10 ont moins de 50.000 habitants. Le nombre des villes de plus de 50.000 habitants a néanmoins été multiplié par quatre entre 1950 et 2001, pour atteindre 13 cas en 2001. L'armature urbaine supérieure est donc encore peu diversifiée.
- Le principal impact de l'évolution des écarts de taille est le glissement d'une situation de primauté prononcée de la capitale - La Paz - au partage du sommet de la hiérarchie avec une autre ville devenue millionnaire - Santa Cruz - ; soit le passage d'une structure primatale à un modèle bicéphale, voire tricéphale [voir ci-après B-3].

⁴³ F. Dureau (1987), Migration et urbanisation, le cas de la Côte d'Ivoire. Voir la deuxième partie, « La croissance démographique des villes ivoiriennes » pp. 161-265.

TAB II-2 Bolivie - Evolution du nombre des localités selon la taille (1950-2001)

	1950		1976		1992		2001	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
5 000-9 999	12	60,0	11	34,4	20	39,2	25	37,3
10 000-49 999	5	25,0	15	46,9	21	41,2	29	43,3
50 000-99 999	2	10,0	2	6,3	4	7,8	6	9,0
100 000-249 999	0	0,0	2	6,3	3	5,9	4	6,0
250 000-499 999	1	5,0	1	3,1	1	2,0	0	0,0
500 000-999 999	0	0,0	1	3,1	1	2,0	1	1,5
1 million et +	0	0,0	0	0,0	1	2,0	2	3,0
total	20	100,0	32	100,0	51	100,0	67	100,0

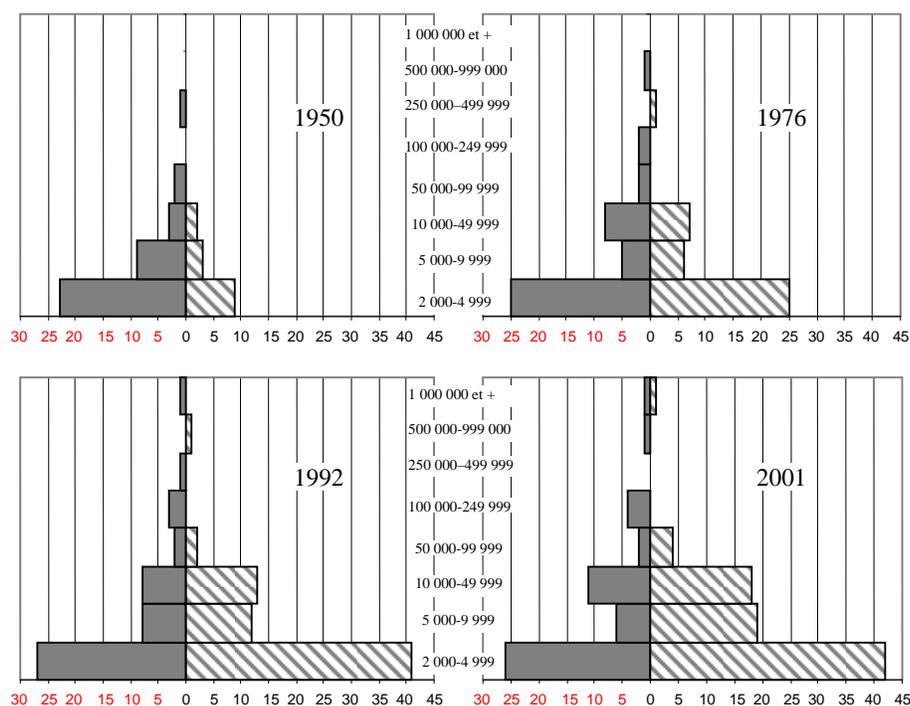
Sources : INE, recensements.

Or, l'urbanisation orientale ne se limite pas à l'émergence d'un pôle concurrent, elle accapare la dynamique de diversification du réseau urbain au point de faire naître une nouvelle dissymétrie. Un basculement qui prend source dans la formation des localités de moins de 5.000 habitants, classées dans la catégorie « urbain » par l'INE et que nous appellerons par commodité les « bourgs »⁴⁴ [voir ci-dessous FIG II-8].

- Le recensement de 1950 traduit les derniers moments de la domination occidentale et du centralisme pacénien : l'Ouest concentre 15 villes sur 20, l'armature orientale est embryonnaire.
- Le quart de siècle écoulé (1976) révèle déjà le dédoublement de l'armature urbaine : par la base, un ensemble oriental encore minoritaire se profile entre 5.000 et 50.000 habitants ; par le haut, Santa Cruz connaît une ascension fulgurante au 2^e rang national. En zone occidentale se trouvent 5 des 6 localités les plus importantes - les capitales départementales - mais le nombre des villes progresse très faiblement (3 unités supplémentaires).
- En 1992, l'armature orientale dépasse son vis-à-vis en nombre de villes (54% des localités de 5.000 habitants et plus). Le basculement se produit essentiellement par la base de l'armature (moins de 50.000 habitants) mais un équilibrage se réalise également dans la catégorie supérieure. Au-dessus de 100.000 habitants, le réseau occidental reste dominant (5 villes sur 6) ; Santa Cruz est toujours intercalée entre La Paz, désormais millionnaire, et Cochabamba qui sort du rang des villes moyennes.
- En 2001, la majorité orientale (62% des localités) s'accroît encore par la base et remonte d'un rang (4 villes sur 6 dans la strate 50.000-99.999). L'écart s'est creusé entre les trois villes principales et les 4 villes moyennes (soit 4 capitales occidentales : Oruro, Sucre, Potosi, Tarija) : Santa Cruz a rejoint La Paz au-delà du million d'habitants et Cochabamba a dépassé les 500.000 habitants.

⁴⁴ D'après le dictionnaire de R. Brunet, R. Ferras et H. Théry (1993), *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, p. 74 : « Entre ville et village, le bourg est une petite agglomération qui se distingue des villages voisins et plus petits par la tenue régulière d'un marché, par des magasins et des services élémentaires... Si le rayonnement commercial est le trait principal du bourg, son origine est militaire... ». Sans pouvoir justifier notre appropriation du mot par la connaissance des fonctions de ces petits centres, nous ne retenons ici que le critère de taille intermédiaire, qui correspond bien à notre classement. D'une manière générale, les localités de 2.000 à 5.000 habitants que nous connaissons, sont assez proches de la description de R. Brunet, malgré le caractère exclusivement européen des références.

FIG II-8 Bolivie - Répartition du nombre des localités selon la taille et la bipartition (1950-2001).



Sources : INE. Localités de 5.000 habitants et plus, CNPV2001, localités de 2.000 à 4.999 habitants, résultats préliminaires du CNPV 2001.

Le processus de basculement du réseau urbain se génère donc à deux niveaux : par la base d'une part, les villes orientales devenant progressivement majoritaires, de strate en strate ; et au sommet de la hiérarchie, où la croissance crucénienne est rapidement venue concurrencer celle de La Paz. Néanmoins, Santa Cruz est l'unique ville de grande dimension d'un ensemble oriental qui accapare l'augmentation du nombre des localités sans accéder pour l'instant à la hiérarchie intermédiaire.

2 - Formation et progression des localités urbaines : une perspective longitudinale.

L'analyse transversale donne le décompte des localités au moment t , on sait par exemple qu'il y avait 11 localités urbaines de moins de 10.000 habitants en 1976 ; l'analyse longitudinale nous informe du fait qu'au recensement précédent, 3 de ces localités étaient déjà dans cette catégorie de taille, 6 se trouvaient entre 2.000 et 4.999 habitants et 2 en deçà des 2.000 habitants. Cette perspective apporte des précisions quant à la dynamique d'évolution des gabarits urbains et permet de décomposer le processus de modification de la hiérarchie.

a - L'évolution des gabarits urbains.

La répartition des villes⁴⁵ selon leur classe de taille, à deux recensements donne ainsi des indications utiles sur la dynamique de structuration de la hiérarchie urbaine [voir TAB II-15, 16, 17, 18].

- Les occurrences situées en dessous de la diagonale (zone colorée en bleu) signalent les localités ayant rétrogradé d'un recensement à l'autre. On constate la rareté des phénomènes de déclassement urbain : quand une localité franchit le seuil des 5.000 habitants, elle reste « urbaine » ; il existe une exception par période intercensitaire - Pulacayo (PT), Corocoro et Colquiri (LP) pour des raisons vraisemblablement liées aux aléas de l'activité minière.
- Au contraire, la rétrogradation est assez fréquente dans la tranche 2.000-4.999 habitants, par rapport au recensement antérieur : 12 cas en 1976, 4 en 1992 et 5 en 2001 ; ce sont essentiellement des localités des départements de La Paz, Cochabamba et Oruro, centres miniers⁴⁶ et bourgs ruraux⁴⁷, qui ont fait le plus souvent une apparition unique au-delà des 2.000 habitants. Outre la confirmation de la fragilité des structures territoriales de la zone andine, ce phénomène valide la pertinence du seuil des 5.000 habitants comme domaine de définition des localités urbaines.

L'intensité de la croissance des villes trouve une traduction dans le positionnement des occurrences à droite de la diagonale, chaque case représentant une classe au-dessus de la classe d'origine.

- Ainsi, entre 1950 et 1976 [TAB II-15], se distingue la progression de Santa Cruz, passée de la tranche 10.000-49.000 à 250.000-499.999 en 26 années ; mais également celle de 3 localités passées de moins de 2.000 à plus de 10.000 habitants : Colquiri citée ci-dessus, et deux villes-frontière - Bermejo (TJ) et Guayaramerin (BN).
- Entre 1976 et 1992 [TAB II-16], l'écart intercensitaire n'étant que de 16 ans, la quantité de progressions est remarquable dans son ensemble (76 localités accèdent à une tranche supérieure) ; se détachent les cas de Cobija (PD), San Ignacio de Velasco, Warnes (SC) et San Borja (BN) qui passent du stade de bourg rural au rang de localité urbaine de plus de 10.000 habitants.
- Enfin, entre 1992 et 2001 [TAB II-17], la croissance du nombre des localités reste soutenue et l'on peut noter l'ascension ultra-rapide de 3 localités de moins de 2.000 habitants en 1992 : Tiquipaya et Colcapirhua, dans la banlieue de Cochabamba, Achocalla dans celle de La Paz.

⁴⁵ Il s'agit d'un échantillon composé de toutes les localités ayant été classées dans la catégorie urbain par l'INE depuis 1900, et dont la population a atteint au moins 2.000 habitants depuis 1950. On a répertorié les situations numériquement inférieures à 2.000 habitants, qui ne sont qu'une toute petite fraction de l'univers des localités de moins de 2.000 habitants.

⁴⁶ Par exemple Chojlla, Chuma, Mina matilde (LP), Kami (CB)

⁴⁷ Par exemple, Guaqui, Viloco (LP), Poopo (OR), Tolata, Totoral, Valle Hermoso (CB).

b - Nouveaux « bourgs » et nouvelles localités urbaines : l'affirmation du potentiel d'urbanisation de l'espace oriental.

Distinguons trois cas de « nouvelles localités » lors d'un recensement donné : tout d'abord, les bourgs (2.000-4.999 habitants) qui comptaient moins de 2.000 habitants au recensement antérieur ; ensuite, les localités urbaines de 5.000 à 9.999 habitants, puis de 10.000 à 49.999 habitants, dont la population était inférieure au seuil de l'urbain. Distribuées par taille et par année [voir ci-dessous], elles expriment l'évolution de l'urbanisation « par le bas » et donnent une idée du potentiel de croissance du nombre des localités urbaines, à l'Est et à l'Ouest [voir aussi atlas CARTE II-18].

TAB II-3 Bolivie - Distribution des « nouvelles localités » selon la bipartition et la classe de taille, par année.

nouvelles localités	1976			1992			2001		
	occident eff. par an	orient eff. par an	rapport	occident eff. par an	orient eff. par an	rapport	occident eff. par an	orient eff. par an	rapport
de 2 000 à 4 999 hab.	14 0,54	23 0,88	1,64	10 0,63	30 1,88	3,00	2 0,22	15 1,67	7,50
de 5 000 à 9 999 hab.	3 0,12	5 0,19	1,67	6 0,38	10 0,63	1,67	0 0	13 1,44	-
de 10 000 à 49 999	1 0,04	4 0,15	4	0 0,00	4 0,25	-	3 0,33	1 0,11	0,33

Source : recensements INE ; résultats préliminaires du CNPV2001 pour les localités de moins de 5000 habitants.

"par an" = nombre de localités nouvelles rapporté à l'écart intercensitaire de référence (26 ans, 16 ans, 9 ans)

"rapport" = eff(or) / eff(oc)

- La tendance générale est celle d'une accélération de l'urbanisation : on dénombre 8 nouvelles localités urbaines en 1976, 16 en 1992 et 13 en 2001 ; rapportés aux années écoulées, ces effectifs indiquent un rythme croissant culminant à 1,44 nouvelles villes par an, entre 1992 et 2001. Néanmoins, il faut noter une baisse du rythme de formation des bourgs - 1,4 par an entre 1950 et 1976, 2,5 par an entre 1976 et 1992, 1,9 entre 1992 et 2001 ; de fait, le stock des bourgs stagne de 1992 à 2001 (68 unités).
- Le potentiel d'urbanisation que représentent les bourgs s'accumule à l'Est. Le rythme d'apparition des localités de 2.000 à 4.999 habitants en zone occidentale a été légèrement supérieur à 1 localité tous les deux ans jusqu'en 1992, puis s'est considérablement amenuisé entre 1992 et 2001. Côté oriental, la formation de nouveaux bourgs s'est fortement accélérée depuis 1976 ; malgré un léger ralentissement en dernière période, qui porte le rythme à 1,7 nouvelle localité par an. Conséquemment, la dissymétrie des semis urbains n'a cessé de s'amplifier : entre 1992 et 2001, on comptabilise 7,5 nouveaux bourgs à l'Est pour un seul à l'Ouest.
- Au niveau de l'apparition de nouvelles localités urbaines, le déséquilibre est moins prononcé, le rapport Orient-Occident est stable entre 1950 et 1992 : on dénombre 1,7 nouvelles villes à l'Est pour 1 à l'Ouest. Or, l'accumulation des bourgs en zone orientale finit par produire un effet de rupture : entre 1992 et 2001, sur les 13 nouvelles localités de la tranche 5.000-9.999 habitants, aucune ne se localise en zone andine. En revanche, 3 nouvelles localités occidentales accèdent à la tranche supérieure.
- Le fait que 3 des 4 nouvelles villes recensées en 2001 dans la tranche « 10.000-49.999 hab. » soient directement issues de la catégorie « moins de 2.000 hab. », implique en 9 ans un rythme d'accroissement

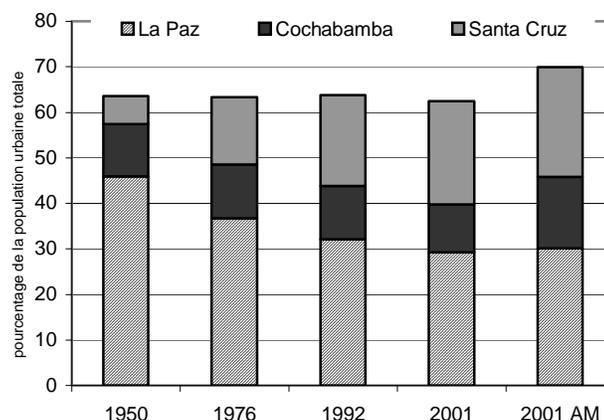
suspect. Ces 3 cas sont en réalité des localités de la périphérie de La Paz (Achocalla) et Cochabamba (Colqapirhua, Tiquipaya), ces deux dernières totalisant 68.000 habitants. Les statuts de localité distincte et donc de « nouvelle ville » semblent peu adaptés pour classer ce qui semble plutôt s'apparenter à deux nouveaux quartiers, issus du débordement des agglomérations de La Paz et Cochabamba.

Cette ambiguïté est constitutive de l'un des aspects fondamentaux de l'opposition des modèles d'urbanisation, le lien quasi exclusif de l'urbanisation occidentale avec la croissance des aires métropolitaines de La Paz et Cochabamba.

3 - La concentration urbaine à l'échelle des « aires métropolitaines ».

En 1950, La Paz⁴⁸ concentrait 46% de la population urbaine nationale, atteignant ainsi l'apogée (mesurable) de sa primauté. Durant le demi-siècle écoulé, un processus de répartition de la concentration urbaine dans les trois grandes capitales départementales du pays s'est affirmé. La Paz, Cochabamba et Santa Cruz représentaient déjà 64% de la population urbaine en 1950, proportion qui est restée stable avant d'accuser une légère baisse en 2001 (62%). Cette apparente stabilité dissimule une grande mobilité de la répartition due à la croissance de Santa Cruz [ci-dessous FIG II-9].

FIG II-9 Bolivie - L'évolution de la part des trois villes principales dans la population urbaine totale (1950- 2001).



AM = selon périmètre des Aires Métropolitaines (calcul propre).

Source : recensements INE.

En effet dès 1976, la capitale orientale acquiert le second rang dans la hiérarchie urbaine, devançant dès lors Cochabamba ; en 2001, 320.000 habitants seulement séparent La Paz et Santa Cruz. L'accroissement exceptionnel de cette dernière explique une telle réorganisation : le croît annuel moyen sur les trois périodes intercensitaires est respectivement de 2,7% - 3,6% - 2,8% pour La Paz ; 3,6% - 4,5% -

⁴⁸ On désigne systématiquement par « La Paz » ; l'agréat La Paz-El Alto. El Alto est un débordement sur l'*altiplano* de la ville de La Paz, qui a entraîné une division administrative a posteriori. Dans les recensements de 1950 et 1976, les données

2,6% pour Cochabamba ; 7,1% - 6,6% - 5,3% pour Santa Cruz. Aux rythmes de la période 1992-2001, la population de Santa Cruz égalerait celle de La Paz en 10 ans, autour de 1,9 millions d'habitants. Or, ces calculs et les indicateurs précités posent problème, dans la mesure où les référents spatiaux ne sont pas homogènes. En effet, la référence exclusive à la commune historique exclut la croissance des localités urbaines périphériques qui font aussi partie du phénomène d'expansion de la capitale. Raison pour laquelle des agrégats urbains sont publiés par l'INE, censés englober l'extension des agglomérations, lesdites « Aires Métropolitaines ».

TAB II-4 Bolivie - La population des trois villes principales selon le périmètre d'agglomération (1992-2001).

agglomérations	population 1992		population 2001		variation 1992-2001	
	effectif	%	effectif	%		
La Paz	Aire Métro. (1)	1 137 906	32,6	1 487 854	30,3	2,94
	Aire Métro (2)	1 137 906	32,6	1 476 412	30,1	2,86
	Capitale	1 118 870	32,1	1 436 935	29,3	2,74
Cochabamba	Aire Métro. (1)	528 225	15,2	778 554	15,9	4,28
	Aire Métro (2)	525 188	15,1	770 137	15,7	4,23
	Capitale	407 825	11,7	516 683	10,5	2,59
Santa Cruz	Aire Métro. (1)	-	-	-	-	-
	Aire Métro (2)	729 173	20,9	1 184 653	24,1	5,39
	Capitale	697 278	20,0	1 113 582	22,7	5,19
Total	Aire Métro. (1)	2 363 409	67,8	3 379 990	68,9	3,94
	Aire Métro (2)	2 392 267	68,6	3 431 202	69,9	3,98
	Capitale	2 223 973	63,8	3 067 200	62,5	3,54

(1) - périmètre d'agglomération publié par l'INE, comprenant les localités urbaines à partir de 2.000 habitants, d'après les résultats préliminaires du CNPV 2001. Source : INE (2001), Actualidad Estadística n°246, n°249, n°250.

(2) AM : simulation d'Aire Métropolitaine, selon un rayon de 32 km autour de la capitale et comprenant les localités urbaines à partir de 5.000 habitants, incluant les données définitives du CNPV 2001.

% = pourcentage de la population urbaine totale ; variation 1992-2001 = taux moyen de variation annuelle pour cent.

Dans la version dont nous disposons⁴⁹, seules Cochabamba et La Paz sont officiellement dotées d'un tel périmètre, sans notice méthodologique. On peut néanmoins recourir à une méthode de calcul rudimentaire⁵⁰ pour réévaluer à critère égal, l'état de la population et les indicateurs de variation pour les trois agglomérations. On constate ainsi que la prise en compte du périmètre métropolitain modifie considérablement la dimension de Cochabamba (+ 260.000 habitants environ) et peu celle de La Paz (+40.000) ou de Santa Cruz (+74.000 habitants). En n'appliquant pas le concept d'aire métropolitaine à cette dernière, l'INE minore donc sans grande conséquence pour l'instant, la dimension spatiale et

correspondant à La Paz incluent aussi le peuplement de la zone haute, ce n'est qu'à partir du recensement de 1992 que les populations de La Paz et El Alto sont dénombrées séparément.

⁴⁹ D'après INE (2001), *Actualidad Estadística* n°249, n°250. Deux périmètres d'agglomération sont définis : l'Aire Métropolitaine de La Paz (La Paz, El Alto, Viacha, Achocalla, urbanizaciones de Laja) ; l'Aire Métropolitaine de Cochabamba (Ciudad de Cochabamba, Quillacollo, Sacaba, Vinto, Colcapirhua, Tiquipaya). Le concept est exclusivement appliqué aux recensements de 1992 et 2001.

⁵⁰ Une solution approximative pour ajuster les aires métropolitaines consiste partant du centre, à prendre en compte toutes les localités urbaines dans un rayon n'excédant pas la distance de la localité la plus éloignée dans l'aire métropolitaine de Cochabamba ou de La Paz, en l'occurrence 32 km. Cette zone tampon réappliquée ne modifie pas le périmètre des agrégats urbains officiels (exceptée l'inclusion du bourg de Sipe Sipe dans la périphérie de Cochabamba) mais implique un nouvel

démographique de l'urbanisation crucénienne. Notons cependant, compte tenu du relief de plaine, de la densité urbaine sur l'axe Nord-Sud et du niveau d'intégration routière de la région, qu'il ne serait pas incohérent de remonter jusqu'à Montero ou Guabira, à une cinquantaine de kilomètres de Santa Cruz même. Par ailleurs, avec un critère de temps de déplacement, les écarts démographiques entre les aires métropolitaines se réduiraient probablement encore. Ainsi, tant que les agglomérations coïncidaient avec la commune historique, les estimations de la population des villes étaient cohérentes et comparables ; cette réalité est en train de changer, la réflexion méthodologique est à approfondir, l'INE doit adapter et clarifier ses concepts.

En synthèse, les résultats du recalcul montrent premièrement que le cumul de la population des trois aires métropolitaines équivaut à 70% de la population urbaine totale (au lieu de 62%). Deuxièmement, quelle que soit la définition de référence, le dynamisme de Santa Cruz est supérieur à celui de La Paz ; l'écart démographique entre les deux pôles est de l'ordre de 300.000 habitants, la perspective de l'égalité s'inscrit dans le court terme. Troisièmement, le critère métropolitain rehausse considérablement la dimension de Cochabamba (près de 16% de la population urbaine nationale en 2001, au lieu de 10,5%) ; la ville présente alors un rythme d'accroissement bien plus élevé, puisque l'essentiel de l'augmentation des effectifs se produit maintenant hors de la ville-capitale (croît moyen de 4,2% au lieu de 2,6% entre 1992 et 2001). La comparaison souligne encore davantage le déclin de La Paz, laissant même entrevoir la possibilité d'un scénario prospectif de moyen terme où cette dernière ne serait plus que la troisième ville du pays.

4 - L'accroissement de la population urbaine selon le type de localité.

Que représentent finalement les diverses classes de localités dans l'accroissement de la population urbaine totale ? Quelle est l'incidence de la supériorité numérique des villes orientales sur l'évolution du rapport démographique ? A quel niveau de l'armature urbaine se crée le décalage ? On examinera d'abord l'impact du facteur reclassification [a] et l'on décomposera ensuite le rôle des différentes strates dans la différenciation des processus de concentration urbaine [b].

a - Le facteur « reclassification » : un déterminant du décollage oriental dont l'incidence s'atténue.

La reclassification est après l'accroissement naturel et le solde migratoire, la troisième composante de la croissance de la population urbaine. Il s'agit selon Tapinos⁵¹, du « changement de catégorie soit de petites agglomérations qui, du fait même de la variation de leurs effectifs, sont désormais classées en zone urbaine, alors qu'elles étaient considérées comme rurales au dernier recensement, soit à l'inverse de communes urbaines qui redeviennent rurales ». Pour l'analyse, en l'absence de terminologie signalée, nous ferons

agrégat dans le cas de Santa Cruz : Ciudad de Santa Cruz, Cotoca, El Torno, El Carmen, La Guardia, Km 12, Warnes, La Belgica.

⁵¹ Tapinos (1991), *op. cit.*, p. 163.

référence à la reclassification « ascendante » et « descendante ». Le calcul de l'incidence de la reclassification émane ainsi directement de l'approche longitudinale présentée précédemment [B-2]. Comme le signale encore Tapinos⁵², la contribution de ce facteur dépend en grande partie de l'intervalle de temps considéré ; on présentera donc également le taux de variation annuel moyen imputable à la reclassification, qui permet de comparer les périodes [ci-dessous TAB II-16].

TAB II-5 L'accroissement de la population urbaine imputable à la reclassification, selon la bipartition, de 1950 à 2001.

reclassification		1950-1976			1976-1992			1992-2001		
		occident	orient	total	occident	orient	total	occident	orient	total
ascendante	R(a)	34 558	103 734	138 292	38 443	119 801	158 244	78 738	93 313	172051
descendante	R(d)	-7850	0	-7 850	-6 277	0	-6 277	-5 696	0	-5696
solde	R	26 708	103 734	130 442	32 166	119 801	151 967	73 042	93 313	166355
pourcentage de R total	Rpct	20,5	79,5	100,0	21,2	78,8	100,0	43,9	56,1	100
VN due à R (en %)	PR	3,9	29,4	12,6	3,1	16,5	8,7	9,9	13,6	11,7
TMVA du à R (en %)	R''	0,08	1,15	0,32	0,10	0,74	0,30	0,27	0,59	0,39

Source : recensements INE ; calculs propres. Urbain : localités de 5.000 habitants et plus.

Soit :

R(a) la variation nette (positive) de la population urbaine entre deux recensements, imputable au facteur reclassification

R(b) la variation nette (négative) de la population urbaine entre deux recensements, imputable au facteur reclassification

R, le solde net de la reclassification.

$$R = R(a) - R(d)$$

Soit :

VN, la variation nette de la population urbaine, entre deux recensements

PR, la part de la variation nette de la population urbaine entre deux recensements, imputable à la reclassification

$$PR = R / VN \cdot 100$$

Soit :

TMVA, le taux moyen de variation annuelle de la population urbaine entre deux recensements

TMVA', le taux moyen de variation annuelle de la population urbaine sans l'apport de la reclassification

R'', le taux moyen de variation annuelle de la population urbaine entre deux recensements, imputable à la reclassification

$$R'' = TMVA - TMVA'$$

- La reclassification « descendante » ne pèse quasiment pas dans le bilan de l'accroissement. Symptomatiquement, cet effet ne concerne que la partie occidentale.
- La concentration des nouvelles villes côté oriental se répercute logiquement sur la répartition de l'apport démographique : la reclassification bénéficie essentiellement à l'augmentation de la population orientale (près de 80% de la variation nette imputable à la reclassification entre 1950 à 1992). La période 1992-2001 indique un équilibrage que l'on sait biaisé par l'impact des nouvelles localités occidentales de la banlieue de Cochabamba et La Paz [voir ci-avant B-3].
- La part de l'accroissement de la population urbaine orientale imputable à la reclassification a été considérable au cours de la première période (1,15% pour un croît de 7,15%, durant 26 ans) ; tandis qu'elle était négligeable à l'Ouest (0,08% pour un croît de 2,85%). La sélectivité de la reclassification constitue donc un élément différenciateur significatif durant les 26 premières années, un déterminant du décollage oriental.

⁵² *Idem.*

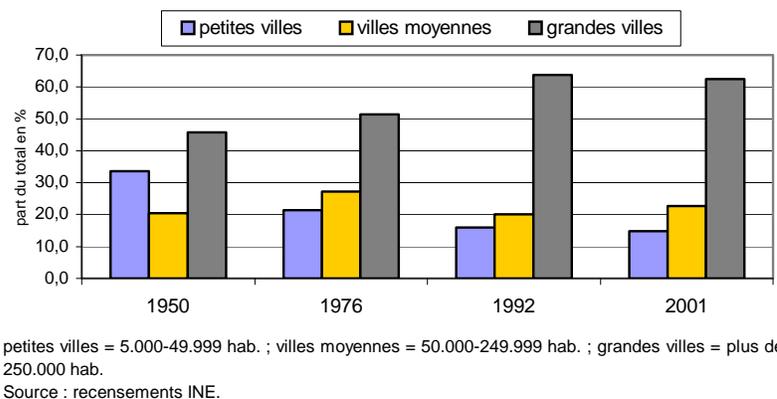
- Par la suite, la population urbaine orientale augmentant, le poids relatif de la reclassification dans l'accroissement baisse progressivement. Néanmoins, entre 1992 et 2001, le taux de variation annuel moyen imputable à la reclassification était encore de 0,6% sur un accroissement de 5,2%.

Ainsi, la reclassification a bien été l'un des facteurs de la différenciation des rythmes d'accroissement entre les deux grandes régions. A l'Ouest, la population urbaine augmente par concentration dans les villes existantes ; alors qu'à l'Est, c'est à la fois ce phénomène et pour partie, la diversification du réseau urbain qui alimentent la croissance de la population.

b - Le critère de la classe de taille.

Comment a évolué la concentration de la population urbaine selon la classe de taille ? Qualifier les entités urbaines de « petites », « moyennes » ou « grandes » est fort délicat dans une perspective diachronique, puisque ces appréciations sont relatives à un état momentané de la hiérarchie urbaine. Pour schématiser, ces trois groupes peuvent être définis par les seuils de 50.000 et 250.000 habitants et représentés dans un graphique [ci-dessous FIG II-10], on se reportera pour plus de précision au tableau [TAB II-17].

FIG II-10 Bolivie - Evolution du pourcentage de la population urbaine selon la taille des villes (1950-2001).



- Si le nombre des villes a considérablement augmenté en 50 ans, c'est essentiellement en dessous des 50.000 habitants. Cet ensemble de « petites villes » représente une proportion stable du nombre des localités, dont la population n'a cessé de décliner en valeur relative (de 33,6% de la population urbaine totale en 1950⁵³, à 14,7% en 2001). Cela signifie que l'urbanisation de la population est surtout le fait de la croissance démographique de quelques villes de taille supérieure.

- Le processus ne tient pas de la classique concentration dans une capitale, puisque la primauté de La Paz subit une érosion continuelle depuis 1950. La croissance de Cochabamba a constitué un contre-poids, mais surtout l'explosion de Santa Cruz qui se rapproche rapidement du gabarit pacénien (les deux villes sont

millionnaires en 2001). Ainsi, cet axe des trois « grandes villes » se détache nettement dans la hiérarchie urbaine depuis 1976, concentrant autour de 63% de la population urbaine nationale.

- A un niveau intermédiaire, entre 50.000 et 250.000 habitants, se répartissent des « villes moyennes » dont le nombre augmente et la part dans la population urbaine totale oscille ; celle-ci s'élevant toutefois à 23% en 2001, en augmentation. Cet ensemble est assez hétérogène : au-dessus de 100.000 habitants, il se constitue d'Oruro, Sucre, Tarija et Potosi, le bloc restant des capitales départementales occidentales ; à la strate 50.000-99.999 habitants, correspond un bloc mixte, composé de localités de la banlieue de Cochabamba (Sacaba, Quillacollo) ou voisines de Santa Cruz (Montero), des villes frontalières (Riberalta, Yacuiba) et Trinidad, la capitale du Beni.

Existe-t-il une différenciation des rythmes de croissance selon la taille des villes ? Le calcul des variations en classant les localités selon leur gabarit en début de période [ci-dessous TAB II-6] montre que la dispersion des taux d'accroissement est assez homogène à une exception près.

TAB II-6 Bolivie - Taux moyens de variation annuels de la population urbaine selon la taille des localités (1950-2001).

	1950 1976	1976 1992	1992 2001
2 000-4 999	1,26	2,78	2,18
5 000-9 999	2,99	3,99	3,25
10 000-49 999	4,26	3,84	3,76
50 000-99 999	3,23	3,54	3,18
100 000-249 999		3,79	2,32
250 000-499 999	2,66	6,60	2,59
500 000-999 999		3,66	5,19
1 million et +			2,74
total 2 000 et +	3,04	4,39	3,32
total 5 000 et +	3,22	4,23	3,38

Sources : recensements INE ; résultats préliminaires du CNPV 2001 pour les localités de 2.000 à 4.999 habitants.

nb : la classe de taille correspond au début de la période ; par exemple, lire en première case : variation entre 1950 et 1976, de la population des localités de 2000 à 4999 habitants en 1950.

- Quelle que soit la période, c'est le cas crucénien qui constitue le phénomène dominant et contribue le plus à étendre l'écart type. De 1950 à 1976, les localités de 10.000 à 50.000 habitants se singularisent simplement à cause de l'explosion de Santa Cruz ; la croissance de La Paz est inférieure de 0,56 % à la moyenne. De 1976 à 1992, les taux sont plus homogènes, excepté dans la tranche 250.000-499.999 dont l'unique localité (Santa Cruz) connaît un croît de 6,57 %. De 1992 à 2001, la population des villes de moins de 100.000 habitants progresse à un rythme proche de la moyenne, Santa Cruz porte le taux maximal (5,25%) dans la tranche 500.000-999.999.

- On observe à la marge, d'autres phénomènes de démarcation par rapport à la tendance, comme la baisse de croissance des villes moyennes : le croît des capitales départementales occidentales est notamment inférieur d'1% à la moyenne, lors de la dernière période. Un autre élément est la relative lenteur du régime de croissance des bourgs : la maturation de ces localités prend un temps inégal et une majorité n'accède pas à la classe supérieure.

⁵³ Il y avait alors les villes moyennes de l'époque dans cette strate.

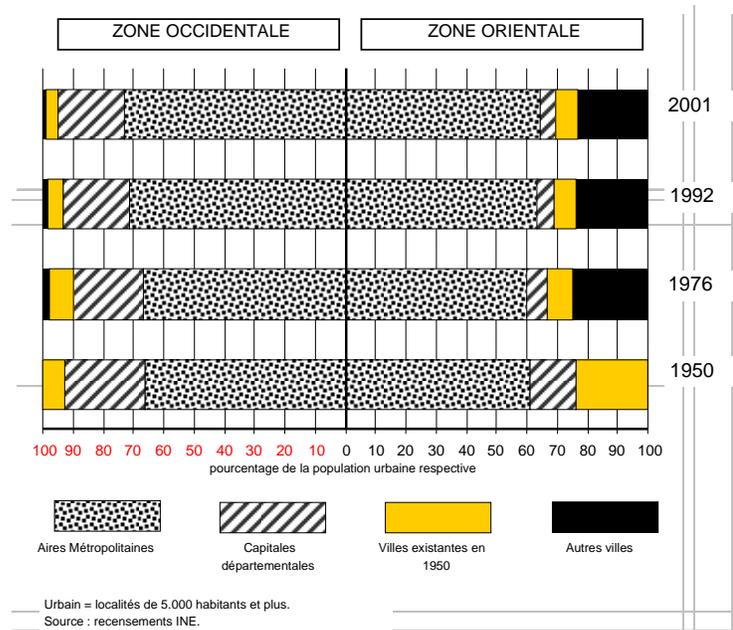
- Un certain clivage s'affirme autour du seuil des 100.000 habitants : au-delà, la croissance des localités urbaines tend à être moins rapide (hors phénomène crucénien) ; en deçà, la population connaît des taux de variation plus élevés, mais inférieurs à une moyenne tirée par Santa Cruz. Il s'agit là encore d'une expression du différentiel de dynamisme entre l'Orient et l'Occident.

Finalement, on n'observe pas de schéma spécifique, la croissance de la population urbaine s'accélère et décélère aux mêmes périodes, les taux de variation sont assez homogènes, en dehors des perturbations causées par Santa Cruz.

5 - Une typologie mixte, en guise de conclusion.

Les paramètres que nous avons examinés pour observer la tendance et les structures de l'urbanisation ont introduit divers discriminants. Une typologie mixte peut être appliquée [TAB II-20, 21] en guise de conclusion synthétique, en intégrant trois critères : tout d'abord l'espace, avec la notion d'agglomération, car un classement avisé doit prendre en compte la formation des banlieues, qui sont partie intégrante de la polarisation des trois grands centres ; le critère administratif ensuite, puisque le statut de capitale départementale s'avère déterminant ; l'antériorité enfin, le recensement de 1950 pouvant servir de point de référence pour distinguer les villes qui existaient comme telles cette année-là, de celles qui ont franchi le seuil de l'urbain postérieurement. Ainsi, quatre grandes catégories de localités urbaines peuvent être distinguées et ventilées selon la bipartition : les trois villes principales et leurs banlieues urbaines, définies par le concept d'Aire Métropolitaine⁵⁴, les autres capitales départementales, les villes existantes en 1950, les autres villes.

FIG II-11 Bolivie - La répartition de la population urbaine selon le type de ville, par zone.



⁵⁴ Voir modalités du calcul dans la partie B-3.

La vue d'ensemble de l'évolution de la répartition [ci-dessus FIG II-11] souligne la structure dominante de la hiérarchie urbaine : la primauté des aires métropolitaines. Nous évaluons l'effet de concentration de cette tendance tricéphale à 70% de la population urbaine nationale en 2001. Au sein des deux grands espaces observés, les niveaux et la dynamique de concentration dans les aires métropolitaines diffèrent [TAB II-21]. A l'Ouest, Cochabamba-AM et La Paz-AM ont fortement accentué leur emprise sur l'accroissement démographique (la part de la variation nette évoluant de 67% entre 1950 et 1976, à 79% de 1992 à 2001) ; à l'Est, ce mécanisme joue moins et la primauté de l'agglomération crucénienne ne s'est affirmée que de 3,5% en 51 ans. La raison principale en est le dynamisme des autres types de ville, ce qui oppose fondamentalement les deux modèles d'urbanisation.

Dans la région andine, le semis traditionnel correspondant aux capitales départementales « monopolise » la croissance. La formation de nouvelles localités urbaines se limite aux banlieues de La Paz et Cochabamba ; si on ne les valide pas comme entités indépendantes, la diversification du semis urbain est insignifiante et sa contribution à l'accroissement quasi nulle. De surcroît, les quelques villes existantes en 1950⁵⁵ étaient strictement liées à l'économie minière (excepté le cas de Punata dans le bassin de Cochabamba) : entre 1950 et 1976, leur rythme de croissance est relativement soutenu (3%) et leur position se maintient dans la hiérarchie (près de 8% de la population urbaine occidentale) ; postérieurement, avec l'affaiblissement de l'économie minière, la population de ce groupe de villes augmente à peine, dissimulant de fortes différenciations. Restent les quatre capitales départementales (Oruro, Sucre, Potosi, Tarija), dont le poids relatif décline (de 26% de la population urbaine en 1950, à 22% en 2001) mais qui concentrent stablement 20% de l'accroissement démographique. En définitive, on assiste à une contraction de l'urbanisation de l'espace andin, ainsi qu'à la concentration quasi-exclusive de la population, dans les aires métropolitaines de La Paz et Cochabamba et dans les autres capitales départementales.

En zone orientale, la diversification du semis urbain est réelle et contribue au tiers de l'accroissement démographique. Au-delà de la primauté crucénienne avec sa banlieue, la trentaine de nouvelles villes qui se sont accumulées après 1950 représentent environ un quart de la population urbaine et le petit réseau existant en 1950 conserve une importance notable (7%), grâce au dynamisme de Riberalta et Yacuiba. Contrairement au modèle andin, les deux capitales départementales (Trinidad et Cobija) sont des localités plutôt anodines dans la hiérarchie ; la période 1992-2001 marque toutefois une évolution, dû à l'essor de Cobija. Comme l'indiquent les taux d'accroissement, quelle que soit la catégorie de ville et l'époque, le processus d'urbanisation oriental est plus rapide, en particulier au niveau des localités non traditionnelles.

⁵⁵ Pulacayo (LP), Punata (CB), Huanuni, Llallagua-Siglo XX (OR), Villazon, Tupiza, Uyuni (PT).

**CONCLUSION - MATURATION DES VILLES MOYENNES,
CONTRASTES RURAUX, DIFFERENCIATIONS REGIONALES :
L'AXE QUI CACHE LA FORET ?**

Si l'on observe l'évolution des villes les plus importantes au cours du demi-siècle écoulé, force est de constater une certaine inertie de la hiérarchie urbaine, déterminée par le statut de capitale départementale. La matrice [TAB II-18] montre bien que les unités moyennes et grandes de 2001 (en situant le seuil à 100.000 habitants), sont identiques à celles de 1950 (10.000 habitants et plus)⁵⁶, désignant les mêmes grands centres régionaux historiques. Au sein des différentes strates cependant, la hiérarchie s'avère relativement mobile, en premier chef au niveau supérieur, avec l'intercalation de Santa Cruz au second rang, et sa vocation à dépasser La Paz. A un niveau « intermédiaire supérieur », les écarts entre Tarija, Sucre, Potosi et Oruro se sont réduits, la perte de dynamisme des dernières étant assez significative de la crise des capitales altiplaniques. C'est finalement au « niveau intermédiaire inférieur » (de 50.000 à 99.999 habitants) que se profilerait l'ensemble le plus mobile, composé de centres orientaux - Montero (SC), Yacuiba (TJ), Riberalta, Trinidad (BN) - et des villes émergeant de la périphérie de Cochabamba - Sacaba, Quillacollo. C'est probablement dans la catégorie des villes moyennes, que les évolutions de la hiérarchie actuelle seront les plus conséquentes dans les cinquante années à venir, même si la démarcation entre les deux niveaux intermédiaires est encore importante. La croissance de certaines localités situées encore en deçà des 50.000 habitants annonce par ailleurs la diversification de l'ensemble.

Le système urbain est polarisé par l'axe central, mais quelle structuration secondaire révèle la maturation du réseau des villes moyennes ? Au-delà des divisions statistiques réductrices, bipartition ou autres, la dispersion géographique de ces localités doit être examinée : quelles formations spatiales se dessinent ? Plus largement, en tenant compte de l'interdépendance de la dynamique des espaces ruraux et des phénomènes de concentration urbaine, quels schémas régionaux de croissance peut-on déceler ? D'une part, l'expansion de la frontière du peuplement apparaît comme une dynamique spatiale prégnante, mais non dépourvue de contrastes. De la densification du peuplement rural résulte-t-il automatiquement un processus de formation de bourgs, de petites villes puis d'agglomérations plus ou moins importantes ? D'autre part côté andin, la stagnation du nombre des bourgs et la raréfaction des concentrations accédant au seuil de l'urbain soulignent la difficile émergence de nouveaux relais de l'économie ; que ce soit d'ailleurs à l'échelle des pays ou de régions plus vastes. Cette paralysie de l'urbanisation andine confortée par le vieillissement de la population n'est-elle pas l'indice d'une déprise rurale avancée ? La croissance exclusive des capitales départementales et de leurs banlieues n'est-elle pas le corollaire d'une certaine « déterritorialisation » de la zone andine ? L'apport d'éléments de réponse implique de resituer les tendances dans l'espace géographique. Un vaste programme qui dépasse le cadre de cette recherche, mais dont nous entendons poser quelques jalons, notamment grâce à la cartographie statistique.

III - Des logiques de structuration régionale.

Derrière la tendance centrale du basculement, c'est la division cardinale de l'espace bolivien qui nous semble transformée et devoir être commentée. Entre le phénomène prééminent de la polarisation crucénienne, l'émergence de nouveaux territoires dynamiques en périphérie et la perte d'importance relative de certains milieux d'habitat, les notions de Sud, Nord, Centre *et cetera*, sont à revoir. Le diagnostic affiné des évolutions démo-spatiales est nécessaire : dans quelle mesure la redistribution du peuplement est-elle organisée ? La cartographie statistique des recensements devient ici le principal support de l'observation. Comme on l'a expliqué en première partie de chapitre, le maillage provincial ajusté est le seul qui permette la constitution d'une série chronologique de 1950 à 2001. Malgré l'hétérogénéité physique de certaines provinces et les disparités de superficie, cette échelle intermédiaire présente l'avantage de fragmenter suffisamment l'espace pour identifier des contrastes significatifs. Des indicateurs rudimentaires (effectifs, taux de variation annuel moyen, variation nette, part du total) suffisent à ce qui peut être conçu comme une étape de détection morphologique. Quelques éléments cartographiques sont introduits dans le texte, mais l'essentiel est présenté dans l'annexe du chapitre, sous la rubrique « atlas statistique ». Comment se matérialise l'avancée de la frontière du peuplement ? Quelles différenciations s'opèrent en milieu montagnard ? Quelles formes régionales se détachent ? Afin d'obtenir une vision de détail des deux grands ensembles - Orient et Occident - l'analyse sera d'abord menée séparément. [A]. On s'essaiera ensuite à une interprétation globale des logiques de structuration régionale qui organisent la redistribution du peuplement [B].

A - Entre petits changements et grandes avancées.

Quelle organisation spatiale se dessine au sein de chaque grand ensemble entre 1950 et 2001 ? L'apparente inertie du peuplement andin - variation faible de la population rurale, concentration urbaine dans les villes existantes - dissimule des disparités de croissance significatives d'un certain degré de redistribution interne, au-delà du rapport villes-campagnes [1]. Côté oriental, rappelons que les politiques de colonisation se sont recentrées de la périphérie vers l'intérieur, activant l'expansion de la frontière agricole dans les vallées chaudes de la Cordillère et sur le piémont qui s'ouvre au nord et vers le centre-est. L'augmentation de la population est massive, relativement dispersée et implique donc un bouleversement de la géographie humaine [2].

⁵⁶ Exception faite de Trinidad, dont le niveau de départ n'a pas été compensé par un accroissement supérieur à la moyenne.

1 - Vers une recomposition des polarités andines ?

La reproduction de l'espace andin depuis les années 50 recèle une tendance de revalorisation des principaux bassins de peuplement situés en zone de vallées, dont le pendant serait le déclin de la région altiplanique. Un glissement moins évident au niveau rural [a] que dans l'observation des dynamiques urbaines [b].

a - Les campagnes : des évolutions ténues.

Trois cartes de l'atlas rendent plus particulièrement compte des disparités d'évolution de la distribution spatiale de la population rurale dans la zone andine [CARTES II-11, 12, 13] ; une perspective affinée par la spatialisation des indicateurs de variation à l'échelle des provinces occidentales [ci-après CARTE II-3].

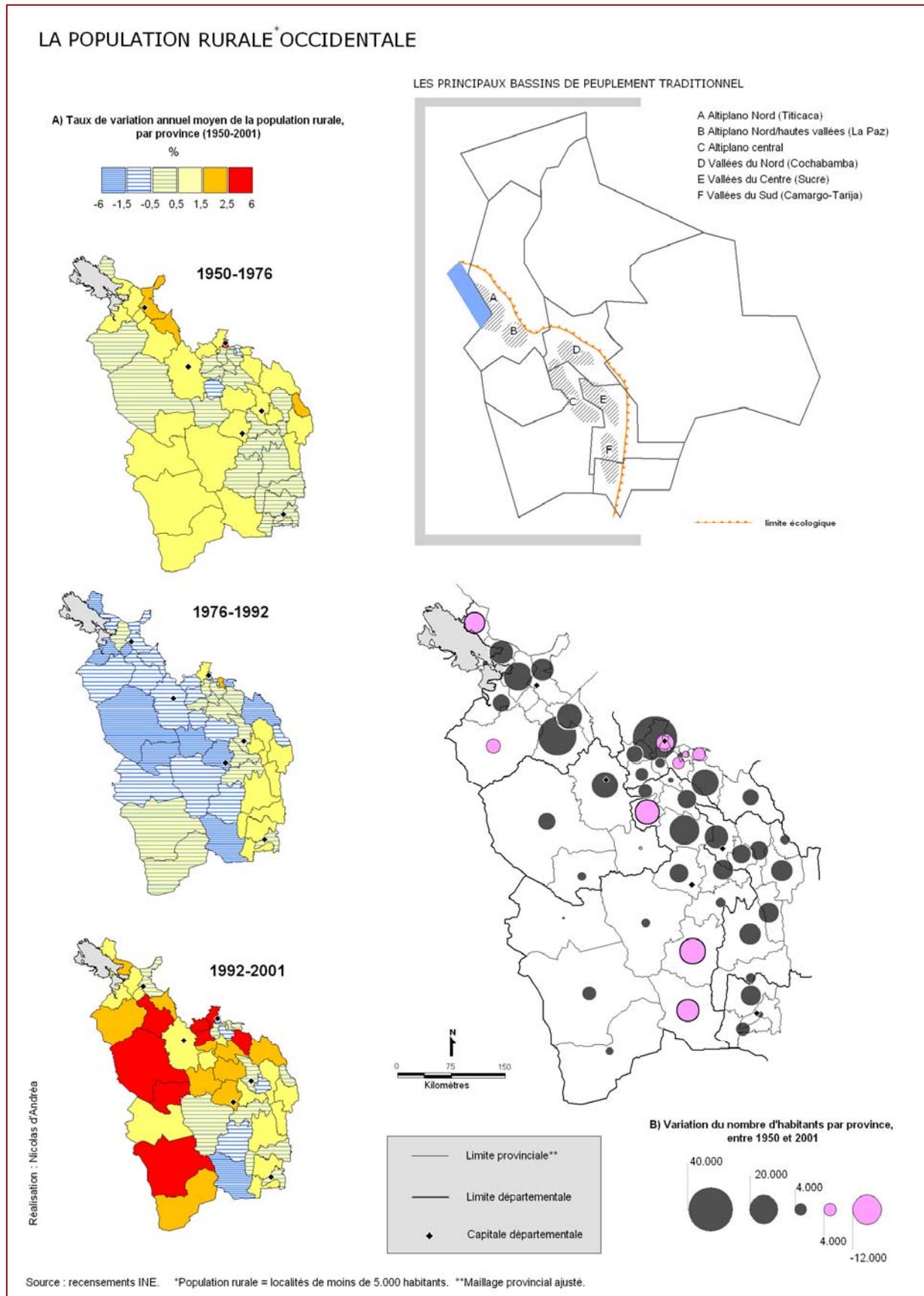
La reproduction des quatre principaux bassins de peuplement - La simple comparaison des effectifs de 1950 à 2001 ne révèle pas de changement majeur dans la zone andine, la primauté des grandes régions agricoles traditionnelles donnant l'illusion d'une stagnation du peuplement. La distribution des densités permet d'en localiser les principaux foyers : d'une part sur l'*altiplano*, les rives du lac Titicaca (provinces Camacho, Manco Kapac, Omasuyos, Los Andes, Ingavi) au Nord, et la pointe du Potosi (Tomas Frias, Chayanta, Bustillo) au centre ; d'autre part dans les vallées du Nord, autour de Cochabamba (Cercado, Quillacollo, Jordan, Punata, Arani) et celles du Centre, autour de Sucre (Oropeza, Saavedra, Zudañez).

L'homogénéisation des densités - Si la croissance de la population rurale andine au cours du demi-siècle a été particulièrement faible dans l'ensemble, les niveaux de variation sont relativement hétérogènes [ci-dessous CARTE II-1]. Les vallées du Centre et du Sud, ont notablement mieux résisté au mouvement de déprise de la période 1976-1992, et une zone de croissance se détache au Sud de La Paz (Aroma). En résulte une tendance d'homogénéisation des densités rurales, une figure bandée se constituant du Titicaca au début des vallées du Sud (Nor Cinti). Les plus hautes densités plafonnent ou se convertissent en zones urbanisées (cas du bassin de Cochabamba)⁵⁷. La densification du peuplement rural en zone andine s'est donc produite davantage par diffusion que par concentration dans les foyers existants ; on constate ici peut-être les effets d'un mécanisme de régulation démographique lié à la capacité de charge des terroirs.

Une émigration massive - Les taux de variation suggèrent effectivement une tolérance supérieure de l'augmentation de population dans certaines provinces : globalement dans les vallées, en particulier celles du Tarija (Mendez, Avilez), ainsi qu'au sud de La Paz (Murillo, Aroma, Loayza). Toutefois, quelles que soient les disparités observées, les niveaux d'accroissement impliquent partout un mouvement d'émigration important, si l'on considère comme point de repère de l'accroissement naturel, le taux national situé dans

⁵⁷ Le cas de Quillacollo fait figure d'exception : le nombre d'habitants des localités de moins de 5.000 habitants par Km² a doublé entre 1950 et 2001, atteignant une densité de 119 individus par Km². Une telle concentration est unique en Bolivie et participe probablement des ambiguïtés d'un recensement dont l'enjeu est la dotation fiscale des municipios ; la proximité de ces campagnes avec la capitale régionale est propice aux doubles comptes et à la surévaluation de la population habituellement résidente.

CARTE II-3 L'évolution de la population rurale occidentale (planche cartographique).



une fourchette de 2,2% à 2,7% [voir II-A-1]. Ainsi, les taux d'accroissement négatifs désignent les provinces les plus touchées par l'émigration : Camacho sur la rive Nord du Titicaca, certaines provinces du bassin de Cochabamba⁵⁸, l'*altiplano* Sud (Nor Chichas, Sud Chichas), Bustillos et Pacajes. En volume, les grands bassins d'expulsion sont susceptibles de correspondre tout simplement aux provinces les plus peuplées en 1950, qui apparaissent clairement avec la répartition du pourcentage de la population rurale totale [CARTE R2]. La conjonction de ces deux paramètres désigne tout particulièrement le pays des Chichas au Sud du Potosi.

b - Le déclin de la ville altiplanique.

On se reportera aux cartes 15, 16 et 17 de l'atlas pour observer l'implantation des nouvelles localités urbaines et la primauté des capitales départementales.

- **La crise des bassins miniers** - Le dynamisme de la mine d'étain engendre la formation d'un sous-système urbain régional polarisé par Oruro. Entre 1950 et 1976, le complexe Llallagua-Siglo XX-Catavi (41.000 habitants en 1976), Huanuni (17.000 habitants) et Uncia (7.000 habitants) connaissent une phase d'expansion soutenue. L'effondrement des cours de l'étain et notamment la politique d'incitation au départ des mineurs de la Comibol, la « relocalisation » (1986-1987) [voir chapitre 1-II-A-3], ont des conséquences directes sur l'urbanisation de la région andine, décelables dès 1992. D'une part, on constate un ralentissement général de la croissance des villes minières, et en certains points un dépeuplement : Huanuni (OR), Llallagua-SigloXX-Catavi (PT) ou Colquiri (LP). D'autre part, l'hypothèse selon laquelle ces évènements influent sur la croissance démographique des centres régionaux proches des bassins miniers trouve une confirmation possible dans le dynamisme des villes du Sud : les taux d'accroissement de Tupiza, Villazon (PT), Tarija et Sucre dépassent 4% entre 1976 et 1992. Le dernier recensement révèle le prolongement de ces effets avec un impact puissant sur les capitales altiplaniques dont le rythme d'accroissement (Potosi 1,9% et Oruro 1,1%) est nettement en dessous de la moyenne nationale. La cartographie des variations entre 1992 et 2001 montre clairement la déprime de toutes les localités urbaines des départements d'Oruro et du Potosi.

- **Le dynamisme des vallées** - Hormis la période d'essor des villes du bassin stannifère d'Oruro, le rythme de l'urbanisation altiplanique est en constant décalage avec le reste du pays, même au sein de la zone andine où les capitales des vallées se développent plus rapidement. La croissance démographique de Cochabamba, Sucre et Tarija est à relier au mouvement migratoire des villes et des campagnes des départements limitrophes. Ainsi, l'écart de gabarit se resserre entre l'agglomération de Cochabamba et celle de La Paz (la différence entre la variation nette 1992-2001 des deux aires métropolitaines n'est que de 100.000 individus, voir TAB II-4). En 2001, la population de Tarija dépasse celle de Potosi et moins de 10.000 habitants séparent désormais Sucre d'Oruro. La différenciation des rythmes de croissance est en train de reconfigurer la hiérarchie urbaine du système andin.

⁵⁸ L'effet de reclassification joue certainement dans le cas de la région de Cochabamba, dont l'agglomération pénètre les vallées et intègre progressivement les zones de haute densité rurale.

- **L'expansion des banlieues** - La croissance des aires métropolitaines s'accompagne d'une différenciation des taux d'accroissement du centre et de la périphérie. Le phénomène est particulièrement lisible dans le cas de Cochabamba : le croît de la ville-centre baisse d'intensité (4,6% entre 1976 et 1992 ; 2,5% entre 1992 et 2001) ; tandis que Quillacollo (8,5% entre 1976 et 1992), Sacaba (12,7% entre 1976 et 1992, 10,6% entre 1992 et 2001) et maintenant les localités de Tiquipaya et Colqapirhua, concentrent progressivement la croissance de l'agglomération. C'est aussi ce que l'on constate dans le cas de l'aire métropolitaine de La Paz, en distinguant La Paz et El Alto : la population de la commune historique a augmenté de 75.000 habitants entre 1992 et 2001, alors que celle d'El Alto s'est accrue de 240.000 habitants, cette dernière concentre donc les trois quarts de l'accroissement de l'aire métropolitaine. A ces différences de rythmes correspondent d'ailleurs des structures démographiques contrastées, à cause de l'impact du facteur migratoire.

Ainsi, hormis le phénomène d'essor passager des bassins stannifères, on assiste depuis cinquante ans à la reproduction d'un modèle d'occupation de l'espace où la densité plafonne dans les principales régions agricoles, sans émergence de centres nouveaux. Les capitales départementales accaparent la concentration urbaine qui se répercute diversement sur la dynamique démographique des campagnes environnantes. Globalement, à la progression du peuplement dans les vallées du Nord (Cochabamba), du Centre (Sucre) et du Sud (Tarija), s'opposent le dynamisme monovalent de l'*altiplano*, autour de La Paz, et la décroissance de la population au Sud (pays des Cinti) ou au Nord (lac Titicaca).

Photo II-6 La place de Tarata (département du Cochabamba).



Tarata (province E. Arce), un bourg rural dans les vallées de Cochabamba, dont la population apparaît stationnaire depuis le recensement de 1950, autour de 3.000 habitants. Pourtant, au début du siècle la localité était un centre important (15.000 habitants en 1900). Un scénario de concentration pourrait se produire d'ici peu avec l'extension de l'aire métropolitaine de Cochabamba.

2 - Les zones de colonisation, terreau de la diversification du semis urbain.

La relance du processus de colonisation à partir des années 40 aboutit à une modification sensible de la distribution spatiale de la population. Les nouvelles campagnes⁵⁹ se forment essentiellement dans les régions où la conquête pionnière est programmée, c'est à dire les *yungas* de La Paz, le piémont amazonien et le bassin de Santa Cruz, mais d'autres sites connaissent des changements significatifs [a]. Par ailleurs, l'évolution du peuplement rural s'accompagne dans l'ensemble de l'espace oriental, d'un processus d'urbanisation plus ou moins dynamique et hiérarchisé selon les régions [b].

a - La formation de nouvelles campagnes balisée par la colonisation « programmée ».

La cartographie statistique de la population rurale [atlas Bolivie CARTES II-10, 11, 12, 13, 14 ;ci-dessous CARTE II-4] souligne la prééminence de trois bassins : la région intégrée de Santa Cruz⁶⁰, les *yungas* du Nord (provinces Sud Yungas, Nor Yungas, Caranavi), et la plaine du Chaparé (provinces du Chaparé, Carrasco et Tiraque). Ce sont les régions mêmes où s'est concentré l'investissement public en termes d'équipement routier, de programmes de colonisation agricole [voir chapitre 1-II-A-2] ou de financement de l'agro-business [voir chapitre 1-II-B-1]. On peut par ailleurs rattacher le dynamisme de l'agrégat provincial Guarayos-Ñuflo de Chavez⁶¹ à l'aire de développement des campagnes de la région de Santa Cruz. Ainsi, l'ensemble de toutes ces provinces rassemblait 9% de la population rurale nationale en 1950 et 21% en 2001.

- La « région intégrée » qui s'étend dans les plaines de Santa Cruz, connaît une croissance continue depuis le désenclavement de la capitale départementale (années 40). D'une part, un modèle d'expansion centrifuge projette l'aire de colonisation vers le nord, suivant la route de Trinidad (*municipios* de San Julian, San Ramon, San Javier, El Puente) ; et vers l'est (San Ramon, Pailon), en direction du Brésil. D'autre part, le peuplement se densifie autour du noyau que constituent Warnes et la province-capitale (Andres Ibañez) ; la carte des densités municipales en donne une idée assez précise. Les taux de variation de la population rurale renseignent sur la chronologie du processus [ci-dessous CARTE II-2] : la période 1950-1976 est celle du « décollage » de la zone centrale, 1976-1992 correspond à l'accélération de la croissance du secteur Nord et

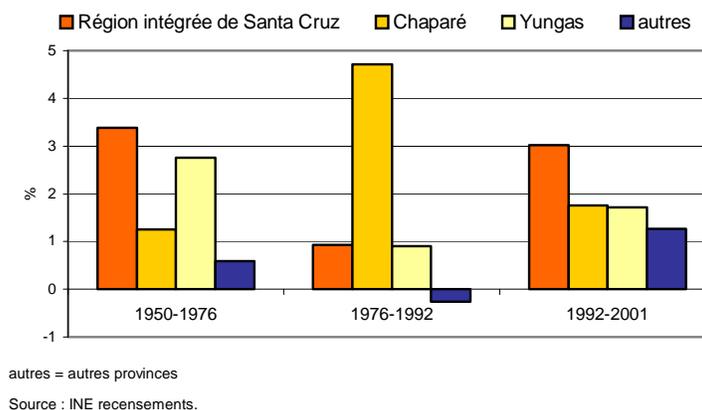
⁵⁹ Noter ici que certaines régions de colonisation se situent dans des provinces ayant prise sur des zones hautes et basses. De fait, les effectifs provinciaux amalgament des phénomènes de peuplement distincts, les indicateurs sont donc à interpréter en tendance. L'agrégat Carrasco-Tiraque associé avec la province du Chaparé renvoie au dynamisme des *yungas* du Sud mais comprend aussi des zones de vallées tempérées densément peuplées ; de même au niveau des *yungas du Nord*, conformés par tout ou partie des provinces Inquisivi, Sud-Yungas, Nor Yungas-Caranavi, Larecaja, Muñecas, Saavedra, F. Tamayo.

⁶⁰ Selon ILIS (1990), *Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda colonial a la empresa modernizada (1559 a 1985)*, p. 217 : « Etudier la modernisation à Santa Cruz, c'est se référer à la région (ou aire) intégrée. Bien que sa détermination spatiale ne soit pas uniformément acceptée, le critère de 'région intégrée' paraît valide. Ainsi, du moins, a-t-il été considéré par diverses institutions crucéniennes de planification. Dans ce travail, la région comprend cinq des treize provinces crucéniennes (Andres Ibañez, Warnes, Santiestevan, Sara et Ichilo) qui en 8,3% du territoire concentrent 75% de la population totale... ».

⁶¹ NB : la zone Sud-est de cet agrégat de provinces (pour cause d'ajustement) concentre l'essentiel de la population. Il s'agit principalement d'une extension de la croissance centrifuge de la région intégrée, comme on peut mieux l'observer sur la carte des densités par *municipio* et pas à proprement parler d'un phénomène propre à la Chiquitanie, qui serait la région du massif de la Chiquitanie, plus à l'est.

1992-2001 désigne clairement l'expansion vers l'Est. La région intégrée présente le front mobile le plus évident, occupe l'espace le plus étendu et comprend la population la plus large (250.000 ruraux sans Guarayos-Ñuflo de Chavez).

FIG II-12 Taux de variation annuel moyen des principales régions de colonisation, de 1950 à 2001.



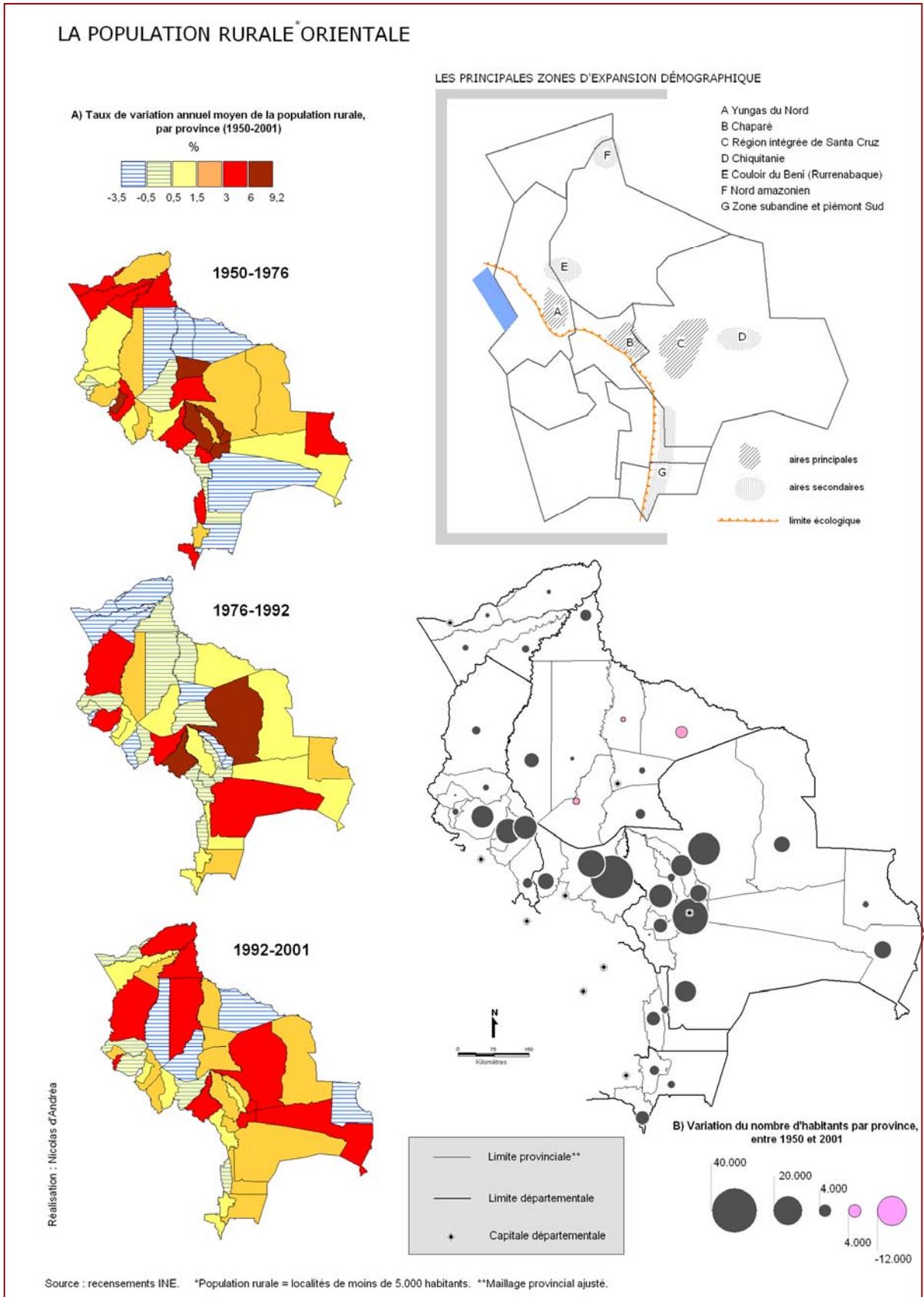
- Les *yungas du Nord*, des vallées chaudes naissant sur le versant oriental de la Cordillère royale, à moins de 100 kilomètres de La Paz, sont « les tropiques boliviens les plus anciennement colonisés »⁶². Le centre de cette région (provinces Sud Yungas, Nor Yungas-Caranavi) représente 2% de la population rurale nationale en 1950, soit 45.000 habitants⁶³ ; en 2001, l'effectif atteint 125.000 habitants (4% du total rural). La densification du peuplement a notamment été stimulée par le programme de colonisation de l'Alto Beni, d'où l'accélération de la croissance entre 1950 et 1976. Le ralentissement postérieur traduit peut-être le déplacement de la frontière vers d'autres zones : vers l'est, dans les vallées humides de la province d'Inquisivi (Cajuata, Licoma Pampa) ; éventuellement vers l'ouest, dans les provinces Larecaja et Saavedra où se signalent de fortes densités municipales. La création de la province du Caranavi en 1993, détachée du Nor Yungas, témoigne de la reconnaissance politico-administrative de ce processus de territorialisation. Le découpage actuel n'est toutefois pas adapté à l'évaluation correcte de la population de ces campagnes tropicales anciennement ou récemment occupées et en cours de colonisation : sur la base du maillage municipal, 150.000 habitants en 2001 constitueraient une estimation minimale.
- La région du Chaparé n'a pas de contours clairement définis, une référence est celle de l'OEA⁶⁴ qui la circonscrit dans un triangle limité à l'Ouest par la rivière Secure, à l'Est par l'Ichilo et au Sud par le piémont. C'est sur ce segment du piémont amazonien que se concentre l'habitat, bien qu'un processus d'occupation de l'intérieur des plaines soit aussi engagé. La colonisation a été facilitée par la construction de la route Santa

⁶² J.-P. Deler (1991) *op. cit.*, p. 305.

⁶³ L'évaluation de la population des Yungas est particulièrement biaisée, l'étagement écologique est complexe et les provinces fort hétérogènes. L'effet de distorsion est principalement imputable au peuplement (assez dense) de la zone sèche des provinces d'Inquisivi, Larecaja et Sud Yungas.

⁶⁴ OEA (1975), Proyecto Chaparé – Propuesta de estudio para el desarrollo integrado.

CARTE II-3 L'évolution de la population rurale occidentale (planche cartographique).



Cruz-Cochabamba dans les années 40, puis la dynamique s'est accélérée à partir des années 50 et les programmes de colonisation de la période 1965-1975 ont intensifié le mouvement, principalement dans la province du Carrasco (zones de Chimoré et Ivirgarzama). Or, la culture de la coca jusqu'alors réservée à un usage traditionnel et principalement implantée dans les *yungas* de La Paz, connaît un essor phénoménal : le Chaparé devient un centre de la production⁶⁵ de coca et d'élaboration du sulfate de cocaïne, à l'échelle mondiale. Le « boom de la coca » conduit à un essor démographique sans précédent, culminant entre 1986 et 1989 selon G. Cortes⁶⁶ ; d'où l'élévation du taux de variation pour la période 1976-1992. La politique d'éradication de la coca illicite conduit à une réversibilité des flux migratoires qui transparait dans l'évolution du rythme d'accroissement entre 1992 et 2001. L'agrégat provincial représente une population rurale de 240.000 individus en 2001, mais les trois principaux *municipios* du Chaparé (Chimoré, Villa Tunari, Puerto Villaroel) ne totalisent que 100.000 habitants, auxquels il faudrait ajouter les secteurs tropicaux de Tiraque et Pojo pour obtenir une estimation de la masse démographique.

Outre ces trois espaces majeurs dans l'expansion du mouvement de colonisation, il faut noter l'existence de régions d'importance secondaire. Dans ces dernières, même si l'accroissement de la population rurale a été moins intense, il témoigne d'une dynamique significative à l'échelle nationale.

- Au Sud, une vaste région écologique relativement homogène est formée par le massif subandin ; les vallées chaudes et le piémont chaqueño qui s'étendent dans les provinces de Cordillera (SC), Luis Calvo, Hernan Siles (CH), Gran Chaco, Entre Rios et Arce (TJ) concentrent l'essentiel d'une population agrégée de 130.000 habitants ruraux en 1950 et 200.000 en 2001 (environ 6% de la population rurale nationale). Apparemment peu dynamique, cet espace est en réalité soumis à une intense redistribution du peuplement : d'une part, à cause des transferts de population des vallées tempérées vers les milieux humides et de la plaine du Chaco vers le piémont ; d'autre part, du fait d'un processus de concentration urbaine avancé stimulant l'adaptation des systèmes agraires. Cet espace a notamment connu la formation d'une frange pionnière dans les années 50, située à la frontière de l'Argentine dans le « triangle » de Bermejo (province Arce 13.000 habitants en 1950, 33.000 en 2001). L'incitation à la colonisation était alors basée sur le développement d'une industrie sucrière, sur le déclin depuis le milieu des années 80 et qui ne soutient plus activement l'avancée de la frontière [voir chapitre 4-I-A-1]. Les autres dynamiques de peuplement rural résultent plutôt d'un phénomène de reclassement⁶⁷ du piémont, entre formation de campagnes maraîchères autour des villes (Camiri, Villa Montes, Yacuiba) et expériences de développement des cultures agro-industrielles.

⁶⁵ D'après A. Labrousse (1990), *L'économie de la drogue en Bolivie*, Revue internationale du travail 129/3, p. 367 : « Lorsque, à partir de 1974, les cours mondiaux du coton commencèrent à stagner tandis que s'élevaient ceux des machines nécessaires à sa transformation, une partie de la bourgeoisie rurale du département de Santa Cruz préféra consacrer les subsides de l'Etat à planter du coca et, surtout, à acheter les produits nécessaires à l'élaboration du sulfate de cocaïne que l'on appelle les 'précurseurs'... ».

⁶⁶ G. Cortes (1995), La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines, p. 175.

⁶⁷ La Plaine du Chaco est traditionnellement un espace d'élevage bovin extensif et les vallées subandines qui comportent des terrasses étroites cultivées, sont aussi un territoire de transhumance pour les éleveurs des vallées hautes.

- Plus à l'est, la Chiquitanie correspond au quadrant nord-oriental du Santa Cruz (provinces Ñuflo de Chavez, Velasco, Sandoval et la partie Nord de Chiquitos). Il s'agit d'une région surélevée (entre 300 et 1.200 mètres), zone de transition climatique entre la forêt amazonienne et la plaine du Chaco. Il est délicat d'en mesurer l'accroissement démographique depuis 1950, compte tenu du gabarit des provinces, Ñuflo de Chavez et Chiquitos empiétant notamment sur la région intégrée de Santa Cruz. Les densités municipales révèlent une concentration du peuplement rural à San Rafaël, San Miguel et San Antonio.
- En aval des Yungas de La Paz, de part et d'autre du *Rio Beni*, les provinces Jose Ballivian (BN) et Iturralde connaissent un certain dynamisme. Les densités municipales désignent Buenaventura, Rurrenabaque et San Borja comme noyaux de peuplement
- Enfin au Nord, se détache la région amazonienne productrice de caoutchouc et de noix du Brésil (département du Pando et province Vaca Diez du Beni), polarisée par Guayaramerin sur la rive Ouest du Rio Mamoré, Riberalta sur la rive Est du *Rio Beni* et Cobija non loin de l'Acre. La zone est encore très peu densément habitée (28.000 ruraux en 1950, 50.000 en 2001) mais les indicateurs de variation de la population rurale suggèrent la mobilité des franges pionnières, en particulier dans la province Vaca Diez.

b - La pluralité des modèles d'urbanisation.

En 1950, l'armature urbaine orientale se limite à deux capitales départementales (Santa Cruz et Trinidad), un centre traditionnel dans les vallées subandines du Santa Cruz (Vallegrande), et une ville-frontière émergente (Yacuiba), sur le piémont du Chaco. En un demi-siècle, le semis s'est considérablement diversifié, à la diversité des campagnes se juxtapose celle des modèles d'urbanisation [CARTES 15, 16, 17].

- Le recensement de 1976 révèle trois phénomènes majeurs : tout d'abord, la croissance phénoménale de Santa Cruz s'accompagne d'une urbanisation des zones de colonisation dans un rayon de 80 kilomètres au nord de la capitale (Montero, Mineros, Portachuelo) ; ensuite, une armature urbaine se constitue dans la zone subandine méridionale avec Camiri (SC), Bermejo et Villa Montes (TJ) en plus de Yacuiba ; enfin dans le Nord amazonien (province Vaca Diez, Beni), les ports fluviaux de Riberalta et Guayaramerin ont franchi le seuil des 5.000 habitants.
- Le recensement de 1992 signale une accélération de la formation de nouvelles localités urbaines que l'on peut classer selon trois types de localisation. 1) Une urbanisation sporadique dilate les sous-systèmes régionaux existants : Cobija dans le Nord amazonien, Monteagudo dans le Sud subandin, San Borja et Ascención de Guarayos de part et d'autre de la grande plaine du Beni, Caranavi dans les Yungas et Yapacani sur le piémont amazonien. 2) Une urbanisation concentrée se manifeste à la périphérie de Santa Cruz (Warnes, El Torno, La Guardia, Cotoca). 3) Une urbanisation régionalisée se développe dans la partie orientale du Santa Cruz, du massif de la *Chiquitanía* (San José de Chiquitos, San Ignacio de Velasco) à la frontière brésilienne (Puerto Quijarro, Puerto Suarez).
- En 2001, la diversification du semis urbain tend à se régionaliser davantage. On constate une maturation du peuplement dans les zones de colonisation les plus dynamiques (Ivirgarzama dans le Chaparé,

Santa Fé de Yapacani au Nord-Ouest de Santa Cruz, San Julian et Pailon à l'Est), tandis que les principaux bourgs ruraux du Beni (Reyes, Rurrenabaque, Magdalena, San Ignacio) et de la Chiquitanie (Concepción, San Javier et San Matias) ont passé le seuil des 5.000 habitants. Par ailleurs, la formation de nouvelles villes continue dans la périphérie de Santa Cruz, avec la croissance d'El Carmen, La Belgica et Fernandez Alonzo.

On peut finalement observer que le semis urbain oriental s'est développé dans six grandes zones, la spécificité de chaque processus d'urbanisation résultant d'une combinaison entre l'émergence de nouvelles localités urbaines et la croissance des unités existantes. Le semis des bourgs [CARTE II-18] permet d'étayer le diagnostic dans un sens prospectif.

- 1) Les **plaines de Santa Cruz** ont été le théâtre d'une transformation spectaculaire durant toute la période observée. Quels que soient le rang et la période intercensitaire, la croissance démographique des villes de la région se caractérise par un rythme très rapide (plus de 4% par an). L'expansion de la frontière agricole a permis l'essaimage de colonies dont les habitants se regroupent progressivement, générant de nouvelles concentrations urbaines⁶⁸ de moins de 20.000 habitants ; la population de Warnes, l'un des centres traditionnels de la région, n'excède pas non plus cette limite. Seule s'est rapidement détachée la ville industrielle de Montero⁶⁹, l'unique ville de taille moyenne (80.000 habitants en 2001). Au-delà, Santa Cruz constitue un pôle macrocéphale bridant probablement la croissance des autres localités. L'accumulation de bourgs naissants dans la région intégrée laisse toutefois entrevoir la future densification du réseau de villes.
- 2) On n'assiste à la formation de localités urbaines dans les **jungas** et sur le **piémont central** (Chaparé, région de Yapacani), que depuis le début des années 90. Si le semis des bourgs suggère la poursuite éventuelle du processus dans le Cochabamba (Entre Rios, Chimoré, Shinaota) ou le Santa Cruz (San Juan de Yapacani, San Carlos, Buenavista), l'urbanisation dans le secteur pacénien semble devoir se limiter à la croissance de Caranavi (12.000 habitants en 2001). Il est vrai que les situations géographiques diffèrent : les colonies du Chaparé et de Yapacani se trouvent sur le principal axe de communication du pays, tandis que celle des *jungas* de La Paz débouchent sur un arrière-pays amazonien faiblement peuplé et intégré.
- 3) L'urbanisation de la partie centrale de la **plaine du Beni** s'inscrit principalement dans le département du même nom. Cinq centres (de 6.000 à 20.000 habitants en 2001) se sont progressivement constitués, d'autant plus éloignés les uns des autres et de la capitale, que la saison des pluies décuple les distances sur les pistes amazoniennes. La croissance rapide de ces localités semble davantage liée à l'exode rural local qu'au dynamisme de la colonisation. La province José Ballivian qui concentre trois petites villes semble toutefois connaître un

⁶⁸ C. A Soria Martinez (1996), *Colonización en Santa Cruz, esperanzas y realidades*, p. 96 : « A mesure que le réseau routier intègre les communautés et les met en communication avec les centres de poids commercial supérieur, surgissent à l'intérieur de la colonie des centres intermédiaires. Ce processus est commun à toutes les colonies ».

développement particulier et pourrait bien être le lieu d'apparition de la prochaine localité urbaine (Santa Rosa, 4.000 habitants en 2001). Trinidad reste une ville moyenne (75.000 habitants en 2001) dont le rythme d'accroissement (3% par an entre 1992 et 2001) n'implique pas un effet de polarisation prépondérant.

- 4) La **Chiquitanie** présente un modèle d'urbanisation comparable, au niveau de la taille des localités (hormis l'absence de capitale) et de leur dispersion spatiale. Le revêtement de la route à Corumba est toutefois en train de modifier cette donnée. On observe pour l'heure d'après les recensements, la formation de deux groupes aux dynamiques contrastées. Côté Sud, sur l'axe routier et ferroviaire Santa Cruz-Corumba, la croissance des petites villes s'est ralentie voire inversée (San Jose, Roboré et Puerto Suarez) ; un phénomène probablement lié à l'essor de Puerto Quijarro sur la frontière brésilienne (croît annuel de 4% entre 1992 et 2001, 9.031 habitants en 2001), dont l'économie est dynamisée par des grands aménagements transfrontaliers (gazoduc, thermoélectricité). Côté Nord, les localités continuent de croître rapidement, de nouveaux centres intermédiaires sont apparus dans la province du Velasco en 2001 (San Javier, Concepción), et certains bourgs pourraient se convertir en localités urbaines prochainement (San Ramon, San Miguel de Velasco).
- 5) Le **Sud subandin** et le **piémont du Chaco** ont connu un processus d'urbanisation relativement précoce puisqu'en 1976, l'essentiel du semis urbain était formé. Hormis l'inclusion de Monteagudo en 1992, l'armature est figée et ne semble pas devoir s'étendre, compte tenu de la dynamique de croissance des bourgs actuels, hormis peut-être le cas de Carapari (TJ). Cet ensemble urbain se distingue par la croissance ultra-rapide de Yacuiba, ville moyenne de 65.000 habitants. La dynamique démographique de l'ensemble est en partie liée à l'exploitation du pétrole et du gaz, qui explique pour le moins l'essor et le dépeuplement de Camiri. Les taux d'accroissement témoignent de dynamiques hétérogènes, influencées par la proximité de l'Argentine.
- 6) L'urbanisation du **Nord amazonien** montre des structures similaires : une armature figée sans perspective d'extension, la présence d'une ville moyenne (Riberalta, 65.000 habitants en 2001) et l'influence de la frontière brésilienne. L'accroissement démographique est très rapide depuis 1976, en particulier dans le cas de Cobija, la capitale du Pando, qui comble son « sous-développement » à un rythme extrême (6,6% par an entre 1976 et 1992, 8,4% entre 1992 et 2001).

⁶⁹ Voir en français, les actes du colloque « Environnement et villes intermédiaires », Genève 20-24 novembre 1995, où figurent des articles sur la ville de Montero.

* * *

L'observation séparée des dynamiques spatiales révélées par la cartographie statistique a permis la mise en évidence de différenciations internes, au sein de chaque grande région.

- Dans l'espace occidental, une grande partie des provinces ont en commun d'avoir connu une phase de dépopulation entre 1976 et 1992, suivie d'une reprise entre 1992 et 2001. Finalement la population des campagnes a très faiblement augmenté dans le laps d'un demi-siècle marqué par la transition démographique. Cette quasi-stationnarité dissimule un phénomène d'homogénéisation des densités synonyme de redistribution de la répartition. Parallèlement, le semis urbain s'est peu diversifié et l'on observe une concentration croissante de la population urbaine dans les capitales départementales. Celles-ci se localisent généralement au cœur d'un terroir privilégié, un pays associé à de fortes densités rurales. Hormis le phénomène des villes de banlieue dans l'agglomération de Cochabamba ou de La Paz, l'émergence de centres intermédiaires est peu fréquente et exclusivement liée à la mine (carrefours ferroviaires, villes minières), une structure caractéristique des départements altiplaniques. Enfin, quel que soit le milieu d'habitat, nos indicateurs tendent à montrer le déclin de l'*altiplano* en comparaison des régions de vallées. Une tendance faisant écho aux perturbations de l'activité minière, au changement d'axe des échanges internationaux et qui signale la transition vers une dimension inédite de l'axe Cochabamba-Sucre-Tarija.

- Le changement est plus tranché dans l'espace oriental, où certaines provinces amazoniennes se dépeuplent (Beni, Pando), alors que dans le Chaparé (CB), l'Alto Beni (LP) et les plaines de Santa Cruz, ont émergé de nouveaux foyers majeurs du peuplement rural. Contrairement aux campagnes sèches, la ville naît du milieu rural, d'où la formation d'un maillage de subrégions polarisées et la hiérarchisation du semis des villes. Les modèles d'urbanisation diffèrent sensiblement selon les régions et l'on constate l'ambivalence de la liaison entre dynamisme démographique de la population rurale et croissance urbaine⁷⁰ : les fortes densités des *yungas* de La Paz et du Chaparé tardent à former des unités urbaines, alors que la croissance des bourgs du Beni accentue le vidage des campagnes. Le semis des bourgs et des villes est figé dans certaines régions (le Nord amazonien, le Sud subandin), tandis qu'ailleurs le nombre des concentrations semble devoir progresser. Bien qu'en cinquante ans la diversification du semis soit assez diffuse, le primat de la région intégrée de Santa Cruz ne cesse de s'affirmer : grâce à la polarisation de la capitale, à la densification du réseau métropolitain, ainsi qu'à un mouvement d'urbanisation centrifuge nourri par l'avancée et la consolidation des zones de colonisation.

⁷⁰ Par exemple, la corrélation est faible si l'on calcule le coefficient de Pearson pour la liaison entre variation du taux d'urbanisation et taux de variation annuel moyen de la population rurale entre 1950 et 2001 (0,15).

B - Effets d'interface écologique, effets de frontière internationale.

L'analyse indépendante des deux grands ensembles nous a confiné au repérage de tendances localisées, sans référence à la liaison physique entre les unités spatiales ; notamment, du semis au réseau des villes, existe un pas que nous ne pouvions franchir. Les « régions » auxquelles nous faisons allusion étaient donc désignées vaguement, par rapport à un référent physique. Cependant, les discontinuités naturelles ne sont pas strictement disjonctives et l'articulation entre les étages écologiques est fréquemment la règle. On peut ainsi faire l'hypothèse de conformations régionales signalées par une armature urbaine et des voies de communication, reliant des milieux plus ou moins hétérogènes. Deux logiques de structuration régionale se dégagent alors du processus de redistribution du peuplement. D'une part, une concentration prééminente se réalise dans la reproduction d'un effet d'interface entre les principales zones de colonisation et les bassins agricoles traditionnels, polarisés par les trois métropoles du pays. D'autre part, un effet de frontière significatif se manifeste par le phénomène d'urbanisation des périphéries limitrophes de l'Argentine ou du Brésil. Ainsi, nous essaierons tout d'abord d'appréhender schématiquement les trois configurations régionales déterminées par l'effet d'interface agro-écologique [1]. Nous examinerons ensuite la sélectivité géographique de l'effet de frontière internationale [2], ce qui nous conduira enfin à remarquer le dynamisme spécifique du Sud [3].

1 - Le primat des grandes villes de contact.

Le constat de la primauté d'un axe central du peuplement constitué des trois grandes villes du pays et de leurs campagnes peut être enrichi par l'idée d'une structure ternaire commune. Qu'il s'agisse de La Paz, Cochabamba ou Santa Cruz, on trouve à l'origine de la croissance de la capitale (le lieu central, premier élément), la densité de peuplement d'un pays agricole et l'extension d'une aire d'influence sur des subrégions diverses, pourvues ou pas d'un centre urbain intermédiaire (les campagnes traditionnelles, deuxième élément). Avec le mouvement de colonisation de la seconde moitié du XXe siècle, à cet espace traditionnel s'agrègent des campagnes « nouvelles » (troisième élément), élargissant l'aire d'influence des capitales. Cette structure régionale ternaire peut se lire dans le modèle de la configuration de l'espace régional de Cochabamba élaboré par Laserna et réadapté par Cortès⁷¹ [FIG II-16]. Dans son enveloppe de base, la région est définie par un ensemble associant des sphères d'échange commercial en interaction forte : d'un côté, l'espace traditionnel avec ses vallées (sphères de Cliza et Punata) et Cochabamba en lieu central, qui constituent un « noyau régional intégré » ; de l'autre côté, un front pionnier situé dans la plaine du Chaparé (sphère de Villa Tunari), qualifié de « zone d'expansion commerciale ». Une seconde enveloppe étend l'aire rurale traditionnelle vers le Sud, les sphères d'échanges de Mizque et Aiquile conformant une

⁷¹ R. Laserna (1983), Espacio y sociedad regional. Constitución y desarrollo del mercado interno en Cochabamba.

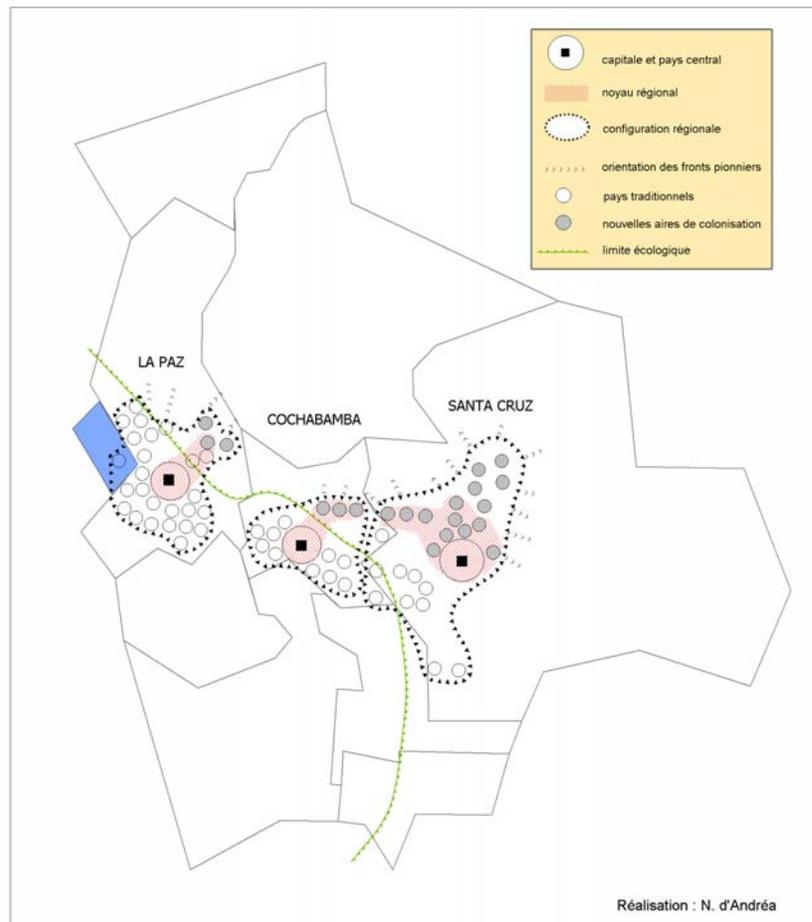
« subrégion semi-autonome articulée », et vers l'Ouest, avec une « subrégion semi-autonome désarticulée » (sphère de Quillacollo). Le modèle serait encore à modifier, compte tenu de la réorganisation permanente des échanges, mais constitue un antécédent solide pour la description des configurations régionales polarisées par les métropoles boliviennes. Pour renforcer la perspective, on peut ainsi proposer une interprétation des cas de La Paz et Santa Cruz, en raisonnant par hypothèse.

D'après les informations historiques rassemblées au cours de notre recherche, il est permis de supposer que le « noyau régional intégré » englobe de part et d'autre plusieurs sphères d'échange : pour La Paz, le milieu des vallées hautes, les campagnes de l'*altiplano* environnant la capitale et la partie des *yungas* anciennement colonisée ; pour Santa Cruz, cet espace correspondrait au cœur de la région intégrée, signalé par les hautes densités des provinces Warnes et Andres Ibañez en 1950, et peut-être aux campagnes andines et subandines polarisées par Vallegrande. La « zone d'expansion commerciale » s'identifie mieux dans le cas pacénien, où s'impose la sphère de Caranavi, tandis que le développement tous azimuts des fronts pionniers crucéniens reliés par un réseau viaire de qualité, multiplie les sphères d'échange pertinentes dans un rayon de 300 Km autour de la capitale. Dans quelle mesure sont-elles plutôt « intégrées », « autonomes » ou « articulées » ? Définir la limite entre l'enveloppe de base et l'enveloppe élargie aux subrégions impliquerait en soi une recherche spécifique, de même que le modèle de Cochabamba repose sur la configuration spatiale des foires commerciales et la direction des flux de marchandises. Dans le cas de La Paz, l'espace à questionner inclut les diverses subrégions du lac Titicaca, de l'*altiplano* central ou des vallées fermées qui gravitent autour de la capitale ; dans le cas de Santa Cruz, l'absence d'influence concurrente au nord, au sud et à l'est de la capitale, projette potentiellement la région au-delà de ses limites départementales (les régions orientales du Cochabamba, du Chuquisaca et du Tarija, ainsi qu'une partie du Beni).

Sur le fond, ce n'est toutefois pas tant la définition des enveloppes régionales qui retient ici notre attention, mais la caractéristique fonctionnelle et les interactions des espaces englobés. On conçoit bien dans les trois cas systématiquement, le positionnement des capitales en interface des milieux d'habitat - traditionnel et de colonisation récente -, qui réalise une articulation entre campagnes andines et milieux tropicaux [d'où les configurations régionales hypothétiques schématisées ci-dessous, FIG II-13]. La « ville de contact »⁷² n'est-elle pas un ressort fondamental de la concentration démographique identifiée par la notion d'axe central ? Les travaux de G. Cortès contribuent à expliquer les mécanismes de complémentarité entre les terroirs et l'on perçoit à travers les pratiques familiales de l'espace, l'un des moteurs de la différenciation démo-spatiale. C'est parce que la paysannerie traditionnelle des vallées s'insère dans le mouvement de colonisation qu'elle peut mieux se reproduire. C'est probablement aussi parce que les trois villes de l'axe sont le marché de référence des principales zones de colonisation qu'elles atteignent une telle dimension démographique. Les régions ne bénéficiant pas de ce moteur économique sont plus défavorisées, comme celles d'Oruro ou de Potosi, typiquement.

⁷² Selon R. Brunet, R. Ferras, H. Théry (1993), *op. cit.*, p.124 : « On nomme en géographie ville de contact, lieu de contact, ligne de contact, les lieux qui permettent la communication entre deux espaces différents. »

FIG II-13 Une hypothèse de configuration régionale des interfaces Orient-Occident : croquis de synthèse.



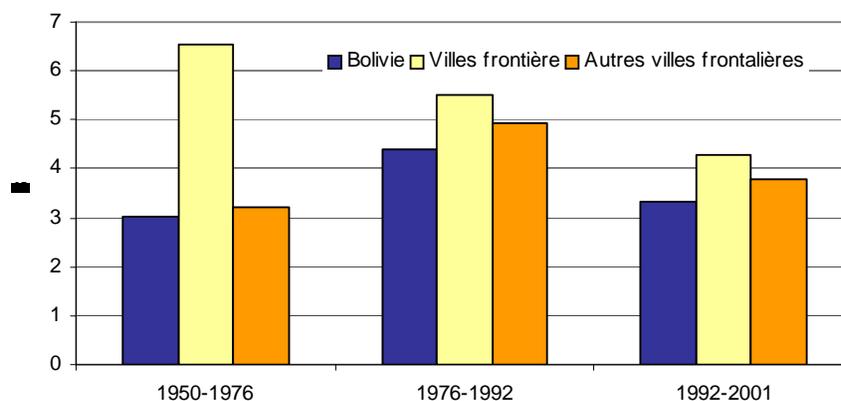
2 - La sélectivité géographique de l'urbanisation en zone frontalière.

En dehors des dynamiques métropolitaines et des principales zones de colonisation qui leurs sont associées, les cartes suggèrent une seconde logique de structuration régionale : l'essor des périphéries frontalières. H. Rivière d'Arc avait signalé en 1979 la formation de régionalismes dans les zones frontalières, plus ou moins indépendamment des politiques et aménagements ponctuels : « Si la frontière agricole a effectivement avancé vers l'est au cours des vingt dernières années, elle s'est fixée dans la zone la plus accessible du département de Santa Cruz... L'élevage a gagné une grande partie du Beni sous une forme extrêmement extensive... Par contre, des formes d'économie en partie traditionnelles et en partie nouvelles, sont apparues ou se sont développées en fonction de la présence de la frontière. »⁷³; l'auteur donnant les exemples de Cobija (PD), Guayaramerin (BN), San Ignacio de Velasco et San Matias (SC) en référence à un processus « d'aménagement spontané ». Vingt ans plus tard, on a la confirmation d'un certain degré

⁷³ H. Rivière d'Arc (1979), *Espace national et périphéries frontalières en Bolivie*, Problèmes d'Amérique Latine, p. 117.

d'organisation territoriale de ces périphéries avec l'émergence ou la consolidation de systèmes urbains aux frontières du Brésil et de l'Argentine.

FIG II-14 Bolivie - Taux de variation annuel moyen des localités urbaines (5.000 habitants et plus) situées en zone frontalière, de 1950 à 2001.



Source : INE, recensements.

Pour l'analyser, on distinguera les « villes-frontière » à proprement parler, qui se trouvent contre la limite internationale⁷⁴, des autres localités urbaines de la région frontalière, « villes frontalières » dont le classement est moins évident. En effet, comment délimiter un espace frontalier de référence, sachant que les temps de déplacement varient selon les milieux écologiques, les saisons et la qualité des voies de communication ? Notamment, ces dernières ne facilitent guère le raisonnement longitudinal ; la construction des axes de circulation est plus ou moins progressive, et le revêtement d'un axe de circulation par exemple, peut diviser par trois un temps de déplacement, « frontérisant » des localités auparavant isolées. Dans le cadre d'une perspective démo-spatiale pragmatique, la problématique du caractère frontalier s'apparente à celle de l'urbain : de même que la ville renvoie à des fonctions et à une culture urbaines, que l'on se contente d'appréhender par hypothèse en fixant un critère de taille ; les espaces frontaliers, structurés par des effets-frontières multiformes, peuvent être désignés dans l'absolu par un critère de contiguïté ou de distance. Le classement des provinces selon le caractère limitrophe fournit ainsi un repère acceptable pour déterminer l'univers des « villes frontalières ». Les 33 provinces limitrophes du pays permettent de comptabiliser 17 localités urbaines en 2001, dont 8 unités correspondant à des villes-frontière⁷⁵[TAB19]. On constate alors le dynamisme spécifique de l'urbanisation dans les périphéries frontalières et en particulier celui des villes-frontière⁷⁶, en comparaison de la moyenne des villes du pays [ci-dessus FIG II-14]. La part de la population urbaine totale (2.000 habitants et plus) concentrée par l'ensemble des localités frontalières a augmenté

⁷⁴ On considèrera ici comme ville frontière toute localité urbaine située dans une bande limitrophe n'excédant pas une vingtaine de kilomètres.

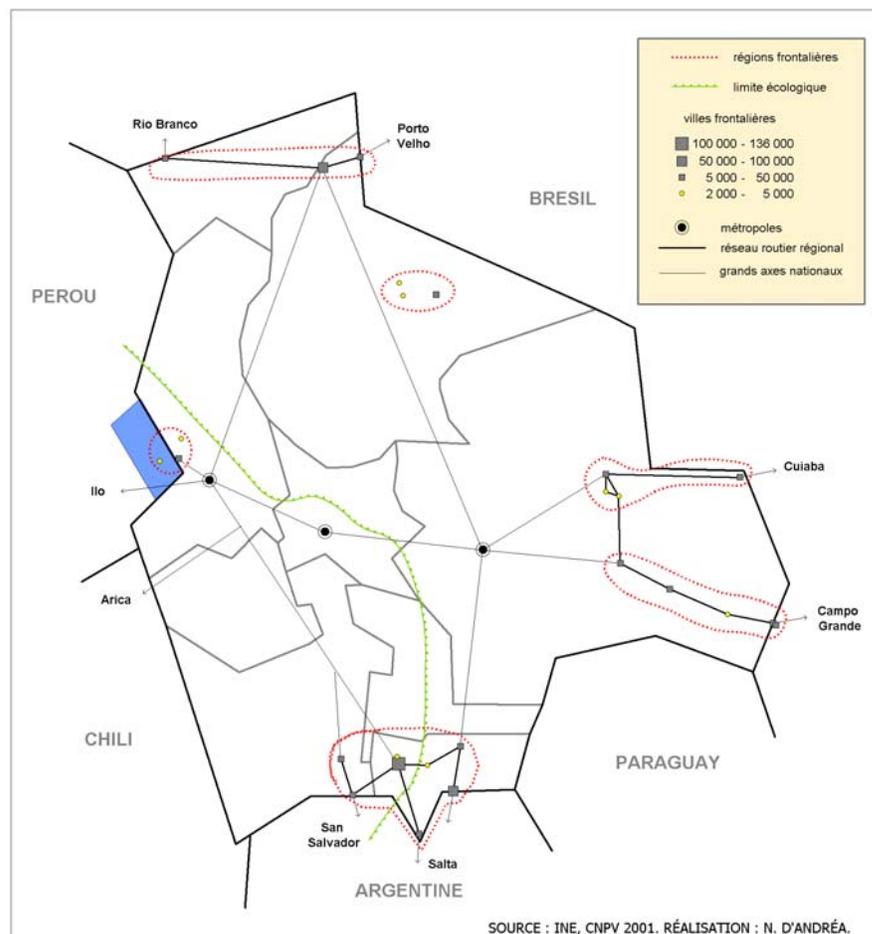
⁷⁵ Exception : on procède à une rectification si le classement provincial exclut une localité proche de la frontière, alors qu'un axe routier de première catégorie l'inclut dans un réseau urbain frontalier - cas de Tarija (Cercado) et de San José de Chiquitos (Chiquitos).

⁷⁶ Bien que les taux soient surévalués par l'absence de population référencée lorsque la localité compte moins de 2.000 habitants. Le biais se manifeste surtout pour la période 1950-1976 et les localités de la frontière avec le Brésil. Cependant, la réalité n'est pas forcément éloignée, et la plupart des localités concernées étaient plus proches de zéro habitant que de 2.000 en 1950.

régulièrement de 1950 (6,8%) à 2001 (9,6%). L'urbanisation frontalière est le fait quasi exclusif du contact avec deux pays : l'Argentine et le Brésil, conséquence de l'évolution géopolitique du demi-siècle écoulé.

La Bolivie possède plus de 2.500 Km de frontières avec le Brésil, 770 Km avec l'Argentine, 850 Km avec le Chili, 730 Km avec le Paraguay et 1.130 Km avec le Pérou. La sélectivité géographique de l'urbanisation apparaît clairement dans le schéma ci-dessous, nous examinerons succinctement les caractéristiques du réseau urbain et des couloirs de circulation correspondant à chaque dyade.

FIG II-15 Schéma de localisation des régionalismes frontaliers.



- **Brésil-Bolivie**

Deux réseaux urbains régionaux se distinguent sur la frontière brésilienne⁷⁷. D'une part au nord, l'alignement Cobija-Riberalta-Guayaramerin traverse une région forestière de très faible densité d'habitat (moins de 1 hab./Km²). Les temps de déplacement par transport terrestre rapprochent davantage cet ensemble des villes brésiennes - Rio Branco (200.000 habitants en 1996), la capitale

de l'Acre et Porto Velho (235.000 habitants), celle du Rondônia - que des métropoles boliviennes. Les villes-frontière forment un doublet urbain avec leur vis-à-vis immédiat : Cobija-Brasileia et Guayaramerin-Guajara Mirim de part et d'autre du Mamoré. D'autre part, dans l' « Extrême-Orient » bolivien, la configuration des villes semble désigner un dédoublement régional de la Chiquitanie. Du côté nord, le triangle San Ignacio de Velasco-San Miguel-San Rafael (ces deux dernières localités n'ayant pas franchi le seuil des 5.000 habitants) se situe à environ 12H de Santa Cruz et fait face à l'Etat du Mato Grosso, dont la ville la plus proche est Cacéres (55.000 habitants), à 8H environ, avec la localité bolivienne de San Matias en position de ville-frontière . Du côté sud, le long de la route internationale en cours de revêtement, se conforme un alignement connecté avec le Mato Grosso do Sul. Les villes de l'intérieur (San José de Chiquitos, Roboré) sont actuellement moins dynamiques, une conurbation transfrontalière semble se former avec Puerto Suarez-Puerto Quijarro en Bolivie et Corumba (85.000 habitants) au Brésil.

- **Argentine-Bolivie**

Les distances séparant les localités sont ici moins importantes mais les temps de déplacement dans le sens latitudinal sont du même ordre que sur la frontière brésilienne, compte tenu du relief. Il existe trois axes de circulation internationale dans le sens longitudinal, correspondant à trois ensembles physiographiques [voir prologue, p. 3]. La ville-frontière de Villazón et le petit centre ferroviaire de Tupiza constituent le segment terminal du couloir alti-planique menant à La Paz. La route (non asphaltée) débouche dans la *Puna*⁷⁸ argentine sur la province argentine de Jujuy et permet d'atteindre en 8H sa capitale, San Salvador (180.000 hab. en 1991). Ensuite, une route régionale (en cours de revêtement) emprunte la Vallée centrale de Tarija depuis la capitale, puis pénètre le massif subandin en traversant la frontière au niveau de la ville de Bermejo (trajet de 6H en 2002). Il faut signaler par ailleurs sur cet axe, l'ouverture récente (2002) du pont international de La Mamora-Los Toldos, qui désenclave l'Alto Bermejo argentin (province d'Iruya). Enfin, sur le piémont chaqueén se trouve l'axe aujourd'hui le plus emprunté, partant de Santa Cruz, traversant Villa Montes au carrefour de la route à Tarija, et débouchant en Argentine par la ville-frontière de Yacuiba. Ces deux derniers couloirs de circulation se dirigent vers la ville de Salta (400.000 habitants) à environ 8H de la frontière.

- **Pérou-Bolivie**

Malgré les liens historiques entre les deux pays, la dyade Pérou-Bolivie ne se révèle pas spontanément urbanisante. On peut penser que le potentiel de croissance urbaine de la zone a été accaparé par La Paz dès la période coloniale et que l'intensité des échanges conditionnée par les cycles miniers n'a pu générer de stabilité suffisante. On perçoit toutefois un certain frémissement dans

⁷⁷ On observe par ailleurs l'indice d'une forme régionale isolée, à la frontière du Rondônia, autour de Magdalena dans le Beni (provinces Mamoré et Itenez). En l'absence de réseau viarie remarquable d'après nos cartes, vers l'intérieur ou le Brésil, les connexions de cet espace nous demeurent inconnues.

⁷⁸ Le haut-plateau des Andes, côté argentin.

le contexte actuel de l'intégration routière régionale. Ainsi, Achacachi connaît une croissance exceptionnelle à l'échelle du département, et la localité insulaire de Copacabana (4.200 hab.), bien positionnée dans les circuits du tourisme international, révèle une autre dimension de l'activation des zones frontalières. L'augmentation du trafic sur la nouvelle route internationale passant par Desaguadero (rive Sud du Titicaca) et offrant un débouché maritime par le port d'Ilo (département de Moquegua) devrait produire une impulsion économique durable. Un scénario de développement des échanges sur le segment amazonien de la frontière pourrait advenir si les projets de liaison étaient menés à bien. La concrétisation de cet axe modifierait le positionnement géographique d'Ixiamas (Iturralde), Apolo, Pelechuco (F. Tamayo) et Caranavi ; Puerto Health serait en bout de chaîne la ville-frontière probable, face aux localités péruviennes d'Iñarapi et Puerto Maldonado.

- **Chili-Bolivie**

Côté chilien, l'extrême hostilité du désert de l'Atacama, doublée du contentieux territorial sur l'accès à la mer ne favorisent pas les concentrations de peuplement en région frontalière. D'une certaine façon, seule la lointaine Uyuni, au centre du Potosi, peut prétendre à un effet de frontière urbanisant, dû originellement à la voie ferrée reliant les bassins miniers boliviens à Calama (120.000 habitants en 1992) et Antofagasta (225.000 habitants) et maintenant au tourisme international. Le passage transfrontalier d'Avaroa-Ollague qu'emprunte encore le train est un *no man's land* militarisé. Dans le département d'Oruro, l'habilitation récente de la route internationale La Paz-Arica crée une petite activité économique au poste frontière de Tambo Quemado, sans impact notable sur le peuplement régional.

- **Paraguay-Bolivie**

La dyade Bolivie-Paraguay est une frontière de très faible interaction, car aux mêmes raisons que précédemment - froid diplomatique et environnement hostile - s'ajoute le caractère périphérique de l'économie paraguayenne. C'est donc la frontière la moins intégrée du pays, la région est principalement occupée par les militaires et une population indigène résiduelle. Aucun bourg n'apparaît dans les recensements. Un accord prévoit la création de la cité binationale Hito Villazon-Sargento Rodriguez⁷⁹, dans le cadre de la route *trans-Chaco* qui constituerait un couloir d'exportation et désenclaverait le département du Chuquisaca.

Ainsi, entre le « désert des Tartares » du Chaco boréal et le maillage transfrontalier des Andes centro-méridionales, les potentiels d'urbanisation sont très contrastés. Le processus de concentration urbaine qui s'observe sur certains segments des frontières du Brésil et de l'Argentine dénote le dynamisme

⁷⁹ Selon W. Torres Armas (2001), *Bolivia y sus fronteras : la búsqueda de una política centrada en el desarrollo, la cooperación y la integración*, Desarrollo fronterizo, construyendo una nueva agenda, p. 250 : « Bien que dans une phase d'étude très préliminaire, l'accueil fait au projet de construction de la cité binationale dans les deux pays a généré beaucoup d'expectatives et a permis de proposer une série d'initiatives politiques et institutionnelles. Ce projet, indiscutablement, peut créer une nouvelle base économique pour la région et permettre le développement intégré et durable de la zone du Chaco ».

démographique de trois espaces périphériques en particulier : le Nord amazonien, un « Extrême-Orient » ambivalent en Chiquitanie et un Sud centré sur le département du Tarija. Des trois régionalismes qui s'affirment ainsi, seul le dernier semble pour l'instant pouvoir constituer un ensemble de poids, cohérent et durable, amenant une modification significative dans l'organisation de l'espace national, soit l'émergence d'un « nouveau Sud ».

CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE - A LA CROISEE DES INFLUENCES : L'EMERGENCE D'UN « NOUVEAU SUD ».

La redistribution du peuplement bolivien observée depuis 1950, à partir des recensements, nous a permis de prendre la mesure d'un processus de transition démo-spatiale qui se résume par le couplage d'un phénomène de concentration urbaine et d'équilibrage de la balance Orient-Occident. L'une des modalités du phénomène est que la diversification du semis urbain se réalise principalement à l'Est, sur le terreau des anciennes et surtout des nouvelles zones de colonisation, tandis que l'urbanisation andine se caractérise par un mouvement de concentration dans les capitales départementales et le développement des banlieues de La Paz et Cochabamba. Ce modèle s'oppose à celui de l'urbanisation orientale, à la fois dispersée et dominée par la croissance primatale de Santa Cruz. Ainsi, en quelques décennies une structure tricéphale s'est imposée, renvoyant à l'affirmation d'un axe central du peuplement, qui dissimule trois schémas régionaux de croissance symétriques. En effet, le positionnement des capitales à l'interface du monde andin occidental et du monde tropical (villes de contact), légitime l'hypothèse d'une structure ternaire induisant la complémentarité des milieux et productrice d'accumulation démographique. Dans cette perspective, la différenciation des rythmes de croissance de chaque agglomération s'expliquerait en partie par le contraste des dynamiques frontalières. L'expansion centrifuge de l'espace crucénien surclassant les couloirs de colonisation reliés à Cochabamba (Chaparé) ou La Paz (*yungas*), la polarisation de la capitale orientale s'accroît inexorablement. La forme tricéphale nous semble donc transitoire ; déjà communément identifiée comme « capitale économique » du pays, Santa Cruz est près d'atteindre le premier rang démographique. L'avancée des travaux d'infrastructure routière qui dessine un axe nord-sud entièrement asphalté de Trinidad à Yacuiba (frontière argentine), puis prolonge l'axe est-ouest jusqu'à Puerto Suarez (frontière brésilienne), préfigure la nouvelle organisation centralisée de l'espace bolivien [CARTE II-17].

A côté de cette réalité dominante, une autre logique de structuration régionale organise la redistribution du peuplement, signalée en l'occurrence par le dynamisme des périphéries frontalières. Celui-ci se localise au nord, en Chiquitanie, et se distingue particulièrement au sud. Car premièrement, le poids démographique de l'ensemble régional qui se profile à la frontière argentine est sans commune mesure, compte tenu de la densité de l'habitat rural ainsi que de la taille et du nombre des villes. Deuxièmement, la composition du réseau urbain présente un degré de complexité et de hiérarchisation unique. Aucun centre n'émerge vraiment des systèmes urbains du Nord amazonien ou de la Chiquitanie, tandis que Tarija l'est indiscutablement dans l'espace méridional, par sa fonction de capitale départementale, son gabarit et son positionnement dans le réseau viaire. Ainsi, le système urbain méridional est le seul à présenter une structure relativement polarisée. Troisièmement, contrairement aux autres périphéries frontalières, la modernisation des routes se réalise rapidement grâce aux royalties des hydrocarbures : la région est déjà bien connectée aux grands centres nationaux et argentins ; le maillage interne est encore déficient compte tenu du coût de

l'aménagement routier dans le sens *altiplano*-plaine, mais les liaisons sont plus denses qu'ailleurs et praticables en toute saison. La différenciation du Sud tarijénien peut s'interpréter comme le produit d'une position unique, combinant effets de frontière internationale et d'interface écologique.

Une typologie des frontières comme celle proposée par Ramiro Orias⁸⁰ dans le cas bolivien permet de mieux cerner la prédisposition de la zone Sud. Il existe tout d'abord des « frontières de transit », soit les régions qui constituent des points de transit pour le transport international, autour desquelles se génère une activité économique principalement liée à cette infrastructure, sans échanges importants entre les localités des pays : les points de passage principaux sur les frontières péruviennes ou chiliennes correspondent à ce modèle, dont on a vu qu'il n'engendre pas de phénomènes d'urbanisation importants. Les « frontières de faible interaction » ensuite, correspondent aux zones sans relations significatives avec leur vis-à-vis, où la présence institutionnelle est faible et les infrastructures de communication font défaut : ces cas sont les plus fréquents, ils résultent des grandes barrières naturelles (forêt, Cordillère, déserts) et de l'état des relations internationales, ce qui se traduit par les grandes extensions quasi-inhabitées constatées sur tout le pourtour bolivien. Enfin, entrecoupant cette atonie du peuplement, les « frontières de coopération » apparaissent comme une discontinuité, sur quelques segments étroits : « Ces régions sont celles qui comprennent généralement un même écosystème, une structure économique complémentaire et des intérêts communs ». C'est bien à ce type de situation que correspondent les zones d'accumulation démographique sur la frontière brésilienne ou argentine. Or, cette dernière apparaît comme l'archétype de la « frontière de coopération », avec la double jonction des réseaux ferroviaires, la déclinaison des points de transit officiels, l'antériorité de l'Argentine dans le processus d'intégration énergétique, le développement de villes-frontière autour du commerce ou encore la circulation de travailleurs boliviens dans les provinces de Salta et Jujuy.

Second élément différenciateur, le positionnement de la ville de Tarija au cœur d'un bassin agricole privilégié, à proximité des provinces minières méridionales d'un côté, et d'un espace tropical diversement exploité de l'autre, n'est pas sans rappeler la structure régionale ternaire commune à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Ainsi schématiquement, la Vallée centrale de Tarija (le pays chapaco) est un probable « noyau régional intégré », et des vallées subandines au piémont du Chaco, une « zone d'expansion commerciale » pourrait s'être constituée. Notons d'ailleurs la diversification de la valorisation des régions chaudes dans cette partie du pays : en dehors de la dynamique de colonisation agricole, l'exploitation des hydrocarbures et le commerce transfrontalier ont été ou demeurent des moteurs économiques déterminants. Dans l'enveloppe régionale élargie, les subrégions articulées pourraient inclure des orientes éloignés plus ou moins autonomes et les provinces limitrophes du Potosi et du Chuquisaca, en dépassant le cadre départemental... Quels sont précisément les éléments du système territorial ? Dans quelle mesure les flux de marchandises convergent-ils vers le marché de la ville de Tarija ? La problématique se complexifie avec la diversité écologique d'un ensemble s'apparentant à une déclinaison en modèle réduit, de la Bolivie. Par ailleurs, la configuration des voies de communication internationales divise l'espace en trois couloirs de circulation longitudinaux mal

⁸⁰ Política Boliviana de Fronteras, pp. 168-172.

reliés entre eux. Le rôle discret de Tarija dans l'histoire bolivienne et la chronique de l'accroissement démographique suggèrent le caractère émergent de cette polarisation. Contrairement aux métropoles qui ont durablement rayonné sur un espace régional élargi, contribuant à l'affirmation d'un Nord, d'un Centre et d'un *Oriente*, la prise d'importance de Tarija est donc un fait récent. D'où l'hypothèse d'une configuration régionale nouvelle, modifiant l'organisation spatiale de la Bolivie. Au « vieux Sud » colonial en crise, identifié par l'axe Potosi-Sucre, s'oppose la formation d'un « nouveau Sud », qui constitue à la fois l'expression la plus avancée du développement des périphéries frontalières, et potentiellement une quatrième articulation majeure entre Orient et Occident.

Troisième chapitre

L'émergence du Sud frontalier, dans la perspective du système démo-migratoire tarijénien.

I - Rupture de l'isolement et changement régional : le schéma départemental de la redistribution du peuplement.

A - La valorisation des terres chaudes, levier d'une recomposition de l'organisation spatiale traditionnelle.

B - Les interactions démo-migratoires, facteur de creusement des inégalités spatiales (1950-2001).

Conclusion - De la diversité régionale à la complexité des champs migratoires.

II - Le Tarija, terre de départs.

A - Le potentiel analytique du recensement et des enquêtes.

B - La redistribution des natifs du Tarija en Bolivie, entre effets de capillarité et attraction des capitales.

C - La descendance des ménages, population témoin de la singularité des systèmes migratoires.

Conclusion - Le calendrier des départs et le positionnement dans la chaîne des redistributions, paramètres de la différenciation démographique des zones de peuplement.

III - Le cloisonnement de l'immigration.

A - Les courants migratoires par département : permanence des flux traditionnels et sélectivité de l'implantation.

B - Les composantes régionales de l'immigration : la partition du Tarija.

Conclusion de chapitre - La gravitation spécifique d'une population d'interface.

INTRODUCTION

Le propos de ce chapitre est d'initier l'analyse de la différenciation régionale du Sud frontalier, un espace marginal dans l'histoire bolivienne et actuellement en pleine émergence. Comment s'explique cette dynamique ? Pour A. Simmons, « Un système de peuplement est compris dans un réseau de zones de peuplement relativement interdépendantes. Les systèmes de peuplement sont nécessairement aussi des systèmes géo-politiques et économiques... [Ils] n'ont pas toujours des limites claires ; il est utile de les voir comme des constellations, qui passent d'un système régional à l'intérieur d'une nation, à un système national, puis à un système international »¹. C'est l'une de ces « constellations » d'échelle infra-nationale, approximativement inscrite dans l'enveloppe départementale du Tarija, que l'on entend aborder. Comment s'expriment ici les changements institutionnels qui ont permis le déblocage de l'inertie territoriale [voir chapitre 1] ? Comment se transpose le modèle de la transition démo-spatiale bolivienne [voir chapitre 2] ? En associant les recensements et les enquêtes du dispositif Frontarbol [voir annexes du chapitre et II-A], le concept de sous-système redistributif [voir pp. 14-15] se réifie, et l'on perçoit le jeu des interactions démo-migratoires qui creusent les inégalités spatiales. Par ailleurs, ces rouages locaux du processus national de la redistribution du peuplement participent d'une cohérence régionale. Notre approche du Sud frontalier constitue donc aussi une méthode d'objectivation et de légitimation de la région comme entité « fluide »². L'hypothèse que le « nouveau Sud » combine les effets d'interface écologique et de frontière internationale [voir conclusion du chapitre 2] trouve dans la perspective migratoire un éclairage apte à montrer l'interrelation des espaces et l'éventuelle influence de l'Argentine sur les structures et la distribution de la population. [I] On s'attachera tout d'abord à présenter la région dans ses principaux milieux d'habitat, en procédant à une lecture rapide de la géographie physique et de l'histoire du peuplement ; un préalable nécessaire à l'observation des tendances démogéographiques depuis 1950. [II] L'analyse se focalisera ensuite sur l'identification des champs migratoires qui déterminent la dynamique démographique départementale, mais produisent aussi l'organisation de l'espace et contribuent à fonder une « formation socio-spatiale »³. Malgré son dynamisme, le Tarija est une terre de départs : dans quelle mesure la redistribution des populations est-elle internalisée, la migration vers l'Argentine est-elle systématiquement surreprésentée ? [III] Si l'immigration est maintenant une composante importante du peuplement dans les pôles de réception, quels sont-ils et comment se répartissent les flux selon l'origine régionale ?

¹ A. B. Simmons (1985), *Contrôle institutionnel, migration et offre de main-d'œuvre : application aux mouvements historiques en Amérique latine, Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement*, pp. 287-288.

² « Mais entre les hommes et les lieux, les rapports ne semblent pas durablement fixés, soit que les implantations appartiennent à un proche passé, soit que les migrations demeurent. Dans ces conditions, la région ne peut en aucune manière se définir dans un espace bien délimité, aussi net dans ses contours que dans sa durée. La région existe bien, mais dans une certaine fluidité. Fluidité en liaison directe avec celle qui prévaut dans les rapports unissant les hommes aux lieux. » A. Frémont (1999), *La région espace vécu*, p. 191.

³ Voir G. Di Méo, *L'homme, la société, l'espace*, chapitre 7, *Le concept de formation socio-spatiale*, pp. 175-211. « Rappelons que pour qu'un fonctionnement en formation socio-spatiale s'observe, il faut que l'histoire, l'économie, la culture ou la pratique sociale tracent une forme spatiale, un objet géographique suffisamment net pour que les expériences vécues et les représentations imaginaires, propres aux groupes sociaux localisés, puissent s'articuler et s'imprimer, sur un tel espace, local ou régional. », p. 207.

I - Rupture de l'isolement et changement régional : le schéma départemental de la redistribution du peuplement.

Comment s'exprime le processus de transition démo-spatiale dans le département du Tarija ? Selon les éléments d'analyse du chapitre précédent, la baisse simultanée de la mortalité et de la fécondité a stimulé l'accroissement naturel, dont le régime atteint son point d'inflexion à la charnière des deux siècles. Associé au phénomène de la concentration urbaine et aux bouleversements géo-économiques qui relancent l'expansion de la frontière agraire, les conditions d'une modification rapide de la répartition spatiale de la population étaient réunies. On se propose ici d'examiner comment se sont déclinées ces tendances jusqu'à présent, dans une région certes périphérique mais pleinement concernée par les mutations fondamentales observées au plan national. On s'attachera premièrement à caractériser la formation de l'espace départemental, de la description du milieu approprié par l'homme, au constat d'une intégration épisodique à l'économie nationale, qui finit par modifier conséquemment l'organisation de l'espace [A]. Secondement, on cherchera à mettre en évidence le lien entre les interactions démo-migratoires et la formation des inégalités spatiales [B].

A - La valorisation des terres chaudes, levier d'une recomposition de l'organisation spatiale traditionnelle.

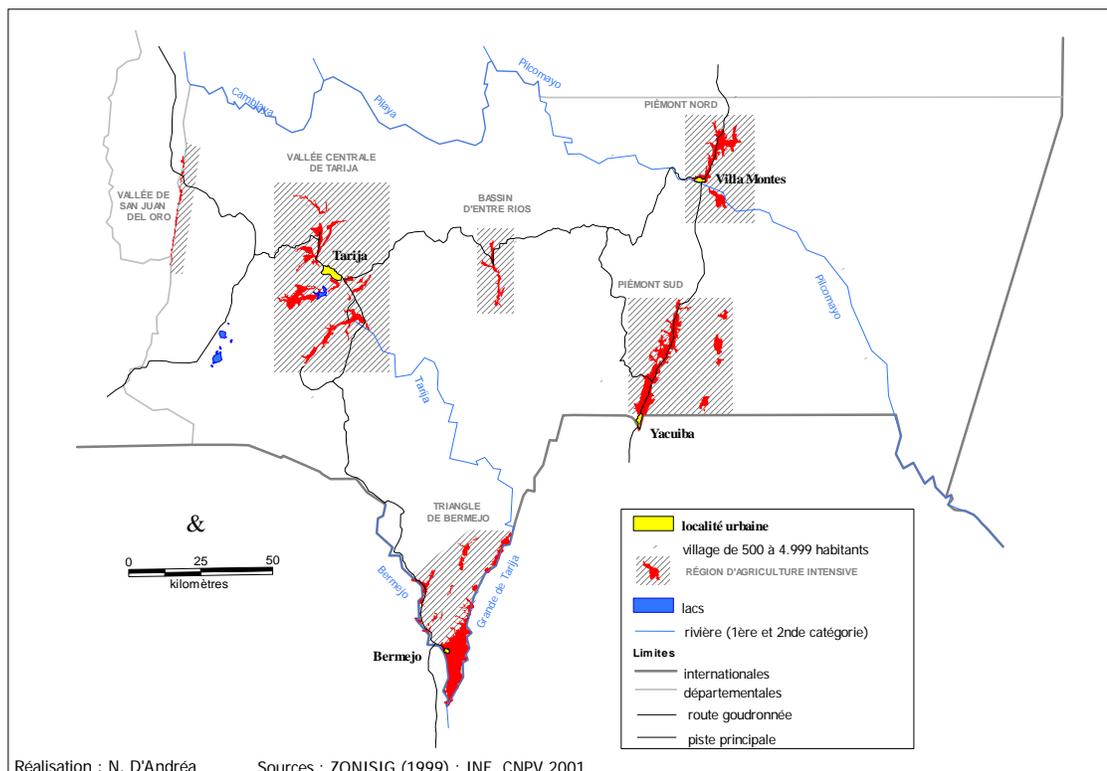
Que le Tarija ait pu être directement impliqué dans le mouvement national de valorisation des terres chaudes et réunisse également certains paramètres de la crise andine, ne peut se comprendre sans concevoir la diversité écologique du territoire, d'où l'intérêt d'une géographie liminaire⁴. On observera notamment la prééminence de sites qui ont progressivement généré la formation de bassins d'agriculture intensive, étroitement liés à la formation du réseau urbain [1]. On tentera alors d'expliquer l'origine du peuplement et du cantonnement départemental dans une situation de marginalité quasi structurelle, jusqu'aux années 50 [2]. Des initiatives publiques de développement agro-industriel, associées à divers facteurs bénéfiques à l'économie des régions orientales remettent dès lors en question la centralité du bassin de Tarija. L'évolution de la distribution spatiale de la population qui s'ensuit, est appréhendée selon une quadripartition du territoire conforme aux composantes régionales désignées auparavant. Le procédé s'inscrit dans la démarche de recherche débattue au chapitre 2 [partie I] et suggère, mieux que le maillage provincial, la recomposition de l'organisation spatiale traditionnelle, en révélant la significativité des grandes discontinuités écologiques [3].

⁴ Ce travail s'appuie sur une cartographie réalisée en collaboration, voir l'atlas départemental en annexe du chapitre.

1 - Grands contrastes naturels et associations villes-campagnes.

Entre 20°50' et 22°50' de latitude Sud, 62°15' et 65°20' de longitude Ouest, le plus petit département bolivien (37.623 Km²) présente une grande variété d'écosystèmes et de paysages. A 500 Km au nord du tropique du Capricorne, la série de plissements parallèles déclinant en altitude, des sommets de la Cordillère royale (4.600 m maximum), jusqu'au chaînon de l'Aguaragüe signalant la lisière du Chaco (entre 300 et 500 m) produit typiquement un ensemble complexe de facettes écologiques. Ainsi, le département s'étend sur quatre unités morphologiques majeures : l'*altiplano*, la Cordillère royale (dite aussi « orientale »), le massif subandin et la plaine du Chaco. Schématiquement, les deux premières sont de régime thermique froid ou tempéré et conforment l'« espace occidental » [a] ; tandis que les secondes sont en moyenne soumises à des températures plus hautes avec des amplitudes moindres, constituant un « espace oriental » de modalité tropicale [b]. Nous allons relever les caractéristiques physiques de ces grands ensembles⁵ en signalant les principaux sites mis en valeur par l'agriculture et les concentrations de population qui y sont associées [voir atlas départemental CARTES III-5, 6, 7, 8, 10].

CARTE III-1 Les régions d'agriculture intensive dans le département du Tarija.



⁵ On s'inspire ici principalement de Salinas Castro comp. (1995), *Manual de practicas conservacionistas en Tarija – Bolivia* et Zonisig (2001), *Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Tarija*. Les valeurs de température et de précipitations extraites sont données à titre indicatif, elles expriment le plus souvent une tendance centrale qui ne reflète pas toute l'étendue des variations climatiques présentes dans les espaces de référence.

a - La Vallée centrale de Tarija, foyer de l'agriculture andine.

La zone occidentale se répartit entre « terres hautes » à l'ouest (*altiplano* et vallée de San Juan del Oro), un milieu très contraignant faisant frontière avec les départements voisins (Potosi, Chuquisaca), et un système de vallées d'altitude intermédiaire, cœur historique du peuplement régional, que nous désignerons par commodité comme espace des « vallées andines ».

L'*altiplano* de Tarija se présente au sud-ouest du département et s'étend sur les provinces de Mendez (pointe sud du *municipio* El Puente) et Avilez (intérieur de Yunchara). Le climat est de tendance semi-aride (précipitations moyennes annuelles entre 200 et 400 mm) et froide (température moyenne annuelle de 11°C). La population (11.300 individus en 2001) est principalement installée sur les plateaux d'Iscaiyachi et Taxara, à une altitude de 3.400 m. Iscaiyachi est la localité la plus importante (621 hab. en 2001), située sur l'axe principal Tarija-Potosi à la bifurcation vers la frontière argentine (axe secondaire à Villazon). La fertilité des sols est faible, les cultures principales sont la pomme de terre et la fève, ainsi que l'ail qui se développe comme culture commerciale. Selon Fairbairn⁶, les pratiques d'élevage sont secondaires ; elles sont centrées sur le cheptel ovin mais les stratégies varient selon les foyers (élevage de chèvres, de camélidés, d'ânes pour le transport, certaines familles ont des vaches). La commercialisation des produits se fait directement par le biais des marchés locaux ou de foires annuelles, éventuellement en Argentine, contrairement aux agriculteurs des autres zones qui ont pour la plupart recours à des intermédiaires⁷. Concernant ce paramètre, les habitants de l'*altiplano* semblent s'orienter tout autant vers Tarija, à trois heures de camion pour les plus proches, que vers Villazon à la frontière argentine⁸.

Une région de hautes vallées isolées entrecoupe la zone de montagne qui s'étend au nord-ouest du département, sur les *municipios* d'El Puente et Yunchara. Il s'agit d'un secteur globalement plus aride (jusqu'à 200 mm de précipitations annuelles) et tempéré (température moyenne annuelle de 13°). La population est de 8.900 habitants en 2001, en légère baisse par rapport à 1992 ; El Puente est la localité la plus importante avec 1.000 habitants. Le resserrement du maillage cantonal le long de la rivière San Juan del Oro suggère la densité du peuplement et le caractère privilégié de l'endroit. Ce terroir constitue d'ailleurs l'une des seules zones d'agriculture intensive du département. Mais faute d'étendue, le produit agricole est majoritairement destiné à l'autoconsommation (maïs, pomme de terre, cultures maraîchères, légumes secs, fruits, vigne) ; l'élevage⁹ se répartit entre ovins et caprins. L'accessibilité et la situation géographique de ces vallées hautes ne les orientent pas que vers Tarija, du point de vue de la commercialisation des produits ; Villazon (PT) est un marché de référence au Sud, et l'on devine une articulation naturelle avec la province Sud Cinti (Camargo), le long de la route à Potosi.

⁶ D'après le cas des communautés de Pozuelos, Arenales et Papachaca Frontera. Dans J. Fairbairn (1999), Estrategias de sobrevivencia de hogares: el altiplano Tarijeño y el valle del Río San Juan del Oro, Bolivia.

⁷ Zonisig (2001), op. cit., p. 105.

⁸ J. Fairbairn (1999), Estrategias de sobrevivencia de hogares : el altiplano Tarijeño y el valle del Río San Juan del Oro, Bolivia, Proyecto Ambiente y sociedad en los Andes : estrategias y políticas – Informe preliminar.

⁹ *Idem*, d'après le cas des producteurs de San Juan del Oro.

Photo III-1 Le village d'El Puente, dans la vallée de San Juan del Oro.



Photo III-2 Le lac de Tajzara, sur l'altiplano



En contrebas, au pied de la Cordillère de Sama, un petit bassin topographique oppose des facteurs climatiques et pédologiques nettement plus favorables à l'établissement humain. C'est la Vallée centrale de Tarija (VCT), centrée sur les *municipios* de Tarija et Uriondo, structurée par le réseau hydrographique qui se déverse dans le Rio Tarija. La composition de ce dernier sous-tend une division en quatre secteurs autour de la capitale : les bassins versants du Rio Guadalquivir au nord, du Rio Tolomosa à l'ouest (ce dernier alimente la retenue d'eau de San Jacinto aux portes de Tarija), du Rio Camacho au Sud-Ouest et du Rio Santa Ana au nord-est. La population rurale de ce bassin était de 44.000 habitants en 2001. On peut distinguer ensuite, au sud, un secteur du *municipio* de Padcaya situé dans le bassin versant du Rio Bermejo et traversé par la route (8.500 habitants). Enfin, au nord de San Lorenzo et vers l'est, le long de la route du Chaco, se détache un espace de petites vallées à la population davantage dispersée (10.000 habitants). Ces trois secteurs - « Nord », « Centre », « Sud » - constituent l'espace des « vallées andines ». Le climat est assez fragmenté mais correspond en moyenne à la modalité « semi-aride avec températures basses ». Salinas Castro¹⁰ donne une moyenne annuelle de 743 mm de précipitations, qui ne révèle pas l'écart type important suggéré par la carte des précipitations : on observe en effet des variations de 400 à 1200 mm, l'humidité étant notablement plus élevée à la lisière de la zone subandine et en certains points de la Cordillère (Sama, Pinos Sur, San Andres). Les températures moyennes annuelles se situent entre 13° et 18° C, ce qui se traduit par un climat agréable car tempéré, avec des amplitudes thermiques limitées hormis les effets de *surazo*¹¹.

Les conditions pour l'agriculture ne sont pas pour autant idéales, hors proximité du réseau hydrographique principal et secondaire, les terres sont peu productives. Par ailleurs, le processus de désertification s'étend gravement ; notamment, l'érosion hydrique produit un ravinement qui lamine des sols sur lesquels s'accroche une végétation de plus en plus rare. On pourrait encore citer les orages de grêle qui menacent de destruction totale¹² les cultures maraîchères et fruitières, les périodes de sécheresse et plus exceptionnellement les incendies, pour rendre compte de la sévérité du milieu. Néanmoins, l'espace des vallées correspond au foyer historique du peuplement régional, le substrat du pays « *chapaco* » [voir ci-après A-2]. La VCT est un bassin d'agriculture intensive remarquable à l'échelle nationale. Il s'agit essentiellement d'une polyculture de faible niveau technologique, en partie irriguée, essentiellement basée sur le maraîchage (haricots, épinards, tomates, courgettes, maïs *et cetera*), parfois à dominante arboricole (abricots, pêches, pommes). Dans les activités de transformation, on note l'existence d'une petite agro-industrie régionale, typique de l'économie d'enclave des départements boliviens (conserverie, poulets, produits laitiers, limonades). Depuis une vingtaine d'années, la viticulture a pris une forte ampleur, associée

¹⁰ Salinas Castro (1995), *op. cit.*, p.12.

¹¹ Selon I. Montes de Oca (1995), *Geografía y clima de Bolivia*, *Bulletin de l'IFEA* 1995, 24 (3), p. 362 : « En automne et en hiver arrivent du sud du Pacifique des masses d'air polaire qui pénètrent le continent sud-américain, et canalisées par les Andes, se déplacent vers le Nord jusqu'en Bolivie. Cet air polaire froid et lourd, appelé *surazo*, soulève l'air tropical chaud et léger, générant un front froid caractérisé par une forte nébulosité. L'effet le plus important du *surazo* est la chute des températures d'un jour à l'autre, qui peut atteindre 10°C (températures diurnes) à Tarija ou Santa Cruz... ». Par ailleurs, l'auteur note que l'effet thermique des *surazos* est fort dans la vallée de Tarija ouverte au Sud, mais que l'air y est trop sec pour générer des précipitations en hiver.

¹² Il n'est pas rare que les grêlons atteignent plus de 5 cm de diamètre.

à une filière de transformation en eau de vie - le *singani* - qui domine largement le marché national, alors que les vins sont fortement concurrencés par l'Argentine, au-delà du bas de gamme¹³. Par ailleurs, l'élevage bovin¹⁴ est relativement courant à petite et moyenne échelle, plutôt destiné au marché local du fromage et à l'auto-alimentation, car la viande distribuée à Tarija provient principalement du Béni et du Santa Cruz, voire d'Argentine selon les périodes. Dans les secteurs nord et sud, l'association agriculture-élevage est sensiblement plus importante (ovins et caprins), le recours à l'élevage extensif augmentant avec l'aridité et les affleurements rocheux.

Photo III-3 Les ravines de la Vallée centrale de



Photo III-4 La confluence des rivières Camacho et Guadalquivir qui vont former le Rio grande de Tarija.



¹³ Une partie de la production viti-vinicole tarijénienne était jusqu'à peu élaborée à partir de raisins du Nord-ouest argentin. Voir D. Preston (1993), *Wine production in a marginal area : Tarija wine in the 1990s*, *Journal of wine research*, 1993-4-3.

¹⁴ Le déficit de fourrage est à l'origine de pratiques anciennes de transhumance vers le Nord (Rio Pilaya) ou dans la zone subandine (régions d'Entre Rios ou Bermejo).

b - L'espace oriental : un potentiel agronomique difficile à exploiter.

Le chapitre 4 étant entièrement consacré à l'analyse des dynamiques spatiales de la zone orientale, on se contentera ici d'en relever les traits géographiques dominants.

Avec le massif subandin commence approximativement la zone chaude du département, une rupture écologique autrefois doublée par la « frontière » d'occupation incaïque puis espagnole, face aux Chiriguanos. La région se caractérise par des plages d'altitude variant entre 2.000 et 500 m suivant une alternance de chaînons et de vallées étroites, qui rendent l'accessibilité difficile dans le sens latitudinal, d'où un effet de confinement. Les gradients d'humidité de cette zone chaude (de 21 à 23° C en moyenne annuelle) donnent une caractéristique sub-humide à l'ensemble (autour de 1.000 mm annuels), différenciée par deux polarités : une zone septentrionale semi-aride (autour de 500 mm annuels) sur le versant ouest de l'Aguaragüe (localité de Puerto Margarita) ; une poche humide (de 1.500 mm à 2.200 mm) s'étendant autour de la localité d'Emborozu, sur la route de Bermejo. Compte tenu de l'étroitesse des fonds de vallées, le massif subandin n'a pas engendré de valorisation agricole importante, hormis dans le « triangle » de Bermejo, enclave aménagée pour la production de canne à sucre dans les années 60. Bermejo (26.000 habitants en 2001) est à la fois le lieu central d'un pays sucrier situé à environ six heures de la capitale - son unique débouché interne -, et une petite ville-frontière, structurée par la fonction commerciale. Les rivières Bermejo et Rio Grande de Tarija¹⁵ constitueraient un facteur potentiel de développement, qui a inspiré plusieurs études concernant l'aménagement hydraulique de la région transfrontalière... Pour l'irrigation des campagnes argentines¹⁶. Par ailleurs au centre, le bassin topographique d'Entre Rios, à équidistance de Tarija et Villa Montes, forme un espace de petite agriculture paysanne intensive, polarisé par un bourg de 2.500 habitants. Finalement, les richesses les plus valorisées actuellement dans la zone subandine sont celles du sous-sol, qui recèle de grands gisements d'hydrocarbures [voir chapitre 4-II].

Au pied du massif subandin, s'étend la plaine du Chaco, un prolongement de la plaine du Béni soumis à un climat plus sec, couvert d'un complexe de bois d'épineux, de savanes sèches et de terres humides, répartis à une altitude de 300 à 600 m. Dans le département du Tarija, le Chaco s'étend depuis le pied de l'Aguaragüe jusqu'à la frontière paraguayenne. La région est traversée en diagonale NO-SE par le Pilcomayo, la principale rivière du département, dont le débit maximal est enregistré en février (650 m³/s) et se réduit à quelques mètres cubes par seconde en hiver, quand les eaux superficielles ne disparaissent pas totalement. La rivière n'est pas un facteur très structurant : navigable saisonnièrement, elle génère une activité de pêche importante localement et constitue un potentiel d'irrigation peu exploité ; par ailleurs, Villa Montes est l'unique point de traversée permanent. C'est davantage l'opposition Chaco humide/Chaco sec qui détermine le peuplement : d'une part, le Chaco sec est une aire traditionnelle d'élevage bovin extensif ; d'autre part, le long du chaînon de l'Aguaragüe, la zone de piémont bénéficie de caractéristiques climatiques

¹⁵ Entre 200 et 300 m³/s les mois les plus hauts (février, mars), débit quasi nul de juillet à octobre.

¹⁶ Les dernières en date selon notre documentation, sont les divers diagnostics produits à la fin des années 90 par le PEA argentin (Programa Estrategico de Acción) et la Comisión Binacional del Rio Bermejo à Tarija.

subhumides (entre 1.000 et 1.200 mm en moyenne annuelle) et chaudes (entre 17 et 27°C), ainsi que d'une topographie favorable à l'agriculture. Deux subrégions se sont formées : le « piémont Nord » autour de Villa Montes (16.000 habitants), stimulé de façon éphémère par une expérience de développement agro-industriel ; le « piémont Sud » autour de Yacuiba (65.000 habitants), ville dynamisée par sa position de principal port d'entrée des marchandises en provenance d'Argentine. Associé au phénomène de concentration urbaine, on constate de part et d'autre, la constitution récente de ceintures maraîchères. Les deux centres sont distants d'environ 100 Km, pour un trajet réduit à une heure, depuis le revêtement de la route dans les années 90. Des gisements d'hydrocarbures importants se situent à proximité des deux villes, l'aire « prospectable » s'arrêtant à une cinquantaine de kilomètres de la frontière paraguayenne.

Photo III-5 Vue sur le piémont chaqueén, depuis la route de Carapari.



En conclusion, les éléments de géographie présentés permettent d'étayer le concept d'une division régionale élémentaire - Terres hautes, Vallées andines, Vallées subandines, Chaco - qui sera réutilisée dans le cadre des analyses démo-spatiales. Une autre division, moins sollicitée dans notre approche statistique, résulte de la subdivision sous-jacente des quatre grands ensembles [voir annexe]. Par ailleurs, cette amorce d'analyse régionale nous a permis de souligner qu'aux principales zones de production agricole intensive, correspondent les concentrations majeures de population et les lieux d'implantation des villes. C'est naturellement au cœur de l'espace tempéré et fertile de la Vallée centrale, que s'est constitué le principal espace productif du département, dès les origines coloniales ; et c'est tardivement à partir des années 60, que sont apparus de nouveaux bassins d'agriculture intensive sur le piémont chaqueén et dans le Sud subandin, contribuant à renouveler l'importance démographique de ces zones. Une évolution que nous allons tenter maintenant de situer dans un schéma historique.

2 - Les origines du territoire (1539-1950) : effet de confinement et prédominance du pays *chapaco*.

Vers 1570, la vallée centrale se trouve positionnée sur une frontière ethnique : côté occidental, les Tomatas et les Churumatas, des tribus « pacifiques » du groupe Chichas (de langue quechua) vivent aux côtés de quelques Espagnols installés depuis les premières expéditions (1539)¹⁷ ; côté oriental, des tribus insoumises de la zone subandine (les Chiriguanos, de langue guarani) entretiennent un état d'insécurité permanent. Les rapports alarmants faisant état des pillages causés par les Chiriguanos décident l'audience de Charcas à octroyer une *encomienda* à Don Luis de Fuentes y Varga pour consolider ce poste avancé et pacifier la zone, d'où la fondation de San Bernardo de la Frontera de Tarixa le 4 juillet 1574. L'autre objectif, explicité par le vice-roi Toledo dans une communication au roi d'Espagne, consiste à ouvrir la route entre La Plata (Sucre) et Asunción del Paraguay pour faciliter le commerce avec le Rio de La Plata. La zone est d'autant plus intéressante qu'il s'agit d'un lieu particulièrement propice à l'agriculture, comme en atteste ce compte rendu du Conseil municipal de 1574, qui donne une description géographique fort positive de l'endroit¹⁸ : « Nous nous sommes installés le 4 juillet sur un beau site plat près de la rivière principale [...] La terre, par rapport à ce qu'on a pu en voir, est fertile et croyez bien qu'on pourra y faire pousser la vigne et l'olivier, et n'importe quelles autres plantes. La vallée est très large, elle a en tous points plus de 6 lieues [...] Il y a beaucoup de rivières et de ruisseaux très précieux qui irriguent la plus grande partie de la vallée. C'est beaucoup de terre à peupler pour une si petite ville ». C'est dans ce cadre isolé mais favorisé par la nature, que se produit un processus de métissage débouchant sur la formation d'une paysannerie créole de langue espagnole : les « *Chapacos* ». Selon Araoz Campero, ce groupe constitue du début à la fin de la Colonie, une unité sociale économiquement autosuffisante, relativement peu dépendante, l'économie locale s'insérant avantageusement dans les échanges commerciaux avec les territoires du Vice-Royaume de La Plata, depuis l'affaiblissement de Potosi [voir chapitre 1-I-A-1]. Ainsi, durant la période coloniale, le pays *chapaco* revêt une certaine importance dans les Andes centro-méridionales : comme bassin agricole intégré d'abord à l'axe Potosi-Sucre, puis à l'espace correspondant au nord-ouest argentin actuel ; comme base d'expansion de la frontière et d'organisation de l'évangélisation, face au monde « sauvage ».

Les guerres d'indépendance vont déboucher sur un nouveau cloisonnement pour la région. Les armées des Provinces Unies du Rio de la Plata échouent à libérer le Haut Pérou ; une frontière mobile entraîne Tarija et les territoires du Nord-ouest argentin dans la tourmente des changements de bord, jusqu'à la déclaration d'indépendance bolivienne le 6 août 1925, appuyée par Buenos Aires, lassée d'une guerre coûteuse. Le territoire revendiqué par la Bolivie comprend les quatre intendances de Charcas, dont la région de Tarija, incluse dans la circonscription de Potosi. Malgré l'autodétermination de Tarija en faveur de la Bolivie en 1926, son sort fait l'objet d'un litige avec les Argentins. Ce sont les traités du 10 mai 1889 et du 14 mai 1898 qui fixent les frontières actuelles : la Bolivie perd les zones du Chaco central en échange de la

¹⁷ « Comme l'a démontré Avila dans divers écrits sur la découverte et la conquête de Tarija, en 1539 déjà, Ortiz de Zarate, en compagnie de Pedro de Candia, Francisco de Aguirre, Nicolas de Heredia, Andres Manso et d'autres, ont pris le chemin de la vallée de Tarija pour ouvrir une route vers le Rio de la Plata. » Dans *Monografía de Bolivia, Tomo 4 Beni, Pando, Tarija*, p. 429.

reconnaissance de sa souveraineté sur la région de Tarija. A l'est, le 22^e parallèle est choisi comme limite, jusqu'à son intersection avec la rivière Pilcomayo. A la fin du XIX^e siècle, la régularisation de la frontière boliviano-argentine souffre encore de quelques points d'achoppement, mais la dyade n'est plus un « point chaud ». Après divers ajustements (transfert de Yacuiba en Bolivie, renoncement argentin sur les localités de Sarcari, Sococha et Salitre)¹⁹, la frontière s'étend sur 773 Km, essentiellement terrestres, avec des portions de rivières (Rio Bermejo, Rio Grande de Tarija, Rio Pilcomayo). L'appartenance de Tarija à la Bolivie ne fait plus de doute aux débuts de la République mais la région se trouve reléguée à l'extrême périphérie d'une économie axée sur les bassins miniers de la Cordillère et vouée à l'exportation par le Pacifique. La construction du réseau ferré va simplement radicaliser cette situation, introduisant une concurrence déstabilisante et accentuant l'effet de confinement, comme pour la région crucénienne [voir chapitre 1-I-B-3]. De surcroît, un processus de crise symétrique dépossède le Nord-ouest argentin de son autonomie traditionnelle²⁰, contribuant à aggraver la situation de Tarija. Une parenthèse intervient néanmoins avec la guerre du Pacifique qui réhabilite le commerce vers l'Atlantique et entraîne à la charnière du XX^e siècle la période économique la plus florissante de l'histoire du département, selon H. Diaz Sosa²¹ : « La floraison architecturale de style Renaissance dans la ville de Tarija et les capitales de province, surtout celles converties en passage obligé sur la route de Buenos Aires, conséquemment à la Guerre du Pacifique, sont aujourd'hui les témoins de temps meilleurs. Les immenses fortunes accumulées avec le trafic commercial fondent l'unique moment de l'histoire républicaine où la bourgeoisie commerciale tarijénienne a pu se trouver à la hauteur de ses homologues des autres régions du pays. ». La ville de Tarija atteint ainsi 12.300 habitants en 1920 et d'après les recensements, le rythme d'augmentation de la population départementale entre 1847 et 1900 (croît annuel moyen de 1,8%) se démarque du niveau national (0,5%). Postérieurement, la région regagne son rang modeste alors que la plupart des capitales départementales connaissent une phase de croissance et de modernisation significatives.

C'est finalement comme l'un des principaux théâtres de l'affrontement entre les armées bolivienne et paraguayenne au cours de la guerre du Chaco (1930-1933), que le département du Tarija resurgit au plan national. Ce conflit lui vaut paradoxalement la perte d'un espace considérable et la naissance d'un territoire, grâce aux routes construites dans l'urgence afin de relier l'*altiplano* avec la région des combats. Les chemins Villazon-Tarija et Tarija-Villamontes, aussi rudimentaires fussent-ils, signalent le déblocage d'une situation d'isolement dans l'espace national et de cloisonnement entre la zone andine et les contrées orientales du

¹⁸ *Ibid.* p. 367.

¹⁹ Le Traité définitif des Limites du 9 juillet 1925, le protocole du 23 mars 1939, le protocole additionnel au Traité de 1925 du 10 février 1941, les *Notas reversales del 11 de septiembre de 1959*.

²⁰ Voir J. Piel (1989), *Région et nation en Amérique latine : le cas du « Norte » argentin (Tucuman, Salta, Jujuy) de 1778 à 1914*, *Bulletin de l'IFEA* 18, n°2. L'article montre notamment «... comment la consolidation de ces sociétés régionales, qui se produit de 1852 à 1888 sur la base d'une économie d'*hinterland* pratiquement séparée de celle de Buenos Aires mais intégrée au nord du Chili et au sud de la Bolivie, précapitaliste mais mercantile, traditionnelle mais en expansion, réalise l'idéal politique poursuivi ici par les élites locales depuis 1778 : celui de petites républiques provinciales fortement autosuffisantes face au cosmopolitisme de la métropole portuaire. La situation bascule après 1888 quand la connexion directe de ces provinces au marché national et mondial (par les banques et le chemin de fer) provoque ici une politique de front de colonisation (pastorale et minière) des hautes terres andines de *puna*. Désormais 'intégrées-marginalisées' en situation de périphérie (du marché national, du marché mondial), ces provinces entrent dans le XX^e siècle en état de crise régionale dans la nation argentine », p. 299.

département. L'économie régionale reste pourtant attardée d'après Schoop²², pour qui la guerre et le développement de Villamontes et Yacuiba ont un effet inhibiteur sur la croissance de Tarija. Celle-ci présente en effet le taux de variation annuel moyen le plus bas de toutes les capitales départementales entre 1920 et 1950 (1%). Pour l'expliquer, on peut évoquer aussi la construction de la voie ferrée Santa Cruz-Yacuiba de 1942 à 1957, qui a pu limiter l'effet de polarisation économique dont bénéficient d'autres capitales départementales. Celui-ci finit cependant par s'exprimer à la faveur d'une phase inédite d'intégration à l'économie nationale. En effet, le ralentissement de l'activité minière avec l'épuisement du cycle de l'étain qui pénalise en premier lieu les départements altiplaniques, s'accompagne d'un essor de l'agro-industrie et de l'exploitation des hydrocarbures plaçant le département de Tarija en position très favorable. Ainsi, entre 1950 et 1976, la population départementale entre dans une période de dynamisme démographique sans précédent, certes liée au mouvement naturel dans le contexte de la transition démographique, mais aussi à l'essor de nouvelles activités qui renouvellent l'importance du département dans l'économie nationale. Des changements qui entraînent la transformation du modèle traditionnel d'organisation de l'espace, centré sur le pays *chapaco*.

Photo III-6 Intérieur d'une maison bourgeoise à Tarija, vestige du cycle de prospérité de l'entre-deux siècles.



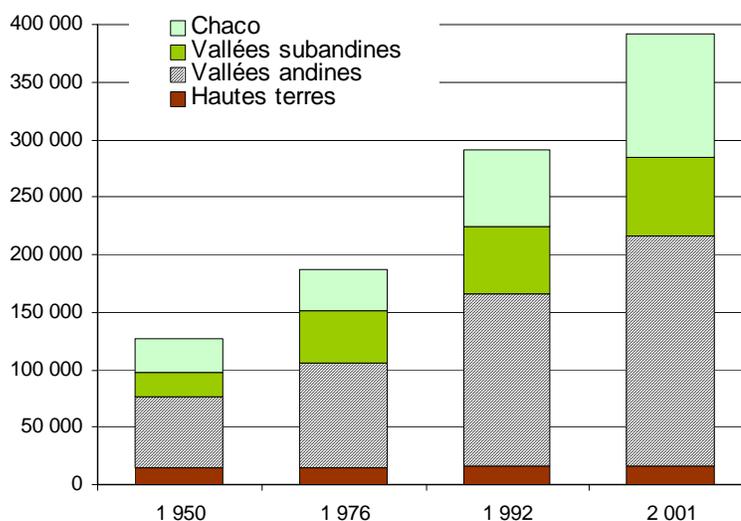
²¹ H. Diaz Sosa (1987), *Tarija ciudad frontera*, Ciudades intermedias, p.50.

²² W. Schoop (1981), Ciudades bolivianas.

3 - Intégration à l'économie nationale, développement des orientes et urbanisation (1950-2001) : un basculement démo-spatial contenu.

Le département du Tarija expérimente son propre processus de basculement du peuplement à partir du moment où les pouvoirs publics investissent dans le développement agro-industriel. La réorganisation de l'espace qui s'ensuit peut être appréhendée à partir d'une quadripartition de l'espace correspondant aux grands ensembles décrits précédemment [voir partie I-A-1], appliquée par agrégation des statistiques cantonales depuis 1950 [voir en annexe TEXTE 1 ; TAB III-4, 5, 6, 7]. Ainsi, le profil traditionnel de la distribution spatiale de la population révélé par le recensement de 1950 se caractérise d'abord par une forte majorité rurale²³ (80%). La population dispersée se concentre dans la zone andine - vallées (45%), hautes terres (14%) - mais le Chaco (21%) et les vallées subandines (19%) constituent un contrepoids important. Il est intéressant de noter que la composante aborigène de la population rurale du Chaco dépasse les 50% et que la région subandine est alors dominée par la zone Centre (Entre Rios). La répartition de la population urbaine désigne la primauté du pôle historique - Tarija, deux tiers du total urbain - qui n'est alors qu'un centre régional de taille modeste (16.000 habitants) ; tandis que sur le piémont du Chaco, Villa Montes et Yacuiba sont des bourgs de gabarit proche (3.000 et 5.000 habitants).

FIG III-1 Tarija - Evolution de la population selon la quadripartition de l'espace.



²³ La population urbaine considérée est celle des quatre centres urbains actuels de plus de 5.000 habitants : Tarija, Yacuiba, Villa Montes, Bermejo. Non comptabilisée en 1950 comme lieu de concentration d'habitat, la population de Bermejo n'est incluse qu'à partir du recensement de 1976.

a - Expansion de la frontière agraire et extension du réseau urbain.

Le recensement de 1976 révèle deux tendances majeures, l'accélération de la croissance démographique des villes et la progression fulgurante du peuplement dans le secteur méridional de la zone subandine (province Arce), qui passe de 3.000 à 23.000 habitants, soit l'impact le plus important de la colonisation moderne dans ce département.

- Une première dynamique d'expansion de la frontière agraire a lieu dans le triangle de Bermejo [voir chapitre 4-I-1] où initialement la découverte de pétrole avait entraîné la fixation d'une petite localité dans les années 30 ; dans les années 40 le triangle de Bermejo est ouvert à la colonisation agricole. L'impulsion décisive est apportée par le développement de l'industrie sucrière avec une première raffinerie publique implantée en 1968, et une seconde en 1974. La production de sucre qui alimente principalement le marché intérieur augmente jusqu'à la fin des années 70. La création de cette activité, fruit de la politique d'aménagement du territoire de l'époque, est l'un des facteurs fondamentaux de la nouvelle intégration du Tarija dans l'économie nationale. De la région sucrière émerge un centre urbain - Bermejo, 11.500 habitants en 1976 - qui concentre progressivement le peuplement. Cette réussite déplace le centre de gravité traditionnel de la zone subandine vers le Sud ; la partie tropicale de la province Arce rassemble alors 12% de la population départementale et les vallées subandines présentent le taux de variation le plus élevé (croissance annuelle de 3,1%).

- Parallèlement, une seconde dynamique d'expansion de la frontière agraire se met en place dans le Chaco, avec des impacts démographiques plus difficilement appréciables. Dans le cadre d'une autre initiative publique, le déboisement de grandes superficies pour la plantation d'oléagineux (tournesol, soja, coton, arachide) est organisé dans la région de Villa Montes et une raffinerie est implantée en ville (1974). Il s'avère cependant que cette opération est un échec [voir chapitre 4-I-2], l'usine est surdimensionnée, non rentable et l'agriculture se réorientera vers d'autres marchés. Entre 1950 et 1976, la ville passe de 3.000 à 6.000 habitants (croît annuel moyen de 4%), participant d'un processus de concentration urbaine dominé localement par la croissance de Yacuiba. La mise en service de la voie ferrée Santa Cruz-Yacuiba (1957)²⁴ constitue peut-être le moteur de la croissance démographique du centre frontalier (de 5.000 à 14.000 habitants), dont la fonction principale est la répartition des importations argentines et le commerce. Par ailleurs, le développement de la prospection et de l'exploitation des hydrocarbures est susceptible d'avoir alimenté la polarisation urbaine. Néanmoins, l'intensification de l'exode rural régional semble être le déterminant fondamental de la croissance des villes : en effet, la population rurale du Chaco diminue d'un quart en 26 ans (croît moyen de -1%)²⁵.

- En zone andine, l'augmentation de la population rurale est faible (croît de -0,2% dans les terres hautes et 0,6% dans les vallées), témoignant d'un mouvement d'émigration massif. La croissance démographique

²⁴ Voir note 63 du chapitre 1.

²⁵ On peut invoquer l'imprécision de l'estimation de la population aborigène en 1950 pour interpréter cette décroissance.

soutenue de la capitale (de 17.000 à 39.000 habitants, croît moyen de 3,3%) sauvegarde la prééminence des vallées andines, qui concentrent toujours la moitié de la population départementale.

b - 1976-2001 : réorientation des dynamiques rurales et explosion urbaine.

Durant le dernier quart de siècle, l'essor de l'agro-industrie tarijénienne fruit de la planification nationaliste s'essouffle et résiste plus ou moins à l'ajustement structurel de 1985 [voir chapitre 1-II-A-1-b]. Mais le développement d'une économie de services soutient la croissance démographique des villes et notamment celle des villes frontière qui entrent dans un cycle de prospérité dû à la parité peso-dollar²⁶ en Argentine.

- Malgré la crise du secteur sucrier, la ville de Bermejo connaît une croissance démographique forte entre 1976 et 1992 (croît de 4%), qui peut s'expliquer par l'installation en ville des premiers colons ou de leur descendance. Un autre élément favorisant la concentration urbaine est l'activation du commerce avec l'Argentine à partir de la fin des années 80, qui entraîne la construction de nombreux espaces commerciaux et l'installation de migrants. C'est alors Yacuiba l'archétype de la ville-frontière en phase de prospérité et son taux d'accroissement (5,7%) dépasse celui de Tarija (5,4%). L'essor du commerce culmine entre 1992 et 1995, puis s'amorce un déclin relatif de l'activité, que l'on peut lier aux difficultés économiques de l'Argentine et à la pression du contrôle douanier [voir chapitre 4-III]. Une contraction qui entraîne la décroissance de la population²⁷ et rend le taux de variation observé entre 1992 et 2001 (7,1%) d'autant plus significatif. En 2001, Yacuiba était la 10^e ville du pays²⁸, avec près de 65.000 habitants.

- La croissance de la population rurale, passés les effets des grands aménagements agro-industriels, traduit une réorientation du développement sur le piémont du Chaco, avec la formation de petites concentrations dans la périphérie de Villa Montes et surtout Yacuiba [voir atlas CARTES III-5, 10]. Ce nouveau processus de différenciation régionale est particulièrement évident entre 1992 et 2001 (croissance annuelle de 2,5%) mais pourrait aussi être lié à la redistribution d'une partie de la population de Yacuiba.

- En zone occidentale, les tendances se poursuivent : la population des hautes terres est approximativement stationnaire, tandis que la croissance démographique modérée des vallées est compensée par l'accélération de la concentration urbaine (la région des vallées andines contient toujours la moitié de la population départementale). La ville de Tarija présente des taux d'accroissement très élevés (5,5% entre 1976 et 1992, 4,5% entre 1992 et 2001), la part de la capitale dans la population urbaine totale se maintient au dessus de 55%. Par ailleurs, la croissance de l'agglomération et l'amélioration du réseau routier impliquent déjà de s'interroger sur les limites de l'espace urbain. Le périmètre défini par l'INE intègre des zones non agglomérées probablement dépendantes, mais certaines localités de la périphérie (entre San

²⁶ La politique monétaire argentine a établi la parité peso-dollar dans le cadre de mesures anti-inflationnistes. Le système a fonctionné de janvier 1992 à décembre 2001.

²⁷ Cette décroissance n'est pas captée par les recensements, elle est dénoncée par les pouvoirs publics locaux ; par ailleurs, l'enquête ENYAC 2002 permet d'estimer une population en nette baisse par rapport au recensement de 2001.

²⁸ Dans un classement comptabilisant séparément les localités appartenant à l'aire métropolitaine de Cochabamba (Sacaba, Quillacollo), Yacuiba ne serait que la 12^e ville.

Lorenzo et Tomatitas par exemple) sont l'objet de navettes incessantes. De ce fait, les variations de la population rurale dans la Vallée centrale sont à relativiser.

- Enfin, au-delà des mécanismes de l'exode rural régional et de l'intensification de l'agriculture du piémont, la croissance d'apparence constante de Villa Montes (4% entre 1976 et 1992, 4,2% de 1992 à 2001), suggère l'éventualité d'autres influences. Compte tenu de sa proximité des grands champs d'hydrocarbures exploités depuis les années 70, l'hypothèse d'effets d'entraînement serait à examiner [voir chapitre 4-II].

* * *

La nouvelle répartition spatiale de la population départementale, au-delà de l'accélération de la concentration urbaine, signale un processus de différenciation régionale interne. La primauté de la Vallée centrale de Tarija demeure, grâce à la croissance de la capitale, mais trois subrégions orientales se sont consolidées, associant un centre urbain et un espace d'agriculture intensive : le « triangle » de Bermejo dans la zone subandine méridionale, les piémonts Nord (Villa Montes) et Sud (Yacuiba) du Chaco. Les principaux référents géographiques identifiés, les grands déterminants économiques évoqués, il est maintenant nécessaire de concevoir le déroulement de cette transition dans un schéma démographique.

Photo III-7 La ville de Tarija, centre historique et actuel.



B - Les interactions démo-migratoires, facteur de creusement des inégalités spatiales (1950-2001).

Le dynamisme démographique constaté en diverses zones confère au Tarija un rythme d'accroissement supérieur à la moyenne [TAB III-9]. Une tendance qui s'associe à l'émergence de nouveaux déséquilibres spatiaux. Comme il a été expliqué précédemment, l'intensité de la redistribution du peuplement est conditionnée par deux mouvements de fond - les processus de transition démographique et de concentration urbaine - dont il convient ici d'interroger l'expression locale. Une lecture des variations intercensitaires tenant compte de l'évolution de ces deux facteurs permet de suggérer l'influence directe du facteur migratoire [1]. Or, celui-ci implique aussi un effet de structure ; la simple séquence des profils de population recensés en 1976, 1992 et 2001 manifeste clairement l'effet conjugué de la transition démographique et des migrations. Elle permet de différencier en tendance les dynamiques de population selon le milieu d'habitat : on comprend comment les prélèvements migratoires contrarient plus ou moins l'explosion démographique dans les campagnes [2], alors que dans les villes, l'immigration d'adultes jeunes atténue l'effet de baisse de la fécondité et dynamise la croissance [3].

1 - Une lecture des variations intercensitaires : la migration en filigrane.

A défaut de pouvoir caractériser précisément l'évolution des composantes du bilan démographique, nous nous limiterons à la présentation de quelques repères [a]. A partir de ces références, l'interprétation des indicateurs de variation est moins imprécise et peut déboucher sur l'expression de tendances signalant l'importance du fait migratoire [b].

a - La transition démographique dans le Tarija : quelques repères.

Nos sources ne se prêtent pas à la construction d'un tableau d'indicateurs régulièrement constitué sur la période étudiée. L'évolution des facteurs de la croissance démographique peut néanmoins être évoquée en tendance et des ordres de grandeur cités à titre de repère.

TAB III-1 Département de Tarija - Indicateurs vitaux selon le milieu d'habitat (1976-2001).

	Taux de mortalité infantile (pour mille)			Indice Synthétique de Fécondité		
	urbain	rural	total	urbain	rural	total
1976	102	144	129	5,1	8,1	6,8
1992	58	85	71	4,2	6,7	5,2
2000	44	67	53	3,4	5,2	3,9

Sources : INE 1980, Tarija. Boletín demográfico departamental ; INE (2003), Bolivia, niveles y tendencias de la mortalidad infantil ; INE (1995), Tarija. Encuesta Nacional de Demografía y Salud 1994. Informe departamental.

La baisse de la mortalité - Le département du Tarija présente au moins depuis la période 1970-1975²⁹, des indicateurs signalant un avancement certain dans le processus de baisse de la mortalité, par rapport à la tendance nationale, tant en termes d'espérance de vie à la naissance, que de mortalité infantile et générale³⁰. La synthèse de différents travaux, dont l'analyse du recensement de 2001³¹, situe en 2000 le taux de mortalité infantile départemental à 53 pour mille (le plus bas du pays), et celui de la Bolivie à 66 pour mille. D'une période à l'autre, le différentiel de la mortalité s'est donc réduit de moitié entre la Bolivie et le Tarija.

La baisse de la fécondité - Les indicateurs de fécondité suggèrent un décalage inverse jusqu'à la fin des années 70 [voir TAB III-10], la population départementale présentant des indices significativement supérieurs. Jusqu'à 1989-1994, l'ISF³² départemental est dans la moyenne nationale, le Tarija se démarquant par une forte fécondité des adolescentes³³ (plus d'une femme sur quatre est déjà mère ou enceinte dans la tranche des 15-19 ans). Les dernières analyses indiquent sur la base du recensement³⁴ que la fécondité a continué à baisser plus vite que la moyenne et que le département de Tarija présente en 2001 l'ISF le plus bas du pays.

L'accroissement naturel - Faute d'un enregistrement performant des naissances et décès dans le pays et le département, les indicateurs de natalité résultent principalement d'estimations indirectes, tout comme ceux relatifs à l'accroissement naturel. A titre indicatif, on peut citer les taux d'accroissement naturel suivants : pour la période 1970-75³⁵, Bolivie 2,6% et Tarija 3% ; pour la période 1995-2000³⁶, Bolivie 2,4% et Tarija 2,6%. Ainsi, depuis le recensement de 1976, le taux d'accroissement naturel du Tarija semble avoir été supérieur ou égal à celui de la Bolivie, ce qui se conçoit bien compte tenu d'une mortalité inférieure et d'une fécondité supérieure ou équivalente.

Le différentiel rural-urbain - Il n'est pas évident que l'évolution récente de la fécondité départementale en dessous de la moyenne nationale modifie ce schéma, sachant que la natalité est l'expression de la fécondité modulée par la structure de la population. En revanche, il est nécessaire d'envisager de fortes disparités selon le milieu d'habitat, du fait de l'écart des modes vie et du contraste des structures âges-sexe causé par les apports et prélèvements migratoires. Par exemple, on observe encore en 2001 des taux de mortalité infantile de 44 pour mille en milieu urbain et 67 pour mille en zone rurale, l'ISF est respectivement de 3,6 et 6,2 enfants par femme en 2000. On trouve malheureusement peu d'indicateurs ventilés selon le milieu d'habitat et aucune analyse abordant l'interaction des facteurs démographiques. Les

²⁹ INE 1980, Boletín demográfico departamental, p. 13. Voir les indicateurs calculés sur la base du recensement de 1976, pour la période « 1970-1975 », respectivement pour la Bolivie et le département du Tarija : taux de mortalité infantile (pour 1000) 151,3 / 125,2 ; taux brut de mortalité (pour 1000) 19,0 / 15,4 ; espérance de vie à la naissance 46,7 / 51,7.

³⁰ La comparaison des indicateurs exprimés pour la population totale n'est pas biaisée car le taux d'urbanisation du département de Tarija est resté proche de celui du pays.

³¹ INE (2003) Bolivia, niveles y tendencias de la mortalidad infantil, p. 36.

³² L'indice synthétique de fécondité. Se lit comme le « nombre moyen d'enfants par femme ».

³³ INE (1995), Tarija. Encuesta Nacional de Demografía y Salud 1994. Informe departamental, p. 14.

³⁴ INE (2003), Bolivia : niveles, tendencias y diferenciales de la fecundidad, p.44.

³⁵ INE (1980), Boletín demográfico departamental Tarija, p. 13.

³⁶ Tableau n°2.03.07, www.ine.gov.bo.

données municipales produisent une estimation difficilement interprétable, dès lors que l'unité administrative agrège population urbaine et rurale.

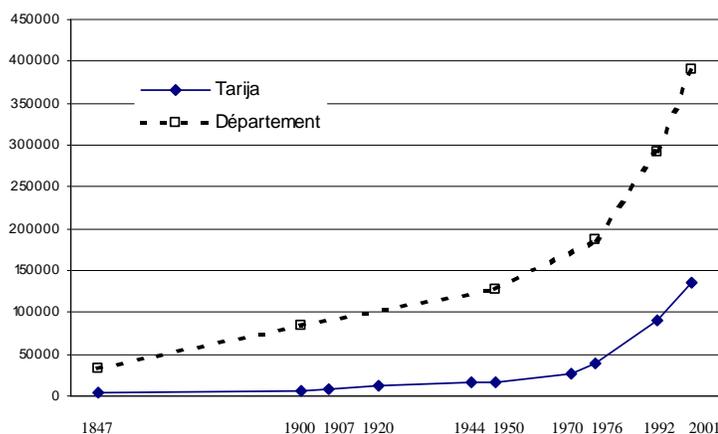
Bien que succincts, ces éléments relatifs à l'évolution de la composante naturelle vont maintenant faciliter l'interprétation des variations de population dont témoignent les recensements. Pouvoir situer le taux d'accroissement naturel départemental dans une fourchette de 3% à 2,5%, suivant une tendance de diminution entre 1976 et 2001, constitue en termes d'appréciation des soldes migratoires, un repère essentiel à manier « avec imprécision ».

b - Les variations intercensitaires.

Entre 1950 et 1976, le département du Tarija entame une phase de croissance démographique très rapide, « tirée » par un processus d'urbanisation particulièrement soutenu. L'observation des variations intercensitaires selon le milieu d'habitat [voir ci-dessous FIG III-2] permet d'en apprécier le *trend*.

1950-1976 - Durant cette période, le niveau de croissance de la population rurale départementale (croît de 0,4%), est inférieur à la moyenne rurale nationale (0,8%), qui implique déjà un taux d'émigration conséquent ; le croît de la population urbaine est au contraire l'un des plus élevés (4,6%) et se traduit par une augmentation nette d'environ 49.000 individus. Ces faits simultanés signalent premièrement, la probabilité de transferts de population de type « campagne-ville » au sein du département, mais le rythme d'accroissement de la population totale (1,5%) implique secondement surtout, un bilan migratoire négatif sur la période. Certains éléments laissent cependant penser qu'un basculement se produit au début des années 70³⁷ : d'une part, le taux d'accroissement naturel aurait été beaucoup plus élevé (3%) et le solde migratoire serait devenu positif (taux annuel de migration nette 0,6%) ; d'autre part, cette hypothèse de « décollage » est corroborée par la poussée de croissance de la capitale entre 1970³⁸ et 1976.

FIG III-2 Evolution de la population du Tarija et de sa capitale (1847-2001)



Sources : Calvimontes (2000) ; INE.

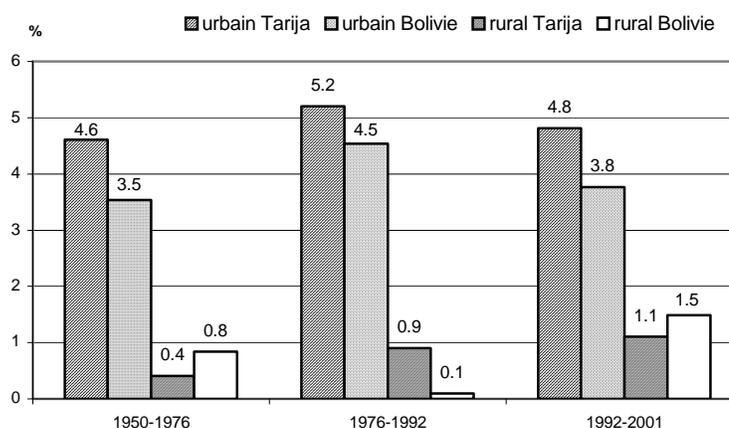
³⁷ Selon les calculs issus de l'exploitation du recensement de 1976. INE (1980), *Boletín demográfico departamental Tarija*.

³⁸ Un recensement spécifique de la ville de Tarija a été effectué en 1970.

1976-1992 - Dès lors, l'accroissement démographique du département reste soutenu. Entre 1976 et 1992, la dynamique de concentration urbaine s'intensifie au niveau national et la population rurale connaît sa période de croissance la plus modérée, avec des écarts importants selon les régions. Dans le Tarija, le peuplement rural progresse plus que la moyenne mais un croît de 0,9% implique toujours une forte émigration. Avec l'intensification de la concentration urbaine (+86.000 individus) la population rurale devient minoritaire (taux d'urbanisation de 54% en 1992). Le croît annuel moyen de la période (2,8%) pour la population totale départementale, à comparer avec les 2,1% du pays ou une hypothèse de taux d'accroissement naturel de 2,5% environ, indique cette fois que le bilan migratoire est probablement positif.

1992-2001 - La concentration urbaine s'accroît (taux d'urbanisation de 62% en 2001) grâce à un taux d'accroissement élevé (4,8%) mais en diminution. La progression de la population rurale connaît une légère reprise (1,1%), moins affirmée qu'au niveau national (1,5%). L'évolution de l'intensité de l'émigration rurale est difficile à évaluer, on peut cependant supposer que le niveau de prélèvement reste très élevé car en milieu rural, le taux d'accroissement naturel est normalement supérieur à la moyenne. Finalement, l'accroissement de la population totale du département témoigne d'un dynamisme historique, avec un croît annuel de 3,2% impliquant des flux d'immigration conséquents, compte tenu de la masse atteinte (près de 400.000 habitants en 2001).

FIG III-3 Département du Tarija, Bolivie - taux moyen de variation annuelle intercensitaire selon le milieu d'habitat (1950 - 2001).



Sources : recensements INE.

Urbain : population des localités urbaines de 5.000 habitants et plus.

Les données réunies désignent ainsi une phase d'accélération initiée au début des années 70, qui maintient depuis le département dans le groupe des régions les plus dynamiques du pays. L'évolution des taux d'accroissement intercensitaires suggère le basculement du bilan migratoire : négatif entre 1950 et 1976, proche de l'équilibre entre 1976 et 1992, et largement positif entre 1992 et 2001. Le solde migratoire départemental ne doit cependant pas dissimuler l'importante disparité des rythmes de croissance en milieu rural et urbain, mais aussi au sein des campagnes, qui traduit l'impact d'une redistribution du peuplement intense, sur toute la période observée. Nous allons maintenant observer plus spécifiquement les structures démographiques héritées de cette évolution différenciée, largement déterminée par la migration.

2 - La fragilisation du peuplement rural : l'évolution inquiétante des campagnes occidentales.

On se réfère dans un premier temps à la population rurale indifférenciée, c'est à dire selon le critère de l'INE, la population enquêtée dans des localités de moins de 2.000 habitants. L'information des variations d'effectifs par âge et la comparaison des profils démographiques autorise un premier avis sur la dynamique du peuplement rural [a]. Or, comme nous l'avons décrit précédemment, le paysage agraire régional est morcelé. De nombreux paramètres fondamentaux outre l'environnement opposent les territoires, selon que la ville est proche ou éloignée, que le réseau routier dessert la région ou l'isole, que l'agriculture de subsistance domine ou qu'une agro-industrie s'est développée, *et cetera*. A quel point le destin des campagnes est-il dissemblable ? Dans un second temps, sans sous-estimer la diversité des situations géographiques et la complexité des sociétés locales, nous voudrions fixer le profil démographique des quatre grands ensembles qui, selon notre méthodologie, reflètent de manière simplifiée et cohérente la division régionale du département. Même si cet exercice se limite à l'observation transversale de l'état des populations en 2001, il permet par la comparaison de questionner et nuancer les tendances observées à l'échelle départementale [b]. En contrepoint, la cartographie statistique dans le maillage municipal ou cantonal fournit une précision supplémentaire sur certains aspects [VOIR CARTES III-11, 12, 13, 14].

a - La précipitation du déclin démographique.

L'évolution de la population rurale départementale se caractérise par un accroissement lent, la reproduction d'une structure pyramidale marquée par une fécondité et une mortalité élevées, rapidement érodée par l'émigration (dès la tranche « 15-19 ans ») avec effet de sélectivité du genre [FIG III-5]. Toutefois, des signes de rupture de cette dynamique apparaissent au recensement de 2001, qui font d'ailleurs que la population du Tarija se singularise du profil national [ci-dessous FIG III-4] : on constate en l'occurrence, un rétrécissement précoce de la base et son corollaire, une certaine surreprésentation des jeunes de 5 à 14 ans, dernière génération nombreuse (l'analyse qui suit se réfère principalement aux tableaux TAB III-11, 12).

- L'exode des jeunes est un phénomène ancien, lisible dans la sous-représentation de la catégorie des « 15-19 ans », dès 1976. Le caractère stationnaire de l'effectif de 1976 à 1992 signale des prélèvements massifs durant la période, alors qu'entre 1992 et 2001 cette catégorie de jeunes a de nouveau augmenté.

FIG III-4 Département du Tarija, population rurale* 2001 - La pyramide des âges comparée aux profils de la population nationale totale et rurale.

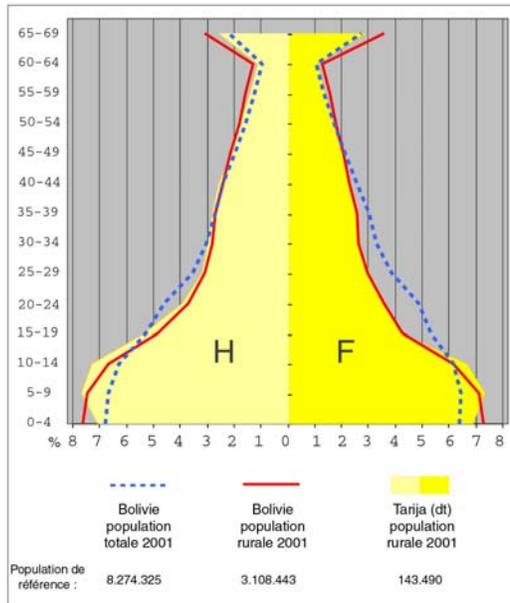
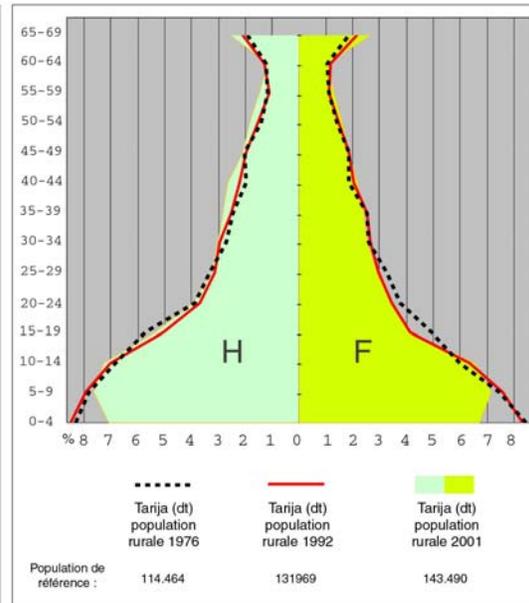


FIG III-5 Département du Tarija, population rurale* - Pyramides des âges superposées : 1976, 1992 et 2001.



*Selon critère INE : population des localités de moins de 2.000 habitants.
Source : INE, CNPV 2001. Tarija : resultados departamentales.

- Or, la sélectivité des prélèvements dans la catégorie des « 15-19 ans » imprime un effet de surmasculinité décelable en 1976 (écart de 0,7% entre le pourcentage d'hommes et de femmes) et qui semble se répercuter sur les strates supérieures au fur et à mesure des recensements. Ainsi en 1992, outre l'accentuation de la surmasculinité chez les 15-19 ans (écart de 0,9% entre les sexes), le phénomène se manifeste clairement chez les adultes de 20 à 44 ans (écarts entre 0,3% et 0,4%). En 2001, l'écart entre le pourcentage d'hommes et de femmes s'est homogénéisé de 15 à 64 ans, autour de 0,7% ; entre 1976 et 2001, le taux de masculinité de la population de 15 à 64 ans est passé de 50,1% à 53,6%. Les taux moyens de variation annuelle entre 1992 et 2001, dans la tranche « 15-19 ans », signalent toujours un fort déséquilibre : ces neuf dernières années, la population masculine a augmenté deux fois plus vite que la féminine.
- La forte réduction de la base de la pyramide entre 1992 et 2001, avec diminution nette de la population enfantine, peut s'expliquer par trois processus : le départ des enfants avec leurs parents, la baisse de la fécondité et l'émigration des femmes en âge de procréer. L'action de ces deux derniers facteurs n'est guère contestable et conduit à une restriction du potentiel de reproduction qui ne devrait pas tarder à se manifester par une diminution nette de l'effectif total, si les tendances se poursuivaient.
- En résulte un processus de vieillissement de la population où la réduction de la population enfantine s'associe à l'augmentation de la population âgée : les plus de 64 ans constituent la catégorie dont l'accroissement est le plus rapide - 1,69% de 1976 à 1992 et 3,22% de 1992 à 2001.

b - Une opposition marquée entre la zone occidentale et les orient.

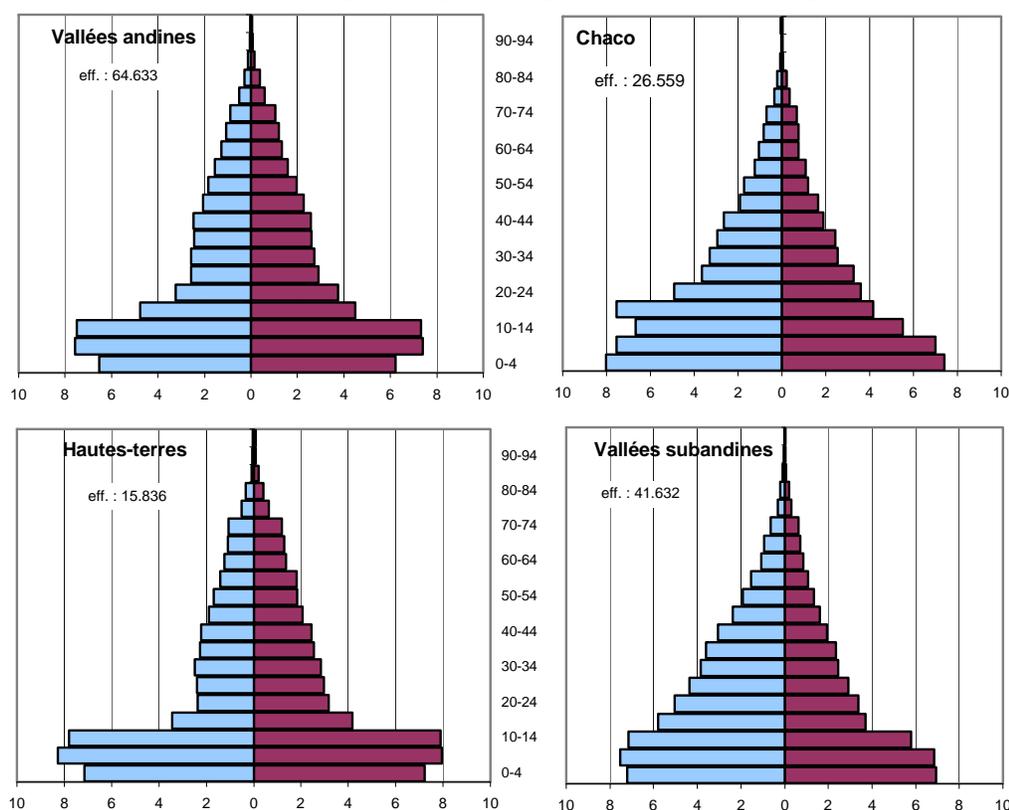
Une simple représentation de la distribution âges-sexe en 2001, ventilée par grande région naturelle, permet de constater une forte opposition des profils démographiques entre la zone occidentale (terres hautes et vallées) et les orient (vallées subandines et plaine du Chaco).

Les deux sous-populations andines représentées sont de profil similaire, ce sont elles qui impriment les marques du déclin démographique à l'ensemble de la population rurale. Les caractéristiques du vieillissement (prélèvement des populations en âge de travailler, amenuisement de la part des 0-4 ans, augmentation de celle des personnes âgées) sont plus ou moins exacerbées selon le milieu. La population des hautes terres se signale en particulier par des prélèvements plus précoces et une érosion moins abrupte chez les femmes jeunes. Si l'émigration féminine semble plus progressive dans les hautes terres, le processus paraît toucher équitablement les deux sexes au niveau des vallées. La baisse de la natalité moins prononcée dans les terres hautes peut justement s'expliquer par la structure des prélèvements associée au différentiel de fécondité qui apparaît sur les cartes III-12 et 13. D'après l'ensemble des indicateurs spatialisés dans le maillage cantonal, chaque ensemble recèle une certaine hétérogénéité et la cohérence agro-écologique des subrégions transparaît : d'une part, les secteurs méridionaux et septentrionaux des vallées qui renvoient à des milieux montagnards isolés s'apparentent davantage au profil des hautes terres ; d'autre part, les cantons de la vallée San Juan del Oro où l'on trouve à petite échelle une polyculture typique des vallées tempérées, sont proches du modèle de la vallée centrale.

- Le profil démographique des régions chaudes exprime également la caractéristique d'une population en phase de transition, où la fécondité est encore forte et la mortalité relativement élevée, avec un impact totalement différent des migrations. En zone subandine, la forme pyramidale est marquée par une forte asymétrie, relative à un taux de masculinité important, et l'on voit effectivement que les cantons se distinguent par une surreprésentation de la population masculine de 20 à 49 ans [atlas CARTE D-3]. La cause principale résulte de la présence simultanée de travailleurs du pétrole à l'Est, et d'ouvriers agricoles de la récolte de canne à sucre au Sud ; s'agissant d'un recensement de fait, les migrants temporaires qui ne résident pas habituellement sur le lieu d'enregistrement, sont comptabilisés et contribuent à créer une « illusion d'optique ». Sans cela, la population des vallées subandines, apparaîtrait moins éloignée du profil andin, comme le suggère le versant féminin, nettement érodé par l'émigration. Dans le Chaco, la répartition des âges est plus régulière, excepté un excédent masculin des 15-19 ans que l'on ne saurait expliquer. Toutefois, quel que soit l'âge, la population masculine est plus ou moins surreprésentée, ce qui renvoie à l'impact des migrations, sans qu'opère ici le biais des travailleurs du pétrole³⁹. Enfin, la baisse de la natalité est moins marquée dans les deux régions : la spatialisation du rapport enfants-femmes [atlas CARTE D7] suggère mieux l'incidence d'une fécondité assez forte, que l'ISF municipal [CARTE D6] agrégeant population rurale et urbaine.

³⁹ Les statistiques censitaires montrent qu'ils logent dans les villes [voir chapitre 4-II].

FIG III-6 Département du Tarija (2001) - Pyramides d'âges de la population rurale par région.



Source : INE, agrégation du maillage cantonal. Population masculine à gauche, féminine à droite.

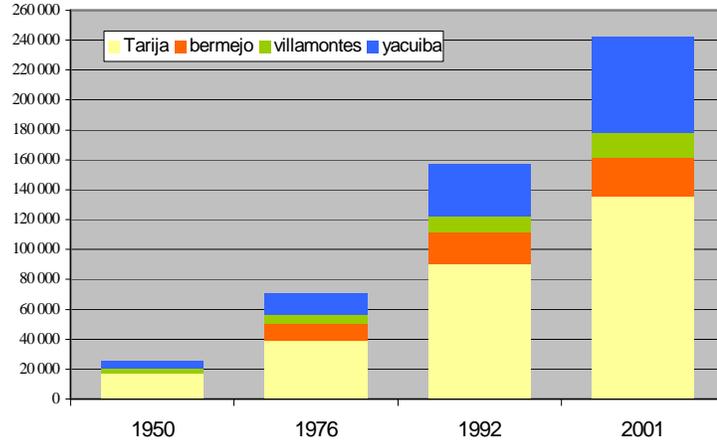
En conclusion, la situation démographique des campagnes andines est critique. Le mécanisme de la forte fécondité compensant l'émigration est fragile, la restriction du potentiel de reproduction aboutit déjà à dépeuplement dans de nombreux cantons. A l'Est, la population rurale n'est pas exempte du risque de voir sa composition changer rapidement, l'émigration est très présente malgré la démographie en trompe-l'œil du recensement de fait. Si l'on considère le taux de 2,5% comme le seuil au delà duquel la population rurale présente un bilan migratoire positif⁴⁰, la spatialisation des taux de variation annuels moyens de la période 1922-2001 [atlas CARTE D-5] démontre que sauf exception ou distorsion due à la présence de travailleurs temporaires, le bilan migratoire est largement négatif et parfois à des niveaux alarmants.

3 - L'inertie de la concentration urbaine.

Conformément au modèle national, l'augmentation de la population urbaine est structurée par la polarisation de la capitale départementale - en zone occidentale - et s'est accompagnée d'une progression du nombre des villes - dans les régions chaudes. Cette dernière tendance tarde à se renouveler, puisque Villa Montes et Bermejo ont été les dernières à franchir le seuil des 5.000 habitants, recensé en 1976, rejoignant ainsi Tarija et Yacuiba. L'évolution de la répartition de la population [ci-dessous FIG III-7] montre que la part de la capitale s'est stabilisée autour de 56% depuis 1976. La mobilité de la hiérarchie urbaine se situe au

niveau des villes orientales où la perte d'importance relative de Bermejo s'oppose à l'expansion de Yacuiba. La population urbaine du département du Tarija est donc l'expression d'un agrégat moyennement complexe à l'échelle bolivienne, que nous appréhenderons ici comme un tout.

FIG III-7 Département du Tarija - Evolution de la population urbaine selon les localités (1950-2001).



Localités urbaines : localités de 5.000 habitants et plus en 2001.

Source : recensements INE

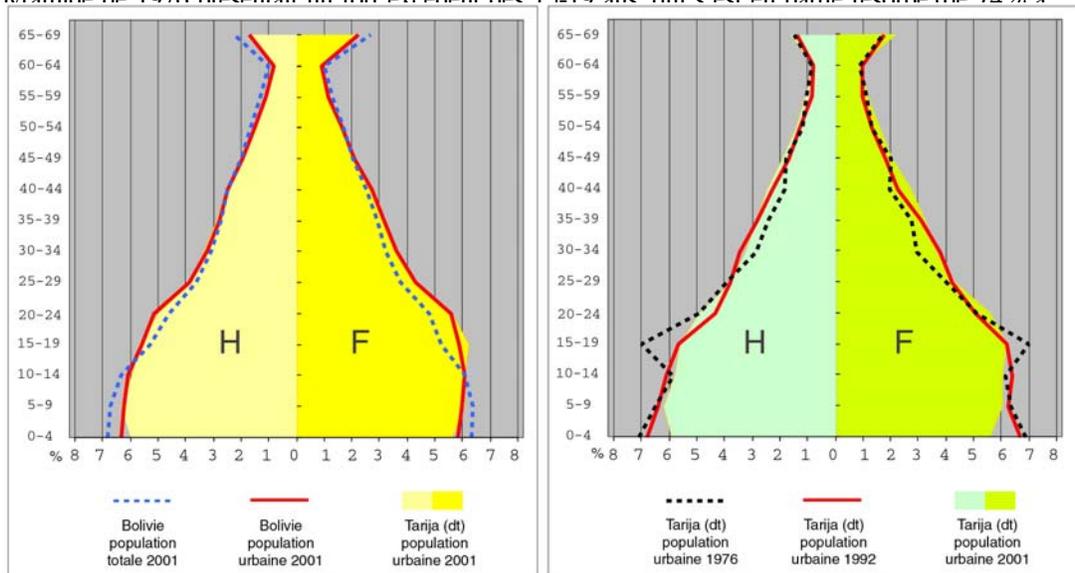
Le profil démographique tarijénien en 2001 est celui d'une population jeune et reflète pour l'essentiel le modèle national. Sur la pyramide [ci-dessous FIG III-8], la ligne en pointillés (profil de la population totale nationale) permet d'apprécier les effets de sous/sur-représentation.

- On constate tout d'abord un excédent de population dans les classes de 15 à 44 ans, plus prononcé chez les femmes. L'étranglement du haut de la pyramide signale ensuite, la sous-représentation relative de la population âgée. Enfin, le resserrement des strates correspondant aux tranches d'âge enfantines marque la baisse de la natalité ; une mutation qui semble plus avancée dans le département de Tarija, bien que les populations de référence ne soient pas strictement comparables⁴¹. Outre le caractère explosif de la croissance urbaine (la population a été multipliée par 3,4 en 25 ans), on dénote une évolution morphologique rapide entre 1976 et 2001, comme le synthétise le graphique [FIG III-9].

- La pyramide de 1976 présentait un fort excédent des 15-19 ans, qui s'est en partie résorbé (de 14% à

12% c
étudia

40 Le s
départe
41 La p
localité
petites



- La surféminité était déjà caractéristique en 1976, mais concernait plutôt les classes adultes supérieures ; c'est entre 1976 et 1992 que le déséquilibre entre les sexes s'étend au niveau des « 15-19 ans » (écart de 0,6% entre le pourcentage d'hommes et de femmes) et culmine dans la tranche « 20-29 ans » (écart de 1,3%) [TAB III-11]. La distribution observée en 2001 indique une réduction du déséquilibre : entre 1992 et 2001 les taux de croissance de la population féminine et masculine se sont rapprochés dans les catégories de 15 à 44 ans, avec une inversion de tendance dans le cas des 20-29 ans (le croît masculin est supérieur de 0,26%).
- L'évolution des taux d'accroissement selon la classe d'âge traduit bien l'accélération du vieillissement de la population [TAB III-12] d'une part, entre 1992 et 2001, les 45-64 ans et les 64 ans et plus sont les catégories dont l'effectif augmente le plus vite ; d'autre part, la population enfantine présente le croît relatif le moins élevé. Bien que les paramètres du vieillissement soient ainsi réunis, à la différence des campagnes, la population enfantine continue et continuera d'augmenter considérablement en nombre absolu.

CONCLUSION - DE LA DIVERSITE REGIONALE A LA COMPLEXITE DES CHAMPS MIGRATOIRES.

D'après notre bref exposé de la trame historique, le processus de cristallisation d'une société régionale entre Sucre et Salta a été conditionné par la succession de périodes d'intégration et d'isolement. Avec la colonisation espagnole, le noyau du peuplement s'est constitué dans la Vallée centrale, le pays *chapaco*. L'espace s'est élargi progressivement vers l'est, frontière « sauvage » pacifiée à la fin du XIXe siècle. Sous l'Empire espagnol, la relative prospérité de la région est liée à son positionnement proche du corridor de transit qui relie l'estuaire de la Plata au cœur du système politico-territorial (Potosi ou Lima). Sous la République, le petit département du Tarija est défavorisé par l'hégémonie du Nord qui privilégie l'intégration de l'*altiplano* avec les ports chiliens. La réactivation éphémère de l'itinéraire commercial vers Buenos Aires à la fin du XIXe siècle, à cause de la guerre du Pacifique, entraîne un essor significatif de la sensibilité du Tarija à l'orientation géographique des intérêts mercantiles maritimes. Il ressort de cette perspective que l'évolution de la région tarijénienne a été largement déterminée par un effet de confinement. A cette marginalité s'ajoute un défaut d'intégration interne, la Vallée centrale se trouve mal reliée aux terres hautes et aux Orient. En 1950, l'existence de deux petits centres régionaux sur le piémont du Chaco, l'importance démographique des régions chaudes (40% de la population départementale), le gabarit modeste de la capitale, signalent la faible polarisation de l'espace départemental.

La modernisation du territoire est insufflée par un nouveau cycle d'intégration à l'économie nationale favorable au développement des régions chaudes, dont on peut relever trois aspects : le développement du commerce transfrontalier et notamment la consolidation d'un axe géo-commercial oriental (voie ferrée puis route Santa Cruz-Yacuiba), l'exploitation des hydrocarbures et l'implication du département dans le plan d'industrialisation du pays. Ce dernier paramètre se révèle directement structurant, en entraînant la création

ex nihilo d'un pays sucrier au sud de la zone subandine et l'émergence d'une ville moyenne : Bermejo. Une expérience similaire visant la production d'huiles comestibles finit par échouer en revanche, dans la région de Villa Montes. C'est par l'hypertrophie de la fonction commerciale des villes-frontière que s'affirme ensuite le développement de l'espace oriental, qui atteint un impact exceptionnel avec la poussée de croissance de Yacuiba, véritable ville-champignon. Enfin, en lien avec le processus d'urbanisation du Chaco, le dynamisme démographique du piémont rural traduit l'émergence de nouvelles campagnes maraîchères. A la charnière des deux siècles, la distribution spatiale de la population départementale se caractérise encore par la primauté de la Vallée centrale, sauvegardée par la croissance rapide de la capitale. A ce cœur historique de l'agriculture intensive, s'associent les subrégions polarisées de Bermejo (monoculture industrielle de la canne à sucre), Villa Montes et Yacuiba (ceintures maraîchères et cultures agro-industrielles). C'est dans ces espaces que se joue le processus d'accumulation démographique démarquant le Tarija à l'échelle nationale.

Dans le cas tarijénien, l'examen des facteurs de l'accroissement confirme bien, quelle que soit l'expression de la baisse de la fécondité et de la mortalité, que c'est l'impact de la migration dans le processus de transition démographique qui régule la dynamique du peuplement. Dans les campagnes, la ponction qui s'opère rapidement sur les jeunes adultes, en particulier de sexe féminin, limite les potentiels de reproduction. Tant que le régime de la fécondité était haut, l'émigration se trouvait plus ou moins compensée par le solde naturel et la population rurale augmentait ou se maintenait à un niveau stationnaire. Or, la société bolivienne connaît une modernisation rapide et le département du Tarija est l'un des plus avancés. L'équilibre des facteurs démographiques qui assurait la reproduction du peuplement rural est menacé par la pénétration des équipements de santé, de l'électrification, de l'école ou des transports. La diffusion de la culture urbaine peut à court terme produire un effet couperet, en modifiant rapidement les pratiques de contraception : le Tarija présente en 2001 les indicateurs de fécondité les plus bas du pays alors qu'il se situait traditionnellement au-dessus de la moyenne. Les campagnes ne sont pas égales devant cette mutation, pour des raisons de situation géographique et de dynamiques agraires. La gravité de la crise démographique des campagnes andines est évidente, mais dans les régions orientales, l'enracinement de la population peut-être mis en doute.

Les principaux déterminants du peuplement régional - institutionnels, environnementaux, économiques, démographiques - sont la source d'un système complexe. L'impact des politiques publiques favorisant une expansion de la frontière couplée au développement agro-industriel s'est exercé dans l'espace départemental, avec plus ou moins de pérennité. Cependant, l'échelle des aménagements consentis par l'Etat n'a ni révolutionné les techniques, ni redimensionné l'espace cultivé de façon à maintenir les populations rurales dans leur milieu d'habitat ; l'irrigation des campagnes semi-arides et du Chaco notamment, reste à développer. La réalité sociale dominante est celle d'une petite agriculture aux méthodes traditionnelles, produisant peu d'excédents et qui doit faire face aux dégâts écologiques et à un marché de plus en plus concurrentiel. La diversité des terroirs s'est enrichie, permettant l'établissement de migrants, étendant les possibilités de travail temporaire, mais insuffisamment pour contenir le phénomène de l'émigration rurale.

La population des campagnes se redistribue donc dans des proportions variables, vers des destinations à identifier. Le réseau urbain départemental est probablement sollicité, la sélectivité de l'émigration suggérée par les pyramides d'âge rurales et urbaines donne bien des signes de correspondance, mais quelle est la part du mouvement interne dans l'accroissement démographique des villes ? Dans quelle mesure la prise d'importance de Tarija, Bermejo, Yacuiba ou Villa Montes traduit-elle l'attractivité du département, pour des populations extérieures ? Et inversement, précisons que le solde migratoire éminemment positif des villes n'implique pas l'univocité du mouvement : il y a plus de personnes qui arrivent mais celles-ci remplacent aussi des gens partis. Quels transferts de population s'opèrent entre centres urbains, dans le schéma d'une intégration départementale, nationale et internationale accrue ? Quel rôle jouent notamment l'espace argentin et les métropoles boliviennes ?

C'est bien dans une perspective systémique territorialement élargie qu'il convient de concevoir l'étude de la redistribution du peuplement régional. Notre principal objectif de recherche est maintenant d'apporter un éclairage général sur l'articulation des espaces, en utilisant le dispositif d'enquête Frontarbol. La sélection de localités représentatives des grandes associations « ville-campagne » - Tarija/vallée de Tolomosa, Yacuiba/Carapari, Villa Montes/Caigua - offre une grande diversité d'angles d'observation. Retenant celui de l'approche comparative des sous-systèmes migratoires, on séparera classiquement l'analyse, en optant pour commencer, par celle des mouvements de départ.

II - Le Tarija, terre de départs.

Le dynamisme démographique du Tarija perçu par contraste avec la situation de départements comme le Potosi ou le Chuquisaca doit être interprété comme une tendance. Il y a peu, le Tarija perdait bien plus de population qu'il n'en recevait, une réalité encore inscrite dans la démographie des campagnes à des degrés variables. Par ailleurs, les indicateurs de variation en milieu urbain signalent l'impact croissant de la migration mais n'informent en rien sur les composantes du solde migratoire, occultant totalement les phénomènes de remplacement. Il faut bien entendre par « solde migratoire positif » entre deux dates, qu'il y a un écart de stocks entre émigrants et immigrants, la supériorité numérique des seconds n'invalidant pas l'existence des premiers et révélant peu de la nébuleuse des flux. Les villes du département, petites ou moyennes selon l'échelle de référence, ne sont certainement pas des paradis résidentiels pour tous ceux qui y sont nés, ni l'exutoire unique de la crise rurale. Comment caractériser dès lors le phénomène de l'émigration départementale ? L'examen des sources disponibles et des concepts de la migration qu'elles impliquent guidera nos choix d'analyse [A]. Nous observerons en premier lieu la distribution géographique et morphologique des natifs du Tarija qui vivaient dans un autre département en 2001 [B]. La démarche est intéressante par le caractère exhaustif du dénombrement des personnes correspondant à la définition, mais fait abstraction des transferts de population internes et internationaux. Ce que les statistiques d'enquête éclairent sans limitation géographique et qui pourra être examiné en second lieu, permettant par ailleurs de révéler la singularité des systèmes migratoires locaux [C].

A - Le potentiel analytique du recensement et des enquêtes.

Que la définition de la migration s'établisse *a priori* ou *a posteriori*, le sujet est vaste et les choix se portent en fonction des objectifs assignés à l'analyse⁴². Si le « migrant est la personne qui s'est déplacée d'un point A vers un point B, dans un intervalle de temps donné », quel est le domaine de définition de A et B : la localité précise, une province, un département, un pays ? Sur quelle référence repose l'identification de la personne au lieu A : le lieu de naissance, la résidence antérieure, la résidence 5 ans auparavant, la « résidence-base », *et cetera* ? Et sur quels critères repose la notion de résidence : un temps de séjour minimal déclaré, déduit ? Le caractère arbitraire de toutes les définitions nous oriente vers la démarche pragmatique consistant à raisonner à partir des données dont on dispose. Nous nous inscrivons dans une perspective démogéographique : « ... une migration est un déplacement résidentiel contribuant au mouvement de la population, et un migrant un individu qui contribue par son déplacement durable à modifier la population de son aire de départ et de son aire d'installation »⁴³. Notre analyse repose sur un

⁴² H. Domenach, M. Picouet (1995), *Les migrations*, pp. 13-14.

⁴³ J. Pailhe (2002), *Migration, migrant, géographie de la population*, *Population, espace, société*, 2002-1/2, p. 77.

univers de faits identifiés par deux appareils de collecte - recensement et enquête - amenant une information indicielle sur le mouvement migratoire. Ce qui nous conduit à commenter la spécificité des définitions de l'émigration induites par ces deux sources.

1 - La migration sur durée de vie, d'après les recensements.

La diffusion des principales variables du CNPV2001 sous forme de tables élémentaires (âge, sexe) a été tronquée concernant la migration, par la dissimulation du détail géographique concernant le lieu de naissance et la résidence antérieure. C'est en effet le filtre départemental qui prime et les migrations internes au département n'apparaissent pas : par exemple, on peut isoler la population native du Tarija recensée dans l'ensemble des *municipios* du pays, mais on ne saura pas combien de natifs de la province Arce vivent dans la ville de Yacuiba. Il est à préciser que ces statistiques ne reposent pas sur la population de fait mais la population recensée sur place et « résidant habituellement » dans ce lieu⁴⁴. La distinction entre non natifs résidant habituellement ailleurs et non natifs régulièrement installés qui aurait été d'un certain intérêt analytique n'est donc pas possible⁴⁵. En synthèse, la perspective qui nous est offerte est celle d'un état des stocks de migrants en 2001, suivant deux définitions classiques⁴⁶ : d'une part, la migration sur « durée » ou « cycle » de vie comptabilise tous les natifs du Tarija dont le « lieu de résidence habituelle » se situe dans un autre département ; d'autre part, le « changement de résidence » que l'on appelle « migration récente » en Amérique latine, renvoie à la population de 5 ans et plus, quel que soit son lieu de naissance, qui résidait dans le département du Tarija 5 années auparavant, et se trouve recensée en 2001 dans un autre département. Ce second stock reflète donc l'impact du flux des personnes qui ont quitté Tarija récemment pour s'installer ailleurs en Bolivie.

Bien que rudimentaires, ces outils sont particulièrement intéressants lorsque l'on dispose d'une série permettant la comparaison intercensitaire. Dans le cas présent, on connaît les effectifs de migrants départementaux pour les trois derniers recensements ; en revanche, concernant les structures démographiques désagrégées, on est contraint de se limiter à la « photographie » de 2001 et à des regroupements selon l'âge des personnes. Une information suffisante pour révéler des ordres de grandeur, observer la sélectivité générale de l'émigration et surtout en localiser les lieux d'implantation⁴⁷ ; on utilisera principalement le maillage municipal pour les distributions à l'échelle nationale et les maillages provincial et cantonal, pour l'échelle départementale. Notre recours au recensement se limitera à l'analyse de la « migration sur durée de vie », le gain d'information de l'analyse des « changements de résidence » ne se révélant pas stratégique. L'une des grandes carences de ces approches est qu'elles occultent de toute façon, outre la migration intra-départementale, les mouvements externes de population. Alors que nous disposons

⁴⁴ Le reclassement résulte de la question n°33 du questionnaire : « Où vivez-vous habituellement ? ».

⁴⁵ Excepté dans des exploitations spécifiques telle celle que nous utilisons dans la partie III.

⁴⁶ Tapinos (1991), p. 158.

⁴⁷ Voir pour une analyse exhaustive de ces variables à l'échelle nationale, M. Vargas Bonilla (2003), Estudio de la migración interna en Bolivia.

avec les enquêtes de notre programme de recherche, de bases de données plus complexes, complètes et originales dans l'éclairage pouvant être apporté au phénomène de l'émigration dans le département du Tarija.

2 - Les enquêtes du programme Frontarbol : un univers de redondances à exploiter.

A l'issue de la campagne d'enquêtes menée côté bolivien, six localités ou sites ont été enquêtés : Tarija, Yacuiba, Villa Montes, un échantillon représentatif des communautés agricoles de la vallée de Tolomosa, les villages de Carapari et de Caigua [annexe TEXTE 2]. Quatre sous-fichiers susceptibles d'alimenter utilement notre diagnostic peuvent être extraits de la base de données, opposant diverses facettes de la migration.

- **La migration retour**⁴⁸ - Il s'agit de la situation de l'« ex-émigrant » qui est détectée quand un individu enquêté sur un lieu que l'on juge originel, déclare une migration⁴⁹ (forcément achevée puisque sa situation résidentielle au moment de l'enquête en témoigne). La sous-population de travail peut donc être composée des résidents de la localité enquêtée qui auront déjà effectué une migration hors de cet endroit⁵⁰. L'intérêt principal de la méthode réside dans l'agrégation des « évènements-migrations » qui traduit ainsi l'évolution de l'intensité annuelle du phénomène des départs et des retours dans la localité⁵¹. Certes, il s'agit d'une information rétrospective basée sur le témoignage des migrants revenus - est-elle bien représentative de l'ensemble émigré ? -, mais croisée avec les variables individuelles⁵² et recoupée avec les autres enquêtes, le potentiel analytique en résultant est précieux dans notre champ d'étude.

- **La population globale des « évènements-migration »** - Le fichier issu du module « migrations » constitue par ailleurs une base d'information sur les arrivées et les départs dans les lieux enregistrés. La distribution des dates de début et de fin de migration des habitants de la ville de Tarija ayant vécu à Yacuiba, donne une information sur la dynamique de l'émigration dans cette dernière. La représentativité de la statistique se limite à l'expérience des habitants de la localité enquêtée (sous réserve d'effectifs suffisants), mais si la tendance est corroborée par d'autres enquêtes - l'expérience des populations de Villa Montes, Tolomosa, Carapari, Caigua -, on tend alors vers une véritable démonstration. On peut envisager d'obtenir ainsi des informations sur n'importe quelle région ou localité du pays et de l'Argentine (si le nombre de cas le permet).

⁴⁸ Selon H. Domenach et M. Picouet (1995), *op. cit.*, p. 12 : « Ce concept a surtout été utilisé, au plan international, pour étudier les effets du retour d'anciens émigrés dans leur pays d'origine ; il se base sur une durée de présence assez longue dans les pays d'accueil. Dans ce cas il serait plus correct d'employer le terme de 'ré-migration' ».

⁴⁹ Il s'agit des évènements migratoires recensés en réponse à la question : « Dans votre vie, avez-vous déjà vécu ailleurs au moins six mois continus, dans un endroit autre que votre lieu de naissance et ici ? », exprimée dans les modules « migration » de toutes les enquêtes et appliqué à la population résidente de 15 ans et plus.

⁵⁰ S'ils n'en sont pas natifs, il faut vérifier que les individus étaient déjà installés dans le lieu d'enquête.

⁵¹ On utilise ainsi la population des « évènements-migrations », une même personne pouvant alimenter au maximum trois fois le fichier, puisque ont été recueillies les trois dernières migrations.

⁵² C'est quasiment l'ensemble des variables de l'enquête qui peuvent être attachées à l'individu outre les renseignements spécifiques sur la structure de la migration.

- **L'émigration déduite de l'immigration** - Selon le même principe, l'inventaire des non natifs dans une localité renvoie forcément à l'émigration d'un lieu d'origine. La date d'installation⁵³ dans la localité enquêtée peut être assimilée à la date de départ de la localité de naissance, si l'individu ne déclare pas d'expérience migratoire intermédiaire. Ce procédé contribue donc indirectement à capter les faits de mobilité constitutifs du phénomène de l'émigration dans des localités ou régions non enquêtées.
- **La dispersion résidentielle de la descendance des ménages**- Les enfants sortis du ménage sont identifiés par le module « enfants ». Les variables disponibles sont hétérogènes selon les enquêtes, en règle générale elles ne renseignent pas directement l'histoire résidentielle de l'individu⁵⁴ (seulement âge, sexe, lieu de naissance sauf ENTAR 2001, profession dans certaines enquêtes, liens entretenus avec le foyer parental), mais débouchent peut-être sur l'expression la plus réaliste géographiquement, du phénomène de l'émigration. En effet, en assemblant le sous-fichier des enfants résidant avec leurs parents et celui des enfants sortis du foyer, c'est toute la descendance survivante du ménage qui est reconstituée⁵⁵. Le statut résidentiel de cette population offre un angle d'observation du processus de « décohabitation »⁵⁶, qui génère à son tour une perspective analytique forte sur le processus de reproduction démographique des communautés. Les enfants partis du foyer parental, selon qu'ils résident dans la localité enquêtée ou ailleurs, sont le meilleur révélateur de la capacité de rétention démographique du lieu et de l'attractivité d'autres lieux pour la communauté de référence. Toutefois dans l'absolu, on ne peut pas déduire de l'opposition des lieux de résidence parents-enfants, que les seconds ont émigré du lieu d'enquête. Par exemple, la décohabitation peut très bien s'être produite antérieurement à l'installation des parents dans la localité enquêtée ; ou bien, des enfants qui sont nés et restés en Argentine alors que leurs parents auraient effectué une migration-retour, ne sont pas des émigrants. Le sens des statistiques serait à interpréter en fonction de l'origine des parents et des enfants, de leur parcours migratoire et des cycles de vie de chacun, une tâche irréalisable dans le détail avec ce type d'enquête. On connaît néanmoins le lieu de naissance des enfants partis ou non dans les enquêtes postérieures à ENTAR 2001, ce qui autorise certaines distinctions. Finalement, pourquoi ne pas voir simplement dans la décohabitation avec différenciation de la localité de résidence parents-enfants, un déplacement dont le point de référence ne serait pas le lieu de naissance, ni le lieu de résidence à un moment donné, mais la localisation du foyer parental ? Compte tenu du caractère arbitraire de toutes les définitions, pourquoi ne pas considérer également celle-ci, qui équivaudrait donc à un concept de migration sur durée de vie, par rapport à la cellule familiale d'origine ?

En bref, chaque sous-population est susceptible de témoigner d'une dimension spécifique du fait migratoire, de façon plus ou moins éclairante concernant les champs géographiques de la migration, sa temporalité, sa sélectivité sociale et démographique ou bien encore ses déterminants économiques. Il est

⁵³ On utilise ici le module individuel appliqué à tous les résidents de 15 ans et plus.

⁵⁴ Excepté dans le cas d'ENTOL 2002 où l'on dispose de l'âge au premier départ et de l'état civil à ce moment là.

⁵⁵ Les enfants illégitimes sont en principe écartés.

⁵⁶ Le parcours résidentiel des individus s'initie avec le départ de chez les parents, un événement sur lequel il est particulièrement difficile de statuer, comme le soulignent Bonvalet et Lelièvre (1989) en référence à l'enquête Peuplement et Dépeuplement de Paris, citées dans <http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/docs/ouvr//cilog1.htm>, "La ville en

finalement un point essentiel concernant le dispositif Frontarbol, c'est que la pluralité et la complémentarité des lieux d'enquête implique un potentiel de redondance à exploiter. L'installation dans un lieu renvoie au départ d'un autre et quand ces deux lieux ont été enquêtés, l'information sur la dynamique migratoire peut être corroborée ou contrastée. Par ailleurs, ce mécanisme est déclinable en interrogeant chaque enquête concernant un paramètre précis, s'il est suffisamment renseigné ; on peut par exemple analyser l'évolution de l'occurrence des migrations de travail associées à une activité comme le commerce. A défaut d'information fine à l'échelle individuelle et familiale des cycles de vie, l'utilisation simultanée des enquêtes est performante en termes d'analyse dynamique du peuplement régional, notamment grâce au leitmotiv de l'inscription spatiale précise des paramètres individuels⁵⁷. Il en résulte que l'univers géographique des faits de population captés dépasse le champ d'analyse de cette thèse, d'autant que le dispositif a été complété en 2003 par une enquête réalisée côté argentin dans la ville de San Salvador de Jujuy. L'approche synthétique d'une telle complexité est difficile à mettre en œuvre, et fait courir le risque d'une analyse vide de sens. On se limitera dans ce chapitre à en présenter une expression élémentaire, en insistant sur la singularité des systèmes migratoires de la vallée de Tolomosa, de Tarija, Carapari, Caigua, Villa Montes et Yacuiba.

B - La redistribution des natifs du Tarija en Bolivie, entre effets de capillarité et attraction des capitales.

La population native du Tarija résidant habituellement dans ce département au dernier recensement est de 283.091 individus ; les natifs qui vivent dans un autre département sont 44.531 : il y a donc 6,5 natifs dans le département pour 1 à l'extérieur et 13,6% des natifs du Tarija résidant habituellement en Bolivie sont des migrants internes. Ces statistiques illustrent partiellement l'ampleur de l'émigration puisque les expatriés n'apparaissent pas, ce qui les rend d'autant plus éloquentes : la population de natifs partis du département est considérable.

1 - La population émigrée : des disparités de profil selon le milieu d'habitat.

La distribution selon l'âge et le sexe, observable en 2001 [TAB III-13, ci-dessous FIG III-10], traduit ainsi l'état d'un stock d'émigrants sur durée de vie qui résulte d'une série d'apports mais aussi de retours, ainsi que de l'action de la mortalité. Bien que la pyramide d'âges ne livre pas d'information sur l'action différenciée de ces facteurs, elle permet d'en observer la sélectivité générale.

mouvement », 12/04/2002. Ainsi, nous ne prétendons pas établir avec certitude l'effectivité de la décohabitation, mais pour l'analyse, nous considérons qu'un enfant de 15 ans et plus déclaré dans le module « enfants », est sorti du ménage parental.

⁵⁷ On s'est efforcé de renseigner un maximum de faits par une localité précise et la finesse de cette information a été sauvegardée par un lourd travail de codification qui autorise une grande souplesse dans la constitution d'agrégats spatiaux.

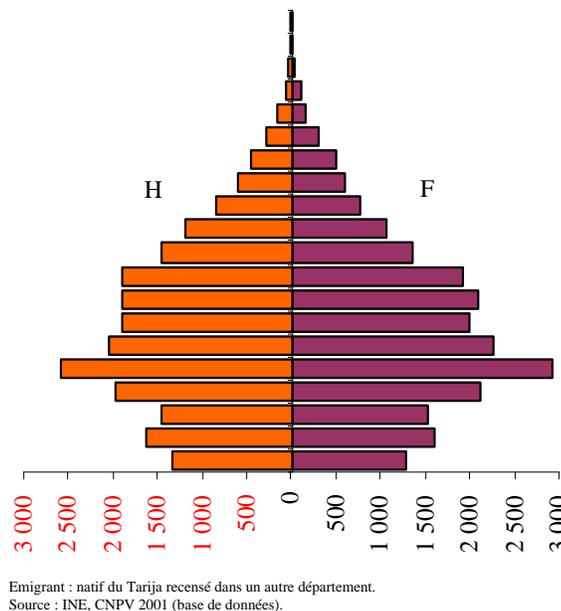


FIG III-10 Bolivie 2001 - Les émigrants du Tarija : pyramide des âges.

- L'allure de la pyramide, centrée sur les classes en âge de travailler, réduite dans les strates inférieures et supérieures, est typique des populations émigrées. Cette forme de toupie présente néanmoins l'originalité de disposer d'une base enfantine importante : les 0-14 ans représentent 20% de la population. Cela signifie que les émigrants peuvent se déplacer avec leur famille et que la dynamique des transferts de population est encore très active (la tranche des 0-4 ans notamment, est la preuve de mouvements récents), malgré ou du fait de l'attractivité du Tarija.

- Le renflement de la pyramide est relativement régulier entre 15 et 44 ans ; le modèle serait proche de l'équirépartition (environ 9% par groupe d'âge quinquennal) si la classe des 20-24 ans ne se différenciait aussi nettement (12,7%). Une telle surreprésentation est peut-être le signe d'une intensification récente de la dynamique d'émigration.

- L'émigration touche les deux sexes avec un léger effet de différenciation selon l'âge : on constate un début de déséquilibre à partir de 10-14 ans, qui s'affirme dans le sens d'une surféminité notable de 20 à 39 ans ; c'est le rapport inverse qui est établi ensuite, les hommes sont en nombre supérieur de 45 à 59 ans, puis les femmes deviennent ensuite largement majoritaires, le différentiel de la mortalité influant.

L'introduction de discriminants spatiaux - la répartition de la population native du Tarija dans le maillage municipal [voir CARTE III-2] et la simple ventilation des individus selon le milieu d'habitat⁵⁸ - autorise plus de discernement.

- Les capitales départementales concentrent 70% (31.139 individus) des natifs du Tarija résidant dans un autre département, une proportion qui signale le caractère dominant de la migration vers la ville et Santa Cruz en particulier [encart B]. En effet, cette dernière est le lieu de résidence de 40% des émigrés du Tarija,

⁵⁸ Nous avons préféré distinguer deux groupes : les migrants qui habitent une capitale et les autres. Compte tenu de la dispersion géographique de la population, utiliser la division urbain-rural selon le seuil de 2.000 habitants imposé par l'INE aurait trop réduit l'effectif restant. La population des capitales correspond à la population urbaine des *municipios* constitutifs de l'agglomération telle que définie par l'INE dans sa définition des aires métropolitaines [voir chapitre 2-II-B-3].

alors que La Paz ne représente que 14%, Cochabamba 8% et Sucre 5%. Les autres concentrations notables (entre 1% et 2%), sont celles de quelques municipios de la région intégrée de Santa Cruz (Warnes, Montero, Mineros, San Julian), Oruro, Potosi, et certains municipios limitrophes ou proches du Tarija (Machareti dans le Chaco, Tupiza et Villazón sur l'*altiplano* Sud).

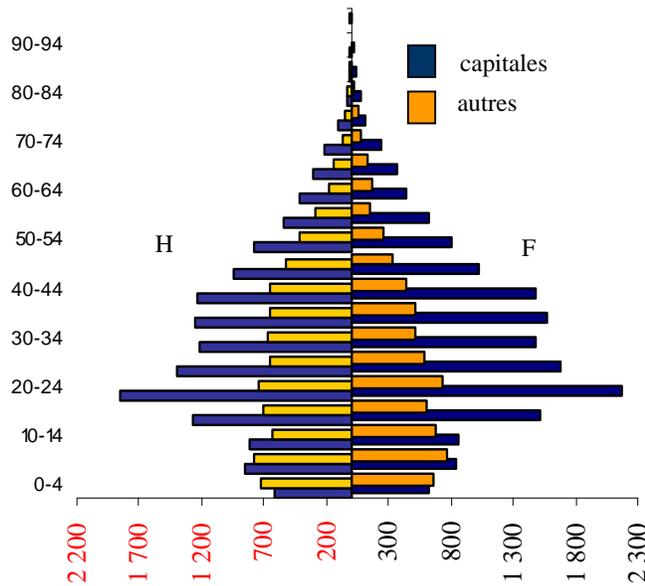


FIG III-11 Bolivie 2001 - Les émigrants du Tarija selon le milieu d'habitat : pyramides des âges superposées.

Emigrant : natif du Tarija recensé dans un autre département.
Source : INE, CNPV 2001 (base de données).

- Or, ces deux sous-populations présentent des caractéristiques démographiques différentes selon le milieu d'habitat [TAB III-13, 14, 15]. Le profil de la pyramide d'âges des natifs vivant dans une capitale est proche de celui de la population totale avec deux accentuations principales : d'une part, la surféminité est plus prononcée et ce, dès 15-19 ans (54% de femmes) ; d'autre part, la population est davantage concentrée dans les groupes d'âges jeunes, les 20-24 ans se distinguant particulièrement (13,5% du total). En revanche, la structure de la sous-population des émigrants « hors capitale départementale » est fort éloignée du profil général : la forme est régulière et allongée, sans renflement centré sur les adultes jeunes, c'est au contraire une catégorie enfantine - les 5-9 ans - qui est la plus représentée ; puis le rapport des sexes est inversé, la surreprésentation masculine est bien marquée et augmente dès 15-19 ans, son point d'inflexion intervenant à partir de 60-64 ans.

2 - Les natifs du Tarija recensés dans les provinces du Sud : des migrants ambigus.

Que la structure de population diffère notablement dans les capitales, porte l'attention sur l'ambiguïté du lieu de naissance et la fonctionnalité des espaces dans le Sud bolivien. De 0 à 14 ans, la masse des natifs est similaire de part et d'autre, mais la répartition dans le maillage municipal [voir CARTE III-2] est très spécifique, révélatrice d'une logique de « capillarité⁵⁹ ».

En effet, la concentration des enfants dans les *municipios* proches du département de Tarija est remarquable, comme le souligne la répartition des 0-4 ans [CARTE III-2, encart A-a] qui témoigne de l'activité présente du phénomène. Que signifie la forte présence d'enfants natifs du Tarija dans les provinces limitrophes, bassins d'expulsion notoires comme le signalent les taux d'accroissement observés depuis 1950 [voir chapitre 2-III-A-1-a] ? Les causes potentielles sont justement liées à cette réalité, productrice d'un entrelacs de liens sociaux entre les subrégions du Sud bolivien. Ainsi, des enfants auront pu naître fortuitement au cours d'une migration temporaire des parents dans le département du Tarija ou bien, pour des raisons de confort et de réseau migratoire, il est possible que certaines femmes du Potosi et du Chuquisaca viennent accoucher dans le Tarija. Autre hypothèse, une fraction de cette population enfantine pourrait avoir été conçue dans le cadre d'unions mixtes occasionnées par la migration de l'un des parents dans le Tarija ; le retour dans le lieu d'origine impliquant alors l'émigration des enfants. On vérifie là encore la relativité du concept de l'origine fondé sur l'unique lieu de naissance, et donc des définitions de la migration qui s'y réfèrent. Enfin, s'agissant d'émigration sur durée de vie, l'interrelation de voisinage entre les communautés d'une rive à l'autre du Rio Pilaya (limite avec le Chuquisaca) ou du Rio San Juan del Oro (Chuquisaca et Potosi), débouche sur des événements démographiques (naissances, mariage et réunion des conjoints) sans signification migratoire, mais répertoriés par notre système statistique. Bref, la contiguïté des territoires, l'articulation des systèmes agraires, la polarisation exercée par les villes tarijéniennes sont susceptibles entre autres causes, d'être à l'origine d'une grande diversité de déplacements. Il existe de ce fait une forte interaction démographique entre le département du Tarija et les régions limitrophes, la concentration de la population enfantine citée auparavant en est l'un des symptômes.

La question de l'incidence de cette « capillarité démographique » se pose également face au phénomène de la différenciation des taux de masculinité. Si en tendance, les natifs du Tarija âgés de 15 à 64 ans résidant hors des capitales départementales sont majoritairement des hommes, les régions limitrophes font très nettement exception [CARTE III-2, encart A-b]. La population en question entretient-elle un lien génésique avec celle des enfants natifs du Tarija ou est-elle simplement issue de générations antérieures, soumises aux mêmes avatars de la naissance ? Les deux options ne s'excluent pas et cette surféminité reste difficile à interpréter. On doit toutefois noter que les taux de masculinité des émigrants correspondent

⁵⁹ Selon R. Brunet, A. Ferras, H. Théry (1993), *Les mots de la géographie*, p. 43 : « L'aréolaire en tant que manifestation et dimension des phénomènes géographiques entretient une relation dialectique avec le réticulaire et le capillaire : certains phénomènes ont des extensions en surface, d'autres en réseau, et c'est en général la diffusion fine et généralisée des réseaux par le capillaire qui permet la transformation du réticulaire en aréolaire – et réciproquement ».

approximativement à ceux de la population totale de 15 à 64 ans, ce qui appuie l'hypothèse d'une population de « faux émigrants », individus nés fortuitement dans le Tarija et représentatifs des comportements démographiques locaux. D'où l'absence d'évasement de la pyramide d'âges : ces enfants déplacés du Tarija par la migration familiale sont amenés lorsqu'ils grandissent à émigrer par eux-mêmes, en majorité dans les capitales comme le montrent nos statistiques, ou retournant peut-être dans le Tarija où ils ne sont pas captés comme immigrants par le recensement.

C - La descendance des ménages, population témoin de la singularité des systèmes migratoires.

A partir des enquêtes réalisées dans le département, la situation résidentielle des enfants⁶⁰ recensés dans les différents ménages, partis ou habitant encore avec leurs parents, offre une double perspective : celle du processus d'émigration et son pendant, l'observation de ceux qui restent, et alimentent la reproduction démographique *in situ*. Outre la difficulté d'établir avec certitude un statut résidentiel dans un environnement où la circulation s'accroît, la fiabilité de celui-ci est encore plus relative chez les jeunes, compte tenu des aléas de la « turbulence résidentielle »⁶¹ qui caractérise les premiers moments de l'émancipation, les études, le service militaire, des expériences temporaires... Les enfants ont-ils vraiment quitté leurs parents et la migration déduite en est-elle vraiment une ? Pour l'analyse, notre référence est le lieu d'habitat déclaré spontanément par le ménage, bien que l'on puisse envisager des situations de bi- ou multi-polarité résidentielle⁶². Rappelons que toutes les localités sont des villes ou des villages, exceptée la « vallée de Tolomosa », échantillon représentatif de l'habitat du bassin versant du Rio Tolomosa, au Sud-est de Tarija. L'étude conjointe de ces populations d'« enfants des ménages » offre ainsi une première approche comparative des populations enquêtées.

1 - Rupture résidentielle et milieu d'habitat.

Les enfants qui se désolidarisent du foyer parental se retrouvent-ils dans la même localité ? Quels contrastes observe-t-on entre ville et campagne, entre l'Est et l'Ouest ? La distribution du statut résidentiel selon l'âge⁶³, le sexe et par enquête donne un aperçu des processus de rupture résidentielle et de la sélection qui s'opère.

⁶⁰ Il s'agit des enfants du ménage, descendants du chef de ménage et du conjoint s'il y a.

⁶¹ *Idem* note 56.

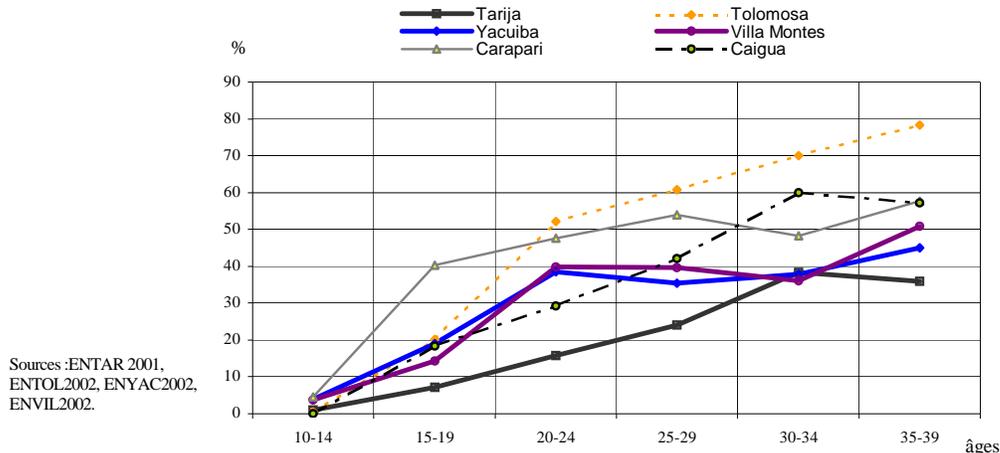
⁶² Certaines variables du module « enfant » permettraient de classer les cas : fréquence et durée des visites, activité de l'enfant, statut matrimonial, mais l'hétérogénéité des enquêtes sur ces aspects rend difficile la comparaison générale.

⁶³ A l'échelle de l'ensemble des enquêtes, on peut difficilement parler de cohortes (générations) car les localités ont été recensées à des moments différents (entre septembre 2001 et juillet 2002).

a - La structure des prélèvements par groupe d'âges : une comparaison générale.

Le pourcentage d'enfants habitant une localité différente des parents, distribué selon le groupe d'âge [TAB III-16], offre une photographie du processus opposant les mêmes biais d'analyse transversale qu'une courbe de fécondité par âge. La vision d'ensemble qui en ressort est la grande dispersion des profils, hormis la similarité des villes du Chaco.

FIG III-12 Frontarbol - Pourcentage des enfants habitant une localité différente des parents, selon le groupe d'âges.



- La courbe de la ville de Tarija indique un étagement très progressif de la désolidarisation enfants-lieu de résidence parental. Jusqu'au groupe des 25-29 ans, le pourcentage est nettement en deçà des autres enquêtes, ce qui constitue une spécificité démographique remarquable, la capacité de conserver la population des jeunes adultes plus longtemps : entre 25 et 29 ans, les trois quarts de la descendance des chefs de ménage résidant à Tarija se trouvent encore dans cette même localité.

- A Yacuiba et Villa Montes, l'expulsion est moins progressive et dès 20-24 ans, la proportion se stabilise autour de 40% et augmente chez les 35-39 ans. Ce caractère stationnaire est atypique car la tendance de l'émigration est normalement cumulative. Il suggère l'existence d'un phénomène d'intensification de l'émigration : si déjà 40% des enfants âgés de 20 à 24 ans en 2002 ne vivent pas dans la ville de leurs parents, qu'en sera-t-il dans dix ans pour cette génération ? Sans possibilité de comparaison avec un autre moment, l'interprétation est délicate, mais on peut penser qu'il s'agit d'un effet de la crise du commerce transfrontalier [voir chapitre 4-III].

- Des trois localités rurales, Caigua semble être celle qui retient sa jeunesse le plus longtemps, même si l'émigration s'intensifie après 29 ans et si le bilan des « 30 ans et plus » témoigne d'un niveau de prélèvement comparable à celui des vallées andines. Carapari se signale par un pourcentage de 40% dès 15-19 ans, qui introduit un écart douteux avec les autres enquêtes ; une haute proportion d'étudiants, l'existence de propriétés agricoles localisées dans d'autres finages, l'installation récente d'immigrants sans leur famille peuvent en être l'origine. Dans la vallée de Tolomosa, jusqu'à 15-19 ans, le pourcentage des enfants partis

de la communauté est dans la moyenne, mais dès 20-24 ans les niveaux d'expulsion atteints se détachent très nettement des autres cas, signalant l'intensité particulière de l'émigration dans les campagnes andines.

b - Le trend du processus de prélèvement.

L'opposition ville-campagne apparaît clairement en agrégeant les enquêtes urbaines et rurales, comme le résume l'évolution par âge du pourcentage d'enfants ne résidant pas dans la même localité que le ménage de référence. Présentée sous forme de courbe lissée⁶⁴, la distribution exprime la tendance cumulative des prélèvements.

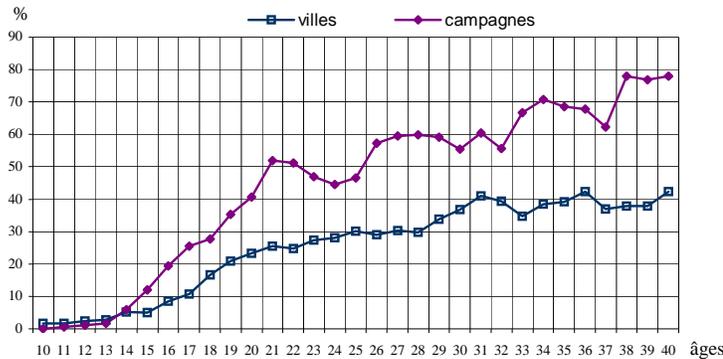


FIG III-13 Frontarbol - Pourcentage des enfants habitant une localité différente des parents, selon l'âge, par milieu d'habitat (courbes lissées).

La proportion augmente très rapidement à partir de 14 ans dans les campagnes, pour atteindre 50% à 21 ans environ et quasi 80% à partir de 38 ans. Dans les villes, la proportion augmente stablement de 20 à 28 ans, et « plafonne » à 40% dès 31 ans. L'intensité de l'émigration est plus forte dès l'âge de 15 ans dans les campagnes et l'accumulation reste nettement supérieure. Les oscillations du mouvement sont difficilement interprétables à l'échelle de l'agrégat mais laissent penser que des facteurs agro-économiques locaux peuvent avoir une incidence, alors que le caractère relativement constant de la tendance dans les villes donne l'impression d'une progression linéaire, qui donnerait davantage valeur de modèle à la représentation. Celui-ci suggère un effet de tarissement de la population candidate à l'émigration, passé l'âge de trente ans.

Or, cette linéarité n'est qu'apparente car la distinction du processus selon le sexe renvoie à des divergences passé l'âge de 19 ans.

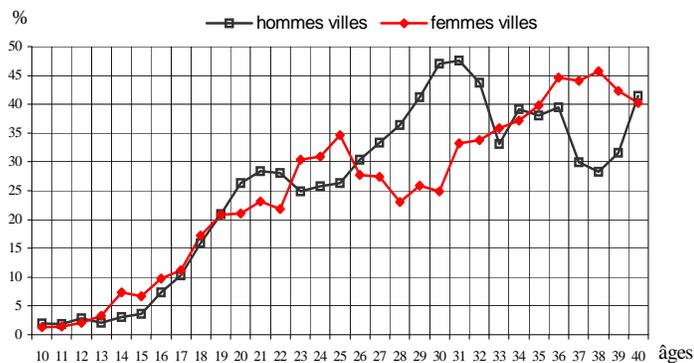


FIG III-14 Frontarbol zone urbaine - Pourcentage des enfants habitant une localité différente des parents, selon l'âge (courbes lissées).

Sources : ENTAR 2001, ENTOL2002, ENYAC2002, ENVIL2002.

⁶⁴ Il s'agit d'une courbe lissée (moyenne mobile d'ordre 3) car les effectifs pour chaque âge ne sont pas homogènes.

On observe une oscillation du poids de l'émigration selon l'âge et une alternance des termes du différentiel hommes-femmes. On constate par exemple entre 26 et 32 ans, une forte surmasculinité dans les prélèvements et l'inverse entre 36 et 39 ans. Cela signifie qu'il n'existe pas un modèle d'expulsion stable et que les comportements sont susceptibles d'évoluer. En définitive, le regroupement des 30 ans et plus, permet mieux d'apprécier l'état de la sélectivité de l'émigration dans les villes [TAB III-17] : il montre qu'il existe une approximative parité des sexes à Tarija et Villa Montes et une légère surmasculinité à Yacuiba (écart de 5% entre les sexes).

c - Le statut résidentiel des 30 ans et plus.

La catégorie des enfants de « 30 ans et plus » constitue une population de référence [TAB III-16] pour juger de l'état du processus en phase finale⁶⁵. A ce stade, l'homogénéité des distributions dans les trois villes est remarquable : environ 20% des enfants sont encore avec leurs parents, 40% résident dans la même localité qu'eux et 40% habitent une autre localité. Dans les campagnes, les situations sont plus différenciées : à Caigua et dans la vallée de Tolomosa, 72% des enfants n'habitent pas la localité de leurs parents ; si la cohabitation est très peu fréquente sur le piémont chaquézien (4%), fonder un foyer sur place est une option courante (24%), tandis qu'à Tolomosa les enfants sont davantage amenés à rester avec les parents (12%). Est-ce que des différences culturelles sont susceptibles d'expliquer cette différenciation ? Les hypothèses d'ordre économique nous semblent plus pertinentes compte tenu de l'histoire et des potentialités des systèmes agraires respectifs. Comme nous l'analysons au chapitre 4 [voir I-B-2], il existe une certaine élasticité du système foncier à Caigua, avec un potentiel de subdivision de la ressource. Alors que dans les vallées andines l'occupation est ancienne et les terres octroyées par la Réforme Agraire (années 50) se sont redistribuées par l'héritage et l'action du marché foncier sur plusieurs générations. Dans le cas de Carapari enfin, le système agraire ne pèse pas de la même façon et le fait que 31% des enfants restent dans la localité pour 46% de partants, est à rapprocher du développement d'une économie de services. Ainsi, pour la catégorie des 30 ans et plus, le discriminant Orient-Occident ne semble pas déterminant : qu'il s'agisse des campagnes traditionnelles ou de peuplement récent, le destin des jeunes est le plus fréquemment de partir ; quelle que soit la ville, centre historique ou réseau urbain émergent du Chaco, le taux de redistribution de la descendance des ménages est identique.

d - La capacité de rétention démographique des localités.

Le rapport entre les enfants ne résidant pas dans la localité des parents et le total des enfants sortis du foyer (pour cent), fournit un indicateur synthétique de la capacité de rétention démographique des localités enquêtées [ci-dessous FIG III-15]. Selon celui-ci, les villes conservent plus de 40% de la descendance des

⁶⁵ Appliquer le raisonnement de la descendance finale pour mesurer et comparer l'intensité de la décohabitation et de l'émigration est difficile : d'abord, la réversibilité des comportements est un biais important, puis il faudrait trouver le seuil au-delà duquel on ne quitte plus les parents (à l'instar de celui au-delà duquel on n'a plus d'enfants) et l'on serait confronté au problème de la mortalité parentale puisque les enfants seraient âgés. L'analyse par groupe d'âges est donc l'unique solution et la catégorie des « plus de 30 ans » fournit un point d'observation d'autant plus acceptable sur l'état du processus en « phase finale », qu'il concentre la majorité des cas et que l'effectif est peu « parasité » par les situations d'étudiant.

ménages, Tarija bénéficiant d'un potentiel de reproduction supérieur, en retenant 50% de la population féminine⁶⁶. Ces enfants qui ont vraisemblablement fondé un foyer ailleurs sont ensuite susceptibles de quitter la ville, mais l'on distingue bien ici le ressort de la différenciation démographique que constitue cette capacité de rétention spécifiquement urbaine, exacerbée dans le cas de la capitale. On peut compléter ce constat en observant la distribution du statut résidentiel selon l'âge et le sexe [TAB III-17]. A Tolomosa, la proportion de ceux qui restent est plus réduite qu'ailleurs, les femmes partent davantage, dans toutes les tranches d'âges ; à 30 ans et plus, 76% d'entre elles résident dans une autre localité et seulement 14% ont fondé un foyer dans la communauté. Or, les dernières générations tendent à faire encore baisser cette moyenne, sur 100 personnes de 15 à 24 ans ayant décohabité, moins de 10 sont restées sur place. Un schéma que l'on voit naître aussi dans les campagnes orientales, mais qui n'intervient pas dans un tel contexte d'exode : à Carapari, 34% des femmes sorties du foyer parental habitent le village et 33% à Caigua ; celles-ci partent d'ailleurs en moyenne plus tard et dans une proportion moindre.

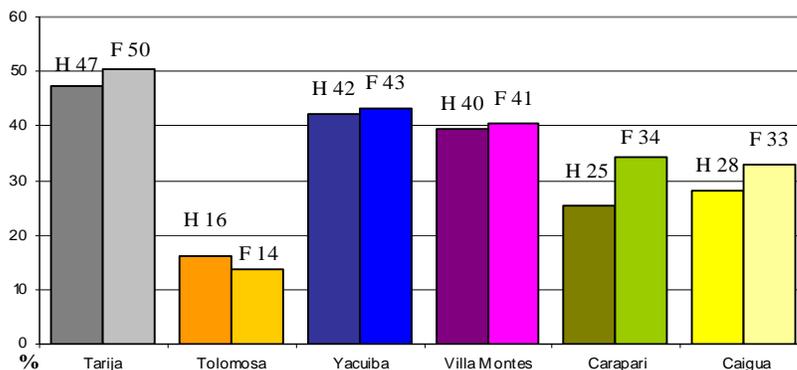


FIG III-15 Frontarbol - Pourcentage des enfants de 15 ans et plus ayant décohabité, qui résident dans la même localité que leurs parents, selon le sexe, par enquête.

Sources : ENTAR 2001, ENTOL2002, ENYAC2002, ENVIL2002.

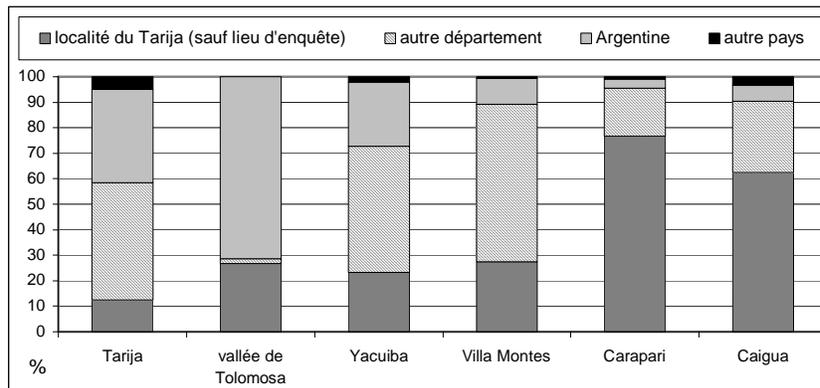
2 - La dispersion géographique des enfants partis : quatre grands profils de redistribution.

Où se redistribue enfin cette population dans l'espace ? La détection simultanée de prélèvements migratoires dans les campagnes et les villes du Tarija n'implique pas l'interaction des systèmes démographiques. Parmi les enfants qui n'habitent pas le même lieu que les parents, quelle proportion reste dans le département ? La dispersion géographique de la descendance décrit-elle des champs migratoires spécifiques à chaque localité ? Il n'est pas utile de recourir à une division fine de l'espace pour produire des éléments de réponse significatifs, d'autant que la précision revêt peu d'intérêt sans une contextualisation adaptée à chaque enquête. La répartition des populations selon quatre modalités résidentielles - autre localité du département, autre département, Argentine, autre pays - suffit ainsi à révéler la singularité de chaque redistribution [ci-dessous FIG III-16]. Une brève observation des populations selon la résidence et le groupe d'âges [TAB III-18] permet de constater la relative stabilité des structures de dispersion géographique à Tarija, tandis que des signes de changement se manifestent dans les autres localités. A Yacuiba et Villa Montes, les

⁶⁶ Encore faut-il que les comportements de nuptialité et de fécondité soient homogènes pour que ceci implique une différenciation de l'accroissement entre les villes.

dernières générations ont propension à se diriger plus fréquemment vers les autres départements boliviens ; dans la vallée de Tolomosa, l'option de la migration internationale est moins affirmée chez les 30 ans et plus ; les autres cas sont difficilement interprétables en ces termes, faute d'effectifs suffisants. En tendance, quatre profils de dispersion géographique se démarquent nettement⁶⁷.

FIG III-16 Frontarbol - Les enfants qui ne résident pas dans la même localité que leurs parents, selon le lieu de résidence, par enquête.



- **L'exode vers l'Argentine dans la vallée de Tolomosa.** Dans ce secteur des campagnes andines, le poids de la migration internationale est exceptionnel - 71% des enfants qui ne vivent pas dans la localité enquêtée résident en Argentine - ce qui, compte tenu des niveaux de prélèvement enregistrés dans la zone, désigne la destination d'un véritable exode. Le réseau migratoire de la communauté de Pampa Redonda qui fait partie de notre échantillon est emblématique de ce phénomène. Le cas a notamment été étudié par A. Hinojosa et al (2000), qui décrit une insertion spécifique dans l'agriculture des vallées chaudes du Nord-ouest argentin⁶⁸. Nos statistiques prouvent l'ancrage territorial du phénomène dans toute la vallée de Tolomosa avec des disparités selon les localités enquêtées : à Pampa Redonda, 78% des enfants partis sont en Argentine, à Tarumayo 73%, à San Andres 60%, à Pinos Sur 86% et Tolomosa Norte 67%. Effectivement, la population implantée dans les provinces frontalières (Salta et Jujuy) domine, équivalant à 40% des cas expatriés. Et les localités argentines de Fraile Pintado (Jujuy) et Colonia Santa Rosa (Salta) sont les plus représentées, concentrant près de la moitié des cas habitant les provinces frontalières⁶⁹ (soit 19% du total de la descendance implantée en Argentine). Cependant, la proportion correspondant au reste de l'Argentine est majoritaire, modérant l'effet de frontière attendu : les réseaux migratoires sont multiples et

⁶⁷ Hormis les grandes catégories spatiales, les pourcentages cités correspondent à des requêtes spécifiques, non référencées en annexe, compte tenu de la longueur des listings correspondants.

⁶⁸ A. Hinojosa, L. Perez, G. Cortez (2000), *Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte argentino*, p. 76 : « Ce que l'on peut conclure concernant les exploitations agricoles liées aux marchés solides du Nord-ouest argentin, après avoir parcouru la zone est que :

- L'entreprise maraîchère recèle en totalité des immigrés, surtout *chapacos* (de la Vallée Centrale de Tarija).
- Dans la zone de Santa Rosa et Fraile, l'émergence de métayers et d'exploitants patrons est significative, influant sur la productivité régionale, à travers l'apport de main-d'œuvre, techniques, facteurs de production, et sur l'expansion de la frontière agricole.
- Les relations de parenté (au niveau familial et communautaire) structurent un système économique *trans-territorial* basé sur la production de la tomate et du poivron, où la contribution des gens de Pampa Redonda est remarquable ».

⁶⁹ Les pourcentages des localités ne sont guère représentatifs compte tenu des intervalles de confiance, mais on peut citer à titre d'exemple les localités de Yuto, Palmasola, Chalecan (Jujuy), et Oran, Güemes, Rosario, Saravia (Salta).

désignent en particulier les provinces de Corrientes (13% du total de la population résidente en Argentine), Santa Fe (10%) et Buenos Aires (15%) hors agglomération du Grand Buenos Aires⁷⁰. Hormis la surreprésentation de l'Argentine, la distribution des enfants dispersés reste singulière puisque la part de ceux habitant hors du Tarija est marginale (2%). On retrouve l'essentiel dans la capitale départementale (plus de 60%) et d'autres localités de la vallée de Tolomosa (environ 20%).

- **Le Chaco urbain, un schéma de migration « ville-ville » dominé par l'attraction de Santa Cruz.** La dispersion géographique de la descendance des ménages de Yacuiba et Villa Montes exprime la déclinaison d'un même modèle de redistribution avec une incidence variable de la migration internationale : concentration dans les autres départements du pays (respectivement 50% et 62% des cas) et localisation d'un quart de la population dans le Tarija. Tout d'abord, concernant les transferts de population inter-départementaux, conformément aux données du recensement examinées auparavant, quatre capitales se détachent : Santa Cruz capte la majorité des cas (Yacuiba 52%, Villa Montes 56%) ; Cochabamba se situe en seconde position (11%, 9%) ; les enfants des Montésiniens sont moins liés à Sucre (5%) que ceux des Yacuibéniens (10%) ; environ La Paz ne concentre que 7% des cas. On constate ainsi que la capitale du pays est reléguée au troisième ou quatrième rang des destinations extra-départementales. Ensuite, au niveau de la migration infra-départementale, le mécanisme qui semble prévaloir est celui de la redistribution vers la ville ou les villes de rang supérieur : d'après les ménages de Yacuiba, 72% des enfants partis et restés dans le département se trouvent à Tarija ; d'après ceux de Villa Montes, 20% sont à Yacuiba et 54% à Tarija. Enfin, en relation avec l'espace argentin, les situations sont contrastées : les résidents dont le ménage de référence est à Yacuiba témoignent de connexions transnationales relativement importantes (25% des cas) ; tandis que le phénomène est plus modéré à Villa Montes (10%). Les localisations dans le territoire argentin indiquent une faible dispersion, entre la moitié et les deux tiers des personnes concernées résident dans la province de Salta, les villes de Salta (la capitale) et Tartagal étant les plus citées. L'effet de frontière est donc ici plus prononcé que dans la zone andine.

- **Le primat de l'exode rural régional dans les campagnes orientales.** A Carapari comme à Caigua, la dimension dominante est la redistribution vers d'autres localités du département, essentiellement en milieu urbain. Ainsi, les trois quarts des enfants séparés des ménages de Carapari se trouvent dans trois villes du département : 38% à Tarija, 32% à Yacuiba, et 7% à Villa Montes. La descendance des ménages de Caigua se redistribue en priorité à Villa Montes (50%), puis à Tarija (21%) et à Yacuiba (8%). Le centre de proximité produit donc un effet d'attraction déterminant et la capitale départementale exerce une influence variable. En revanche, le voisinage de l'Argentine ne transparait pas dans les lieux de résidence de nos deux populations, les enfants qui se détachent du ménage parental, s'ils ne vont pas ailleurs dans le département, se dirigent préférentiellement vers les grandes villes du pays : davantage à Sucre (35%) qu'à Santa Cruz (30%) selon l'enquête de Caigua ; à Santa Cruz d'abord (40%), puis à La Paz (27%) selon celle de Carapari.

⁷⁰ Par ailleurs, Cordoba représente 7%, Mendoza seulement 1%, et la province la plus lointaine est Rio Negro en Patagonie centrale (2%).

- **Au-delà de Tarija, une surenchère urbaine logique.** La répartition géographique des enfants partis selon ENTAR 2001, se caractérise par une large ouverture sur l'espace national (46% des cas) et international (Argentine 37%, autres pays 5%) d'une part, et une redistribution limitée à l'intérieur du département (12%), d'autre part. Ce phénomène est la conséquence du fait que la capitale est au sommet de la hiérarchie urbaine régionale, la migration a donc tendance à se diriger vers des villes plus importantes : La Paz et Santa Cruz tout d'abord (chacune 13%), puis le Grand Buenos Aires (10%), viennent ensuite Salta et Sucre (5%), pour les principales. L'équipartition entre les deux métropoles du pays est d'ailleurs remarquable, elle souligne la persistance du lien traditionnel entre capitale départementale et nationale. Concernant la population résidente en Argentine, la dispersion est plutôt faible, 40% des cas se situent dans la province de Buenos Aires (26% dans le Grand Buenos Aires) et 35% dans les provinces frontalières (Salta capital 14%). Quant aux autres pays enregistrés, les limites du sondage permettent simplement de relever deux régions dominantes, également représentées : l'Europe (Allemagne, Espagne, Italie, Royaume Uni) et les Etats-Unis (Californie, Utah, New Jersey, Michigan).

CONCLUSION - LE CALENDRIER DES DEPARTS ET LE POSITIONNEMENT DANS LA CHAINE DES REDISTRIBUTIONS, PARAMETRES DE LA DIFFERENCIATION DEMOGRAPHIQUE DES ZONES DE PEUPLEMENT.

La localisation géographique des natifs du Tarija dans le pays, selon le recensement, confirme la nouvelle géographie économique bolivienne, avec la prééminence du pôle de réception crucénien. D'après nos enquêtes, cette concentration est surtout le fait de la redistribution de la population orientale du département. Une autre tendance dominante et attendue, est l'incidence de la migration internationale. Cette stratégie s'avère très inégalement diffusée et semble davantage ancrée dans le milieu des vallées, ville de Tarija comprise. La cartographie censitaire des natifs de l'étranger qui peut être considérée comme un "négatif" du phénomène, confirme cette concentration, en signalant un second secteur rural fortement lié à l'Argentine, sur le piémont Sud du Chaco. Concernant l'implantation géographique des émigrants en Argentine, la surdétermination de la région frontalière (provinces de Salta et Jujuy) est relative : à Tolomosa, les stratégies paysannes convergent dans la valorisation agricole des vallées chaudes voisines (dans le prolongement de la zone subandine départementale) mais les réseaux migratoires s'étendent jusqu'en Patagonie ; à Yacuiba, c'est le semis urbain de la province de Salta qui accueille la majorité des expatriés ; à Tarija, la dispersion géographique des enfants se partage entre la province de Buenos Aires et la région frontalière.

D'une part, les données d'enquête contribuent à comprendre le processus de différenciation démo-spatiale en suggérant l'incidence du calendrier de la migration sur les structures de population. Le clivage urbain-rural correspond clairement à une rupture démo-spatiale forte, des nuances intervenant ensuite selon la zone d'habitat. A Caigua et dans la vallée de Tolomosa, d'après la situation résidentielle des 30 ans et plus, les jeunes finissent par s'éloigner en proportion massive (avec un taux de plus de 70%), alors qu'ils restent

davantage à Carapari. Mais les modalités divergent et l'on constate une plus forte proportion d'enfants sortis du ménage parental restant dans la communauté à Caigua et Carapari, indice d'un mécanisme de reproduction démographique *in situ* qui paraît fortement entravé dans la zone des vallées. L'analyse transversale, malgré ses limites, suggère un changement de tendance par la comparaison des groupes d'âges, dans le sens d'une généralisation des conditions du dépeuplement. En milieu urbain, la capacité de rétention de la jeunesse est nettement supérieure. Selon l'indicateur observé, la descendance des ménages de Tarija se distingue par son aptitude à différer les départs et former un foyer *in situ*, mais en définitive (après 30 ans), au moment des enquêtes, environ 40% des individus résidaient ailleurs, quelle que soit la ville. Toutefois, les processus suggérés semblent indiquer une tendance d'accélération de l'expulsion dans le Chaco qui devrait se traduire à moyen terme par un contraste fort entre les villes.

D'autre part, la dispersion géographique des tarijéniens, toujours d'après la situation résidentielle de la descendance des ménages enquêtés, révèle une logique de redistribution interne hiérarchisée. Quand ils restent dans le département, les habitants des localités rurales se dirigent prioritairement vers les villes, à commencer par le centre subrégional le plus proche. Les migrants internes attachés à des foyers urbains se retrouvent le plus souvent dans la ville de rang supérieur, ce qui ne laisse d'autre échappatoire aux citoyens de la capitale, que l'émigration en dehors du Tarija. Le remplacement des partants d'un territoire par les arrivants d'un autre est un facteur d'homéostasie du système de peuplement régional, auquel se greffe l'apport des immigrants externes qui contribue à un solde positif depuis quelques années. Ce réseau de « vases communicants » est le mécanisme élémentaire de conservation et d'accumulation de la population départementale. Or, en début de chaîne, les partants ne sont pas remplacés et c'est ainsi que se créent les déséquilibres spatiaux les plus prononcés. Ce sont ces espaces là que le dépeuplement menace, dont la vallée de Tolomosa est l'exemple type, mais que la région occidentale ne circonscrit pas entièrement. On peut ainsi désigner le positionnement des localités dans la chaîne des redistributions, comme un second facteur fondamental du processus de différenciation démo-spatiale. Ce qui nous amène à questionner maintenant les « entrées » de population, ces apports migratoires qui pondèrent plus ou moins le phénomène généralisé des départs.

III - Le cloisonnement de l'immigration.

Comprendre l'insertion de la région dans le mouvement national de redistribution du peuplement implique maintenant de clarifier l'état et l'évolution des composantes régionales de l'immigration. Quel est le rayonnement du Tarija ? Comment se différencient les zones de réception du département ? L'étude se limitera à la détection et à la comparaison des champs migratoires. Tout d'abord, les effectifs de la population non native, classée par département lors des trois derniers recensements, constituent le support de l'analyse diachronique [A-1]. Puis l'implantation de ces courants migratoires est plus précisément examinée à partir des données désagrégées du recensement de 2001 [A-2]. Enfin, le dispositif Frontarbol permet le repérage des principaux bassins d'expulsion qui alimentent la diffusion de l'immigration d'origine externe [B-1] et interne [B-2], dans les localités enquêtées.

A - Les courants migratoires par département : permanence des flux traditionnels et sélectivité de l'implantation.

En un quart de siècle, le peuplement d'origine extra-départementale s'est considérablement diversifié, du fait de l'amplification de l'immigration. L'analyse de la distribution spatiale de la population selon le département de naissance révèle des zones homogènes qui suggèrent un partage des flux.

1 - L'évolution des courants migratoires d'origine externe (1976-2001) : des signes de recomposition.

La publication de tableaux rétrospectifs par l'INE à l'occasion du dernier recensement⁷¹ est l'occasion d'observer la tendance évolutive des courants migratoires. Nous utilisons ici les effectifs selon le critère de la résidence habituelle, qui réduit le biais du recensement de fait⁷² dans l'analyse de la migration [TAB III-19]. Le terme d'immigré renvoie donc ici à la population recensée dans le Tarija, y résidant habituellement et dont le lieu de naissance se situe dans un autre département ou pays. On peut considérer d'après nos résultats d'enquête que l'étranger réfère quasi systématiquement à l'Argentine.

⁷¹ INE (2002), Censo Nacional de Población y Vivienda 2001. Tarija : resultados departamentales, pp. 12-15.

⁷² A titre de repère de la distorsion que constitue le changement de population de référence : la population des natifs d'autres départements recensés dans le département de Tarija est de 96.294 individus (cas non renseignés compris); la population des résidents habituels nés dans un autre département est de 89.465 individus. La répartition en pourcentage varie néanmoins très peu et proportionnellement au volume ; la distorsion maximale correspond à la population native du Chuquisaca qui constitue 31,21% du total des natifs d'un autre département recensés de fait, pour 31,76% du total des natifs d'un autre département résidant habituellement dans le département de Tarija. Par ailleurs, il existe des personnes recensées de fait dans un autre département bolivien, qui auront déclaré leur résidence habituelle dans le département de Tarija ; cet effectif doit réduire l'écart entre population de fait et population résidente.

- La population immigrée n'a cessé d'augmenter : 147.000 en 1976, 225.000 en 1992, 283.000 en 2001. L'importance des cas non renseignés en 1976 rend les proportions incertaines pour cette date, cependant le renforcement de la part de l'immigration en valeur relative est évident entre 1992 (20,2%) et 2001 (25,5%).
- L'origine de l'immigration est relativement instable, comme l'expriment les pourcentages calculés par rapport au total des non natifs. En 1976, la population non native est dominée par les courants originaires du Chuquisaca tout d'abord (38%), puis du Potosi (21%) et se détache en troisième lieu un petit contingent de crucéniens (13%). Les effectifs sont encore modérés, mais ils rendent compte d'une logique régionale : la relation « historique » avec les départements limitrophes. Or 16 ans plus tard, la répartition s'est considérablement modifiée.
- Les taux de variation entre 1976 et 1992 expriment une rupture claire [TAB III-20], avec l'accroissement soudain des populations originaires des départements altiplaniques (Potosi 7,6%, La Paz 9%, Oruro 10,5%) ; un phénomène probablement lié à la banqueroute de l'économie au milieu des années 80, et à la *relocalización* [voir chapitre 1-II-A-3] impliquant le renvoi des employés de la Comibol, qui a plus directement affecté les habitants de la Bolivie occidentale. En résulte une nouvelle répartition des origines : les potosiniens forment le premier contingent d'immigrants (33%), les chuquisaquéniens le second (32%), et les pacéniens (10%) relèguent la population stationnaire des crucéniens en quatrième position (7%).
- La dernière période intercensitaire (1992-2001) signale un mouvement de dispersion des origines avec l'irruption des natifs du Cochabamba (croît annuel de 11,7% ; +5.000 individus) et un nouvel afflux de crucéniens (12,2% ; +7.500), tandis que la croissance des stocks de natifs des départements altiplaniques est inférieure à la moyenne. De ce fait en 2001, les principales composantes de l'immigration se divisent en trois catégories : les courants traditionnellement dominants, natifs du Chuquisaca (30%) et du Potosi (29%) ; des courants instables d'importance intermédiaire, pacéniens (9,7%) et crucéniens (11,6%) ; les natifs de département traditionnellement peu représentés, Cochabamba (5,3%), Oruro (5%).

Les trois points de repères chiffrés dont nous disposons pour caractériser cette période de 26 années suggèrent davantage de questions que de réponses. Ces données permettent néanmoins de faire état du renforcement de l'immigration en proportion et en masse, de la diversification de ses composantes ensuite, et d'une relative mobilité de la hiérarchie des courants migratoires enfin.

2 - L'implantation des flux dans le maillage provincial : des « tropismes » affirmés.

Une exploitation spécifique du dernier recensement détaille l'origine de la population de fait en 2001, selon le lieu de naissance, en distinguant les personnes natives du département mais d'un autre lieu que celui où elles ont été recensées, ce qui ouvre une perspective sur le mouvement migratoire interne [CARTE III-3]⁷³.

⁷³ L'interprétation de la différenciation lieu de naissance-lieu de résidence en termes de migration interne est en ce cas moins solide. En population de fait et dans l'enceinte du Tarija, le nombre de déplacements circonstanciels qui ne sauraient être assimilés à de la migration, comme les changements résidentiels intervenant dans une aire de voisinage, seront comptabilisés au même titre que des mobilités durables avec éloignement significatif du lieu d'origine. Il s'agit toutefois d'un repère utile

L'observation des lieux de naissance par département, enrichie de cette modalité et de l'étranger permet de constituer un panorama des courants migratoires et de leur inscription territoriale [TAB III-21, 22]. Le maillage provincial n'est pas le meilleur révélateur des clivages géographiques [voir annexe TEXTE 1], mais il permet de cerner la tendance et s'interprète sans ambiguïté, accompagné de la cartographie statistique .

a - La répartition des stocks : la concentration des non natifs à l'Est, contrebalancée par le poids de Tarija.

Avec seulement 56% d'individus recensés dans leur lieu de naissance, le département du Tarija est un espace d'intense mobilité ; de façon symptomatique, les forts pourcentages se situent dans l'aire rurale andine, autour de 75% [CARTE III-3]. L'apport de l'immigration extra-départementale prédomine (96.000 natifs d'autres départements ; 24% de la population), mais le nombre de personnes natives d'une localité du Tarija et recensées ailleurs dans le département (64.000 individus ; 16% de la population) constituent l'indice d'un stock de migrants internes conséquent. On note par ailleurs la présence de 2,4% de personnes nées à l'étranger, pourcentage le plus élevé à l'échelle nationale (après celui du Pando). Au total, 69% des personnes non natives de leur lieu de recensement se trouvent en zone urbaine (118.000 individus), mais le mouvement en zone rurale n'est pas négligeable pour autant, avec un effectif de l'ordre de 50.000 personnes. Logiquement, ce sont les provinces urbanisées qui concentrent la population déplacée : Cercado, Arce, Gran Chaco rassemblent 95% des natifs d'autres départements, 90% des natifs de l'étranger et 78% des tarijéniens. La répartition de la population recensée sur son lieu de naissance est plus en rapport avec le pourcentage de la population totale correspondant à chaque province.

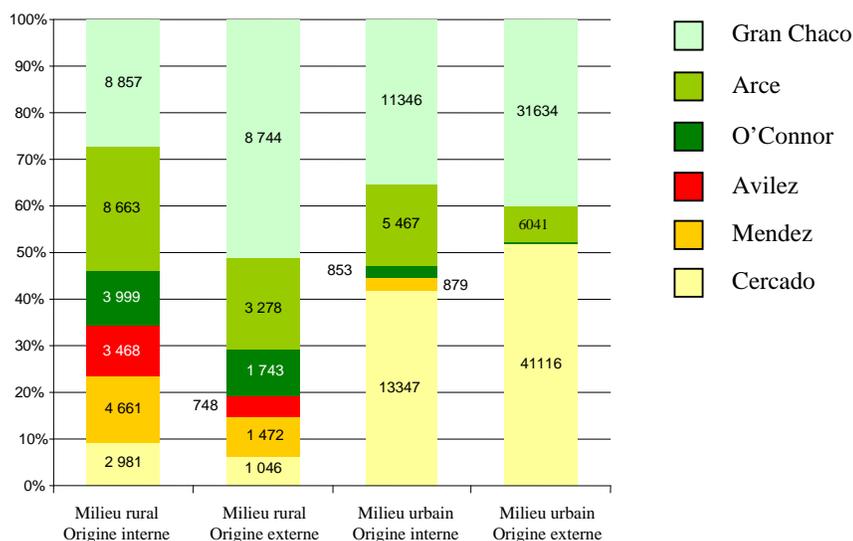
Selon les provinces, le pourcentage des personnes dont la localisation implique un déplacement par rapport au lieu de naissance, varie notablement : en fonction de l'origine géographique (Tarija ou autre département) et du milieu d'habitat (rural ou urbain) [voir ci-dessous FIG III-17]. La population d'origine interne recensée en milieu rural est la plus dispersée géographiquement. Les provinces de la zone occidentale concentrent plus de 30% de cet effectif, tandis qu'en zone orientale, les provinces Arce et Gran Chaco où s'est développée l'expansion de la frontière agraire, Entre Rios dans une moindre mesure, ont attiré la majorité restante. Il faut toutefois noter que la récolte de la canne à sucre dans la région de Bermejo au moment du recensement produit une distorsion : le déplacement des *zafros*⁷⁴ avec leur famille, qu'on estime à environ 5.500 personnes⁷⁵, est composé pour deux tiers de migrants temporaires du département et un tiers de travailleurs originaires du Chuquisaca ou du Potosi. Compte tenu du contraste des conditions agro-écologiques et de l'histoire du peuplement, la structure des mobilités sous-jacentes (la part des changements résidentiels de voisinage, des migrations de travail temporaires, de l'immigration durable *et cetera*) est susceptible de varier considérablement selon les provinces.

que l'on peut interpréter sachant que la part des natifs de la localité recensée varie de 11% à 99% selon les municipios et que la moyenne nationale est de 67%.

⁷⁴ Les coupeurs de canne.

⁷⁵ Burgos et al (2002), *Bolivia, el trabajo infantil en la zafra de la caña de azúcar : una evaluación rápida*, p. 25.

FIG III-17 Département du Tarija - La population non native du lieu de recensement, selon la province, par milieu d'habitat et origine.



Origine interne = natif du Tarija ; origine externe = natif d'un autre département
Source : CNPV 2001

- La répartition plus concentrée de la population d'origine externe, peu portée sur les campagnes de la zone occidentale, confirme cette remarque. On peut s'attendre à ce que la part des mouvements de proximité soit minime chez les natifs d'autres départements (seraient concernées quelques régions limitrophes), la surdétermination d'Arce et Gran Chaco surtout, suggère d'autres motifs d'installation, liés au processus de colonisation.

- Cercado (Tarija), Gran Chaco (Yacuiba, Villamontes) et Arce (Bermejo) accueillent la quasi intégralité des non natifs en milieu urbain⁷⁶. On remarque comme pour la population rurale que l'importance d'Arce est plus significative concernant les individus d'origine interne (17%)⁷⁷ ; cependant, les deux grands lieux de convergence sont Cercado (42%) et Gran Chaco (35%). Un phénomène encore plus marqué avec les non natifs d'origine externe, puisque Tarija et les villes du Chaco accueillent respectivement 52% et 39% de la population.

b - Les spécificités de l'insertion spatiale de la population d'origine extra-départementale.

La répartition de la population d'origine externe par département de naissance suggère une forte différenciation des courants migratoires selon la zone d'implantation [TAB III-21, 22].

- Les natifs du Chuquisaca - environ 30.000 cas - présentent la proportion de ruraux la plus élevée (31% ; 9.700 individus). Les personnes recensées en zone rurale se localisent majoritairement dans la province Gran Chaco (52%), puis dans celles d'Arce (20%) et O'Connor (10,5%). C'est donc clairement la partie orientale du département qui attire l'immigration de chuquisaquéniens. En revanche, les personnes recensées en

⁷⁶ Entre Rios (O'Connor) et San Lorenzo (Mendez) sont classées en zone urbaine par l'INE.

milieu urbain se concentrent au coeur des vallées, dans la capitale (49%), puis dans les villes de Yacuiba (35%) et Bermejo (8,5%).

- Le groupe des natifs du Potosi - de l'ordre de 30.000 personnes également - est fortement concentré dans les villes (90%) et Tarija en particulier (68% de la population urbaine originaire du Potosi) ; Yacuiba n'en accueille que 21% et Arce 9%. Les provinces Arce et Gran Chaco reçoivent respectivement un tiers d'une population rurale toutefois significative (3.100 individus).

- Les natifs du Santa Cruz, courant d'implantation traditionnelle qui s'est récemment renforcé, sont principalement recensés en zone urbaine (82% ; 10.300 individus) ; ils se concentrent dans le Chaco (Yacuiba 54% ; Villamontes 17%) et Tarija ne reçoit qu'un quart de cette population. La province Gran Chaco est également le principal pôle récepteur des crucéniens recensés en milieu rural (65% de 2.300 individus).

- La population native du département de La Paz, un peu moins importante (10.500 personnes) est aussi recensée en milieu urbain principalement (82%). La part respective de Tarija et Yacuiba est supérieure à la moyenne (54% et 34%). Les natifs du département d'Oruro (5.200 personnes), dont l'augmentation semble également liée à la crise de 1985, se redistribuent en ville dans 95% des cas, spécificité de ce courant migratoire.

- Les natifs du Cochabamba, dont la présence a été identifiée comme une tendance nouvelle se trouvent principalement dans les villes (88% ; 5.000 personnes). Cette population urbaine est centrée sur la province Gran Chaco (Yacuiba 56% ; Villamontes 6%), la part de Tarija est modérée (32%).

- Il faut enfin noter la dispersion atypique de la population née à l'étranger, plus représentée que dans tous les autres départements en proportion (excepté Pando), et formée de 8.200 « résidents habituels » pour 8.800 habitants de fait, preuve qu'il ne s'agit pas d'une population de passage. Ainsi, 30% des natifs de l'étranger se trouvent en milieu rural. La part des provinces de la zone occidentale (Cercado, Mendez, Avilez) est nettement surreprésentée (36%) par rapport à leur poids démographique (22%) ; ce qui indique bien la pénétration de la migration internationale dans les vallées. Concernant la population urbaine, Tarija (45%) et Yacuiba (33%) présentent des pourcentages dans la moyenne, tandis que Bermejo atteint avec cette origine son importance maximale (17%).

En synthèse, les lieux d'implantation sont dépendants de l'origine des personnes, ce qui traduit l'existence de « tropismes » pouvant être mis en valeur par une analyse de liaison rudimentaire.

⁷⁷ L'effet ponctuel de la récolte de la canne à sucre n'est pas susceptible de jouer ici, puisque les travailleurs se trouvent en zone rurale.

c - La liaison lieu de naissance-province de recensement.

On peut exprimer en conclusion, les tendances d'attraction et de répulsion sous-jacentes, par la distribution des contingences ventilée selon le milieu d'habitat⁷⁸. L'écart à l'indépendance est ici laissé en nombre absolu car on préfère se référer à l'impact démographique réel plutôt qu'à l'intensité de la liaison en valeur relative.

TAB III-2 Département du Tarija, 2001 - Les non natifs en milieu rural selon la province de recensement et le lieu de naissance : répartition des contingences (tableau simplifié).

		lieu de naissance										
		Chuq.	La Paz	Cocha.	Oruro	Potosí	S.Cruz	Beni	Pando	étranger		
lieu de recensement	Cercado	B	Φ	B	Φ	Φ	B	^a	^a	Φ	Attraction	Incompatibilité
	Arce	Φ	B	B	B	Φ	B	Φ	^a	B		
	Gran Chaco	Φ	Φ	Φ	^a	B	Φ	^a	-	B	Φ faible	B faible
	Avilez	B	B	^a	^a	Φ	B	^a	Φ	Φ	Φ moyenne	B moyenne
	Mendez	B	Φ	B	Φ	Φ	B	^a	-	Φ	Φ forte	B forte
	O'Connor	Φ	B	Φ	^a	B	Φ	•	•	B	Source : INE, CNPV 2001.	

L'origine géographique des personnes nées à l'extérieur du département et recensées en zone rurale joue un rôle évident dans leur implantation provinciale. L'incidence de la liaison sur le peuplement se manifeste en particulier concernant les natifs de l'étranger, des départements du Chuquisaca, Potosi et Santa Cruz. Tout d'abord, la surreprésentation de l'association « origine étrangère-vallées andines » déjà remarquée souligne bien l'impact d'une forte émigration rurale vers l'Argentine, où naissent de nombreux enfants de Boliviens qui peuvent réapparaître ainsi dans le recensement, en cas de rémigration. Les chuquisaquéniens de naissance ensuite, sont assez sélectifs dans leur implantation, clairement orientée vers les provinces de la zone subandine et du Chaco. Alors que les Potosiniens présentent un profil opposé, ces derniers se trouvant surreprésentés (les effectifs sont faibles néanmoins) dans les provinces andines et relativement peu implantés dans la province Gran Chaco. Les deux populations se rejoignent dans leur prédilection pour la province d'Arce où les campagnes de Bermejo constituent une zone de convergence. Enfin, les ruraux d'origine crucénienne ont tendance à exclure toute autre province que Gran Chaco et O'Connor.

⁷⁸ Compte tenu de l'écart des effectifs entre population rurale et urbaine, deux discrétisations ont été adoptées : pour la première « très faible » correspond à la classe « 0-15 », « faible » = « de 15 à 100 », « moyenne » = « de 100 à 400 », « forte » = « plus de 400 » ; pour la population urbaine, les seuils sont respectivement « moins de 50 », « de 50 à 500 », « de 500 à 1500 », « plus de 1500 ».

TAB III-3 Département du Tarija, 2001 - Les non natifs en milieu urbain selon la localité de recensement et le lieu de naissance : répartition des contingences (tableau simplifié).

		lieu de naissance								
		Chuq.	La Paz	Cocha.	Oruro	Potosí	S.Cruz	Beni	Pando	étranger
lieu de recensement	Tarija	B	Φ	B	B	Φ	B	B	Φ	B
	Bermejo	B	B	B	B	Φ	B	B	B	Φ
	Yacuiba	Φ	B	Φ	Φ	B	Φ	B	B	B
	Villa Montes	Φ	B	B	B	B	Φ	Φ	-	B
	San Lorenzo	Φ	B	B	B	B	B	B	-	Φ
	Entre Rios	B	B	B	B	Φ	Φ	B	Φ	B

Attraction		Incompatibilité	
Φ	très faible	B	très faible
Φ	faible	B	faible
Φ	moyenne	B	moyenne
Φ	forte	B	forte

Source : INE CNPV 2001.

Le lieu de naissance est moins déterminant dans l'ensemble, au niveau de la population recensée en zone urbaine, les associations étant souvent de faible intensité. La redistribution des populations non natives se structure fortement autour de l'opposition Tarija-Yacuiba. Les natifs du Cochabamba et du Santa Cruz, qui forment les courants les plus dynamiques sur la dernière période intercensitaire, révèlent une forte attraction pour Yacuiba et une incompatibilité proportionnelle pour Tarija. Inversement, les natifs du Potosi en s'implantant préférentiellement dans la ville de Tarija et assez peu dans le réseau urbain du Chaco, corroborent l'inclination vers les vallées caractérisant les ruraux de la même origine. Par ailleurs, les natifs des autres départements andins présentent une distribution proche du modèle théorique et ceux de l'étranger se distinguent dans le cas de Bermejo. Cette dernière surreprésentation souligne finalement la différenciation entre les deux villes frontière en termes de connexions transnationales, la problématique des migrations internationales est susceptible de varier considérablement d'un segment de la frontière à un autre.

* * *

Ainsi, la sélectivité géographique de l'immigration apparaît tout particulièrement en milieu rural, tandis qu'en milieu urbain, elle se manifeste par les personnes originaires du Potosi et du Santa Cruz, et de façon moins déterminante chez les natifs du Chuquisaca. Les logiques territoriales exprimées par les deux modèles de liaison sont redondantes, concernant la spécificité de l'implantation des natifs du Potosi et du Santa Cruz. Cette première approche de la diversité des flux qui alimentent la croissance démographique du Tarija est toutefois limitée par les unités administratives de référence, et peut être complétée par l'exploitation des enquêtes, mieux adaptée pour exprimer la dimension régionale des champs migratoires.

B - Les composantes régionales de l'immigration : la partition du Tarija.

La référence vague aux départements, entités complexes dont la superficie atteint jusqu'à 320.000 Km², nous a jusqu'à présent limité au constat d'une surreprésentation des unités limitrophes (Chuquisaca, Potosi) ou proches (Santa Cruz). Or, le sens de notre analyse est de saisir le jeu des transferts de population qui alimentent la redistribution du peuplement et que ce niveau de maillage dévoile grossièrement. Le dispositif d'enquêtes Frontarbol permet justement d'introduire diverses différenciations et d'identifier des formes régionales internes ou trans-départementales. On poursuivra ici simplement l'analyse qui précède par une description plus précise⁷⁹ des champs migratoires propres aux localités enquêtées : Tarija, Yacuiba, Villa Montes, Carapari et Caigua⁸⁰. Les populations migrantes issues d'un même département proviennent-elles de zones différentes [1] ? Quels sont les principales régions à l'origine du mouvement interne [2] ?

1 - La migration d'origine extra-départementale : couloirs écologiques et ceinture méridionale.

La spatialisation des lieux de naissance de la population de 15 ans et plus [CARTE III-17], révèle deux constantes : ce sont les provinces du Sud bolivien qui composent l'essentiel des flux migratoires, et dans une moindre mesure, les provinces-capitales. On peut distinguer dans le premier cas trois grands bassins d'expulsion, qui ne forment pas forcément des régions homogènes mais que la contiguïté et une surreprésentation plus ou moins régulière désignent ; dans le second, ce sont quatre villes qui se détachent : Potosi, Sucre, Santa Cruz et La Paz.

Le pays des Chichas (Potosi) - Sur la limite ouest du Tarija, entre vallées et *altiplano*, les provinces Sur Chichas (48.000 hab. en 2001) et Nor Chichas (35.000 hab.) concentrent la majorité de l'immigration en provenance du Potosi (environ 50% du total des cas). Ce serait pourtant la région la moins défavorisée du département, selon le diagnostic de ZONISIG⁸¹, ce dont on peut douter. Car il s'agit de l'une des rares régions du pays dont la population rurale a diminué entre 1950 et 2001, comme nous l'avons observé précédemment [voir chapitre 2-III-1-a] ; notamment, le Nor Chichas affiche une variation négative pour chaque période intercensitaire. Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la mine dans le secteur⁸², il est probable que la zone ait été durement touchée par le virage économique de 1985 et la restructuration du secteur minier. L'observation rétrospective des migrations à travers les statistiques d'ENTAR 2001 est éloquent sur ce plan. De 1985 à 1987, le nombre des installations en provenance du Potosi explose : d'une moyenne de 400 installations par an entre 1980 et 1984, les chiffres atteignent 1.800 l'année 1985, 2.500 en 1986 et 1.000 en 1987, avant de revenir au niveau observé avant la crise. En même temps, la part des

⁷⁹ Outre le commentaire cartographique, on se réfère ici aux tableaux TAB III-23, 24 et à des valeurs extraites de la base de donnée.

⁸⁰ On ne considère que les localités conditionnées par l'immigration, ce qui exclut la vallée de Tolomosa dont les cas de non natifs sont marginaux et le plus souvent liés à des changements résidentiels de proximité.

⁸¹ ZONISIG (2000), *Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Potosí*, p. 86.

⁸² Chorolque, Animas, Tasna ont été des mines d'étain importantes au Nord-ouest de Tupiza.

migrants du Potosi s'accroît de façon éphémère (de 40% avant la crise à 70% pendant la relocalisation). Cette augmentation soudaine des arrivées en provenance du Potosi est essentiellement le fait des natifs des provinces Sur Chichas, Nor Chichas et Tomas Frias (capitale). Ainsi, le pays des Chichas est un grand réservoir traditionnel de population rurale, susceptible d'avoir expulsé des effectifs considérables depuis 50 ans, au cours d'une histoire rythmée par des phases d'essor et de crise, comme celle de 1985-87⁸³. Tarija apparaît comme le pôle récepteur naturel de ce courant migratoire dans le Sud bolivien (20% du total des non natifs de Tarija), qui est d'une incidence peu significative à Yacuiba et Carapari (environ 4% des non natifs).

Le pays des Cinti (Chuquisaca) - Les provinces Nor Cinti et Sud Cinti entre la Cordillère orientale et les vallées subandines forment un espace non urbanisé, dont certains paysages s'apparentent à ceux de la Vallée centrale de Tarija, avec un petit développement viticole (Camargo, Villa Abecia, Las Carreras). La propriété foncière y est particulièrement divisée⁸⁴ et les indicateurs de peuplement signalent un accroissement faible ou négatif, quelle que soit la période intercensitaire, synonyme d'expulsion forte. Là encore, ce courant revêt une importance particulière dans la ville de Tarija (11% du total des non natifs), et les exemples de Caigua et Carapari suggèrent une présence notable dans les campagnes tropicales du département.

Sud subandin et Chaco (Chuquisaca - Santa Cruz) - L'hétérogénéité physique des provinces nous amène à l'agrégation de Tomina (37.000 hab.), Hernando Siles (36.000 hab.) Luis Calvo (20.000 hab.) du Chuquisaca, et Cordillera (102.000 hab.) limite méridionale du Santa Cruz, pour désigner un autre bassin d'expulsion remarquable, exclusivement dirigé vers la partie orientale du Tarija. Les contextes agraires sont contrastés mais l'on peut noter qu'il existe une dynamique d'expansion de la frontière agricole dans les provinces orientales (Siles, Calvo, Cordillera), qui n'empêche toutefois pas l'émigration de la zone, comme le suggèrent les taux d'accroissement intercensitaires. L'évolution des activités pétrolières a plutôt favorisé la région de Monteagudo (7.000 hab.) ces dernières années, tandis que celle de Camiri (27.000 hab.) connaît une crise retentissante. Approximativement, dans 20% des cas relatifs au département du Santa Cruz, les immigrants sont originaires de la ville de Camiri.

Les provinces-capitales - On retrouve enfin avec une certaine constance, une proportion importante de natifs des provinces Oropeza (Sucre), Tomas Frías (Potosi), Murillo (La Paz) et Andres Ibañez (Santa Cruz). Cependant, la signification de l'origine n'a peut-être pas le même sens dans un cas ou dans l'autre : si l'on conçoit une certaine univocité du mouvement entre Potosi, voire Sucre, et le Tarija, l'effet d'attraction sur les Crucéniens et les Pacéniens doit être relativisé. De même que la présence des natifs du Tarija dans les provinces déprimées limitrophes du département était surtout l'indice d'un lien migratoire établi par les parents, comme le laisse penser également le cas des personnes nées en Argentine. Le flux des natifs des grandes villes du pays vers le Tarija, pourrait être plus ou moins alimenté par des ménages migrants dont les enfants seraient nés sur une étape du parcours migratoire. La différenciation entre migration volontaire et

⁸³ D'où le renforcement de la composante potosinienne de l'immigration départementale observé entre 1976 et 1992 [II-A-1].

⁸⁴ ZONISIG (2000), Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Chuquisaca, p. 86.

migration passive est alors susceptible de donner un sens aux flux, une notion que l'on peut appréhender à travers la variable « motif de l'installation » et la modalité « accompagnement des parents ou conjoint ». On observe⁸⁵ ainsi que le motif familial concentre en moyenne 52% des cas : pour les natifs de La Paz (41%) et Sucre (42%) l'installation à Tarija est plutôt l'expression d'une attraction du département comme espace d'opportunités économiques ; la proportion de natifs de Potosi venus pour motif familial (52%) est plus importante, possiblement car ce courant migratoire s'est fortement intensifié à partir de la crise de 1985, entraînant l'arrivée soudaine de familles entières ; enfin, le pourcentage de 66% correspondant aux natifs de Santa Cruz traduit la surdétermination de la migration passive et tend à confirmer l'hypothèse d'un effet de la migration des parents⁸⁶.

En synthèse, l'immigration d'origine externe qu'agrègent les recensements dans le maillage départemental recèle en réalité une assez faible dispersion géographique des zones de départ. Il s'agit essentiellement des villes de La Paz et Potosi, du pays des Chichas (PT), de trois zones plus ou moins distinctes dans le Chuquisaca (pays des Cinti, Sucre, zone subandine/Chaco), de la capitale du Santa Cruz et sa bande de piémont chaqueñien (province Cordillera). La disposition des provinces évoquées (hormis les provinces-capitales) conforme une ceinture méridionale entourant le département du Tarija, révélateur d'un phénomène de capillarité constitutif de la cohérence de la région Sud. La ventilation des provinces d'origine par enquête suggère par ailleurs une logique de couloirs de circulation : il y aurait ainsi un couloir andin (terres hautes-vallées) canalisant la redistribution des populations migrantes vers la ville de Tarija, tandis qu'un couloir subandin-chaqueñien alimenterait davantage le peuplement des terres orientales.

⁸⁵ En utilisant tous les cas d'enquête sans aucune pondération.

⁸⁶ Deux autres variables concernant un plus petit nombre de cas permettent également de considérer que l'interprétation des populations de non natifs est à relativiser en fonction de l'origine, Santa Cruz apparaissant le plus souvent comme lieu de naissance fortuit pour cause de migration parentale :

- Le lieu de naissance des parents dont les enfants sont nés dans l'une des provinces-capitale en question, fournit une indication pertinente. En l'occurrence, sur 58 ménages dont l'un des enfants est natif de la province Andrés Ibañez (Santa Cruz), seulement 10 chefs de ménage sont eux-mêmes natifs de cette province et plus du tiers (21%) sont originaires du Tarija : Santa Cruz a bien été un lieu d'étape migratoire pour les parents et une partie notable du flux décelé est le fait de la rémigration de ménages originaires du Tarija. Alors que dans les ménages où des enfants sont natifs des provinces Murillo (La Paz), Oropeza (Sucre) ou Tomas Frias (Potosi), les parents sont rarement natifs du Tarija. On note dans ces cas en tendance, la fonction d'étape migratoire de La Paz et Sucre, alors que le flux de migration est « direct » depuis Potosi, sachant que dans 60% des ménages dont l'un des enfants est natif de Tomas Frias, les parents le sont aussi.

- On dispose par ailleurs du lieu de naissance des parents du chef de ménage dans les enquêtes ENYAC et ENVIL. Environ 2 natifs de Santa Cruz sur 10 ont des parents eux-mêmes originaires de Santa Cruz, ce rapport est de 5 sur 10 dans le cas de La Paz et Potosi, 6 sur 10 dans celui de Sucre. Ce qui indique aussi la spécificité de la migration en provenance de Santa Cruz, appréhendée par le lieu de naissance des personnes.

2 - Les flux internes : le primat des logiques gravitaires.

Dans le cadre départemental, les cinq points d'enquête révèlent et corroborent par la cartographie des cantons de naissance [CARTE III-16], l'existence de cinq principaux bassins émetteurs de population rurale [voir aussi TAB III-24, 25]. Par ailleurs, le fait que les villes apparaissent fréquemment comme lieu de naissance ne renvoie pas aux mêmes types de déplacement selon la dyade observée, et l'interprétation est dépendante de l'étude spécifique de chaque contexte local. On s'attachera ici simplement à repérer les logiques spatiales de la migration, à travers la spécificité des implantations observées.

Les terres hautes - Les populations des cantons les plus à l'Ouest, qui se répartissent entre Altiplano et vallée de San Juan del Oro (municipios de El Puente et Yunchara) se redistribuent essentiellement dans la ville de Tarija. Elles représentent 15% des non natifs originaires du département dans la capitale, moins de 4% à Yacuiba et une part non significative sur les autres sites enquêtés.

Le pays chapaco - L'espace des « vallées andines », foyer historique du peuplement rural, est l'origine dominante de l'immigration interne à Tarija (42%), un phénomène plus modéré sur les autres sites (Yacuiba 14%, Villa Montes 9%, Carapari 8%, Caigua 23%). On peut aussi noter qu'à Tarija la zone centrale concentre la grande majorité des cas, alors que l'écart avec les zones Sud et Nord est moins important ailleurs.

La région d'Entre Rios - Frontière de peuplement jusqu'à la fin du XIXe siècle, région intégrée avant d'être laissée pour compte par le développement du Chaco, la zone des « vallées subandines Centre » alimente l'immigration de tous les points d'enquête. La répartition en pourcentage qui oscille faiblement entre 11% et 17%, ainsi que la proximité des effectifs extrapolés correspondant à Tarija et Yacuiba, font d'Entre Rios un espace pivot, sorte de ligne de partage des flux.

La région de Carapari - En effet, la population des cantons situés plus à l'Est semble se redistribuer préférentiellement dans les campagnes ou les villes du piémont. C'est le cas du bassin d'expulsion qui se manifeste dans la région de Carapari (cantons Zapatera, Carapari, Itau, Saladillo) et correspond dans notre division statistique à la zone des vallées subandines Est : Tarija 3%, Yacuiba 12%, Villa Montes 5%, Carapari 17%, Caigua 7%.

Le piémont chaqueño - Enfin, la bande de peuplement qui longe le massif de l'Aguaragüe génère une immigration conséquente dans les villes du Chaco (Yacuiba 18%, Villa Montes 19%), cette redistribution excluant totalement la capitale départementale. La répartition des effectifs de non natifs d'origine rurale correspondant aux cantons de Yacuiba, Aguayrenda, Caiza et Villa Montes suggère des logiques gravitaires intra-chaquéennes : les transferts de population s'effectuent principalement depuis les cantons du Sud dans le cas de Yacuiba, tandis que Villa Montes et Caigua reçoivent surtout des migrants en provenance de la partie Nord.

La surdétermination des centres urbains - Les centres urbains de référence varient selon la localité enquêtée. Premièrement à Tarija, 14% des migrants internes viennent de Bermejo, une relation exclusive car les natifs de Bermejo n'apparaissent pas ailleurs. L'enclave subandine méridionale est donc raccordée spécifiquement à Tarija, dans une logique de couloir évidente, suivant l'axe routier Nord-Sud. Les natifs de Yacuiba deuxièmement, se retrouvent en proportion modérée à Villa Montes (12%) et assez forte à Carapari (23%), pour des raisons susceptibles de différer. L'hypothèse d'un courant migratoire de Yacuibéens à Carapari est envisageable, mais compte tenu de la proximité des deux localités, il est probable qu'une partie du phénomène soit imputable aux relations de capillarité ; la pratique de l'accouchement en ville par exemple, peut contribuer à la surreprésentation des natifs de Yacuiba⁸⁷. Troisièmement, selon ce même principe, les natifs de Villa Montes se démarquent dans la localité voisine de Caigua (14%). Quatrièmement, Tarija apparaît comme la localité la plus représentée côté oriental. Les natifs de Tarija constituent ainsi l'une des principales origines de la migration interne à Yacuiba et Villa Montes (21% des cas) et dans une moindre mesure à Carapari (16%). Le piémont rural ne semble pas très attractif pour les citoyens de la capitale en revanche, si l'on se réfère au cas de Caigua (6%).

Des logiques gravitaires semblent donc dominer les migrations ville-campagne, chaque localité urbaine captant tout d'abord la population de sa région rurale et chaque localité rurale enquêtée démontrant un lien étroit avec son centre régional. Une partie restreinte des déplacements de la population d'origine rurale se produit dans le sens Ouest-Est, vers les villes du Chaco et les campagnes de la zone subandine ou du piémont. La région d'Entre Rios semble constituer le point d'équilibre des attractions urbaines, fixant une ligne de partage entre l'exode rural dirigé majoritairement vers Tarija ou le réseau urbain chaqueño.

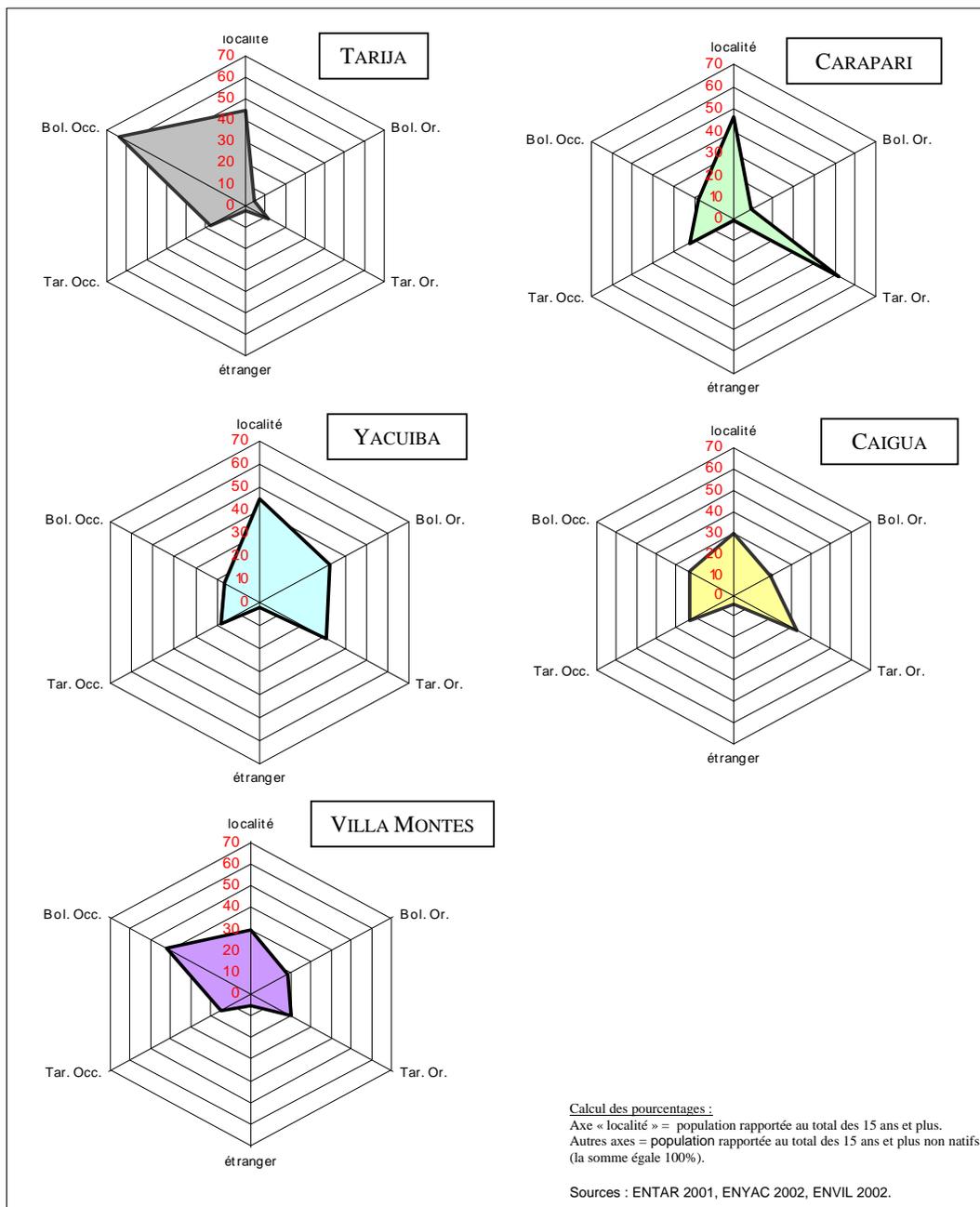
* * *

L'examen des composantes géographiques de l'immigration et de ses logiques d'implantation est révélateur de la duplicité de la redistribution du peuplement. D'une part, l'immigration d'origine externe provient largement de la ceinture méridionale qui entoure le département, de la province Sud Chichas (PT) à Cordillera (SC) et Luis Calvo (CH). Mais si les bassins d'émigration situés hors du Tarija s'avèrent relativement contigus, les transferts de population sont organisés, voire cloisonnés. La logique spatiale qui semble prévaloir est celle de couloirs écologiques dirigeant la migration de l'*altiplano* et des vallées andines vers Tarija-capitale, la population de la zone subandine et du Chaco se redistribuant quasi exclusivement dans les pôles de réception orientaux du département, Yacuiba en premier lieu. D'autre part, la migration interne, moins compartimentée, témoigne approximativement de la même logique de couloir. Ainsi, on perçoit que l'équilibrage du rapport Orient-Occident, ne se nourrit pas d'un transfert massif des populations andines du département vers les régions chaudes. Il s'agit plutôt du résultat d'une double polarisation régionale, l'une centrée sur la capitale, l'autre axée sur le piémont chaqueño, chaque zone de réception réalisant une accumulation démographique relativement autonome, d'où ce « basculement démo-spatial

⁸⁷ Un effet encore limité par le filtre de l'âge (population de 15 ans et plus) mais qui pourrait être pallié par le recensement du lieu de résidence habituel de la mère.

contenu » [voir partie I-A-3]. Ces contrastes peuvent être représentés en synthèse, par une distribution des non natifs, selon le critère « origine interne-origine externe » et la bipartition écologique [voir TAB III-26 et ci-dessous FIG III-19]. L'asymétrie des graphiques à coordonnées polaires est explicite quant à la spécialisation des sous-systèmes migratoires, mais elle ne doit pas être interprétée en termes de hiérarchisation des stocks. Les effectifs pondérés [TAB III-25] donnent une idée des masses engagées, montrant l'attractivité réelle de la capitale pour les populations orientales.

FIG III-18 Frontarbol - Les non natifs de 15 ans et plus, selon le lieu de naissance, par enquête.



CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE - LA GRAVITATION SPECIFIQUE D'UNE POPULATION D'INTERFACE.

Cette approche du système démo-migratoire tarijénien a permis d'observer comment le Sud frontalier s'insère dans le processus national de la redistribution du peuplement et dans quelle mesure la proximité avec l'Argentine surdétermine l'orientation internationale de l'émigration.

A l'échelle macrologique, le département apparaît comme maillon intermédiaire de la chaîne inter-régionale des transferts de population, qui nourrit plus ou moins directement la polarisation des métropoles, en particulier Santa Cruz. Comme l'indiquent les natifs recensés ailleurs dans le pays ou la localisation de la descendance des ménages enquêtés, la capacité de rétention démographique du département est limitée. Mais ce dernier exerce aussi une attractivité conséquente sur les populations de diverses régions du pays, essentiellement concentrées en une ceinture méridionale.

A l'échelle mésologique, la dynamique spatiale du Tarija se traduit par un jeu de départs et de remplacements qui constitue une chaîne spécifique organisant la redistribution interne du peuplement. La réalité des champs migratoires imprime une discontinuité forte : côté occidental, des flux intra-andins principalement composés des populations limitrophes du Potosi et du Chuquisaca, ainsi que du paysannat local, convergent vers la capitale départementale ; côté oriental, le peuplement des campagnes et des villes est dynamisé par des apports migratoires issus de toutes origines régionales, majoritairement des terres chaudes voisines.

L'incidence de l'émigration en Argentine, peu appréciable sur la base des recensements, se révèle plus déterminante dans les vallées andines. L'exemple de la vallée de Tolomosa témoigne d'un véritable exode vers ce pays. Une émigration massive tendant à expliquer la participation modérée du paysannat local à la colonisation des régions chaudes du département. L'ampleur du phénomène est moindre dans la capitale ou Yacuiba, et indique une inscription spatiale radicalement différente. Dans l'ensemble, la distribution des pays concernés est peu diversifiée, contrairement aux villages de migrants étudiés par G. Cortes⁸⁸ : l'Argentine représente entre 88% (Tarija) et 100% (vallée de Tolomosa) des cas, l'Europe est une destination aussi fréquente que les Etats-Unis.

Au-delà de ces tendances, à l'échelle des localités enquêtées s'impose l'évidence de la singularité de chaque zone de peuplement. La cartographie statistique du recensement appuie le diagnostic d'une hétérogénéité des territorialités au sein d'un même ensemble subrégional. La situation des vallées andines est contrastée : en dehors de la vallée de Tolomosa, l'impact de la migration internationale ne semble pas aussi exacerbé. C'est ce que suggèrent notamment les résultats d'une enquête comparant les quatre bassins versants du système de la Vallée centrale de Tarija⁸⁹. De même pour le piémont, dont la zone Nord est peu

⁸⁸ G. Cortes (1995), *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*, p. 214.

⁸⁹ J.P. Guevara Avila (1999), *Estudio sobre migraciones transfronterizas. Informe final*.

tournée vers l'Argentine, alors que le Sud présente des symptômes de connexions transnationales qu'il serait intéressant d'étudier (canton Caiza).

Toutefois, la repondération des équilibres démo-spatiaux ne se résume pas à ces transferts de population. La migration en tant que composante du mouvement démographique produit un effet arithmétique direct, d'une part ; et un effet de structure qui accentue ou diminue le potentiel de reproduction des populations, d'autre part. De surcroît, dans le contexte de la transition démographique, l'impact sur les volumes du peuplement et l'intensité des rythmes de croissance est maximisé. D'où l'explosion urbaine et son versant négatif, la fragilité des équilibres démographiques dans les campagnes. Or, si les potentiels de reproduction s'épuisent en milieu rural, les potentiels migratoires suivent la même tendance avec quelques années de décalage : l'un des principaux facteurs de la croissance urbaine devrait donc s'atténuer. Notre observation des structures démographiques locales montre d'ores et déjà le déplacement des potentiels migratoires vers les campagnes orientales et surtout les villes. Outre l'amenuisement en valeur absolue des transferts de population rurale occidentale, une tendance de fond est l'augmentation de la migration inter-urbaine. Quelles sont dans ce cadre les perspectives de croissance de la capitale traditionnelle, Tarija, ou des villes andines en général, compte tenu des tropismes géographiques décelés ? Le réseau urbain oriental est-il voué à concentrer plus de population que le centre historique ? Ce serait opter pour l'inertie des tendances et négliger le dynamisme des composantes de l'accroissement : la fécondité est en baisse, l'effet d'explosion démographique a probablement atteint son point d'inflexion, les potentiels migratoires se déplacent, ou réapparaissent de façon inattendue...

Les grandes avancées de la frontière agricole étant révolues, comment s'explique la concentration urbaine dans le Chaco ? L'essor du commerce transfrontalier et l'activité pétrolière sont les facteurs causaux les plus fréquemment mis en avant. Mais tandis qu'à la fin des années 90, l'on découvrait des réserves de gaz prodigieuses dans la zone subandine orientale, la rente de situation des villes-frontière boliviennes s'essouffait en même temps que l'économie argentine. Quand le coup de grâce intervient avec la dévaluation du peso argentin (décembre 2001), l'effet de frontière est naturellement violent pour l'économie tarijénienne. Quel peut être l'impact de ces évolutions ? Avec le marasme argentin, c'est tout le système migratoire Bolivie-Argentine qui est susceptible de muter, *a fortiori* dans les régions limitrophes. En définitive, le peuplement de l'espace oriental est-il solide ? Les structures territoriales décelées sont-elles révélatrices d'un réel basculement ? A l'instabilité de l'économie pourrait correspondre celle du peuplement, *via* la « réversibilité »⁹⁰ des flux ou des phénomènes de ré-émigration. On se propose donc de situer maintenant la redistribution du peuplement et en particulier l'urbanisation orientale, dans une perspective dynamique attentive aux faits économiques récents.

⁹⁰ H. Domenach, M. Picouet (1987), Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration.

Quatrième chapitre

L'instabilité du peuplement oriental.

I - Les dynamiques agraires : l'essoufflement de la colonisation.

A - De l'étiement des systèmes agro-industriels à une colonisation des interstices ?

B - Finage et village : deux évolutions opposées.

Conclusion - L'érosion des facteurs de stabilité de l'agriculture.

II - L'exploitation des hydrocarbures : les indices d'un effet urbanisant mais volatil.

A - Du pétrole au gaz, le déplacement de la ressource.

B - L'observation rétrospective des migrations, révélatrice d'un impact diffus de l'activité pétrolière.

C - Des opportunités d'emploi effectives dans la région de production.

Conclusion - Un stimulateur du décollage urbain

III - Les villes-frontière et la flambée du commerce dans les années 90 : une accumulation démographique fragile.

A - « Boom » du commerce et explosion urbaine sur la frontière Sud : de la ruée à l'effondrement.

B - Yacuiba, archétype de la ville-frontière : trois facettes d'un modèle original d'urbanisation.

C - Des répercussions sur l'ensemble du réseau urbain départemental.

Conclusion - Une crise révélatrice de l'interdépendance des villes.

Conclusion de chapitre - Des cycles de développement propices à l'affirmation d'un espace circulatoire départemental.

INTRODUCTION

L'analyse du processus de différenciation du Sud frontalier a principalement porté sur les interactions démo-migratoires, soulignant de ce point de vue la singularité des zones de peuplement détachées. On se fixe pour objectif dans le présent chapitre, de compléter la perspective par l'observation de dynamiques territoriales spécifiques. La vitalité démographique du département est spatialement organisée, en ce qu'elle résulte d'un nombre réduit de zones de croissance. Outre le redimensionnement de Tarija, la capitale, c'est l'expansion de la frontière agraire et la polarisation des villes orientales qui sous-tendent le phénomène. Or, en des lieux emblématiques, l'évolution du peuplement donne des signes d'essoufflement, voire d'inversion de tendance. La différenciation démographique de l'espace oriental n'est pas le produit de forces constantes, mais de cycles. C'est précisément cette réalité que nous entendons maintenant évaluer, en identifiant les fluctuations significatives de l'instabilité du peuplement oriental. Il s'agira pour une part d'en repérer les principaux déterminants économiques, institutionnels ou autres, puis de comprendre quels transferts de population se sont opérés. On tentera ensuite de saisir quand et pourquoi la dynamique s'est infléchie, et dans quelle mesure se révèle finalement l'instabilité du peuplement. [I] Nous débuterons par un regard rétrospectif sur le développement de « nouvelles campagnes » ces quarante dernières années. Deux phases d'expansion de la frontière agricole ont particulièrement marqué le peuplement régional : une phase pionnière classique, consistant à défricher un espace vierge dans le Sud subandin (le « triangle » de Bermejo) ; une phase de recomposition des structures agraires dans le Chaco, entraînant la revalorisation du piémont. Pour le premier aspect, les références bibliographiques et l'observation directe constituent notre principal matériau d'analyse. Concernant le second, l'enquête de la communauté de Caigua sur le piémont Nord, fournit un exemple représentatif du repli de la colonisation. [II] Une autre dimension clé de l'inconstance de la valeur des territoires orientaux, est l'influence de l'activité de prospection et d'exploitation des hydrocarbures. L'impact du « pétrole » (on emploiera ce terme par commodité au sens qui précède) sur le peuplement est hypothétique, mais la question de l'incidence potentielle de l'activité se pose aujourd'hui avec acuité, dans la mesure où le département du Tarija est promis au rang de producteur ultra-dominant, grâce aux réserves de gaz découvertes depuis la fin des années 90. Comprendre la localisation de la ressource et son déplacement au cours de l'histoire est un élément d'analyse. Avec le dernier recensement deuxièmement, il est possible d'associer clairement la mobilisation des hommes à la valorisation du sous-sol. Troisièmement, les enquêtes réalisées à Villa Montes et Carapari permettent de pointer plus directement certains mécanismes démo-économiques, passés et présents. [III] Enfin, la dimension la plus évidente de l'instabilité du peuplement résulte du cycle de prospérité des villes-frontière, consécutif au « boom » du commerce des années 90 et à son interruption radicale par la dévaluation en Argentine (décembre 2001). Malgré le décalage des enquêtes dans le temps, les effets de redistribution de population enregistrés depuis Yacuiba, Villa Montes et Tarija produisent un nouvel éclairage sur la dynamique interne du système de peuplement régional.

I - Les dynamiques agraires : l'essoufflement de la colonisation.

Dans le prolongement de la partie I-A-2 du chapitre précédent, nous voudrions ici affiner la connaissance des principaux sites mis en valeur par l'agriculture et des concentrations de population qui y sont associées. Le repérage préliminaire des espaces ruraux où s'est produite l'accumulation démographique différenciant le Tarija à l'échelle nationale nous avait conduit à signaler l'importance de trois subrégions orientales : le « triangle » de Bermejo, les piémonts Nord et Sud. Nous allons maintenant examiner les processus d'occupation des terres chaudes du département durant la seconde moitié du XXe siècle. Comment a évolué le phénomène de la colonisation dans le Tarija ? Notre angle d'analyse consiste à interroger le rôle des changements agraires dans la mutation des équilibres démo-spatiaux. A l'invitation de Marchal et Quesnel¹, nous tenterons d'identifier les relations entre « peuplement » et « mise en valeur ». Quelles ont été les modalités et les conséquences de l'intégration du Tarija au plan d'industrialisation du pays, dans les années 60-70 ? A l'initiative de quels acteurs se reformulent les dynamiques rurales à l'ère du néo-libéralisme ? Peut-on vraiment parler de « renouveau de la colonisation » en ce qui concerne, notamment, la recomposition des structures agraires dans le Chaco ? L'analyse du cadre historico-structural [A] nous permettra tout d'abord de dresser un bilan et de repérer les dynamiques récentes ; on en examinera ensuite certains mécanismes, grâce à l'enquête des villages de Caigua et Carapari [B].

A - De l'étiement des systèmes agro-industriels à une colonisation des interstices ?

L'occupation progressive de l'espace et la diversité du milieu ont créé une mosaïque de systèmes agraires difficile à décrire en l'état actuel des études sur le département. On tentera ici d'identifier les principaux foyers de peuplement rural et de développement de l'agriculture, et d'éclairer la période actuelle en signalant l'incidence de la modification des paramètres institutionnels. La magnitude et le caractère révolu des transformations territoriales occasionnées par l'industrialisation du triangle de Bermejo nous conduisent à consacrer une partie autonome au Sud subandin [1]. On observera ensuite les autres secteurs de l'espace oriental, qui recèlent l'expression de nouvelles dynamiques rurales [2].

¹ J.-Y. Marchal, A. Quesnel (1997), Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité, p. 597 : « Les remarques précédentes amènent à diriger l'analyse tant sur le degré atteint par la mise en valeur de l'espace que sur le taux de peuplement et le rythme des installations, le premier pouvant être sans commune mesure avec les seconds. Car mise en valeur et peuplement sont deux faits parfois liés, parfois distincts. Il se peut que l'un soit prépondérant quand l'autre reste discret. Tout dépend des modes de faire-valoir et d'installation, soit encadrés, soit spontanés ».

1 - Le pôle sucrier de Bermejo : essor et déclin d'une région de monoculture industrielle.

A l'instar d'autres régions orientales du pays, l'expansion de la frontière du peuplement a été stimulée dans la zone subandine du Tarija, par les politiques de colonisation postérieures à la guerre du Chaco et l'ouverture de nouvelles voies de communication [voir chapitre 1-II-2]. Le triangle de Bermejo, jusqu'alors marche isolée, connue pour ses ressources en hydrocarbures [voir II-A-2], fait l'objet de nouvelles expectatives. Ainsi, le 20 mai 1941, la « colonie militaire » de Fortin Campero et la localité de Bermejo sont déclarées « colonie fiscale »², ce qui permet aux habitants de la zone (militaires démobilisés et travailleurs du pétrole essentiellement), de s'établir. La Réforme Agraire (1952) ne constitue pas une impulsion notable compte tenu de l'origine du peuplement. En revanche, à la fin de la décennie, selon O. Jerez³, l'ouverture de la piste Tarija-Bermejo d'un côté et le revêtement du réseau routier en Argentine, font de la petite localité de Bermejo « un important point de convergence de divers groupes de paysans et d'anciens mineurs des terres hautes », qui vont vivre du commerce (formel et informel) et de la demande de main-d'œuvre temporaire dans les grandes exploitations de canne à sucre du Nord-ouest argentin. Or, compte tenu de la similitude des conditions agronomiques, le gouvernement bolivien commence à s'intéresser aux potentialités agro-industrielles de la région. Les études favorables à l'exploitation de la canne à sucre se concrétisent par une loi⁴, des travaux de mise en culture et l'achat d'une raffinerie de sucre à une compagnie japonaise : la première récolte - la *zafra* - a lieu en 1968. Dès lors, l'activité se développe, les superficies cultivées s'étendent et les colons affluent : on peut estimer le peuplement de la zone sur la base du recensement de 1950⁵, à 1.900 habitants environ ; en 1976, 7.370 personnes composent la population dispersée de ce qui correspond au périmètre municipal actuel, et la localité de Bermejo compte 11.460 habitants. L'expansion de la frontière agricole connaît une évolution très rapide jusqu'en 1977, si l'on se réfère aux superficies cultivées [voir ci-dessous FIG IV-1], elle stagne entre 1982 et 1989 autour de 10.000 ha, atteint un seuil de 12.000 ha en 1995 qui semble ne plus avoir été dépassé⁶.

La question qui nous intéresse est de savoir quels rapports entretient cette progression avec la dynamique du peuplement. On peut qualifier d'« âge d'or » de l'activité, la période qui comprend le développement du complexe agro-industriel, avec l'implantation d'une seconde raffinerie au milieu des années 70, l'augmentation de la productivité qui culmine entre 1975 et 1978, l'ouverture d'un marché d'exportation vers le Chili et le Pérou, et enfin la création d'une administration autonome, la IAB (Industrias Agrícolas de Bermejo Sociedad Anónima) en 1977. La période qui s'ensuit est marquée par différents

² Décret Suprême du 20 mai 1941 qui autorise l'attribution de terrains urbains ne devant pas excéder une superficie de 2.500 m² et la dotation de terres agricoles dans une marge de 5 à 8 ha.

³ O. Jerez (2001), pp. 126-127.

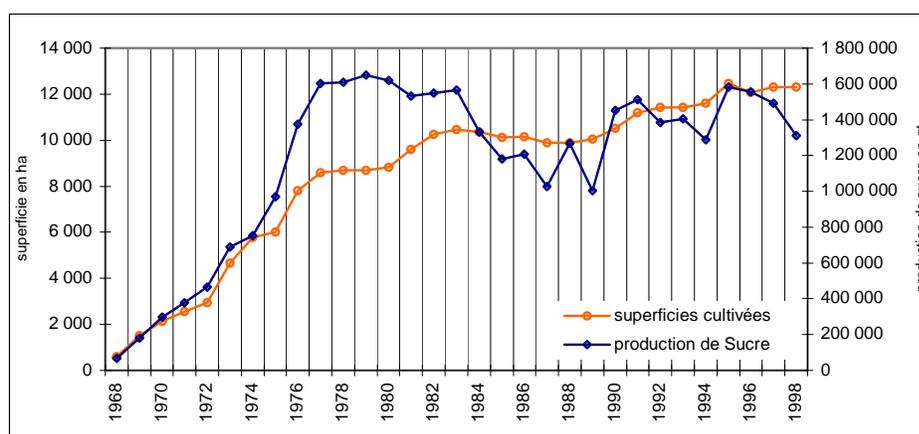
⁴ La loi du 14 novembre 1960 autorise l'implantation d'une raffinerie dans la région de Bermejo.

⁵ La publication du recensement qui détaille des cantons aux limites spatiales inconnues mais dont la toponymie n'est pas équivoque concernant Bermejo, signale une population dispersée de 1.870 individus dans le canton « Bermejo » et 87 individus à « Fortin Campero ».

⁶ Le chiffre le plus récent dont nous disposons concerne la récolte 2001 : 11.844 ha. In Burgos *et al.* (2002), Bolivia, el trabajo infantil en la zafra de la caña de azúcar : una evaluación rápida, p. 24.

facteurs de déclin de l'activité et la dégradation de la situation économique et sociale des agriculteurs de la région. En effet, plusieurs éléments concourent à une baisse de la productivité : afin d'exploiter les secteurs plats, les colons sont remontés vers le Nord-est difficile d'accès, dans le *municipio* de Padcaya et sont désormais forcés de défricher les reliefs du massif subandin, peu propices à la mécanisation ; de plus, les agriculteurs sont subordonnés à la IAB, sans liberté d'agir sur les prix et peu encouragés à l'amélioration de qualité ; enfin, les parcelles commencent à se diviser par héritage, entraînant l'émergence du *minifundio*⁷ dans la région⁸. On peut donc supposer que les années 80 constituent déjà une période peu propice à la poursuite de la colonisation et que la croissance urbaine de Bermejo est en partie liée à l'excédent démographique des campagnes locales. Cependant, tant que le modèle protectionniste perdurait, l'industrie sucrière soutenait le marché du travail et l'économie locale, notamment par l'entretien d'une situation de suremplei. Cet équilibre s'est maintenu un temps malgré le virage libéral de 1985 [voir chapitre 1-II-A-1], mais en août 1998 intervient la privatisation de la IAB qui déclenche le renvoi de la moitié des employés approximativement (500 salariés)⁹. La crise du secteur paysan se double donc d'une crise grave du secteur ouvrier.

FIG IV-1 La canne à sucre dans la région de Bermejo : superficies cultivées et production de sucre (1968-1998).



Source : Informe final de laboratorio IAB-SAM, gestión 1998, in Delicia Arce, Lucy Castro (1999), Análisis socioeconómico del minifundio en el cultivo de la caña de azúcar en la región de Bermejo.

L'impact du déclin relatif de l'activité a toutefois été partiellement amorti par l'essor du commerce transfrontalier dans les années 90 [voir III-A] et c'est probablement la fin de ce cycle de prospérité conjuguée à la restructuration de la IAB, qui produit les effets captés par le dernier recensement. En l'occurrence, la croissance de Bermejo a ralenti entre 1992 et 2001 [voir TAB II-21] ; le taux d'accroissement annuel moyen de 2,2% résultant probablement de la succession d'une période d'explosion démographique et

⁷ « Exploitation trop petite et surpeuplée », selon R. Brunet *et al*, *Les mots de la géographie op. cit.*, p. 296.

⁸ Selon D. Arce, L. Castro (1999), Análisis socioeconómico del minifundio en el cultivo de la caña de azúcar en la región de Bermejo, p. 61. Il y avait 1.687 parcelles en 1988 et 2.409 en 1998 (dont 90% de moins de 10 ha).

⁹ Lors d'un entretien avec le directeur de la IAB, le 14 août 2000, les chiffres suivants nous ont été communiqués concernant la structure des ressources humaines pour l'année 1999 : 468 employés permanents, 150 employés temporaires, 3.000 emplois indirects.

d'une phase de dépopulation. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui encore, le pôle agro-industriel de Bermejo reste un modèle unique dans le département : il concentre une part d'environ 25% du marché national, dont 60% sont commercialisés sur les marchés captifs de Tarija, Potosi et Chuquisaca, tandis que 40% sont écoulés sur les marchés de La Paz et Oruro, partagés avec les raffineries du Santa Cruz¹⁰. Il constitue une source de travail pour une partie importante de la population locale rurale et urbaine, et une opportunité d'emploi saisonnier pour certains secteurs de la paysannerie andine du Tarija et des départements limitrophes, recrutés comme coupeurs de canne, de juin à octobre¹¹. De fait, le triangle de Bermejo, véritable étage écologique pour les populations des hautes terres du département, du pays des Chichas (PT) et des Cinti (CH), est l'un des pôles récepteurs d'un espace de circulation qui relativise les statistiques censitaires. Notamment, la *zafra* pourrait être un facteur de sous-enregistrement dans les *municipios* de Yunchara et El Puente, principaux pourvoyeurs de main-d'œuvre temporaire départementale. Par ailleurs, une émigration saisonnière se produit l'été depuis Bermejo¹², vers l'Argentine et la ville de Tarija. L'achèvement récent des travaux de revêtement de la route à Tarija (2004) pourrait intensifier les pratiques de mobilité et accentuer l'effet de « population flottante »¹³ qui caractérise la région.



Photo IV-1 – Camions allant à la raffinerie de Bermejo.

La récolte de la canne à sucre, la *zafra*, a lieu depuis 1968. La saison du travail temporaire s'étend de juin à octobre. C'est un facteur de perturbation de la lisibilité des recensements.

¹⁰ D. Arce, L. Castro (1999), *op. cit.*, p. 34.

¹¹ L'ensemble des arrivants saisonniers (coupeurs de canne, ouvriers de la IAB, transporteurs, familles) est estimé à un maximum de 9.000 individus, dont 75% ont entre 18 et 35 ans.

¹² Aux mois de novembre et décembre se produirait un phénomène d'émigration d'environ 20% de la population, à cause des températures élevées et pour raison économique. D'après H.A.M. Bermejo-OASI (1998), Plan participativo de desarrollo del municipio de Bermejo, p. 28.

¹³ *Idem.*

2 - Les nouvelles dynamiques rurales.

En dehors de la région de Bermejo, les vallées subandines recèlent trois autres secteurs de concentration du peuplement. Tout d'abord, le long de la route à Tarija - canton Tariquía : les localités de Flor de Oro, Naranjo dulce, Nogalitos participent partiellement au système sucrier, tandis que les localités proches de Tarija (Emborozu, Sidra, Naranjo Agrio), sont spécialisées dans la production d'oranges et mandarines. La densification de l'habitat n'est pas bien apparente sur la CARTE 10, compte tenu de la superficie du canton Tariquía, mais celui-ci représentait tout de même 6.000 habitants en 2001. Et l'on peut s'attendre à un impact de l'intensification du trafic, sur la croissance des localités de la zone, avec le revêtement de l'axe Tarija-Bermejo (terminé en 2004). Au centre ensuite, le pays d'Entre Rios (province O'Connor) constitue une aire de peuplement traditionnel assez tôt colonisée et intégrée, petite région d'agriculture intensive [voir chapitre 3-I-1, CARTE III-1] d'environ 3.000 habitants (San Josecito, La Cueva, Valle del Medio, Chiquiaca, Valle de Lapachos), à équidistance de Tarija et Villa Montes¹⁴, dont le centre de référence est un village de 2.500 habitants (Entre Rios, capitale municipale et provinciale). Malgré quelques grandes propriétés, qui selon une étude du CEDLA¹⁵ pourraient être des terrains conflictuels comme « futures zones de colonisation », le profil dominant est celui d'une petite agriculture familiale (maïs, pomme de terre, agrumes, arachide), rarement mécanisée, obtenant de bons rendements, souvent associée à l'élevage (bovins, porcins). La croissance du village s'est récemment accélérée (1.011 habitants en 1950, 1.594 en 1976, 1.854 en 1992, 2.451 en 2001), mais ne constitue pas une dynamique de concentration annonciatrice de la formation d'un bourg important. Alors qu'au sud-est de la zone subandine, à moins d'une heure de Yacuiba, le *municipio* de Carapari (cantons Itau, Carapari, Zapatera) connaît une phase de croissance inédite. En effet, les recensements révèlent la subite poussée démographique du village de Carapari : 351 habitants en 1950, 306 en 1976, 426 en 1992 et 1.074 habitants en 2001. Les grandes découvertes de gaz et l'exploitation récente des champs d'hydrocarbures situés à proximité fournissent l'hypothèse d'explication la plus évidente¹⁶ ; la municipalisation qui octroie de nouvelles ressources [voir chapitre 1-II-B-2] a pu également constituer un facteur de concentration. Par ailleurs, le dernier recensement signale un dynamisme émergent plus au nord, autour de la localité de Palos Blancos (*municipio* d'Entre Rios), en lien avec l'implantation des campements pétroliers [voir atlas CARTE IV-14 et ci-après II-A-3]. Il est toutefois difficile d'évaluer dans quelle mesure ces stimulations s'articulent avec la sphère de l'économie traditionnelle et pèsent dans le processus de redistribution du peuplement.

Au pied de l'Aguaragüe, le Chaco présente une concentration d'habitat discontinue [voir atlas CARTE D2], qui renvoie à l'existence de divers types d'agriculture, classés par ZONISIG dans la catégorie mixte « usage agro-pastoral intensif ». Or il s'agit là du résultat d'une mutation relativement récente, car la région

¹⁴ A environ 6H de chaque localité.

¹⁵ CEDLA (1988), *Tenencia y uso de la tierra en el departamento de Tarija*, p. 90.

¹⁶ La corrélation entre la dynamique des installations et l'activité pétrolière est analysée chapitre 4-II-B-2. L'hypothèse d'une stimulation directe du marché de l'emploi est examinée chapitre 4-II-C-3.

est traditionnellement spécialisée dans l'élevage bovin extensif. D'après la source la plus explicite¹⁷, qui se réfère à la région de Villa Montes, la recomposition des structures agraires sur le piémont du Chaco serait premièrement liée à l'installation d'agriculteurs venus des vallées du Tarija et du Chuquisaca dans les années 60. Ceux-ci auraient alors introduit l'agriculture irriguée sur des secteurs jusque là délaissés ou cultivés en sec. Deuxièmement, la région a fait l'objet d'investissements publics pharamineux¹⁸ la décennie suivante : Villa Montes est choisie pour devenir un pôle agro-industriel national dans le domaine des oléagineux. Or, l'usine d'huiles comestibles achevée en 1974, la Fábrica de Aceite Comestible Sociedad Anónima (FACSA), a été largement surdimensionnée selon le CEDLA¹⁹, qui voit dans ce « monstre gigantesque » un véritable « éléphant blanc ». En effet, la FACSA a été conçue pour une capacité de 15.000 tonnes par an ; pour atteindre ce volume de production, il aurait fallu cultiver 33.000 ha de soja, soit installer environ 6.600 familles à raison de 5 ha par unité de production. En réalité, la capacité sollicitée n'aura jamais dépassé les 15%. Il y a bien eu répartition de terres à destination de paysans migrants que l'on a incités à produire du soja, mais le système agraire imposé ne semble pas avoir fonctionné comme soutien de la reproduction familiale. Tous les paysans n'ont pas été légalement dotés de terres, ils se sont endettés, la monoculture imposée ne correspondait pas à leurs besoins alimentaires ; les revenus générés étant insuffisants, la force de travail s'est dispersée, et fondamentalement le modèle a favorisé les grands producteurs²⁰. Cet échec conduisant alors les agriculteurs à trouver des alternatives, certains se consacrent à la récupération des eaux superficielles de l'Aguaragüe afin d'améliorer le réseau d'irrigation. Cette reconversion constitue une troisième origine des structures agraires actuelles. Quatrièmement, quand dans les années 90, la route Yacuiba-Camiri est asphaltée et que la croissance des villes de la région atteint une échelle conséquente, les producteurs se trouvent face à une très forte demande de produits alimentaires et l'agriculture du piémont connaît une nouvelle impulsion forte. Cette agriculture irriguée se trouve essentiellement aux mains de petits et moyens producteurs. Le maraîchage constitue la base de la production, en toutes saisons, complété par des cultures en sec (pastèque, maïs, agrumes). Enfin parallèlement, malgré la fermeture de l'usine d'huile comestible, une partie des superficies a été réorientée pour la production de maïs et de soja, destinée à l'alimentation des poulets d'élevage en batterie de Santa Cruz et Tarija²¹. Cette composante du système agraire régional est technicisée (mécanisation, usage de semences hybrides, herbicides, de pesticides, faible recours à la main-d'œuvre), et se trouve aux mains d'un petit nombre de propriétaires.

¹⁷ ZONISIG (2002), Diagnóstico integral del municipio de Villa Montes. Par ailleurs des statistiques de l'INE montrent que les superficies de soja ont brusquement augmenté : elles se situaient entre 4.000 et 5.000 ha jusqu'à la saison 1988-1989, pour osciller entre 8.000 et 9.000 ha, depuis la saison 1990-1991 (la série s'achève en 1998). Du début des années 80 à la fin des années 90, la production de soja du département passe de 7% à 1% du total national.

¹⁸ Le plan de financement prévoyait un coût total de 11.978.000 dollars US dont 90% financés par l'extérieur (1974). D'après Monografía de Bolivia. Tomo 4. Beni, Pando, Tarija, p. 407.

¹⁹ CEDLA (1998), Tenencia y uso de la tierra en el departamento de Tarija, p. 124.

²⁰ *Ibid.*, p. 125.

²¹ ZONISIG (2001), Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Tarija, p. 122.

* * *

Après l'ouverture du front pionnier de Bermejo (années 50) et la formation d'une subrégion sucrière polarisée, on ne constate plus d'avancée significative de la frontière du peuplement, dans le Tarija. Du fait de l'étranglement de la marge d'expansion de l'espace cultivé, l'occupation des terres chaudes semble traverser une phase de colonisation spontanée des interstices écologiques, associée à un processus d'intensification agricole. La distribution spatiale de la population n'est pourtant pas figée et l'on observe au contraire, dans les années 90, des phénomènes inédits de concentration de l'habitat rural. Dans quelle mesure la perspective des changements agraires permet-elle d'éclairer ces évolutions ? L'exemple des deux villages enquêtés dans le cadre de notre programme de recherche offre des réponses contrastées.

B - Finage et village : deux types d'évolution opposés.

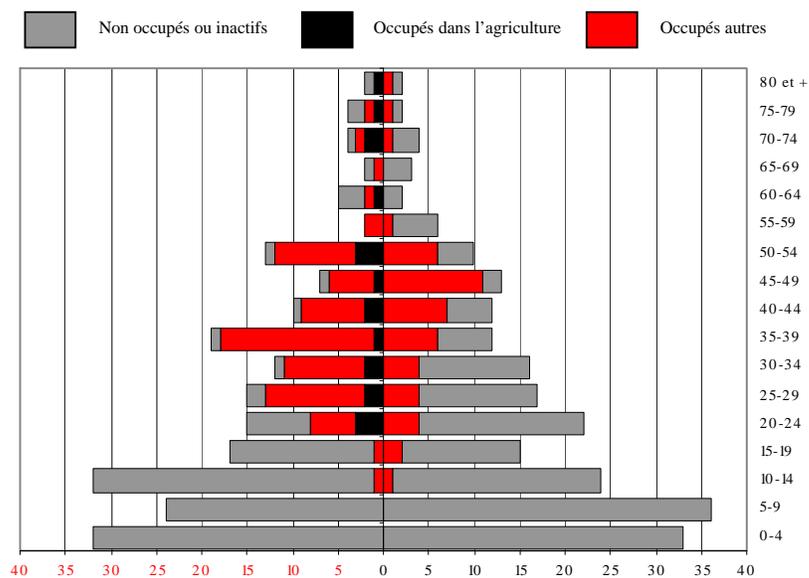
Si l'on n'observe plus de grands mouvements de population associés à l'expansion de la frontière agraire, l'analyse des nouvelles dynamiques rurales orientales passe par celle des concentrations de population décelées sur le piémont du Chaco et dans la zone subandine. Le dispositif d'enquête Frontarbol offre justement avec les localités de Caigua et Carapari, deux postes d'observation de la temporalité et des mécanismes de la croissance démographique. L'objectif poursuivi consiste à évaluer le poids des structures agraires dans ces communautés et si possible, détecter les indices d'une régulation démographique conditionnée par le changement agraire. Sans connaissance empirique de ces localités, notre démarche de description est principalement statistique, fondée sur les éléments de contextualisation réunis et le témoignage des membres du programme de recherche ayant directement participé à ENVIL 2002. Notre appréhension du système agraire résulte de la description des variables du module « Tenure et utilisation des sols », d'une part ; et de l'association de celles-ci aux caractéristiques démographiques et économiques de la population. Le cas de Carapari est illustratif de l'impact simultané de la municipalisation et du délitement des structures agraires, qui confère à ce village un statut semi-urbain, dans la hiérarchie des localités de la région [1]. Le cas de Caigua est quant à lui typique du mouvement de « colonisation des interstices » sur le piémont du Chaco et peut faire l'objet d'une analyse plus détaillée [2].

1 - Carapari, de la communauté au bourg rural : recul de l'agriculture et centralité administrative.

Le village de Carapari constitue encore une concentration de population assez modeste mais plusieurs paramètres signalent l'avancement d'un processus de mutation de l'économie. Le recensement indique une proportion de 10% d'actifs agricoles en 2001 (sur une population de fait) tandis que l'enquête la situe à 13% (population de droit) [voir TAB IV-9]. La pyramide des âges ventilée par statut d'activité [ci-dessous FIG IV-2] montre un effectif exclusivement masculin, survalorisé par la catégorie des 60 ans et plus. La question de l'emploi secondaire posée aux chefs de ménage n'ajoute qu'un seul cas à cette population. Cependant, les habitants ne sont pas complètement détachés du mode de vie traditionnel, puisque 14% des ménages sont en

possession de cultures, 20% d'animaux d'élevage et que 15% combinent les deux. La dispersion statistique des superficies indique une certaine diversité des échelles de production, suggérant l'existence de grandes et moyennes exploitations (orientation stricte vers le marché), ainsi que d'une agriculture plus modeste (petits excédents pour le marché), voire résiduelle (agriculture alternative et auto-consommation).

FIG IV-2 Carapari - La population selon l'âge et le sexe, par statut d'activité.



Source : ENVIL 2002, données non extrapolées.

Les structures agraires sous-jacentes sont difficiles à inscrire dans un finage particulier compte tenu d'un biais d'enquête. En effet, les informations recueillies décrivent le patrimoine des ménages à l'intérieur et à l'extérieur de la localité, sans que l'on puisse relier systématiquement un élément à un lieu précis²². Il en résulte que l'ensemble des possessions identifiées ne renvoie pas forcément à Carapari, mais à une articulation d'espaces représentative de la territorialité des habitants. Toutefois, l'importance des ménages qui situent globalement leur(s) possession(s) à l'extérieur de Carapari - soit 35 à 40% de ceux déclarant des animaux ou des terrains cultivés - est originale et serait à expliquer. Ces exploitations se trouvent principalement dans la province Gran Chaco, de part et d'autre de l'Aguaragüe, pas forcément dans les environs de Carapari. [voir TAB IV-2, 3, 4]. Un profil approximatif de la production « des ménages » peut être présenté :

- Les plus grandes extensions sont destinées au maïs (sans que l'on ait la certitude qu'il s'agisse d'une culture industrielle dans ce cas) et au soja ; ce dernier semble être cultivé localement.

²² A la question « Si vous avez des cultures, où se situent-elles principalement ? », dans 10 cas sur 19, il s'agit d'une autre localité. A la question « Si vous avez des animaux d'élevage, où se situent-ils principalement ? », dans 14 cas sur 21, c'est en dehors de Carapari. Ces questions n'étant posées qu'une seule fois en général, et pas systématiquement par produit (maïs, coton, bovins et cetera), la localisation est approximative.

- Pratiquement tous les ménages qui ont des terrains de cultures récoltent du maïs (28 sur 29) ; la superficie moyenne est de 3 ha.
- Les autres cultures (pomme de terre, manioc, arachide, maraîchage, fruits) sont produites sur de petites superficies et n'expriment aucune concentration significative.
- L'irrigation en totalité des surfaces cultivées est peu fréquente (10% des cas), 31% sont en irrigation partielle et la majorité des cultivateurs pratiquent donc une agriculture en sec (59%).
- L'élevage bovin domine en fréquence (21 cas), suivi des porcins (15) et des caprins (9). Les cheptels les plus importants se situent entre 50 et 80 têtes (ovins 1 cas, bovins 2 cas, caprins 2 cas, porcins 2 cas).
- L'enquête révèle un élevage industriel de poulets (1.500 unités) censé se trouver dans la localité de Carapari. Hormis cette exploitation, la volaille est assez fréquente (25 cas) à une échelle domestique (27 poulets par ménage en moyenne).

La répartition de la population occupée par branche est révélatrice d'un processus de diversification avancé des fonctions économiques de Carapari-centre, qui a déjà considérablement réduit l'importance de l'emploi agricole : 70% des individus se classent ainsi dans une catégorie de services [TAB IV-9]. A défaut de pouvoir identifier clairement les employeurs, on peut suspecter l'administration publique d'être le pilier de cette concentration, comme l'illustre le fait qu'il y ait plus d'enseignants (18% des cas) que d'agriculteurs. L'insertion économique de la population non native est à la fois significative de la sélectivité de l'économie locale et des mutations qu'elle a imposé à la population [TAB IV-10] : 70% des individus qui travaillaient avant de s'installer à Carapari opéraient déjà dans une catégorie de services et 24% étaient agriculteurs ; aujourd'hui, ces mêmes cultivateurs, ouvriers agricoles et éleveurs se retrouvent pour l'essentiel dans d'autres catégories d'activité ou inactifs (12 cas sur 14) et personne d'autre n'est devenu agriculteur. Ainsi, dans le schéma de la Bolivie décentralisée depuis la Loi de Participation populaire (1994, voir chapitre 2-II-B-2), la dimension de petit centre administratif régional s'affirme, malgré la proximité de Yacuiba²³. Le village de Carapari est la tête d'un réseau d'écoles rurales et de postes de santé, il constitue le lieu le plus accessible dans la région correspondant au territoire municipal et au-delà vers le nord, pour une certaine gamme de prestations de services. Au delà de la concentration d'habitat groupé, la diversité des professions enregistrées par l'enquête atteste du caractère urbain de l'économie locale. D'ailleurs, les conditions de vie se rapprochent davantage de la ville que des standards ruraux : 88% des ménages ont l'électricité, 11% le téléphone, l'eau courante arrive dans 37% des maisons (59% l'ont à l'extérieur), 76% ont la télévision et 4% un ordinateur. Une tendance susceptible de s'amplifier du fait de la proximité des nouveaux grands champs pétro-gaziers.

²³ Une trentaine de kilomètres, entre trois quarts d'heure et une heure de déplacement en voiture. Ce temps de déplacement est susceptible de se réduire à court terme, grâce aux travaux de revêtement prévus.

2 - Le développement du maraîchage sur le piémont chaquéen : l'exemple de Caigua.

La localité de Caigua est exemplaire de la recomposition des structures agraires fondée sur la valorisation des écosystèmes de piémont les plus propices à l'agriculture (autour de Villa Montes et au nord de Yacuiba), au détriment de l'activité pastorale reléguée vers l'intérieur des plaines. Premièrement, l'émergence en ce lieu d'une communauté rurale relativement importante peut s'expliquer par le travail humain et le développement d'un système agraire dont nous présenterons les principales caractéristiques [a]. Or, il semblerait d'après les spécialistes du projet Zonisig, que les possibilités d'expansion des superficies cultivées soient désormais très limitées et que la production maraîchère doit faire face à des conditions de marché difficiles à la fin des années 90. On est en mesure deuxièmement, de présenter des éléments d'observation sur la dynamique du peuplement, en lien avec les conditions agraires, à partir de l'enquête ENVIL 2002 [b]. Ce qui nous conduira troisièmement, à poser le problème de la capacité de rétention démographique de cette communauté, en observant finalement le statut résidentiel des enfants des chefs de ménage [c].

a - Quelques caractéristiques du système de production²⁴.

Il n'est pas fait mention de la communauté de Caigua dans la publication du recensement de 1950, mais du canton correspondant à la communauté de Tarairí qui l'englobe et comprend alors 394 habitants. Elle apparaît en revanche dans le recensement de 1976 (canton Caigua), avec un total de 307 habitants pour 73 ménages et 68 logements, ce qui en soi indique bien une rupture d'échelle. Le recensement de 1992 impose une simplification des cantons qui élimine des tableaux courants toute référence à Caigua, mais une exploitation interne du bureau local de l'INE ventilée « à l'ancienne » fait mention d'une population de 583 habitants. Enfin en 2001, ce sont 708 habitants pour 162 ménages qui composent la population de fait de la localité, aujourd'hui l'un des villages les plus importants du *municipio* de Villa Montes. En effet, Caigua se situe dans le district n°6 (Tarairí, Puesto Garcia, Tucainti, Iguembe, Caiguami, Ipa, Chimeo, Lagunitas) qui correspond au « piémont Nord » du *municipio*, l'une des deux zones les plus favorables à l'agriculture intensive²⁵. Contrairement aux secteurs de faible densité où la couverture sanitaire et scolaire est encore très déficiente, Caigua possède une école primaire complète²⁶, un poste de santé et 65% des ménages ont l'électricité. Ce type de communauté, bénéficiant par ailleurs d'une excellente accessibilité, a été privilégié par les politiques d'aménagement rural pour des raisons d'efficience. La dynamique de concentration démographique est directement liée au renouvellement de l'activité agricole. On peut évaluer à partir de l'enquête ENVIL, que le système agraire local est le grand pourvoyeur d'emploi de la communauté et

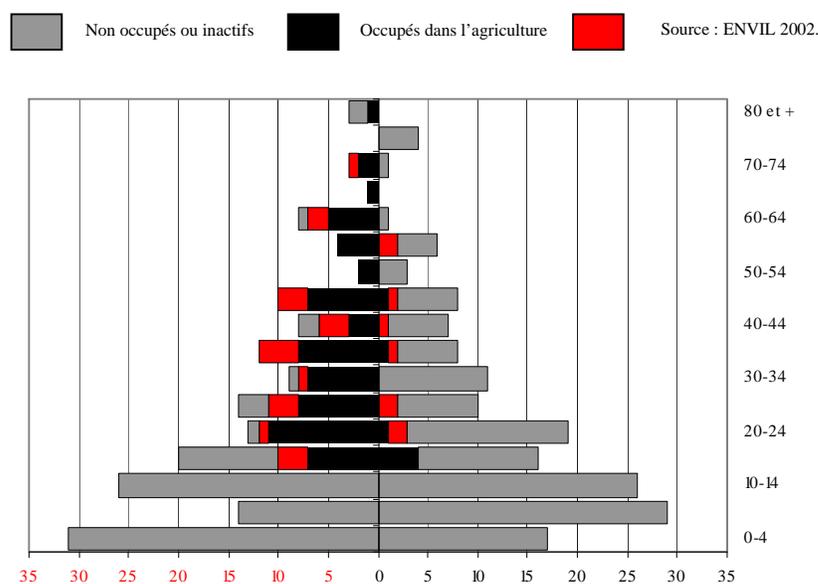
²⁴ Entendu comme la combinaison de la production (cultures, espèces, variétés...) et des facteurs de la production (terre, capital, travail...). Voir J. Le Coz (1990), Espaces méditerranéens et dynamiques agraires. Etat territorial et communautés rurales.

²⁵ Voir ZONISIG (2002), *op. cit.* . L'autre zone est le district n°11 qui correspond au piémont Sud : les districts n°6 et n°11 concentrent plus de 95% de l'agriculture intensive du *municipio* de Villa Montes, pp. 22-24.

²⁶ Les écoles rurales offrent selon le site, les 5 ou les 8 premières années de scolarisation à partir de l'âge de 6 ans.

l'exploitation familiale le modèle dominant : 70% de la population occupée à ce moment là²⁷ est employée dans l'agriculture, 70% des ménages comptent au moins un actif de ce type [TAB IV-7], 100% des terrains cultivés et 92% de ceux utilisés pour l'élevage se trouvent dans la localité enquêtée [TAB IV-5], 75% des individus sont soit indépendants, soit travailleurs familiaux non rémunérés.

FIG IV-3 Caigua - La population selon l'âge et le sexe, par statut d'activité.



Source : ENVIL 2002, données non extrapolées.

Concernant les productions, nos statistiques corroborent la cartographie ZONISIG qui classe le secteur dans la catégorie « agro-pastoral intensif » :

- En excluant les volailles et les animaux de trait, l'élevage concerne 43% des ménages. Le plus courant est celui des bovins : 36% des ménages, dont 54% disposent de moins de 20 têtes et 46% entre 20 et 50. Viennent ensuite les porcins (22% des ménages), dans des proportions plus réduites (moins de 20 têtes dans 94% des cas). Enfin, l'élevage caprin (7%) ou ovin (4%) est peu fréquent. Quelle que soit la nature du cheptel, l'effectif n'excède pas les 50 têtes, ce qui n'a pas la même implication économique selon l'animal et l'association d'espèces, mais permet de constater l'absence de grands éleveurs.
- L'agriculture est davantage répandue puisque 82% des ménages déclarent des surfaces cultivées. La variable la plus significative, bien qu'approximative, réfère à l'usage de l'irrigation [TAB IV-4]: 56% des exploitations²⁸ sont entièrement irriguées, 19% en partie et 25% fonctionnent en sec. D'où l'importance des

²⁷ L'activité enregistrée est celle relative aux 7 derniers jours.

²⁸ On nomme ici exploitation, l'ensemble des cultures recensées dans un ménage.

cultures maraîchères (61% des exploitations), essentiellement destinées à la vente²⁹ ; le maïs (62%), la pomme de terre (30%) et le manioc (29%) sont plutôt des cultures vivrières [TAB IV-2], ne nécessitant pas d'irrigation. La combinaison de ces productions, associées ou pas à de petites superficies fruitières (agrumes), composent un système de polyculture productif toute l'année.

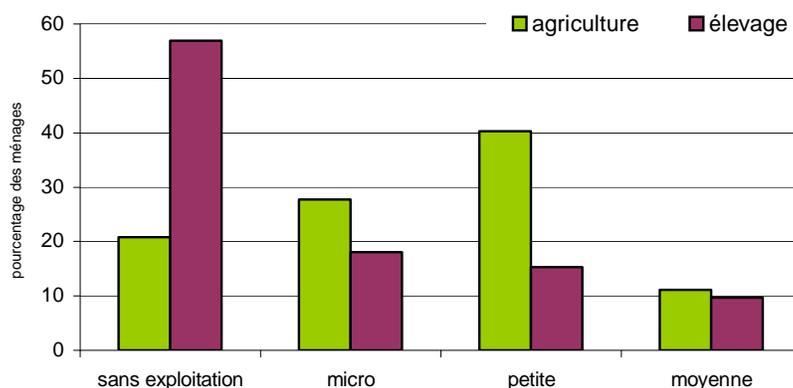


FIG IV-4 Cagna - Les ménages selon l'échelle de l'exploitation, par type.

- Les superficies cultivées n'excèdent pas 5 ha par variété mais le total selon les ménages suggère l'existence d'une disparité de la taille des exploitations, révélatrice d'un processus de différenciation sociale. Le résumé statistique de cette dispersion peut être présenté sous la forme d'un « indice de production agricole », résultant de la pondération des superficies cultivées en fonction de la variable « irrigation »³⁰. Ainsi, 21% des ménages ne disposent d'aucune surface cultivée, 28% possèdent une « micro-exploitation » probablement orientée vers l'auto-consommation et l'on fait l'hypothèse que les ménages restants peuvent produire pour le marché ; on distingue alors les « petites » (40%) et « moyennes » exploitations (11%).
- De même, il peut être pertinent de prendre en compte l'élevage (sans la volaille ni les animaux de trait) comme paramètre de différenciation agro-économique : la somme pondérée des animaux³¹, discrétisée en quatre catégories forme un indice synthétique de « production animale ». On observe ainsi que 57% des ménages n'ont pas d'animaux ; pour 18% l'élevage se situe à une échelle « auto-alimentaire », 15% se classent dans le « petit élevage » et 10% dans le « moyen élevage ».
- Le croisement des deux indices permet de constater qu'il existe une assez grande diversité d'associations. Pour refléter simplement le positionnement de chaque ménage dans le système de production, on crée un troisième indice, dit de « production agro-pastorale », exprimant le rang le plus haut indiqué par les indices précédents : ainsi, 17% des ménages sont « non producteurs », 28% sont des « micro-

²⁹ ZONISIG (2002), *op. cit.*, p. 44 : « Actuellement la production agricole diversifiée générée dans la zone du piémont sous irrigation, est destinée en majeure partie au marché (entre 80% et 90%), les principaux produits sont : la pastèque, la tomate, la pomme de terre et les agrumes. Alors que la production de maïs est principalement destinée à l'autoconsommation et à l'alimentation des animaux (cochons et volaille) ».

³⁰ On applique un coefficient 3 pour une irrigation totale, 2 pour une irrigation partielle, 1 pour l'agriculture en sec exclusivement. La superficie totale ainsi pondérée est ensuite discrétisée en grandes catégories qui renvoient à l'échelle de l'exploitation (0 = non producteur,]0 ; 1] = micro,]1 ; 5] = petit,]5 ; 15] = moyen,]15 ; 200] = grand.

³¹ Bovins coefficient 3, porcins coefficient 2, ovins et caprins coefficient 1. Classement de la variable pondérée : 0 = non producteur,]1 ; 29] = micro,]30 ; 99] = petit,]100 ; 499] = moyen,]500 ; 3000] = grand.

producteurs », 36% se classent dans la catégorie des « petits producteurs » et 19% dans celle des « producteurs moyens ».

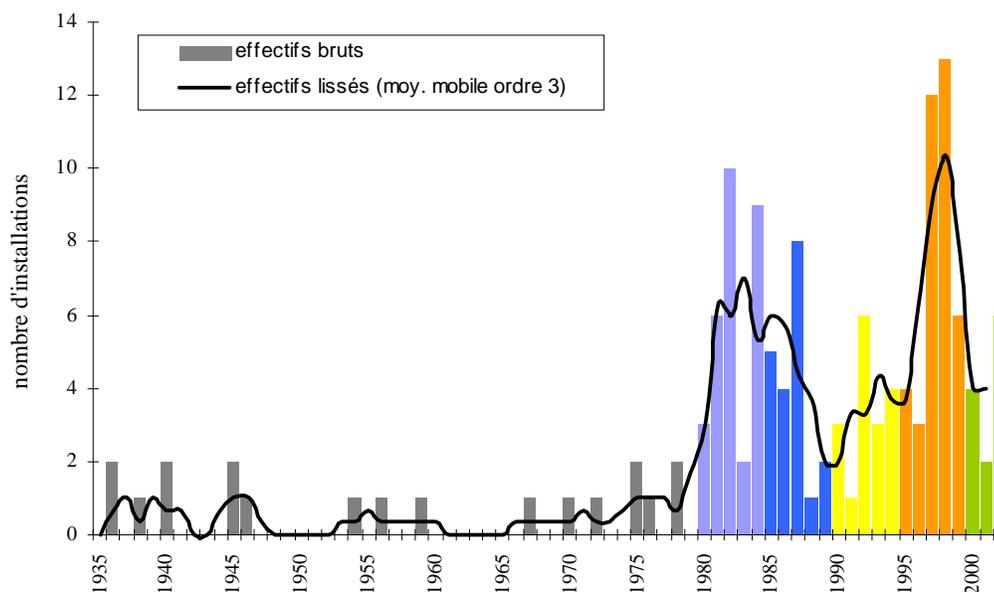
Cette méthode de classement est certes approximative, mais elle permet de retranscrire des différences objectives de statut agro-économique, dans les limites méthodologiques de l'enquête. Qu'une vache vaille trois moutons est discutable, mais il faut bien différencier la valeur marchande de l'un et de l'autre. Que l'on situe le seuil du petit éleveur à 33 vaches ou 99 moutons est arbitraire aussi, mais dans cette région où l'élevage bovin extensif est la base économique traditionnelle, avec une trentaine de têtes de bétail, on n'est au mieux qu'un petit éleveur. La taille des cheptels recensés dans la localité de Villa Montes où habitent justement de grands propriétaires (élevage bovin de 300 à 900 têtes), légitime le bien fondé de notre échelle de valeur. L'appréhension de la signification des superficies cultivées est plus délicate, puisque la valeur marchande de la production est dépendante d'une grande complexité qualitative ; notre discrétisation repose ici davantage sur les seuils observés. Finalement, les indices établis sont des outils nécessaires et adaptés à l'observation de la dynamique agraire et démographique de cette communauté, dans le cadre d'une recherche de tendances et d'interactions.

b - Une dynamique de subdivision de la ressource.

L'importance de l'immigration dans l'accroissement démographique de la communauté est clairement suggérée par la proportion de non natifs (55%). La concentration des années d'installation de la population de 15 ans et plus caractérise la dynamique du processus par deux vagues d'arrivées majeures [voir ci-dessous FIG IV-5]. La première s'initie au début de la décennie 1980 et s'achève sur l'année 1987 : cette période pourrait être associée au mouvement de reconversion de la paysannerie attirée par le projet de développement agro-industriel, autour de la raffinerie d'huiles comestibles de Villa Montes (années 70) [ci-avant A-2]. De 1988 à 1991, le nombre des installations chute et jusqu'en 1996, la dynamique connaît un régime intermédiaire ; dans la même période, la ville de Yacuiba traverse une période d'euphorie économique se traduisant par une explosion démographique sans précédent. L'échelle atteinte par la concentration urbaine de Yacuiba est telle [voir III-A-1], que ce phénomène est tout à fait susceptible d'avoir influé sur les comportements migratoires dans la région en général, et perturbé l'inertie de l'immigration dans la localité de Caigua. La seconde vague d'installations culmine dans les années 1997-1998 et coïncide avec le début du déclin économique de Yacuiba. Toutefois, selon cette logique de détournement, les arrivées auraient dû s'accroître significativement au fur et à mesure de l'approfondissement d'une crise liée en premier lieu aux difficultés de l'économie argentine [voir III-A-3] ; ce qui n'est pas le cas. Car Caigua est un système agraire qui réagit à la santé des marchés urbains, compte tenu de l'orientation de sa production : la croissance des villes du Chaco est un facteur bénéfique, tandis que la contraction des économies urbaines constitue un vecteur de crise. Par ailleurs, le système agraire a des limites en termes d'adéquation population-environnement, et tout retour d'émigrés ou accueil de nouveaux migrants précipite la saturation. Il serait donc pertinent de décliner l'analyse selon deux niveaux. Le premier est celui de l'incidence des facteurs externes : le fait que 40% des migrations s'achèvent entre 1996 et 2002, dont la moitié en

provenance de Villa Montes et un tiers de Yacuiba ou de l'Argentine³², légitime la problématique transnationale³³, mais appelle surtout une meilleure compréhension de la dynamique urbaine régionale. Le second niveau, celui de l'interaction entre les facteurs de production et la démographie, contient l'hypothèse implicite d'une régulation qui retient plus particulièrement ici notre attention.

FIG IV-5 Caigua - Les non natifs âgés de 15 ans et plus, selon l'année d'installation.



Source : ENVIL 2002

La récente tendance de ralentissement des installations n'est-elle pas l'indice d'une saturation ? Comment se répartit l'accès à la terre dans la communauté ? Les nouveaux arrivants trouvent-ils leur place dans le système de production ? Les données d'enquête permettent de livrer quelques éléments de réponse.

- La dimension foncière du système agraire est assez nébuleuse car la communauté de Caigua est une partie de la Grande Communauté de Tarairí, qui détient un titre de propriété unique sur l'ensemble du territoire communautaire. L'habitat est régi par un droit coutumier déterminant un marché interne où ce qui s'achète et se vend n'est pas le sol en soi, mais les aménagements apportés. Le fait que 71% des ménages se déclarent « propriétaires » des sols cultivés et que 44% disposent d'une superficie destinée à l'élevage [TAB IV-11], doit être entendu comme une forme d'usufruit transmissible. L'origine des chefs de ménage n'est pas très différenciatrice, une partie des non natifs a recours à la location (10%), ce qui n'apparaît pas chez les natifs, plus souvent propriétaires (80%). On note par ailleurs l'importance de la tenure communautaire concernant l'élevage (45%). L'origine de la propriété [TAB IV-12] est relativement dispersée au niveau des terrains cultivés : 40% des terres ont été achetées, 24% résultent d'une succession, le reste correspond à des

³² Migrations de 6 mois et plus, hors lieu de naissance et lieu d'enquête, recensées auprès de la population de 15 ans et plus. Constat réalisé sur une population de 78 dates de fins de périodes migratoires, concernant les non natifs de 15 ans et plus, de la population de Caigua.

dotations de la Réforme Agraire ou à des cas de « consolidation », régularisation de l'occupation de fait. Il est intéressant de noter que les natifs accèdent à la propriété essentiellement par succession (75%) et jamais en achetant, ce qui induit l'existence de mécanismes d'expulsion migratoire. Finalement, les clivages les plus importants sont susceptibles de jouer au niveau de l'ancienneté de l'installation chez les non natifs [TAB IV-13]. Par exemple, 80% des chefs de ménage arrivés dans les années 80 ou avant sont propriétaires, alors que ceux installés plus récemment parviennent à la propriété dans 47% des cas et doivent composer avec la location (21%), ou les statuts autres (26%).

- Cette différenciation sociale s'exprime clairement selon la catégorie de producteur. La répartition de l'indice de production animale³⁴ [TAB IV-14] montre ainsi que les éleveurs moyens sont soit natifs de Caigua, soit arrivés avant 1980. Les petits éleveurs se sont en majorité installés dans les années 80 (54%). La « micro-production » est plus dispersée mais dominée par les chefs de ménage installés après 1992. Enfin, ces derniers sont nettement majoritaires au sein des ménages sans animaux. La même distribution selon l'indice de production agricole modifie la perspective [TAB IV-15] : l'agriculture moyenne est aux mains de migrants installés dans les années 80 ou avant (75%) ; la petite agriculture correspond à une majorité de chefs de ménage arrivés dans les années 80 (41%) ; les plus petits producteurs sont fréquemment des migrants récents (55%) ; ces derniers sont également plus particulièrement désignés dans la catégorie des ménages non producteurs.

TAB IV-1 Caigua - Les ménages selon l'indice de production agro-pastorale et l'origine du chef de ménage (tableau simplifié des écarts à l'indépendance).

origine CM	ménage non producteur	micro exploitation	petite exploitation	moyenne exploitation	attraction	incompatibilité	association
non natif installé avant 1980	Φ	B	B	Φ	Φ	B	forte
non natif installé de 1980 à 1989	B	B	Φ	B	Φ	B	moyenne
non natif installé de 1990 à 2002	Φ	Φ	B	B	Φ	B	faible
non natif inst. non renseignée	B	B	φ	φ	φ	B	peu significative
natif	B	Φ	B	Φ			

Source : ENVIL 2002.

³³ Les effectifs sont faibles mais on constate que 5 des 6 cas de départ de Yacuiba d'un côté, et 9 des 14 cas de départ d'Argentine de l'autre, interviennent après 1995.

³⁴ Réfère à la possession de petit et gros bétail sauf équidés.

- Les liaisons suggérées par ces croisements de variables peuvent être synthétisées et soulignées dans un tableau simplifié des écarts à l'indépendance³⁵ [ci-dessus TAB IV-1], dont les associations les plus fortes concernent les chefs de ménage non natifs. Ainsi, ceux dont l'installation est antérieure à 1980 sont surreprésentés dans la catégorie des exploitations moyennes ; les non natifs arrivés dans les années 80 ont propension à ne pas constituer de micro-exploitations mais des petites exploitations ; les chefs de ménage de la cohorte 1990-2002 sont les plus exposés au déterminisme, l'incompatibilité étant forte avec la moyenne exploitation et l'attraction forte avec la micro-exploitation. On ne s'attardera pas sur les associations d'intensité faible, le but étant de montrer comment l'origine du chef de ménage pèse sur son positionnement dans le système agraire, exprimé par l'échelle de l'exploitation. Il en ressort que plus l'installation est récente, plus l'exploitation est modeste et improbable l'accession au niveau supérieur.

c - La dispersion de la descendance des ménages enquêtés.

Ces deux ébauches d'analyse confirment l'hypothèse d'une différenciation sociale déterminée par l'ancienneté de la migration, et prouvent que le processus de développement du système agraire atteint des limites. L'accès à la propriété devient plus difficile et la taille des exploitations diminue. C'est une tendance d'appauvrissement de la population qui s'exprimerait si l'accroissement démographique ne s'accompagnait pas d'une amélioration de la productivité ou d'une diversification de l'économie. Le premier événement n'est pas signalé dans les rares études disponibles et le second n'apparaît pas dans la structure de l'emploi selon l'enquête ENVIL, qui témoigne au contraire d'une surreprésentation du domaine agricole³⁶ dans les dernières installations pour motif de travail. Dans ce contexte, la baisse du nombre d'installations revêt un caractère symptomatique qui appelle la réflexion sur d'autres facteurs de régulation démographique. Le régime de l'émigration est-il sensible à la différenciation sociale au sein de la communauté ? On peut observer l'existence de contrastes révélateurs, en distribuant la population des enfants présents et sortis du ménage parental³⁷, selon les discriminants agraires et migratoires déjà utilisés.

- La descendance survivante et majeure des chefs de ménage [TAB IV-17] se répartit entre le foyer parental (30%), d'autres ménages de Caigua (22%) et l'extérieur de la communauté (48%). Bien qu'une partie de ces personnes ait pu s'émanciper avant que leurs parents ne s'installent à Caigua, ces proportions impliquent un taux d'émigration conséquent³⁸. Sous un autre angle, la présence dans la communauté d'un cinquième de la descendance sortie du foyer parental démontre la capacité de rétention de cette société ; une appréciation à relativiser toutefois car « 18 ans » est un seuil assez bas et l'on peut voir qu'au-delà de 29 ans, les cas d'enfants n'ayant pas quitté la communauté sont peu fréquents.

³⁵ On utilise ici le procédé de calcul de l'« écart relatif » ou « taux de liaison » (voir M. Novi 1998, Pourcentages et tableaux statistiques, p.78), soit la contingence rapportée à l'effectif total en colonne. On a défini les classes en fonction d'un pas de 10% : [-32 ; -25], [-25 ; -15], [-15 ; -5], [-5 ; 5], [5 ; 15], [15 ; 25], [25 ; 28].

³⁶ Entre 1995 et 2002, sont recensées 22 installations pour motif de travail, dont 21 dans l'agriculture (95%), alors que la proportion de cette activité est de 76% pour le total des cas.

³⁷ Afin de disposer d'une population homogène, on ne retient pour cette analyse que les enfants âgés de 18 ans et plus (130 cas).

³⁸ Voir aussi l'analyse chapitre 3-II-C-1.

- L'association du statut résidentiel des enfants majeurs avec l'origine du chef de ménage [TAB IV-18] (le père le plus souvent) est dépendante d'un effet de structure d'âge. En effet, la distribution des âges de la descendance des chefs de ménage installés avant 1980 est très dispersée, alors que ceux dont l'arrivée est plus récente ont des enfants entre 18 et 30 ans essentiellement. La proportion d'enfants restés au foyer est donc naturellement faible (19%) si l'ascendant est un immigré arrivé avant 1980. Le fait est, cependant, que 50% des enfants partis du foyer parental et restés dans la communauté sont les descendants de cette génération d'immigrés. Comme par ailleurs les cohortes 1980-1989 et 1990-2002 sont assez homogènes quant à l'âge des enfants, les différenciations qui s'expriment entre ces deux groupes impliquent d'autres causes. Ainsi, les enfants majeurs dont le parent de référence est arrivé dans les années 80 se trouvent soit dans le foyer familial (45%), soit en dehors de la communauté (42%) ; mais lorsque le parent de référence s'est installé durant la période 1990-2002, la répartition résidentielle des enfants est équilibrée, ce qu'il est difficile d'interpréter sans observation directe. Si la descendance des derniers arrivants émigre moins et reste davantage dans la communauté, bien qu'ayant quitté le foyer parental, c'est peut-être que l'émigration est plus facile pour les individus disposant d'un capital (scolaire, économique, sécurité de l'exploitation familiale). Il se peut aussi que les conditions de vie, de confort, de scolarisation et d'accès ayant évolué, le village soit aujourd'hui plus attractif qu'auparavant pour les jeunes.

- Le croisement de la variable résidentielle avec l'indice traduisant l'échelle de l'exploitation parentale est plus probant [TAB IV-18]. En effet, 70% des enfants majeurs issus de ménages non producteurs résident ailleurs, alors que le pourcentage moyen est de 48% ; les personnes rattachées à une micro-exploitation sont également surreprésentées (56%). En revanche, la descendance des petits et moyens exploitants a tendance à rester majoritairement sur le sol de la communauté (63% et 57%), du moins au moment observé et selon le seuil des 18 ans. La rétention du foyer parental observée dans les ménages de petits producteurs (41% des personnes qui en sont issues y vivent encore) signale une organisation familiale typique, où les enfants (qui sont plutôt jeunes) participent à l'économie domestique et plus ou moins au fonctionnement de l'exploitation³⁹. Les variables d'état civil et de parenté montrent que ces cas de cohabitation sont dus au célibat : tout d'abord, 99% des enfants qui résident au foyer parental sont célibataires ; ensuite, il est exceptionnel de recenser un gendre ou une bru et la présence de petits enfants ne concerne que 8% des ménages ; enfin, 80% des enfants résidant hors du foyer parental ont été identifiés comme vivant en couple.

En synthèse, le développement du système agraire caiguanais, tel qu'on l'observe en 2002, s'est assorti d'un processus de progression démographique stimulé par une immigration concentrée en deux vagues, au milieu des années 80 et 90. Face au processus de subdivision de la ressource, les mécanismes d'une régulation démographique transparaissent à travers la diminution du nombre des installations, l'émigration de la descendance des ménages et la cohabitation des seuls célibataires. La recherche de corrélations entre le statut résidentiel des enfants et les origines familiales suggère l'influence du statut socio-

économique parental dans le schéma d'émigration. La tendance la plus claire montre que la descendance des ménages les mieux positionnés dans le système agraire émigre moins, tandis que celle des ménages non producteurs se voit le plus souvent contrainte de partir. Une analyse plus approfondie, notamment au niveau des structures familiales et des liens inter-familiaux dans la communauté, nous semble nécessaire pour interpréter les surreprésentations signalées.

* * *

L'étude succincte de ces deux cas de concentration villageoise, exemplaires des nouvelles dynamiques rurales détectées dans les régions orientales du Tarija, révèle des processus totalement opposés, en ce qui concerne le rôle de l'agriculture. A Carapari, l'accroissement démographique ne semble guère dépendant d'un changement agraire peu explicité par nos statistiques. Les indices d'une tertiarisation avancée de l'économie locale signalent plutôt l'incidence d'une fonction accrue de centre régional intermédiaire, où s'accumulent les emplois publics ou para-publics (ONG). Cette structure de l'économie, associée à un certain confort de l'habitat (électrification, qualité de la voirie, raccordement au réseau d'eau), renvoie tout simplement à l'expression d'un processus d'urbanisation que l'on peut inscrire parmi les conséquences de la municipalisation du pays. Dans cette localité, la dynamique du village se dissocie donc de celle du finage, alors que dans le cas de Caigua, ces deux éléments sont consubstantiels. La communauté de Caigua se confond avec le système agraire, au sens où 70% des ménages comptent au moins une personne occupée dans l'agriculture, et que les exploitations sont pratiquement toutes situées dans la localité même. L'observation rétrospective de la migration montre que le développement de cette communauté de cultivateurs connaît une phase de contraction, la population augmentant plus que les surfaces agricoles. Les enfants restent peu, la taille des exploitations diminue, les jeunes ménages sont plus que jamais amenés à diversifier leurs stratégies de reproduction, leur place dans le système agraire n'est pas acquise.

CONCLUSION - L'EROSION DES FACTEURS DE STABILITE DE L'AGRICULTURE.

Le Tarija n'est pas un département amazonien, les sites favorables à l'expansion de la frontière agricole sont saturés. Cas emblématique, le potentiel du front pionnier de Bermejo s'est rapidement épuisé compte tenu des limites écologiques et politiques. Il s'agit néanmoins d'une réussite, en tant que projet de développement agro-industriel *ex nihilo*. Alors que sur le piémont chaqueño, depuis les années 60 et l'expérience avortée de la raffinerie d'huiles comestibles (1974), on assiste à un mouvement de recomposition des structures agraires dont l'impact est moins décisif, à la fois en termes de valorisation et de peuplement. Dans les deux régions, la progression du peuplement est au ralenti, autonome, et ne saurait être réactivée sans aménagement d'envergure. On ne peut vraisemblablement pas attendre des politiques néolibérales la réalisation de l'irrigation du Chaco ou l'implantation d'une autre unité de transformation

³⁹ 59% des enfants majeurs qui résident au foyer parental déclarent un emploi au cours des 7 derniers jours. 70% de cette population travaille dans l'agriculture et le reste dans les services ou la construction. Les statuts observés sont divers : un tiers des enfants sont travailleurs familiaux non rémunérés, un tiers environ est employé, et le dernier tiers est indépendant.

industrielle. En 2001, la disposition des localités de plus de 500 habitants sur le piémont et dans le triangle de Bermejo [voir CARTES III-6, 10] montre le tassement de la frontière agricole. L'émergence du mouvement des paysans sans terre (*Movimiento Sin Tierra*) dans le Chaco, étudié par Mendoza Cortez ⁴⁰ en dit long sur la pression démographique résultante et la dimension foncière du problème. On dénombrait en 2003 sept points d'invasion sur des terres non occupées par leur propriétaire, où résident des groupes formés de 30 à 40 familles, organisés en campements précaires.

Ainsi, après une période de mise en valeur encadrée par l'Etat, d'espaces quasi vierges (Bermejo) ou au potentiel agricole peu exploité (piémont), l'occupation des terres chaudes s'inscrit depuis les années 80, selon notre interprétation, dans une période de « colonisation des interstices écologiques ». L'analyse de l'enquête du village de Caigua, sur le piémont Nord, nous a permis d'affiner cette idée. Le modèle de développement de la communauté se scinde en deux moments. Au cours de la phase « créatrice », une population d'immigrants venue des vallées subandines voisines a renouvelé l'usage d'un terroir sous-valorisé, en introduisant des méthodes d'irrigation permettant de pratiquer une polyculture de base maraîchère : c'est alors le processus productif qui est déterminé par la pression démographique. Avec le succès de l'entreprise, la population augmente, la superficie des exploitations commence à diminuer et les mécanismes d'ajustement démographique s'affirment, définissant l'avènement d'une phase « malthusienne » : c'est maintenant la population qui s'adapte à la capacité productive du système agraire. Par ailleurs, plus ou moins indépendamment du facteur agraire, de nouveaux points de croissance émergent en zone subandine. Le cas du village de Carapari nous a semblé significatif d'un impact de la décentralisation municipale, comme l'est peut-être celui d'Entre Rios. Dans la localité enquêtée, la croissance démographique ne découle plus de l'évolution du finage, mais d'un positionnement géographique inédit : comme centre administratif doté d'un budget et de prérogatives conséquents ; et de surcroît, à proximité des plus grands champs d'hydrocarbures actuellement exploités dans le pays [voir II-A-3]. On peut alors se demander si la vocation de Carapari n'est pas de devenir la cinquième unité urbaine du département.

⁴⁰ O. Mendoza Cortez *et al* (2003), *La lucha por la tierra en el Gran Chaco tarijeño*. « Ainsi, parler du Mouvement des Paysans Sans Terre du Grand Chaco signifie traiter d'un mouvement nouveau conformé par un groupe de paysans migrants qui, face au manque de terres dans leurs communautés d'origine (Chuquisaca et Potosi pour la majorité), ont dû migrer vers le Chaco et s'insérer dans des communautés paysannes de la région : Tierras Nuevas, San Isidro, Timboy Tiguazu et d'autres dans l'aire rurale de la première section de province de la province Gran Chaco du département de Tarija. A cause de la sécheresse qui se déclenche tous les ans dans la zone du Chaco, fin 1999, des communards anciennement établis de Tierras Nuevas ont demandé aux récents arrivés de partir s'établir sur de nouvelles terres. Devant la nécessité de travailler et l'impossibilité d'acquérir ou de louer des terres, ces derniers ont organisé la première invasion. L'invasion a eu lieu le 20 avril 2000 sur le domaine du *fundo* de Pananti », p. 73.

II - L'exploitation des hydrocarbures : les indices d'un effet urbanisant mais volatil.

L'importance exceptionnelle des ressources gazières découvertes récemment dans le département du Tarija donne lieu à de nombreuses spéculations, comme s'il allait de soi que le thème des hydrocarbures était une clé de lecture pertinente à tous les niveaux du changement social. Nous entendons relativiser ici cette perspective concernant la croissance démographique, la distribution spatiale de la population et plus spécifiquement le phénomène de l'urbanisation. Dans quelle mesure les aléas de l'exploitation des hydrocarbures ont-ils influé sur le peuplement régional ? Quelle est l'incidence actuelle de l'activité sur la répartition des hommes ? Le mouvement de la population pourrait-il varier substantiellement dans un futur proche, comme conséquence de l'augmentation historique des volumes de la production ? C'est en essayant de rassembler des éléments de réponse à ces questions que nous entendons caractériser un processus démo-économique auquel il faut attribuer le statut d'hypothèse de travail. Pour cela tout d'abord, nous disposons d'informations sur le développement de la prospection et l'exploitation des hydrocarbures dans le département, notamment des données de production par champ qui peuvent donc être cartographiées [A]. Ensuite, le dernier recensement désagrégé selon plusieurs échelles permet de faire un lien avec l'emploi et de mieux cerner la géographie « humaine » de l'activité [B]. Enfin, les enquêtes réalisées dans le cadre de notre programme de recherche apportent un éclairage original sur l'impact de l'exploitation des hydrocarbures, dans trois localités diversement exposées [C].

A - Du pétrole au gaz, le déplacement de la ressource.

L'exploitation des hydrocarbures dans le département du Tarija s'est initiée il y a plus de trois quarts de siècle. De l'ère du pétrole où le Tarija se situait dans une position périphérique, à celle du gaz où il se profile depuis peu comme le département producteur dominant, les enjeux économiques mais aussi les impacts territoriaux de l'activité ont changé. Dans quelle mesure la présence des compagnies pétrolières au cours de l'histoire a-t-elle pu favoriser certaines évolutions de l'organisation spatiale régionale ? Quelques remarques liminaires [1] nous font prendre conscience de la difficulté de statuer sur le sujet, compte tenu du mode d'opération spécifique de ces entreprises, de la mutation des facteurs de production et de la répartition des redevances. Reste que l'histoire révèle des faits et des permanences qui appuient l'hypothèse d'un impact de l'activité pétrolière sur la dynamique urbaine orientale [2]. La problématique revêt de ce fait une importance cruciale dans le contexte des changements récents qui situent le département du Tarija au cœur d'un dispositif d'exportation aux perspectives de marché sans précédent [voir chapitre 1-II-A-4] ; d'autant que ce repositionnement externe s'accompagne d'une redistribution interne des champs prospectés et exploités [3].

1 - Des impacts économiques sous condition : quelques éléments de réflexion.

C'est en 1867 que le gouvernement bolivien octroie les premières concessions pétrolières dans le Chaco boréal et dès ce moment, le département du Tarija prend place dans l'histoire de l'or noir. Avec les débuts de l'exploration scientifique vers 1920 et le transfert de la concession de Richmond Levering (3 millions d'hectares) à la Standard Oil Company en juillet 1922, s'effectue une recherche systématique des gisements peu profonds. La même année est perforé le puits Bermejo n°1, sans résultat satisfaisant ; et en 1924 du pétrole est découvert à 635 m grâce au puits exploratoire Bermejo n°2, puis à Sanandita (sur le piémont, au nord de Yacuiba). A partir de 1927, les grandes découvertes se font ailleurs, à Camatindi (CH) et Camiri (SC), réduisant progressivement l'importance du sous-sol tarijénien. C'est à Sanandita qu'est construite la première raffinerie du pays en 1927 par la Standard Oil, suivie de celle de Camiri en 1931, mais c'est Cochabamba qui hérite de la première raffinerie moderne et de grande capacité en 1948. Une seconde est construite à Sucre en 1949, tandis que l'unité de Cochabamba s'agrandit sur le site de Valle Hermoso en 1950, complétant le dispositif national alimenté par l'oléoduc Camiri-Sucre-Cochabamba ; puis les besoins de la région de Santa Cruz légitiment la construction d'une nouvelle raffinerie à Palmasola en 1964 ; finalement, la capacité de Valle Hermoso est étendue en 1971. La baisse de la production pétrolière et l'affaiblissement de l'investissement public ont ensuite paralysé un processus d'industrialisation qui on le voit, laisse assez tôt le département de Tarija de côté, confiné dans un rôle de producteur de matière première dont il ne s'est toujours pas départi à l'ère du gaz, en considérant de surcroît que les sièges sociaux sont traditionnellement implantés à Santa Cruz et Camiri.

Si une analyse de l'incidence historique de l'activité extractive sur l'économie régionale n'est pas à notre portée, car nécessitant une recherche très approfondie, l'évolution de la production d'hydrocarbures peut pour le moins constituer une référence quant à la temporalité de l'activité. Cependant, en inférer une séquence chronologique même approximative concernant la stimulation du marché de l'emploi, directement ou par effet multiplicateur n'est guère envisageable, compte tenu des spécificités de l'activité. Par exemple, les phases d'étude, de prospection, de perforation exploratoire, puis d'implantation de l'infrastructure extractive mobilisent davantage de main-d'œuvre que la simple exploitation qui requiert une équipe gérant le fonctionnement des puits. De ce point de vue, il est probable que les quantités de pétrole et de gaz produites ne sont que le traceur de l'activité « de fonctionnement », témoignant partiellement du niveau d'activité économique généré localement et probablement en décalage temporel. De surcroît, en 50 ans les technologies ont considérablement évolué et l'industrie pétrolière est sûrement l'une de celles qui a bénéficié le plus de progrès techniques modifiant l'intensité du recours à la main-d'œuvre : comment comparer dès lors les 2 millions de pieds cubes de gaz produits en 1963 avec les 30 millions de l'année 1993 ? Combien de vies investies pour parvenir à la perforation d'un puits producteur à l'époque et combien trente ans plus tard ? Quelle est d'ailleurs l'évolution de la structure et de l'intensité du recrutement, compte tenu notamment de l'alternance nationalisation-privatisation ? Peut-on écarter l'hypothèse d'un recours toujours moindre à une main-d'œuvre peu qualifiée et donc à la sollicitation de professionnels dont l'origine est

rarement locale, plus communément issus des grandes villes du pays, voire de l'étranger comme l'implique la transnationalisation de l'activité ? Sachant que la masse de personnel d'YPFB a culminé à 5.000 employés au cours des années 70⁴¹ et que le mode d'intervention des compagnies étrangères se caractérise notamment par des méthodes optimisant la productivité par employé⁴², il serait pertinent de considérer les emplois induits par l'activité extractive comme paramètre fondamental de l'activation des économies locales.

A ce titre, la construction des accès routiers et la pose des divers oléoducs et gazoducs, pourraient être en effet les facteurs d'emploi les plus significatifs dans le laps de temps que durent les chantiers, compte tenu des distances, de conditions climatiques et topologiques difficiles, en milieu non aménagé. Centano Sanchez rappelle que les travaux d'exploration, d'exploitation et de transport des hydrocarbures requièrent de gros investissements avec de forts impacts environnementaux ; la perforation d'un puits exploratoire donne lieu à la programmation de plusieurs autres puits d'extension du champ et de développement de la production, ce qui implique le déboisement de nombreux hectares pour les chemins, les terrassements, les pistes, l'électrification, la compression du gaz *et cetera*. Dans le cas du Tarija, la construction du polyducte Villa Montes-Tarija par exemple, a constitué une oeuvre considérable dans les années 90, impliquant le dégagement de brèches de 3 à 12 mètres de large sur 157 Km. Enfin, comme nous le suggérons au chapitre premier, dans le cadre d'une économie de rente, l'impact régional de l'exploitation des hydrocarbures dépend de la redistribution des redevances. On a vu notamment le rôle des corporations départementales de développement dans les années 70-80 [chapitre 1-II-B-1] et l'influence nouvelle de la gestion préfectorale, dans le contexte de la décentralisation municipale [chapitre 1-II-B-2]. Nous ne disposons pas là non plus de statistiques rapportant le budget censé être réinvesti dans des travaux d'intérêt public, à la masse salariale ou au nombre d'emplois impliqués, mais l'évolution de la rente donne une mesure de la tendance des effets économiques [voir aussi TAB I-12]. Ainsi, le montant des royalties affectés au département du Tarija connaît un mouvement de hausse historique au début des années 70, qui lui permet de dépasser le seuil des 5 millions de dollars en 1979, celui des 10 millions en 1982, et d'osciller entre ces deux valeurs jusqu'en 1995. Cette augmentation significative de la rente pétro-gazière accrédite l'hypothèse du primat de l'investissement public local, comme médiateur de l'effet multiplicateur pouvant être attribué au secteur des hydrocarbures. Spatialement, les effets dépendent donc de la géographie du pouvoir et pas forcément de la ressource, ce qui n'ira pas sans générer conflits et négociations entre la capitale et les *municipios* producteurs.

⁴¹ A. Vargas Salgueiro (1996), *Y.P.F.B. Entre nacionalistas y liberales ? Capitalización ?*, p. 156, graphique n°27. En 1985, pour raison politique, la masse salariale atteint un pic soudain mais éphémère de 9.000 employés.

⁴² *Ibid.*, p. 325 : « En ce qui concerne le personnel, nous donnerons un exemple des plus illustratifs en rappelant que la Gulf possédait 170 employés dépendants directs lors de la nationalisation [en 1969], tandis qu'YPFB en comptait environ 3.600. La comparaison ne serait pas équitable si l'on omettait de considérer que la Gulf sous-traitait divers services, ce qui porte la masse de son personnel à 900 employés, c'est-à-dire le quart des effectifs d'YPFB. Ainsi, la productivité par employé de Gulf a été 16 fois plus efficiente que celle d'YPFB à l'époque ».

2 - Ville et histoire du pétrole (1925-1995) : une coïncidence spatiale relative.

L'évolution de la production de pétrole depuis l'origine montre que le Tarija est le département pionnier d'où provient plus de la moitié de la ressource extraite jusqu'en 1947, mais en quantité infimes comparée aux volumes ultérieurs. Avec l'essor de l'activité, le rôle du Tarija va rapidement devenir mineur : dès 1955, la production nationale est décuplée grâce aux gisements du Santa Cruz qui reste dès lors en tête [voir FIG I-3, 4]. De ce fait, quand la production tarijénienne augmente significativement, la participation au total atteint exceptionnellement les 25% [FIG IV-21] ; un bilan historique de 1925 à 1997 situe la part produite dans le département du Tarija à 10% du total (Santa Cruz 71%, Chuquisaca 16%, Cochabamba 3%). D'après la répartition de la production par champ de 1952 à 1995⁴³, le pétrole tarijénien a principalement été extrait de Bermejo entre 1952 et 1977, de San Alberto (1972-1977), de Caigua (1973-1983) et de La Vertiente à partir de 1978 [voir ci-après CARTE IV-1]. On peut aisément constater que de ces quatre champs, une seule localité importante a directement émergé : Bermejo. En effet l'activité pétrolière est bien à l'origine de la formation d'un noyau villageois⁴⁴ composé du campement de la Standard Oil et d'une petite communauté gravitant autour, le site actuel de la ville étant très proche du premier puits producteur. « Bermejo, au seuil de l'année 1925, premier centenaire de la République, était déjà un centre pétrolier... un campement bien dressé et organisé, de nombreux puits perforés, des familles installées dans des logements plus ou moins adéquats, des chemins presque transitables, à cheval pour la plupart... quelques gens installés aux alentours. En somme, une industrie active qui avait vaincu l'hostilité du milieu, éveillant le futur créateur de la zone »⁴⁵. Néanmoins, la population évolue peu durant la première moitié du XXe siècle (environ 600 hab. en 1950) et selon O. Jerez, c'est le désenclavement par la route à Tarija ainsi que la politique de Colonisation qui entraînent postérieurement la croissance de la localité [voir I-A-1]. On peut comparer ce destin avec celui de Sanandita (sur le piémont chaquéenien, entre Villamontes et Yacuiba), lieu d'implantation de la première raffinerie du pays et théâtre d'un « petit boom pétrolier » dans les années 50⁴⁶. Dans ce cas, le rôle industriel n'a pas débouché sur la consolidation d'une localité urbaine, et l'endroit doit son importance démographique actuelle à l'installation de l'école des Condors, une unité d'élite de l'armée bolivienne. Néanmoins, dans un futur proche la zone pourrait bien connaître un nouvel essor, compte tenu d'analyses géologiques récentes⁴⁷.

⁴³ D'après les tableaux fournis par A. Vargas Salgueiro (1996), *op. cit.*, pp. 338-340.

⁴⁴ O. Jerez (2001), *El proceso de urbanización en el sur de Bolivia: etnografía en una ciudad de frontera*, p. 111 : « C'est ainsi qu'autour de ce campement de pétroliers, au début du siècle, émerge également une activité commerciale pour les gens du lieu qui commence à se peupler tout doucement. Un ancien nous disait à propos de comment s'est formée la ville : '... arrivent toujours ceux qui travaillent dans une entreprise puis viennent d'autres pour voir ce qu'ils peuvent faire. Et c'est comme ça que l'endroit grandit...' ».

⁴⁵ Citation de Wilson Mendieta Pacheco dans « Bermejo petroleo chapaco », selon HAM Bermejo-OASI, *Plan participativo de desarrollo del municipio de Bermejo 1998-2002*, p. 4.

⁴⁶ D. Centano Sánchez (2001), *Tarija, gaz y petroleo*, p. 58.

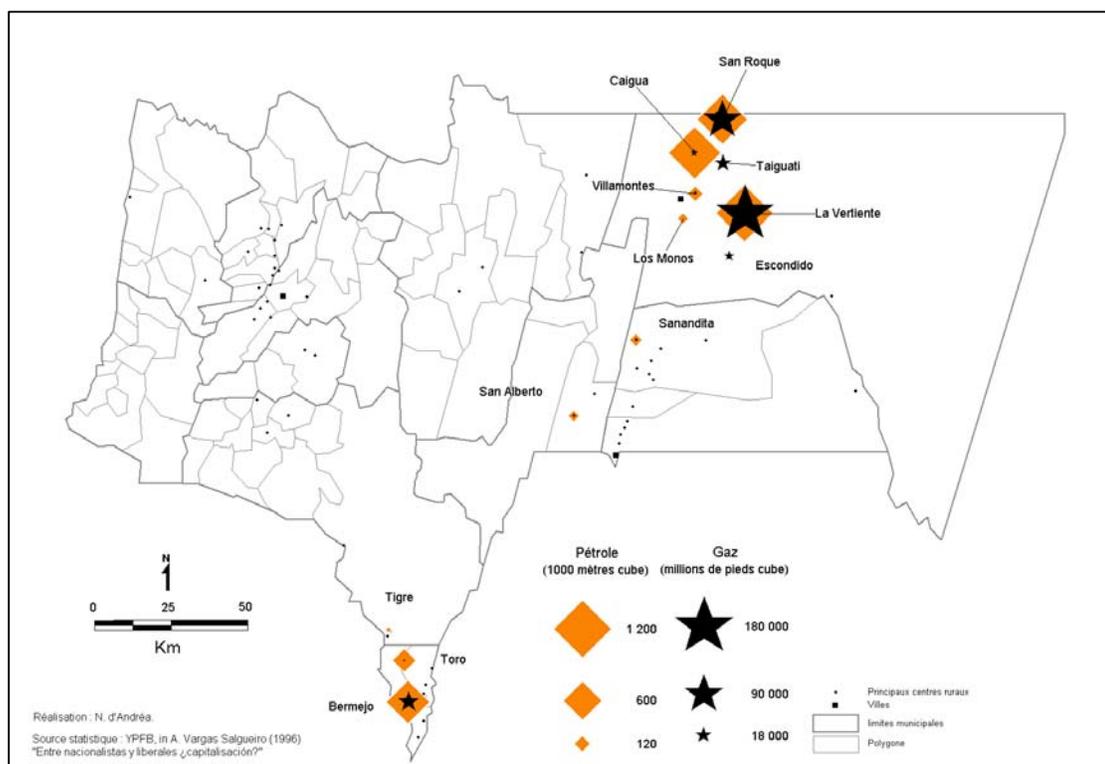
⁴⁷ Centano Sanchez fait référence au document « Las reservas posibles de gaz y condensado en el departamento de Tarija » publié en 1999 et qui augure d'un potentiel de réserves de plus de 40 TCF dans l'alignement structurel correspondant au champ de Sanandita.

Bien que d'un impact important localement, le pétrole tarijénien ne représente qu'une fraction modeste d'une ressource elle-même limitée, suffisant à peine à l'approvisionnement du marché intérieur. Il n'en n'est pas de même du gaz, dont l'exploitation s'intensifie au début des années 60 et génère depuis, un apport de devises crucial pour l'économie nationale. L'essor des exportations [FIG IV-22] se produit avec le contrat de vente à l'Argentine qui prend effet en 1972 et bénéficie exclusivement au département du Santa Cruz jusqu'en 1979 ; l'année suivante, le gaz tarijénien entre avec vigueur sur le marché de l'exportation et conquiert rapidement une part de 20% qui stagne au début des années 80 et s'étend régulièrement dès lors, atteignant quasiment les 50% en 1996. Si l'on peut dire que le département du Santa Cruz est le majeur bénéficiaire du contrat d'exportation avec l'Argentine, le Tarija et le Chuquisaca s'affirment comme les grands départements exportateurs pour le marché brésilien durant les années 90. Finalement, une nouvelle répartition s'est instaurée par effet simultané de la diminution de la production crucénienne et de l'augmentation du gaz exporté par les autres départements producteurs. Cependant, les volumes totaux exportés ayant été relativement constants - de 55 milliards de pieds cube entre 1972 et 1978, le niveau s'est stabilisé autour de 75 milliards de pieds cube entre le début des années 80 et 1994 - les nouveaux départements *leaders* ne bénéficient pas d'un enrichissement comparable à celui du Santa Cruz dans les années 70, d'autant que le gaz vendu aux brésiliens a été concédé à moindre prix. Entre 1952 et 1995, le grand champ producteur de gaz dans le département du Tarija aura incontestablement été La Vertiente (à l'est de Villa Montes), dont la mise en exploitation remonte à 1980. Le gisement est notamment assez riche pour justifier l'implantation d'une usine séparant le gaz du condensé issus des puits de La Vertiente même, mais aussi des champs voisins (Los Suris et Escondido) ; ce complexe fonctionne encore aujourd'hui. Dans une moindre mesure, les champs Bermejo et Taiguati (au sud de Villa Montes) revêtent encore une certaine importance au début des années 90.

En synthèse, un bilan historique de l'exploitation des hydrocarbures dans le département peut être présenté sous forme de cartographie statistique des principaux champs producteurs, selon le niveau de la production cumulée jusqu'en 1994, d'après les données rassemblées par Vargas Salgueiro⁴⁸ [ci-dessous CARTE IV-1]. Sur ce document, par défaut d'unité de mesure homogène comme l'aurait été la valeur en monnaie constante, le maximum de gaz produit correspond graphiquement au maximum de pétrole produit (la comparaison de la taille des signes entre pétrole et gaz ne peut donc faire sens). La spatialisation révèle une faible dispersion géographique des champs producteurs et met en évidence la constitution de deux aires de concentration, chacune à proximité d'un centre urbain régional : la première dans la zone subandine méridionale, autour de Bermejo, plutôt importante pour le pétrole ; la seconde dans le Chaco, autour de Villa Montes, de premier plan pour le pétrole et le gaz. Que les principaux gisements entourent deux des trois villes de la zone orientale du département est difficilement imputable au seul hasard, une telle coïncidence revient en termes statistiques à réfuter l'hypothèse d'indépendance.

⁴⁸ Vargas Salgueiro (1996), *op. cit.* pp. 337-345.

CARTE IV-1 Bilan de la production d'hydrocarbures dans le département du Tarija (1925-1994).



Or, depuis le milieu des années 90, les conditions ont considérablement évolué, les quantités de gaz que l'on pourrait extraire de la zone subandine et du Chaco sont sans commune mesure avec les ressources déjà exploitées dans l'histoire du département..

3 - Le « boom » du gaz : l'Est subandin, nouveau centre des activités.

Entre 1998 et 2002 les réserves de gaz de la Bolivie ont été multipliées par 8 et l'essentiel de la ressource se situe dans le département du Tarija. Ce dernier se trouve donc dans une situation inédite, susceptible de modifier sensiblement l'intensité des effets démographiques de l'activité d'exploitation des hydrocarbures. D'autant qu'avec les nouvelles localisations peut se poser la question d'une modification de l'organisation spatiale régionale. On examinera l'évolution de ce conditionnement grâce aux données annuelles de production par champ et grâce à la variable « catégorie d'activité » du recensement de 2001.

Les attentes économiques générées par l'activité pétro-gazière ont pour origine l'envolée des réserves de gaz, que D. Centano Sanchez resitue dans un contexte d'évolution technologique et de fiscalité favorable avec la nouvelle Loi des hydrocarbures⁴⁹. Nous nous référerons essentiellement ici, à l'ouvrage de

⁴⁹ D. Centano Sanchez, *op. cit.*, p. 86.

ce dernier, publié en 2002. En 1976, les réserves « prouvées » et « probables » de tous les champs connus dans le département équivalaient à *1 TCF*⁵⁰, les gisements étaient peu profonds et peu importants ; l'estimation est à la hausse durant les années 80-90, « plafonnant » à *2 TCF* en 1997⁵¹ ; entre 1997 et 1999, 23 puits exploratoires et d'extension sont perforés, ces nouvelles découvertes impliquent donc un véritable « saut d'échelle ». Les progrès dans l'imagerie géologique et l'analyse des données obtenues au cours des perforations, ainsi que l'investissement des grandes compagnies pétrolières, débouchent sur une réévaluation sans commune mesure des réserves départementales de gaz, mais aussi de pétrole. En 1998 les réserves de gaz égalaient *25 TCF*, *45 TCF* environ en 2002 - soit 87% du total national - et pourraient atteindre *100 TCF* dans un futur proche. Or une telle richesse est sans conséquence pour le pays et la région si elle n'est pas vendue, c'est à dire exportée. Dans un premier temps, la consolidation (effective depuis avril 2001) du contrat de vente au Brésil constitue le principal débouché commercial du gaz bolivien, malgré quelques aléas concernant le prix et les quantités achetées. Mais comme le signale le « Rapport sur le développement humain à Tarija » de 2002, les réserves départementales actuelles pourraient alimenter le marché brésilien pendant *157 ans*, si l'on se réfère à la valeur de *0,333 TCF* de consommation annuelle en 2000. La conversion de la ressource en espèces n'est donc pas acquise, d'autant moins que les suites de la crise d'octobre 2003 pourraient remettre en cause à terme, certaines perspectives optimistes [voir chapitre 1-II-A-4-b]. Le département du Tarija commençait à peine à voir sa rente augmenter significativement - *3,6 millions de dollars* en 1999, *21,1 millions* en 2002 - ; les projections de la préfecture faisaient état d'une hypothèse basse de *40 millions* annuels dès 2005 et d'une hypothèse haute fluctuant entre *120 et 140 millions de dollars* durant 14 ans, en cas de vente de gaz naturel liquéfié (LNG) au Mexique et aux Etats-Unis.

Avec l'intensification de la prospection et la découverte des nouveaux gisements, c'est aussi la localisation de l'activité qui se transforme. Le recensement, seule source statistique dont la couverture géographique est exhaustive, en fournit une photographie probante, grâce à la modalité « exploitation de mines et carrières », qui tend à désigner uniquement les emplois liés à l'extraction des hydrocarbures, dans un département où la production minière est quasi inexistante. Il y avait ainsi *612 individus* occupés dans cette catégorie d'activité en 1992 et *1655* en 2001. Malgré une augmentation de *170%*, cet effectif ne représente qu'*1,14%* de la population active employée, ce qui fait du secteur pétrolier une source d'emploi direct plutôt marginale. Cette population est néanmoins suffisante pour démontrer la rupture avec le passé. En effet, si les pôles « historiques » de l'activité se situent dans les environs proches de Bermejo (Sud subandin) et Villa Montes (piémont Nord), les grands gisements de gaz récemment découverts se trouvent principalement à l'ouest de l'Aguaragüe dans la zone subandine, au centre (San Alberto, Sabalo, Itau) et au nord (Margarita) ; le Chaco n'est pas en reste, mais dans sa partie centrale (Palo Marcado) et sur le piémont méridional (Madrejonas). La carte de situation [CARTE IV-2] montrant les principaux champs de gaz exploités

⁵⁰ L'unité de mesure TCF correspond à 10^{12} pieds cubes.

⁵¹ L'augmentation des réserves est principalement due aux champs San Alberto, Los Suris, Escondido, La Vertiente, San Roque, Taiguati et Ñupuco.

dans l'histoire jusqu'en 1997, les champs d'exploitation récente⁵² (entre 1997 à 2002) ou faisant état de réserves prouvées très importantes, souligne avec évidence l'exclusion de Bermejo, l'émergence d'un couloir subandin situé sur l'axe Palos Blancos-Carapari, l'intégration de la région de Yacuiba, et le positionnement toujours stratégique de Villa Montes. La spatialisation des données de production brute par champ indique bien un début de déplacement de l'exploitation :

- La répartition par période [encart A] montre qu'en 2002 le bilan de la production des champs « historiques » (cercles bicolores) dépasse encore celui des champs mis en exploitation depuis 1998 ; démontrant la prééminence passée et actuelle de la région de Villa Montes en termes de production gazière.
- La concentration de la production autour de Villa Montes est principalement due aux champs San Roque, Ñupuco, La Vertiente et Escondido ; tandis que l'émergence d'un nouveau foyer de production ne se traduit entre 1998 et 2002 que par l'exploitation de San Alberto.
- Or, excepté le cas d'Escondido, la production annuelle des champs « historiques » encore exploités entre 1998 et 2002 [encart B] est déclinante. Tandis que les nouveaux champs connaissent des situations diverses : la production de San Alberto équivalait dès la première année d'exploitation (2001) à 1,9 fois la production cumulée de San Roque, Ñupuco, La Vertiente et Escondido, ce coefficient passant à 2,5 en 2002 ; Los Suris connaît un démarrage plus lent mais figure en 2002 au même niveau qu'Escondido ; la production en 2001 et 2002 de Margarita et Madrejonas témoigne d'un état de balbutiement sans commune mesure avec ce que l'ampleur des réserves laisse prévoir ; on note par ailleurs que tarde la mise en exploitation des fameux champs d'Itau, Sabalo, Camatindi et Palos Marcados.

Si l'on se réfère maintenant avec le dernier recensement, à la « population de 7 ans et plus occupée », classée dans la catégorie « exploitation de mines et carrières »⁵³, la répartition spatiale diffère sensiblement [encart C]. Afin de diminuer l'incidence éventuelle de quelques cas de carrières ou mine artisanale, on a sélectionné ici les localités⁵⁴ concentrant un minimum de 10 individus correspondant à la modalité susdite. Ainsi, le procédé révèle une toute autre géographie ; celle de l'exploration en train de se faire, qui renvoie aux chantiers en cours, à côté desquels les sites de production paraissent mineurs. Il est en effet significatif que le champ le plus important - San Alberto - soit signalé par un effectif restreint de travailleurs du secteur « exploitation de mines... » (San Alberto 32, Carapari 38), alors que par exemple, dans les localités de Cumanderoti, Palos Blancos et Puerto Margarita où la production de gaz débute à peine, le nombre des travailleurs est respectivement de 223, 319 et 170 individus. La même remarque s'applique à la région de Villa Montes, dont la quasi totalité des travailleurs du secteur « exploitation de mines... » est recensée en ville, soit un effectif de 128 personnes qui semble étriqué pour la zone qui compte le plus de champs en

⁵² On considère que l'exploitation est significative quand les statistiques font état d'une production annuelle d'au moins 1000 MMPC (millions de pieds cube)

⁵³ Cette catégorie ne recèle que des travailleurs âgés d'au moins 17 ans dans la zone orientale, contrairement au reste du département, où certains emplois recensés ont effectivement un rapport avec des petites mines ou des carrières.

⁵⁴ La version électronique du recensement de 2001 permet d'obtenir des agrégations infra-cantonales de deux ordres de précision, c'est aux localités de rang 1 que nous faisons référence dans le cas présent. Ces localités ne renvoient pas forcément à un critère d'agglomération ; il peut s'agir d'un territoire de type communautaire rassemblant quelques écarts, d'un hameau, d'un village voire d'une partie de village ou d'une ville. Pour cartographier les localités concernées, nous avons géoréférencé celles-ci, en fonction de la toponymie et de notre interprétation du lieu.

exploitation. On peut y voir la preuve⁵⁵ que la mobilisation de main-d'œuvre est beaucoup plus intensive en amont de l'exploitation et que passés les travaux aboutissant à la mise en service des puits, l'infrastructure des compagnies pétrolières se résorbe. Si l'on inverse le raisonnement, cette distribution spatiale de l'investissement humain en 2001 doit annoncer celle de la production dans un futur proche. Le diagnostic du déplacement géographique de l'activité vers la zone subandine est donc une tendance lourde, puisque après les grandes découvertes faites au sud dans l'alignement structurel d'Acheralito (San Alberto, Itau, Sábalo), c'est désormais au nord que les compagnies pétrolières semblent s'affairer, probablement dans une logique d'exploitation de l'alignement structurel de Tapecua, auquel appartient le champ Margarita. Le nouveau foyer d'activité qui se dessine alors positionne Palos Blancos en centre géographique inédit.

* * *

En conclusion, le rôle des grands champs producteurs de l'histoire, dans l'implantation des principales localités de la zone subandine et du Chaco n'est pas évident. Au-delà de la coïncidence spatiale relative concernant Bermejo et Villa Montes, rien n'indique *a posteriori* la systématisme du rapport entre le développement de l'exploitation des hydrocarbures et la croissance démographique : on n'observe pas en 2001 [CARTE IV-2], à côté de chaque champ majeur, une concentration notable de population. Pourtant, les éléments de contextualisation rassemblés confirment la pertinence de l'hypothèse ; les exemples de Bermejo et Sanandita signalent bien un impact ponctuel mais décisif de l'activité pétrolière. Hors approche monographique, ses effets directs et induits sur les marchés du travail et les économies locales peuvent difficilement être compris. A défaut, l'analyse statistique de l'enquête ENVIL 2002 (Villa Montes, Carapari, Caigua) offre la possibilité de révéler certaines relations.

B - L'observation rétrospective des migrations, révélatrice d'un impact diffus de l'activité pétrolière.

Si le peuplement d'une localité est lié à l'histoire du pétrole, la dynamique des migrations dont peut témoigner la population survivante doit permettre de le déceler⁵⁶. C'est du moins l'hypothèse de travail qui sous-tend la formalisation des questions relatives aux emplois présents et passés, des populations de l'enquête ENVIL 2002⁵⁷. Parmi les trois localités sondées, Villa Montes est l'archétype du centre urbain régional entouré de gisements importants, pour ne pas parler précocement de ville pétrolière ; le village de Caigua (600 habitants environ) est un exemple de petite localité rurale à l'économie forcément moins diversifiée, et dont le processus de peuplement aurait pu être influencé par l'exploitation maintenant révolue

⁵⁵ On se réfère uniquement dans cette déduction à la production brute de gaz, celle de pétrole étant moins significative à l'échelle nationale et correspondant de toute façon aux mêmes champs d'hydrocarbures : en 2001, les principaux champs producteurs de pétrole sont San Alberto (52% de la production départementale), Escondido (14%), La Vertiente (7%) et Los Suris 5,5%).

⁵⁶ On se reportera à l'annexe TEXTE 1 en ce qui concerne les implications méthodologiques, de l'observation rétrospective des migrations dans les enquêtes du programme Frontera.

⁵⁷ La série d'enquêtes ENVIL2002 (Villa Montes, Caigua, Carapari) comporte un questionnement spécifique concernant le lien des pratiques migratoires avec le secteur des hydrocarbures. En plus du classement par secteur d'activité, il est demandé directement si l'activité professionnelle de référence - dans l'actualité, lors d'une migration ou d'un déplacement - a un rapport avec le pétrole.

du gaz local (le champ « Caigua »⁵⁸) ; le village de Carapari est un cas de localité rurale (1.000 habitants environ), situé à proximité de champs importants dans le contexte actuel (San Alberto, Itau) et par ailleurs doté de fonctions administratives, comme capitale de *municipio*. Premièrement, la spécificité du questionnaire implique une filtration des événements biographiques qui restreint les possibilités de capter les traces de l'emploi lié au pétrole. [1]. Secondement, on sera ainsi amenés à tester indirectement l'hypothèse de l'interaction démo-économique, en comparant simplement la dynamique de production du gaz et du pétrole, avec celle des installations d'immigrants [2].

1 - Migrations de travail : un lien direct difficile à mettre en évidence.

Dans l'enquête ENVIL, le fait de soumettre chaque emploi répertorié à la question du « rapport avec le pétrole » était censé élargir l'univers des liens avec l'activité qui nous intéresse. Malgré ce procédé, les effectifs obtenus sont faibles, ce qui constitue en soi un élément de diagnostic, pouvant faire l'objet de deux remarques principales.

- On examinera premièrement l'origine du peuplement en se référant aux conditions d'installation des immigrants identifiés selon le critère du lieu de naissance. Dans la population âgée de 15 ans et plus, les non natifs du lieu enquêté représentent 54% à Villa Montes, 53% à Carapari et 70% à Caigua. Parmi ceux-ci, la proportion dont le motif d'installation est le travail⁵⁹ s'élève respectivement à 33% (238 cas), 33% (47 cas) et 42% (60 cas). Ainsi, à la question « Ce travail avait-il un rapport avec le pétrole ? » : à Villa Montes, seules 7 personnes (3%) répondent affirmativement, les dates correspondantes étant de surcroît dispersées ; on dénombre 2 cas (3 %) à Caigua et 3 cas à Carapari qui représentent un pourcentage peu significatif de 6%.

- Dans l'hypothèse où l'activité pétrolière aurait pu constituer une source d'emploi en d'autres lieux, on peut se référer secondement à l'expérience migratoire⁶⁰ de tous les individus de plus de 15 ans, natifs ou pas de la localité enquêtée : on comptabilise 12 cas (6%) de personnes ayant effectué au moins une migration de travail en lien avec le secteur pétrolier à Villa Montes, 2 cas à Carapari (4%), aucun à Caigua. Les effectifs sont très faibles, la dispersion dans le temps est importante et les lieux de travail désignés par ces personnes se trouvent pour la plupart à l'extérieur du département.

En ce qui concerne le passé migratoire des individus, les résultats de l'enquête ENVIL ne signalent pas une incidence particulière du secteur des hydrocarbures sur l'activité et ne permettent pas d'observer une différenciation dans le temps. L'hypothèse de la liaison entre la croissance démographique de ces localités et l'exploitation des champs d'hydrocarbures locaux ou de la région n'est confirmée ni par les motifs

⁵⁸ Le premier puits exploratoire du champ de Caigua a été réalisé par la Standard Oil Company of Bolivia en 1931 sans succès, et c'est YPF qui parvient à localiser des niveaux producteurs à partir de 1973, l'arrêt des perforations intervenant en 1980. La production de gaz débute en 1973 et s'achève en 1985, celle de pétrole commence la même année mais s'interrompt en 1983.

⁵⁹ La variable du motif d'installation comprend 6 modalités : accompagnement des parents ou du conjoint, travail, études et travail, études, autre, non renseigné.

⁶⁰ Séjour de 6 mois autre que dans la localité enquêtée et le lieu de naissance.

d'installation des non natifs, ni par les migrations de tous. Reste qu'elle n'est pas non plus infirmée, car si des personnes sont venues exercer une activité en lien avec le secteur du pétrole, elles peuvent très bien en être reparties, ce qui signifie au minimum que l'impact n'est pas durable. Par ailleurs, les « interstices biographiques » laissés par l'enquête impliquent le non enregistrement de tous les emplois autres que ceux liés à la migration captée ou occupés dans l'actualité. Une biographie professionnelle aurait permis d'éviter cet écueil mais il s'agit d'une approche différente et plus lourde à mettre en œuvre ; plus simplement, on aurait pu demander ouvertement à tous les individus s'ils avaient déjà occupé un emploi en relation avec le secteur du pétrole et du gaz, une question filtre débouchant sur des renseignements complémentaires. Toutefois, malgré les biais du questionnaire, s'il y avait eu dans le passé un phénomène d'emploi effectif, sur une durée légitimant des installations durables et concernant une part considérable de la population locale, les résultats de l'enquête le démontreraient. Les populations recensées ne témoignent d'aucune ruée vers l'or noir, que d'ailleurs aucune de nos sources ne relate, et l'on est amené à suspecter des processus difficiles à mesurer rétrospectivement, des effets indirects sur l'emploi local, de nature diffuse et volatile.

2 - Une corrélation entre la dynamique des installations et l'évolution de la production d'hydrocarbures.

Une alternative est de confronter l'information sur la croissance démographique des localités que constitue l'année d'installation des immigrants, à l'évolution localisée de l'exploitation des hydrocarbures⁶¹. On formule l'hypothèse que l'impact économique des champs exploités est fonction de la proximité et de l'importance des localités, ce qui nous amène à définir un seul champ de référence pour les petites localités rurales, et plusieurs pour des centres régionaux susceptibles de concentrer les effets induits de l'activité extractive. Ainsi, le village de Caigua entre dans la première catégorie et se trouve simplement associé au champ « Caigua ». Le rayonnement de Villa Montes pourrait impliquer une aire assez large, englobant une grande partie des zones de production du Chaco et du massif subandin, mais on limitera l'agrégat aux champs les plus proches⁶². Le village de Carapari est un cas intermédiaire, qu'on associe au champ de San Alberto⁶³. Ces données de production ne peuvent cependant être assimilées à un indice de l'activation de l'économie locale, il s'agit d'un traceur potentiel devant être interprété avec recul. Comme nous le suggérons précédemment, c'est par les activités de services et divers travaux d'aménagement que l'effet sur l'emploi régional pourrait se produire. Cette hypothèse implique alors la probabilité d'un recours plus intensif à la main-d'œuvre en amont de l'exploitation, c'est-à-dire en décalage temporel avec les indicateurs

⁶¹ Concernant la variable démographique, on se réfère à la population arrivée à l'âge de 12 ans ou plus, pour limiter l'effet de distorsion expliqué en annexe [voir TEXTE 1]. Afin de limiter l'importance des dates terminant par cinq ou par zéro et pour restituer la tendance des apports migratoires, les données sont lissées par une moyenne mobile d'ordre « 3 ». Concernant l'indicateur de production des hydrocarbures, c'est la production brute selon l'année, répartie par champ, qui constitue notre base de donnée.

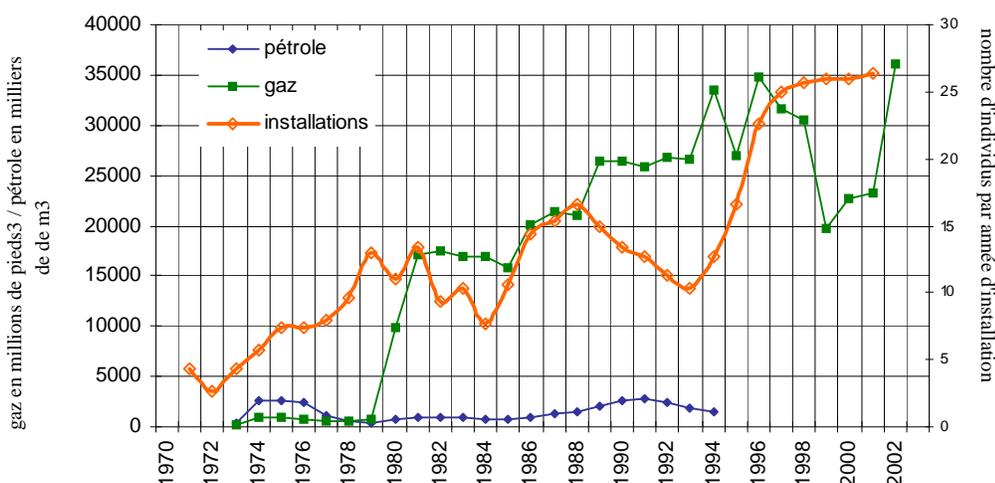
⁶² Caigua, Escondido, Ibibobo, La Vertiente, Los Suris, Ñupuco, San Roque, Taiguati, Villamontes, Margarita. Voir CARTE IV-2.

⁶³ La logique des temps de transport pourrait légitimer d'englober les champs situés plus au nord, à proximité de Palos Blancos dans la même vallée, mais la production y est émergente et n'apporterait rien à la mesure de liaison.

de production. Attentifs à ce découplage, nous préférons donc l'observation graphique de chaque *trend*, à l'expérimentation de mesures de corrélation hasardeuses.

La superposition des courbes d'évolution des indicateurs de production et de la population non native selon l'année d'installation ne suggère pas de liaison dans le cas de Caigua [FIG IV-23] : la population immigrée inventoriée en 2002 est arrivée essentiellement après les phases d'exploration des années 70 et d'exploitation consécutives (jusqu'en 1982). L'arrivée d'immigrants âgés d'au moins 12 ans [voir TEXTE III-1] connaît en réalité deux pics, 1980-1982 et surtout 1996-1998, qui n'ont donc aucun lien statistique avec la production du champ d'hydrocarbures de Caigua. L'exemple de Villa Montes [ci-dessous FIG IV-6], une ville dont l'accroissement démographique est rapide d'après les variations intercensitaires (autour de 4% annuels) suggère en revanche une certaine interaction entre les phénomènes, la chronique pouvant être découpée en 6 phases.

FIG IV-6 La production des champs de la région de Villa Montes et le nombre d'immigrants arrivés à l'âge de 12 ans ou plus à Villa Montes, selon l'année d'installation



SOURCES

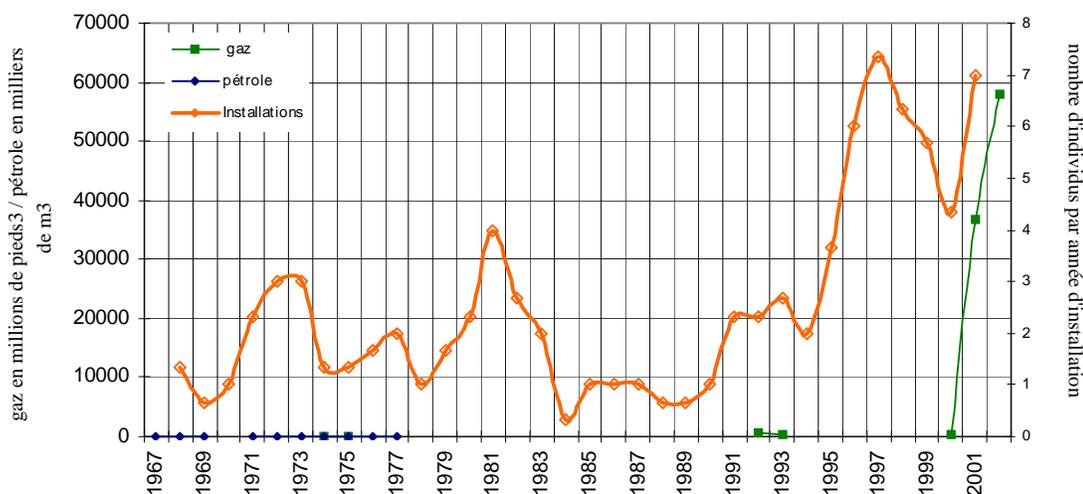
- données démographiques : ENVIL2002 ; données brutes lissées par moyenne mobile d'ordre 3.
- production : jusqu'à 1994 INE dans A. Vargas Salgueiro (1996) ; de 1995 à 2002 www.ine.gov.bo

- 1) La production pétrolière des années 70 étant assez modeste, le premier « boom » des hydrocarbures est celui du gaz à partir de 1980 ; on observe juste avant, la hausse des installations de migrants aboutissant à un pic entre 1979 et 1981.
- 2) Entre 1981 et 1985, la production stagne et les installations diminuent
- 3) A partir de 1985, la production connaît une forte hausse jusqu'en 1989, le nombre des installations augmente et connaît un nouveau pic en 1988.
- 4) De 1989 à 1993, la production stagne et le nombre des installations diminue sensiblement.
- 5) La production affiche deux pics historiques en 1994 et 1996, le nombre des installations augmente fortement.

- 6) De 1997 à 2001, la production baisse et se rapproche des niveaux de la fin des années 80, puis atteint un pic historique en 2002 : les installations annuelles n'accusent aucune baisse et augmentent même légèrement atteignant un nouveau maximum.

Si la liaison n'est pas parfaite, on se doit toutefois de constater un certain nombre de coïncidences et en particulier que de 1980 à 1996, systématiquement : quand la production augmente, les installations aussi ; quand la production stagne les installations diminuent.

FIG IV-7 La production du champ San Alberto et le nombre d'immigrants arrivés à l'âge de 12 ans ou plus à Carapari, selon l'année d'installation.



SOURCES

- données démographiques : ENVIL2002 ; données brutes lissées par moyenne mobile d'ordre 3.
- production : jusqu'à 1994 INE dans A. Vargas Salgueiro (1996) ; de 1995 à 2002 www.ine.gov.bo

Enfin, dans le cas de Carapari [ci-dessus FIG IV-7], les antécédents de prospection et d'exploitation depuis la fin des années 60 ne peuvent guère expliquer la fluctuation des installations jusqu'au milieu des années 90. Le démarrage significatif et fulgurant de la production de gaz est tout récent, issu d'une nouvelle série de perforations initiée en 1998, ayant permis la découverte de réserves immenses. En 2001 le champ de San Alberto autorise des niveaux de production annuelle jamais atteints toutes perforations confondues dans le département du Tarija, en 2002 il s'agit déjà du premier champ producteur du pays. Cet indicateur est toutefois bien en deçà de la dimension de l'infrastructure déployée dans la région de Carapari, l'exploration de l'alignement structurel d'Acheralito ayant généré dans la même période d'autres découvertes d'importance comparable - Itau, Sábalo - à porter également au crédit de TOTAL et PETROBRAS. Ainsi, on observe en tendance une forte hausse des installations dans le village de Carapari depuis 1996, pouvant coïncider avec la concentration de l'investissement des compagnies pétrolières dans le secteur, et qui confirme l'hypothèse de liaison. Le rythme annuel des installations est néanmoins difficile à interpréter, compte tenu d'une forte fluctuation éventuellement imputable à des événements socio-économiques locaux, ou à l'erreur d'enquête⁶⁴. Entre 1996 et 2002 donc, le nombre annuel des arrivées se situe à un niveau

⁶⁴ Encore qu'un taux de sondage élevé (environ 50% des ménages) et le caractère récent des dates citées sont de nature à réduire ce risque.

instable mais significatif d'un fort impact de l'immigration ; le chiffre pondéré de 26 arrivants (11 cas) en 2002, alors que l'année était à moitié écoulée au jour de l'enquête signale une nouvelle inflation du phénomène.

* * *

Les deux méthodes employées pour rechercher l'indice d'un impact de l'exploitation des hydrocarbures sur le peuplement ne sont pas catégoriquement probantes, mais alimentent le faisceau des présomptions. L'incidence passée de l'activité se manifeste peu dans les motifs de migration recensés auprès de la population de Villa Montes, Carapari et Caigua. En revanche, la dynamique de l'immigration à Villa Montes et Carapari se montre assez sensible à l'évolution des volumes de production des compagnies. Bien que ces données s'avèrent imparfaites pour l'objectif assigné - des statistiques de perforation auraient été plus efficaces - il semble acquis que Villa Montes et Carapari sont deux lieux d'observation très pertinents, pour ne pas dire centraux quant à la réflexion sur le lien urbanisation-pétrole. Compte tenu d'une collecte partielle des emplois occupés dans le passé, et dans le contexte de l'envolée récente de la production gazière, c'est encore l'analyse du présent qui est la plus adaptée au repérage des mécanismes démo-économiques.

Photo IV-2 L'usine de transformation du gaz de San Alberto, proche de Carapari.



C - Des opportunités d'emploi effectives dans la région de production.

Que l'on se réfère au recensement de 2001 ou à l'enquête ENVIL 2002, les individus dont l'emploi actuel est lié à l'exploitation des hydrocarbures représentent finalement une quantité non négligeable. Quelle

est la composition de cette population ? Où vit-elle ? N'y a-t-il pas deux classes de travailleurs, ceux des campements, personnel officiellement recruté en résidence temporaire ; et ceux installés dans la région, dont l'activité bénéficie localement de la présence des premiers ou qui prêtent occasionnellement leur force de travail ? De la structure de l'emploi pétrolier dépend probablement celle des pratiques résidentielles qu'il occasionne. Le recensement publié sous forme de bases de données pré-formatées ne permet pas de répondre à ces questions mais recèle quelques informations interprétables, intéressantes pour leur caractère exhaustif [1]. Les enquêtes de notre programme de recherche fourniront une perspective plus originale, éclairante sous certains aspects, malgré des effectifs réduits qui limitent les possibilités explicatives [2 et 3].

1 - Autour de la catégorie « exploitation de mines et carrières » : les caractéristiques démographiques des travailleurs du pétrole.

Le dernier recensement publié sous forme de base de donnée par l'INE rend compte de la population de fait et n'autorise le croisement des variables disponibles qu'avec le sexe et l'âge, ventilées par localité. Bien que l'exercice soit restreint, des éléments de caractérisation de la population employée dans le secteur pétrolier⁶⁵ peuvent être dégagés.

- La distribution spatiale des travailleurs de « l'exploitation de mines et carrières », révèle une grande concentration [TAB-IV 19], puisque sur les 569 localités du département⁶⁶, seules 18 comptent au moins 10 actifs correspondant à cette catégorie d'activité, regroupant 93% du total. Ce phénomène tient au fait que l'essentiel de la main-d'œuvre enregistrée ainsi, fait partie de campements localisés sur le site d'exploitation, le plus souvent sans lien avec l'organisation spatiale « naturelle » du peuplement, ni avec la société locale. Les compagnies pétrolières créent et entretiennent elles-mêmes les infrastructures de raccordement nécessaires : par exemple, Total a fait partir une route depuis Carapari pour rejoindre son puits d'Itau et REPSOL a construit une piste d'atterrissage de 1.700 m dans la vallée de Cumanderoti, près du champ Margarita.
- La population recensée dans la catégorie « exploitation de mines et carrières » représente 128 individus à Villa Montes, soit 2,2% des emplois notifiés, ce qui est une proportion importante. A titre de comparaison, les 193 travailleurs recensés dans la même catégorie à Yacuiba ne représentent que 0,8% des emplois ; en dehors du département, ce pourcentage est d'1,5% (128 cas) à Camiri, l'archétype de la ville pétrolière bolivienne, il est vrai aujourd'hui en crise, et de 0,9% (4.072 cas) à Santa Cruz.
- Les individus déclarant un emploi dans la catégorie « exploitation de mines et carrières » constituent par ailleurs une population très typée, affectant le profil démographique des régions concernées. Le recensement suggère clairement l'effet de surmasculinité et de rajeunissement de la présence des travailleurs du secteur pétrolier puisque 97% de l'effectif recensé est masculin et 82% appartient à la tranche 20-44 ans. On peut observer l'effet de cette réalité sur la structure de la population recensée dans quatre localités prises comme

⁶⁵ Celle-là même qui est spatialisée.

⁶⁶ Il s'agit toujours des localités de rang 1. Voir note 54 du même chapitre.

exemple (San Alberto, Cumanderoti, Palos Blancos, Puerto Margarita) [TAB IV-20]. Qu'il y ait un seul campement inclus et la structure de la population en est sensiblement modifiée : le taux de masculinité dans le groupe des 15-64 ans est de 83 à San Alberto, 88 à Cumanderoti, 84 à Palos Blancos et 76 à Puerto Margarita. C'est ce qui explique en partie la surmasculinité de la population de la zone subandine [voir chapitre 3-I-B-2-b] et que l'on peut voir clairement dans la cartographie cantonale des taux de masculinité de la population rurale.

- Cependant, tous les habitants recensés ne peuvent être assimilés à une population régulièrement installée. La variable « lieu de résidence habituelle » doit théoriquement permettre de différencier les situations résidentielles mais l'INE a malencontreusement agrégé la modalité « dans la localité enquêtée » avec « dans le département du Tarija » ; cette variable permet donc simplement de détecter la population déclarant résider habituellement dans un autre département (spécifié) ou à l'étranger [TAB IV-21]. Il en résulte que la part de la population résidant habituellement en dehors du département est levée - 12% à San Alberto, 51% à Cumanderoti, 18% à Palos Blancos, 14% à Puerto Margarita - et qu'on peut lui imputer divers autres effets de surreprésentation, dont la forte présence de non natifs du département.

- A cause de ce biais, l'interprétation de la distribution des lieux de naissance en termes de stocks d'immigrants est difficile. Toutefois, dans les cantons « pétroliers » en particulier, la variable « lieu de naissance » amène une information fondamentale quand on parvient à isoler la population des travailleurs du pétrole ; ce que l'on peut faire dans les cas d'Imirenda, Trocha et Taladro XXVI [TAB IV-22]⁶⁷. Ces trois cas montrent que la structure du recrutement varie selon les campements et que contrairement à la perception commune, l'activité profite largement à des natifs du Tarija, nettement devant ceux du Santa Cruz.

2 - Villa Montes et Carapari, centres régionaux les plus exposés ?

Hors campements et localités voisines, la présence des compagnies pétrolières dans la région affecte significativement l'emploi dans les centres de la zone de production. En élargissant la classification de l'activité [a], les enquêtes de Villa Montes et Carapari montrent qu'une proportion significative des ménages est directement concernée, par l'emploi de l'un de ses membres [b].

a - Les emplois « en lien avec le pétrole », selon l'enquête ENVIL.

L'enquête ENVIL dispose de deux critères de repérage du lien entre l'activité professionnelle des personnes et le secteur des hydrocarbures : l'auto-évaluation de l'enquêté à la question « Ce travail a-t-il un rapport avec le pétrole ? » ; la catégorisation par branche d'après l'énoncé des items par l'enquêteur concernant les personnes de 15 ans et plus, qui se différencie de l'approche indirecte et moins normative du

⁶⁷ Ces campements constituent les seules unités que l'on peut isoler avec la base de données publiée par l'INE ; dans ces trois cas la population totale de la localité est composée de 100% de travailleurs de la catégorie « exploitation de mines et carrières ».

recensement⁶⁸. Ces critères n'étant pas vraiment comparables, les populations en résultant ne le sont pas non plus. Dans le cas de l'enquête, l'approche binaire permet d'élargir le nombre des emplois, des individus et donc des ménages sur lesquels influe économiquement l'exploitation des hydrocarbures. Si les raisons du lien restent floues - il aurait alors fallu intercaler des espaces d'annotation dans le questionnaire - il n'en est pas moins fait par les personnes et cette réalité perçue renvoie à l'existence d'un domaine objectif d'effets économiques. Selon ce filtre, 8% des ménages de Villa Montes sont concernés (soit 40 cas, environ 250 ménages en effectif pondéré), proportion qui s'élève à 12% à Carapari (12 cas / 29 ménages). De telles proportions attestent de l'ampleur non négligeable du phénomène et légitiment qu'on en analyse les structures.

On peut évaluer la significativité du lien fait avec le « pétrole » en se référant aux autres variables qualifiant la situation économique et professionnelle des personnes. Premièrement avec la profession [TAB IV-23], on constate que les déclarations sont assez cohérentes et renvoient essentiellement à des métiers de la construction, des travaux publics et de l'industrie extractive. Les modalités qui ont un lien moins évident avec la thématique pétrolière - enseignant, dentiste, commerçant, taxi - peuvent s'expliquer par l'éventualité que les entreprises du pétrole recrutent directement ce type de personnel ; une autre interprétation serait que selon leur logique, certains enquêtés estiment leur activité professionnelle dépendante de ces compagnies ; une anecdote permettra d'illustrer cette idée. Je me suis trouvé dans un petit restaurant à attendre une « *paila* » (des œufs au plat) lors d'une étape à Villa Montes. Ma commande s'avérant très longue à obtenir, je me déplace en cuisine et découvre une marmite haute d'un mètre sur laquelle s'affairent deux personnes qui remplissent des gamelles formant un empilement considérable. On me fait comprendre en souriant que c'est le coup de feu et que je passe après. Dans l'instant arrive un client avec une casquette marquée TOTAL, qui prend livraison d'une soixantaine de gamelles et repart rapidement en 4X4. Le patron m'explique ensuite qu'il livre ainsi deux fois par jour ce contremaître pour un chantier de perforation proche. J'ai eu mes œufs au plat que j'ai mangés seul sans voir un autre client. Qu'aurait répondu au moment de l'enquête ENVIL le restaurateur et son employé, à la question « votre travail a-t-il un rapport avec le pétrole ? ». Secondement, la variable de statut [TAB IV-24] indique une forte concentration d'employés et d'ouvriers dans la population masculine de 15 à 64 ans qui déclare travailler : 90% des personnes dont l'emploi a une relation avec le pétrole (on utilisera par commodité cette expression) se trouvent dans cette situation à Villa Montes et 100% à Carapari. Pour les personnes en activité ne se reconnaissant pas de lien avec le secteur pétrolier, la répartition des statuts est plus complexe, celui d'employé ne représentant que 50% des cas. De fait, selon notre échantillon, plus de 14% des hommes travaillant comme « ouvriers ou employés » à Villa Montes ont un emploi lié au pétrole et près de 27% à Carapari.

⁶⁸ Dans le recensement, la population de référence est celle des 7 ans et plus, la catégorie d'activité provient de la classification des réponses à la question 47 « Quel produit, vend ou dans quelle activité se situe l'établissement où vous avez travaillé ? ».

b - Un facteur de reproduction familiale *in situ*.

Avec ce discriminant de l'activité économique, l'enquête ENVIL permet finalement de raisonner sur l'incidence du boom des hydrocarbures à Villa Montes et Carapari. Les actifs dont l'emploi est « lié au pétrole » forment toutefois des effectifs réduits, et l'on est conduit à se baser sur une hypothèse d'interaction démo-économique élémentaire : l'activité pétrolière générant des emplois dans les centres régionaux, constitue un soutien pour l'économie de certains ménages et favorise ainsi la reproduction familiale, ce qui se répercute sur la croissance démographique par effet d'attraction et/ou de rétention de population.

- Le bien-fondé de cette hypothèse résulte principalement de la structure des ménages.
- Les individus dont le travail est lié au pétrole sont quasi exclusivement de sexe masculin (97% des cas à Villa Montes, 100% à Carapari), le plus souvent chefs de ménage (environ 75% des cas) sans qu'il y ait de ménage unipersonnel : ces personnes vivent en famille essentiellement. Cette dernière caractéristique est particulièrement affirmée à Villa Montes où 95% des individus concernés résident avec un conjoint et des enfants éventuellement [TAB IV-25].
- On peut ventiler la population totale selon ce critère [TAB IV-26] : la sous-population des personnes appartenant à un ménage dont l'un des membres exerce une activité liée au pétrole représente une part de 9% à Villa Montes (environ 1.400 personnes) et de 13% à Carapari (environ 140 personnes). Ces sous-populations présentent une structure d'âge un peu plus jeune que celle des autres ménages : au niveau des 30-44 ans à Villa Montes, et de façon plus prononcée avec une surreprésentation des 0-14 ans à Carapari. De tels effectifs attestent du poids notable des travailleurs du pétrole et de leur famille dans la population des localités enquêtées.
- Le lien avec l'immigration peut être testé sur la population occupée, de 15 à 64 ans.
- La distribution selon l'origine révèle une exacte parité à Villa Montes où il existe autant de natifs des localités enquêtées que de cas nés ailleurs (20 cas) ; à Carapari, 58% de ces travailleurs sont des natifs. La répartition en lieux précis signale une logique régionale de proximité (13 cas sur 20 à Villa Montes), si l'on agrège les localités d'un ensemble sud-est composé des provinces Cordillera (Santa Cruz), Luis Calvo (Chuquisaca), O'Connor et Gran Chaco (Tarija) [TAB IV-28].
- Voir dans cette sphère d'emplois, l'un des moteurs fondamentaux de l'immigration semble toutefois exagéré. Nos échantillons tendent d'ailleurs à montrer que les autochtones en bénéficient davantage : chez les natifs masculins de 15 à 64 ans, la part des emplois liés au pétrole est de 11% à Villa Montes et 18% à Carapari ; chez les non natifs, cette part est respectivement de 8% et 11%.

On peut également envisager un effet de différenciation économique entre les ménages, dans l'hypothèse où travailler pour une compagnie pétrolière serait source d'avantages (cadre formel avec contrats de travail, salaires réguliers et plus élevés que la moyenne). L'indice d'équipement et la densité (nombre de personnes par pièce) permettent de faire quelques observations.

- A Villa Montes, d'après le premier indicateur [TAB IV-29], les ménages dont l'un des membres exerce une activité en lien avec le pétrole se distinguent au niveau des extrêmes : la catégorie des plus démunis n'existe

pas et la proportion qui dispose d'un maximum d'équipement est plus importante. Le même phénomène se manifeste à Carapari, mais les ménages les mieux équipés sont sans lien avec le pétrole.

- A Villa Montes, d'après le nombre de personnes par pièce [TAB IV-30], les ménages dont l'un des membres exerce une activité en lien avec le pétrole se situent principalement dans la catégorie moyenne (40% de 2 à 2,9 personnes par pièce) et sont peu concernés par les niveaux de densité supérieurs. On observe le même profil à Carapari, avec un mode situé dans la catégorie de confort supérieur.

Ces statistiques ne suggèrent pas de phénomène de différenciation socio-économique tranchée. Les ménages dont l'un des membres occupe un emploi en relation avec le pétrole donnent des signes d'appartenance à la classe moyenne. A Carapari comme à Villa Montes, ils ne se signalent pas notablement dans les catégories les plus favorisées.

Enfin, l'enquête permet d'entrevoir une autre dimension géographique de l'impact de l'exploitation des hydrocarbures, grâce à l'information sur les mobilités des douze derniers mois⁶⁹. Fait significatif, les cas de mobilités de travail liées au secteur des hydrocarbures ne se présentent qu'à Villa Montes : 15 personnes sur 145 déclarant s'être absentes pour motif de travail (en effectif pondéré 106 individus de 15 ans et plus sur 1022), soit 10% d'entre-elles ; dans la moitié des cas, leur activité présente est sans rapport avec le pétrole). Sachant que certaines ont effectué le même trajet plusieurs fois⁷⁰ et que l'on enregistre des cas de cumul de mobilités liées au pétrole mais dans des endroits différents⁷¹, les croisements sont complexes et à partir d'un échantillon aussi faible, la structure des flux n'est pas représentative. On formulera toutefois une remarque problématique sur le rayon de ces mobilités. La liste des localités citées permet de constater que toutes pratiquement (13 sur 16), se situent dans le département du Tarija⁷² en cohérence avec la localisation des ressources et qui plus est des chantiers d'exploration récents, c'est à dire relativement éloignés parfois, de Villa Montes. Cela signifie que des personnes peuvent être amenées à se déplacer pour travailler temporairement et qu'elles maintiennent leur famille en ville grâce à ce type de mobilité (entre autres). Il existe donc une interaction démo-économique entre Villa Montes et le bassin pétro-gazier du département pris dans toute son extension. L'existence de ce type de stratégie à Villa Montes et pas à Carapari nous interroge sur la prééminence des centres régionaux : en termes d'offre de main-d'œuvre pour l'industrie extractive, en termes d'opportunités d'emploi pour les demandeurs ; il y a là certainement un ressort supplémentaire de la croissance urbaine.

⁶⁹ Module « Movilidad » appliqué aux personnes de 15 ans et plus. Cf. questionnaire.

⁷⁰ On peut appréhender la fréquence de ces déplacements en fonction des réponses à la question « Combien de fois avez-vous été dans cet endroit les 12 derniers mois ? ». Mais la variable est qualitative et exclut la possibilité de calculs.

⁷¹ Les mobilités sont classées par destination, le module correspondant permet donc d'enregistrer au maximum trois lieux de travail différents.

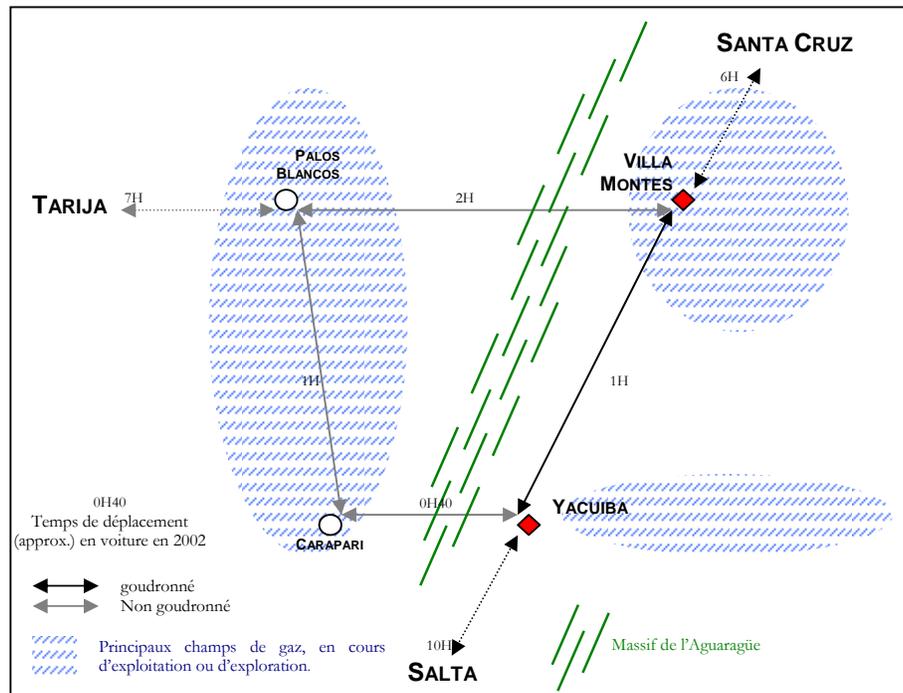
⁷² Gran Chaco : Yacuiba (1), Acheral (1), Sabalo (3), San Alberto (3), San Antonio (1). O'Connor : Palos Blancos (3). Cercado : Tarija (1).

CONCLUSION - UN STIMULATEUR DU DECOLLAGE URBAIN.

La difficulté d'évaluer l'impact de l'exploitation des hydrocarbures sur le peuplement résulte à la fois d'un mode de recrutement spécifique, mais surtout du continuel déplacement des activités. Telle une frange pionnière, la « frontière énergétique » explore, effectue des percées, aménage l'espace mais ne s'établit que temporairement. La répartition géographique des champs producteurs nous a permis de révéler l'existence de trois grands bassins hydrocarburifères, dont l'exploitation s'inscrit schématiquement dans une époque. Le Sud subandin correspond au passé le plus lointain : c'est à Bermejo que s'est initiée la première perforation productive dans les années 20 et le développement local a été dépendant de cette spécialisation jusqu'aux années 60. Le pétrole du Chaco a été précocement exploité à Sanandita, suivant la même courbe que celui de Bermejo, mais c'est l'extraction du gaz dans les années 80 et 90, qui déplace le cœur de l'activité, à une échelle inédite, autour de Villa Montes. Puis à la fin des années 90, des découvertes d'une valeur exceptionnelle sont faites de nouveau dans la zone subandine, cette fois à l'ouest de l'Aguaragüe, sur le territoire municipal de Carapari et Entre Rios. La dimension des réserves trouvées et le débit affiché par les nouveaux puits relèguent à un niveau modeste les quantités produites antérieurement. Toutefois, le bassin du Chaco n'est pas en reste, recelant des réserves compatibles avec les nouvelles attentes.

Même sans en identifier clairement les mécanismes, on ne peut éviter de considérer l'existence d'un impact de ces permanences sur la formation du réseau urbain. Que le pétrole soit à l'origine de la localité de Bermejo est un fait admis, qu'il ait également été un moteur de la croissance urbaine est douteux. On peut penser que la présence des compagnies pétrolières a été le pilier de l'économie avant un virage agro-industriel autrement plus conséquent en termes de croissance démographique. Il ne faut cependant pas exclure une nouvelle phase de stimulation dans le Sud subandin, compte tenu des potentialités du sous-sol et de la dynamique des redécouvertes. Concernant Villa Montes, la coïncidence spatiale entre champs producteurs et position de la ville est tout aussi indiscutable, mais renvoie à une période relativement récente, plus propice à l'analyse, d'autant que nous disposons d'une enquête. Globalement, le décollage urbain de Villa Montes correspond bien avec l'affirmation de la production gazière dans le Chaco Nord. Plus précisément, la dynamique des installations révèle un niveau de corrélation significatif avec les courbes annuelles de production. Avec la localisation des nouveaux puits, la centralité de Villa Montes n'est pas forcément remise en question. Une partie significative des ménages est directement concernée par les emplois liés au secteur pétrolier. Par ailleurs, l'analyse des mobilités de travail suggère bien que certains citoyens ont été employés temporairement sur des sites distants de deux ou trois heures.

FIG IV-8 Schéma de localisation des champs de gaz.



Autrement dit, l'hypothèse d'une rente de situation locale, au-delà des mécanismes de redistribution des royalties, nous semble pertinente. Selon ce principe, Villa Montes est actuellement la plus exposée des villes existantes, mais d'une certaine manière, toute la zone subandine centrale et orientale, ainsi que le piémont, sont susceptibles de réagir ponctuellement à une activation locale du marché du travail. Comment se hiérarchise alors la rente de situation ? Dans la nouvelle géographie de la production, des réserves et de l'exploration, nous distinguons les centres de proximité - Palos Blancos et Carapari -, les centres urbains subrégionaux - Villa Montes et Yacuiba - qui ont aussi un caractère de proximité vis à vis de certains champs d'hydrocarbures, et les grandes villes que constituent Tarija et Santa Cruz. Compte tenu de leur faible poids démographique initial, les centres de proximité sont les lieux les plus exposés à des schémas de croissance spectaculaires. Ce que l'enquête de Carapari confirme, mais que l'on ne peut exclusivement relier à la problématique pétrolière. Carapari comme capitale de *municipio* a vocation à s'urbaniser, c'est à dire développer un certain niveau d'équipement, offrir des services de santé et d'éducation favorables à l'établissement des familles d'employés du pétrole. Par ailleurs, par son rang administratif, elle dispose d'un pouvoir de négociation avec la préfecture qui pourrait être décisif quant à la redistribution des royalties⁷³. Des paramètres qui ne se présentent pas à Palos Blancos, simple localité-carrefour du *municipio* d'Entre Rios, située sur la route Tarija-Villa Montes et n'ayant jamais constitué un écart détaché par les recensements de 1950, 1976 ou 1992. La concentration de population apparaissant avec le dernier recensement est symptomatique d'un phénomène typiquement minier.

⁷³ Il n'existe pas de droit aux royalties des *municipios* producteurs, comme il n'y a pas dans la pratique de privilège systématique accordés à ces derniers par la préfecture. Il existe simplement une régulation locale qui résulte d'une négociation dans laquelle Carapari et Entre Rios « ont leur mot à dire ».

III - Les villes-frontière et la flambée du commerce dans les années 90 : une accumulation démographique fragile.

Durant le dernier quart de siècle, hormis le développement de la capitale départementale, l'accumulation démographique la plus significative provient du redimensionnement de Yacuiba et de la croissance de Bermejo. La différenciation de ces deux villes-frontière illustre tout à fait la « fonction créatrice et accumulatrice » de la limite internationale⁷⁴. La dyade Bolivie-Argentine s'apparente au modèle dit « linéaire »⁷⁵, caractérisé par de grands axes qui canalisent les flux et concentrent en un faible nombre de points, l'impact économique de l'effet de contact. En résulte la formation de doublets urbains caractérisés par la spécialisation commerciale et une asymétrie de taille qui renvoie aux termes de l'échange international et à la spécificité des réseaux urbains régionaux. L'histoire contemporaine des villes de la frontière boliviano-argentine n'a pas été écrite⁷⁶, et il est ardu d'identifier ne serait-ce que le schéma des cycles de développement qui ont favorisé alternativement la croissance des localités de chaque pays. Les recensements indiquent cependant sans équivoque un emballement démographique récent et le creusement du déséquilibre en faveur des villes boliviennes, durant le dernier quart de siècle. Quelle évolution contextuelle explique une telle accélération de la concentration urbaine en Bolivie ? Quelle est la chronologie de cette poussée de croissance ? Notre recherche sur le Sud bolivien apporte un témoignage et une perspective sur la phase de prospérité exceptionnelle des villes-frontière, du début de la décennie 1990 à la dévaluation du peso argentin (fin 2001). On essaiera tout d'abord de définir quelle conjonction de facteurs aboutit à définir cet intervalle, d'après les documents rassemblés et l'observation directe réalisée au cours de nos déplacements sur la frontière, l'année 2000 [A]. On tentera ensuite de comprendre dans quelle mesure l'accumulation démographique s'articule avec l'évolution du commerce transfrontalier, en étudiant le cas emblématique de Yacuiba, grâce à l'enquête ENYAC 2002 [B]. L'essor puis la crise des villes-frontière produit finalement un éclairage précieux sur la façon dont se structure le réseau urbain départemental. A travers l'hypothèse de l'articulation des zones de peuplement et l'observation comparée du mouvement migratoire à Yacuiba, Villa Montes et Tarija, c'est tout un jeu d'interactions explicatives du processus de hiérarchisation urbaine qui transparait [C].

⁷⁴ J-P RENARD (1992), *Populations et frontières : problématiques et méthodes*, in *Espace, populations, sociétés*, 1992-2.

⁷⁵ C. Pradeau (1993), *Jeux et enjeux des frontières*, p. 161.

⁷⁶ Seule la thèse d'anthropologie d'O. Jerez, sur la ville de Bermejo, constitue à notre connaissance, une source monographique de référence sur le sujet. O. Jerez (2001), *El proceso de urbanización en el sur de Bolivia: etnografía en una ciudad de frontera*. Il existe en revanche de nombreux travaux d'histoire montrant les liens objectifs d'un territoire transfrontalier des Andes centro-méridionales ; voir à ce sujet la revue *Andes*, de l'université de Salta.

A - Essor du commerce et explosion urbaine sur la frontière Sud : de la ruée à l'effondrement.

Comme on l'a observé au chapitre 2, la diversification du semis urbain national est en partie imputable au phénomène des villes-frontière qui font irruption dans le panorama des villes moyennes entre 1976 et 2001. De quel contexte au sens préconisé par M. Lussault⁷⁷, résulte la spectaculaire croissance de Bermejo, Villazón et surtout Yacuiba ? En préalable nécessaire à l'interprétation des données d'enquête, on s'intéressera à la configuration spatiale des villes de la frontière boliviano-argentine et à la tendance des équilibres démographiques livrée par les recensements [1]. Puis l'on désignera les principaux facteurs économiques et institutionnels, responsables du développement de la fonction commerciale des villes-frontière boliviennes [2], aboutissant à une frénésie éphémère [3].

1 - Couloirs de transit et doublets urbains.

La formation des villes dans la zone limitrophe de la frontière boliviano-argentine a été déterminée par l'évolution des trois couloirs de transit entre les deux pays [voir la carte de localisation, p. 3]. Un doublet urbain s'est constitué sur chaque point de passage officiel et entre ceux-ci, aucune autre concentration de population notable n'apparaît.

Un couloir altiplanique relie les départements de La Paz, Oruro et Potosi à la province de Jujuy. L'intersection se produit à 3.400 m d'altitude, dans un paysage hostile situé à quelques kilomètres de la petite région agricole de Yavi. La Quiaca côté argentin et Villazon côté bolivien constituent un doublet mineur à l'échelle des réseaux urbains nationaux actuels, dont le caractère stratégique s'était affirmé durant le XIXe siècle, avec la stabilisation de la frontière⁷⁸. Cet axe est fortement stimulé par la connexion des réseaux ferrés boliviens et argentins (la ligne Atocha-Villazon est inaugurée en 1925), un couloir interocéanique se matérialisant entre Buenos Aires, La Paz et Arica. Dans les années 30-40, La Quiaca est un relai commercial très actif et un point de transit des travailleurs boliviens qui participent à la récolte de canne à sucre dans les vallées chaudes de Salta et Jujuy⁷⁹, puis à celle du tabac dans les vallées tempérées. L'ouverture de mines sur le haut-plateau argentin en 1945 prolonge l'essor économique de la région. Les recensements de 1960 (6.290 hab.) et de 1970 (6.034 hab.) suggèrent le début d'une phase de déclin, qui s'accroît dans les années 70. En effet les mines ferment, les terres hautes se marginalisent de part et d'autre de la frontière, puis d'autres couloirs de circulation viennent concurrencer l'axe altiplanique. La population de La Quiaca augmente (8.100 habitants en 1980, 11.500 en 1991,) mais en face, la localité de Villazon

⁷⁷ M. Lussault (2003), article *Contexte*, Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, pp. 204-205: « Le contexte est donc moins un cadre (vision statique et synchronique), que le résultat d'un processus (vision dynamique et diachronique) qui permet qu'un événement spatial quelconque (la création d'un espace nouveau, un acte spatial, une représentation) adviennent. »

⁷⁸ Le tracé de la route impériale est resté le principal axe de circulation du Nord vers le Sud jusqu'au dernier quart de siècle [voir CARTE I-6, annexes p. 6]. La formation de La Quiaca-Villazon résulte de l'intersection entre la frontière et la route qui emprunte l'*altiplano* puis débouche sur les vallées andines côté argentin (San Salvador de Jujuy), par l'étroite Quebrada de Humahuaca et permet d'accéder par différents itinéraires, à Buenos Aires.

⁷⁹ Voir par exemple WHITEFORD S., (1981), Workers from the north. Plantations, Bolivian Labor, and the City in Northwest Argentina.

(6.300 hab. en 1950, 12.600 en 1976, 23.700 en 1992) prend durablement l'ascendant, d'où la dissymétrie actuelle. Finalement, on peut supposer que l'ensemble La Quiaca-Villazon a constitué le premier doublet urbain de la limite frontalière jusqu'à la fin des années 60. Cette position est remise en question par la polarisation crucénienne qui déplace globalement les flux transfrontaliers dans l'Est, plaçant notamment Yacuiba en premier « port d'entrée » des marchandises en provenance d'Argentine.

On assiste en effet, depuis les années 60, à une redistribution du peuplement conditionnée des deux côtés de la frontière par la crise des économies andines et l'essor des Orientés⁸⁰. La construction du réseau ferré oriental crée une connexion entre Santa Cruz et Buenos Aires (1957), supplantée aujourd'hui par une route qui forme actuellement le plus long axe goudronné de Bolivie. De plus, dans le Sud tarijénien, le succès du plan d'industrialisation de Bermejo appelle l'intégration routière de l'enclave sucrière ; d'où l'émergence d'un nouveau couloir de circulation au centre, également concurrent de l'axe historique. En 1976, Villazon, Bermejo et Yacuiba ont une taille similaire - entre 11.000 et 15.000 habitants - conformant un doublet urbain transfrontalier avec leur vis-à-vis argentin. Face à Bermejo, de l'autre côté de la rivière du même nom, le village d'Agua Blancas est alors une localité insignifiante car c'est la ville d'Oran, distante d'une cinquantaine de kilomètres, qui constitue le centre régional de référence. Face à Yacuiba, la localité de Profesor Salvador Mazza (ex Pocitos), se situe à un niveau intermédiaire - entre 4.000 et 5.000 habitants -, le centre régional du Chaco boréal argentin étant Tartagal. Mais lorsque le commerce devient particulièrement favorable à la Bolivie au début des années 90, compte tenu principalement d'un taux de change décuplant le pouvoir d'achat des Argentins, les villes de la frontière Sud vont connaître une poussée de croissance sans précédent.

Les variations de population observables entre 1976 et 1992 fournissent un indice de l'intensité du processus : en 16 ans, la population de Villazon et Bermejo est multipliée approximativement par 2 et celle de Yacuiba par 3. On devine cependant que dans ce laps de temps, la croissance n'a pas été constante. Par exemple, à la fin des années 80, l'hyperinflation atteignait un niveau tel en Argentine que c'étaient les acheteurs boliviens qui venaient faire leurs courses dans le pays voisin⁸¹. L'accumulation démographique des villes-frontière boliviennes a pu se produire très rapidement, il s'agit en tout cas d'une question à élucider. De même que le prolongement de l'explosion urbaine révélé par le recensement de 2001, à quatre mois de la dévaluation argentine, doit être interprété avec prudence. Car à la fin des années 90, la crise du commerce avait déjà commencé ; c'est du moins ainsi que nous ont présenté la situation les personnes interrogées lors de nos premiers entretiens sur place (septembre 2000). Ainsi, l'atténuation de l'accroissement démographique entre 1992 et 2001 à Villazón (croît annuel de 1,9%) et à Bermejo (2,2%), ou sa formidable accélération (7%) à Yacuiba, ne sont-elles pas l'expression « lissée » d'une séquence composée de fortes fluctuations ? Les autorités municipales de Yacuiba ont déclenché l'alarme au milieu des

⁸⁰ Concernant le cas argentin, voir par exemple Andrés De Selva Santillan, Teodoro Ricci (1992), *La región del noroeste argentino : paisajes heterogéneos con economía mixta*, Argentina. geografía general y los marcos regionales ; *Migrations de travailleurs Andes-Piémont et articulation de types agraires dans le Nord-Ouest de l'Argentine*, Revue de géographie alpine, tome LXXVI, 1988-1.

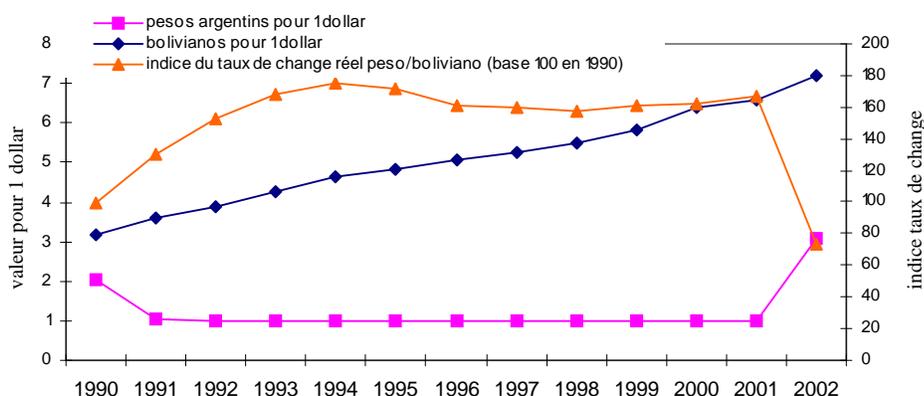
⁸¹ O. Jerez (2001), *op. cit.*, p. 278.

années 90, dénonçant l'irréalisme de leur dotation fiscale⁸² face à une poussée démographique qui aurait porté la population de la ville à plus de 80.000 habitants (hypothèse basse). Le recensement de 2001 enregistrant 65.000 habitants de fait⁸³ valide à la fois un spectaculaire mouvement d'expansion urbaine et laisse entrevoir l'éventualité d'une forte oscillation du peuplement, avant même la crise engendrée par la dévaluation argentine (suspension des cotations en décembre 2001).

2 - Une conjoncture favorable au développement de la fonction commerciale des villes boliviennes.

On cherchera ici quelques repères, en examinant les déterminants économiques et institutionnels d'un cycle du commerce qui a considérablement marqué l'urbanisation du Sud bolivien. Plusieurs facteurs contribuent à déclencher une véritable hypertrophie de la fonction commerciale des villes-frontière boliviennes au cours des années 90. Dans la sphère macro-économique tout d'abord, la fluctuation des taux de change fait de la Bolivie un pays particulièrement bon marché pour les Argentins. En effet, dans les deux pays des recettes néo-libérales ont été appliquées pour juguler (avec succès) l'hyper-inflation, mais tandis qu'à partir de janvier 1992 la politique monétaire argentine fixe la parité peso-dollar, le boliviano continue de se déprécier : 1 dollar vaut⁸⁴ 2,35 \$bol en 1988, 4,27 \$bol en 1993, 6,17 \$bol en 2000. La valeur réelle⁸⁵ du peso par rapport au boliviano [FIG IV-9 ci-dessous] augmente fortement entre 1990 et 1994 (+75%), traduisant la hausse du pouvoir d'achat argentin. Bien que ce taux de change reste dès lors assez haut, la baisse de 15% observée après le pic de 1994 contribue peut-être à modérer la fréquentation des villes-frontière boliviennes, par les Argentins.

FIG IV-9 Taux de change officiel des monnaies bolivienne et argentine en dollar et indice du taux de change réel peso/boliviano, de 1990 à 2002.



Source : INE, Banco Central de Bolivia.

⁸² Rappelons que selon la Loi de participation populaire [chapitre 1-II-B], la dotation fiscale des *municipios* est calculée au prorata du nombre d'habitants.

⁸³ 64.611 habitants de fait, pour 62.596 résidents habituels.

⁸⁴ Moyenne du change officiel à la vente, selon les annuaires statistiques de l'INE.

⁸⁵ « Alors que le taux de change nominal, S, mesure le prix relatif de deux monnaies, le taux de change réel se définit donc comme rapport entre deux pouvoirs d'achat... il s'agit cette fois encore d'un prix relatif, non plus de deux biens, ou de deux monnaies, mais de deux paniers de consommation... », dans F. Aftalion et E. Losq (1995), *Les taux de change*, p. 27.

L'économie de la drogue ensuite, est un facteur de stimulation du commerce transfrontalier, peu mis en avant mais logiquement déterminant. Selon A. Labrousse⁸⁶, « L'économie de la cocaïne est non seulement un ballon d'oxygène pour l'économie bolivienne tout entière et une source d'emplois, elle stimule et finance à son tour d'autres activités illicites comme la contrebande des 'fourmis' qui introduisent des denrées alimentaires, des appareils électro-ménagers, *et cetera*, fabriqués dans les pays voisins (Argentine, Brésil, Chili) et revendus ensuite sur les marchés noirs des principales villes ». La forme la plus commune et directe de faire du blanchiment d'argent en Bolivie a été l'importation de biens par contrebande ; il existe un lien direct entre narcotraffic, contrebande et croissance du secteur informel⁸⁷. Dans ce schéma, les villes-frontière du Sud ont certainement constitué des plaques tournantes, également par le biais d'investissements immobiliers (beaucoup d'hôtels notamment) qui ont activé le marché local de la construction. Il est alors utile de savoir que l'économie de la drogue a connu un pic de prospérité au début des années 80, que l'intervention américaine de 1986 marque le début de la militarisation du Chaparé et de l'éradication de la coca⁸⁸, mais que l'activité prospère jusqu'aux alentours de 1994, si l'on se réfère aux statistiques du Département d'Etat américain. Toutefois, malgré la réduction drastique des superficies de cocaïers illicites, le rôle de la Bolivie semble dès lors se reporter sur la fabrication du produit fini, le chlorhydrate de cocaïne, exporté essentiellement via le Brésil⁸⁹.

A ce conditionnement « macro-économique », s'ajoutent des facteurs sociaux internes, qui contribuent à précipiter le développement de la fonction commerciale de villes-frontière, dont la croissance revêt alors un caractère explosif. En Bolivie, « L'urbanisation ne s'effectue pas en fonction de la capacité productive des villes qui a toujours été faible et lente à se développer, entraînant le phénomène du chômage et du sous-emploi, et la croissance vertigineuse du secteur informel qui absorbe surtout des contingents de population migrante »⁹⁰. Une expression de cette réalité est l'extraordinaire capacité des individus à s'occuper dans des labours dont la rémunération est tragiquement aléatoire et infime. La suroccupation des niches économiques, la fragmentation du travail sont telles qu'inversement, l'émergence d'une activité de base recèle un potentiel d'attraction disproportionné. Quand cette activité a trait au commerce de détail, un secteur où n'importe qui pratiquement peut être tenté de se lancer, l'impact démographique est maximisé. Or, selon l'anthropologue O. Jerez, dans le cas de Bermejo, une vague migratoire antécédente à la conjoncture très favorable du taux de change, aurait déjà contribué à faire de la ville « un important centre de commerce de détail, formel et informel » : il s'agit de l'installation entre 1986 et 1990, de mineurs délocalisés qui, pourvus d'un petit capital, ont redéfini leur stratégie de subsistance en devenant

⁸⁶ A. Labrousse (1990), *L'économie de la drogue en Bolivie. La crise de l'emploi, les migrations et une autre formule de développement*, *Revue internationale du travail*, vol.129, 1990, n°3, p. 374.

⁸⁷ *El blanqueo de dinero en Bolivia*, interview de Benjamín Grossman Parrondo, in *Temas en la crisis*, año XVII - n°52. I-98, p. 25.

⁸⁸ G. Cortes (1995), *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*, p. 163.

⁸⁹ Labrousse (2002), *Atlas géopolitique des drogues*, pp. 111-113.

⁹⁰ G. Sandoval (1999), *Rasgos del proceso de urbanización de las ciudades en Bolivia : 1998*, in *Sociólogos en el umbral del siglo XXI*, p. 42.

commerçants⁹¹. Si l'on peut douter de l'importance primordiale de ce secteur social dans les flux migratoires qui ont nourri la croissance des villes-frontière, il y a néanmoins là l'expression d'une idée intéressante, à savoir qu'une certaine surreprésentation de migrants investisseurs aurait précédé l'euphorie de l'activité commerciale. De ce point de vue, le processus démo-économique peut être envisagé dans un rapport de causalité plus complexe, où c'est aussi la ressource humaine présente qui aurait prédisposé les villes-frontière à se développer, et pas seulement leur situation géographique et la rente différentielle qui apparaît de façon conjoncturelle.

3 - Une frénésie éphémère : le problème de l'asynchronie des enquêtes.

Enfin, l'exposé des facteurs ne contribuerait pas à expliciter concrètement l'engouement commercial dont ont bénéficié les villes-frontières boliviennes, si l'on n'évoquait la permissivité des douanes des deux pays. Côté bolivien, le peu d'effectivité de la taxation des importations et le niveau des charges acquittées par les commerçants abaissent considérablement le coût des produits par rapport à l'Argentine, sans compter la prolifération des contrefaçons. Côté argentin, profitant de la vogue du tourisme d'achat (les « *tours de compras* »), les transportistes des grandes villes du Centre et du Nord alimentent une noria de petits commerçants et de particuliers séduits par les « bonnes affaires » de Yacuiba. L'un des reportages de Sergio Carreras, dans le quotidien régional argentin (Cordoba) « *La voz del interior* »⁹², décrit l'expérience de l'un de ces voyages et comment il est techniquement possible de s'affranchir des droits de douane argentine⁹³, en ayant recours à des passeurs, qui contournent le point de passage officiel. Yacuiba polarise alors fortement cet essor économique sans commune mesure avec les autres localités, c'est la ville phare du commerce transfrontalier. Au plus haut de la période arrivent chaque jour à Salvador Mazza entre 70 et 80 bus, déchargeant une nuée de touristes qui passent le pont international où les attendent dans le quartier de Pocitos, les taxis qui font la navette avec le centre de Yacuiba⁹⁴. De nombreuses personnes effectuent régulièrement le voyage, alimentant ainsi leur fond de commerce et le développement dans le Nord-ouest argentin, de nouveaux marchés populaires : petites surfaces commerciales concentrées dans des galeries « à la bolivienne » et grandes foires⁹⁵. Ces va-et-vient dont les immigrés boliviens en Argentine (ou des

⁹¹ O. Jerez (2001), *op. cit.*, p. 173 : « Ces ex mineurs ont des difficultés pour s'insérer avec succès dans la région de Bermejo comme agriculteurs [...] Cette croissante population migrante a provoqué une augmentation de la population à la frontière et le développement de l'activité commerciale comme base de subsistance. Ainsi, à partir du changement radical dans lequel les gens se trouvent, ils se sont transformés en commerçants, puisque cette activité ne requiert pas vraiment de préparation ni de formation. Bien que certains aient pu utiliser des pratiques de négociation et d'échange qui existent dans les terres hautes. »

⁹² *La voz del Interior* : 17/01/1999, *Cómo es el shopping de los argentinos en Bolivia* ; 18/01/1999, *La aventura de ser contrabandista por un día*.

⁹³ Théoriquement, chaque individu entrant dans le territoire argentin avait droit à 150 pesos (autant de dollars) de marchandise, le surplus étant majoré d'une taxe de 50%.

⁹⁴ Le nombre de ces taxis (les autorités évoquent des estimations entre 2000 et 5000 unités) est l'un des aspects remarquables de l'effet multiplicateur de l'essor du commerce. La course - quasi obligatoire - entre le pont international et le centre de Yacuiba où se situent les galeries importantes se situant à 6 kilomètres vaut 1 peso. Et ce sont ces mêmes taxis qui peuvent se charger le cas échéant de contourner la douane avec les marchandises achetées. A Bermejo, ce sont les *chalanas* (des petites barques permettant de traverser la rivière) et les taxis allant d'Aguas Blancas à Oran qui bénéficient de la santé du commerce.

⁹⁵ O. Jerez (1998), *Los procesos de urbanización en el sur boliviano : el caso Bermejo*, in *Pasado y presente de un mundo postergado*, p. 279 : « Les ajustements socio-économiques de l'actuel Gouvernement national argentin sont à l'origine de la

argentins d'origine bolivienne) pourraient avoir été les principaux agents, sont une expression tangible des connexions transnationales qui contribuent à l'objectivation d'une vaste région transfrontalière.

Cependant, la frénésie du commerce est éphémère car l'économie argentine se dégrade et des mesures de restriction sont appliquées à partir de 1999, pour restreindre les entrées de marchandises étrangères et diminuer la contrebande. Parallèlement côté bolivien, la mise en application de la Loi 1990 des douanes (1999), sous pression du FMI, entrave aussi la contrebande et limite le champ de l'économie informelle. Une étude d'urbanisme de l'époque⁹⁶ impute à ces facteurs la baisse de 42% de la valeur des impôts perçus en 1999. Effectivement, lors de nos premiers passages dans les villes-frontière entre août et octobre 2000, la période euphorique du commerce était bien révolue, la passivité « mythique » des douanes argentines n'avait rien d'évident et l'idée de crise était régulièrement évoquée par nos interlocuteurs de part et d'autre de la frontière. Plus encore du côté argentin peut-être, où la région de Tartagal est sinistrée après la privatisation d'YPF⁹⁷ ; et bien que retardée grâce à un système de compensation superficiel⁹⁸, la crise sociale est alors bien présente. C'est d'ailleurs dans cette région entre autres, que l'on observe les premiers mouvements de *piqueteros*, ces « travailleurs sans emploi » bloquant les routes et manifestant, qui constitueront une véritable force sociale à l'échelon national, après la dévaluation. Il existe donc un contexte de fragilisation de l'économie du commerce transfrontalier, l'année 1999 pouvant constituer un repère. La fin du cycle est, elle, beaucoup moins hypothétique, puisque la dévaluation argentine change radicalement les conditions de l'interaction commerciale.

Le décollage *a priori* soudain de l'économie des villes-frontière boliviennes au début des années 90, le pic probable de l'activité commerciale en 1994, le déclin précipité à partir de 1999 et le coup d'arrêt brutal de décembre 2001, se traduisent-ils dans les faits de population ? Si l'on dispose maintenant des repères nécessaires à l'interprétation des effets démographiques de ce cycle économique de la frontière, la chronologie des enquêtes que nous entendons utiliser implique des contraintes méthodologiques. ENYAC (enquête de Yacuiba en avril 2002) autorise un regard rétrospectif sur l'ensemble du cycle de prospérité, à partir de l'observation de la population encore présente en pleine tourmente monétaire argentine. ENTAR (enquête de Tarija, septembre 2001) pourrait permettre de capter d'éventuels mouvements migratoires en provenance de Yacuiba ou de Bermejo intervenus avant la dévaluation. ENVIL (enquête de Villa Montes, Caigua et Carapari en juillet 2002), peut avoir la même utilité qu'ENTAR, dans le contexte de l'approfondissement de la crise argentine et du marasme des villes-frontière boliviennes. Car dès lors, la

présence et de la multiplication de marchés urbains. Ces petits commerces dans les villes San Salvador de Jujuy et Salta s'organisent en « *paseos de compras* » - des locaux commerciaux divisés en petits espaces -, populairement nommés *tarijitas*, pour l'origine bolivienne supposée des marchandises qui s'y trouvent. Bien que certaines de ces marchandises s'achètent « officiellement » en Argentine (spécialement à Cordoba et Buenos Aires), la majorité des commerces s'alimentent avec des produits ramenés de la frontière argentine-bolivienne. Un facteur important est la présence des grandes foires dans les villes du Nord (par exemple Alto Comedero à San Salvador, les ferias de San Pedro, Perico, Monterrico, pour en citer quelques unes), où se concentrent des petits producteurs, des vendeurs de nourriture, de vêtements, d'outils, de meubles, de pièces automobiles etc. ; ces foires se convertissant en centres importants pour les petits commerçants urbains comme pour la population en général. »

⁹⁶ *Plan de readecuación financiera de la ciudad de Yacuiba* (2000), Estudio contable Fernandez.

⁹⁷ La privatisation de Yacimientos Petrolíferos Fiscales, l'entreprise publique d'exploitation et de transformation des hydrocarbures, rachetée par REPSOL a entraîné des licenciements massifs dans la région de Tartagal.

⁹⁸ Les *planes trabajar* ont créé 2.000 postes de travail à 200 pesos mensuels pendant un temps.

rente différentielle s'inscrit du côté des villes argentines, ce sont les Boliviens qui ont intérêt à faire leurs courses chez le voisin⁹⁹. ENTOL (enquête des localités de la vallée de Tolomosa) enfin, révèle une absence de connexion du paysannat de ce secteur de la vallée centrale, avec les villes-frontière. Ce qui se conçoit bien, dans la mesure où les migrations sont assez spécifiquement orientées vers quelques régions agricoles argentines. En définitive, dans le prolongement de la démarche préconisée au chapitre 3 [II-A], nous essaierons d'alimenter la description du mouvement d'urbanisation de la frontière, en exploitant le « potentiel de redondance » des enquêtes réalisées à Yacuiba, Villa Montes et Tarija.

* * *

Parmi les principaux facteurs de la rente différentielle ayant favorisé le développement de la fonction commerciale des villes boliviennes au début des années 90, on a noté l'évolution des taux de change et la généralisation de la contrebande, stimulée par l'économie de la drogue et la passivité des douanes. Inversement, c'est l'altération de ces mêmes mécanismes qui conduit à la fin du cycle de prospérité. Au-delà de l'impact en termes de concentration urbaine révélé par les recensements, la temporalité d'un processus probablement bref et intense reste à mettre en évidence. Dans cette phase de croissance des villes du Sud bolivien, le cas de Yacuiba apparaît comme le plus important. Cette ville est certainement le principal réceptacle des effets de la conjoncture qui a conduit des milliers de migrants internes boliviens à tenter leur chance sur la frontière. L'enquête ENYAC offre maintenant l'opportunité d'analyser certains aspects du phénomène et d'apporter des éléments de réponse aux questions en suspens, après cet exposé de contextualisation.



Photo IV-3 Embarquement de marchandises, à Aguas Blancas (rive argentine du río Bermejo).

Au premier plan, des Boliviens chargés de marchandises vont rejoindre la ville de Bermejo par voie fluviale, à bord d'une *chalana*. La rente de position s'est inversée et les surfaces commerciales de Bermejo se sont vidées. On perçoit en arrière plan des bâtiments non terminés ; la construction de ces immeubles destinés au commerce a été interrompue par la crise. Ce caractère est récurrent dans toute la ville, ainsi qu'à Yacuiba. La physionomie des villes-frontière est fortement marquée par l'intensité et la brièveté du cycle de prospérité des années 90.

N. d'Andréa, 2002.

⁹⁹ D'après le compte rendu de mission de P. Hamelin relatif à l'enquête ENYAC 2002 : « La ville est en pleine récession [...] beaucoup de locaux commerciaux sont fermés ou à point de l'être et de nombreux logements sont inoccupés, à louer ou à vendre. Les hôtels sont vides et certains pensent fermer totalement. Des officiels affirment que la ville aurait perdu plus de la moitié de sa population depuis le recensement de septembre 2001, ce qui paraît très exagéré. [...] Nous constatons que de nombreux commerçants ont ouvert des surfaces commerciales à Tarija pour écouler leurs stocks invendables à Yacuiba ».

B - Yacuiba, archétype de la ville-frontière : trois facettes d'un modèle original d'urbanisation.

Que l'émergence soudaine des villes-frontière dans le panorama des villes moyennes signale un « modèle original d'urbanisation »¹⁰⁰, ne fait guère de doute. Que le modèle se décline avec de forts contrastes nous semble aussi notable, du moins sur la frontière étudiée. Le caractère démesuré du cas de Yacuiba recèle probablement toutes les composantes fondamentales du phénomène, de manière amplifiée et donc propice à l'analyse. Cependant, notre observation intervient pendant la crise, dans une phase de dépopulation qui n'est avérée par aucune statistique publique. La pondération de la population enquêtée par ENYAC permet justement de proposer une estimation¹⁰¹ hors foyers collectifs (hôpitaux, hôtels), qui situe début avril le nombre des résidents de droit à 57.700 individus. Ce chiffre implique un taux de variation annuel moyen de l'ordre de -13% par rapport à septembre 2001, peut-être surévalué, mais pas au point de mettre en doute l'existence d'une dynamique de dépeuplement très rapide. Hormis cet aspect, les effectifs n'ont toutefois que peu de ce sens. On partira en revanche de l'hypothèse que la population enquêtée est encore globalement représentative, en structure, des divers apports migratoires qui ont fait la ville. L'éclairage que nous entendons apporter sur le processus de concentration urbaine est fondé sur l'observation rétrospective des migrations, d'après les caractéristiques de la population non native [voir en annexe TEXTE 1]. Il s'articule en fonction de trois dimensions du modèle d'urbanisation, trois facettes quasi « paradigmatiques » : la ville-champignon [1], la ville-creuset [2], la ville-marché [3].

1 - La ville-champignon : la hausse des installations, indice d'une poussée de croissance violente et brève.

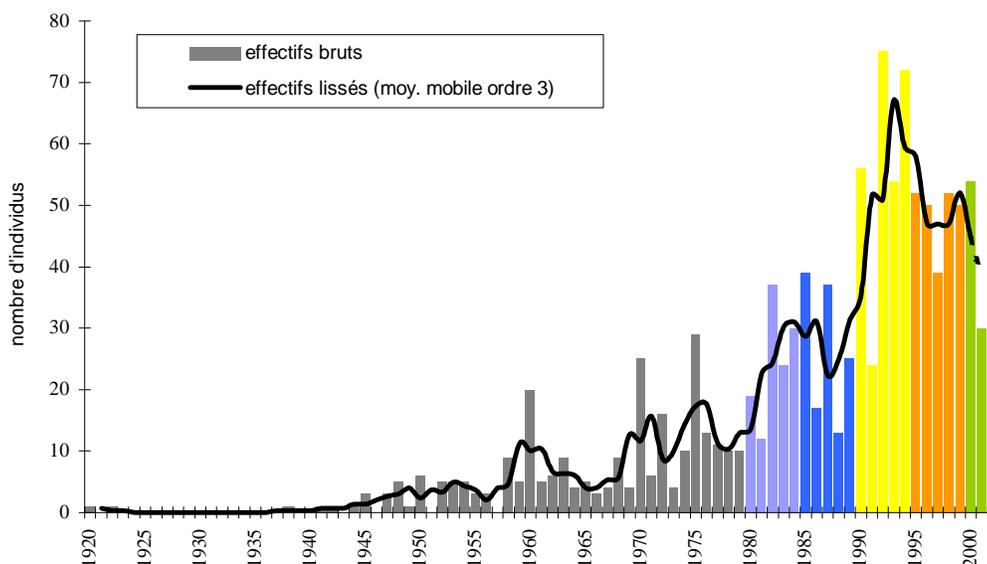
La simple distribution de la population non native de 15 ans et plus selon l'année d'installation, associée à une courbe de lissage [voir ci-dessous FIG IV-10] ou exprimée sous forme d'indice d'évolution [FIG IV-24], apporte une information inédite sur la croissance démographique de Yacuiba.

- La période antérieure à 1980 recèle une certaine hétérogénéité avec des pics suggérant davantage l'attraction des chiffres ronds que l'existence de véritables vagues d'installation témoignant de cycles de croissance économique antécédents. En l'absence d'investigation spécifique et de données historiques appropriées, on notera simplement que la population dont l'installation est antérieure à 1980 représentait 22% des non natifs de 15 ans et plus, à la date de l'enquête.

¹⁰⁰ Voir D. Menjot (1996), *La ville frontière : un modèle original d'urbanisation ?*, dans *Les villes frontière (Moyen Age, époque moderne)*.

¹⁰¹ Le sondage étant basé sur le cadastre et une identification actualisée des propriétés foncières à caractère résidentiel, la pondération offre une estimation pertinente de la population réelle.

FIG IV-10 Yacuiba - Les non natifs âgés de 15 ans et plus, selon l'année d'installation.



Source : ENYAC 2002 (1.177 cas).

- La seconde période (1980-1984) correspond aux dernières années de l'Etat providence et à la crise de l'hyper-inflation. On observe en tendance une élévation du nombre de personnes installées durant ces années là, 1982 constituant un pic notable et le nombre des installations restant dès lors assez élevé. Or c'est juste après, théoriquement de 1986 à 1987, que la ville aurait pu connaître un afflux d'immigrants lié au phénomène de la *relocalizacion* [voir chapitre 1-II-A-3]. Durant la troisième période (1985-1989), le mouvement observé ne constitue pourtant pas un moment de dynamisme exceptionnel de l'immigration. Il y a bien une oscillation notable entre 1985 et 1987, mais cette séquence s'apparente davantage à la continuité d'un cycle de croissance démographique dont la phase ascendante se déroule entre 1980 et 1984 (10% du total des non natifs de 15 ans et plus), et la phase descendante entre 1985 et 1989 (11% des non natifs).
- La quatrième période concentre 24% des installations ; la progression de l'indice est spectaculaire (+227% entre 1989 et 1990) et atteint deux pics historiques en 1992 (549) et 1994 (527). Si l'on admet que la population non native encore présente en avril 2002 est représentative, la structure des arrivées de migrants désigne les années 1992-1994 comme le paroxysme de l'explosion urbaine.
- L'impact des arrivées de la période suivante (1995-1999) n'en n'est pas pour autant négligeable puisque plus de 20% des non natifs enquêtés se sont installés à cette époque. Hormis l'année 1997, l'intervalle correspond à une relative stabilisation de la dynamique des installations.
- La dernière période, à la fois hétérogène et brève (2000-2002) est difficile à caractériser. Bien que l'on puisse envisager un effet de l'attrance des chiffres ronds, la variation d'effectif écarte l'hypothèse d'un fort ralentissement des installations dès l'année 2000. C'est clairement à partir de 2001 que la crise devient

manifeste. Quant à son évolution récente après la dévaluation argentine, le comptage étant effectué en avril, les chiffres ne sont pas interprétables.

Ainsi, la série chronologique des installations met à jour une caractéristique de concentration qui est la première traduction quantitative de la violence de la poussée de croissance, et valide l'expression « ville champignon ». Il apparaît également que malgré le ralentissement de la dynamique à partir de 1995, le niveau des arrivées reste haut jusqu'en 2000. L'année 2001 marque une forte rupture, mais les cas d'installation enregistrés début 2002 suggèrent une certaine inertie de l'immigration. Par rapport au conditionnement économique analysé auparavant, c'est une distribution assez cohérente qui se dessine, preuve que l'outil est valide. Il ne permet toutefois pas d'évaluer l'évolution de la balance migratoire, ni de savoir dans quelle mesure ces stocks déclinants traduisent la décroissance de la population locale. On peut en revanche se baser sur cette population non native enquêtée pour analyser des évolutions de structure.

2 - La ville creuset : la recomposition du peuplement, entre diversification des origines et nouvelle génération native.

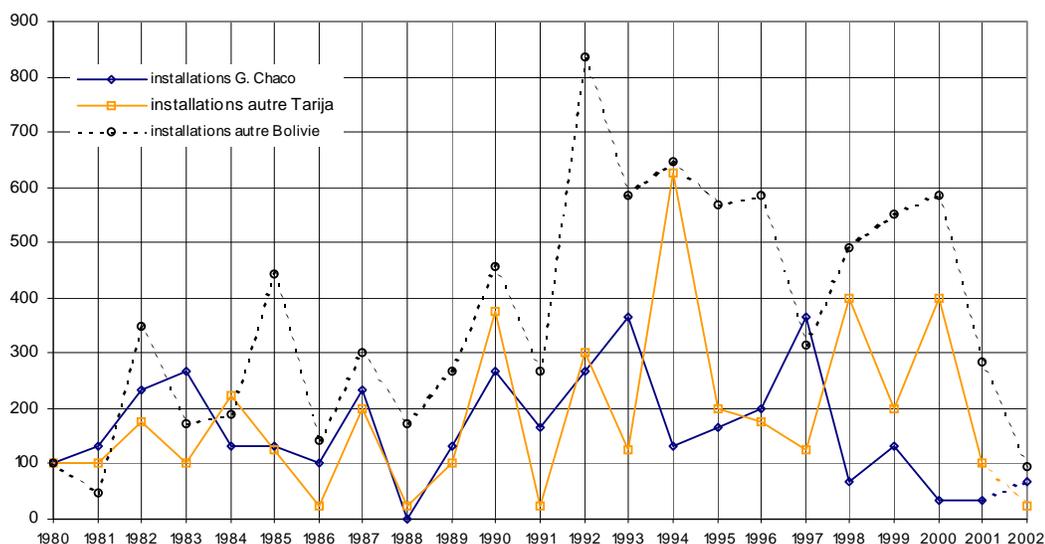
On peut aborder l'évolution des composantes régionales de l'immigration par une division rudimentaire de l'espace, permettant la comparaison de séries chronologiques annuelles. [a]. On s'intéressera ensuite spécifiquement à la migration d'origine extra-départementale, qui montre combien le rayonnement traditionnel de Yacuiba s'est étendu [b].

a - Chroniques comparées (1980-2001).

- La variable « lieu de naissance » révèle chez les non natifs une importante composante extra-départementale - 60% sont natifs d'un autre département et 5% de l'étranger¹⁰² - et une composante interne que l'on divise ici en deux zones : la région proche limitée à la province Gran Chaco (13%) et le reste du département du Tarija (21%). La population non native distribuée selon l'année ou la période d'installation [voir ci-dessous FIG IV-11 et TAB IV-31 en annexe] et ventilée par région, suggère des processus contrastés.
- Le pic des installations de 1985 est déterminé par l'immigration d'origine extra-départementale, cette année constituant un seuil : avant 1980, les natifs des autres départements représentent 58% du total, entre 1980 et 1984 cette part s'affaïsse à 47%, puis les périodes quinquennales suivantes indiquent un pourcentage stable d'environ 64%. Après 1985, l'immigration extra-départementale se distingue aussi par une progression plus rapide, que signale notamment le pic exceptionnel observé en 1992 (il y a 3 fois plus de migrants survivants installés en 1992 qu'en 1991, 9 fois plus qu'au début de la décennie 80).

¹⁰² Soit 59 cas de personnes nées en Argentine et 3 cas dans un autre pays étranger.

FIG IV-11 Yacuiba - Les non natifs de 15 ans et plus, selon l'année d'installation, par région de naissance : indice d'évolution (1980-2002).



Source : ENYAC 2001. Base 100 = moyenne des années 1979, 1980, 1981.

- La fréquence et l'ampleur des oscillations des installations de la population native de la province Gran Chaco suggèrent une autre sensibilité aux évènements socio-économiques. L'année 1985 ne constitue pas un seuil, alors que les deux principales hausses (1993, 1997) correspondent à des baisses rapides chez les migrants d'autres origines. L'élément le plus notable est toutefois la baisse de la part relative de ce courant migratoire : le poids des natifs de Gran Chaco culmine entre 1980 et 1984 (20% du total), se situe à 11% pour la période 1995-1999 et chute récemment (4% pour 2000-2002). Cette tendance est significative de la plus grande réactivité des immigrants de la région proche, à la crise de Yacuiba. Deux explications peuvent être avancées : d'une part, le facteur de proximité du lieu d'origine confère une certaine facilité de retour, et la baisse des stocks de migrants constatée serait en partie imputable à un taux de ré-émigration supérieur ; d'autre part, l'exode rural régional est susceptible de s'être en partie redirigé vers Villa Montes, dont le volume des installations est au plus haut depuis 1996 [voir partie C concernant cette hypothèse].
- Quant à la population native des autres provinces du Tarija, la distribution selon l'année d'installation révèle un profil intermédiaire : son modèle est proche de celui de Gran Chaco jusqu'en 1993 ; le pic de 1994 est spécifique à ce courant ; la chute qui s'ensuit (1995-1997) est non moins singulière ; la récupération à partir de 1998 puis la forte baisse de 2001 s'inscrivent dans la tendance globale.

b - La population d'origine extra-départementale.

Complétant la perspective du chapitre 3 (partie III « Le cloisonnement de l'immigration »), le tableau TAB IV-32 associé à la cartographie de l'origine des non natifs dans le maillage provincial [CARTE IV-3], introduit l'observation de la dynamique des courants migratoires extra-départementaux.

- Les natifs du Chuquisaca sont la composante traditionnellement dominante de l'immigration (45% du total avant 1980) ; la période 1985-1989 indique une rupture, la part des chuquisaquéniens se stabilisant autour de 31% jusqu'à 1995-1999, pour s'amoinrir encore entre 2000 et 2002 (23%). Cette diminution progressive s'accompagne d'une repondération des grands bassins d'expulsion : ainsi, tandis que la part provenant des provinces Tomina et Hernando Silez (zone de transition entre vallées andines et vallées subandines) se rétracte ; la proportion originaire de la province-capitale (Oropeza) et principalement de Sucre, se renforce.
- Les natifs du Potosi se situent au second rang toutes périodes confondues et témoignent d'une autre dynamique : leur proportion augmente au début des années 80 et reste stable (autour de 25%), jusqu'à la période la plus récente, qui voit le pourcentage de Potosiniens diminuer de moitié. En termes de distribution interne, la part de la province-capitale (Tomas Frias) est relativement constante (environ 25%), tandis que les provinces Nor Chichas et Chayanta sont en tendance de moins en moins représentées. On peut par ailleurs noter la concentration récente des natifs du Sud Chichas.
- Les natifs du Santa Cruz, troisième courant fort, se signalent par deux ruptures de tendance : ils sont peu présents dans les contingents arrivés entre 1990 et 1999 et apparaissent majoritaires durant la période 2000-2002 (33%). L'origine se répartit essentiellement entre deux zones : au centre, le poids de la « région intégrée » (A. Ibañez, O. Santiestevan, Warnes) s'accroît ; tandis que l'importance des provinces méridionales situées entre vallées subandines et piémont chaquéen tend à se réduire au cas de Cordillera.
- Les natifs du département de La Paz forment une composante mineure des migrants installés avant 1985 (moins de 6%) ; leur présence s'affirme entre 1985 et 1994 (environ 8%), et les deux dernières périodes signalent la nouvelle importance de ce courant migratoire (16% de la population arrivée entre 2000 et 2002).
- La distribution des natifs du Cochabamba suggère un processus similaire de renouvellement des flux, avec un seuil d'accélération plus marqué, à partir de la période 1985-1989, et la stabilisation de la part de ce courant à 9% jusqu'à une nouvelle hausse qui porte la part des *cochabambinos* à 16% des migrants arrivés entre 2000 et 2002.
- Les natifs d'Oruro enfin, constituent un courant peu significatif dans l'ensemble, mais dont l'installation est concentrée dans le temps, les trois quarts des arrivées se situant entre 1990 et 1999.

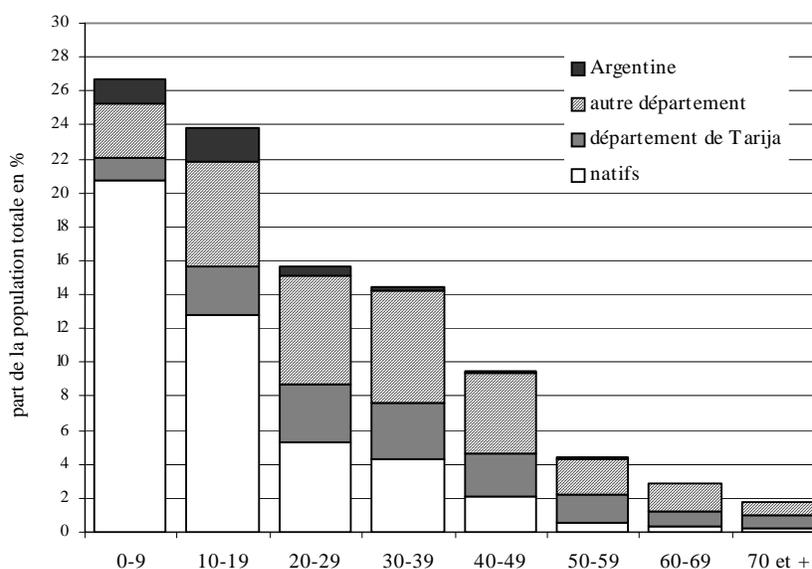
Les encarts A), B), C), D), E) de la planche cartographique [CARTE IV-3] synthétisent la tendance au niveau départemental, par l'écart au profil traditionnel¹⁰³. On voit bien ainsi que la seule constante est la réduction de la part des migrants provenant du Chuquisaca et parallèlement, une certaine augmentation de la dispersion des origines, à laquelle les événements politico-économiques du milieu des années 80 ne donnent aucun sens. Le courant du Potosi augmente dès la période 1980-1984, et 1985-1989 signale un renforcement de toutes les provenances, non limité aux départements miniers comme on aurait pu s'y attendre. Le fait est

¹⁰³ Soit P(0), le profil traditionnel défini comme la distribution des non natifs arrivés avant 1980, selon le département de naissance, exprimée en pourcentage : Chuquisaca 45,3% ; La Paz 6% ; Cochabamba 6,7% ; Oruro 1,3% ; Potosi 21,3% ; Santa Cruz 18% ; Beni 1,3% ; Pando 0%.

Soit P80-84, la distribution des non natifs arrivés de 1980 à 1984, selon le département de naissance. Pour la population non native arrivée de 1980 à 1984, l'écart au profil traditionnel $E = P(80-84) - P(0)$.

qu'à ce moment là probablement, Yacuiba n'était pas encore très attractive. Ce sont les années 90 qui nous font constater le renforcement massif de la composante occidentale de l'immigration. Finalement, la période 2000-2002 signale une véritable rupture, avec une contraction forte des arrivées de natifs du Potosi, du Chuquisaca et d'Oruro ; tandis que se renforce très nettement la présence des natifs du Cochabamba, du Santa Cruz et de La Paz. Une évolution qui n'est pas sans évoquer la prééminence économique de l'axe métropolitain, mais le poids des capitales n'est pas si déterminant¹⁰⁴. Ainsi, il existe un phénomène de diversification des origines du peuplement, sans rapport direct avec la crise de la *délocalisation* (1985-1987) qui démontre le progrès de l'intégration d'une ville comme Yacuiba dans l'espace national. La répartition des origines par province, avant et après 1985 [CARTE IV-3, encarts F) et G)], au-delà de l'écart du nombre de cas qui favorise la dispersion, exprime la complexification du système spatial. Un glissement s'est opéré entre la base aréolaire traditionnelle ancrée dans les provinces proches et une structure de diffusion réticulaire, reliant Yacuiba aux principales provinces-capitales et à leurs arrières-pays.

FIG IV-12 Yacuiba - La population totale selon l'âge et le lieu de naissance.



Source : ENYAC 2002.

En conclusion, la croissance de Yacuiba se caractérise par un double mouvement de recomposition du peuplement. D'une part, l'intensification de l'immigration, conjuguée à la diversification des origines départementales, a contribué à développer une diversité assez exceptionnelle pour une ville moyenne. On peut l'interpréter comme la trace du formidable rayonnement de la frontière Sud dans les années 90. D'autre part, cet apport massif de population jeune entraîne maintenant l'émergence d'une génération nombreuse de

¹⁰⁴ La faiblesse des effectifs n'autorise que des conjectures. Dans le cas des natifs du Cochabamba, la dispersion provinciale reste importante ; pour ceux du département de La Paz, la moitié est née dans la capitale. Dans le cas des natifs du Santa

natifs de Yacuiba. La simple répartition selon l'âge et le lieu de naissance de la population enquêtée en 2002, révèle le basculement : d'un peuplement à forte majorité non native, la structure de la population s'achemine vers un nouveau déséquilibre où la population née sur place est promise à une majorité durable. En effet, si seulement 46% de la population est native de Yacuiba en 2002 (pour 58% de natifs en moyenne, dans les villes orientales), les proportions observées dans les classes jeunes (77% chez les moins de 10 ans) augurent d'un phénomène de propagation rapide. Yacuiba traverse en fait une phase d'involution : l'impact de la migration s'est inversé, le solde migratoire reste la principale composante d'un accroissement démographique maintenant négatif, précipitant l'augmentation inéluctable de la proportion de population autochtone.

3 - La ville-marché : le commerce, une spécialisation relative.

On a évoqué l'idée d'un développement de la fonction commerciale des villes de la frontière Sud, du fait de leur vocation économique naturelle, décuplé par un effet de rente différentielle passager. Mais dans quelle mesure la structure de l'économie est-elle dynamique ? Les données du dernier recensement signalent encore une surreprésentation de l'emploi dans le commerce à Yacuiba (36% de la population déclarant un emploi), par rapport à la moyenne des villes boliviennes (23%) ou à Tarija (24%). Avec des catégories différant par la nomenclature et le mode de classement, les enquêtes du dispositif Frontarbol corroborent le chiffre relatif à Tarija ; quant à Yacuiba, nos données suggèrent un an et demi après le recensement, l'éventualité d'une diminution de la part des emplois dans le domaine du commerce (31%). Les variables renseignant l'activité lors de l'installation, chez la population non native, permettent de développer cette hypothèse¹⁰⁵ [voir TAB IV-35].

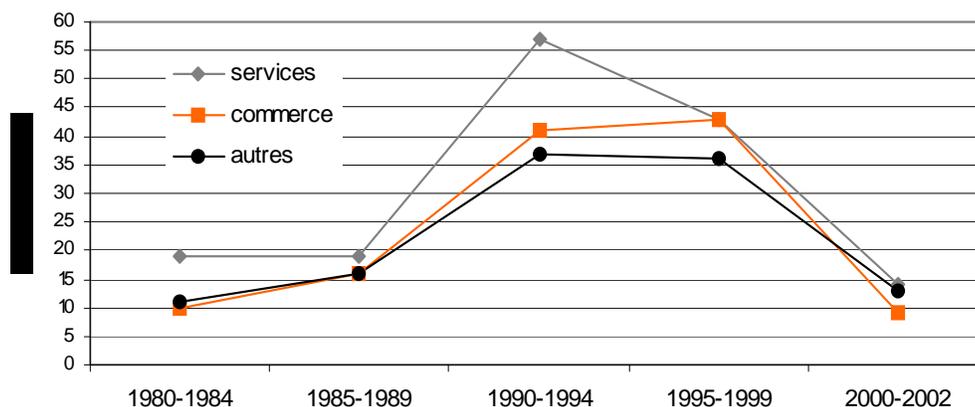
- Toutes périodes confondues, le commerce apparaît bien comme un domaine d'insertion de premier plan (29%), légèrement au-dessus des services privés (27%) ; les services publics (13%) et la construction (12%) constituent des domaines d'importance intermédiaire ; en deçà, seuls le transport (6%) et l'agriculture (6%) sont significatifs.

- Observée par période, la structure de l'emploi des immigrants au moment de l'installation révèle certains contrastes : jusqu'en 1984, un quart des arrivants s'insèrent dans le commerce ; les pourcentages dépassent 30% entre 1985 et 1994, mais c'est avec la cohorte 1995-1999, que la proportion culmine (35%) ; la fin du cycle de prospérité se signale par un retour au niveau minimum (25%), entre 2000 et 2002.

Cruz, la ville de Camiri en crise pourrait être une origine importante : sur 20 natifs du Santa Cruz installés entre 2000 et 2002, 9 cas sont nés à Camiri, une proportion biaisée par le nombre des ménages (3).

¹⁰⁵ On se réfère ici à la population totale des personnes ayant déclaré s'installer pour motif de travail, quel que soit l'âge d'arrivée, soit 488 cas.

FIG IV-13 Yacuiba - Les non natifs de 15 ans et plus selon la période d'arrivée, par catégorie d'activité à l'installation.



Source : ENYAC 2002

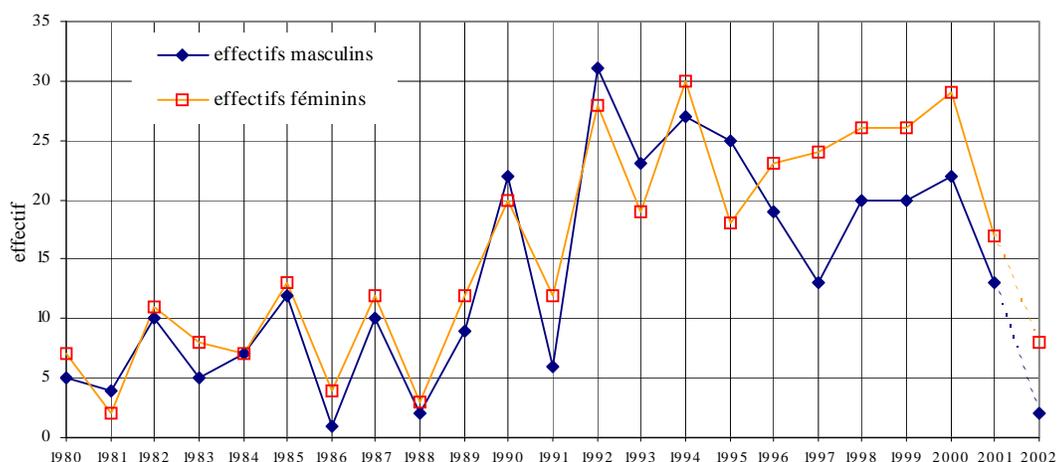
Si le domaine de variation de la part de l'emploi dans le commerce est moyennement étendu, c'est qu'il existe une croissance simultanée de l'emploi dans d'autres catégories d'activité [FIG IV-13 ci-dessus]. Au cours du cycle de prospérité, c'est principalement le transport, la construction, et les autres services (restauration, hébergement, travail domestique...) qui se sont développés. Le commerce est une activité de base, entraînant la croissance et la diversification de tout le marché de l'emploi.

A quels effets démographiques cette séquence de croissance puis de limitation des opportunités d'emploi renvoie-t-elle ? Les migrations de travail constituent un type de mobilité majoritaire mais non exclusif. Les stocks de population non native résidant encore à Yacuiba au printemps 2002 permettent d'observer la structure des motifs d'installation¹⁰⁶ [voir TAB IV-33, 34].

- Toutes périodes confondues, les deux principales modalités sont le travail (53%) et la famille (36%), cette dernière comprenant indistinctement les cas de l'épouse qui suit son conjoint, d'enfants accompagnant leur(s) parent(s) ou autres raisons familiales. Les déplacements pour raison d'études ou « autres » sont marginaux.
- On constate bien une élévation de la proportion des migrations de travail dès 1985-1989, culminant à 58% dans la période ascendante du cycle (1990-1994). La période 2000-2002 signale une rupture, l'impact de la contraction économique est manifeste, seulement 38% des installations correspondent à la modalité « travail ». Le mouvement migratoire s'est ralenti et la dimension familiale (44%), voire « scolaire » (11%) des mobilités s'est fortement accentuée.

¹⁰⁶ La comparaison des motifs d'installation par période implique d'homogénéiser les populations de référence [voir annexe TEXTE 1] ; on observe la sous-population constituée des individus non natifs de Yacuiba, arrivés à l'âge de 15 ans ou plus (813 cas).

FIG IV-14 Yacuiba - Les non natifs arrivés à 15 ans ou plus, selon l'année d'installation, par sexe (1980-2002*).



Source : ENYAC 2002. *2002, année incomplète.

Or, selon le motif d'installation, la composition sexuelle de la population se modifie. 70% des migrants masculins déclarent s'être installés pour raison de travail, alors que cette proportion n'est que de 39% chez les femmes, qui viennent majoritairement dans un cadre familial (54%), fait peu fréquent pour les hommes (14%). En période de prospérité du marché de l'emploi, la proportion de migrants masculins est au plus haut, le rapport hommes-femmes n'a jamais été aussi équilibré que de 1990 à 1994 ; le déclin économique s'amorçant, les effectifs masculins diminuent plus vite, la surféminité réapparaît [ci-dessus FIG IV-14].

* * *

La masse démographique atteinte au plus haut de l'essor de Yacuiba reste inconnue, mais les chiffres établis par les recensements de 1976, 1992 et 2001 signalent un processus d'urbanisation remarquable à l'échelle nationale, par sa rapidité et son volume. Tout d'abord, l'analyse rétrospective de la migration avec l'enquête ENYAC 2001 sur la seule base des installations fournit une première esquisse du déroulement : on constate un phénomène de développement ultra-rapide circonscrit dans la décennie 90 et précédé d'un petit essor dans les années 80. Yacuiba est une « ville-champignon » dont la croissance atteint son paroxysme dans l'intervalle 1992-1994. Ensuite, l'attractivité exceptionnelle de la ville se traduit par une dispersion géographique inédite de l'origine géographique des arrivants. De la fin abrupte du cycle de prospérité résulte une proportion galopante de natifs, qui fait de Yacuiba un cas très particulier de « ville-creuset ». Enfin, l'étude de la structure de l'emploi chez les non natifs durant la période d'installation nous a permis de relever un mécanisme fondamental de la « ville-marché ». L'analyse fait bien apparaître le commerce comme un pilier de l'économie, qui entraîne la croissance des opportunités dans les autres catégories d'activité. On constate par ailleurs que la structure des motifs d'installation est sensible au cycle économique et détermine la composition sexuelle des flux migratoires. Ainsi, l'essor a favorisé l'apport de migrants masculins tandis que la crise est sélective et constitue actuellement un facteur de féminisation de la population.

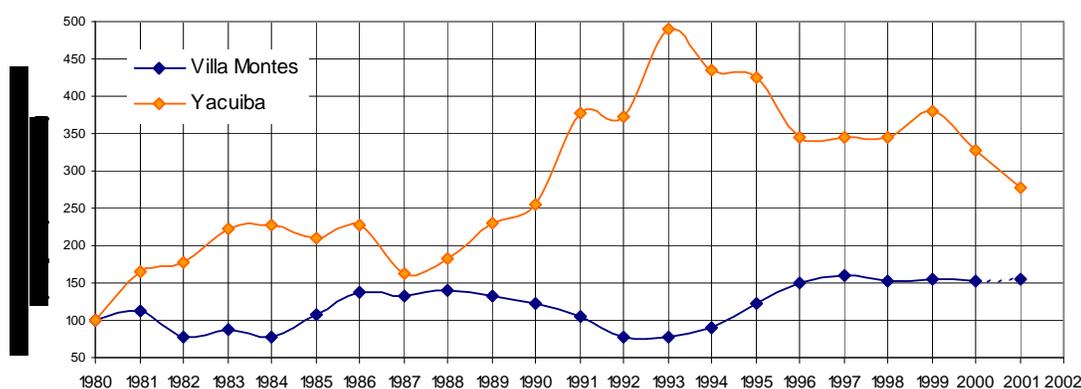
C - Des répercussions sur l'ensemble du réseau urbain départemental.

Nous cherchons à savoir ici dans quelle mesure le cycle du commerce transfrontalier a influé sur le processus de redistribution du peuplement départemental, au-delà de l'effet de concentration urbaine évident dont témoignent Bermejo et Yacuiba. La croissance démographique de cette dernière surtout, ne doit pas être appréhendée isolément. Le dispositif d'enquête Frontarbol offre l'opportunité d'évaluer certaines répercussions de cet essor éphémère, et d'améliorer notre compréhension des mécanismes de croissance du réseau urbain. C'est en premier lieu l'influence de la polarisation yacuibéenne sur la croissance démographique de Villa Montes qui retient notre attention : d'abord par un effet indirect, lié à la modification des paramètres de l'exode rural régional [1] ; puis sous l'angle des transferts de population directs entre les deux localités [2]. En second lieu, l'enquête de la population de Tarija fournit une perspective complémentaire concernant les flux et reflux occasionnés par le cycle du commerce transfrontalier [3].

1 - L'urbanisation du Chaco : une réorientation de l'exode rural régional ?

Entre les années censitaires 1976 et 2001, Villa Montes est devenue une petite ville (de 3.000 à 16.000 habitants), tandis que Yacuiba connaissait une rupture d'échelle (de 15.000 à 65.000 habitants) qui la situe aujourd'hui parmi les villes moyennes du pays. Les processus économiques diffèrent mais les masses atteintes par ces deux centres du piémont chaqueño distants de 90 Km, de surcroît rapprochés par le revêtement de la route dans les années 90, implique la probabilité d'une forte interaction démographique.

FIG IV-15 Yacuiba, Villa Montes - Comparaison de l'indice d'évolution du nombre d'installations (1980-2002).

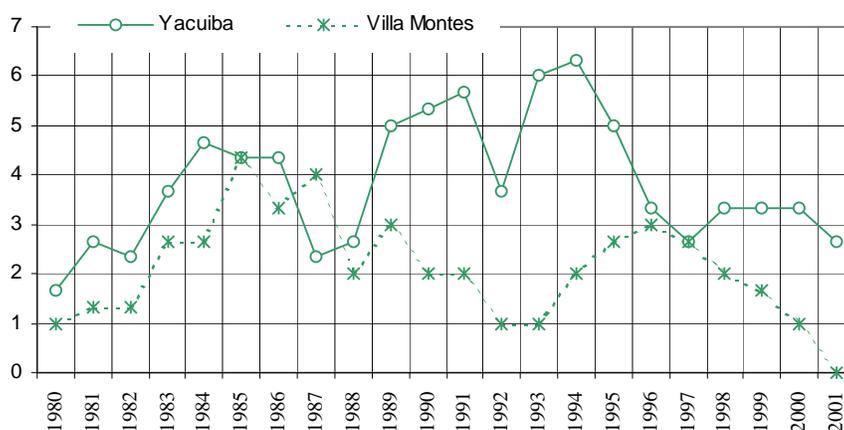


La base 100 correspond à la moyenne de 1979, 1980 et 1981.
Source : ENYAC 2002, ENVIL 2002.

Si l'on considère l'évolution du nombre des installations de non natifs comme un traceur de la croissance démographique, la comparaison des enquêtes ENYAC et ENVIL est révélatrice [ci-dessus FIG IV-15] : on constate en effet une forme de symétrie axiale, selon laquelle les dépressions de la série Villa Montes correspondent aux pics de croissance de la série Yacuiba. Notre hypothèse consiste à penser que la mutation

ultra-rapide de Yacuiba a pu détourner les flux migratoires des campagnes alimentant normalement la croissance de Villa Montes, dans la phase ascendante, cet effet s'estompant au fur et à mesure que la contraction économique s'affirmait. Les fluctuations démographiques de Villa Montes et Yacuiba seraient donc un facteur de réorientation de l'exode rural régional. Les profils migratoires observés respectivement [voir chapitre 3-III-B] conduisent à remarquer la surreprésentation commune de trois zones qui forment un petit quadrant Sud-est de la Bolivie : les vallées subandines et le Chaco départementaux ; les provinces Cordillera (Santa Cruz), Luis Calvo et H. Siles (Chuquisaca), concernant les origines extra-départementales. Un tiers des non natifs d'origine rurale à Yacuiba et 70% à Villa Montes [voir TAB IV-36] proviennent de cet ensemble. On perçoit bien dans le cas de Villa Montes l'ancrage local d'une petite ville au rayonnement plus limité et donc particulièrement sensible aux oscillations de l'attractivité de Yacuiba. Ce que l'on se propose de vérifier en observant graphiquement les corrélations éventuelles entre les dynamiques d'installation de la population rurale¹⁰⁷ de part et d'autre, ventilées par origine [voir graphiques ci-dessous et TAB IV-36].

FIG IV-16 Yacuiba, Villa Montes - La population d'origine rurale, native de la zone subandine du Tarija, âgée de 15 ans et plus, selon l'année d'installation (1980-2001).



Nombre de cas : Yacuiba 88, Villa Montes 47. Lissage par moyenne mobile d'ordre 3.

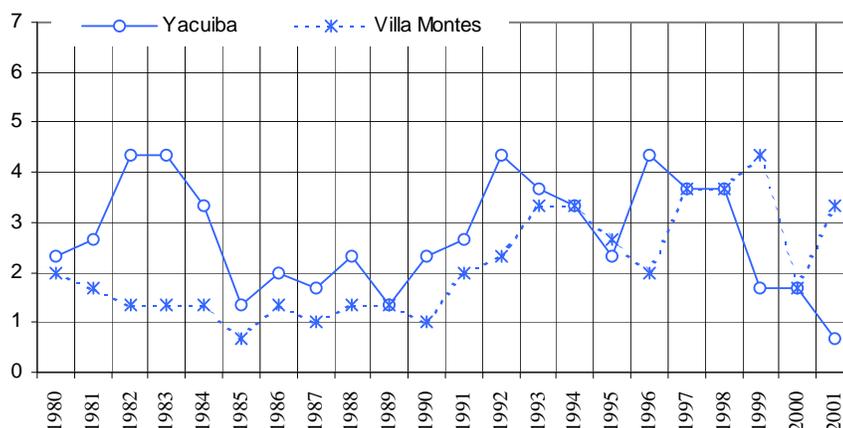
Sources : ENVIL 2002, ENYAC 2002. * 2002, année incomplète.

- L'immigration en provenance de la zone subandine provient essentiellement des *municipios* de Carapari et Entre Rios, les cas de natifs de la région de Bermejo sont marginaux. Ce courant migratoire est le plus représenté des trois à Yacuiba (16% des cas) et le moins important à Villa Montes (17%) où il se manifeste de façon inconstante. La superposition des chroniques montre deux phases où se manifeste un degré de liaison significatif. D'une part, le parallélisme des courbes entre 1980 et 1985 corrobore l'intensification de l'émigration dans la région. D'autre part, entre 1990 et 1996, l'augmentation du nombre des installations à Yacuiba semble diminuer l'intensité du phénomène à Villa Montes ; toutefois, les deux courbes présentent la même dépression autour de 1992, qui signifie que pour une raison inconnue, l'émigration de la région subandine ne s'est pas dirigée à ce moment là vers les villes du Chaco. Enfin, on constate en dernier lieu une totale indépendance entre les deux mouvements, le nombre des installations stagnant à un niveau assez bas à Yacuiba, tandis qu'il s'effondre à Villa Montes. Peut-être ce phénomène est-il interprétable comme un

¹⁰⁷ On représente ici les effectifs bruts car fortuitement, le nombre de cas et la dispersion des deux séries sont homogènes, ce qui évite le recours à une présentation sous forme d'indice ou avec double échelle.

ralentissement de l'exode rural en provenance de la zone subandine, grâce au déplacement de l'activité pétrolière [voir II-A-3].

FIG IV-17 Yacuiba, Villa Montes - La population d'origine rurale, native du Chaco de Tarija, âgée de 15 et plus, selon l'année d'installation (1980-2001).

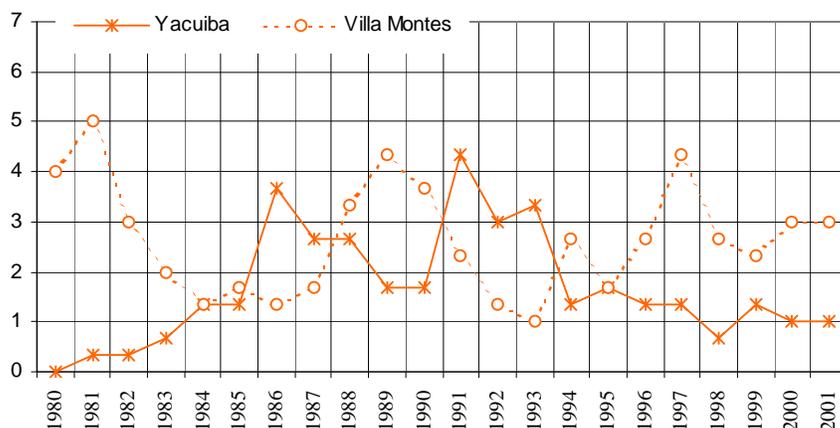


Nombre de cas : Yacuiba 60, Villa Montes 51. Lissage par moyenne mobile d'ordre 3.
Source : ENVIL 2002



- L'examen du courant originaire du Chaco, c'est à dire des localités rurales du piémont et de la plaine (cantons Aguayrenda, Caiza, Yacuiba et Villa Montes) indique un autre modèle de liaison. Les natifs de la zone représentent 10% des cas à Yacuiba, la proportion étant relativement stable, à l'exception de la période 1980-1984. En revanche à Villa Montes, cette migration de proximité compte pour le quart des effectifs et la proportion varie sensiblement selon les périodes (de 13% à 35%). La comparaison des courbes révèle trois séquences. 1) de 1980 à 1984, Yacuiba attire un nombre de migrants important et Villa Montes se situe à un niveau plutôt bas (15%), qui traduit une diminution de l'importance de ce courant par rapport au mouvement traditionnel (35% avant 1980) ; la liaison est nulle. 2) De 1985 à 1995, le parallélisme des courbes corrobore tout simplement la dynamique de l'expulsion. 3) Depuis 1996, inflexions et augmentations sont symétriques, le nombre des installations à Villa Montes est dépendant du rythme des installations à Yacuiba.

FIG IV-18 Yacuiba, Villa Montes - La population d'origine rurale, native des provinces L. Calvo, H. Siles ou Cordillera, âgée de 15 et plus, selon l'année d'installation (1980-2001).



Nombre de cas : Yacuiba 37, Villa Montes 62. Lissage par moyenne mobile d'ordre 3.
Source : ENVIL 2002



- Concernant la migration en provenance des provinces L. Calvo, H. Siles et Cordillera qui constitue une origine surreprésentée à Villa Montes (25% des ruraux), la liaison est forte durant la période allant de 1980 à 1996 environ : quand les migrants affluent vers Yacuiba, le nombre des arrivées s'effondre à Villa Montes ; inversement, quand les flux diminuent à Yacuiba, le niveau des installations remonte à Villa Montes. On peut donc penser que la croissance de Yacuiba exerce un « effet d'aspiration » ; inversement, les inflexions stimulent les installations à Villa Montes, au début des années 80, autour de 1989 et plus durablement, depuis le milieu des années 90.

En conclusion, chaque origine régionale a sa propre dynamique et la confrontation des chroniques révèle trois modèles de liaison très contrastés. Le cas des vallées subandines et du Chaco suggère une certaine primauté des conditions d'expulsion sur l'interaction entre les villes : les vagues d'installation sont souvent simultanées. C'est dans le cas des provinces voisines et de la population des vallées subandines pendant les années 90, que l'hypothèse de la sensibilité de Villa Montes aux cycles de croissance de Yacuiba est la plus vraisemblable. Certaines séquences se prêtent à l'idée d'un « détournement » des flux migratoires aboutissant « normalement » à Villa Montes et la progression récente des indices d'installation à Villa Montes tend à crédibiliser l'hypothèse d'une réorientation de l'exode rural régional.

2 - Un reflux migratoire sans précédent à Villa Montes.

Les liens entre la dynamique démographique des deux villes peuvent être analysés de manière plus probante en observant les échanges directs de population. Le degré d'interaction démographique de Yacuiba et Villa Montes s'affirme plus ou moins, selon le lieu duquel on observe le phénomène.

- Premièrement, l'interaction est assez faible si l'on se réfère à la population résidente de Yacuiba. L'enquête ENYAC permet de recenser 27 cas de natifs de Villa Montes, soit 2% à peine de la population de

15 ans et plus, qui représentent toutefois approximativement un millier d'habitants en pondérant, un ordre de grandeur moins anodin à l'échelle de Villa Montes. L'effectif brut ne se prêtant pas à une analyse détaillée, on signalera simplement les caractéristiques suivantes : les cas sont majoritairement féminins, la distribution des années d'arrivée est très dispersée et s'arrête en 1998, ces personnes sont essentiellement chef de ménage ou conjoint (20 cas) et aucune concentration d'âge n'apparaît. L'expérience migratoire de la population d'après le module « migration »¹⁰⁸ désigne rarement Villa Montes comme un lieu de résidence antérieur (3% des cas) et la localisation des enfants sortis du ménage est significative d'une faible interdépendance, avec 3 cas d'enfants à Villa Montes pour 357 cas résidant à l'extérieur de la ville. Or, le module « mobilités » qui enregistre les déplacements des personnes au cours des douze derniers mois¹⁰⁹ décèle 35 mobilités à destination de Villa Montes sur 621 cas, soit une proportion de plus de 5%, en légère contradiction avec ce qui précède. Le motif de ces déplacements qui durent entre un jour et une semaine le plus fréquemment (25 cas), est le travail (10 cas) et la famille (17 cas).

- Secondement, si l'on se réfère à la population résidente de Villa Montes d'après l'enquête ENVIL, le lien entre les deux villes est plus évident [voir TAB IV-37]. D'une part, dans la catégorie des non natifs de 15 ans et plus, les personnes nées à Yacuiba représentent une proportion de 6% et 8% chez les moins de 15 ans¹¹⁰. D'autre part, 13% des individus déclarant au moins une migration font référence à Yacuiba. L'effectif peut être divisé en deux catégories : les natifs de Villa Montes qui sont allés à Yacuiba et en sont revenus (30 cas) ; les personnes originaires d'un autre lieu que Yacuiba ou Villa Montes, qui ont effectué une migration à Yacuiba avant de s'installer à Villa Montes (38 cas). Ces trois sous-populations prouvent qu'il existe un impact démographique conséquent, d'un mouvement migratoire en provenance de Yacuiba que l'on peut classer en trois modalités : 1) le flux d'émigration des natifs de Yacuiba, 2) le flux de rémigration des Villamontois, 3) un flux de redistribution des immigrants installés à Yacuiba.

Afin d'évaluer l'évolution du mouvement migratoire en provenance de Yacuiba, on compose une série chronologique en agrégeant les trois sous-populations¹¹¹. Présentée sous forme d'indice, la chronique peut être comparée à celles des installations de migrants à Yacuiba et à Villa Montes [ci-dessous FIG IV-19].

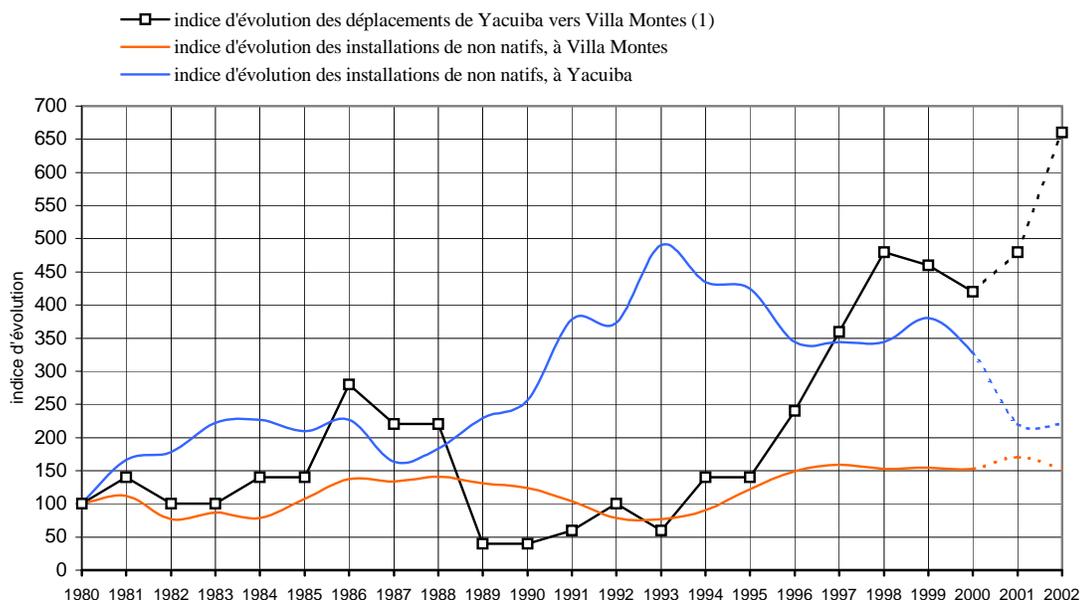
¹⁰⁸ Le module « migration » est appliqué aux personnes non natives du lieu enquêté, âgées de 15 ans et plus. Il recense les trois derniers déplacements ayant entraîné une durée de résidence d'au moins 6 mois dans un lieu autre que les lieux de naissance et d'enquête.

¹⁰⁹ Le critère d'absence est d'une nuit minimum passée à l'extérieur. Il peut s'agir d'un événement unique ou répété, c'est l'occurrence de la dyade Yacuiba-Villa Montes qui est comptabilisée.

¹¹⁰ L'une des spécificités d'ENVIL est le recensement de la localité précise du lieu de naissance, contrairement aux autres enquêtes du programme.

¹¹¹ On se réfère à l'année d'installation à Villa Montes dans le cas des non natifs de Villa Montes, et à l'année de départ de Yacuiba dans le cas des natifs de Villa Montes [TAB IV-37].

FIG IV-19 Villa Montes - La population âgée de 15 ans et plus, native de Yacuiba ou ayant effectué une migration à Yacuiba, selon l'année d'installation ou de retour à Villa Montes : indice d'évolution (1980-2002).



(1) Population native de Villa Montes ayant effectué une migration à Yacuiba (année de fin de migration) + population native de Yacuiba (année d'installation à Villa Montes) + population non native de Villa Montes ou Yacuiba ayant effectué une migration à Yacuiba avant l'installation à Villa Montes (année d'installation à Villa Montes).

- On constate une cohérence générale de l'indice des déplacements de Yacuiba vers Villa Montes, avec les indices d'évolution des installations, ce qui confirme l'hypothèse de l'interaction démographique. Quand la croissance Yacuibéenne donne des signes de ralentissement, le reflux sur Villa Montes est automatique.
- L'ampleur du mouvement migratoire en provenance de Yacuiba qui se développe depuis 1996, est sans commune mesure avec son pendant des années 80, comme l'atteste le niveau de l'indice d'évolution. La mobilité des individus dont on identifie le lien avec Yacuiba induit parfois celle de familles entières : une partie de la sous-population enfantine récemment drainée apparaît ainsi dans les 8% d'immigrés de moins de 15 ans dont le lieu de naissance est Yacuiba. Ce nouveau reflux est à la mesure de la crise de Yacuiba et devrait impliquer une réelle visibilité sociale dans la petite agglomération qu'est Villa Montes.
- Si l'effectif des non natifs en provenance de Yacuiba est concentré dans la période récente - un quart se sont installés entre 2000 et juillet 2002 [TAB IV-37], leur proportion s'amplifie rapidement, comme le révèle la série chronologique. Et même si la dernière cohorte d'arrivants (2002) n'est représentative que d'un semestre, elle suggère une inflation considérable du phénomène¹¹².

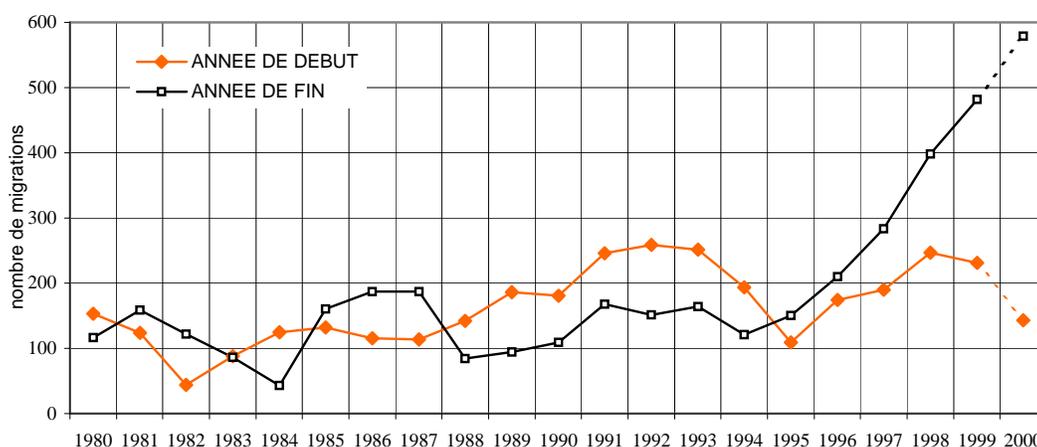
¹¹² L'effectif est de 12 cas, un seul ménage est représenté deux fois.

3 - Les transferts de population vers Tarija : le poids de la réversibilité migratoire¹¹³.

C'est peut-être dans la capitale départementale que l'empreinte des déplacements de population occasionnés par le cycle de développement des villes-frontière est la plus forte. En témoignent les sous-populations identifiables avec l'enquête ENTAR, même si le passage s'est effectué quatre mois avant la dévaluation argentine, en décalage avec ENYAC et ENVIL (28 et 29 septembre 2000). Globalement, on dénombre environ 4.500¹¹⁴ natifs de Villazón, Bermejo ou Yacuiba (soit 7% des non natifs de 15 ans et plus) et 17% des évènements-migrations¹¹⁵ concernent ces localités. Quel est le processus migratoire qui aboutit à de telles proportions ? On limitera ici notre explication au mouvement en provenance de Bermejo et Yacuiba, en procédant à l'analyse des variables du module « migrations ».

La population des évènements-migrations (soit 958 cas en effectif brut), permet plus commodément que celle des migrants (772 cas) dans un premier temps, d'évaluer la dynamique de ces déplacements. Les statistiques d'enquête signalent une année de début et une année de fin de la migration, offrant deux angles d'observation [voir TAB IV-38, 39 et ci-dessous FIG IV-20]. Les migrations vers Bermejo représentent 60% du total, effet de la liaison exclusive entre le Sud subandin et Tarija, que nous avons déjà notée [chapitre 3-II-B-2] ; mais la proportion varie selon les périodes.

FIG IV-20 Tarija - Les « évènements-migration » à Yacuiba ou Bermejo, chez la population de 15 ans et plus, par année de début et de fin.



Lissage des valeurs : moyenne mobile d'ordre 3, sauf année 2000 en valeur brute.
Source : ENTAR 2001.

- En observant la distribution selon l'année de début, on constate que l'engouement pour les villes-frontière est un phénomène récent, né dans les années 80. Auparavant, les migrations étaient peu orientées vers des localités tarijéniennes (villes-frontière 8%, autres 6%), mais davantage vers l'étranger (27%) et

¹¹³ Voir H. Domenach, M. Picouet (1995), *Les migrations*, p. 37.

¹¹⁴ Valeur pondérée.

¹¹⁵ Ont été enregistrées les trois dernières migrations impliquant un changement de résidence de six mois ou plus, de la population âgée de 15 ans minimum.

d'autres régions de la zone andine (47%). Ainsi, entre 1980 et 1984, 15% des événements-migration enregistrés sont dirigés vers les villes-frontière, le mouvement est instable et la part de Yacuiba équivaut aux deux tiers. De 1985 à 1989 (13%), les oscillations annuelles se réduisent et Bermejo concentre plus des trois quarts des installations, ce qui pourrait correspondre à la vague d'immigration évoquée par O. Jerez [voir A-2]. Mais contrairement à l'affirmation de cet auteur, nous n'identifions aucun lien avec le phénomène de la *relocalisation* des mineurs¹¹⁶, il est vrai sur un petit nombre de cas (13).

- C'est durant les années 90, conformément au schéma démo-économique observé depuis Yacuiba et Villa Montes, que les flux migratoires s'intensifient de façon manifeste. Pendant les années de prospérité du commerce, Bermejo concentre stablement environ 60% du mouvement migratoire observé rétrospectivement depuis Tarija (selon les années de départ). La distribution des installations révèle deux moments de concentration, de façon plus marquée que ne le montrait la courbe des installations de Yacuiba [voir FIG IV-10, p. 243] : le premier, autour de 1992, est suivi d'un véritable ralentissement vers 1995 et d'une reprise culminant autour de 1998. Durant la période 1990-1994, 21% des migrations captées se sont dirigées vers les villes-frontière, une importance inédite et éphémère, puisque à la période suivante la proportion est d'ordre moyen (14%) et continue de diminuer (11% entre 2000 et 2001).

- Le fléchissement de la proportion des installations dans les villes-frontière traduit bien l'effet de la contraction économique, mais la concentration des années de départ est un indicateur bien plus éloquent. C'est à partir de 1995 que l'accumulation démographique de la frontière commence clairement à se déliter¹¹⁷. Si l'on admet le principe d'une certaine représentativité des habitants de Tarija, l'écart entre le nombre des départs et des arrivées [voir ci-dessus FIG IV-20] constitue un « solde migratoire de la population migrante »¹¹⁸, suggérant qu'à partir de 1995, les villes-frontière perdent plus de population qu'elles n'en reçoivent.

- Le mouvement des départs s'intensifie alors de façon exponentielle, l'année 2000 constitue un pic dont on ne peut dire s'il correspond au maximum atteint, l'année 2001 étant incomplète. Un bilan très approximatif des transferts de populations des villes-frontière vers Tarija peut être exprimé à partir des pondérations de l'enquête ENTAR. De 1995 à septembre 2001, d'après la population âgée de 15 ans ou plus lors de l'enquête, la ville de Tarija aura accueilli au moins 2.000 personnes achevant une migration dans les villes-frontière du département et environ 1.500 natifs de celles-ci. A combien s'élèverait ce chiffre en incluant les enfants, qu'en est-il de la poursuite du mouvement après la dévaluation ? Les statistiques de Villa Montes et Yacuiba nous laissent supposer que le reflux devrait s'être considérablement amplifié à partir de 2002.

Brièvement, l'analyse de la variable « motif de la migration » [TAB IV-40] produit un éclairage sur la fonction de la frontière pour cette population revenue ou installée maintenant à Tarija. Conformément aux installations analysées à Yacuiba [voir B-3 et annexe TAB IV-33], la vocation économique des villes-frontière

¹¹⁶ Tous les individus installés ces années là sont natifs de Tarija, de la Vallée centrale ou de l'Argentine, et ne déclarent aucune migration antécédente vers les bassins miniers.

¹¹⁷ On fait ici référence aux données brutes et pas à la courbe lissée, qui sous-représente l'effectif correspondant à 1995.

apparaît clairement, le motif « travail » (48% des cas) étant nettement surreprésenté par rapport aux autres destinations. Celui-ci entraîne aussi la migration familiale : dans 31% des cas, le déplacement s'inscrit dans une logique de dépendance, les enfants ou le conjoint, suivent le chef de ménage. Mais certains de nos entretiens tendent à suggérer que ce sont également des nécessités familiales qui amènent à quitter la frontière et à s'installer/revenir à Tarija. Deux cas de personnes qui ont vécu et travaillé à Bermejo soulèvent l'importance de la stratégie résidentielle, qui amène à utiliser l'accumulation réalisée sur la frontière, pour investir à Tarija. Felix Z. (51 ans), ingénieur civil dépêché dans les années 70 pour réaliser divers travaux de viabilisation, a préféré s'acheter un 4X4 plutôt qu'une maison, alors qu'il gagnait très bien sa vie à Bermejo et que l'immobilier était vraiment abordable. Puis revendant la voiture, c'est dans un terrain à bâtir à la périphérie de Tarija que seront réinvesties ses économies. Parlant de ces années là :

« Personne ne construisait à Bermejo, parce qu'on y allait, on travaillait et on revenait à Tarija ou à Tupiza, Potosi ou ailleurs... Personne ne s'installait vraiment, personne ne voulait vivre à Bermejo. Pour la simple raison qu'il n'y avait pas d'eau potable, pas d'égouts, il n'y avait rien. On vivait mal ! [...] Après Bermejo a changé, le niveau de vie a augmenté... »¹¹⁹.

La ville changeant, les pratiques résidentielles aussi, d'autant que Bermejo connaît un certain dynamisme du fait de la bonne conjoncture des années 80, où la canne à sucre, les travaux publics et le commerce font prospérer l'économie. Les gens construisent, à l'instar de Don Marcelino (62 ans), un commerçant natif d'Oruro, dont les affaires déclinent dans le bassin minier du Potosi méridional (Atocha, Tupiza) et qui décide de s'installer à Tarija, puis à Bermejo, dans les années 70. Il y est longtemps locataire, il achète d'abord un terrain à Tarija avec une maisonnette, et finit par construire à Bermejo, mais il revendra ce logement pour s'installer définitivement à Tarija, à la fin des années 90 :

« Bon... On aurait peut-être encore pu se trouver à Bermejo. Mais j'ai eu un accident de voiture, j'ai fait un tonneau. C'est pour ça, l'humidité me faisait mal. Je le sentais souvent. [...] Puis avec les filles qui étudiaient à Tarija, il y avait deux budgets, on devait dépenser de l'argent pour la nourriture ici et là-bas. Il fallait les aider... Alors ça nous est convenu mieux, on a dit, on va à Tarija, on réunit la famille et c'est tout. »¹²⁰

Il existe des annexes de l'université de Tarija à Yacuiba et Bermejo, mais le choix des filières est fort restreint et peu prisé, comme le suggère la très faible occurrence du motif « études » dans les migrations enregistrées (6%) [voir TAB IV-40]. La sous-population signalée par l'enquête ENTAR comme ayant temporairement habité dans l'une des villes-frontière procède de stratégies et de schémas particuliers, mais leur convergence tend à souligner l'attrait résidentiel de la capitale. On devine ainsi dans nos entretiens que derrière les raisons de santé, le motif des études, de l'inconfort, du climat, du revirement des opportunités économiques, pèse le projet résidentiel initial d'être bien installé un jour à Tarija.

La trajectoire de ces migrants mérite alors d'être examinée : s'agit-il d'individus redistribués vers Tarija sans y avoir résidé auparavant, de natifs de la capitale qui auront effectué un « aller-retour » ? Un classement des individus peut être proposé en identifiant l'ordre des résidences, d'après les années enregistrées. On obtient ainsi une typologie comportant quatre modalités : 1) les natifs de Tarija qui ont

¹¹⁸ Il ne rend pas compte des départs de la population native et constitue donc un repère a minima.

¹¹⁹ Entretien n°15, novembre 2002.

effectué une migration sur la frontière ; 2) les non natifs tout d'abord venus sur la frontière, puis à Tarija ; 3) les non natifs qui s'étaient d'abord installés à Tarija, avant d'aller sur la frontière ; 4) les non natifs d'abord venus sur la frontière, qui en sont repartis et sont repassés par leur localité d'origine ou une autre résidence avant de s'installer à Tarija¹²¹.

- 1) TARIJA → VILLE FRONTIERE → TARIJA
- 2) ORIGINE → VILLE FRONTIERE → TARIJA
- 3) ORIGINE → TARIJA → VILLE FRONTIERE → TARIJA
- 4) ORIGINE → VILLE FRONTIERE → ORIGINE/AUTRE → TARIJA

Sur le total des individus qui ont déjà effectué une migration à Bermejo ou Yacuiba (129 cas, 4.553 en effectif pondéré), 38% se classent dans la première catégorie, 19% dans la seconde, 35% dans la troisième et 8% dans la quatrième¹²². Ainsi, près des trois quarts des migrations vers les villes-frontière se sont initiées à partir de la capitale - modalités 1) et 3) - ; les personnes étaient soit natives de Tarija, soit préalablement installées dans cette ville. Inversement, un quart seulement des migrants constituent un apport « nouveau » - modalités 2) et 4) - et tous ne se sont pas reportés directement sur la capitale. Cette caractéristique montre que la redistribution vers Tarija, des migrants installés dans les villes-frontière, a été prédisposée par leur situation résidentielle antécédente. Il s'agit alors d'un retour, d'un mouvement de réversibilité.

D'où la densité des déplacements de courte durée entre Tarija et les villes-frontière, ceux-ci représentant 21% des destinations captées par le module « mobilités »¹²³. Aux liens d'origine avec la capitale, se surajoutent ceux créés durant la période de migration à Bermejo ou Yacuiba (amis, famille, propriétés foncières, intérêts et réseaux divers). Avec le cycle du commerce transfrontalier, ce sont toutes les formes de circulation entre le centre départemental et la frontière qui s'intensifient, et la probabilité de transferts de population entre ces pôles qui s'affirme, dans un sens favorable à la polarisation de la capitale actuellement, compte tenu du contexte économique.

¹²⁰ Entretien n°1, décembre 2001.

¹²¹ Il s'agit là d'une déclinaison de la modalité 2), quand l'année de fin de migration dans la ville-frontière, ne coïncide pas avec l'installation à Tarija. On suppose qu'il y a eu alors une résidence intermédiaire, soit dans le lieu d'origine, soit ailleurs, si le fait est signalé par une autre migration déclarée.

¹²² Pourcentages calculés par rapport aux cas valides (6 non renseignés) pondérés.

¹²³ Ont été enregistrés les lieux ayant occasionné une absence d'au moins une nuit, durant les douze derniers mois. Il ne s'agit pas d'un indicateur de flux car le nombre des déplacements ne peut être évalué par une variable quantitative, mais l'appréciation « fréquemment » est nettement surreprésentée (25% des cas).

CONCLUSION - UNE CRISE REVELATRICE DE L'INTERDEPENDANCE DE LA CROISSANCE DES VILLES.

C'est à la faveur d'un nouveau cycle de prospérité du commerce transfrontalier dans les années 90, que le processus de concentration urbaine s'est accéléré sur la frontière boliviano-argentine, largement stimulé par l'intensification de la migration. Les conditions ayant engendré cette conjoncture sont plurielles. Sur un plan macroéconomique, nous avons évoqué l'évolution du taux de change avec un peso argentin convertible en dollar, alors que la monnaie bolivienne continuait à se dévaluer. Une raison moins officielle est la fonctionnalité des villes-frontière comme plaques tournantes de la contrebande, dans le système du blanchiment d'argent du narcotrafic, intégrant les secteurs les plus modestes de la société. Sur un plan institutionnel, le déficit de contrôle du commerce illégal par les autorités des deux pays constitue un facteur crédible, dans la mesure où le ressaisissement des autorités de part et d'autre de la frontière, selon les interlocuteurs rencontrés, marque le début du déclin (1999). On peut encore invoquer le phénomène de mode du tourisme d'achat en Argentine ou la facilitation des échanges par la présence nombreuse d'une communauté d'origine bolivienne, pour suggérer la complexité des paramètres. En revanche, un événement indubitable met clairement fin à la rente de situation des villes-frontière boliviennes : l'approfondissement de la crise économique argentine et la série de dévaluations du peso qui s'initie (officiellement) à partir de janvier 2002.

Située sur le plus valorisé des trois axes de circulation nord-sud, Yacuiba est la ville qui a subi les transformations les plus conséquentes, ce qui la prédisposait dans le choix des sites d'enquête. Or, la collecte (avril 2002) s'est effectuée au cœur de la tempête monétaire argentine, en phase de décroissance de la population, dans une période charnière délicate à interpréter. Néanmoins, l'analyse du module « migration » des autres enquêtes a permis de rassembler un faisceau d'éléments complétant le panorama et permettant d'étayer une chronologie indicative. La phase ascendante du mouvement d'installation à Yacuiba se déroule de 1990 à 1994 et se caractérise par une intensité exceptionnelle des apports migratoires (pics en 1992 et 1994), qui diminuent ensuite mais restent à un niveau haut jusqu'en 2000. Ce schéma est corroboré depuis Villa Montes et Tarija, mais ces deux points d'enquête renseignent surtout la phase déclinante. Les indices d'une intensification du reflux migratoire en provenance des villes-frontière désignent clairement l'année 1996 comme le début d'un mouvement ascendant à Tarija et Villa Montes. Le fait que cette redistribution débute bien avant l'année 1999 évoquée auparavant, nous interpelle sur l'intuition des populations et implique de revoir l'analyse des déterminants économiques et institutionnels.

Compte tenu des écarts de taille des villes du département, les répercussions ne sont pas les mêmes. La croissance de Villa Montes s'avère dépendante de celle de Yacuiba. Par un mécanisme indirect d'une part, qui dirige l'exode rural régional : en fonction de son degré d'attractivité, Yacuiba a pu détourner une partie des flux migratoires normalement polarisés par Villa Montes. D'autre part, à cause de la quantité

notable de Villamontois émigrés à Yacuiba, du retour d'une partie de cette communauté et de l'arrivée d'autres individus quittant Yacuiba ; un phénomène qui devient l'une des composantes majeures de l'immigration à Villa Montes. Avec le prolongement du marasme des affaires à Yacuiba depuis l'enquête ENVIL (juillet 2002), le scénario d'une repondération de l'importance des villes du piémont est envisageable. L'hypothèse d'un décollage de Villa Montes renvoie à la question de l'impact des hydrocarbures, seul mécanisme de différenciation économique envisageable actuellement. Les transferts de population observés à Tarija, où c'est davantage le lien avec Bermejo qui prime, suggèrent un autre ressort. D'après le schéma longitudinal mis au jour, c'est la capitale qui avait expulsé temporairement une petite partie de sa population dans les villes-frontière, la crise précipitant l'effet de retour. A ceux-là, s'ajoutent effectivement tous les autres cas (natifs de Bermejo ou Yacuiba, migrants optant pour une nouvelle destination), confortant la dynamique de concentration urbaine du centre départemental. Au phénomène d'attraction migratoire remarquable qu'avaient généré les villes-frontière, est en train de succéder un effet de redistribution révélateur de l'interdépendance de la croissance des villes.

CONCLUSION DU QUATRIEME CHAPITRE - DES CYCLES DE DEVELOPPEMENT PROPICES A L’AFFIRMATION D’ UN ESPACE CIRCULATOIRE DEPARTEMENTAL.

L’instabilité du peuplement oriental résulte de la succession de cycles, non pas au sens de la théorie économique, mais dans celui plus étymologique de « mouvement qui revient à une situation antérieure... durée de vie d’un processus, de la naissance à l’extinction »¹²⁴. En l’occurrence, les séquences d’essor et de crise liées à trois types d’activité - l’agriculture des fronts pionniers, l’exploitation des hydrocarbures, le commerce transfrontalier - nous ont semblé particulièrement explicatives. Certaines ont été simplement évoquées en fonction de la bibliographie disponible, tandis que d’autres ont pu faire l’objet d’analyses plus innovantes, grâce aux enquêtes du programme Frontarbol. On s’est ainsi attaché à situer dans leur contexte des phases d’accumulation démographique localisées et à identifier les signaux du déclin, en s’appuyant principalement sur l’observation des migrations.

Concernant l’expansion de la frontière agricole, l’impact démographique le plus significatif est dû à la colonisation du « triangle » de Bermejo, dans les années 60. Cette enclave à vocation défensive, au sous-sol exploité depuis les années 20 (pétrole et gaz), devient une région sucrière attractive, grâce à la mise en place d’un grand projet de valorisation agro-industrielle. L’essor de la ville de Bermejo vient de tous les investissements publics réalisés, de l’établissement des colons en ville et de la concentration des services qui s’ensuit. La phase ascendante du cycle de prospérité culmine à la fin des années 70 et dès lors, les superficies cultivées, comme la productivité, cessent de progresser. Les années 80 se caractérisent par l’émergence de divers facteurs de déclin, dans un contexte de crise économique nationale grave. Progressivement, la pression foncière s’affirme, la subdivision des parcelles nourrit l’émergence du *minifundio*, la dynamique spatiale initiale s’épuise. Le virage néolibéral (1985) ne remet pas en cause l’existence d’une expérience industrielle somme toute réussie, mais la recherche de réduction des déficits finit par toucher l’appareil agro-industriel de plein fouet : l’entreprise publique est privatisée et contrainte de licencier massivement (1998). L’activité continue aujourd’hui, la *zafra* a toujours lieu, le sucre s’écoule comme auparavant, mais la pauvreté rurale et urbaine s’est accrue, la frange pionnière, sans être immobile, n’est plus un lieu d’opportunités, on constate bien ici la fin d’un cycle.

Parallèlement, un autre cycle agro-industriel s’est déroulé sur le piémont Nord, du côté de Villa Montes, effectuant une révolution complète dans la mesure où la raffinerie d’huiles comestibles implantée (1974) a fini par être fermée (1992). Si l’ampleur du projet implique des impacts démographiques conséquents à ses débuts, les informations collectées ne nous permettent pas de l’évaluer. Il serait utile d’approfondir la connaissance de cet épisode car il s’articule probablement avec l’autre dynamique spatiale décelée, illustration de la fin des grandes avancées de la frontière agricole, à laquelle succède une phase de

¹²⁴ R. Brunet, R. Ferras, H. Théry (1993), Les mots de la géographie, dictionnaire critique., p. 140.

colonisation des interstices écologiques. Ce nouveau cycle se manifeste par le développement spontané d'une petite agriculture maraîchère et la concentration de populations rurales sur les piémonts Nord et Sud. L'enquête du village de Caigua nous a permis de cerner deux grandes vagues d'immigration (années 80 et 90), puis d'identifier les signes d'une stagnation du système agraire, qui réduit drastiquement le nombre des arrivées et entraîne déjà la redistribution intensive de la descendance des ménages. Une direction de recherche pertinente serait d'analyser sur quels marchés se place la production. On pourrait ainsi resituer le lien de cette dynamique rurale avec l'évolution des villes de la région - Yacuiba, Villa Montes, voire Camiri.

Aux cycles correspondant à l'exploitation des hydrocarbures s'articulent des dynamiques spatiales à diverses échelles. Au-delà de la « méso-dynamique » de différenciation régionale générée par l'écart des ressources fiscales qu'induit la redistribution des royalties aux départements, les effets sont sporadiques et donc difficiles à observer. L'histoire nous livre deux exemples reconnus de localités pétrolières - Sanandita et Bermejo - qui nous interpellent sur le rapport entre une impulsion démo-économique somme toute temporaire et l'urbanisation. Si Bermejo a pris de l'ampleur, c'est parce que d'autres fonctions se sont ajoutées, qu'un autre cycle s'est superposé à celui du pétrole ; sans cela, elle serait probablement redevenue comme Sanandita, une localité insignifiante. L'installation des campements est rarement propice à la cristallisation d'une agglomération. Ils concentrent simplement la main-d'œuvre le temps des travaux d'exploration. C'est ce que nous constatons en confrontant la répartition de la population employée dans le secteur extractif aux statistiques de production par champ. Que restera-t-il du phénomène Palos Blancos dans 30 ans ? Probablement un petit bourg rural, carrefour de la route à Tarija et de la déviation vers Yacuiba, héritage goudronné du « boom » des hydrocarbures des années 2000. Notre interprétation se résume à penser que le pétrole est un moteur du décollage urbain, quand la position¹²⁵ de la localité s'y prête. Ce fut le cas de Bermejo et probablement celui de Villa Montes encore aujourd'hui, actuellement la seule « ville pétrolière » du pays, s'il en est. Au niveau des concentrations émergentes, les capitales municipales sont les plus exposées, Carapari peut devenir la cinquième unité urbaine du département et Entre Rios lui succéder, si la « frontière énergétique » continue de se déplacer vers l'ouest.

Enfin, l'instabilité du peuplement oriental trouve une expression exacerbée dans le modèle de croissance des villes-frontière. Il est probable que l'économie de ces localités à la position si particulière ait de tout temps été conditionnée par la qualité des échanges transfrontaliers. La succession de périodes tantôt favorables aux villes argentines, tantôt bénéfiques aux villes boliviennes, est inscrite dans le métabolisme de la frontière. Fortuitement, le moment de cette investigation nous a confronté à un cycle exceptionnel, d'un impact historique sur la concentration urbaine côté bolivien, malgré une fin précipitée par la dévaluation du *peso* argentin (décembre 2001). Au-delà de la conjonction des facteurs économiques et institutionnels, de l'ampleur et de la chronologie des processus d'accumulation démographique, puis de décroissance qui se sont succédé, ce cycle est un excellent révélateur de la systémique régionale. Notamment, de la fluctuation

¹²⁵ Au sens systémique relevé par J. Levy (2003), article « Position » dans *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, *op. cit.* p. 728 : « L'analyse de la position est plus difficile mais intéressante lorsque l'on raisonne dans un univers synchronique : chaque élément influe sur tous les autres et les positions des différents lieux sont le résultat d'un calage instantané, reproduit ou non dans les séquences suivantes ».

du peuplement des villes-frontières découle tout un jeu de répercussions qui modifie les paramètres de la concentration urbaine dans le département. Nous avons ainsi pu suggérer premièrement l'existence d'un mécanisme indirect d'orientation changeante de l'exode rural de proximité, quand deux centres subrégionaux s'interposent, Yacuiba et Villa Montes en l'occurrence. Une problématique qui serait à transposer dans le cas de Tarija. Secondement, le mouvement migratoire capté témoigne de prélèvements directs effectués par les villes-frontière sur la population des autres villes, et inversement durant la phase de déclin du cycle. Or, l'observation des trajectoires migratoires à Tarija montre clairement que la majeure partie des mobilités en provenance des villes-frontière s'apparentent à un schéma d'aller-retour.

Ce que révèlent finalement tous ces cycles, c'est un mode d'accumulation démographique par à-coups, partiellement réversible. L'instabilité du peuplement oriental est endémique, relativisant l'idée d'un basculement rapide et inéluctable de la répartition spatiale de la population. Les dynamiques spatiales mises en avant ont toutefois été des vecteurs d'aménagement puissants. Nous pensons ainsi à l'émergence des zones d'agriculture intensive du piémont et du Sud subandin, mais surtout à la structuration de l'espace urbain. Certes, dans les villes-frontière, les superficies commerciales désertées, la mauvaise qualité de la voirie, de l'habitat en général, sont les stigmates d'une croissance désordonnée. Toutefois, l'urbanisme n'a pas été totalement absent, Bermejo et Yacuiba ont hérité aussi d'un réseau d'égouts, de voies de communication asphaltées qui les désenclavent peu à peu : cette croissance « champignon » aboutit à une modernisation incontestable. De ces nouveaux territoires et de la permanence du lien avec le centre traditionnel résulte une intensification de la circulation migratoire. L'instabilité du peuplement oriental apparaît ainsi comme l'un des moteurs fondamentaux de la dynamique du système régional. L'essor des villes-frontière aura produit une impulsion historique en termes d'intégration de l'espace départemental. Les transferts de population observés renvoient bien à l'affirmation d'un espace circulatoire, avec en tendance, le positionnement de Tarija en « résidence-base »¹²⁶, et des subrégions orientales valorisées comme champs d'opportunités économiques, dans le cadre de mobilités diverses.

¹²⁶ H. Domenach, M. Picouet (1995), *op. cit.*, pp. 37-38 : « Tout individu relève d'un espace de référence lorsqu'il se déplace, qui peut être considéré comme une assise sous-tendant l'organisation de ses déplacements. Cette fonction de « base » a un sens large, et évolue suivant les modes de vie et l'évolution des sociétés, d'une résidence unique à la multirésidence. [...] La *résidence-base* se définit donc comme un lieu, ou un ensemble de lieux, à partir duquel les déplacements ont une probabilité de retour très élevée, quelle que soit la durée du séjour (semaines, mois, années) durant la vie d'un individu. »

CONCLUSION GENERALE

« Rappelons que tout système régional est produit par l'interférence d'un certain nombre de champs de forces qui forment son environnement spatial et dont les atouts et les contraintes se combinent de façon particulière »¹. Cette recherche montre que la redistribution du peuplement bolivien procède d'une différenciation régionale conditionnée par des champs d'essence frontalière. Sous l'angle des effets de frontière, l'analyse de la mutation du modèle d'organisation de l'espace acquiert une intelligence d'intérêt prospectif, renforcée par la visée démographique de l'étude. La nécessaire clarification de la dimension distributive du phénomène a fourni l'opportunité d'actualiser les diagnostics, en intégrant les résultats du dernier recensement (2001). Mais c'est de la restriction du champ de l'observation qu'émergent les modalités concrètes du changement démo-spatial. Le dispositif d'enquête Frontarbol nous a permis d'examiner les dynamiques territoriales constitutives d'un processus de croissance régionale, celui du Sud frontalier, circonscrit au département du Tarija. Le fait migratoire a constitué à la fois l'explication élémentaire de l'évolution de la distribution spatiale de la population, l'analyseur des processus de formation des villes et des campagnes, ainsi que le témoin d'une interrelation des espaces qui redéfinit le degré d'intégration de la région.

LA HIÉRARCHIE DES VILLES DÉSTABILISÉE.

La fin d'un modèle d'intégration transfrontalière.

La Bolivie, par son histoire, est un archétype du pays minier monoexportateur, au destin régi par des intérêts supranationaux. On a vu que la localisation des bassins métallifères a largement déterminé la naissance et la croissance des villes, depuis la colonisation espagnole. La dynamique des hégémonies régionales est une conséquence de la succession des cycles miniers, depuis la découverte du Cerro Rico de Potosi au XVI^e siècle. L'émergence des républiques indépendantes entraîne la délimitation du territoire national et rapidement, la perte des débouchés maritimes. Cette claustration subordonne dès lors durablement l'organisation territoriale de la République de Bolivie aux effets de frontière internationale, car la hiérarchisation du peuplement est conditionnée par les itinéraires géo-commerciaux et les voies d'exportation de la production minière. De cette intégration à l'économie mondiale résulte la construction d'un réseau de transport moderne, reliant par voie ferrée les bassins miniers aux ports du Pacifique. C'est la naissance d'un schéma d'intégration transfrontalière, qui fait de l'*altiplano* un espace de contact et cause certains dégâts dans les régions agricoles périphériques, concurrencées sur leur marché de prédilection. Les ramifications postérieures du réseau ferré occidental vers Sucre et Cochabamba scelleront la cohésion du réduit andin et la marginalisation du reste du pays. On conçoit bien alors, que le déclin de l'activité minière entraîne la fin de ce modèle d'intégration transfrontalière et soit l'un des paramètres fondamentaux de la redistribution du peuplement.

¹ J.-P. Deler (1991), *Piura et sa région*, Bulletin de l'IFEA, 20/2, p. 292.

Le gel de l'armature urbaine occidentale.

Le secteur minier périclité lentement par défaut de modernisation, l'histoire se répétant de ce point de vue. L'administration révolutionnaire a nationalisé les entreprises des barons de l'étain, régies désormais par la Comibol, mais réinvestit les bénéfices dans le développement de l'industrie pétrolière. Jusqu'au recensement de 1976, l'accroissement de la population urbaine du principal bassin minier (Oruro et son sous-système urbain) apparaît encore parmi les plus rapides du pays. On n'observe toutefois aucune nouvelle ville à l'existence durable dans la zone occidentale, hormis celles issues du débordement des agglomérations de Cochabamba et La Paz. L'achèvement brutal du cycle de l'étain avec l'effondrement des cours mondiaux en 1985, constitue un événement crucial et marque une date charnière. Commence une nouvelle période libérale qui décide entre autres de la restructuration du secteur minier et engendre la politique de *relocalisation* des mineurs de la Comibol. Outre la forte baisse de la valeur commerciale du minerai d'étain qui liquide l'économie informelle, la Nouvelle Politique Economique prive de leur source de revenus 23.000 employés publics entre 1986 et 1987. Les recensements de 1992 et 2001 montrent bien la différenciation des rythmes de croissance : la population des villes minières en particulier (Potosi, Oruro, Llallagua-Siglo XX-Catavi, Uncia...) ou des villes de l'*altiplano* en général, augmente nettement moins vite, voire diminue.

L'incidence ponctuelle de la redistribution des populations sinistrées, sur la croissance de Tarija.

Se pose la question du lien entre cette phase dépressive et l'essor démographique de certaines localités, dont celui des villes tarijéniennes. L'expulsion des travailleurs de la Comibol et de leurs familles a inspiré de nombreuses spéculations en termes d'impacts démo-économiques. La série d'enquêtes effectuée dans le département du Tarija fournit une référence quant à l'effectivité d'une redistribution de la population des bassins miniers, dans cette partie du pays. L'observation attentive de l'ensemble des courbes d'installation et de l'activité d'origine des migrants est sans équivoque : la seule localité directement et significativement exposée a été Tarija. L'apport démographique est conséquent et désigne deux provinces potosiniennes voisines, soit le bassin minier le plus proche et Potosi même. La *relocalisation* des mineurs est l'un des champs migratoires d'origine andine qui ont alimenté ponctuellement la croissance de Tarija, il se circonscrit aux années 1985-1987 et a généré la formation de quartiers fortement marqués par cette identité. Une analyse plus approfondie pourrait être menée à partir de nos enquêtes, en décrivant la sous-population des ménages dont l'un des membres appartient à la cohorte d'arrivants 1985-1987. Des informations complémentaires pourraient émerger aussi, en confrontant tous les « événements-migrations » enregistrés à la liste des localités situées en zone minière.

DES MÉCANISMES D'URBANISATION SPÉCIFIQUES À L'ESPACE ORIENTAL.

Les chantiers de l'activité pétro-gazière : un impact diffus et volatile.

Alors que les départements altiplaniques subissent les contrecoups de cette relégation de l'activité minière, parallèlement, le secteur extractif se diversifie grâce à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures de la zone subandine et des piémonts. Historiquement, l'impact territorial de cette mise en valeur provient surtout de la concentration des redevances par les départements producteurs, soit le Santa Cruz pour l'essentiel. Or, le Tarija est en train d'acquiescer une position centrale dans le contexte de découvertes récentes de gaz (fin des années 90) et du schéma régional d'intégration énergétique qui se met en place. La recrudescence des chantiers d'exploration/exploitation dans ce département laisse entrevoir que ce type d'activité est un ressort de l'urbanisation orientale. L'étude de cas n'est pas concluante mais débouche sur un faisceau de présomptions fortes. On n'observe pas dans l'actualité l'existence de villes pétrolières comme celles décrites par F. Dureau et C. E. Flórez en Colombie² : bien que le « boom » du gaz dans le Tarija constitue un schéma comparable à celui du pétrole dans le Casanare, l'impact sur l'emploi y est pour l'instant sans commune mesure. Une différence explicative entre les modèles serait d'ordre institutionnel, dans le sens où la législation bolivienne laisse les entreprises totalement libres de leur recrutement, alors que les autorités colombiennes ont conçu un mécanisme de développement local, en centralisant les offres d'emploi et en favorisant le recrutement de la main-d'œuvre municipale et départementale. En revanche, les exemples historiques et l'observation des migrations à Villa Montes et Carapari suggèrent que l'exploitation des hydrocarbures est un moteur du décollage urbain, la poursuite de l'accumulation démographique dépendant ensuite d'autres facteurs.

L'explosion urbaine sur la frontière Sud dans les années 90 : un contexte exceptionnel.

Par ailleurs, l'analyse démo-spatiale à l'échelle de la Bolivie nous a conduit à voir dans le dynamisme spécifique de l'urbanisation des périphéries frontalières, un effet des interactions transfrontalières. La sélectivité géographique du phénomène se caractérise par l'activation exclusive de territoires traversés par des axes de circulation reliant l'Argentine ou le Brésil. Le type de frontière est ici directement en cause, ce sont les dyades à « fortes relations »³ qui favorisent l'accumulation démographique, notamment sous la forme récurrente de villes-frontière, composant souvent un doublet urbain asymétrique avec la localité du pays voisin. L'enquête de Yacuiba nous a permis de consacrer un éclairage particulier à ce modèle d'urbanisation. Conformément à l'évolution des déterminants géo-économiques, l'axe Santa Cruz-Yacuiba (plaine) a supplanté l'axe traditionnel La Paz-Villazón (*altiplano*), également concurrencé par la route Tarija-Bermejo (vallées). La ville de Yacuiba est ainsi le principal réceptacle de l'effet de frontière qui a entraîné toutes les localités limitrophes dans une séquence d'essor et de crise sans précédent, au cours des

² F. Dureau et C. E. Flórez (2000), Aguaitacaminos. Las transformaciones de las ciudades de Yopal, Aguazul y Tauramena durante la explotación petrolera de Cusiana-Cupiagua.

³ A l'échelle des régions frontalières boliviennes ; en comparaison d'autres dyades, ces interactions pourraient tout aussi bien être caractérisées de « faibles ». Voir C. Pradeau (1994), Jeux et enjeux des frontières. Essai de géographie générale, pp. 154-160.

années 90. La référence élémentaire à l'évolution des taux de change fournit une explication partielle au développement subit de la fonction commerciale des villes boliviennes. A ce facteur classique de la rente différentielle, il faut ajouter l'influence immensurable des activités interlopes (blanchiment d'argent du narcotrafic, généralisation de la contrebande), grâce à une certaine passivité des douanes. Le cas de Yacuiba fournit une nouvelle illustration de cette « coopération non formalisée » identifiée dans divers exemples de villes jumelles, par J. Revel-Mouroz⁴. La courte durée du cycle est à la fois en rapport avec la réaffirmation de la fonction fiscale et de contrôle de la frontière (1999-2000), et avec le basculement de la rente de position suite à la dévaluation du peso argentin (fin 2001). A la phase d'expansion urbaine ultra-rapide qui culmine de 1992 à 1994, nourrie de courants migratoires issus de tout le pays, succède une phase de décroissance en deux temps, avant et après la dévaluation. En résulte la redistribution d'une partie de l'accumulation démographique, laissant une ville nouvelle à l'emprise surdimensionnée.

Le potentiel d'urbanisation, fonction du relaiement des facteurs de croissance.

A la différence des localités de la zone andine qui ont pu atteindre une population considérable au cours d'un cycle extractif puis se dépeupler (par exemple Pulacayo, Colquiri, Uncia), en zone orientale, une impulsion initiale comme celle occasionnée par l'exploitation des hydrocarbures, est susceptible d'être relayée par d'autres vecteurs de croissance. Le cas de Bermejo indique une diversification progressive de l'économie : l'activité de base primitive est l'extraction du pétrole (années 30-60), relayée par le développement de la filière agro-industrielle (années 70-80), et complétée par l'affirmation de la fonction commerciale (années 90). Le cas de Villa Montes suggère un schéma différent, les difficultés du projet d'industrialisation dans les années 70 sont en quelque sorte compensées par l'intensification de l'exploitation des ressources pétrolières dans la région, ainsi que par l'affirmation d'une fonction de carrefour d'échanges entre Tarija et Santa Cruz. Les mêmes mécanismes semblent opérer dans la catégorie des bourgs (moins de 5.000 habitants), la décentralisation municipale pouvant constituer un facteur inédit de concentration de l'habitat. A Carapari, le potentiel de croissance du village est lié au développement de la sphère des services. Le rôle administratif de la localité se développe, sa fonction résidentielle est renouvelée par la proximité de chantiers d'exploitation d'envergure nationale (San Alberto, Sábalo) et de chantiers d'équipement financés par la redistribution des redevances des compagnies pétrolières. Les recherches à venir sur l'évolution des milieux d'habitat devraient s'intéresser concrètement à l'émergence de nouvelles concentrations semi-urbaines, en lien avec la décentralisation et le développement de l'aménagement rural : une nouvelle donnée qui pourrait modifier les termes du différentiel des potentiels d'urbanisation entre Orient et Occident.

⁴ « L'économie de ces villes-frontière repose sur deux bases : d'une part sur les activités consécutives à l'inégalité socio-économique entre pays limitrophes, d'autre part sur des activités 'marginales' liées aux différences de législations ou autres violations de ces dernières. » Dans J. Revel-Mouroz (1979), *Coopération et conflits dans les zones frontalières en Amérique latine. Le point de la situation*, Problèmes d'Amérique latine, n°4533-4534, p. 39.

CAMPAGNES ANDINES : UN DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE AVANCÉ.

La restriction alarmante des potentiels de reproduction.

Certes, globalement « La dynamique de peuplement des espaces ruraux reste marquée par la croissance continue de la population »⁵, mais assez lentement et avec de très fortes inégalités spatiales. En Bolivie occidentale, la variation nette observée entre 1950 et 2001 ne représente que 20% de la progression démographique rurale totale, pour un stock de départ deux fois plus élevé que dans les campagnes orientales. Le rythme d'accroissement est particulièrement faible, avec une période de diminution nette de la population entre 1976 et 1992, à laquelle les vallées du Centre et du Sud ont été moins exposées. Ce qui s'apparente globalement à un régime stationnaire renvoie surtout, dans le contexte de l'explosion démographique, à l'existence de volumes d'émigration considérables. Les structures de population exprimées par le recensement de 2001 révèlent un processus de vieillissement avancé, du fait des prélèvements de population et de la transition démographique. Ces marques se trouvent encore plus prononcées dans le Tarija, département en pointe dans le mouvement de baisse de la fécondité, où la population rurale enfantine a commencé à diminuer. Les points d'enquête de la vallée de Tolomosa témoignent d'un déclin démographique prononcé, en soulignant le caractère exacerbé de l'exode des jeunes, en comparaison des autres sites. De surcroît, les femmes partent plus tôt et en proportion supérieure aux hommes. Il existe donc actuellement une tendance de « surféminisation » de la migration dans les vallées andines du Tarija et la restriction des potentiels de reproduction atteint un stade alarmant.

Les transferts internes de population dans le sens « Occident-Orient », un schéma minoritaire.

Dans la vallée de Tolomosa, on constate un profil de redistribution très différent de ceux révélés par G. Cortés⁶ dans le Cochabamba : la migration internationale est dominante et exclusivement orientée vers l'Argentine (70% des cas), effet de frontière peu étonnant. En revanche, les provinces argentines limitrophes ne représentent que 40% de la sous-population expatriée, ce qui comble le flou laissé par A. Hinojosa⁷ sur les migrations hors région transfrontalière, qui sont en réalité majoritaires. L'observation des transferts de population depuis les autres points d'enquête ne révèle pas de redistribution importante de la zone andine départementale vers Yacuiba, Villa Montes, Carapari ou Caigua ; la seule connexion forte concerne la capitale, soit un schéma d'exode rural de type « Occident-Occident ». Ces références et plus précisément le cas de la vallée de Tolomosa suggèrent que contrairement à d'autres départements, la population des campagnes traditionnelles de la zone andine a disposé d'une alternative de proximité à la colonisation interne. Les migrants de la vallée centrale se sont dirigés en priorité vers les bassins agro-industriels, les franges pionnières et les ceintures maraîchères péri-urbaines de l'Argentine : de ce fait, il n'y a pas de mécanisme massif de redistribution infra-départementale, des populations des terres froides ou tempérées

⁵ A. Quesnel (2004), *Dynamiques de peuplement, appropriation de l'espace rural, et environnement*, dans Environnement et populations : la durabilité en question, p. 57.

⁶ G. Cortes (1995), La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie).

⁷ A. Hinojosa, L. Perez, G. Cortez (2000), Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte argentino, p. 75.

vers les régions chaudes. La question qui se pose avec acuité depuis la dévaluation en Argentine, est celle de la réversibilité des flux migratoires. A l'effet de frontière responsable de la spécialisation du système migratoire, peut-il succéder un mouvement de retour modifiant le processus de déprise humaine détecté ? Les échos dont nous disposons à l'heure de conclure ne tendent pas à confirmer cette hypothèse et nous serions plutôt enclins à rechercher dans la croissance de la ville-centre, l'influence de ce revirement.

LA COLONISATION RECENTE : L'ÉROSION DES FACTEURS DE STABILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT HUMAIN.

Le quadrant Sud-est, une frontière agraire méconnue.

Avec la Réforme Agraire qui restructure la propriété andine, la relance de la colonisation agricole est l'autre grand paramètre du déblocage des structures agraires, déterminant dans le processus de redistribution du peuplement. Le volet industriel associé à des travaux d'intégration routière se concentre sur la région de Santa Cruz, dès les années 40. Les impulsions majeures sont toutefois orchestrées par l'administration révolutionnaire et les régimes militaires qui prolongent le modèle économique du Nationalisme. A la fin des années 60, trois nouvelles aires de colonisation soutenues par la mise en place de programmes sont bien constituées : la région intégrée de Santa Cruz, l'Alto Beni (Yungas de La Paz), le Chaparé (piémont amazonien du Cochabamba). L'évolution de la distribution spatiale de la population confirme la prééminence de ces trois bassins en 1976, trois frontières de peuplement dont les dynamiques divergent. L'aire crucénienne a généré une accumulation démographique bien plus importante que les autres, dans un mouvement centrifuge qui s'oriente actuellement vers la Chiquitanie. A côté de ces bassins majeurs, se manifestent ailleurs les indices d'une certaine mobilité de la frontière du peuplement, liée au facteur agraire : dans le Nord amazonien, dans la région de Rurrenabaque, en Chiquitanie et dans un quadrant Sud-est englobant les vallées chaudes de la zone subandine et le piémont du Chaco. Ce sont les dynamiques rurales représentatives de ce dernier ensemble que nous avons étudiées dans le département du Tarija. Devant la surreprésentation des trois grandes aires dans la littérature scientifique et technique, l'apport élémentaire de notre recherche est de porter à la connaissance l'existence de deux autres modèles de colonisation, puis d'actualiser et nuancer le schéma « agriculture précaire-instabilité résidentielle », exprimé notamment par A. Franqueville.

Bermejo, une région de colonisation en proie au cumul des facteurs de crise.

Le cas du « triangle » de Bermejo est une émanation méconnue de la politique de substitution des importations des années 60-70. Ici, l'investissement public est à l'origine d'un système agro-industriel sans précédent, basé sur la culture et la transformation de la canne à sucre. Il s'agit d'un modèle de colonisation « très » dirigé, dans le sens où le projet prenait en charge toute la filière de production, de la répartition des parcelles à la régulation du marché. Mais ce qui a pu fonder l'impulsion initiale s'est avéré par la suite contre-productif : subordonnés à la raffinerie qui fixe les prix, les petits agriculteurs sont peu encouragés à l'amélioration de la qualité et la productivité baisse. Tant que l'Etat régulait le système en absorbant

notamment les déficits de la balance comptable, le modèle a pu générer une certaine prospérité. Mais avec le virage libéral (1985), ce mode de fonctionnement est remis en cause, l'entreprise a été récemment privatisée et les paysans vivent en sursis, suspendus à la rentabilité - pour l'instant sauvegardée - de l'appareil de production industrielle. Or, à cette épée de Damoclès, s'ajoutent des limitations écologiques aux conséquences effectives : pour des raisons topographiques, la frontière agricole ne peut guère s'étendre et la mécanisation est rarement possible, d'où une réduction rapide de la taille des parcelles, impliquant la diminution des revenus par famille. Malgré ces perspectives, ce plan d'industrialisation peut être considéré comme une réussite en termes d'aménagement du territoire départemental. La région s'est consolidée autour de cette activité motrice, le sucre tarijénien est commercialisé dans la moitié du pays, la récolte de la canne est un événement régulier depuis plus de 30 ans, générant une offre d'emploi temporaire intégrée dans les calendriers agricoles de certaines communautés d'altitude (Tarija et départements limitrophes). Ainsi, la création du pôle sucrier est à l'origine de petits champs migratoires qui s'apparentent à un schéma de descente des populations andines, sous forme d'installation définitive dans un premier temps, puis de circulation entre les zones de colonisation et certains terroirs traditionnels des terres hautes. Entre autres déficits de connaissance, celui des articulations entre les colonies, les campagnes andines, la ville de Bermejo, la capitale départementale et l'espace argentin, mérite d'être détaché. Réaliser une observation méthodique dans la région permettrait de révéler le fonctionnement d'un système résidentiel original, participant de la complexité du peuplement départemental⁸.

La formation de zones maraîchères sur le piémont chaqueén : une dynamique en voie d'épuisement.

Les nouvelles dynamiques rurales identifiées sur le piémont du Chaco illustrent précisément le phénomène de la colonisation spontanée. Il s'agit d'un processus de valorisation des interstices écologiques, en recrudescence avec l'échec d'une autre tentative d'implantation de filière agro-industrielle (la raffinerie d'huile de Villa Montes), la nécessité de trouver une alternative au système traditionnel de l'élevage extensif et l'accentuation de la pression démographique localement et dans des subrégions adjacentes. Le cas du village de Caigua témoigne d'une adaptation humaine récente et réussie, néanmoins classiquement limitée par l'évolution du rapport population-ressources. Grâce à des petits travaux d'irrigation est né un système agraire maraîcher, responsable d'une accumulation démographique conséquente. Le peuplement est essentiellement d'origine migratoire et sa provenance infirme l'hypothèse d'un transfert de population de type « Occident-Orient ». Les secteurs de la paysannerie andine représentés sont très minoritaires et viennent de la Vallée centrale ou de la province Sud Cinti (CH). C'est une logique de couloir écologique et de proximité qui organise les flux, les non natifs venant principalement des régions chaudes du département et du Chuquisaca voisin. Cependant, on constate un fléchissement des installations dans les années 90, significatif de l'épuisement de la dynamique de colonisation. En effet, la taille des exploitations se réduit, le déséquilibre population-ressources s'accroît et au-delà de la fermeture du système agraire aux nouveaux

⁸ Signalons dans cette perspective, que le volet démographique des enquêtes réalisées par les épidémiologistes de l'IRD constitue un corpus utile et opérationnel [voir prologue].

immigrants, s'affirme la redistribution de la population locale vers d'autres lieux de résidence. Des transferts de population qui alimentent surtout la concentration urbaine régionale (Villa Montes et Tarija).

L'AMBIVALENCE DU BASCULEMENT DEMO-SPATIAL.

Le différentiel de dynamisme démographique dans les campagnes : un phénomène transitoire.

En définitive, ce n'est pas tant la « précarité » de l'agriculture qui ressort des modèles de colonisation identifiés dans la zone tropicale du Tarija, mais la limitation rapide de la phase de développement des nouveaux systèmes agraires. L'instabilité du peuplement oriental relève en partie d'un processus d'épuisement de la dynamique créatrice qui sous-tend l'accumulation démographique. Les deux grands paramètres sont ici la technologie et l'accès à la terre. Dans le Chaco pour le moins, la saturation des systèmes agraires paysans est la conséquence d'une situation inchangée de concentration foncière. Que la population se tourne vers des interstices écologiques est en soi révélateur de l'immobilisation de la frontière agraire et renvoie à la dimension politique du problème, pour toute perspective de solution. Par ailleurs, l'idée d'un avenir incertain trouve un véritable écho dans la dépendance des petits agriculteurs vis à vis des filières de transformation et de commercialisation des cultures industrielles. Dans le cas de Bermejo, la précarisation de l'agriculture est surtout le fait du modèle économique en vigueur, qui menace la pérennité de la filière sucrière. Comme on le constate à Caigua, le rôle régulateur de l'émigration s'accroissant dans les nouvelles campagnes, la question est maintenant de savoir si elles s'orientent vers un véritable exode ou « si se met en place progressivement un processus migratoire organisé et géré par la société, qui trouve là un moyen de résistance à la dégradation de ses conditions de vie⁹ ». Le schéma de peuplement des zones de colonisation récente n'est finalement pas si éloigné de la situation des campagnes occidentales. La différenciation des structures démographiques est transitoire, nous y voyons principalement l'effet d'un décalage des cycles de formation du minifundio.

La résilience de l'espace tarijénien.

A l'aune des dynamiques territoriales analysées et des champs migratoires identifiés dans le Tarija, l'hypothèse d'un basculement inéluctable du peuplement vers l'Est ne peut être validée. Le fonctionnement du système régional ne tend pas vers la rupture de l'équilibre démo-spatial mais au contraire sa conservation. Au fur et à mesure que s'accroît la population urbaine et rurale orientale, celle de la capitale s'ajuste, maintenant l'état de primauté initial et l'importance de la zone occidentale. Trois mécanismes se détachent des faits de population observés. Premièrement, on constate une logique hiérarchique dans l'orientation de l'émigration. Toutes les localités expulsent une partie significative de leur population, dont une fraction à l'intérieur du département. En tendance, les ruraux se dirigent prioritairement vers les villes, à commencer par le centre le plus proche, les urbains vont vers la ville de rang supérieur et les habitants de Tarija, en bout de chaîne, se soustraient au système urbain régional. De fait, tous les espaces contribuent à l'accumulation démographique de la capitale ; tout phénomène de croissance produit finalement un apport au centre, suivant

⁹ H. Domenach, M. Picouet (1995), Les migrations, p. 115.

un cheminement qui peut être trans-générationnel. Un deuxième mécanisme différenciateur est la capacité de rétention de la jeunesse. Sur ce point, le contraste entre les campagnes de la vallée de Tolomosa et l'exemple de Caigua n'est pas si marqué. En revanche, il positionne globalement les villes enquêtées en lieu favorable à la reproduction familiale *in situ*, et Tarija comme localité où la probabilité de rester est la plus haute. Troisièmement, la diversité des champs migratoires conditionne la stabilité de la croissance démographique. Dans ce domaine, la capitale surclasse les autres villes : Tarija accueille l'exode rural subrégional, départemental et des départements limitrophes ; elle a aussi capté une partie du flux des mineurs *relocalizados*, et maintenant la redistribution de la population des villes-frontière. Si le dynamisme démographique d'une région dépend de son attractivité dans l'ensemble national et de sa capacité d'internalisation des transferts de population nécessaires à la reproduction familiale, l'intermédiation opérée par la capitale joue un rôle fondamental.

La rupture de l'organisation hiérarchique du peuplement bolivien.

On touche alors au paradigme de la redistribution du peuplement bolivien : d'un côté, la statique des campagnes traditionnelles de la zone froide et tempérée, polarisées par un petit nombre de villes de taille supérieure (les capitales andines) ; de l'autre, la dynamique des régions chaudes, créatrice de campagnes et de petites villes au développement fluctuant, voire chaotique. Or, ce qui apparaît comme une fracture spatiale dissimule en fait un haut degré d'interrelation. L'exemple tarijénien montre que l'instabilité du peuplement oriental stimule en définitive l'expansion du centre traditionnel. La reproduction de la primauté de Tarija est assurée par son statut d'unique et indétrônable ville de contact. Ainsi, le mécanisme principal de la résistance au basculement démo-spatial, de la « résilience » du système de peuplement, réside dans la fonction synaptique des capitales qui produit une accumulation démographique compensant le déclin des campagnes andines. Un principe de portée prospective pourrait être dégagé en considérant le potentiel de croissance des villes comme fonction de la complexité de leur configuration régionale. Dans ce schéma, les « positions »¹⁰ favorables sont liées à la proximité de la grande discontinuité écologique opérant au niveau du massif subandin. La Paz, Cochabamba, Sucre, Tarija, côté andin, et Santa Cruz, côté piémont, partagent un destin conditionné par les effets de cette frontière naturelle. A la différence que la dernière de ces capitales est en passe de constituer une interface globale de l'espace oriental et occidental, devenant une « méta-ville de contact » qui s'enrichit aussi du dynamisme des autres centres. Si l'on considère également sa position privilégiée dans les champs transfrontaliers, on peut difficilement percevoir le repositionnement de Santa Cruz comme le produit d'une passagère « fluctuation locale »¹¹. Le phénomène des régionalismes frontaliers semble quant à lui procéder aussi d'une tendance lourde mais relativement fragile, car dépendant davantage de facteurs externes. On assiste bien à un changement profond de l'organisation hiérarchique du peuplement.

* * *

¹⁰ « A la différence de la simple localisation, qui se réfère à une étendue de référence sans rapport avec le lieu concerné, la position prend en considérations les relations spatiales avec les autres lieux qui appartiennent à la même aire que lui », p. 728.

¹¹ Selon l'expression de D. Pumain, voir Introduction générale, p. 14.

Si notre approche constitue un progrès dans la connaissance d'une région - le département du Tarija - envisagée comme « système démo-migratoire », elle n'en reste pas moins introductive, au sens où la complexité mise au jour appelle des analyses spécifiques. D'une part, l'identification des champs migratoires qui sert de support au diagnostic de l'interrelation des espaces doit être affinée. Nous avons montré que procéder par examen de dyades spatiales, composant un faisceau d'éclairages autour d'un même thème, peut donner des résultats probants, si le moment de l'observation s'y prête et si les effectifs sont suffisants. Il serait maintenant souhaitable de décliner cette approche en approfondissant l'analyse ; entre autres possibilités, le rôle des métropoles (Santa Cruz et La Paz), les relations ville-campagnes (Tarija et le pays Chapaco, Villa Montes ou Yacuiba et le piémont chaquéen), la régulation démographique par la migration de travail agricole dans les provinces argentines limitrophes, ou le déploiement des réseaux de la migration internationale, pourraient constituer de nouveaux axes de valorisation des données. D'autre part, l'analyse plaçant la capitale au cœur de l'homéostasie du système de peuplement régional débouche sur la nécessité d'en expliquer les raisons concrètes. Qu'est-ce qui fonde l'attractivité de Tarija ? Comment s'articulent pratiques de mobilité et production de l'espace urbain ? Dans une approche orientée sur les stratégies individuelles et familiales, la question pourrait revenir à s'interroger sur la ville comme « espace capteur » ou « espace moteur », en transposant la terminologie de G. Cortès¹². Dans un cas, il s'agit de mettre en évidence comment la population de Tarija reçoit les effets des dynamiques territoriales (régionales, nationales ou en Argentine) mobilisées dans le cadre d'une stratégie de reproduction impliquant une ou des formes de mobilité. Dans l'autre, il s'agit plutôt de définir le pôle urbain comme lieu « dans lequel le groupe social puise l'énergie essentielle de sa vie ou survie quotidienne »¹³. En bref, qui vit des activités de la ville, qui vit en ville d'autres activités et quel système résidentiel s'élabore ainsi ? L'expérience de l'enquête ENTAR, la solide connaissance acquise du milieu régional et des dynamiques spatiales englobantes nous prédispose à poursuivre nos recherches dans ces directions.

¹² G. Cortes (1995), *op. cit.*, pp. 452-458.

¹³ *Ibid.* p. 454.

BIBLIOGRAPHIE

REFERENCIAS SUR LE DEPARTEMENT DU TARIJA

ABBEGLEN R., 1988 - Economie rurale et communautés paysannes dans le Sud de la Bolivie, thèse de doctorat d'Etat, Université Paris III, 446 p.

ARCE D., CASTRO L., 1999 - Análisis socioeconómico del minifundio en el cultivo de la caña de azúcar en la región de Bermejo, trabajo dirigido interdisciplinario, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tarija, 97 p.

AVILA ECHAZÚ E., 1997 - Historia de Tarija, tomo I, Editorial Luis de Fuentes, Tarija, 291 p.

AVILA ECHAZÚ E., 2002 - Historia de Tarija, tomo II, FCBC Bolivia, La Paz, 316 p.

BECK S., PANIAGUA N., PRESTON D. (ed.), 2001 - Historia, Ambiente y sociedad en Tarija, Bolivia, Instituto ecológico.

BURGOS L. *et. al*, 2002 - Bolivia, el trabajo infantil en la zafra de la caña de azúcar : una evaluación rápida, BIT/Oficina Regional para las América/Programa IPEC Sudamérica, Lima, 107p.

CARRERAS, S., 1999 a - *Frontera caliente*. “*La aventura de ser contrabandista por un día*”, La voz del interior du 18 janvier, Córdoba, Argentine, p. 15A.

CARRERAS, S., 1999 b - *Frontera caliente*, “*Algo más que una zona comercial*”, in La voz del interior du 17 janvier, Córdoba, Argentine, p 15A.

CEDLA, 1988 - Tenencia y uso de la tierra en el departamento de Tarija, La Paz, 205 p.

CEP, 1998, Tarija. Pobreza, género y medio ambiente, La Paz, 224 p.

DIAZ SOSA H., 1987 - *Tarija ciudad frontera*, Ciudades intermedias, ILDIS, La Paz, pp. 43-58.

FAIRBAIRN J., 1999 - *Estrategias de sobrevivencia de hogares : el altiplano Tarijeño y el valle del Rio San Juan del Oro, Bolivia*, Proyecto ASAPE informe preliminar, 15 p.

GUEVARA AVILA J.P., 1999 - Estudio sobre migraciones transfronterizas. Informe final, Comisión binacional del río Bermejo, 45 p.

HAM Bermejo-Oasi, 1998 - Plan participativo de desarrollo del municipio de Bermejo, 196 p.

HINOJOSA A., PÉREZ L., Cortez G., 2000 - Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte argentino, PIEB, La Paz, 105 p.

INE, 1980 - Boletín demográfico departamental, Tarija. Análisis de los resultados del censo nacional de población y vivienda de 1976, La Paz : Instituto Nacional de Estadística, 68 p.

INE, 1995 - Tarija. Encuesta Nacional de Demografía y Salud 1994. Informe departamental, INE, La Paz, 29 p.

INE, 2002, Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Departamento de Tarija, INE, La Paz, cédérom.

INE, 2002, Censo nacional de población y vivienda 2001. Tarija : resultados departamentales, INE, La Paz, 174 p.

LEA PLAZA S., 2003, Tarija en los imaginarios urbanos, Fundación PIEB, La Paz, 210 p.

PRESTON D., 1993 - *Wine production in a marginal area : Tarija wine in the 1990's*, Journal of wine research, 1993, vol.4 Issue 3, pp. 327-333.

SALINAS CASTRO COMP., 1995 - Manual de practicas conservacionistas en Tarija - Bolivia.

VACAFLORES C., 2003 - Entre territorios poblados y despoblados. Trashumancia ganadera en Tarija, PIEB, La Paz, 172 p.

ZONISIG, 2000 - Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Potosí.

ZONISIG, 2001 - Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Tarija, Tarija, 266 p.

ZONISIG, 2002 - Diagnostico integral del municipio de Villa Montes, 110 p.

* * *

BIBLIOGRAPHIE CITEE

AFTALION F., LOSQ E., 1995 - Les taux de change, PUF, Paris, coll. « Que-sais-je ? », 128 p.

ARZE AGUIRRE R., 1999 - *Notas para una historia del siglo XX en Bolivia*, Bolivia en el siglo XX : La formación de la Bolivia contemporánea, Harvard Club de Bolivia, La Paz, pp. 47-66.

BALDIVIA URDININEA J., 2002 - *Migración y desarrollo en Bolivia*, Población, migración y desarrollo en Bolivia, Instituto Prisma, La Paz, pp. 65-123.

BERTHIN SILES G., 1999 - *Evolución de las instituciones estatales*, Bolivia en el siglo XX : La formación de la Bolivia contemporánea, Harvard Club de Bolivia, La Paz, pp. 359-382.

BLANES J., CALDERÓN F., DANDLER J., et al., 1978 - Migración rural-rural en Bolivia : El caso de las colonias, CERES, Cochabamba.

BRUNET R., FERRAS R. et THERY H., 1993 - Les mots de la géographie, dictionnaire critique, Reclus-La documentation française, coll. « Dynamiques du territoire », Paris, 518 p.

CALVIMONTES C., 2000 - Marco e instrumento jurídico de la política nacional de asentamientos humanos, Ministerio de vivienda y servicios básicos, La Paz, 111 p.

CELADE, 2001 - *América Latina : fecundidad (1950-2050)*, Boletín demográfico XXXIV-68.

CELADE, 2001 - *Urbanización y evolución de la población urbana de América Latina 1950-1990*, Boletín Demográfico, año XXXIII edición especial.

CENTANO SANCHEZ D., 2001 - Tarija, gaz y petroleo, Energy Press, Santa Cruz de la Sierra, 124 p.

CET, 1988 - *5 La relocalización*, Temas laborales, La Paz, 77 p.

CHARBIT Y., 2000 - *La croissance de la population et la transition démographique*, Notes et Etudes documentaires, n° 5123, La Documentation française, Paris, 21 p.

CHEVALIER F., 1993 - L'Amérique latine, de l'indépendance à nos jours, PUF, Paris, 723 p.

CODEPO, 2003 - La Bolivia del futuro y sus implicaciones demográficas para el desarrollo, Consejo de población para el desarrollo sostenible, La Paz, 81 p.

CONTRERAS BASPINEIRO A., 2003 - *La fracture s'accroît entre les deux Bolivies*, DIAL, février 2003, Lyon.

CORTES G., 1995 - La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie), thèse de doctorat de 3^e cycle, Université de Toulouse Le Mirail, 521 p.

COSIO-ZAVALA M.-E., 1994 - *Concentration urbaine et transition démographique. Problèmes d'Amérique latine*, n°14, juillet - septembre 1994, pp 47-60.

DE MESA J., GISBERT T., MESA C., 2001 - Historia de Bolivia, Gisbert, La Paz, 906 p.

DELAUNAY D., SANTIBAÑEZ J., 1998 - *De l'usage des observatoires : la mesure des migrations entre le Mexique et les Etats-Unis*, Observatoires du développement, observatoires pour le développement, ORSTOM éditions, coll. "Colloques et séminaires", Paris, pp. 261-280.

DELER J.-P., 1986 - *L'organisation de l'espace bolivien, essai de modélisation*, Mappemonde, 86/4, pp. 38-42.

DELER J.-P., 1994 - *Structures de l'espace entre Loja et Piura : continuité, transition et différenciation transfrontalière*, Bulletin de l'IFEA, 20/2, pp. 279-294.

DELER J.-P., 1994 - *Un espace marqué par la métropolisation*, Problèmes d'Amérique latine, n°14, juillet - septembre 1994, pp 37-45.

DEMEURE J., 1999 - *De la subsistencia a la competencia internacional, Bolivia en el siglo XX : La formación de la Bolivia contemporánea*, La Paz : Harvard Club de Bolivia, pp. 269-290.

DI MEO G., 1991 - L'homme, la société, l'espace, Anthropos, Paris, 319 p.

DOMENACH H., PICOUET M., 1987 - *Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration*, Population, n°3, Paris, pp. 469-484.

DOMENACH H., PICOUET M., 1995 - Les migrations, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris 128 p.

DUREAU F., 1987 - Migration et urbanisation. Le cas de la Côte d'Ivoire, ORSTOM, coll. « Etudes et thèses », Paris, 646 p.

DUREAU F., FLOREZ C.E., 2000 - Aguaitacaminos. Las transformaciones de las ciudades de Yopal, Aguazul y Tauramena durante la explotación petrolera de Cusiana-Cupiagua, Uniandes, Santa Fé de Bogota, 364 p.

EDWARDS M., 1998 - *Le coton en Bolivie*, Coton et Développement, n°28, octobre-novembre-décembre 1998, pp. 24-26.

FIFER V., 1967 - *Bolivia's Pioneer Fringe*, Geographical review, vol. 57, n°1, janvier 1967, pp. 1-23.

FIFER V., 1982 - *The search for a series of small successes : frontiers of settlement in eastern Bolivia*, Journal of Latin American Studies, vol. 14, n°2, novembre 1982, pp. 407-432.

FOUCHER M., 1991 - Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique, Fayard, Paris, 691 p.

FRANQUEVILLE A., 1998 - Les paysans boliviens toujours menacés, Agricultures : Cahiers d'Etudes et de Recherches Francophones, Vol. 7, No 1, pp. 55-62.

FRANQUEVILLE A., 2000 - La Bolivie, d'un pillage à l'autre, IRD édition, Paris, 292 p.

FRANQUEVILLE A., LAURE J., 1998 - *Malnutrition et politiques agro-alimentaires en Bolivie*, Cahiers des Sciences humaines 24 (2), pp. 199-211.

GEORGE P., 1972 - Population et peuplement, PUF, Paris, 207 p.

GOZALVEZ B., GONZALEZ I., ROUX J.-C., 2000 - De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie, *Cahiers d'Outre Mer* 53 (212), pp. 317-42.

ILIS, 1990 - Agricultura en Santa Cruz : De la encomienda Colonial a la Empresa Modernizada (1559 a 1985), ILIS, La Paz, 337 p.

INCHAUSTE C., 1998 - *Bolivia : ombres et lumières d'un pays émergent*, Problèmes d'Amérique latine, n°28, janvier - mars 1998, pp. 57-70.

INC-OEA, 1975 - Proyecto Chaparé - Propuesta de estudio para el desarrollo integrado, www.oas.org/usde/publications/Unit/oea67s/ch001.htm, [5/18/2000 3:00:58 PM], 150 p.

INE, 2003 - Bolivia ; niveles, tendencias y diferenciales de la fecundidad, La Paz : Instituto Nacional de Estadística, 158 p.

INE, 2003 - Bolivia ; niveles, tendencias de la mortalidad infantil, INE, La Paz : Instituto Nacional de Estadística, 109 p.

INE, 2002, Bolivia : características de la vivienda, Censo nacional de población y vivienda 2001, INE, La Paz, 317 p.

INE, 2002, Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Bolivia, INE, La Paz, cédérom.

INE, 1999 - Bolivia, un mundo de potencialidades, Atlas estadístico de Municipios, La Paz, INE-COSUDE-CID, 485 p.

INE, 1995 - La transición de la fecundidad en Bolivia y sus determinantes (1965-1995), INE-UNPFA, La Paz, 156 p.

INE (ex DGEC), 1955 - Censo demográfico, 1950, La Paz.

JEREZ O (2001), El proceso de urbanización en el sur de Bolivia: etnografía en una ciudad de frontera, Thèse de Doctorat, Université de Seville, version préliminaire, 262 p.

KLEIN S., 1990 - *Bolivia, desde la guerra del pacífico hasta la guerra del Chaco, 1880-1932*, Historia de América Latina, vol.10, América del Sur, c. 1870-1930. Cambridge University Press, Editorial Crítica, Barcelona, pp. 204-232.

LABROUSSE A., 1990, L'économie de la drogue en Bolivie : la crise de l'emploi, les migrations et une autre formule de développement, Revue internationale du travail, vol. 129-3, BIT, Genève, pp. 365-380.

LABROUSSE A., 2002, Atlas géopolitique des drogues, De Boeck Université, Louvain-la-Neuve, pp. 111-118.

LANGER E. D., 1999 - *Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX. In : Bolivia en el siglo XX : La formación de la Bolivia contemporánea*, Harvard Club de Bolivia, La Paz, pp. 67-88.

LASERNA R., 1984 - *Espacio y sociedad regional. Constitución y desarrollo del mercado interno en Cochabamba*, CERES, La Paz : 266 p.

LAVAUD J.-P., 1991 - *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie*, L'Harmattan, Paris, 290 p.

LAVAUD J.-P., 1998 - *La Bolivie de la réforme, Problèmes d'Amérique latine*, n°28, janvier - mars 1998, pp. 1-18.

LAVAUD J.-P., 2002 - *Un pays bloqué, Vivant univers*, n° 459, mai - juin 2002. pp. 11-15.

LEVY J., LUSSAULT M. (dir), 2003 - *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1034 p.

LUNA CABERA G., 2002 - *La economía boliviana del siglo XX. Una sombría antesala al siglo XXI*, Plural, La Paz, 198 p.

MARCHAL J.-Y., QUESNEL A., 1997 - *Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité, La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX e siècle*, Editions de l'Orstom, Paris, pp. 597-614.

MENDOZA CORTEZ O. *et al.*, 2003 - *La lucha por la tierra en el Gran Chaco tarijeño*, PIEB, La Paz, 171 p.

MINVIELLE P., 1996 - *L'utilisation d'un modèle spécifique : l'exemple de la Bolivie*, *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, n°2, tome 25, 1996, pp. 283-302.

MIRANDA PACHECO C., 1999 - *Del descubrimiento petrolífero a la explosión del gas, Bolivia en el siglo XX : La formación de la Bolivia contemporánea*, La Paz : Harvard Club de Bolivia, pp. 155-192

MONOGRAFIA DE BOLIVIA (1975) - *Tomo 4 Beni-Pando-Tarija*, Biblioteca del sesquicentenario de la República, La Paz, 439 p.

MONTES DE OCA I., 1995 - *Geografía y clima de Bolivia*, Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines, 24(3)1995, pp. 357-368.

MONTES DE OCA I., 1997 - Geografía y recursos naturales de Bolivia, Edobol, La Paz, 614 p.

MONTSERRAT ANTUÑA P., 1999 - Exportación de gas natural boliviano (Argentina y Brasil), mémoire de licenciatura, Universidad autónoma « Juan Misael Saracho », Tarija.

MORALES J.-A. Y PACHECO A., 1999 - *El retorno de los liberales*, Bolivia en el siglo XX : La formación de la Bolivia contemporánea, Harvard Club de Bolivia, La Paz, pp. 155-192.

NOVI M., 1998 - Pourcentages et tableaux statistiques, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 125 p.

PAILHE J. (2002), *Migration, migrant, géographie de la population*, Espace, Populations, Société, 2002-1/2, pp. 73-82.

PIEL J., 1989 - *Région et nation en Amérique latine : le cas du « Norte » argentin (Tucuman, Salta, Jujuy) de 1778 à 1914*, Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines 18, n°2, 1989, pp. 299-350.

PNUD, 2003 - Informe de desarrollo humano en Tarija 2003.

POZO J., 1999 - *Siglo XX : la era del estaño*, Bolivia en el siglo XX : la formación de la Bolivia contemporánea, Harvard Club de Bolivia, La Paz, pp. 219-239.

PRADEAU C., 1994 - Jeux et enjeux des frontières, Presses universitaires de Bordeaux, Talence, 362 p.

PUMAIN D., SAINT-JULIEN T., 1997 - L'analyse spatiale. 1. Localisations dans l'espace, Masson & Armand Colin, coll. « Cursus », Paris, 167 p.

PUMAIN D., 1983 - *Le peuplement*, Encyclopédie de géographie, Economica, Paris, pp. 421-443.

RAFFESTIN Claude, 1983 - *Introduction à la géographie sociale des frontières*, Espace, Populations, Sociétés, 1983-1, pp. 87-88.

RATTI R., 1996 - *Problématique de la frontière et du développement des régions-frontières*, Sciences de la société, n°37, pp. 37-47.

RIVIERE D'ARC H., 1970 - *Espace national et périphéries frontalières en Bolivie*, Problèmes d'Amérique Latine - LIII, n°s 4533 - 4534, pp. 109-118.

ROCA J.-L., 1999 - Fisionomía del regionalismo boliviano, Plural, La Paz, 350 p.

ROUX J.-C. et OVIEDO F., 1995 - *Les « hommes du quinquina ». Comportements démographiques et cycles de l'économie extractive dans une région bolivienne enclavée : Caupolican (1830-1880)*, Cahiers des Sciences Humaines 31 (4) 1995, pp. 969-986.

ROUX J.-C., 1996 - *La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire. Une relecture critique de la première carte nationale de 1859*, L'espace géographique, n°4, pp. 339-352.

ROUX J.-C., 2000 - La Bolivie orientale. Confins inexplorés, battues aux indiens et économie de pillage, L'Harmattan, Paris, 317 p.

SAIGNES T., 1981 - *El piedemonte amazónico de los Andes meridionales : estado de la cuestión y problemas relativos a su ocupación en los siglos XVI y XVII*, Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines, n° 3-4, pp. 141-176.

SCHOOP W., 1981 - Ciudades bolivianas, Los Amigos del Libro, La Paz, 260 p.

SIMMONS A., 1986 - *Contrôle institutionnel, migration et offre de main-d'œuvre : application aux mouvements historiques en Amérique latine*, Journées démographiques de l'ORSTOM 1985, Paris - ORSTOM, pp. 285-320.

SORIA MARTINEZ C., 1996 - Colonización en Santa Cruz, esperanzas y realidades, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, La Paz, 196 p.

TAPINOS G., 1991 - Éléments de démographie, Armand Colin, Paris, 367 p.

THEVOZ L., 1999 - *La décentralisation en Bolivie, un modèle en construction*, Décentralisation et développement, coll. « Ecrits sur le développement », Direction du Développement et de la Coopération, Berne, pp. 168-191.

THUMERELLE P.-J., 2002 - *Allocution introductive du colloque "Géographie et population"*, Espace, Populations, Sociétés, 2002-1-2, pp. 17-23.

URIOSTE M., 2002 - Desarrollo rural con participación popular, Fundación Tierra, La Paz, 300 p.

VARGAS SALGUEIRO A., 1996 - Y.P.F.B. Entre nacionalistas y liberales ? capitalización ?, Los Amigos del Libro, La Paz - Cochabamba, 361 p.

* * *

BIBLIOGRAPHIE CONSULTÉE

AGUILAR M. A., SRBROCCO M. E. (coord.), 1999 - Informe sobre desarrollo humano 1997 provincia de Salta, Universidad Nacional de Salta, Programa argentino de desarrollo humano, Salta, 38 p.

ANTOINE P., BONVALET C., COURGEAU D., DUREAU F., LELIEVRE E. (ed.), 1999 - Biographies d'enquêtes : bilan de 14 collectes biographiques, coll. « Méthodes et Savoirs », PUF Diffusion, Paris, 356 p.

AUBERTIN C., 1990 - *Mouvements de populations et changements économiques dans le Centre-Ouest brésilien*, Cahiers des sciences humaines, 26(3) 1990, pp. 327-342.

BACH Daniel, LERESCHE Jean-Philippe, 1996 - *Frontières et espaces transfrontaliers. A nouveaux espaces, nouvelles segmentations*, Revue internationale de politique comparée, Vol. 2, 1995, n°3, pp. 443-450.

BALMACEDA Raúl, DE MARCO Graciela, 1992 - *El sistema politico-territorial, Argentina, geografía general y los marcos regionales*, Buenos Aires, Editorial Planeta, 801 p.

BARAONA R., ARANDA X., SANTANA R., 1961 - Valle de Putaendo. Estudio de estructura agraria, Instituto de geografía de la Universidad de Chile, Santiago de Chile, 374 p.

BEAUJEU-GARNIER J., 1965 - 3 milliards d'Hommes, traité de démo-géographie, Hachette, Paris, 402 p.

BEKKAR R., BOUMAZA N., PINSON D., 1999 - Familles maghrébines en France, l'épreuve de la ville, PUF, 291 p.

BEGUIN M., PUMAIN D., 2000 - La représentation des données géographiques. Statistique et cartographie, Armand Colin, Paris, coll. Cursus, 192 p.

BENENCIA, R., KARASIK, G., 1995 - Inmigración limítrofe : los Bolivianos en Buenos Aires: aspectos de su integración laboral y cultural, Centro Editor de América Latina, coll. Biblioteca política, Buenos Aires, 217 p.

BLANES J., 1996 - *Movilidad espacial en Bolivia : reflexiones sobre su carácter temporal*, Se fue a volver : seminario sobre migraciones temporales en América latina, PISPAL-Ciudad-CENEP, Mexico, 595 p.

BOCQUET J.-P., COURGEAU D., PUMAIN D., 1996 - Spatial analysis of biodemographic data, John Libbey-INED, coll. "Congresses and Colloquia", 367 p.

BOLAY J.-C., CUNHA A., WAAS E, 1993 - Habitat populaire et pauvreté urbaine en Amérique latine. Vers une nouvelle politique du logement en Bolivie, rapport de recherche n° 103, EPFL, Lausanne, 106 p.

BOLSI A., 1988 - *L'occupation de l'espace dans la Puna argentine : héritages, désarticulation, marginalité*, Revue de géographie alpine, T. LXXXVI, 1, p. 59-73

BONNEMAISON J., CAMBREZY L, QUINTY-BOURGEOIS L. (dir.), 1999 - La Nation et le territoire, Le territoire, lien ou frontière ?, tome 2, L'harmattan, Paris, 266 p.

BOTTIN Michel, 1996 - *La frontière de l'Etat. Approche historique et juridique*, Sciences de la société, n°37, pp.15-26.

BRAUDEL F., 1969 - Ecrits sur l'Histoire, Flammarion, Paris, coll. « champs », 314 p.

BRUNET R., 1987 - La carte mode d'emploi, Fayard/Reclus, Paris, 270 p.

CALVO T., 1994 - L'Amérique Ibérique de 1570 à 1910, Nathan, Paris, coll. « Fac Histoire », 359 p.

CAMBREZY L., COUTY P., LERICOLLAIS A., J.-Y. MARCHAL, RAYNAUT C., 1984 - *La région territoire de recherche*, Le développement rural en questions : paysages, espaces ruraux, systèmes agraires : Maghreb-Afrique noire-Mélanésie, Blanc-Pamard C. et al. (ed.), mémoires Orstom n°106, Congrès international de géographie, Paris, pp. 123-180.

CHARBIT Y., HILY M.-A., POINARD M., 1997, Le va-et-vient identitaire, migrants portugais et villages d'origine, PUF-INED, Paris, coll. « Travaux et documents », 144 p.

CLAVAL P., 1995 - Initiation à la géographie régionale, Nathan, Paris, 288 p.

CLIGNET R. (Ed. Sc.), 1998 - Observatoires du développement, observatoires pour le développement, ORSTOM éditions, Paris, 301 p.

CORRETA L., AÑEZ M., IMAÑA T., 2001 - *Los laberintos de la tierra : hidrocarburos en Bolivia en el siglo XX*, Tinkazos, 10, La Paz, pp. 79-99.

CORTES G. 2002 - *L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien*, Revue Européenne des Migrations Internationales, vol. 18 (2002), n°2.

CORTES G. 2000 - Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie), coll. « A travers champs », IRD éditions, Paris, 413 p.

CORTES G. 1995 - *L'émigration rurale dans les vallées inter-andines de Bolivie*, Revue Européenne des Migrations Internationales, Volume 11, n° 2, Poitiers, pp. 113-128.

CORTES G. 1995 - *Mobilités paysannes et identités territoriales dans les Andes boliviennes*, Les Territoires de l'identité. Le terroir, lien ou frontière ? Tome 1. Coll. « Géographie et culture », L'Harmattan, pp. 259-268.

COSTA M., 2000 - *La construcción de la frontera argentino-boliviana*, conferencia del taller Creación de fronteras en una provincia de frontera, 3 del 6 del 2000, 11 p.

COURLET Claude, 1996 - *Globalisation et frontière*, Sciences de la société, n°37, pp. 27-36.

CRESPO VALDIVIA F., 2000 - Incidencia de las reformas estructurales sobre la agricultura boliviana, CEPAL-ECLAC, coll. « Desarrollo productivo » n°98, Santiago du Chili, 55 p.

CURAPP, CRISPA, 1994 - L'identité politique, PUF, Paris, 496 p.

D'ANDREA N., HAMELIN P., 2003 - *Dinámica de los territorios y demografía del abandono : el caso de la comuna de Canela*, Dinámicas de los sistemas agrarios en Chile arido : la región de coquimbo, IRD-Universidad de Chile-Universidad de la Serena, Santiago de Chile, pp. 303-325.

D'ARMAGNAC J., BLAYO C., PARANT A. (éd.), 1999 - Démographie et aménagement du territoire, Actes du Xe colloque national de démographie - Bordeaux, mai 1996, CUDEP-PUF, Paris, 472 p.

DENIEUL François, 1997 - *Frontières et territoires*, Les nouvelles frontières d'un monde sans frontières, les cahiers Plain-Sud n°2, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, pp. 9-46.

DOMENACH H., 1996 - *De la « migratologie »...*, Revue Européenne des Migrations Internationales, 1996 (12) 2, pp. 73-86.

DOMENACH H., PICOUET M. (dir.), 2004 - Environnement et populations : la durabilité en question, L'Harmattan, coll. « Populations », Paris, 225 p.

DOMENACH H., PICOUET M., 1988 - *Transition démographique et migration en Guyane : des conditions de peuplement sous pression*, Dynamique de la population et migration en Guyane. La nature et l'homme, pp.5-29.

DOMENACH H., PICOUET M., 1992 - La dimension migratoire des Antilles, Economica, coll. « Caraïbe-Amérique latine », Paris, 254 p.

DOMENACH Hervé, CELTON Dora (dir.), 1998 - La comunidad boliviana en Córdoba. Caracterización y proceso migratorio, ORSTOM-Universidad Nacional de Córdoba, Córdoba, 291 p.

DUPONT V., GUILMOTO C. (ed. sc.), 1993 - Mobilités spatiales et urbanisation. Asie, Afrique, Amérique, Cahiers des sciences humaines, vol.29 - n°2-3-1993, Orstom, 580 p.

DUREAU F., DUPONT V., LELIEVRE E., et al. - 2000, Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale, Paris, Anthropos - IRD, coll. "Villes", 415 p.

DUREAU F., 1999 - *Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogota*, Espace, Populations, Sociétés, 1999, No 2, pp. 329-344.

EGG J., HERRERA J. (éd.), 1998 - Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne, Cahiers des sciences humaines, nouvelle série n°6, ORSTOM-L'Aube, Paris, 210 p.

FARET, L. 1998 - Les territoires de la mobilité. Champ migratoire et espaces transnationaux entre le Mexique et les Etats-Unis, thèse de doctorat de 3^e cycle, Institut de géographie de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 394 p.

FAVRE H., 1998 - L'Amérique latine, Flammarion, Paris, coll. « Domino », 125 p.

FOUCHER M., 1991 - Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique, Paris, Fayard, 2e éd., 691 p.

FRANQUEVILLE A., 1990 - Villes et réseau urbain de Bolivie, Cahiers d'Outre-mer, 43:171, juillet/sept. 1990, pp. 273-288.

FREMONT A., 1976 - La région espace vécu, Flammarion, coll. « Champs », Paris, rééd. 1999, 284 p.

GASTELLU J.-M., MARCHAL J.-Y. (éd. sc.), 1997 - *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*, ORSTOM éditions, Paris, coll. Colloques et Séminaires, 768 p.

- GAULT M., 1989 - Villes intermédiaires pour l'Europe ?, Syros Alternatives, 192 p.
- GAY J.-C., 1995, Les discontinuités spatiales, Economica, Paris, coll. « Poche géographique », 112 p.
- GEORGE P. (dir.), 1984 - Dictionnaire de la géographie, PUF, Paris 485 p.
- GIZARD X., VIARD J., 1995 - Le tropisme des rivages. Essai sur le Sud français, L'Aube-Datar, 158 p.
- GONIN P., RENARD J.-P., 1995, Frontières et métamorphisme de contact, Nations, frontières et immigration en Europe, CIEMI-L'Harmattan, coll. "Nations, frontières et immigration en Europe", Paris, pp. 209-238.
- GRAL-CREDAL, 1994 - Villes intermédiaires, vitalité économique et acteurs sociaux, Problèmes d'Amérique latine, n°14, juillet-septembre 1994, pp. 127-139.
- HEVILLA M. C., 1998 - El estudio de la frontera en América. Una aproximación bibliográfica. Biblio 3W, Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales, n°125, [<http://www.ub.es/geocrit/b3w-125.htm>], 15 p.
- INE, 2003 - Año 2002, Estadísticas e indicadores socioeconómicos del departamento de Tarija, annuaire en ligne.
- INE, 2002 - Distribución de la población por municipios, La Paz, INE, 37 .
- INE, 2002 - Año 2001, Estadísticas e indicadores socioeconómicos del departamento de Tarija, annuaire en ligne [www.ine.gov.bo].
- INE, 2001 - Año 2000, Estadísticas e indicadores socioeconómicos del departamento de Tarija, annuaire en ligne [www.ine.gov.bo].
- INE, 2001 - Anuario estadístico 2000, INE, La Paz, cédérom.
- IREC-DA/EPFL-QUITO, 2003 - Intermediación urbana : ciudades de América latina en su entorno, Cuaderno de trabajo n°100, 115 p.
- IUED, 1995 - Environnement et villes intermédiaires. Actes du colloque international, Genève, du 20 au 24 novembre 1995, 490 p.
- JAVEAU C., 1992 - L'enquête par questionnaire, manuel à l'usage du praticien, Editions de l'Université de Bruxelles-Edition d'organisation, Bruxelles, 158 p.
- LAHOUSSE P., PIEDANNA V., 1998 - L'outil statistique en géographie, tome 2, Les distributions à une dimension, Armand Colin, Paris, coll. « Synthèse », 95 p.

- LAHOUSSE P., PIEDANNA V., 1999 - L'outil statistique en géographie, tome 2, L'analyse bivariée, Armand Colin, Paris, coll. « Synthèse », 95 p.
- LANGER E., 1990 - Introducción, Andes, n°1, Salta, pp. 7-10.
- LAURELLI E., VAGHI A., 1999 - La Cuenca del Río Bermejo en el Contexto Regional, Programa Estratégico de Acción para la Cuenca del Río Bermejo, cédérom.
- LAZORTHE F., 2004 - Une Crise Française, Seuil, Paris, 112 p.
- LE BRAS H., 1993 - La planète au village, Editions de l'Aube, La tour d'Aigues, 220 p.
- LE BRAS H., 2000, Naissance de la mortalité, Gallimard-Le seuil, coll. « Hautes études », 371 p.
- LIVENAIS P., 2001 - Peuplement et évolution agraire au Morelos (Mexique), L'Harmattan, coll. « Populations », Paris, 156 p.
- LIVENAIS P., ARANDA X. (Ed Sc.), 2003 - Dinámicas de los sistemas agrarios en Chile arido : la region de coquimbo, IRD-Universidad de Chile-Universidad de la Serena, Santiago de Chile, 502 p.
- LIVI BACCI M., 1996 - Introduction, Actes de la conférence méditerranéenne sur la populations, les migrations et le développement, Palma de Majorque 15-17 octobre 1996, éditions du conseil de l'Europe, pp. 27-43.
- MANZANAL Mabel (comp.), 1996 - El desarrollo rural en el noroeste argentino. Antología, Proyecto Desarrollo Agro-forestal en Comunidades Rurales del Noroeste Argentino, Salta, 248 p.
- MARMORA L., 2002 - Les politiques de migrations internationales, L'Harmattan, coll. « Populations », Paris, 269 p.
- MENDRAS H., 1967 - La fin des paysans, Babel, rééd. 1991, 437 p.
- MENDRAS H., 1976 - Les sociétés paysannes, Gallimard, coll. Folio histoire, rééd. 1995, 368 p.
- MENJOT D., 1996 - La ville frontière : un modèle original d'urbanisation ?, Les villes frontière (Moyen Age, époque moderne), L'Harmattan, Paris, pp. 5-14.
- MESCLIER E., 1993 - Pérou : vers une redistribution des populations rurales andines ? Changements dans la société paysanne et évolution de l'organisation de l'espace, Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines, 1993, 22(3), pp. 763-789.

- MICHEL M., 1994, L'aménagement régional en France, du territoire aux territoires, Masson, Paris, coll. « Géographie », 235 p.
- MORICONI-EBRARD F., 1993 - L'urbanisation du monde depuis 1950, coll. « villes », anthropos, Paris, pp. 362 p.
- MORIN E., 1967 - Commune en France, la métamorphose de Plodémet, coll. « le monde sans frontières », Fayard, Paris, 287 p.
- MOULIN A., 1988, Les paysans dans la société française, Seuil, coll. Points histoire, 307 p.
- MUÑOZ J., 1999 - Los mercados de tierras rurales en Bolivia, coll. « Desarrollo productivo » n°61, CEPAL-ECLAC, Santiago de Chile, 57 p.
- NOIN D., 1998 - Géographie de la population, Armand Colin, coll. U, 280 p.
- NOIN D., THUMERELLE P.-J., 1993 - L'étude géographique des populations, Masson géographie, 124 p.
- NORDENSKIOLD E., 1903 - *Travels on the Boundaries of Bolivia and Argentina*, Geographical journal, Vol. 21, n°5, Jstor, pp. 510-525.
- PETIT V., 1998 - Migrations et société Dogon, L'Harmattan, coll. « Populations », Paris, 331 p.
- PIEL J., 1997 - *L'histoire régionale de Piura : questions de méthode, questions d'historien*, Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines, 1991, 20(2), pp. 423-437.
- POLESE M., 1994 - Economie urbaine et régionale, logique spatiale des mutations économiques, Economica, coll. « bibliothèque de science régionale », Paris, 400 p.
- PONTUSSI E., 1995 - Geografía del Noroeste Argentino, 225 p.
- QUESNEL A., 2004 - *Dynamiques de peuplement, appropriation de l'espace rural et environnement*, Environnement et populations : la durabilité en question, L'Harmattan, coll. « Populations », pp. 53-75.
- QUESNEL A., VIMARD P., (ed.), 1991 - Migration, changements sociaux et développement, ORSTOM éditions, coll. « Colloques et Séminaires », Paris, 388 p.
- RAFFESTIN C., 1986 - *Eléments pour une théorie de la frontière*, Diogène, n°134, pp. 3-21.

REBORATTI C., 1988 - *Migrations de travailleurs Andes-Piémont et articulation de types agraires dans le Nord-Ouest de l'Argentine*, Revue de géographie alpine, T. LXXXVI, 1, p. 75-81.

REBORATTI C., 1990, *Fronteras agrarias en América latina*, revue électronique Geocrítica, www.ub.es/geocrit/sv-26.htm, 35 p.

REBORATTI C., 1998 - El Alto Bermejo : realidades y conflictos, La Colmena, Buenos Aires, 216 p.

RENARD J.-P., 1992 - *Populations et frontières : problématiques et méthodes*, Espace, populations, sociétés, 1992-2, pp. 167-184.

REVEL-MOUROZ J., 1979, *Coopération et conflits dans les zones frontalières en Amérique Latine. Le point de la situation*, Problèmes d'Amérique Latine, n°53, pp. 32-45.

DU CHEYRON P., LECLERC F. (coord.), 2004 - Circulations migratoires. Nouvelles dynamiques des migrations, Revue Française des Affaires Sociales n°2, avril-juin 2004, 58^e année, pp. 232 p.

RIVIERE D'ARC H., 1979 - *Espace national et périphéries frontalières en Bolivie*, Problèmes d'Amérique Latine, n°53, pp. 111-118.

ROCCATAGLIATA J., 1992 - *Regionalización, Argentina, geografía general y los marcos regionales*, Editorial Planeta, Buenos Aires, pp. 429-449.

ROCHFORT M., 1966 - Géographie de l'Amérique du Sud, PUF, Paris, coll. « Que sais-je ? », 128 p.

ROLLET C., 1995 - Introduction à la démographie, Nathan université, coll. « 128 », 128 p.

RONCAYOLO M., 1990, La ville et ses territoires, Gallimard, Paris, coll. « folio », 285 p.

SANDOVAL G., 2000 - *Rasgos del proceso de urbanización de las ciudades en Bolivia : 1998*, Sociólogos en el umbral del Siglo XXI, Plural, La Paz, pp. 40-46.

SANDOVAL G., AYLLON V., 1992 - La memoria de las ciudades, Ildis-CEP, La Paz, 484 p.

SEGAUD M., BONVALET C., BRUN J. (dir.), 1998 - Logement et habitat, l'état des savoirs, La découverte, Paris, coll. « Textes à l'appui », 412 p.

SELVA DE SANTILLAN A., TEODORO R., 1992 - *La región del noroeste argentino : paisajes heterogéneos con economía mixta*, Argentina, geografía general y los marcos regionales, Editorial Planeta, Buenos Aires.

SIMON G., 1995 - Géodynamique des migrations internationales dans le monde, PUF, Paris, 429 p.

SOUCHAUD S., 2001 - *Nouveaux espaces en Amérique du Sud : la frontière paraguay-brésilienne*, Mappemonde, 61 (2001.1), pp. 19-23.

SPAHNI J.-C., 1974 - Les indiens des Andes. Pérou, Bolivie, Equateur, Payot, Paris, 315 p.

TARRIUS A., 2000 - Mobilités, Identités, Territoires : Les nouveaux cosmopolitismes, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 265 p.

TODD E., 1990 - L'invention de l'Europe, Seuil, coll. « Folio », rééd. 1996, Paris, 679 p.

TODD, E., 1994, Le destin des immigrés : assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales, Le seuil, Paris, 402 p.

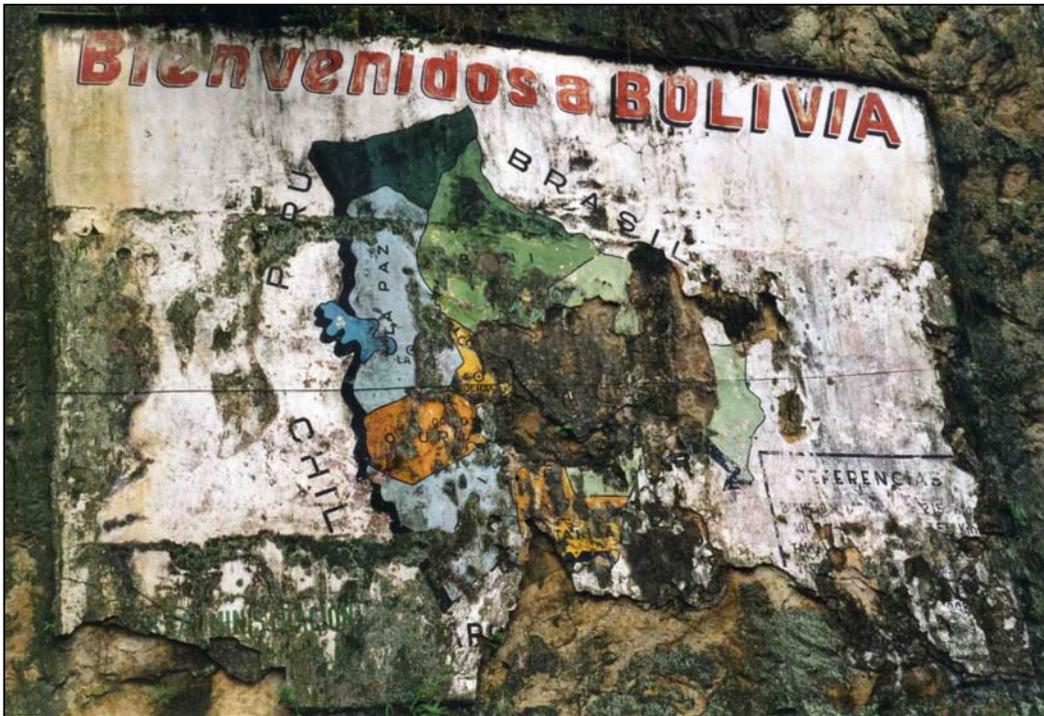
VABPÑARSKY C., 1998 - El concepto de localidad : definición, estudios de caso y fundamentos teóricos-metodológicos, Censo nacional de población y vivienda 1991, serie D n°4, INDEC, Buenos Aires, 205 p.

VERON J., 1991 - Démographie, Armand Colin, coll. Flash U, Paris, 128 p.

WHITEFORD Scott, 1981 - Workers from the north. Plantations, Bolivian Labor, and the City in Northwest Argentina, University of Texas Press, Austin, 189 p.

WITHEHEAD L., 1991 - *Bolivia since 1930*, The Cambridge history of Latin America, vol. VIII 1930 to the present, Cambridge University Press, New York, pp. 509-583.

ZUÑIGA V. 1993 - *Elementos teóricos sobre la noción de frontera. (Reflexiones en torno a la tesis de Michel Foucher)*, in Frontera Norte, vol. 5, n°9, janvier-juin 1993, pp. 139-146.



Dernier terrain, poste frontière de Bermejo, novembre 2002.

Université Paul Cézanne AIX-Marseille III
INSTITUT D'AMENAGEMENT REGIONAL
Ecole doctorale « Espaces, Cultures, Sociétés »

THESE
pour obtenir le grade de
DOCTEUR

DISCIPLINE : AMENAGEMENT DE L'ESPACE, URBANISME
Spécialité : population et territoire

présentée et soutenue publiquement par

Nicolas D'ANDREA

le 13 décembre 2004.

**Effets de frontière, migrations et redistribution du
peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales
dans le département du Tarija.**

ANNEXES

Directeur de thèse : M. Hervé DOMENACH

Laboratoire d'accueil : Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED),
UMR 151, IRD-Université de Provence.

JURY

Mme Geneviève CORTES, Maître de conférence en Géographie, Université Montpellier III
M. Hervé DOMENACH, Démographe, Directeur de recherche, IRD
Mme Françoise DUREAU, Professeur de Géographie, Université de Poitiers
M. Daniel PINSON, Professeur d'Urbanisme, Université Aix-Marseille III
M. André QUESNEL, Démographe, Directeur de recherche, IRD
M. Jean-Paul VOLLE, Professeur de Géographie, Université Montpellier III

Université Paul Cézanne AIX-Marseille III
INSTITUT D'AMENAGEMENT REGIONAL
Ecole doctorale « Espaces, Cultures, Sociétés »

THESE
pour obtenir le grade de
DOCTEUR

DISCIPLINE : AMENAGEMENT DE L'ESPACE, URBANISME
Spécialité : population et territoire

présentée et soutenue publiquement par

Nicolas D'ANDREA

le 13 décembre 2004.

**Effets de frontière, migrations et redistribution du
peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales
dans le département du Tarija.**

ANNEXES

Directeur de thèse : M. Hervé DOMENACH

Laboratoire d'accueil : Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED),
UMR 151, IRD-Université de Provence.

JURY

Mme Geneviève CORTES, Maître de conférence en Géographie, Université Montpellier III
M. Hervé DOMENACH, Démographe, Directeur de recherche, IRD
Mme Françoise DUREAU, Professeur de Géographie, Université de Poitiers
M. Daniel PINSON, Professeur d'Urbanisme, Université Aix-Marseille III
M. André QUESNEL, Démographe, Directeur de recherche, IRD
M. Jean-Paul VOLLE, Professeur de Géographie, Université Montpellier III

SOMMAIRE DES ANNEXES

Définition des principaux indicateurs cités ou calculés	296
ANNEXES DU PREMIER CHAPITRE	297
ANNEXES DU DEUXIEME CHAPITRE	317
Annexe méthodologique TEXTE II-1 - Contraintes et choix concernant la définition de l'urbain. .	320
Atlas de la Bolivie	333
ANNEXES DU TROISIEME CHAPITRE	351
Annexe méthodologique TEXTE III-1 Les divisions statistiques de l'espace départemental	352
Annexe méthodologique TEXTE III-2 Le dispositif d'enquête Frontarbol	356
Atlas du département du Tarija	368
ANNEXES DU QUATRIEME CHAPITRE	389
Annexe méthodologique TEXTE IV-1 Limites et propriétés de l'observation rétrospective des installations : réflexions à partir du cas de l'enquête ENYAC 2002.	406
LISTES DES DOCUMENTS INTEGRES AU TEXTE	416
Tableaux	416
Cartes	416
Figures	416
Photos	418

DEFINITION DES PRINCIPAUX INDICATEURS CALCULES OU CITES.

Variation nette, notée vn : différence entre la population au moment (t) et au moment (t+1) : $V = V_{t+1} - V_t$

Taux de variation annuel moyen, noté $tvam$ (dit aussi taux moyen de variation annuel ou taux d'accroissement annuel moyen) - Rapport entre la variation nette et la population de départ, ramené à l'unité de temps annuelle, en tenant compte du caractère géométrique de la progression ; selon la formule des intérêts composés, le taux d'accroissement : $R = (P_t / P_0)^{1/n} - 1 \cdot 100$

N.B. : les taux de variation annuels moyens sont calculés pour les périodes intercensitaires à l'année près avant 1950 et au mois près, à partir de 1950. Les dates des recensements sont le 05/09/1950, le 29/09/1976, le 03/06/1992, le 07/09/2001. La période annotée 1992-2001 renvoie à un intervalle de 9 ans et 3 mois, soit 9,25 années.

Part de la variation nette - Dans le cas d'un tableau d'information géographique dont toutes les unités contribuent à une variation nette positive (ou négative), la part de la variation nette est le rapport entre la variation nette de l'unité géographique et la variation nette totale : $Pvn = vn_x / vn \cdot 100$

Taux d'urbanisation : rapport entre le nombre d'habitants vivant dans les villes et la population totale :

$$U = P_v / P \cdot 100$$

N.B. : est relatif à la définition de ce que l'on entend par milieu d'habitat urbain (deux seuils numériques sont utilisés dans l'étude, les concentrations de 2.000 et 5.000 habitants) et population (il s'agit de la population censitaire de fait). [voir annexe TEXTE II-1].

Taux annuel d'urbanisation : soustraction du $tmva$ de la population totale au $tmva$ de la population urbaine.

Densité - Rapport entre la population totale P et la surface s, que l'on a exprimée en Km² : $D = P/S$

Rapport enfants-femmes - rapport entre la population âgée de 0 à 4 ans et celle des femmes âgées de 15 à 49 ans, exprimé pour 100 : $E = P_{0-4} / P_{fem15-49} \cdot 100$

Taux de masculinité - Rapport de l'effectif de sexe masculin à celui de la population totale, exprimé pour 100.

$$M = P_m / P \cdot 100$$

Taux brut de natalité (ou taux de natalité générale, ou taux de natalité) : rapport du nombre de naissances vivantes d'une année donnée, à l'effectif de la population au milieu de la même année, exprimé pour 1000.

Taux brut de fécondité (ou taux de fécondité ou taux de fécondité générale) : rapport des naissances vivantes d'une année à l'effectif des femmes de 15-49 ans, exprimé pour 1000.

Indice Synthétique de Fécondité (ISF, dit aussi indice conjoncturel de fécondité ou indice de fécondité du moment) : exprime un nombre moyen d'enfants par femme ; il s'agit de la somme des taux de fécondité par âge observés pour une année, divisée par le nombre de tranches d'âges.

Taux de mortalité infantile : pour une année donnée, rapport entre le nombre de décès survenus avant le premier anniversaire et le nombre des naissances, exprimé pour 1000.

Migration nette - Différence entre les immigrations et les émigrations d'une zone donnée, durant une période donnée.

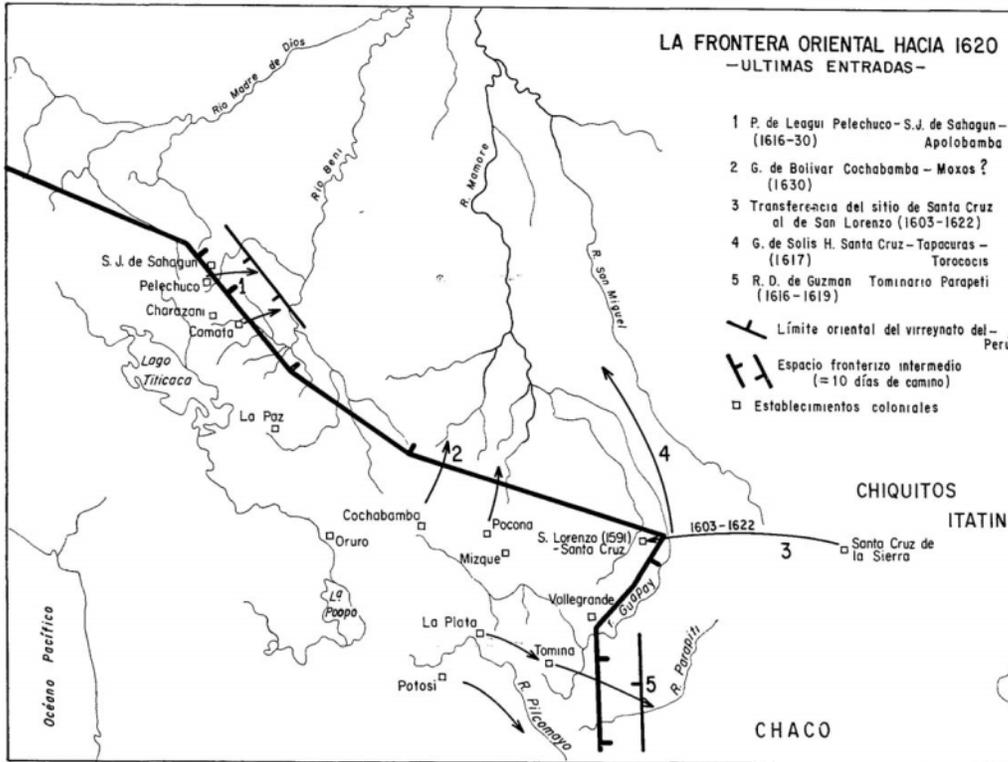
Taux annuel moyen de migration nette - Rapport de la migration nette sur la population moyenne ; les valeurs que nous citons sont des projections de l'INE ou du CELADE.

Taux d'accroissement naturel - Egal à la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité ; on peut le concevoir aussi comme le taux d'accroissement annuel moins le taux de migration nette.

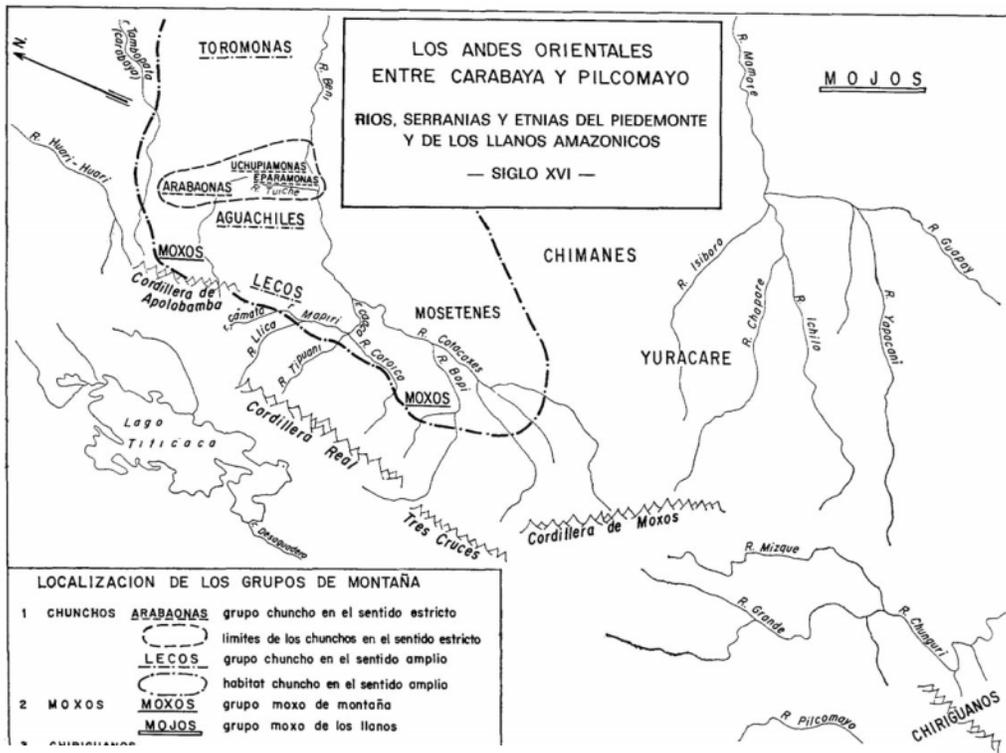
ANNEXES DU PREMIER CHAPITRE

CARTE I-2 La frontière orientale vers 1620.	298
CARTE I-3 Les ethnies orientales, au XVIe siècle.	298
CARTE I-4 L'Amérique espagnole : Vices-Royaumes et Audiencias aux XVIe et XVIIe siècle.	299
CARTE I-5 L'Amérique espagnole vers 1790.	300
CARTE I-6 L'Amérique espagnole au XVIIIe siècle : les routes commerciales intérieures.	301
CARTE I-7 Espagne et Amérique : les routes maritimes.	303
CARTE I-8 La carte politique de la Bolivie en 1894.	303
TAB I-1 Bolivie - La population selon le milieu d'habitat et le département, de 1947 à 1950 (en milliers d'habitants).	304
TAB I-2 Bolivie - Concentration de la population selon le département et le milieu d'habitat, de 1947 à 1950 (en %).	304
TAB I-3 Bolivie - Variation de la population selon le département et le milieu d'habitat, par période (1847-1950)...	305
TAB I-4 Bolivie - Densité et taux d'urbanisation selon le département (1847-1950).	305
CARTE I-9 Bolivie - L'évolution de l'armature urbaine (1847-1950)	306
CARTE I-10 Bolivie - L'évolution des densités départementales (1847-1950).	307
CARTE I-11 Bolivie - L'évolution de la population départementale : part du total (1847-1950).	307
TAB I-5 La colonisation agricole depuis la Réforme Agraire : nombre de familles installées selon le département et le type de colonisation.	308
TAB I-6 La colonisation agricole depuis la Réforme Agraire : nombre d'hectares attribués selon le département et le type de colonisation.	308
CARTE I-12 Les gisements miniers des Andes centrales.	309
CARTE I-13 Bolivie - Les mines d'étain.	310
TAB I-7 Valeur brute de la production minière métallifère en Bolivie selon le type de minerai, par département, entre 1988 et 1996 (en milliers de bolivianos constants).	311
TAB I-8 Bolivie (2001) - Distribution de la valeur des exportations de minerais et métaux, selon le produit et le département de production (en millions de dollars).	312
TAB I-9 Bolivie - Evolution des exportations de minerais, métaux et hydrocarbures de 1990 à 2002 (en milliers de dollars).	312
TAB I-10 Redevances reversées par YPFB, en milliers de dollars, selon l'année, par département (1938-1995).	313
FIG I-3 La production de pétrole par département (1925-2002)	314
FIG I-4 La production de gaz par département (1952-2002).	314
TAB I-11 Le financement des Corporations Régionales de Développement, de 1974 à 1978 (en dollars).	315
TAB I-12 Les ressources fiscales municipales et départementales en 2001 et 2002, selon le type et le département (en milliers de bolivianos).	315

CARTE I-2 La frontière orientale vers 1620.



CARTE I-3 Les ethnies orientales, au XVIe siècle.



Thierry Saignes (1981). *El piedemonte amazónico de los Andes meridionales : estado de la cuestión y problemas relativos a su ocupación en los siglos XVI y XVII*, Bulletin de l'IFEA, n°3-4, p. 153, p. 167.

CARTE I-4 L'Amérique espagnole : Vice-Royaumes et Audiencias aux XVIe et XVIIe siècle.



Source : F. Morales Padrón (1975), Historia general de América, 2e éd., Madrid, p. 391.

CARTE I-5 L'Amérique espagnole vers 1790.



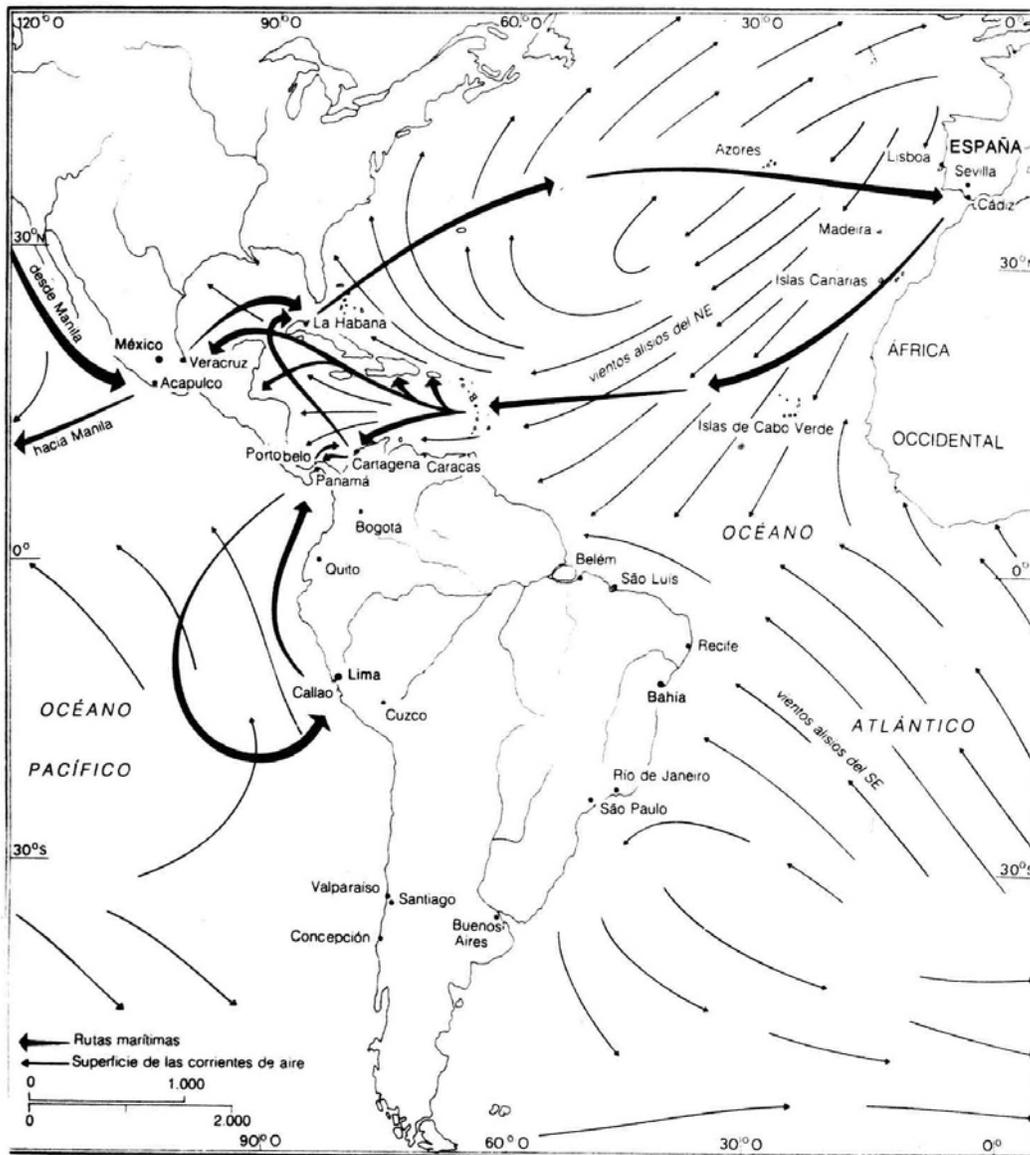
Source : D. A. Brading (1990) , *La España de los Borbones y su imperio americano*, Historia de América Latina, chapitre 2, p. 93, Leslie Bethell (ed.), Crítica, Barcelone.

CARTE I-6 L'Amérique espagnole au XVIIIe siècle : les routes commerciales intérieures.



Source : Murdo J. Mc Leod (1990), *Aspectos de la economía interna de la América española colonial : fuerza de trabajo, sistema tributario, distribución e intercambios*, *Historia de América Latina*, chapitre 3, p. 179, Leslie Bethell (ed.), Crítica, Barcelone.

CARTE I-7 Espagne et Amérique : les routes maritimes.



Source : Murdo Mc Leod (1990), *Espagne et Amérique : le commerce atlantique, 1492-1720*, *Historia de América Latina*, chapitre 2, p. 47, Leslie Bethell (ed.), Crítica, Barcelone.

TAB I-1 Bolivie - La population selon le milieu d'habitat et le département, de 1947 à 1950 (en milliers d'habitants).

	capitales dép.			autres loc. urbaines*			population rurale			population totale		
	1847	1900	1950	1847	1900	1950	1847	1900	1950	1847	1900	1950
Chuquisaca	19,2	20,9	40,1	0,0	7,5	0,0	124,1	159,4	242,9	143,3	187,8	283,0
La Paz	42,8	60,0	321,0	0,0	20,6	7,0	372,7	365,9	620,4	415,5	446,5	948,4
Cochabamba	30,4	21,9	80,8	0,0	52,6	14,1	248,7	253,7	395,6	279,1	328,2	490,5
Oruro	5,7	15,9	63,0	0,0	0,0	5,7	89,6	70,2	141,6	95,3	86,1	210,3
Potosi	16,7	20,9	45,8	0,0	0,0	35,8	222,8	299,6	452,8	239,5	320,5	534,4
Tarija	5,1	7,0	16,9	0,0	0,0	5,0	26,9	76,4	104,8	32,0	83,4	126,7
Santa Cruz	6,0	15,9	42,7	0,0	12,4	5,0	64,1	174,4	238,4	70,1	202,7	286,1
Beni	3,2	2,6	10,8	0,0	0,0	6,6	20,4	29,6	102,4	23,6	32,2	119,8
Pando	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	3,1	9,0	18,1	3,1	9,0	19,8
Total Bolivie	129,1	165,1	622,8	0,0	93,1	79,2	1 172,4	1 438,2	2 317,0	1 301,5	1 696,4	3 019,0

Sources : INE (1955), Klein (1990) ; calculs propres.

*Urbain = localités de 5.000 habitants et plus.

TAB I-2 Bolivie - Concentration de la population selon le département et le milieu d'habitat, de 1947 à 1950 (en %).

	urbain			rural			total		
	1847	1900	1950	1847	1900	1950	1847	1900	1950
Chuquisaca	14,9	11,0	5,7	10,6	11,1	10,5	11,0	11,1	9,4
La Paz	33,2	31,2	46,7	31,8	25,4	26,8	31,9	26,3	31,4
Cochabamba	23,5	28,9	13,5	21,2	17,6	17,1	21,4	19,3	16,2
Oruro	4,4	6,2	9,8	7,6	4,9	6,1	7,3	5,1	7,0
Potosi	12,9	8,1	11,6	19,0	20,8	19,5	18,4	18,9	17,7
Tarija	4,0	2,7	3,1	2,3	5,3	4,5	2,5	4,9	4,2
Santa Cruz	4,6	11,0	6,8	5,5	12,1	10,3	5,4	11,9	9,5
Beni	2,5	1,0	2,5	1,7	2,1	4,4	1,8	1,9	4,0
Pando	0,0	0,0	0,2	0,3	0,6	0,8	0,2	0,5	0,7
Total Bolivie	100,0								

Sources : INE (1955), Klein (1990) ; calculs propres.

*Urbain = localités de 5.000 habitants et plus.

TAB I-3 Bolivie - Variation de la population selon le département et le milieu d'habitat, par période (1847-1950).

	population rurale				population urbaine				population totale			
	1847-1900		1900-1950		1847-1900		1900-1950		1847-1900		1900-1950	
	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva
Chuquisaca	35,3	0,47	83,5	0,85	9,2	0,74	11,7	0,69	44,5	0,51	95,2	0,82
La Paz	-6,8	-0,03	254,5	1,06	37,8	1,20	247,4	2,85	31,0	0,14	501,9	1,52
Cochabamba	5,0	0,04	141,9	0,89	44,1	1,71	20,4	0,49	49,1	0,31	162,3	0,81
Oruro	-19,4	-0,46	71,4	1,41	10,2	1,95	52,8	2,97	-9,2	-0,19	124,2	1,80
Potosi	76,8	0,56	153,2	0,83	4,2	0,42	60,7	2,76	81,0	0,55	213,9	1,03
Tarija	49,5	1,99	28,4	0,63	1,9	0,60	14,9	2,31	51,4	1,82	43,3	0,84
Santa Cruz	110,3	1,91	64,0	0,63	22,3	2,97	19,4	1,05	132,6	2,02	83,4	0,69
Beni	9,2	0,70	72,8	2,51	-0,6	-0,39	14,8	3,88	8,6	0,59	87,6	2,66
Pando	5,9	2,03	9,1	1,41	0,0	-	1,7	-	5,9	2,03	10,8	1,59
Total Bolivie	265,8	0,39	878,8	0,96	129,1	1,32	443,8	2,02	394,9	0,50	1 322,6	1,16

Sources : INE (1955), Klein (1990) ; calculs propres.

Urbain = localités de 5.000 habitants et plus.

vn = variation nette ; tmva = taux moyen de variation annuel en %.

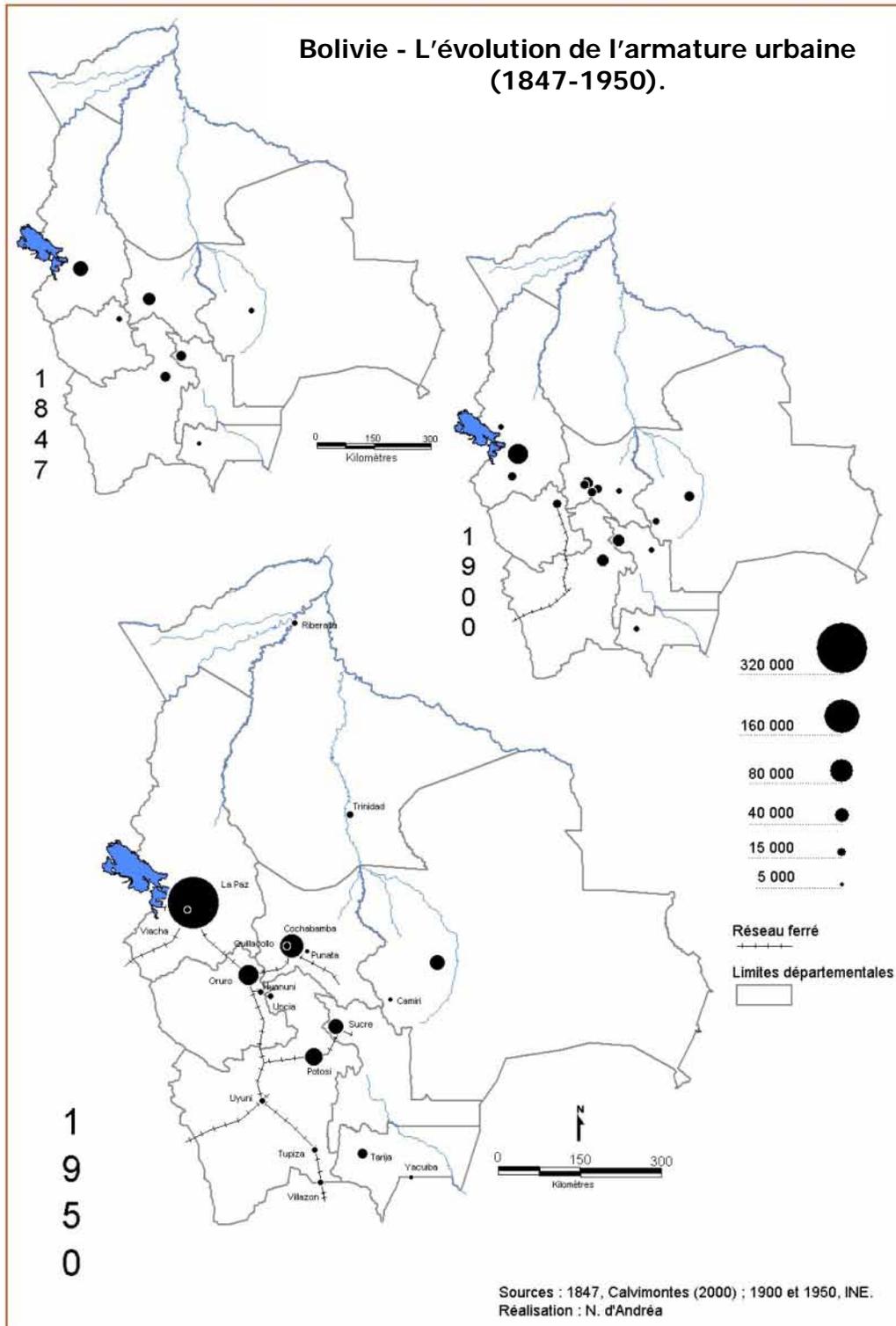
TAB I-4 Bolivie - Densité et taux d'urbanisation selon le département (1847-1950).

	Densité			Taux d'urbanisation*		
	1847	1900	1950	1847	1900	1950
Chuquisaca	2,0	3,6	5,5	13,4	15,1	14,2
La Paz	2,6	3,3	7,1	10,3	18,1	34,6
Cochabamba	4,1	5,9	8,8	10,9	22,7	19,3
Oruro	1,6	1,6	3,9	6,0	18,5	32,7
Potosi	1,6	2,7	4,5	7,0	6,5	15,3
Tarija	0,5	2,2	3,4	15,9	8,4	17,3
Santa Cruz	0,1	0,5	0,8	8,6	14,0	16,7
Beni	0,0	0,2	0,6	13,6	8,1	14,5
Pando	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	8,6
Total	0,9	1,5	2,7	9,9	15,2	23,3

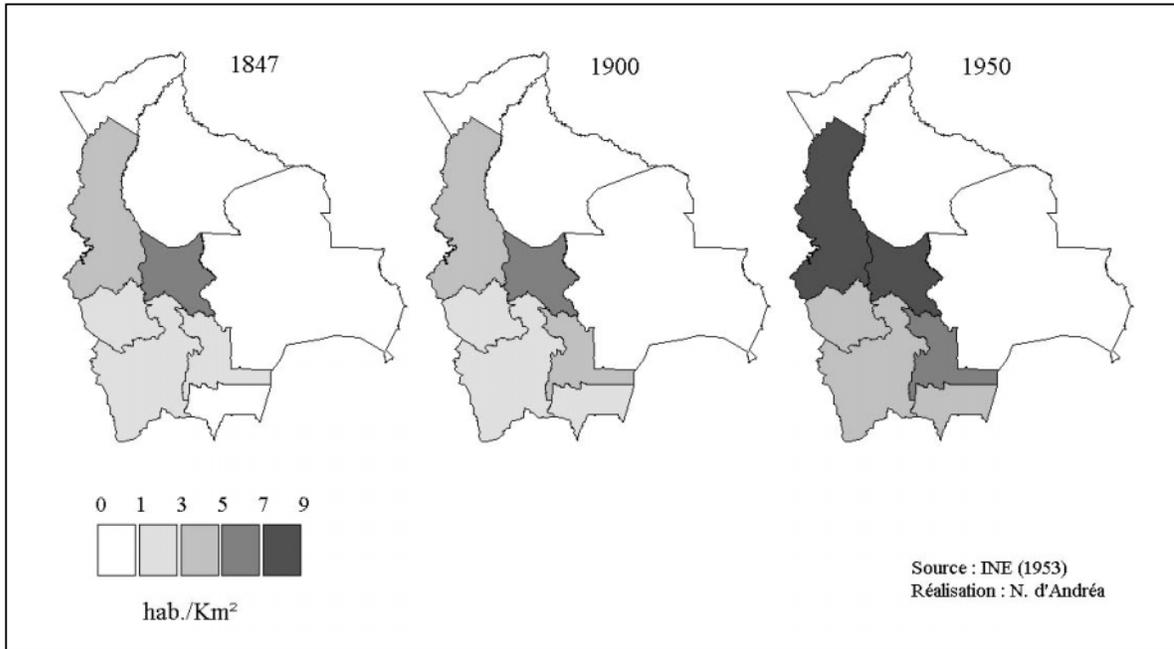
Sources : population totale, INE (1955) ; capitales 1847, Klein (1990) ; autres, Urquiola (1999) ; calculs propres.

*localités urbaines selon classification INE, d'au moins 5000 habitants

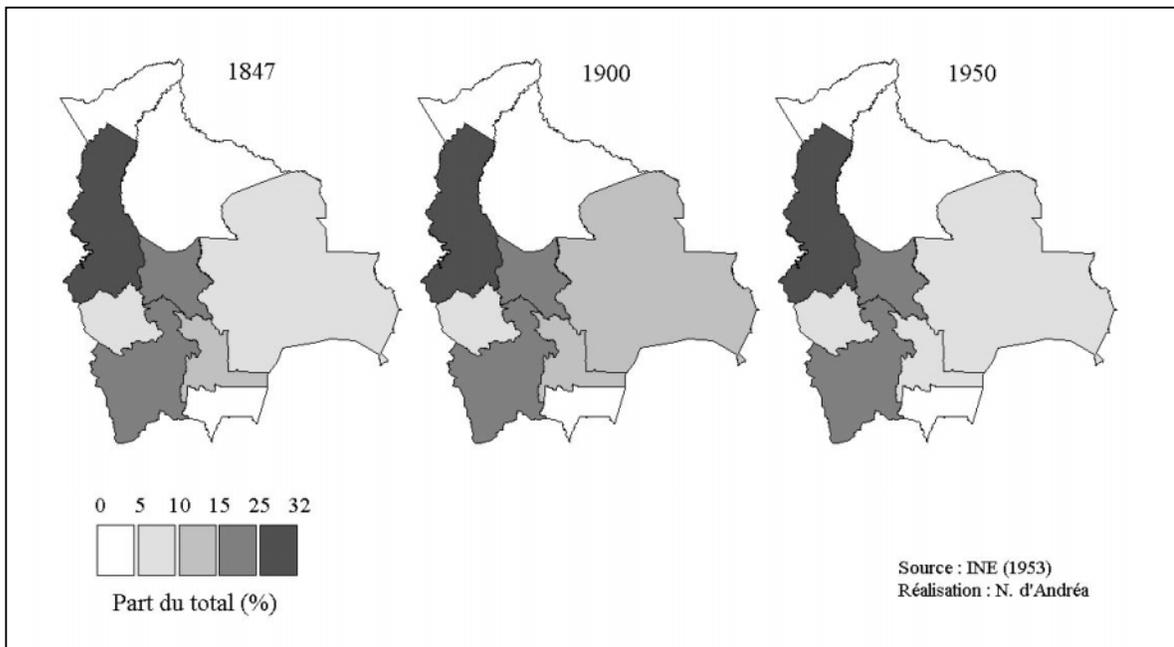
CARTE I-9



CARTE I-10 Bolivie - L'évolution des densités départementales (1847-1950).



CARTE I-11 Bolivie - L'évolution de la population départementale : part du total (1847-1950).



TAB I-5 La colonisation agricole depuis la Réforme Agraire : nombre de familles installées selon le département et le type de colonisation.

	Colonisation spontanée	Colonisation dirigée	Colonisation privée	Total	%
Dép. de La Paz	17.896	3.144	0	21.040	32,42
Dép. du Cochabamba	11.687	2.299	0	13.986	21,55
Dép. du Santa Cruz	20.810	6.058	1.844	28.712	44,24
Autres départements	1.161	0	0	1.161	1,79
Total	21.554	11.051	1.844	64.899	100,0
%	79,44	17,72	2,84	100,0	

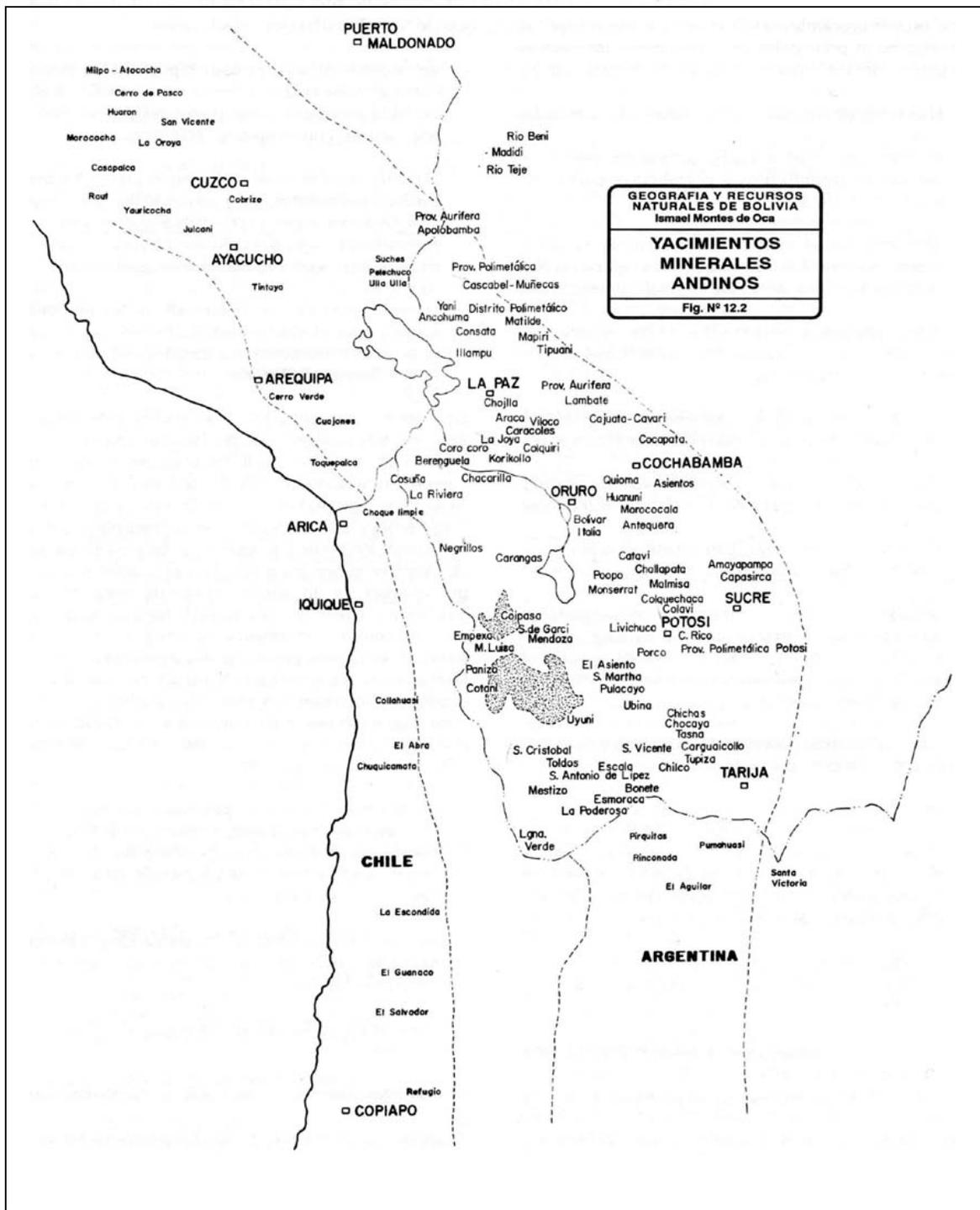
Source : Instituto Nacional de Colonización, in J. Valérie Fifer (1982),
The search for a series of small successes : frontiers of settlement in eastern Bolivia.
Journal of Latin American Studies, Vol. 14, N°2 (nov., 1982), pp. 407-432.

TAB I-6 La colonisation agricole depuis la Réforme Agraire : nombre d'hectares attribués selon le département et le type de colonisation

	Colonisation spontanée	Colonisation dirigée	Colonisation privée	Total	%
Dép. de La Paz	214.752	31.440	0	246.192	18,00
Dép. du Cochabamba	116.870	45.280	0	162.150	11,86
Dép. du Santa Cruz	624.300	157.290	147.520	929.110	67,94
Autres départements	30.170	234.010	0	30.170	2,20
Total	986.092	234.010	147.520	1.367.622	100,00
%	72,10	17,11	10,79	100,0	

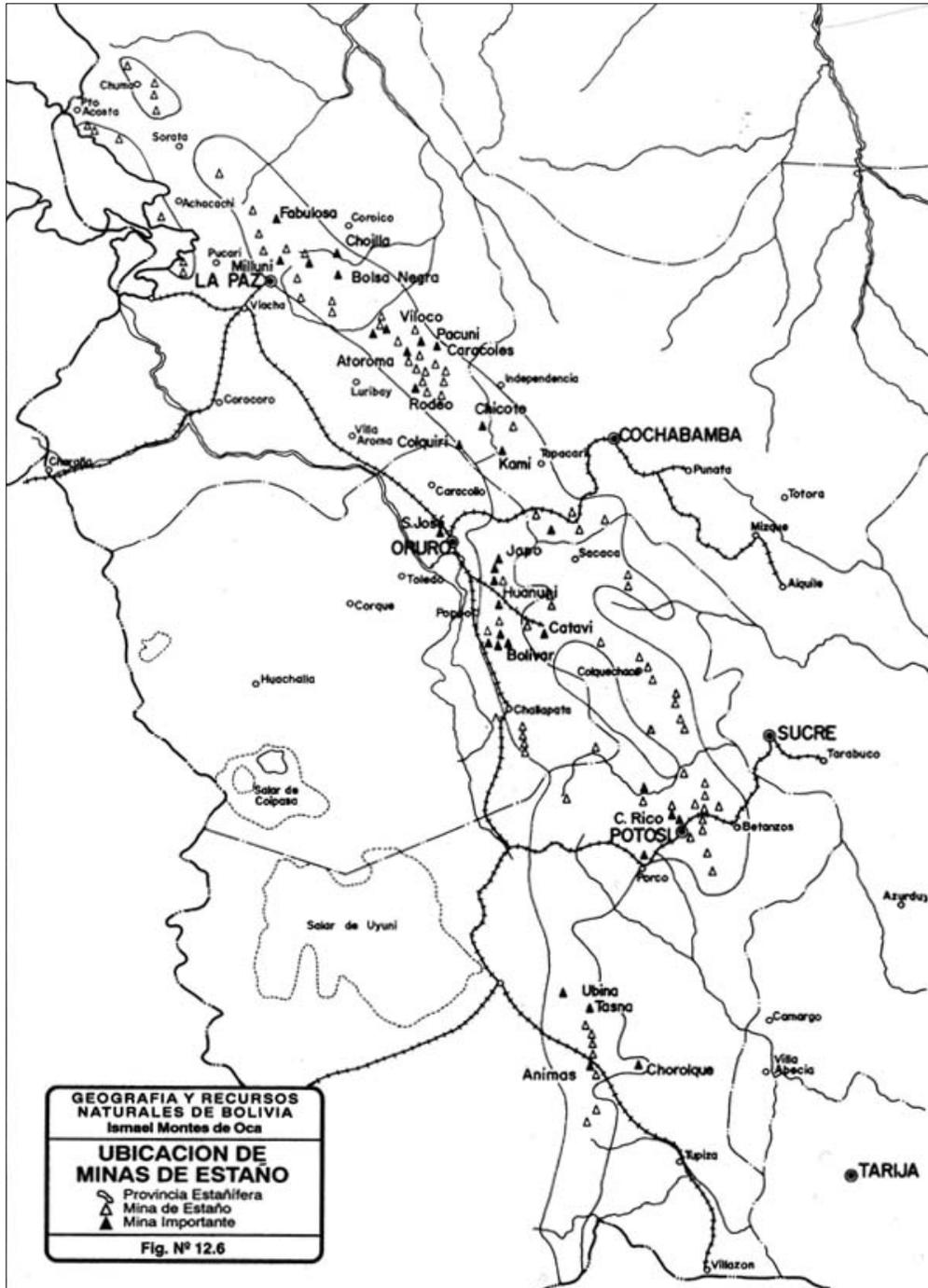
Source : Instituto Nacional de Colonización, in J. Valérie Fifer (1982),
The search for a series of small successes : frontiers of settlement in eastern Bolivia.
Journal of Latin American Studies, Vol. 14, N°2 (nov., 1982), pp. 407-432.

CARTE I-12 Les gisements miniers des Andes centrales.



Source : I. Montes de Oca (1997), *Geografía y recursos naturales de Bolivia*, p. 337.

CARTE I-13 Bolivie - Les mines d'étain.



Source : I. Montes de Oca (1997), *Geografía y recursos naturales de Bolivia*, p. 337.

TAB I-7 Valeur brute de la production minière métallifère en Bolivie selon le type de minerai, par département, entre 1988 et 1996 (en milliers de bolivianos constants).

année	minerai	Chuqu isaca	La Paz	Cocha bamba	Oruro	Potosí	Tarija	Santa Cruz	Beni	Pando	Total
1988	antimoine	0	0	0	0	45 137	0	0	0	0	45 137
	étain concentré	0	24 025	0	31 405	64 326	0	0	0	0	119 756
	Or	0	133 829	0	82 445	15 006	0	0	21 416	10 167	262 863
	argent	0	0	3 098	28 327	56 617	0	0	0	0	88 042
	plomb	0	0	4 033	0	0	0	0	0	0	4 033
	zinc	0	183	8 602	16 740	65 211	0	0	0	0	90 736
	total	0	158 037	15 733	158 917	246 297	0	0	21 416	10 167	610 567
% total	0,0	25,9	2,6	26,0	40,3	0,0	0,0	3,5	1,7	100	
1990	antimoine	0	0	0	0	31 638	0	0	0	0	31 638
	étain concentré	0	67 198	0	59 688	98 737	0	0	0	0	225 623
	Or	0	156 648	0	94 801	31 572	0	0	24 221	14 877	322 119
	argent	0	0	5 740	31 238	59 018	0	0	0	0	95 996
	plomb	0	0	14 804	0	0	0	0	0	0	14 804
	zinc	0	28 474	32 263	56 357	161 095	0	0	0	0	278 189
	total	0	252 320	52 807	242 084	382 060	0	0	24 221	14 877	968 369
% total	0,0	26,1	5,5	25,0	39,5	0,0	0,0	2,5	1,5	100	
1992	antimoine	0	0	0	0	27 522	0	0	0	0	27 522
	étain concentré	0	71 574	0	66 527	124 124	0	0	0	0	262 225
	Or	0	203 284	0	112 940	8 106	0	0	9 513	5 837	339 680
	argent	0	0	5 166	27 718	53 039	0	0	0	0	85 923
	plomb	0	0	12 635	0	0	0	0	0	0	12 635
	zinc	0	36 410	42 392	87 273	212 037	0	0	0	0	378 112
	total	0	311 268	60 193	294 458	424 828	0	0	9 513	5 837	1 106 097
% total	0,0	28,1	5,4	26,6	38,4	0,0	0,0	0,9	0,5	100	
1994	antimoine	0	0	0	0	42 758	0	0	0	0	42 758
	étain concentré	0	62 549	0	68 751	119 784	0	0	0	0	251 084
	Or	0	325 873	0	292 214	17 748	0	0	21 492	15 042	672 369
	argent	0	0	15 437	30 357	126 035	0	0	0	0	171 829
	plomb	0	0	10 555	0	0	0	0	0	0	10 555
	zinc	0	26 238	19 974	33 981	128 002	0	0	0	0	208 195
	total	0	414 660	45 966	425 303	434 327	0	0	21 492	15 042	1 356 790
% total	0,0	30,6	3,4	31,3	32,0	0,0	0,0	1,6	1,1	100	
1996	antimoine	0	0	0	0	83 706	0	0	0	0	83 706
	étain concentré	0	131 034	0	111 313	255 885	0	0	0	0	498 232
	Or	0	405 894	0	363 960	22 211	0	0	26 676	18 956	837 697
	argent	0	0	9 521	53 733	135 293	0	0	0	0	198 547
	plomb	0	0	21 582	0	0	0	0	0	0	21 582
	zinc	0	29 202	41 183	140 599	215 865	0	0	0	0	426 849
	total	0	566 130	72 286	669 605	712 960	0	0	26 676	18 956	2 066 613
% total	0	27,4	3,5	32,4	34,5	0,0	0,0	1,3	0,9	100,0	

Source : INE, www.ine.gov.bo

TAB I-8 Bolivie (2001) - Distribution de la valeur des exportations de minerais et métaux, selon le produit et le département de production (en millions de dollars).

	Potosi		Oruro		La Paz		autres dép.		Bolivie	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
minerai d'étain	0,89	17,2	3,38	65,5	0,89	17,3	0,00	0,0	5,16	100,0
minerai de zinc	76,51	64,3	34,23	28,8	6,62	5,6	1,58	1,3	118,95	100,0
wolfram	1,65	41,0	0,00	0,1	1,89	46,9	0,49	12,1	4,02	100,0
minerai d'antimoine	0,3	92,6	0,00	0,3	0,02	7,1	0,00	0,0	0,32	100,0
minerai de plomb	2,74	72,4	0,57	15,0	0,48	12,7	0,00	0,0	3,79	100,0
minerai d'or	0	0,0	0,00	0,0	0,03	100,0	0,00	0,0	0,03	100,0
minerai d'argent	32,09	64,8	16,82	34,0	0,49	1,0	0,10	0,2	49,50	100,0
autres minerais	3,63	47,9	0,54	7,1	0,38	5,0	3,03	40,0	7,57	100,0
total minerais	117,8	62,2	55,54	29,3	10,80	5,7	5,20	2,7	189,35	100,0
étain	11,27	22,1	29,07	57,1	10,57	20,8	0,00	0,0	50,91	100,0
antimoine	1,36	91,7	-0,14	-9,6	0,27	17,9	0,00	0,0	1,48	100,0
plomb	0	0,0	0,01	4,0	0,27	96,0	0,00	0,0	0,28	100,0
or	0	0,0	83,71	90,8	1,92	2,1	6,53	7,1	92,16	100,0
argent	2,2	49,7	2,23	50,3	0,00	0,0	0,00	0,0	4,43	100,0
autres métaux	0,92	51,3	0,09	5,2	0,26	14,7	0,51	28,7	1,79	100,0
total métallurgie	15,75	10,4	114,97	76,1	13,29	8,8	7,04	4,7	151,05	100,0
total	133,6	39,2	170,5	50,1	24,09	7,1	12,24	3,6	340,40	100,0

Source : annuaires statistiques départementaux 2003, INE, www.ine.gov.bo

TAB I-9 Bolivie - Evolution des exportations de minerais, métaux et hydrocarbures de 1990 à 2002, (milliers de dollars).

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (p)
gaz naturel	226 701	234 406	124 668	90 621	91 621	92 407	94 539	69 882	55 451	35 507	121 434	239 329	265 508
combustibles autres	0	5 309	1 585	5 787	6 577	48 168	38 494	28 181	30 716	26 112	36 426	47 329	62 110
raffinerie de pétrole	16	16	7 312	6 378	8 567	12 047	8 313	8 923	10 516	12 130	20 916	16 893	14 928
total hydrocarbures	226 717	239 731	133 565	102 786	106 765	152 622	141 346	106 986	96 683	73 749	178 776	303 551	342 546
% du total exportations	24,6	28,2	18,0	13,1	9,8	13,4	11,6	8,5	8,7	7,1	14,3	24,7	26,0
extraction mine	266 225	243 509	274 550	193 946	185 095	243 817	237 398	279 206	243 068	227 529	260 107	189 347	199 424
métallurgie	140 904	113 386	103 482	187 939	324 604	265 261	240 173	220 061	192 163	168 968	165 153	151 048	147 594
total mine et métallurgie	407 129	356 895	378 032	381 885	509 699	509 078	477 571	499 267	435 231	396 497	425 260	340 395	347 018
% du total exportations	44,1	41,9	50,9	48,5	46,7	44,7	39,3	39,8	39,2	38,0	34,1	27,7	26,3
total exportations	955 650	895 283	773 838	808 939	1 124 232	1 181 213	1 295 347	1 272 099	1 324 735	1 405 364	1 474 992	1 352 893	1 371 651

(p) chiffres préliminaires

Source : INE *Anuario estadístico de Bolivia 1999* (cédérom), version en ligne 2001 et 2003 (www.ine.gov.bo)

TAB I-10 Redevances reversées par YPFB, en milliers de dollars, selon l'année, par département (1938-1995).

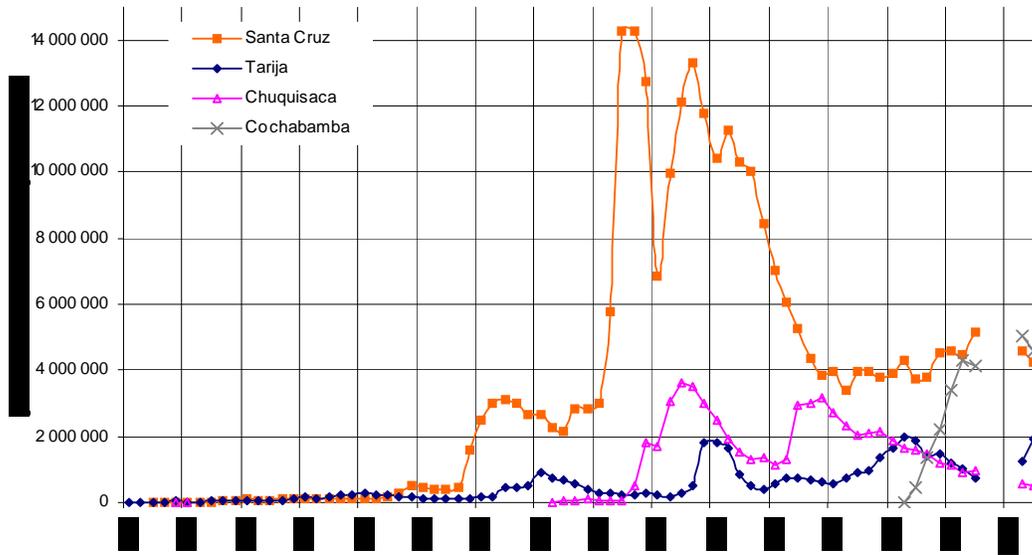
	Tarija		Sta Cruz		Chuquisaca		Cochabamba		Beni		Pando		Total royalties	
1938	0,0	0,0	8,1	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,1	100,0
1939	0,0	0,0	14,7	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,7	100,0
1940	0,0	0,0	12,5	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,5	100,0
1941	8,6	44,8	10,6	55,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,2	100,0
1942	18,5	61,9	11,4	38,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,9	100,0
1943	10,4	48,1	11,2	51,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	100,0
1944	29,6	75,3	9,7	24,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	39,3	100,0
1945	36,0	74,1	12,6	25,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,6	100,0
1946	31,3	70,3	13,2	29,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	44,5	100,0
1947	28,6	60,2	18,9	39,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,5	100,0
1948	57,3	66,9	28,3	33,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	85,6	100,0
1949	26,6	33,5	52,7	66,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,3	100,0
1950	12,0	28,0	30,9	72,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,9	100,0
1951	10,7	28,4	27,0	71,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	37,7	100,0
1952	9,0	23,3	29,6	76,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	38,6	100,0
1953	8,6	44,6	10,7	55,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,3	100,0
1954	17,6	18,7	76,7	81,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	100,0
1955	40,1	11,6	305,7	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	345,8	100,0
1956	113,2	15,4	622,7	84,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	735,9	100,0
1957 (1)	33,6	3,4	951,3	96,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	984,9	100,0
1958 (2)	24,1	2,6	917,8	97,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	941,9	100,0
1959	127,5	14,8	735,6	85,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	863,1	100,0
1960	231,4	24,4	713,5	75,3	3,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	947,9	100,0
1961	183,5	23,1	607,8	76,5	3,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	794,3	100,0
1962	257,7	31,4	552,0	67,3	10,2	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	819,9	100,0
1963	170,7	2,5	6 587,0	95,1	168,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 925,7	100,0
1964	109,4	16,3	536,1	79,9	25,1	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	670,6	100,0
1965	80,4	11,7	588,3	85,7	17,9	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	686,6	100,0
1966	79,2	12,3	549,2	85,5	13,6	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	642,0	100,0
1967	62,4	11,1	480,4	85,7	17,6	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	560,4	100,0
1968	487,3	45,3	546,8	50,8	42,3	3,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 076,4	100,0
1969	804,3	43,3	995,4	53,6	57,6	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 857,3	100,0
1970	141,7	6,4	2 040,0	92,6	22,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 204,1	100,0
1971	47,7	1,4	2 614,7	74,6	843,0	24,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 505,4	100,0
1972	74,0	1,5	3 900,1	78,2	1 011,8	20,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 985,9	100,0
1973	283,3	3,4	6 524,0	79,1	1 436,0	17,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 243,3	100,0
1974	2 922,5	10,1	21 147,3	73,2	4 800,9	16,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28 870,7	100,0
1975	2 536,4	10,5	18 183,9	75,0	3 534,0	14,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24 254,3	100,0
1976	2 411,3	9,0	21 452,7	80,5	2 786,6	10,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26 650,6	100,0
1977	1 230,5	4,9	21 631,3	86,0	2 291,9	9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25 153,7	100,0
1978	686,0	2,9	21 370,7	89,4	1 853,0	7,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 909,7	100,0
1979	5 394,0	18,5	21 890,6	75,2	1 840,2	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29 124,8	100,0
1980	4 481,4	9,6	39 110,9	83,9	3 032,5	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46 624,8	100,0
1981	9 883,8	15,6	48 785,7	77,2	4 506,9	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	63 176,4	100,0
1982	11 072,1	14,8	53 095,1	70,9	10 722,6	14,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	74 889,8	100,0
1983	10 577,5	15,6	46 063,1	67,9	11 240,2	16,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	67 880,8	100,0
1984	10 421,5	16,0	39 974,2	61,4	14 656,3	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65 052,0	100,0
1985	9 584,6	14,9	41 818,2	64,9	13 066,8	20,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	64 469,6	100,0
1986	10 896,8	19,2	33 438,8	59,0	12 349,6	21,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	56 685,2	100,0
1987	9 017,4	21,8	24 383,4	58,8	8 036,7	19,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	41 437,5	100,0
1988 (3)	7 421,2	15,5	21 610,9	45,1	7 968,7	16,6	0,0	0,0	1 820,2	3,8	9 102,0	19,0	47 923,0	100,0
1989	9 517,7	22,8	18 570,1	44,5	10 206,0	24,4	0,0	0,0	2 317,3	5,5	1 158,7	2,8	41 769,8	100,0
1990	10 472,1	23,6	19 903,7	44,8	10 336,1	23,2	0,0	0,0	2 496,8	5,6	1 248,4	2,8	44 457,1	100,0
1991	13 433,0	28,2	19 132,9	40,2	11 094,1	23,3	3,0	0,0	2 646,2	5,6	1 323,1	2,8	47 632,3	100,0
1992	9 078,5	17,7	13 568,5	26,4	8 375,6	16,3	8 715,0	17,0	1 933,0	3,8	9 665,0	18,8	51 335,6	100,0
1993	6 641,1	16,5	13 039,7	32,3	7 469,6	18,5	2 449,5	6,1	1 793,9	4,4	8 969,0	22,2	40 362,8	100,0
1994	7 380,7	17,0	13 805,7	31,8	6 782,2	15,6	3 813,0	8,8	1 932,3	4,5	9 661,0	22,3	43 374,9	100,0
1995 (p)	8 202,7	21,6	14 616,7	38,4	6 158,1	16,2	5 935,5	15,6	2 081,4	5,5	1 040,6	2,7	38 035,0	100,0
Total	166919,1	16,2	617741,3	59,9	166780,1	16,2	20 916,0	2,0	17 021,1	1,7	42 167,8	4,1	1 031 545,4	100,0

(p) chiffres préliminaires

(1) Début des paiements effectifs pour le Santa Cruz ; (2) début des paiements effectifs pour le Tarija.

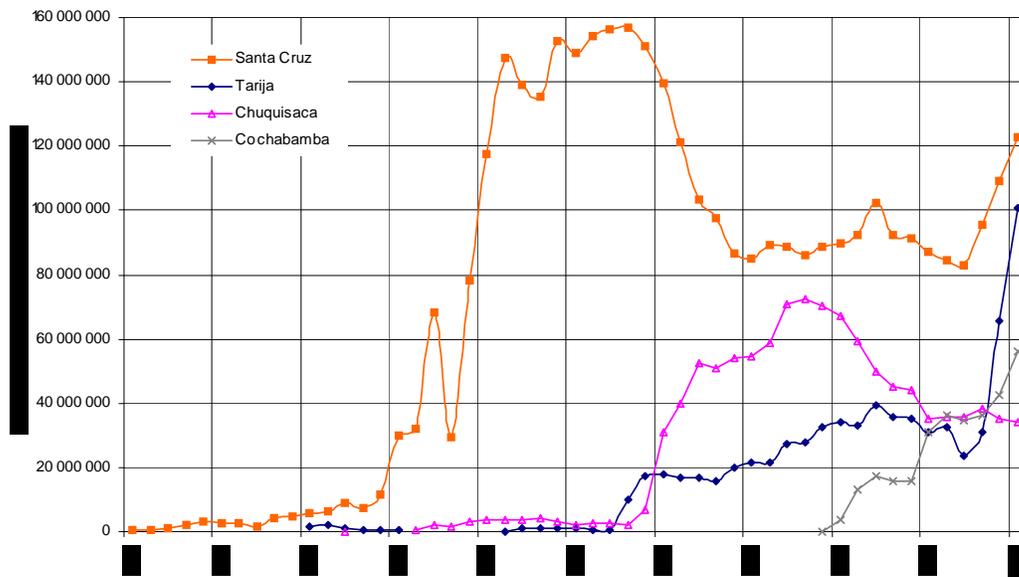
(3) La loi 981 du 7/3/88, fixe à 1% de la production nationale le montant des royalties reversés au Beni (2/3) et au Pando (1/3).

FIG I-3 La production de pétrole par département (1925-2002)



Sources : Série de 1925 à 1997, YPFB selon INE, www.ine.gov.bo ; données 1998 et 1999 indisponibles ; données 2001 et 2002 (préliminaire), extraites des annuaires statistiques départementaux 2003, www.ine.gov.bo.

FIG I-4 La production de gaz par département (1952-2002).



Sources : INE, www.ine.gov.bo.

TAB I-11 Le financement des Corporations Régionales de Développement, de 1974 à 1978 (en dollars).

	1974		1975		1976		1977		1978		1974-1978	
Chuquisaca	5 177 950	10,3	9 240 460	9,2	6 404 155	8,4	6 214 970	5,7	6 226 190	5,9	33 263 759	7,5
La Paz	1 926 315	3,8	3 253 595	3,2	6 067 830	7,9	5 644 130	5,2	8 033 610	7,5	24 925 500	5,6
Cochabamba	249 705	0,5	1 309 940	1,3	3 907 340	5,1	2 828 425	2,6	5 347 020	5,0	13 642 440	3,1
Oruro	1 691 880	3,3	3 469 535	3,4	4 210 935	5,5	5 902 270	5,5	7 994 065	7,5	23 268 703	5,3
Potosi	3 778 820	7,5	7 614 660	7,6	4 046 670	5,3	6 847 810	6,3	11 625 125	10,9	33 913 112	7,7
Tarija	3 540 400	7,0	4 035 945	4,0	6 617 000	8,7	5 200 580	4,8	5 199 550	4,9	24 593 499	5,6
Santa Cruz	32 063 990	63,5	68 878 700	68,5	40 767 580	53,4	69 793 360	64,5	54 405 200	51,1	265 909 080	60,2
Beni	905 345	1,8	1 518 020	1,5	2 401 630	3,1	2 434 055	2,3	3 811 570	3,6	11 070 629	2,5
Pando	1 172 045	2,3	1 270 670	1,3	1 969 925	2,6	3 271 200	3,0	3 764 130	3,5	11 447 979	2,6
Total	50 506 450	100,0	100 591 525	100,0	76 393 065	100,0	108 136 800	100,0	106 406 460	100,0	442 034 700	100,0

Source : J. L. Roca, in Fisionoma del regionalismo boliviano (1999).

TAB I-12 Les ressources fiscales municipales et départementales en 2001 et 2002, selon le type et le département (en milliers de bolivianos).

	Coparticipation municipale		Autres ressources municipales		Royalties départementaux		Autres ressources départementales		Université		Total des ressources impositives par département		Total par habitant (en bolivianos)	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002
Chuquisaca	\$ 78 124	78 683	216	221	38 512	19 511	122 318	126 480	19 524	19 615	258 694	244 510	487	460
%	7,0	6,6	0,1	0,1	9,1	4,8	27,4	26,5	7,1	6,7	10,7	9,6		
La Paz	\$ 327 262	342 306	128 955	126 171	484	2 320	146 434	168 691	81 785	85 577	684 920	725 065	291	308
%	29,5	28,7	74,4	73,0	0,1	0,6	32,8	35,4	29,7	29,0	28,2	28,5		
Cochabamba	\$ 191 147	209 046	101	104	128 247	100 137	15 591	15 654	47 770	52 261	382 856	377 202	263	259
%	17,2	17,5	0,1	0,1	30,4	24,6	3,5	3,3	17,3	17,7	15,8	14,8		
Oruro	\$ 62 191	58 558	12 278	12 143	29 303	26 009	14 069	11 735	15 330	14 634	133 171	123 079	340	314
%	5,6	4,9	7,1	7,0	6,9	6,4	3,1	2,5	5,6	5,0	5,5	4,8		
Potosi	\$ 111 200	106 450	20 710	21 110	8 610	9 410	21 650	22 020	26 190	22 970	188 360	181 960	266	257
%	10,0	8,9	11,9	12,2	2,0	2,3	4,8	4,6	9,5	7,8	7,8	7,1		
Tarija	\$ 50 172	55 875	10 140	12 347	54 902	112 031	30 290	31 301	12 538	13 968	158 042	225 522	404	576
%	4,5	4,7	5,8	7,1	13,0	27,5	6,8	6,6	4,6	4,7	6,5	8,9		
Santa Cruz	\$ 234 910	283 355	128	197	139 982	103 985	74 600	78 576	58 705	70 839	508 325	536 952	250	265
%	21,2	23,7	0,1	0,1	33,2	25,5	16,7	16,5	21,3	24,0	20,9	21,1		
Beni	\$ 47 550	52 050	360	0	11 080	22 061	70	619	11 880	13 010	70 940	87 740	196	242
%	4,3	4,4	0,2	0,0	2,6	5,4	0,0	0,1	4,3	4,4	2,9	3,4		
Pando	\$ 6 560	7 460	470	490	11 080	11 550	21 990	21 950	1 640	1 860	41 740	43 310	795	825
%	0,6	0,6	0,3	0,3	2,6	2,8	4,9	4,6	0,6	0,6	1,7	1,7		
total	\$ 1 109 116	1 193 783	173 358	172 783	422 200	407 014	447 012	477 026	275 362	294 734	2 427 048	2 545 340	293	308
%	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		

*Les données correspondent à des chiffres préliminaires. **Ratio calculé par rapport à la population de 2001.

Source : INE, anuarios estadísticos departamentales 2003, www.ine.gov.bo

ANNEXES DU DEUXIEME CHAPITRE

TAB II-7 Bolivie -La population selon la tripartition, par mode d'agrégation.	318
TAB II-8 Bolivie - Le classement des provinces : ajustements, bipartition, tripartition.....	319
TEXTE II-1 Contraintes et choix concernant la définition de l'urbain.....	322
TAB II-9 Base de données des localités urbaines boliviennes (extrait).....	322
TAB II-10 Bolivie - Indicateurs démographiques, par période quinquennale (1950-2000).	325
TAB II-11 Bolivie - La population selon le milieu d'habitat, de 1900 à 2001 : indicateurs de variation.	325
TAB II-12 Bolivie - La population selon le milieu d'habitat et la bipartition (1950 -2001).	326
TAB II-13 Bolivie - Variation de la population selon le milieu d'habitat et la bipartition (1950-2001)	326
TAB II-14 - Bolivie : L'indice synthétique de fécondité selon le département et l'année (1976-2001).....	326
TAB II-15 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille en 1950 et 1976.	327
TAB II-16 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille en 1976 et 1992	327
TAB II-17 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille, de 1992 à 2001.	328
TAB II-18 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille, de 1950 à 2001.	328
TAB II-19 Bolivie - La population urbaine selon la taille des localités, par année (1950-2001).....	329
TAB II-20 La population urbaine selon le type de ville et la bipartition, par année (1950-2001).	329
TAB II-21 Variation de la population urbaine selon le type de ville et la bipartition, par période (1950-2001).....	330
FIG II-16 La configuration de l'espace régional de Cochabamba : intégration et différenciation socio-économique (G. Cortès).....	331
TAB II-22 Les localités de 2.000 habitants et plus en zone frontalière, selon le pays limitrophe, de 1950 à 2001 : effectifs, variations intercensitaires.....	332
ATLAS DE LA BOLIVIE.....	333

TAB II-7 Bolivie - La population selon la tripartition, par mode d'agrégation.

		Agrégation départements (1)		Montes de Oca (2)		Agrégation provinces Deler (3)		Agrégation prov. d'Andréa (4)	
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
1950	A	1 693 105	56,1	1 486 279	49,2	1 213 511	40,2	1 298 027	43,0
	V	900 207	29,8	1 054 683	34,9	1 367 211	45,3	1 280 896	42,4
	P	425 719	14,1	478 069	15,8	440 106	14,6	440 106	14,6
	total	3 019 031	100,0	3 019 031	100,0	3 020 828	100,0	3 019 029	100,0
1976	A	2 433 230	52,7	2 435 722	52,8	.	.	1 922 327	41,7
	V	1 266 672	27,5	1 267 195	27,5	.	.	1 747 162	37,9
	P	913 584	19,8	910 569	19,7	.	.	943 997	20,5
	total	4 613 486	100,0	4 613 486	100,0	.	.	4 613 486	100,0
1992	A	2 886 789	45,0	2 886 789	45,0	2 238 973	35,3	2 348 605	36,6
	V	1 855 368	28,9	1 855 368	28,9	2 396 186	37,8	2 323 776	36,2
	P	1 678 635	26,1	1 678 635	26,1	1 709 237	26,9	1 748 411	27,2
	total	6 420 792	100,0	6 420 792	100,0	6 344 396	100,0	6 420 792	100,0

1) Calculs propres selon la formule "La Paz + Oruro + Potosi = Altiplano ; Chuquisaca + Cochabamba + Tarija = Vallées ; Santa Cruz + Beni + Pando = Plaines".

2) Valeurs publiées dans l'atlas de Montes de Oca (3e édition, 1997), sans référence à la méthode d'agrégation.

3) Valeurs publiées par Minvielle (1996) dans le Bulletin de l'IFEA 25/2, en agrégeant les populations provinciales

4) Calculs propres en agrégeant les populations provinciales

TAB II-8 Bolivie -Le classement des provinces : ajustement s*, bipartition, tripartition.

DP	NOM PROVINCE	id prov 2001	id prov 1950	Tripart.	Bipart.	Km²	POP 1950	POP 1976	POP 1992	POP 2001
CH	OROPEZA	101	101	Vallées	Occident	3 943	73 895	107 761	176 298	241 376
CH	AZURDUY	102	102	Vallées	Occident	4 185	16 887	20 788	23 492	26 515
CH	ZUDAÑEZ	103	103	Vallées	Occident	3 738	25 088	27 690	30 982	33 482
CH	TOMINA	104	104	Vallées	Occident	3 947	26 643	31 074	35 443	37 482
CH	H.SILES (ex azer	105	105	Plaines	Orient	5 473	14 786	30 760	35 255	36 511
CH	YAMPARAEZ	106	106	Vallées	Occident	1 472	20 482	28 011	31 263	29 567
CH	NOR CINTI	107	107	Vallées	Occident	7 983	58 439	60 533	65 866	69 512
CH	B.BOETO	108	108	Vallées	Occident	2 000	9 331	13 950	12 617	12 277
CH	SUD CINTI	109	109	Vallées	Occident	5 484	21 451	22 101	25 289	24 321
CH	LUIS CALVO	110	110	Plaines	Orient	13 299	15 978	15 848	17 251	20 479
LP	MURILLO	201	201	Altiplano	Occident	4 705	346 130	677 254	1 156 423	1 484 328
LP	OMASUYO	202	202	Altiplano	Occident	2 065	64 784	83 288	73 703	85 702
LP	PACAJES	203	203	Altiplano	Occident	10 584	59 951	65 810	43 351	49 183
LP	CAMACHO	204	204	Altiplano	Occident	2 080	67 657	70 974	53 487	57 745
LP	MUÑECAS	205	205	Vallées	Orient	4 965	21 548	21 645	17 820	25 163
LP	LARECAJA	206	206	Vallées	Orient	8 110	32 723	46 269	68 762	68 026
LP	FRANZ TAMAYO	207	207	Vallées	Orient	15 900	14 578	16 437	17 619	18 386
LP	INGAVI	208	208	Altiplano	Occident	5 410	65 957	86 843	78 059	95 906
LP	LOAYZA	209	209	Vallées	Occident	3 370	29 242	43 390	35 809	43 731
LP	INQUISIVI	210	210	Vallées	Orient	6 430	50 006	76 154	57 345	59 495
LP	SUD YUNGAS	211	211	Vallées	Orient	5 770	25 583	45 497	51 930	63 544
LP	LOS ANDES	212	212	Altiplano	Occident	1 658	51 146	62 240	62 185	69 636
LP	AROMA	213	213	Altiplano	Occident	4 510	61 199	66 236	65 730	86 480
LP	NOR YUNGAS	214	214	Vallées	Orient	3 120	20 665	48 198	20 433	23 681
LP	A.ITURRALDE	215	215	Plaines	Orient	42 815	4 486	5 132	8 226	11 828
LP	B.SAAVEDRA	216	216	Vallées	Orient	2 525	10 668	10 119	9 995	11 475
LP	MANCO KAPAC	217	217	Altiplano	Occident	367	22 121	23 602	20 554	22 892
LP	G.VILLAROEL	218	213	Altiplano	Occident	1 935	-	15 990	11 685	15 975
LP	J.M.PANDO	219	203	Altiplano	Occident	1 976	-	-	4 577	6 137
LP	CARANAVI	220	214	Vallées	Orient	2 830	-	-	43 093	51 153
CB	CERCADO	301	301	Vallées	Occident	391	88 962	222 067	414 307	517 024
CB	CAMPERO	302	302	Vallées	Occident	5 550	23 343	31 787	30 358	37 011
CB	AYOPAYA	303	303	Vallées	Orient	9 620	41 942	55 944	54 597	60 959
CB	E.ARCE	304	304	Vallées	Occident	1 245	29 475	28 963	29 717	31 997
CB	ARANI	305	305	Vallées	Occident	570	28 516	38 170	23 331	24 053
CB	ARQUE	306	306	Altiplano	Occident	1 040	27 494	29 134	18 249	23 464
CB	CAPINOTA	307	307	Vallées	Occident	1 495	22 442	23 437	24 444	25 582
CB	JORDAN	308	308	Vallées	Occident	305	23 458	25 603	27 505	31 768
CB	QUILLACOLLO	309	309	Vallées	Occident	720	54 386	76 541	145 197	246 803
CB	CHAPARE	310	310	Vallées	Orient	12 445	42 749	57 839	131 727	187 358
CB	TAPACARI	311	311	Vallées	Occident	1 500	19 609	22 431	19 202	25 919
CB	CARRASCO	312	312	Vallées	Orient	15 045	28 646	46 461	77 814	116 205
CB	MIZQUE	313	313	Vallées	Occident	2 730	19 866	27 337	27 959	36 181
CB	PUNATA	314	314	Vallées	Occident	850	39 587	35 238	47 402	47 735
CB	BOLIVAR	315	306	Altiplano	Occident	450	-	-	7 081	8 635
CB	TIRAQUE	316	312	Vallées	Orient	1 675	-	-	31 315	35 017
OR	CERCADO	401	401	Altiplano	Occident	5 766	90 071	158 898	213 755	241 230
OR	ABAROA	402	402	Altiplano	Occident	4 015	30 401	33 336	23 147	27 675
OR	CARANGAS	403	403	Altiplano	Occident	5 472	23 757	24 911	7 930	10 505
OR	SAJAMA	404	403	Altiplano	Occident	5 790	10 990	14 316	7 891	9 096
OR	LITORAL	405	403	Altiplano	Occident	2 894	-	2 884	2 087	4 555
OR	POOPO	406	401	Altiplano	Occident	3 061	22 455	19 502	17 437	14 984
OR	P.DALENCE	407	401	Altiplano	Occident	1 210	16 488	33 363	24 892	23 608
OR	L.CABRERA	408	408	Altiplano	Occident	8 818	9 311	10 802	7 363	11 698
OR	ATAHUALLPA	409	403	Altiplano	Occident	5 885	-	5 087	3 567	7 114
OR	SAUCARI	410	401	Altiplano	Occident	1 671	-	7 310	5 569	7 763
OR	T.BARRON	411	401	Altiplano	Occident	356	-	-	5 045	5 424
OR	SUD CARANGAS	412	403	Altiplano	Occident	3 536	6 787	-	4 028	6 136
OR	SAN PEDRO DE TOT	413	403	Altiplano	Occident	1 487	-	-	4 040	4 941
OR	PAGADOR	414	402	Altiplano	Occident	1 972	-	-	7 712	10 221
OR	MEJILLONES	415	403	Altiplano	Occident	785	-	-	751	1 130
OR	NOR CARANGAS	416	403	Altiplano	Occident	870	-	-	4 900	5 790
PT	T.FRIAS	501	501	Altiplano	Occident	3 420	80 859	122 810	147 111	176 922
PT	BUSTILLOS	502	502	Altiplano	Occident	2 235	61 080	91 418	77 566	76 254
PT	SAAVEDRA	503	503	Vallées	Occident	2 375	48 785	54 113	52 659	58 706
PT	CHAYANTA	504	504	Altiplano	Occident	7 026	70 271	88 969	73 128	90 205
PT	CHARCAS	505	505	Vallées	Occident	2 964	29 409	32 302	31 233	38 174
PT	NOR CHICHAS	506	506	Vallées	Occident	8 979	49 399	47 965	38 250	35 323
PT	A. DE IBANEZ	507	507	Altiplano	Occident	2 170	22 852	23 635	23 512	27 755
PT	SUD CHICHAS	508	508	Vallées	Occident	8 516	45 217	55 115	52 308	47 873
PT	NOR LIPEZ	509	509	Altiplano	Occident	18 146	7 325	9 162	8 320	10 460
PT	SUD LIPEZ	510	510	Altiplano	Occident	22 355	3 042	4 149	4 158	4 905
PT	LINARES	511	511	Vallées	Occident	5 136	48 479	53 481	52 535	51 412
PT	QUIJARRO	512	512	Altiplano	Occident	14 890	39 307	38 723	37 384	37 428
PT	BILBAO	513	513	Altiplano	Occident	640	9 627	9 683	10 045	10 623
PT	DANIEL CAMPOS	514	514	Altiplano	Occident	12 106	4 814	5 567	4 630	5 067
PT	OMISTE	515	508	Vallées	Occident	2 260	13 933	20 651	31 737	36 266
PT	BALDIVIEZO	516	509	Altiplano	Occident	5 000	-	-	1 313	1 640

(suite)

DP	NOM PROVINCE	id		Tripart.	Bipart.	Km²	POP 1950	POP 1976	POP 1992	POP 2001
		prov 2001	prov 1950							
TJ	CERCADO	601	601	Vallées	Occident	2 078	33 419	57 475	108 241	153 457
TJ	ARCE	602	602	Vallées	Orient	5 205	12 591	32 846	44 713	52 570
TJ	GRAN CHACO	603	603	Plaines	Orient	17 428	35 446	43 453	74 612	116 318
TJ	AVILLEZ	604	604	Vallées	Occident	2 742	12 355	13 549	16 210	17 504
TJ	MENDEZ	605	605	Vallées	Occident	4 861	22 039	24 829	29 868	32 038
TJ	OCONNOR	606	606	Vallées	Orient	5 309	10 902	15 052	17 763	19 339
SC	ANDREZ IBÁÑEZ	701	701	Plaines	Orient	4 821	62 379	316 410	784 678	1 260 549
SC	WARNES	702	702	Plaines	Orient	1 216	12 807	30 916	38 285	53 231
SC	VELASCO	703	703	Plaines	Orient	65 425	17 840	24 528	42 929	56 702
SC	ICHILLO	704	704	Plaines	Orient	14 232	9 212	37 793	49 484	70 444
SC	CHIQUITOS	705	705	Plaines	Orient	47 100	24 314	33 696	42 519	59 754
SC	SARA	706	706	Plaines	Orient	6 886	15 420	28 519	29 607	37 733
SC	CORDILLERA	707	707	Plaines	Orient	86 245	44 452	54 252	88 628	101 733
SC	VALLEGRANDE	708	708	Vallées	Orient	6 413	43 892	30 291	26 744	27 429
SC	FLORIDA	709	709	Vallées	Orient	4 132	12 417	21 390	22 750	27 447
SC	SANTIESTEVA	710	710	Plaines	Orient	3 673	13 659	78 616	104 660	142 786
SC	ÑUFLO DE CHAVEZ	711	711	Plaines	Orient	76 493	25 514	33 170	61 008	93 997
SC	ANGEL SANDOVAL	712	712	Plaines	Orient	41 665	4 239	8 044	10 695	13 073
SC	CABALLERO	713	708	Vallées	Orient	2 310	-	13 099	16 074	20 010
SC	GERMAN BUSCH	714	705	Plaines	Orient	5 010	-	-	25 426	33 006
SC	GUARAYOS	715	711	Plaines	Orient	5 000	-	-	20 902	31 577
BN	CERCADO	801	801	Plaines	Orient	12 276	14 171	35 172	63 128	82 653
BN	VACADIEZ	802	802	Plaines	Orient	22 434	14 766	42 386	84 651	116 421
BN	JOSE BALLIVIAN	803	803	Plaines	Orient	40 444	16 710	24 739	47 420	68 174
BN	YACUMA	804	804	Plaines	Orient	34 386	13 820	15 714	25 068	27 901
BN	MOXO	805	805	Plaines	Orient	33 616	16 004	15 028	17 602	21 643
BN	MARBAN	806	806	Plaines	Orient	15 126	6 465	11 578	11 950	14 454
BN	MAMORE	807	807	Plaines	Orient	18 706	14 289	9 349	10 055	12 397
BN	ITENEZ	808	808	Plaines	Orient	36 576	23 545	14 401	16 300	18 878
PN	N. SUAREZ	901	901	Plaines	Orient	9 819	6 817	12 278	18 447	29 536
PN	MANURUPI	902	902	Plaines	Orient	22 461	4 723	8 201	7 360	8 230
PN	MADRE DE DIOS	903	903	Plaines	Orient	10 879	4 680	8 940	8 097	9 521
PN	ABUNA	904	904	Plaines	Orient	7 468	3 584	3 061	2 652	2 996
PN	FEDERICO ROMAN	905	904	Plaines	Orient	13 200	-	2 013	1 516	2 242

* L'ajustement est indexé sur l'état des provinces en 1950, selon la publication officielle du recensement de l'époque ; le département d'Oruro fait exception, on en a simplifié le découpage provincial dès 1950.

Sources : INE (1955), Censo nacional de población.

TEXTE II-1 - Contraintes et choix concernant la définition de l'urbain.

L'étude statistique de l'urbanisation selon la division rural-urbain a plus de légitimité dans les processus de transition urbaine peu avancés car les deux espaces se singularisent clairement et l'analyse de leurs interactions est simple et féconde. Toutefois, les sources de données renvoient au problème de l'hétérogénéité des définitions des zones urbaines. Les instituts de statistique font habituellement référence à des critères numériques (un seuil de population, un nombre minimal d'unités d'habitat...), des critères fonctionnels (pourcentage d'agriculteurs, part du secteur tertiaire) ou encore des critères d'équipement (certains services confèrent un degré d'urbanité : l'électrification des foyers, l'eau courante, le système d'égouts, *et cetera*). Souvent, ces critères sont combinés, une localité d'un nombre inférieur au seuil déterminé pouvant être catégorisée dans l'urbain pour sa spécialisation économique - c'est le cas pour les stations balnéaires. Ces choix conceptuels dépendent des échelles de valeur selon les pays et les époques ; ainsi, il n'est pas rare que les définitions se succèdent dans les recensements, rendant nécessaires des ajustements pour comparer les données. La tâche se complexifie quand l'analyse consiste à comparer des pays, soit des populations classées selon des critères variés. Le critère de référence de l'urbain pour une étude à partir de données secondaires dépend donc de la problématique et des statistiques disponibles. Dans notre cas, il s'agit de décrire en tendance, un processus national d'urbanisation, à partir des données publiées par l'institut national de statistiques bolivien (INE).

Or qu'est-ce qu'une localité urbaine ? Quels sont les critères qui définissent l'unité de peuplement « localité » ? Selon Vabpñarsky¹, on a le choix entre critère physique, juridique, interactionnel ou leur combinaison. Le critère physique de la localité repose sur la notion d'agglomération qui requiert d'autres définitions (la « terminologie technique ») : des unités primaires - rue, édifice, îlot... - et des règles géométriques qui expriment le rapport entre ces unités primaires ; soit une définition de la continuité du bâti. Si cette définition existe, elle doit ensuite être appliquée - les agglomérations sont délimitées à partir de relevés de terrain, de documents cartographiques et de photographies aériennes - ce qui renvoie à la variabilité des conditions logistiques selon les époques, les régions et les pays. En supposant qu'une définition de la localité se soit appliquée partout avec la même rigueur lors d'un recensement, elle reste néanmoins une source importante de risque d'hétérogénéité des données dans le cadre de comparaisons intercensitaires et/ou internationales. Traditionnellement l'INE distingue les *centros poblados* et les *centros urbanos* selon un critère d'agglomération et de seuil numérique de logements ou de population. Depuis 1992, un *centro poblado* de 2.000 habitants et plus est considéré comme urbain et rétroactivement pour la constitution de séries statistiques avec les recensements antérieurs. N'ayant pas les moyens d'analyser les distorsions qui auraient pu opérer d'un recensement à l'autre, notons le caractère nécessairement approximatif du classement urbain/rural. Cette réalité relativise les efforts de précision en termes de manipulation et d'interprétation des variables quantitatives.

¹ C. Vabpñarsky (1998), El concepto de localidad : definición, estudios de caso y fundamentos teóricos-metodológicos.

TAB II-9 Base de données des localités urbaines boliviennes (extrait).

Dép.	Province	Localité	Bipartition	Agrégat	POP1900	POP1950	POP1976	POP1992	POP2001	TVAM 50-76	TVAM 76-92	TVAM 92-01
3	12	Entre Rios	2	2					3 825	-	-	-
3	12	Chimoré	2	2				2 036	3 941	-	-	7,40
3	12	Ingarzama	2	2				3 250	6 366	-	-	7,54
3	13	Mizque	1	2					2 638	-	-	-
3	14	Punata	1	2	15 887	5 014	10 264	12 758	14 742	2,79	1,39	1,57
3	16	Shinaota	2	2				3 149	4 262	-	-	3,33
4	1	Caracollo	1	2				3 837	4 487	-	-	1,71
4	1	Oruro	1	2	15 898	62 975	124 213	183 422	201 230	2,65	2,51	1,01
4	2	Challapata	1	2	4 960	2 529	4 307	6 661	7 683	2,07	2,81	1,56
4	6	Poopo	1	2				2 953		-	-	-
4	7	Cataricuaya	1	2		3 240				-	-	-
4	7	Machacamarca	1	2			2 723	2 956	2 223	-	0,52	-3,03
4	7	Huanuni	1	2		5 696	17 258	14 083	15 106	4,36	-1,28	0,76
4	10	Toledo	1	2		3 273				-	-	-
4	11	Eucaliptus	1	2			3 798	3 108	2 520	-	-1,26	-2,24
4	13	Totoral	1	2				2 393		-	-	-
4	14	Santiago de Huari	1	2			2 185	2 605	3 036	-	1,12	1,67
5	1	Potosi	1	2	20 910	45 758	77 397	112 078	132 966	2,04	2,38	1,86
5	2	Uncia	1	2		4 507	7 377	7 729	5 709	1,91	0,30	-3,22
5	2	Llallagua*	1	2		6 719	41 640	31 474	29 327	7,27	-1,76	-0,76
5	3	Betanzos	1	2			2 189	2 866	4 212	-	1,73	4,25
5	4	Colquechaca	1	2			2 677	2 234		-	-1,14	-
5	8	Atocha	1	2			4 668	2 739	2 031	-	-3,33	-3,18
5	8	Santa Barbara	1	2				2 536	2 500	-	-	-0,15
5	8	Tupiza	1	2	4 116	8 248	10 702	20 137	21 707	1,01	4,10	0,81
5	12	Pulacayo	1	2		7 850	2 404			-4,45	-	-
5	12	Uyuni	1	2		6 739	8 960	11 372	10 551	1,10	1,53	-0,81
5	15	Villazon	1	2		6 261	12 565	23 670	28 045	2,72	4,10	1,85
6	1	Tarija	1	2	6 980	16 869	38 916	90 113	135 783	3,27	5,48	4,53
6	2	Bermejo	2	2			11 462	21 394	26 059	-	4,04	2,16
6	3	Villamontes	2	2		3 105	5 985	11 086	16 113	2,56	3,99	4,13
6	3	Yacuiba-Pocitos	2	2		5 027	14 354	34 505	64 611	4,12	5,73	7,02
6	5	San Lorenzo	1	2			2 023	2 340	2 754	-	0,93	1,78
6	6	Entre Rios	2	2					2 413	-	-	-
7	0	Valle Sanchez	2	2					2 411	-	-	-
7	0	Los negros	2	2					2 624	-	-	-
7	0	Arroyo concepcion	2	2					3 608	-	-	-
7	0	Villa Simon Bolivar	2	2					4 417	-	-	-
7	1	Santa Rita	2	2					2 105	-	-	-
7	1	Km12	2	5				2 019	2 112	-	-	0,49
7	1	La Angostura	2	2					2 165	-	-	-
7	1	Puerto Pailas	2	2					2 304	-	-	-
7	1	Limoncito	2	2					3 120	-	-	-
7	1	Jorochito	2	2					3 457	-	-	-
7	1	La Guardia	2	5			2 337	5 468	8 572	-	5,55	4,98
7	1	El Carmen	2	5				4 761	10 425	-	-	8,84
7	1	El Torno	2	5			2 110	6 332	11 878	-	7,23	7,04
7	1	Cotoca	2	5			2 107	9 229	15 181	-	9,83	5,53
7	1	Santa Cruz	2	5	18 335	42 746	254 682	697 278	1 113 582	7,11	6,60	5,19
7	2	Okinawa 1	2	2				2 586	4 109	-	-	5,13
7	2	Warnes	2	5			4 288	10 866	17 872	-	6,08	5,53

* complexe minier Llallagua, Siglo XX, Catavi.

(suite)

Dép.	Province	Localité	Bipartition	Agrégat	POP1900	POP1950	POP1976	POP1992	POP2001	TVAM 50-76	TVAM 76-92	TVAM 92-01	
7	3	San Rafael	2	2					2 054	-	-	-	
7	3	S. Miguel de Velasco	2	2				3 447	4 448	-	-	2,79	
7	3	S. Ignacio de Velasco	2	2			4 898	12 565	19 401	-	6,16	4,81	
7	4	S. Juan de Yapacani	2	2				2 344	3 258	-	-	3,62	
7	4	Buena vista	2	2				2 873	3 830	-	-	3,16	
7	4	San Carlos	2	2			2 021	3 223	3 895	-	3,01	2,07	
7	4	S. Fe de Yapacani	2	2				4 029	5 858	-	-	4,13	
7	4	Yapacani	2	2			3 099	8 585	14 589	-	6,68	5,90	
7	5	Pailon	2	2				3 741	7 126	-	-	7,21	
7	5	S. Jose de Chiquitos	2	2			4 013	8 483	9 211	-	4,87	0,89	
7	5	Roboré	2	2		3 715	6 828	10 360	9 919	2,37	2,68	-0,47	
7	6	S. Rosa del Sara	2	2				3 125	4 113	-	-	3,01	
7	6	La Belgica	2	5			4 258	4 615	5 031	-	0,51	0,94	
7	6	Portachuelo	2	2		2 456	7 059	9 453	11 338	4,14	1,87	1,99	
7	7	Abapo	2	2					2 084	-	-	-	
7	7	Charagua	2	2				2 486	2 734	-	-	1,03	
7	7	Buyuibe	2	2				2 496	2 909	-	-	1,67	
7	7	Camiri	2	2		4 969	19 499	27 971	26 505	5,40	2,32	-0,58	
7	8	Guadalupe	2	2		2 355				-	-	-	
7	8	Valle Grande	2	2	9 981	5 094	5 040	6 341	7 801	-0,04	1,47	2,27	
7	9	Samaipata	2	2				2 735	2 953	-	-	0,83	
7	9	Mairana	2	2				3 060	3 912	-	-	2,69	
7	10	Agustin Saavedra	2	2			2 243	2 918	3 763	-	1,68	2,79	
7	10	Fernandez Alonso	2	2				3 196	5 457	-	-	5,95	
7	10	Mineros	2	2			6 230	11 181	13 283	-	3,78	1,88	
7	10	Montero	2	2		2 713	28 686	57 027	78 294	9,49	4,46	3,49	
7	11	San Pedro	2	2				2 416	2 825	-	-	1,71	
7	11	Cuatro Cañadas	2	2					4 642	-	-	-	
7	11	San Ramon	2	2				2 270	4 754	-	-	8,32	
7	11	San Javier	2	2				3 166	5 538	-	-	6,23	
7	11	Concepcion	2	2				3 228	5 586	-	-	6,11	
7	11	San Julian	2	2					6 585	-	-	-	
7	12	San Matias	2	2				3 849	5 370	-	-	3,67	
7	13	Comarapa	2	2			2 287	3 221	4 067	-	2,20	2,55	
7	14	El Carmen	2	2				2 330	2 725	-	-	1,71	
7	14	Puerto Quijarro	2	2				6 324	8 963	-	-	3,84	
7	14	Puerto Suarez	2	2			4 253	9 863	11 594	-	5,49	1,76	
7	15	Urubicha	2	2				2 586	2 927	-	-	1,35	
7	15	Ascencion de Guara	2	2		2 097	3 555	8 350	12 284	2,05	5,57	4,26	
8	1	Trinidad	2	2	2 600	10 759	27 487	57 328	75 540	3,67	4,78	3,03	
8	2	Guayaramerin	2	2				12 520	27 706	33 095	-	5,17	1,94
8	2	Riberalta	2	2		6 549	17 338	43 454	64 511	3,82	6,01	4,36	
8	3	Santa Rosa	2	2				3 150	4 044	-	-	2,74	
8	3	Reyes	2	2			3 191	4 199	6 222	-	1,76	4,34	
8	3	Rurrenabaque	2	2			2 052	4 959	8 460	-	5,76	5,94	
8	3	San Borja	2	2			4 569	11 072	19 363	-	5,78	6,23	
8	4	Santa Ana de Yacur	2	2			5 465	14 788	12 877	-	6,52	-1,48	
8	5	San Ignacio	2	2			3 020	4 832	8 893	-	3,03	6,82	
8	7	San Joaquin	2	2				3 489	3 554	-	-	0,20	
8	7	San Ramon	2	2			2 096	3 427	4 100	-	3,17	1,96	
8	8	Magdalena	2	2			3 316	4 344	6 396	-	1,73	4,27	
9	1	Cobija	2	2			3 650	10 001	20 820	-	6,61	8,25	

Compte tenu de cette apparente stabilité de la mesure de l'urbain en Bolivie, nous avons élevé le critère au seuil minimal de 5.000 habitants. Au-delà du fait que la valeur de 2.000 habitants nous semble peu significative, le procédé produit un effet de lissage atténuant les risques de distorsion que nous venons d'évoquer. De plus, une telle restriction permet de simplifier l'univers de référence en excluant les nombreuses localités qui apparaissent sans lendemain, au cours de l'histoire, déclassées par les aléas de l'économie minière. Néanmoins, la base de données constituée² [voir extrait ci-dessus] inclut les localités de 2.000 à 4.999 habitants, nécessaires au calcul des indicateurs de variation (la population correspond aux résultats préliminaires du recensement de 2001 que nous n'avons pu actualiser concernant cette classe de taille).

- Pour certaines localités de moins de 5.000 habitants, la province de référence n'a pu être identifiée.
- La variable « Bipartition » : '1' Occident, '2' Orient.
- La variable « agrégat » désigne les agrégats urbains : '2' sans ; '4' aire métropolitaine de La Paz ; '5' aire métropolitaine de Santa Cruz ; '6' aire métropolitaine de Cochabamba [voir chapitre 2-II-B-3].

² Les chiffres sont extraits des publications officielles de l'INE : Censo demográfico 1950, Resultados del censo nacional de población y vivienda 1976, Resultados preliminares del censo 2001 a nivel, n°245-254.

TAB II-10 Bolivie - Indicateurs démographiques, par période quinquennale (1950-1999).

	1950 1954	1955 1959	1960 1964	1965 1969	1970 1974	1975 1979	1980 1984	1985 1989	1990 1994	1995 1999
tx brut de mortalité (pour 1000)	24,4	23,0	21,5	20,2	19,0	16,0	13,4	11,5	10,2	9,1
tx brut de mortalité infantile (pour 1000)	175,7	169,7	163,6	157,5	151,3	131,2	109,2	90,1	75,1	65,6
espérance de vie à la naissance	40,4	41,9	43,5	45,1	46,7	50,1	53,7	56,8	59,3	61,4
indice conjoncturel de fécondité	6,8	6,8	6,6	6,6	6,5	5,8	5,3	5,0	4,8	4,4
tx brut de natalité (pour 1000)	47,0	46,8	45,9	45,4	45,2	41,0	38,2	36,6	35,7	33,2
tx de croissance naturelle (pour 1000)	22,6	23,8	24,4	25,2	26,2	25,0	24,8	25,1	25,5	24,1
tx de migration (pour 1000)	-2,1	-2,0	-1,9	-1,8	-1,8	-1,4	-5,5	-3,3	-1,4	-0,9
tx de croissance annuelle (pour 1000)	20,5	21,8	22,4	23,3	24,4	23,6	19,2	21,8	24,1	23,3
pourcentage de - de 15 ans	41,7	42,3	42,8	43,0	43,0	42,8	42,4	41,7	40,9	40,1
relation de dépendance (pour 100)	82,1	84,1	85,8	86,3	86,7	86,2	85,0	82,8	80,5	78,6

Source : CELADE 2001, *América Latina : fecundidad (1950-2050)*, Boletín demográfico XXXIV-68.

	variation nette	taux moyen de var. annuelle %	écart au tmva total %	part de la variation nette totale %	
1900-1950	urbain	441 830	2,01	0,86	33,4
	rural	880 799	0,96	-0,20	66,6
	total	1 322 629	1,16		100,0
1950-1976	urbain	1 031 967	3,55	1,91	64,7
	rural	562 488	0,84	-0,80	35,3
	total	1 594 455	1,64		100,0
1976-1992	urbain	1 754 021	4,54	2,42	97,1
	rural	53 285	0,12	-2,00	2,9
	total	1 807 306	2,12		100,0
1992-2001	urbain	1 423 062	3,77	0,99	76,8
	rural	430 471	1,49	-1,29	23,2
	total	1 853 533	2,78		100,0
1950-2001	urbain	4 209 050	3,89	1,89	80,1
	rural	1 046 244	0,73	-1,27	19,9
	total	5 255 294	2,00		100,0

TAB II-11 Bolivie - La population selon le milieu d'habitat, de 1900 à 2001 : indicateurs de variation.

urbain = localités urbaines d'au moins 5.000 habitants

Pour x, la population urbaine ou rurale et t, la population totale :
écart au tmva total = tmva(x) - tmva(t)

part de la variation nette totale = VN(x) / VN(t) . 100

Sources : recensements INE ; calculs propres

TAB II-12 Bolivie - La population selon la bipartition et le milieu d'habitat (1950 -2001).

		population urbaine			population rurale			population totale		
		occident	orient	total	occident	orient	total	occident	orient	total
1950	eff.	629 855	70 175	700 030	1 580 160	738 841	2 319 001	2 210 015	809 016	3 019 031
	%	90,0	10,0	100,0	68,1	31,9	100,0	73,2	26,8	100,0
	% pop. tot.	20,9	2,3	23,2	52,3	24,5	76,8	73,2	26,8	100,0
1957	eff.	1 309 362	422 635	1 731 997	1 822 886	1 058 603	2 881 489	3 132 248	1 481 238	4 613 486
	%	75,6	24,4	100,0	63,3	36,7	100,0	67,9	32,1	100,0
	% pop. tot.	28,4	9,2	37,5	39,5	22,9	62,5	67,9	32,1	100,0
1959	eff.	2 336 345	1 149 673	3 486 018	1 625 542	1 309 232	2 934 774	3 961 887	2 458 905	6 420 792
	%	67,0	33,0	100,0	55,4	44,6	100,0	61,7	38,3	100,0
	% pop. tot.	36,4	17,9	54,3	25,3	20,4	45,7	61,7	38,3	100,0
2001	eff.	3 073 143	1 835 937	4 909 080	1 779 158	1 586 087	3 365 245	4 852 301	3 422 024	8 274 325
	%	62,6	37,4	100,0	52,9	47,1	100,0	58,6	41,4	100,0
	% pop. tot.	37,1	22,2	59,3	21,5	19,2	40,7	58,6	41,4	100,0

urbain = localités urbaines d'au moins 5.000 habitants

Sources : recensements INE.

TAB II-13 Bolivie - Variation de la population selon la bipartition et le milieu d'habitat (1950-2001)

période		population urbaine			population rurale			population totale		
		occident	orient	total	occident	orient	total	occident	orient	total
1950	var. nette	679 507	352 460	1 031 967	242 726	319 762	562 488	922 233	672 222	1 594 455
1976	tmva	2,85	7,15	3,55	0,55	1,39	0,84	1,35	2,35	1,64
1976	var. nette	1 026 983	727 038	1 754 021	-197 344	250 629	53 285	829 639	977 667	1 807 306
1992	tmva	3,74	6,56	4,54	-0,72	1,36	0,12	1,50	3,27	2,12
1992	var. nette	736 798	686 264	1 423 062	153 616	276 855	430 471	890 414	963 119	1 853 533
2001	tmva	3,01	5,19	3,77	0,98	2,10	1,49	2,22	3,64	2,78
1950	var. nette	2 443 288	1 765 762	4 209 050	198 998	847 246	1 046 244	2 642 286	2 613 008	5 255 294
2001	tmva	3,16	6,61	3,89	0,23	1,51	0,73	1,55	2,87	2,00

urbain = localités urbaines d'au moins 5.000 habitants

tmva = taux moyen de variation annuelle

Sources : recensements INE.

TAB II-14 Bolivie : L'indicateur synthétique de fécondité selon le département et l'année (1976-2001)

	1976			1992			2001		
	total	urbain	rural	total	urbain	rural	total	urbain	rural
Chuquisaca	7,5	5,0	8,1	6,0	4,5	6,8	5,2	3,3	6,9
La Paz	6,0	4,6	7,5	4,2	3,6	5,7	4,0	3,4	5,5
Cochabamba	6,9	5,2	8,0	5,0	4,0	6,2	4,4	3,4	6,3
Oruro	6,6	5,8	7,7	5,0	4,4	6,3	4,1	3,6	5,2
Potosi	7,2	6,7	7,4	6,1	5,3	6,4	5,7	4,0	6,9
Tarija	6,8	5,1	8,1	5,2	4,2	6,7	3,9	3,4	5,2
Santa Cruz	6,6	5,4	8,1	5,1	4,5	6,4	4,2	3,8	6,2
Beni	7,7	6,3	9,0	6,4	5,6	7,9	5,4	4,7	7,3
Pando	8,3	5,3	8,7	6,8	4,5	7,9	5,7	4,1	7,0
Total	6,5	5,2	7,8	5,0	4,2	6,3	4,4	3,6	6,2

Source : INE(2003), Bolivia : niveles, tendencias y diferenciales de la fecundidad.

TAB II-15 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille en 1950 et 1976.

1950	1976									total 1950
	moins de 2000	de 2 000 à 4 999	de 5 000 à 9 999	de 10 000 à 49 999	de 50 000 à 99 999	de 100 000 à 249 999	de 250 000 à 499 999	de 500 000 à 999 999	de 999 999 à 1 000 000	
moins de 2000	59	37	2	3						101
de 2 000 à 4 999	12	12	6	2						32
de 5 000 à 9 999		1	3	8						12
de 10 000 à 49 999				2	2		1			5
de 50 000 à 99 999					2	2				2
de 100 000 à 249 999						2				0
de 250 000 à 499 999							1			1
de 500 000 à 999 999								1		0
de 999 999 à 1 000 000									0	0
total 1976	71	50	11	15	2	2	1	1	0	153

TAB II-16 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants selon leur classe de taille en 1976 et 1992.

1976	1992									total 1976
	moins de 2000	de 2 000 à 4 999	de 5 000 à 9 999	de 10 000 à 49 999	de 50 000 à 99 999	de 100 000 à 249 999	de 250 000 à 499 999	de 500 000 à 999 999	de 999 999 à 1 000 000	
moins de 2000	30	40	1							71
de 2 000 à 4 999	3	28	15	4						50
de 5 000 à 9 999	1		3	7						11
de 10 000 à 49 999			1	10	4					15
de 50 000 à 99 999					2	2				2
de 100 000 à 249 999						1	1			2
de 250 000 à 499 999							1			1
de 500 000 à 999 999								1		1
de 999 999 à 1 000 000									0	0
total 1992	34	68	20	21	4	3	1	1	1	153

TAB II-17 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille, de 1992 à 2001.

1992	2001									total 1992
	moins de 2000	de 2 000 à 4 999	de 5 000 à 9 999	de 10 000 à 49 999	de 50 000 à 99 999	de 100 000 à 249 999	de 250 000 à 499 999	de 500 000 à 999 999	de 999 999 à 1 000 000	
moins de 2000	13	17	1	3						34
de 2 000 à 4 999	5	50	12	1						68
de 5 000 à 9 999		1	11	8						20
de 10 000 à 49 999			1	17	3					21
de 50 000 à 99 999					3	1				4
de 100 000 à 249 999						3				3
de 250 000 à 499 999								1		1
de 500 000 à 999 999									1	1
de 999 999 à 1 000 000									1	1
total 2001	18	68	25	29	6	4	0	1	2	153

TAB II-18 Répartition des localités ayant déjà atteint les 2.000 habitants, selon leur classe de taille, de 1950 à 2001.

1950	2001									total 1950
	moins de 2000	de 2 000 à 4 999	de 5 000 à 9 999	de 10 000 à 49 999	de 50 000 à 99 999	de 100 000 à 249 999	de 250 000 à 499 999	de 500 000 à 999 999	de 999 999 à 1 000 000	
moins de 2000	6	59	18	18	0					101
de 2 000 à 4 999	11	9	6	4	Montero Sacaba					32
de 5 000 à 9 999	1		1	7	Yacuiba Riberalta Quillacollo					12
de 10 000 à 49 999					Trinidad	Potosi Tarija Sucre			Santa Cruz	5
de 50 000 à 99 999						Oruro		Cocha- bamba		2
de 100 000 à 249 999										0
de 250 000 à 499 999									La Paz	1
de 500 000 à 999 999										0
de 999 999 à 1 000 000										0
total 2001	18	68	25	29	6	4	0	1	2	153

TAB II-19 Bolivie - La population urbaine selon la taille des localités, par année (1950-2001).

	1950		1976		1992		2001	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
5 000-9 999	78 927	11,3	74 653	4,3	142 959	4,1	177 900	3,6
10 000-49 999	156 260	22,3	297 460	17,0	416 384	11,9	546 264	11,1
50 000-99 999	143 770	20,5	141 022	8,2	275 433	7,9	453 861	9,2
100 000-249 999	0	0,0	328 897	19,0	427 269	12,3	663 855	13,5
250 000-499 999	321 073	45,9	254 682	14,7	407 825	11,7	0	0,0
500 000-999 999	0	0,0	635 283	36,8	697 278	20,0	516 683	10,5
1 million et plus	0	0,0	0	0,0	1 118 870	32,1	2 550 517	52,0
total	700 030	100,0	1 731 997	100,0	3 486 018	100,0	4 909 080	100,0

Sources : recensements INE.

TAB II-20 La population urbaine selon le type de ville et la bipartition, par année (1950-2001).

		1950			1976			1992			2001		
		eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)
Aires Métropolitaines*	occ.	417 598	90,7	66,3	874 818	77,5	66,8	1 663 094	69,5	71,2	2 246 549	65,5	73,1
	or.	42 746	9,3	60,9	254 682	22,5	60,3	729 173	30,5	63,4	1 182 541	34,5	64,4
	Total	460 344	100,0	65,8	1 129 500	100	65,2	2 392 267	100	68,6	3 429 090	100,0	69,9
autres capitales départementales	occ.	165 730	93,9	26,3	304 151	91,7	23,2	517 382	88,5	22,1	663 855	87,3	21,6
	or.	10 759	6,1	15,3	27 487	8,3	6,5	67 329	11,5	5,9	96 360	12,7	5,2
	Total	176 489	100,0	25,2	331 638	100	19,1	584 711	100	16,8	760 215	100,0	15,5
villes existantes en 1950	occ.	46 527	73,6	7,4	101 389	73,4	7,7	113 494	57,4	4,9	119 478	46,6	3,9
	or.	16 670	26,4	23,8	36 732	26,6	8,7	84 300	42,6	7,3	136 923	53,4	7,5
	Total	63 197		9,0	138 121	100	8,0	197 794	100	5,7	256 401	100,0	5,2
autres villes (>5000)	occ.	0	0,0	0,0	29 004	21,0	2,2	42 375	13,6	1,8	43 261	9,3	1,4
	or.	0	0,0	0,0	103 734	75,0	24,5	268 871	86,4	23,4	420 113	90,7	22,9
	Total	0	0	0,0	138 292	100	8,0	311 246	100	8,9	463 374	100,0	9,4
Total	occ.	629 855	90,0	100,0	1 309 362	75,6	100,0	2 336 345	67,0	100,0	3 073 143	62,6	100,0
	or.	70 175	10,0	100,0	422 635	24,4	100,0	1 149 673	33,0	100,0	1 835 937	37,4	100,0
	Total	700 030	100,0	100,0	1 731 997	100	100,0	3 486 018	100	100,0	4 909 080	100,0	100,0

Source : recensements INE.

%(1) = pourcentage du total de la catégorie ; %(2) = pourcentage du total de la population urbaine.

*La population des Aires métropolitaines comprend la capitale et les villes de 5.000 hab. et plus, qui se trouvent dans un périmètre de 32 km.

TAB II-21 Variation de la population urbaine selon le type de ville et la bipartition, par période (1950-2001).

		1950-1976			1976-1992			1992-2001		
		vn	pvn	tmva	vn	pvn	tmva	vn	pvn	tmva
Aires Métropolitaines*	occ.	457 220	67,3	2,89	788 276	76,8	4,16	583 455	79,2	3,30
	or.	211 936	60,1	7,11	474 491	65,3	6,91	453 368	66,1	5,37
	Total	669 156	64,8	3,51	1 262 767	72,0	4,88	1 036 823	72,9	3,97
autres capitales départementales	occ.	138 421	20,4	2,36	213 231	20,8	3,43	146 473	19,9	2,73
	or.	16 728	4,7	3,67	39 842	5,5	5,85	29 031	4,2	3,95
	Total	155 149	15,0	2,46	253 073	14,4	3,67	175 504	12,3	2,88
villes existantes en 1950	occ.	54 862	8,1	3,04	12 105	1,2	0,72	5 984	0,8	0,56
	or.	20 062	5,7	3,09	47 568	6,5	5,42	52 623	7,7	5,38
	Total	74 924	7	3,05	59 673	3,4	2,31	58 607	4,1	2,85
autres villes (>5000)	occ.	-	-	-	13 371	1,3	2,44	886	0,1	0,22
	or.	-	-	-	165 137	22,7	6,23	151 242	22,0	4,94
	Total	-	-	-	172 954	9,9	5,29	152 128	10,7	4,40
Total	occ.	679 507	100,0	2,85	1 026 983	100,0	3,74	736 798	100,0	3,01
	or.	352 460	100,0	7,15	727 038	100,0	6,56	686 264	100,0	5,19
	Total	1 031 967	100,0	3,55	1 754 021	100,0	4,54	1 423 062	100,0	3,77

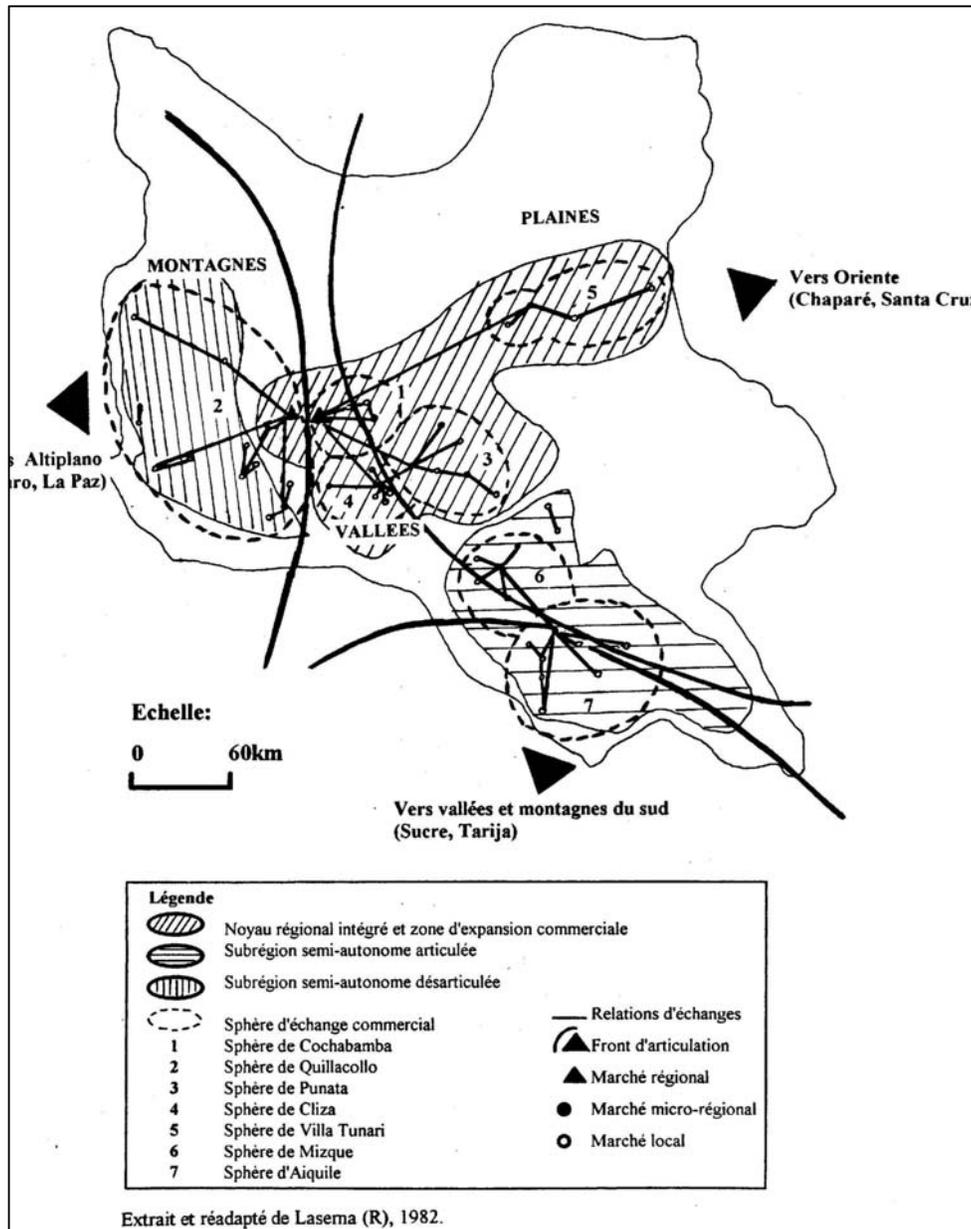
Source : recensements INE.

pvn = part de la variation nette en % ; elle est respectivement calculée par rapport la population urbaine occidentale, orientale et totale.

vn = variation nette ; tmva = taux moyen de variation annuel

*La population des Aires métropolitaines comprend la capitale et les villes de 5.000 hab. et plus qui se trouvent dans un périmètre de 32 km.

FIG II-16 La configuration de l'espace régional de Cochabamba : intégration et différenciation socio-économique (G. Cortès).



Source : G. Cortes (1995), *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines*.

TAB II-22 Les localités de 2.000 habitants et plus en zone frontalière, selon le pays limitrophe, de 1950 à 2001 : effectifs, variations intercensitaires.

Frontière	Localités d'au moins 2.000 hab.	Dép.	Population				Taux de variation annuel moyen (%)		
			1950	1976	1992	2001	50-76	76-92	92-01
Pérou	Achacachi	LP	3 621	3 939	5 602	7 540	0,32	2,26	3,26
	Cobija#	PD	-	3 650	10 001	20 820	-	6,61	8,25
	Guayaramerin#	BN	-	12 520	27 706	33 095	-	5,17	1,94
	Riberalta	BN	6 549	17 338	43 454	64 511	3,82	6,01	4,36
	Magdalena	BN	-	3 316	4 344	6 396	-	1,73	4,27
	San Jose de Chiquitos	SC	-	4 013	8 483	9 211	-	4,87	0,89
	San Ignacio de Velasco	SC	-	4 898	12 565	19 401	-	6,16	4,81
	Roboré	SC	3 715	6 828	10 360	9 919	2,37	2,68	-0,47
	Puerto Suarez#	SC	-	-	3 849	11 594	-	-	12,66
	Puerto Quijarro#	SC	-	4 253	9 863	8 963	-	5,49	-1,03
	San Matias#	SC	-	-	6 324	9 031	-	-	3,93
	Total		10 264	56 816	136 949	192 941	6,80	5,74	3,78
Argentine	Bermejo#	TJ	-	11 462	21 394	26 059	-	4,04	2,16
	Tarija	TJ	16 869	38 916	90 113	135 783	3,27	5,48	4,53
	Yacuiba-Pocitos#	TJ	5 027	14 354	34 505	64 611	4,12	5,73	7,02
	Villamontes	TJ	3 105	5 985	11 086	16 113	2,56	3,99	4,13
	Tupiza	PT	8 248	10 702	20 137	21 707	1,01	4,10	0,81
	Villazon#	PT	6 261	12 565	23 670	28 045	2,72	4,10	1,85
	Total		39 510	93 984	200 905	292 318	3,39	4,94	4,14
Total	ville frontière		11 288	58 804	137 312	202 218	6,55	5,53	4,27
	autre		42 107	95 935	206 144	290 581	3,22	4,98	3,78
	ensemble		53 395	154 739	343 456	492 799	4,18	5,19	3,98

ville-frontière

Source : INE, recensements.

ATLAS DE LA BOLIVIE

1) GEOGRAPHIE PHYSIQUE : EXTRAITS D'ATLAS.

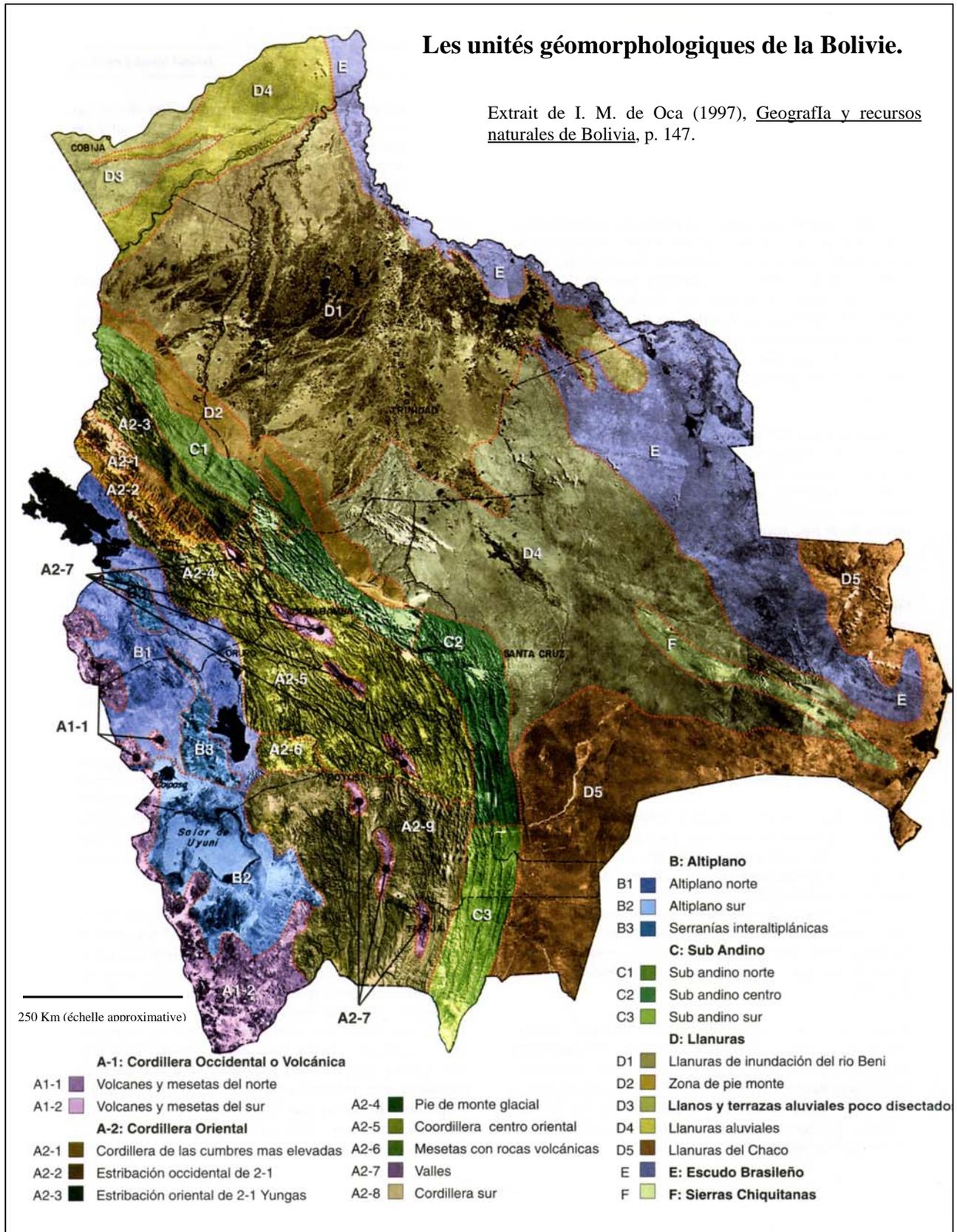
II-5 Les unités géomorphologiques de la Bolivie.	334
II-6 Bolivie - Le relief des Andes.	335
II-7 Bolivie - Les montagnes subandines.	336
II-8 Bolivie - Moyennes de températures, de 1961 à 1990.	337
II-9 Bolivie - Moyennes de précipitations annuelles, de 1961 à 1990.	338

2) GEOGRAPHIE DE LA POPULATION : ELABORATION PROPRE.

II-10 Bolivie - La population des localités de moins de 2.000 habitants en 2001, dans le maillage municipal.	339
II-11 Bolivie - L'évolution de la concentration de la population rurale, dans le maillage provincial (planche cartographique).	340
II-12 Bolivie - Les densités rurales dans le maillage provincial, en 1950 et 2001.	341
II-13 Bolivie - Les densités rurales dans le maillage municipal (planche cartographique).	342
II-14 Bolivie - La population rurale et urbaine dans le maillage municipal, en 2001.	343
II-15 Bolivie - L'évolution du semis urbain entre 1950 et 2001.	344
II-16 Bolivie - Variation nette et relative de la population des villes, de 1950 à 2001.	345
II-17 Bolivie - Les villes et le réseau routier.	346
II-18 Bolivie - Les localités de 2.000 à 4.999 habitants et le réseau routier.	347
II-19 Bolivie - L'écart au taux moyen de variation annuel de la population totale, selon la province, par période (planche cartographique).	348
II-20 Bolivie - Le maillage des provinces et des départements.	349

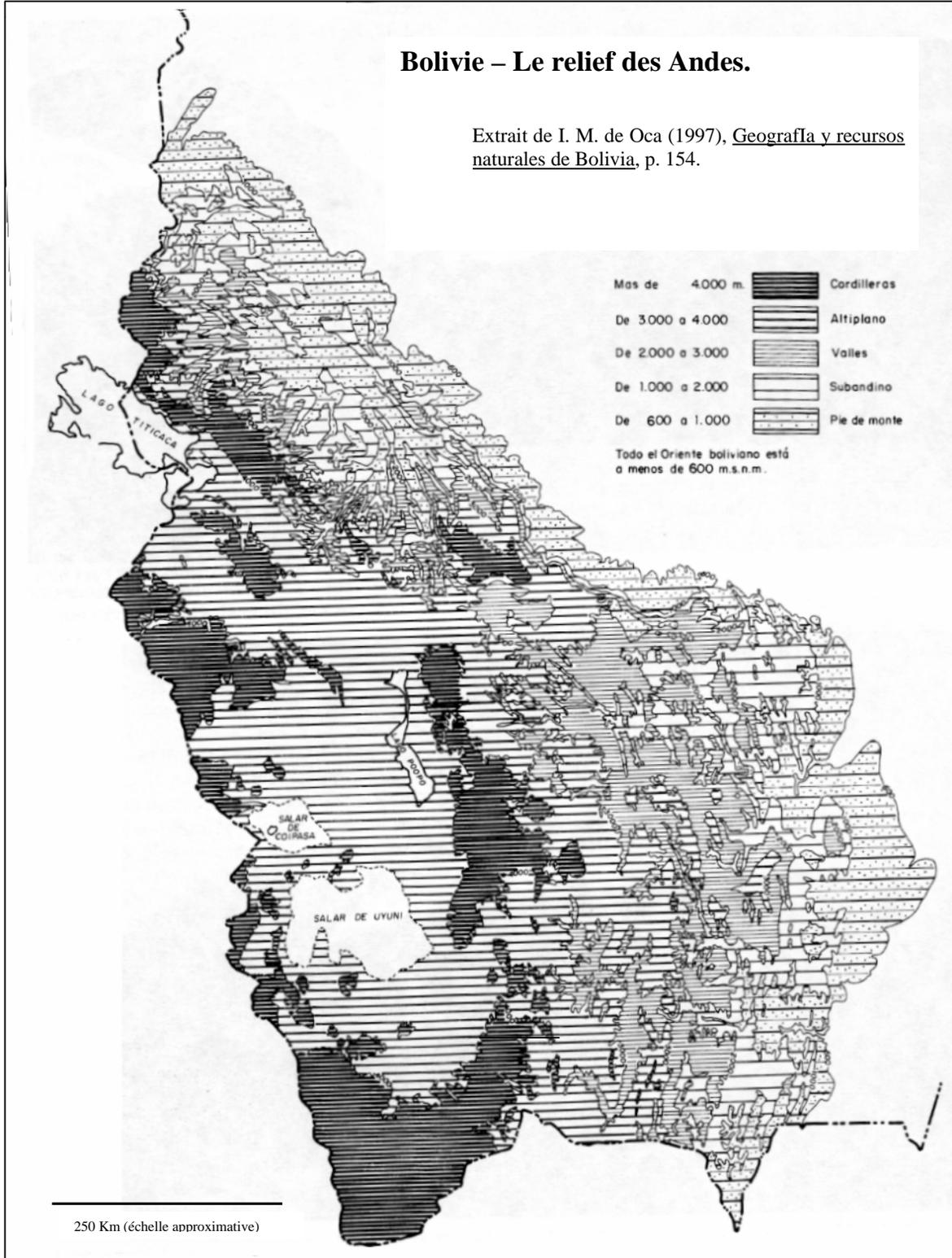
Les unités géomorphologiques de la Bolivie.

Extrait de I. M. de Oca (1997), *Geografía y recursos naturales de Bolivia*, p. 147.



Bolivie – Le relief des Andes.

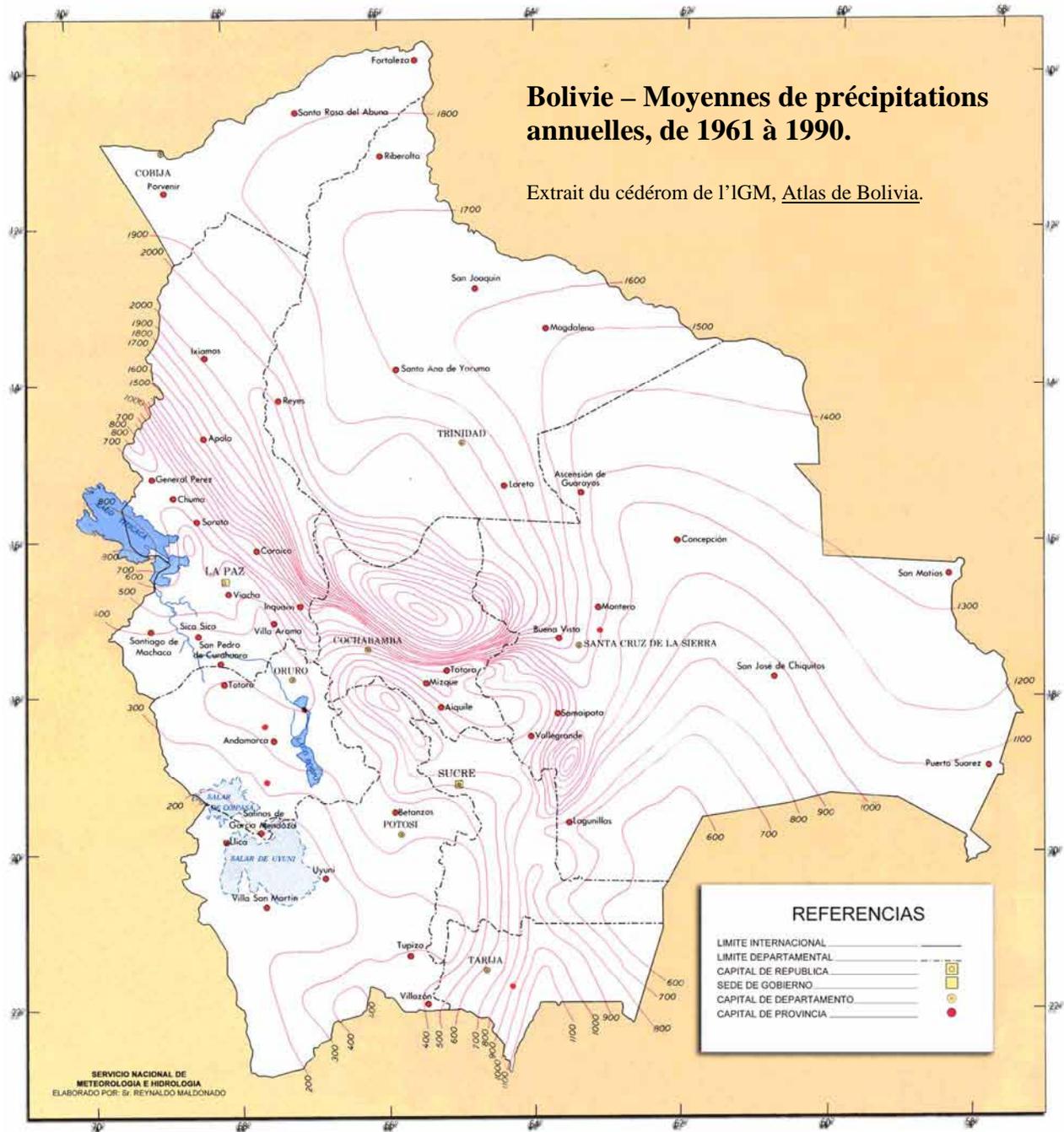
Extrait de I. M. de Oca (1997), Geografía y recursos naturales de Bolivia, p. 154.



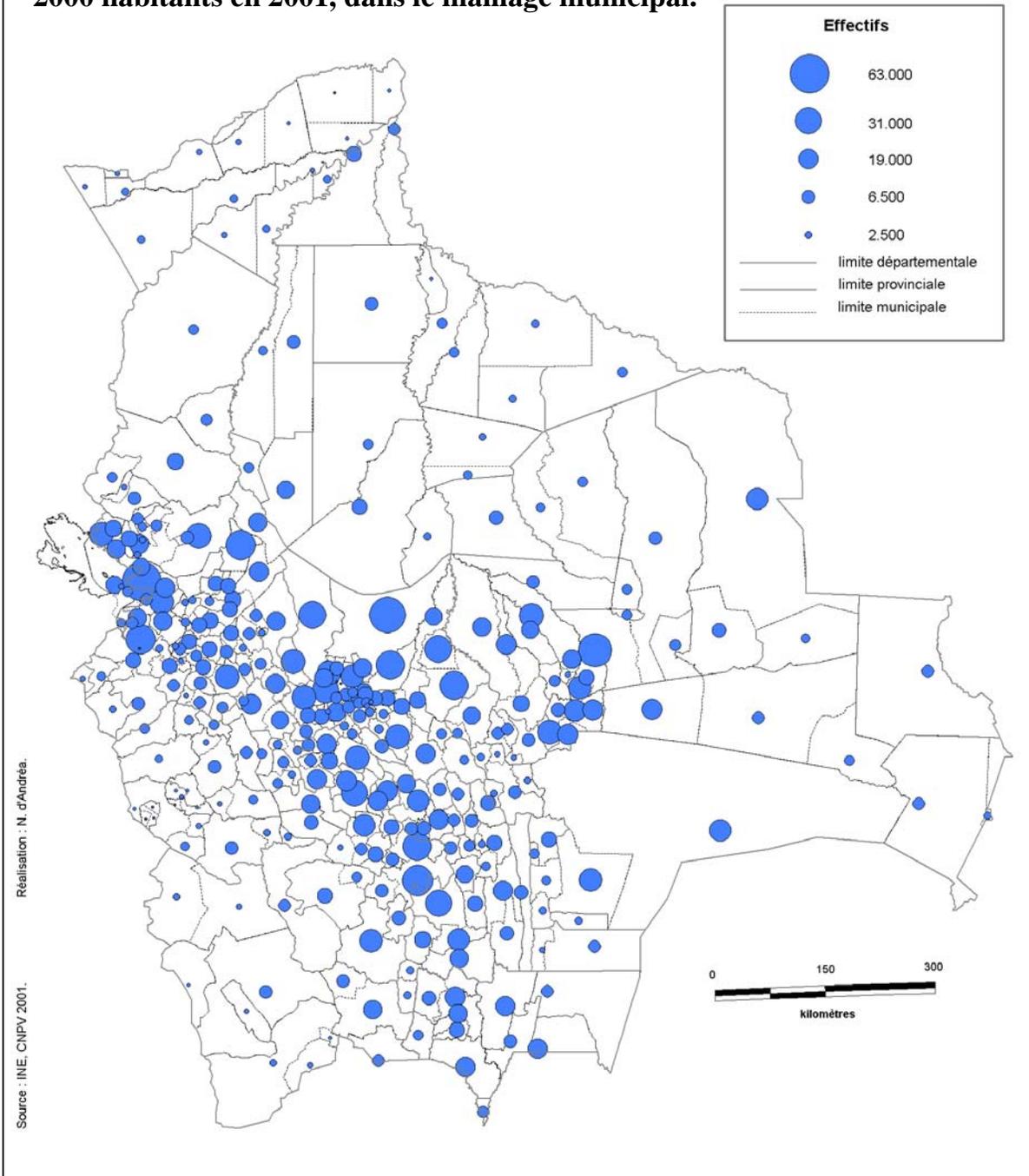
CARTE II-8



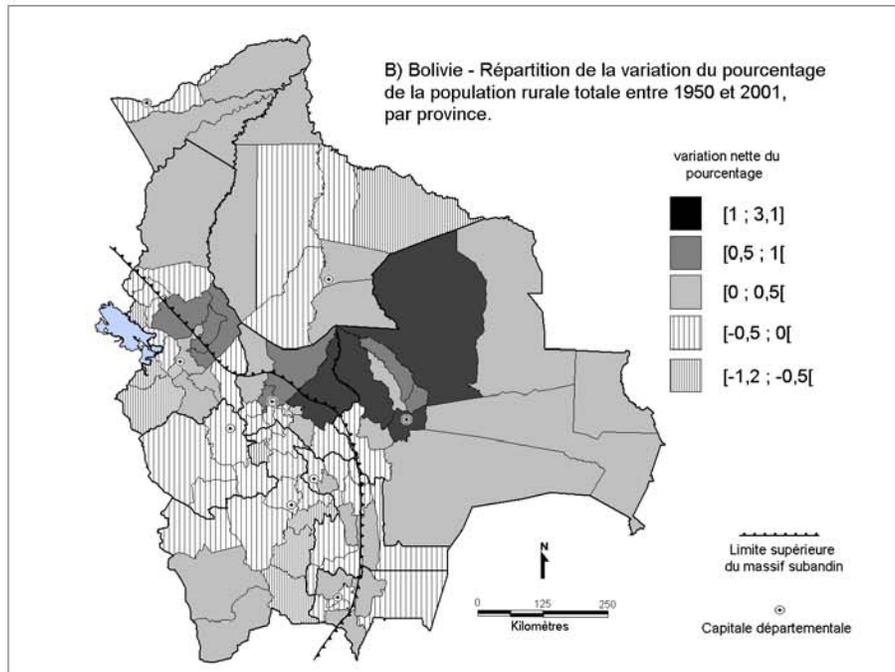
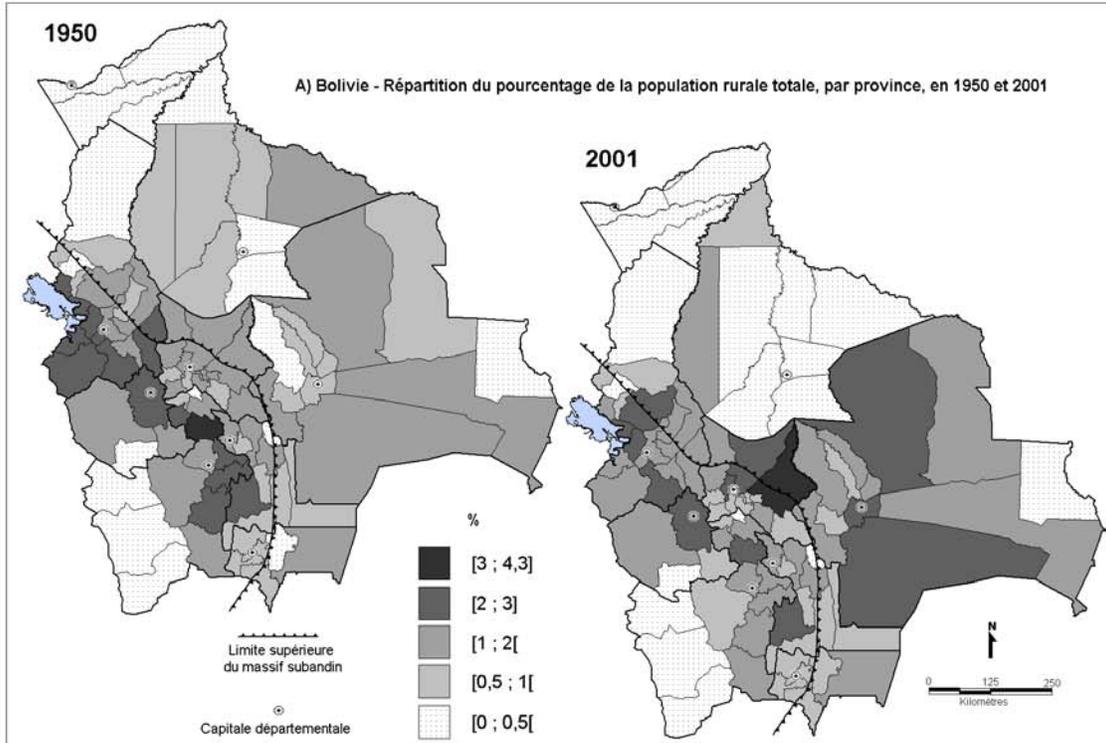
CARTE II-9



Bolivie – La population des localités de moins de 2000 habitants en 2001, dans le maillage municipal.

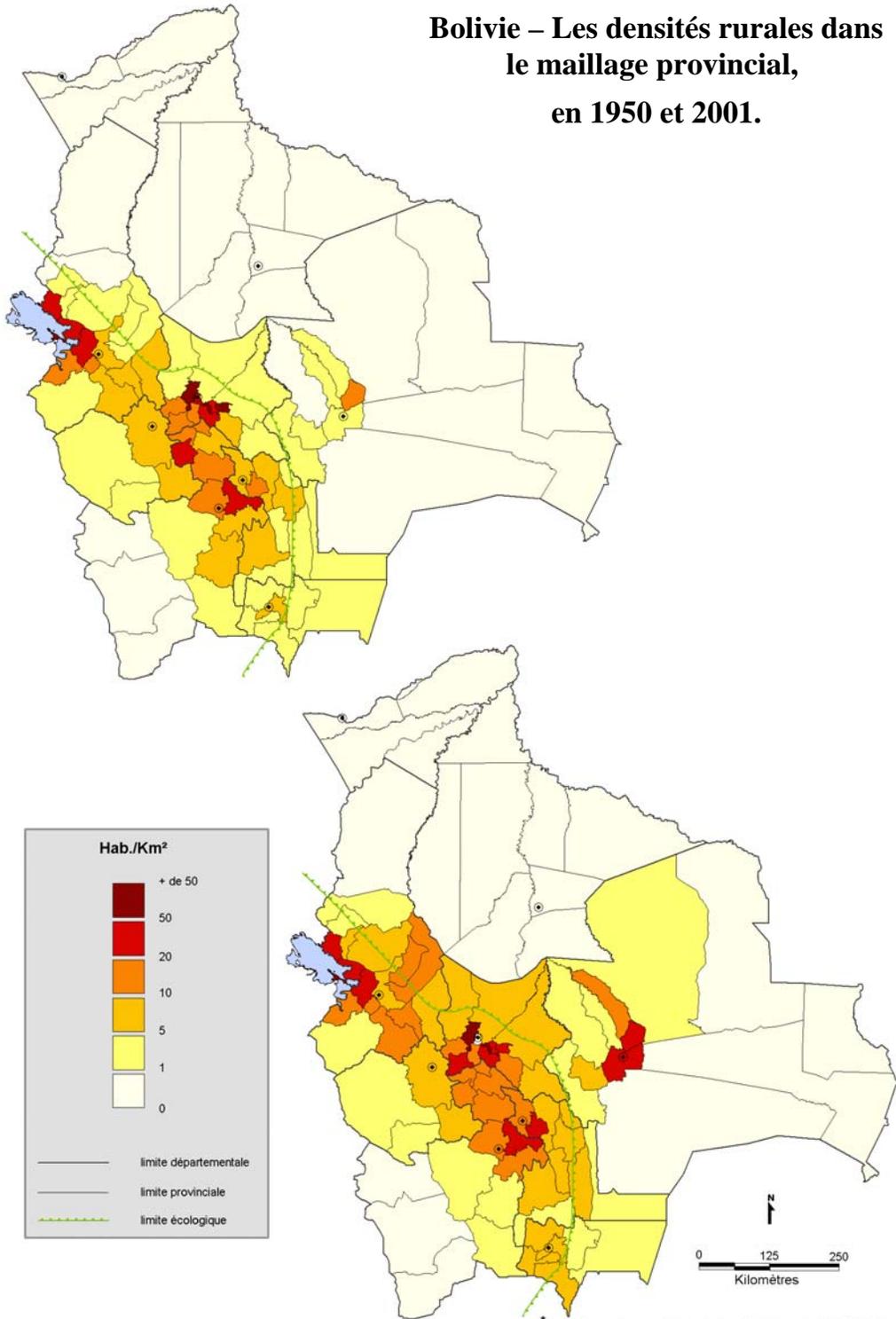


Bolivie – L'évolution de la concentration de la population rurale, dans le maillage provincial (planche cartographique).



* Population rurale = population des localités de moins de 5.000 habitants.
 Source : INE.
 Ajustement du maillage provincial : calculs propres
 Réalisation : N. d'Andréa.

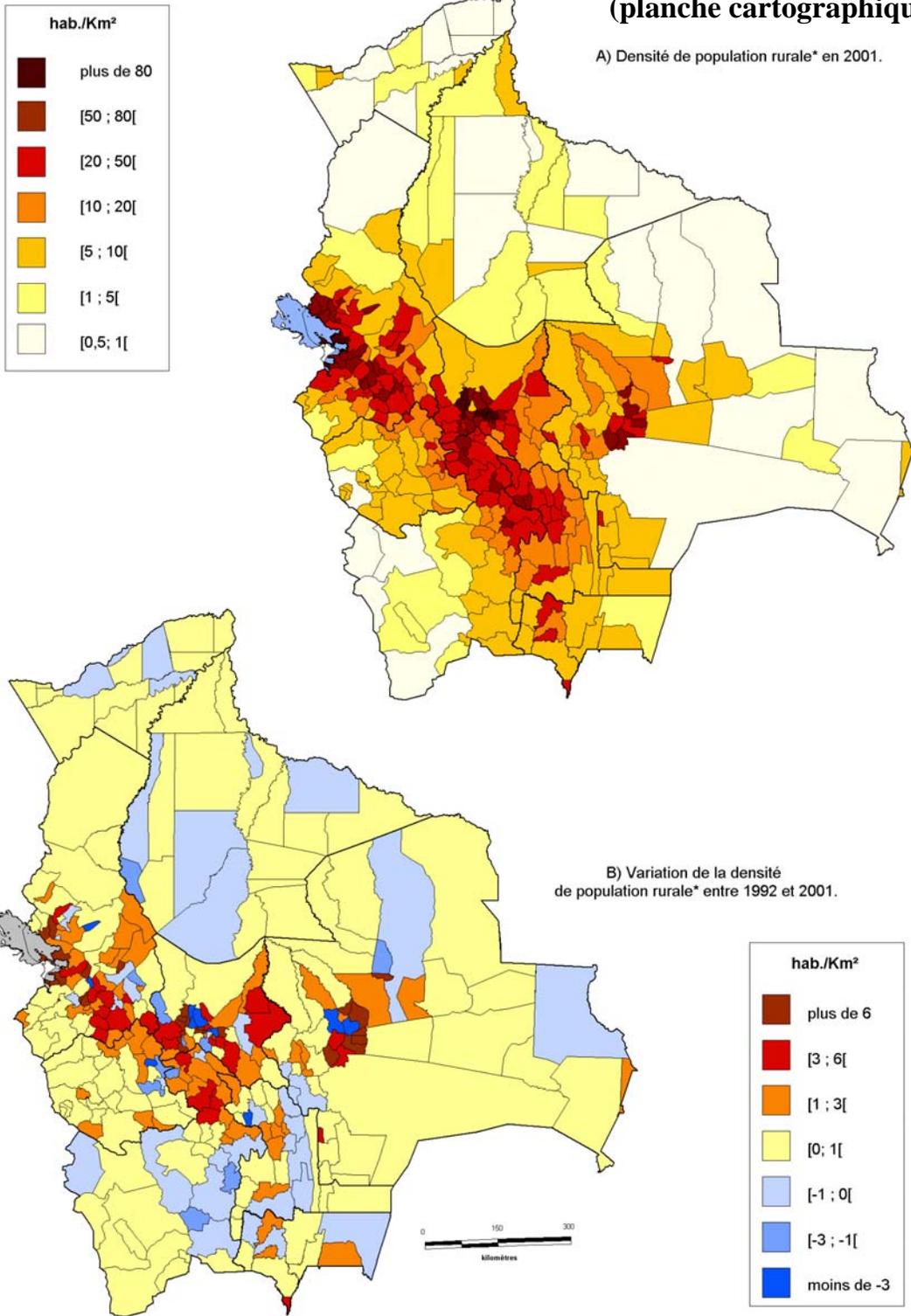
Bolivie – Les densités rurales dans le maillage provincial, en 1950 et 2001.



Réalisation : N. d'Andréa.

Source : INE, recensements de 1950 et 2001, maillage ajusté.

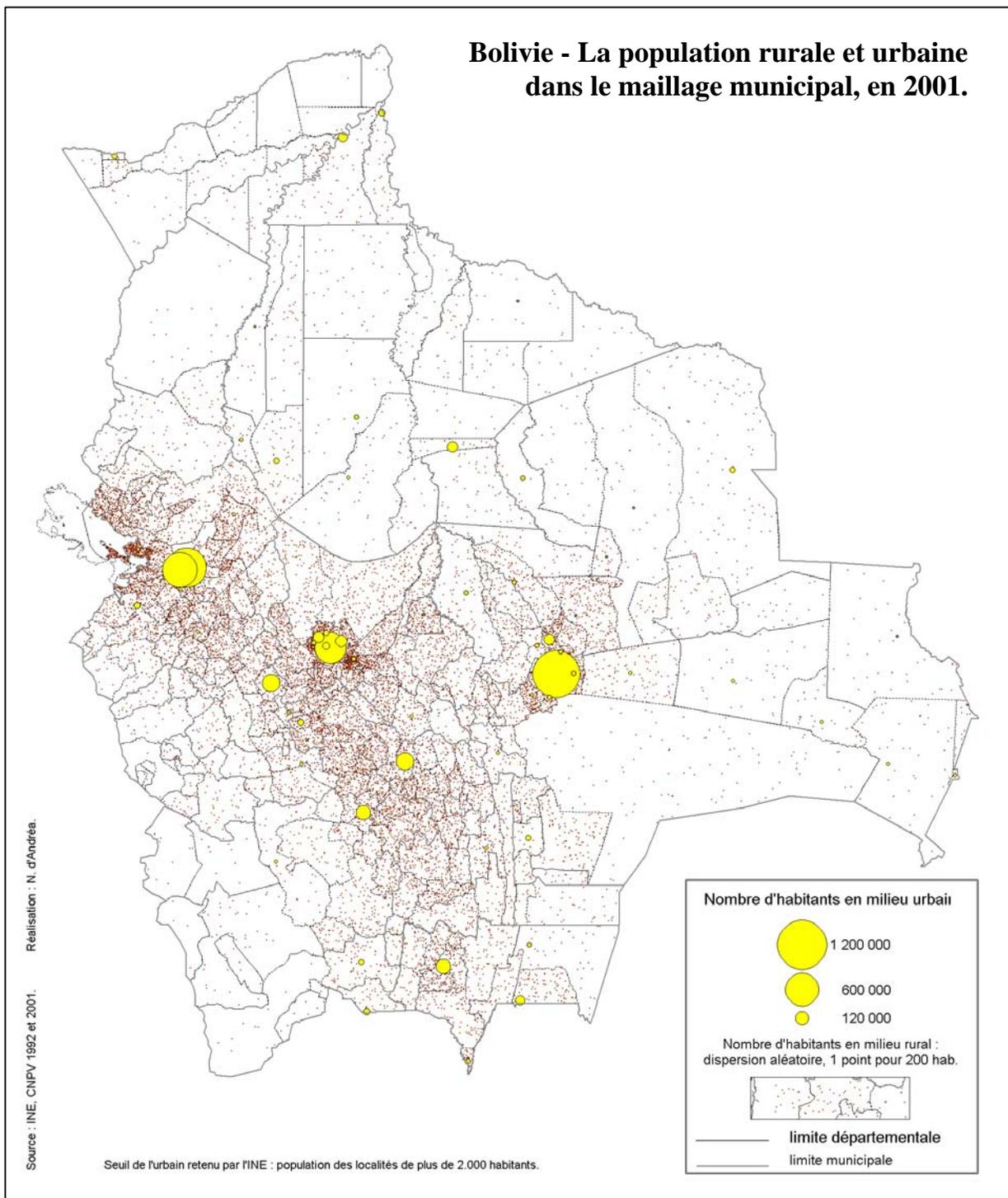
Bolivie – Les densités rurales dans le maillage municipal (planche cartographique).

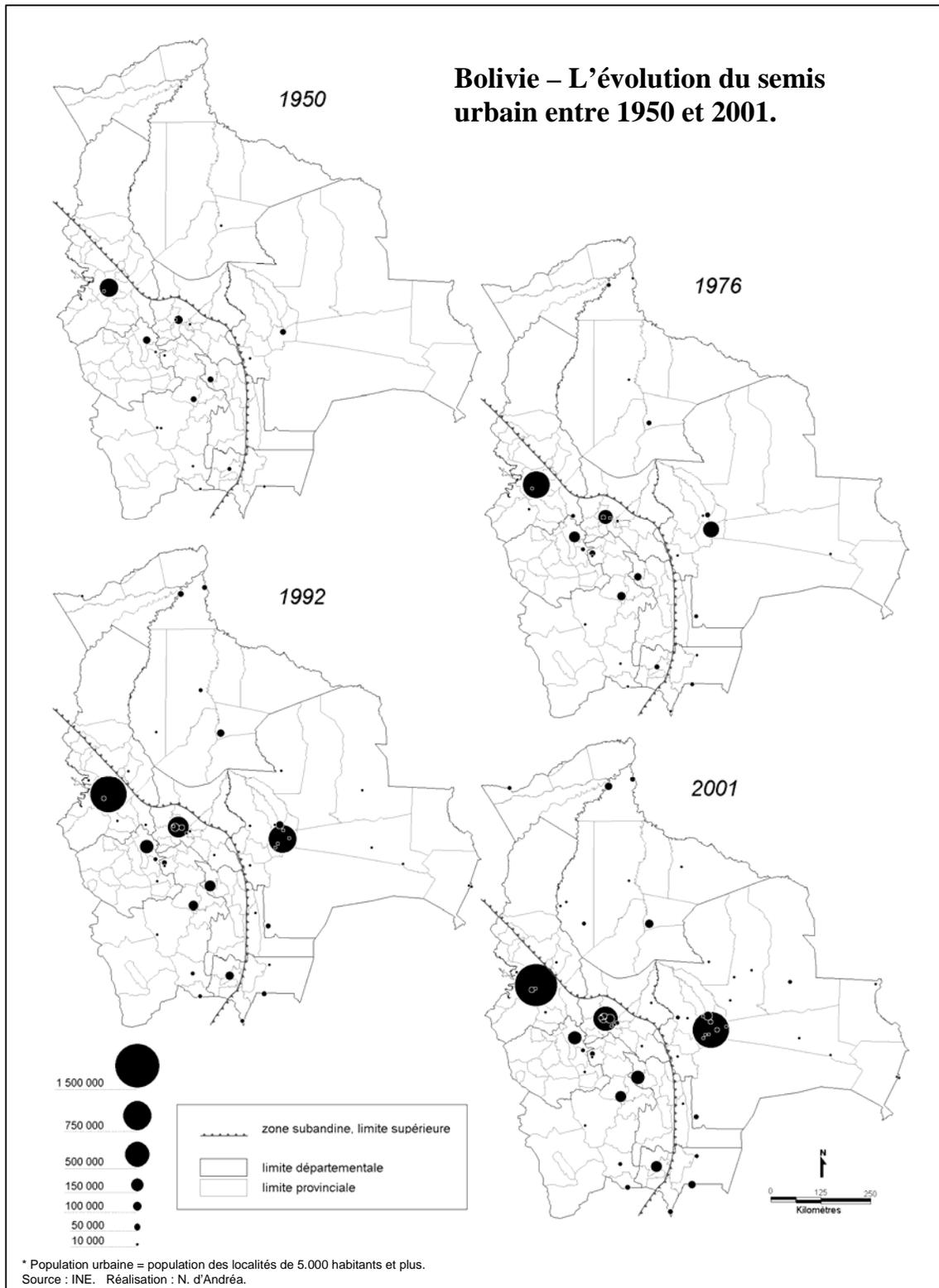


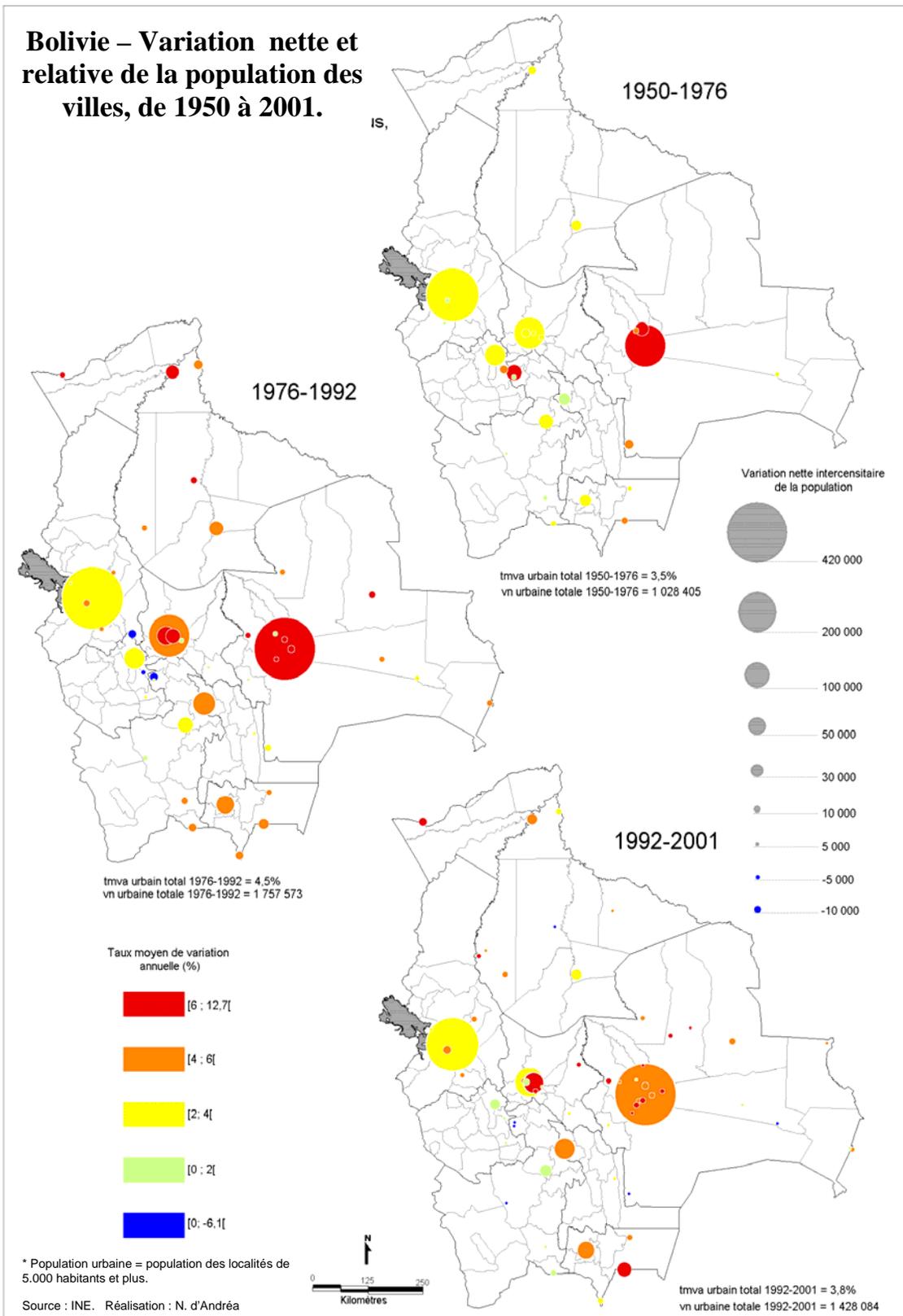
Source : INE, CNPV 1992 et 2001.
Réalisation : N. d'Andréa.

*Population rurale = population des localités de moins de 2.000 habitants.

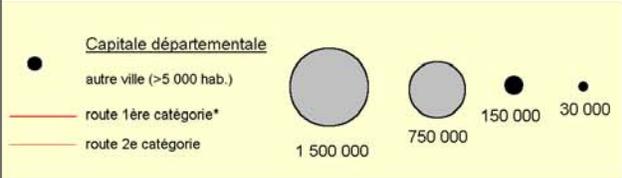
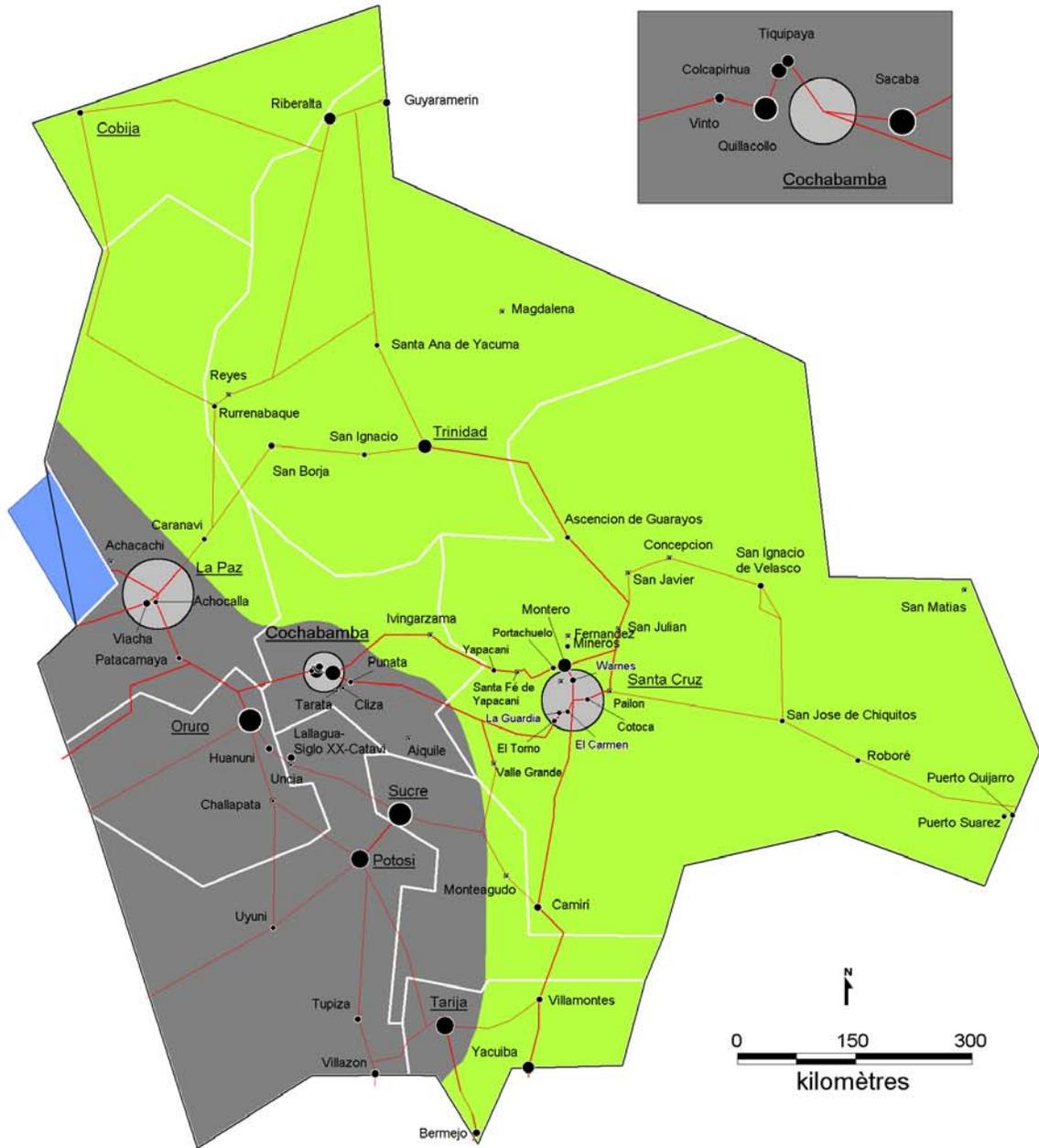
Bolivie - La population rurale et urbaine dans le maillage municipal, en 2001.







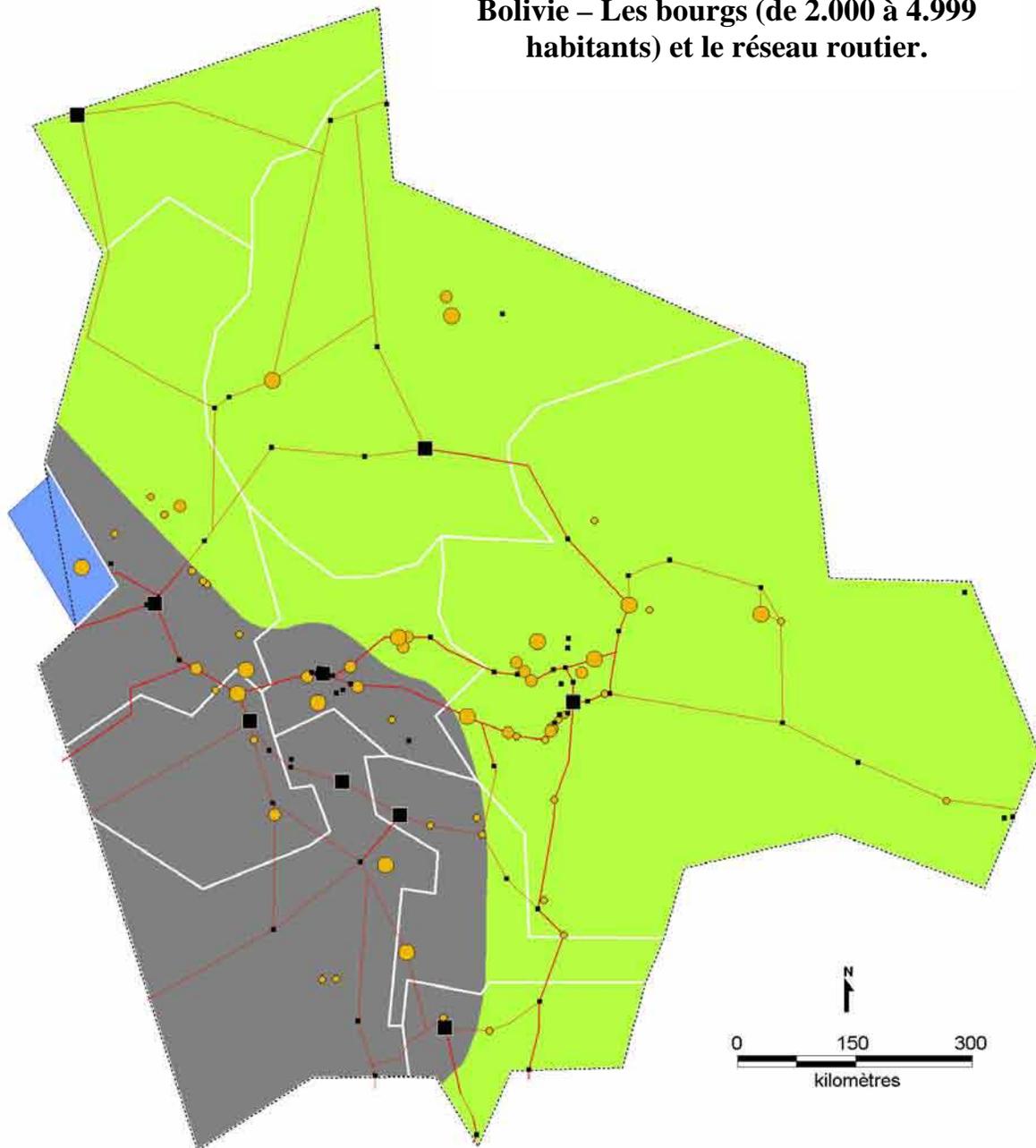
Bolivie – Les villes et le réseau routier.



Sources : INE-COSUDE-CID "Atlas estadístico de municipios" ; CNPV 2001.
 Réalisation : N. d'Andréa

* Les routes de première catégorie sont asphaltées ; classement mis à jour par rapport à 2003.

Bolivie – Les bourgs (de 2.000 à 4.999 habitants) et le réseau routier.

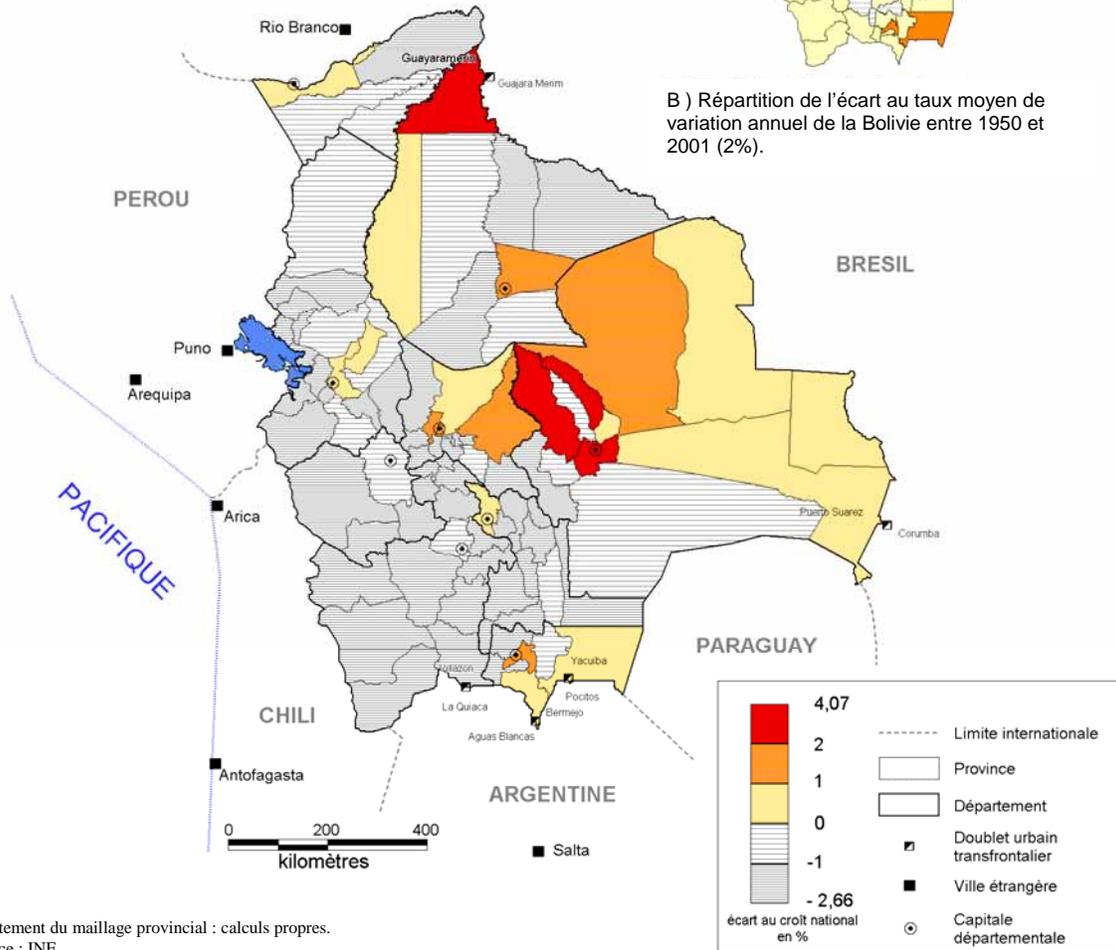
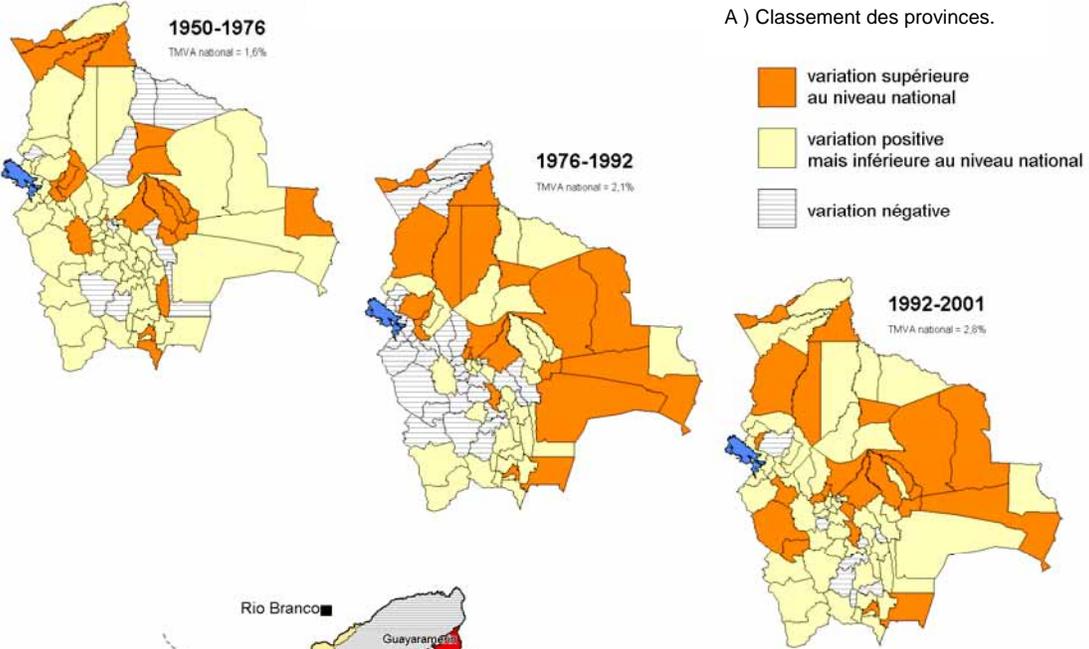


•	ville 5.000 habitants et plus	●	de 4.000 à 4.999 hab.
■	Capitale départementale	●	de 3.000 à 3.999 hab.
—	route 1ère catégorie*	●	de 2.000 à 2.999 hab.
—	route 2e catégorie		

Sources : INE, MDSP, COSUDE "Atlas de municipios" ; CNPV 2001.
 Infographie : N. d'Andrea

* Les routes de première catégorie sont asphaltées ; classement mis à jour par rapport à 2003.

Bolivie - L'écart au taux moyen de variation annuel de la population totale, selon la province, par période (planche cartographique).



Ajustement du maillage provincial : calculs propres.
Source : INE
Réalisation : N. d'Andréa.

ANNEXES DU TROISIEME CHAPITRE

TEXTE III-1 Les divisions statistiques de l'espace départemental	352
CARTE III-2 Département du Tarija - Vue satellitaire et maillage politico-administratif	353
CARTE III-3 Département du Tarija - Vue satellitaire et division régionale	354
TEXTE III-2 Le dispositif d'enquête Frontarbol.	356
CARTE III-4 Frontarbol : les sites enquêtés dans le département du Tarija.....	356
TAB III-4 Tarija - La population selon la région et la province, par année (1950-2001).....	362
TAB III-5 Tarija - Variation de la population rurale selon la région et la province, par période (1950-2001).....	362
TAB III-6 Département du Tarija - La population selon la région et le milieu d'habitat, par période (1950-2001).....	363
TAB III-7 Département du Tarija - Variation de la population selon la région et le milieu d'habitat (1950-2001).....	363
TAB III-8 Bolivie - La population selon les départements et le milieu d'habitat, par année (1950-2001).....	364
TAB III-9 Bolivie - Taux de variation annuel moyen de la population selon les départements et le milieu d'habitat, par période (1950-2001).....	364
TAB III-10 Bolivie, département du Tarija - Comparaison des taux de fécondité par âge (1962-1994).....	365
TAB III-11 Département du Tarija - La population selon l'âge, le sexe et le milieu d'habitat (1976-2001).....	365
TAB III-12 Département du Tarija - Variation de la population selon l'âge, le sexe et le milieu d'habitat, par période (1976-2001).....	367
ATLAS du département du Tarija.....	368
TAB III-13 Bolivie 2001 - Les émigrants natifs du Tarija ,selon l'âge et le sexe	376
TAB III-14 Bolivie 2001 - Les émigrants natifs du Tarija recensés dans une capitale départementale, selon l'âge et le sexe.....	376
TAB III-15 Bolivie 2001 - Les émigrants natifs du Tarija recensés hors d'une capitale départementale, selon l'âge et le sexe.....	376
CARTE III-16 Bolivie 2001 - La dispersion géographique des natifs du Tarija résidant habituellement dans un autre département ...	377
TAB II-16 Frontarbol - La descendance des ménages selon l'âge et le statut résidentiel, par enquête.....	378
TAB III-17 Frontarbol - La descendance des ménages selon l'âge, le sexe et le statut résidentiel, par enquête.....	378
TAB III-18 Frontarbol - Les enfants sortis du ménage parental, selon l'âge et le lieu de résidence, par enquête.....	379
TAB III-19 Département du Tarija - La population résidente selon le lieu de naissance, par année (1976-2001).....	380
TAB III-20 Département du Tarija - Variation de la population résidente selon le lieu de naissance, par période (1976-2001).....	380
CARTE III-22 Tarija - La population rurale non native du Tarija, dans le maillage cantonal, par lieu de naissance.....	381
TAB III-21 Département du Tarija (2001) - La population selon le lieu de naissance, la province et le milieu d'habitat	382
TAB III-22 Département du Tarija (2001) - La population non native, selon le lieu de naissance, la province et le milieu d'habitat	383
TAB III-23 Département du Tarija (2001) -La population non native selon le lieu de naissance, la province et le milieu d'habitat	383
TAB III-24 Frontarbol - La population de 15 ans et plus selon le lieu de naissance, par enquête.....	384
TAB III-25 Frontarbol - La population non native de 15 ans et plus originaire du Tarija, selon le lieu de naissance, par enquête..	384
TAB III-26 Frontarbol - La population de 15 ans et plus selon la région de naissance, par enquête.....	385
CARTE III-29 Frontarbol - La population non native du Tarija, selon la province de naissance, par enquête.....	386
CARTE III-30 Frontarbol - La population native d'une autre localité du Tarija, selon le canton de naissance, par enquête.....	387

TEXTE III-1 - Les divisions statistiques de l'espace départemental.

La formation du maillage provincial

La formation du maillage politico-administratif du département du Tarija depuis son officialisation comme province de la République de Bolivie, constitue en soi un indicateur de l'évolution du peuplement. Ainsi en 1832, est créée une nouvelle province, dont la capitale est fixée à Salinas (aujourd'hui Entre Rios) et qui est subordonnée à Tarija. Cette première coupe sépare la zone andine occidentale pourvue de l'appendice de Bermejo (la zone subandine méridionale), d'un ensemble oriental dont on place le centre administratif au plus près de la Vallée centrale. La loi qui fonde en 1843 le département et sa division en 3 provinces et 12 cantons, entérine cette séparation : la partie occidentale est approximativement répartie entre le nord - province de Cercado³ - avec Tarija pour capitale, et le sud - province de Concepción⁴ - avec la localité du même nom pour capitale ; la partie orientale reste calquée sur la province de Salinas⁵. En 1872, est fondé le « district territorial du Grand Chaco, dont la capitale est Caiza, l'article du décret stipulant que « Pour le gouvernement politique, économique et administratif du district mentionné, sera nommé un Chef supérieur militaire ». La même année, la capitale de la province est déplacée de Salinas à Carapari. On observe donc un décentrement de l'autorité vers la frontière du peuplement, ce qui semble plus conforme à un objectif de conquête et de contrôle des confins. C'est d'ailleurs à cette époque, que partent les dernières grandes expéditions exploratrices du Chaco et en 1876 est fondée la province Gran Chaco avec Caiza pour capitale⁶, réduisant considérablement la taille de Salinas (future O'Connor). Côté occidental, la province de San Lorenzo⁷ (future Mendez) - avec pour capitale la localité du même nom - est détachée de Cercado qui conserve le cœur de la vallée centrale. Yacuiba devient la capitale de Gran Chaco en 1880. En 1894, Concepción (future Avilez) est amputée de sa partie méridionale pour former la province Arce⁸, dont la capitale est Padcaya. Il a donc fallu cinquante ans pour que se constituent les six provinces du département de Tarija, sans autre changement majeur que les prélèvements imposés par les traités de limites avec l'Argentine et la subdivision en « sections de province », qui inspireront par la suite le découpage en *municipios*.

La cohérence agro-écologique du maillage municipal.

La comparaison de cartographies publiées dans les années 70⁹, avec le maillage politico-administratif pris en compte au recensement de 2001, révèle quelques différences, dont la plus notable concerne la séparation entre Cercado et Avilez. Cependant, la distorsion joue sur des zones marginales, très faiblement peuplées et la référence à la toponymie cantonale de 1950 et 1976 dans les publications censitaires, ne révèle aucune réaffectation de localité par

³ Cercado est composée de 4 cantons : Tolomosa, San Lorenzo, San Pedro de las Penas, Tomayapo.

⁴ Concepción est composée de 3 cantons : Yunchara, Santa Ana, Padcaya.

⁵ Salinas est composée de 5 cantons : San Diego, San Luis, Chiquiaca, Zapatera et Carapari de la frontera de Tarija.

⁶ Gran Chaco est composée de 5 cantons : Caiza, Carapari, Itau, Yacuiba, Tartagal (qui sera argentin plus tard).

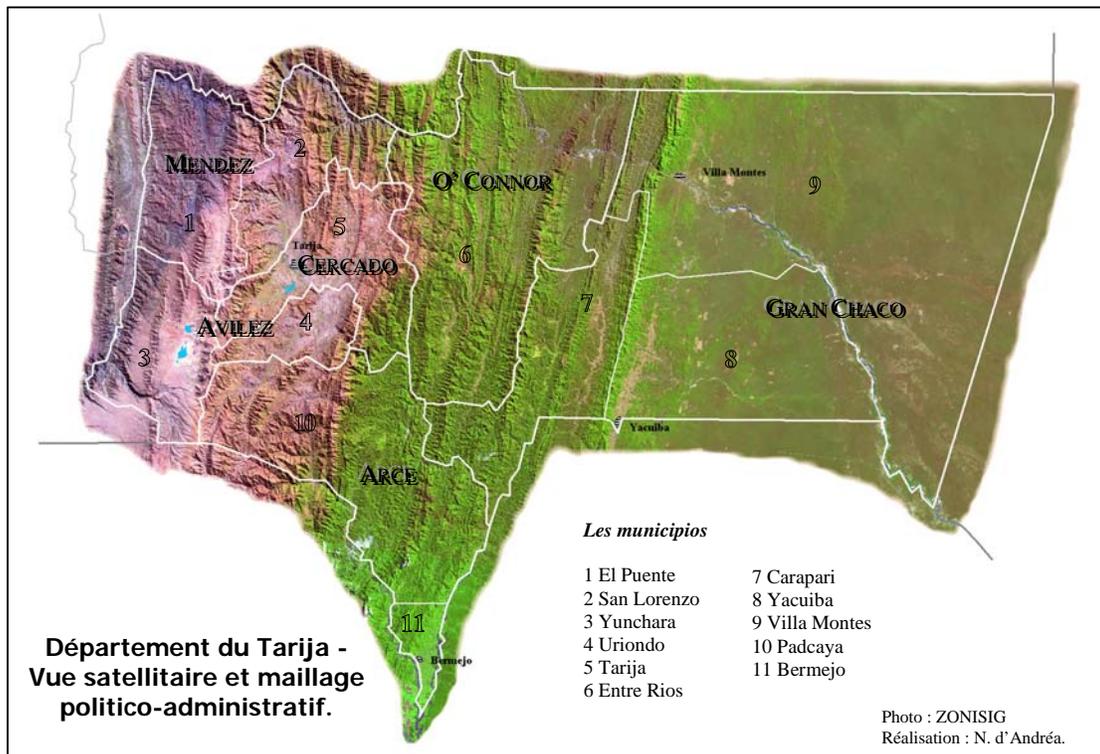
⁷ San Lorenzo est composé de 3 cantons : Tomayapo, unchara, San Pedro de las Peñas.

⁸ Arce est composée de 3 cantons : Bermejo, Chaguaya, Camacho.

⁹ Par exemple, « Mapa politico de Bolivia » de l'IGM, les cartes de l'atlas de Montes de Oca publié en 1994...

comparaison avec 1992. On peut donc constituer une série statistique relativement fiable, à partir des recensements de 1950, 1976, 1992 et 2001, permettant d'observer l'évolution de la distribution spatiale de la population. Cependant, cet exercice amène à s'interroger sur la significativité géographique du découpage administratif. Comme on l'a observé précédemment, la partition du département se fonde initialement sur un clivage Ouest-Est qui sépare la zone andine et le Sud de la zone subandine du reste oriental ; chaque bloc a ensuite été subdivisé au fur et à mesure de la complexification de son peuplement peut-on supposer. Du fait, les provinces Cercado, Avilez, Mendez et Arce calquent assez bien avec la limite écologique de la zone andine (sans différenciation entre le haut et le bas) ; excepté au sud, où la province Arce empiète nettement sur la zone subandine qui continue avec O'Connor et Gran Chaco. Cette dernière province comprend l'intégralité de la Plaine du Chaco. La superposition des limites avec la photo satellite est éloquent :

CARTE III-2



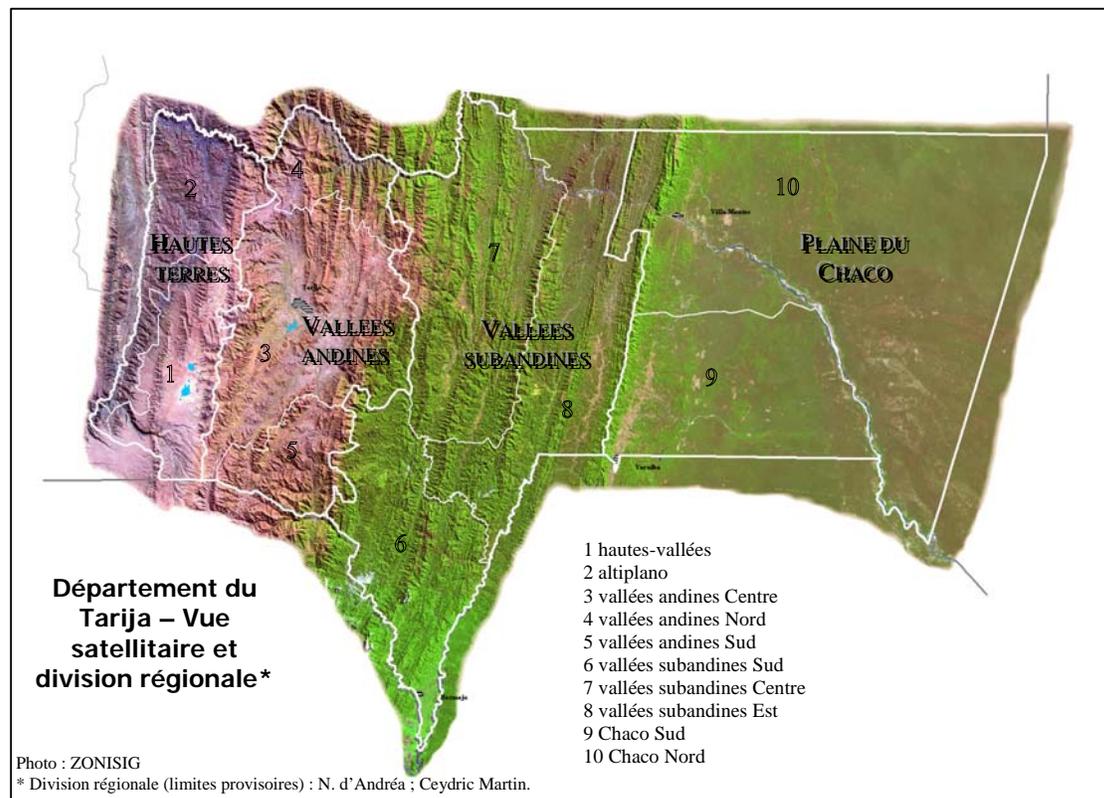
Si les provinces restituent approximativement le clivage Occident-Orient, elles n'offrent pas une cohérence agro-écologique suffisante au-delà de cette dichotomie [voir atlas ci-après], une vertu que l'on peut en revanche prêter au maillage municipal. Celui-ci reflète en effet assez fidèlement les grands contrastes naturels : la partie haute de la zone andine correspond à El Puente et Yunchara, les vallées à San Lorenzo, Cercado, Uriondo, Padcaya, cette dernière empiétant encore sur l'espace subandin méridional (canton Tariquia) ; le reste de la zone subandine est réparti entre Bermejo, Entre Rios et Carapari, et finalement le Chaco se trouve correctement circonscrit dans Villa Montes et Yacuiba, bien que l'absence de démarcation entre piémont et plaine pose problème. La remarquable lisibilité

géographique de cet échelon administratif limite toutefois l'analyse diachronique, car seuls les deux derniers recensements (1992 et 2001) font référence à ce niveau d'agrégation.

Ajustements et analyse intercensitaire de la distribution spatiale de la population : la quadripartition, une option satisfaisante¹⁰.

La reconstitution des 11 sections de province en 1950 et 1976, à partir des publications de l'INE désagrégées au niveau cantonal, s'est avérée impraticable sans cartographie de base ; en revanche le procédé pouvait s'appliquer dans le cadre d'une division simplifiée de l'espace départemental, selon les quatre grandes régions naturelles. Plutôt que de nous contenter d'un maillage provincial réduisant le champ de l'analyse spatiale, nous avons donc ajusté les données cantonales de 1950, 1976, 1992 et 2001 en fonction d'une quadripartition déterminée par classement et regroupement des cantons. Les limites de la quadri-partition résultent d'une interprétation réalisée en fonction de notre connaissance du terrain, de certains éléments thématiques du SIG réalisé par l'ONG Zonisig, que nous avons adaptés [voir atlas ci-après] et de la bibliographie de référence.

CARTE III-3



La base de donnée obtenue n'est certes pas exempte d'erreurs et de distorsions mais compte tenu de sa simplicité, de la stabilité de certaines limites et de la finesse des divisions cantonales en 1950 et 1976¹¹, l'outil est apte

¹⁰ Ce travail méthodologique a été réalisé en collaboration avec Ceydric Martin.

à restituer de façon inédite la tendance de l'évolution spatiale de la population [voir ci-après TAB III-3, 5, 6]. Par ailleurs dans le traitement statistique, la division régionale - Hautes terres, Vallées andines, Vallées subandines, Plaine du Chaco - peut très bien être croisée avec la variable « province », offrant ainsi une information supplémentaire sur la localisation des faits de population. Le grand limitant de cette méthodologie réside probablement dans sa source même : d'une part, la fiabilité des données décroît avec l'ancienneté des recensements ; d'autre part, les désagréations cantonales de 1950 et 1976 restent sommaires (nombre d'habitants de fait, selon le sexe).

Enfin, nous avons aussi procédé à une régionalisation plus fine, en fonction des cantons de 1992 qui n'étaient déjà plus officiels en 2001, mais que l'on peut toujours reconstituer. Cette division statistique du département s'appuie sur les mêmes outils d'interprétation et débouche sur une typologie de 10 unités [voir CARTE III-3 ci-dessus]. Il s'agit bien de la traduction statistique de la vision régionale développée dans la première partie du présent chapitre, mais le maillage nécessitant encore quelques retouches¹², nous n'avons pas jugé utile de décliner les tableaux statistiques sous cette forme ; exception faite de l'analyse de l'origine des non natifs par enquête [voir ci-après TAB III-24].

¹¹ La redistribution des cantons est relativement aisée, grâce à une toponymie plus complexe en 1950 et 1976 qui réduit considérablement le risque d'erreur : même sans cartographie, on peut identifier la situation d'une localité par rapport à une des lieux

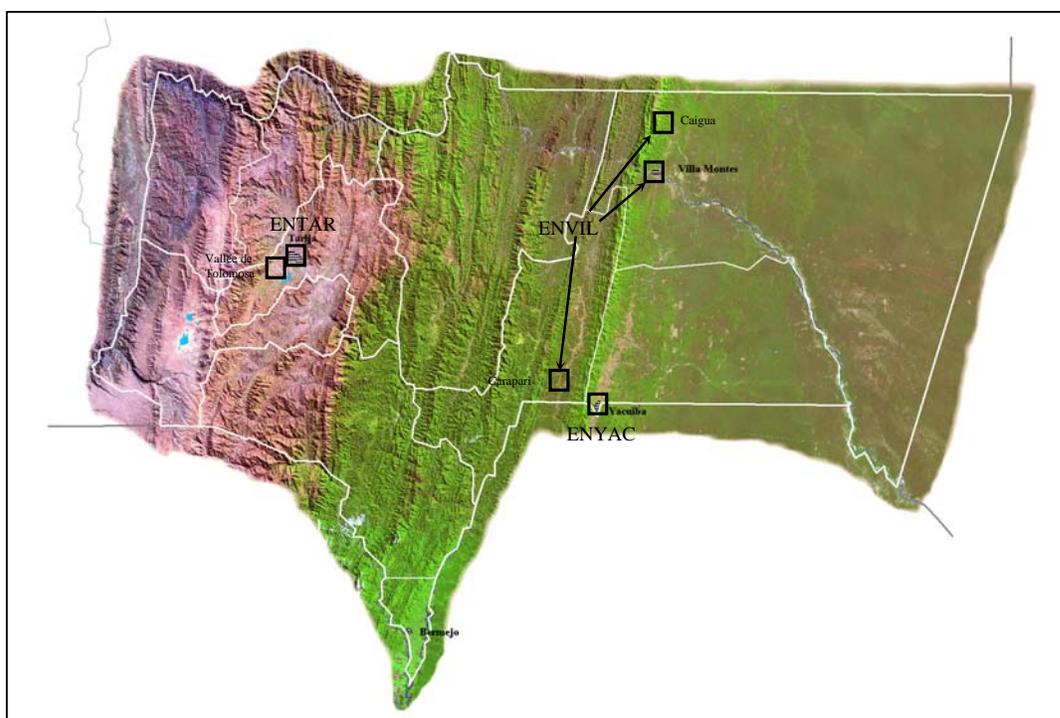
¹² Il s'agirait de s'abstraire de la contrainte d'un maillage cantonal encore trop lâche : principalement, reste à différencier le piémont de l'intérieur des plaines et à redécouper le canton Tariquíá.

TEXTE III-2 - Le dispositif d'enquête Frontarbol.

Dans le cadre du programme MIPE de l'IRD (Espaces migratoires et problématique environnementale dans le Mercosur), de septembre 2001 à juillet 2002, quatre opérations de collecte ont été menées dans le département du Tarija. Elles ont abouti à l'enquête de six unités d'observation : trois sites urbains - les villes de Tarija, Yacuiba, Villa Montes - et trois sites ruraux dans la périphérie des villes- respectivement la vallée de Tolomosa, les villages de Carapari et Caigua¹³.

OPERATION DE COLLECTE	DATE	SITE(S)
ENTAR 2001	28-29 septembre 2001	Ville de Tarija
ENTOL 2002	12-20 février 2002	Vallée de Tolomosa
ENYAC 2002	03-06 avril 2002	Ville de Yacuiba
ENVIL 2002	02-07 juillet 2002	Ville de Villa Montes Village de Caigua Village de Carapari

CARTE III-4 Frontarbol : les sites enquêtés dans le département du Tarija.



Un questionnaire différent a été imprimé pour chaque enquête. Le questionnaire ENTAR constitue une base commune, enrichie et déclinée selon la spécificité des sites enquêtés postérieurement et les objectifs des participants. Chaque questionnaire est composé de deux parties : une fiche ménage de 4 pages et une fiche individuelle pour chaque

¹³ Concernant la méthodologie des sondages voir le rapport d'enquête « méthodologie des enquêtes du projet frontarbol en Bolivie », version préliminaire, P. Hamelin (2003).

membre du ménage âgé de 15 ans et plus. On se limitera à la présentation d'une seule version de chaque module du questionnaire, en fonction des variables utilisées dans la thèse.

1. LA FICHE MENAGE

L'unité « ménage » est déterminée au préalable par une question filtre : « Si dans cette habitation il y a des groupes familiaux qui font cuisine séparée, combien sont-ils ? ». L'enquêteur comptabilise ainsi le nombre de ménages résidant dans l'habitation, et passe un questionnaire par ménage ; la consigne étant de ne pas enquêter plus de trois ménages par habitation.

Les membres du ménage

MODULO 1 - FAMILIA
Se aplica a todas las personas integrantes de este hogar

Nº 000898

¿ Quiénes son las personas que viven normalmente en este hogar ?
Complete cada fila empezando por el jefe de hogar.

Version ENTAR

¿ Cuántos años cumplidos tiene ?

¿ Cuál es su estado civil o conyugal actual ?

¿ Habla o entiende algún idioma nativo ?

¿ Que relación o parentesco tiene con el jefe de hogar ?

¿ Dónde nació ?

¿ Cuál es su nacionalidad ?

solo para los menores de 15 años
¿ Asiste actualmente a algún centro educativo ?

N° de orden	Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Parentesco 01 = jefe/a de hogar 02 = esposo/a o conviviente 03 = hijo/a o entenado 04 = nieto/a 05 = yerno o nuera 06 = padres o suegro/a 07 = hermano/a 08 = otro pariente 09 = servicio domestico 10 = otro no pariente 11 = pensionado	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	Lugar de nacimiento 1 = aquí en la ciudad de Tarija 2 = en otro lugar del departamento de Tarija 3 = en otro departamento boliviano 4 = en Argentina 5 = en Chile 6 = en otro país	Estado civil 1 = casado 2 = conviviente/concubino 3 = soltero/a 4 = separado/a 5 = divorciado/a 6 = viudo	Nacionalidad 1 = boliviana 2 = argentina 3 = doble 4 = chilena 5 = brasilera 6 = otro país de america latina 7 = otro país del mundo	Idiomas 1 = Quichua 2 = Aymara 3 = Guaraní 4 = otro 5 = ningún	Educación - de 15 años	
									curso	
1		0 1								
2										
3										

Des variables individuelles ont été agrégées au fur et à mesure dans la fiche ménage. ENTOL est similaire à ENTAR, mais présente deux variables supplémentaires : permis de séjour en Argentine, statut de la résidence (permanente, une partie de la semaine, les fins de semaine, de façon saisonnière). La grille d'ENYAC est sensiblement la même et celle d'ENVIL introduit deux changements : d'une part, le nom de la localité de naissance précise est enregistré pour les moins de 15 ans aussi, alors que c'était une variable de la fiche individuelle auparavant ; d'autre part, les conditions d'activité sont détaillées dans la fiche ménage.

Noter que les questions concernant la propriété de terrains agricoles ou d'animaux d'élevage sont développées dans un module spécifique en milieu rural (vallée de Tolomosa, Carapari, Caigua).

Se aplica al jefe o representante del hogar

MODULO 5 - TENENCIA Y USO DE LA TIERRA

Version ENTOL

- ¿Ustedes tienen actualmente, aquí o en otro lugar, animales de crianza?
 - si 1
 - no 2
- ¿Dónde se encuentran principalmente estos animales?
 - aquí en la localidad encuestada 1
 - en otro lugar 2
- ¿Cuál es la superficie total de tierra ganadera que usted utiliza? (en hectáreas)
 - no sabe 999
- ¿La tierra ganadera que utiliza actualmente es principalmente...?
 - propia 1
 - anticrético / hipoteca 2
 - cedida por servicio 3
 - en alquiler 4
 - tierra comunal 5
 - otro 6
- Si es propia, ¿principalmente cómo adquirió esta tierra?
 - por dotación (reforma agraria) 1
 - por consolidación (trámites con el gob.) 2
 - por sucesión 3
 - por compra 4
 - otro 5
- ¿Produce usted actualmente, aquí o en otro lugar, algún cultivo?
 - no 1
 - si 2
- ¿Dónde se encuentra su cultivo principal?
 - aquí en la localidad encuestada 1
 - en otro lugar 2
- ¿Dispone de algún sistema de riego?
 - Si, en todo el terreno 1
 - Si, en parte del terreno 2
 - No 3
- ¿Cuál es la superficie total de tierra agrícola que utiliza? (en hectáreas)
 - no sabe 999
- ¿La tierra agrícola que usted utiliza actualmente es principalmente...?
 - propia 1
 - anticrético / hipoteca 2
 - cedida por servicio 3
 - en alquiler 4
 - tierra comunal 5
 - otro 6
- Si es propia, ¿principalmente cómo adquirió esta tierra?
 - por dotación (reforma agraria) 1
 - por consolidación (trámites con el gob.) 2
 - por sucesión 3
 - por compra 4
 - otro 5

¿Cuáles? ¿Cuántos? (multiple)

¿Cuál? ¿Cuántas hectáreas? (multiple)

maíz, soya, algodón, maní, yuca / mandioca, camote / batata / papa, trigo / arroz, hortalizas, frutas, forrages.

Enfants sortis du ménage

La fiche ménage comporte un module destiné à l'enregistrement des enfants sortis du ménage parental (voir ci-dessous). La version d'ENTAR ne comporte que les variables de 1 à 4 et de 13 à 21.

MODULO 4 - OTROS HIJOS DEL HOGAR

¿Tiene otros hijos que ya salieron de este hogar? (que ya no forman parte de este hogar)

si 1 no 2 *para el módulo visitas otros temporales y visitas.*

Version ENTOL

¿Cuántos?

Complete la lista

Para los que no viven en la comunidad encuestada

¿Cuál fue el motivo más importante de la estadía más prolongada?

¿Cuántas veces vino aquí en los 12 últimos meses?

¿En qué mes empezó la estadía más prolongada?

	Nombre de pila (ejemplo: Juan)	Sexo	Edad	lug. nacl.	Salida	Est. Civ.	Orig. Esp.	Remesas	Actividad	Trabajo	Resid.	Residencia principal				N° de visitas	Estadia	Mes	Motivo
												Pais	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar	Departamento (funcionamiento para Bolivia)				
A																			
B																			
C																			
D																			
E																			
F																			
G																			
H																			

Visiteurs

Un module similaire à celui des enfants sortis du ménage (voir ci-dessus) est établi concernant les visiteurs. La question filtre est : « A part vos enfants, il y a d'autres personnes qui vous ont rendu visite ces douze derniers mois et que vous auriez hébergé au moins un jour complet ? ». On décline alors les mêmes questions (sauf de 5 à 8), la relation ou lien de parenté avec le chef de ménage en plus. Ce module ne figure pas dans ENVIL.

2. LA FICHE INDIVIDUELLE

La fiche individuelle est appliquée à tous les membres du ménage âgés de 15 ans ou plus. Il existe de nombreuses nuances entre les questionnaires, les modules « lieu de naissance », « installation », « occupation actuelle », « migration », « mobilité » constituant le tronc commun que nous avons utilisé. Nous prendrons ici l'exemple de la fiche individuelle d'ENYAC 2002.

Lieu de naissance

Le seul changement est l'application de ce module aux moins de 15 ans dans ENVIL.

FICHA INDIVIDUAL - ENYAC 2002																											
Nº de cuestionario	<input type="text"/>	Nº orden	<input type="text"/>																								
		Nombre de pila																								
Se aplica a cada persona de 15 años y más																											
A) LUGAR DE NACIMIENTO																											
Completar con el módulo miembros del hogar		pase al módulo Ocupación actual																									
en la ciudad de Yacuiba / Pocitos	<input type="checkbox"/>	Para los que no nacieron en la ciudad de Yacuiba / Pocitos ¿Dónde nació exactamente?																									
en el departamento de Tarija	<input type="checkbox"/>	<table border="0"> <tr> <td>1 = Cercado</td> <td>4 = O'Connor</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2 = Arce</td> <td>5 = Gran Chaco</td> <td>provincia</td> <td>localidad</td> </tr> <tr> <td>3 = Méndez</td> <td>6 = Avilés</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	1 = Cercado	4 = O'Connor			2 = Arce	5 = Gran Chaco	provincia	localidad	3 = Méndez	6 = Avilés															
1 = Cercado	4 = O'Connor																										
2 = Arce	5 = Gran Chaco	provincia	localidad																								
3 = Méndez	6 = Avilés																										
en otro departamento de Bolivia	<input type="checkbox"/>	<table border="0"> <tr> <td>1 = Chuquisaca</td> <td>7 = Santa Cruz</td> <td>departamento</td> <td>provincia</td> <td>localidad</td> </tr> <tr> <td>2 = La Paz</td> <td>8 = Beni</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>3 = Cochabamba</td> <td>9 = Pando</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>4 = Oruro</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>5 = Potosí</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	1 = Chuquisaca	7 = Santa Cruz	departamento	provincia	localidad	2 = La Paz	8 = Beni				3 = Cochabamba	9 = Pando				4 = Oruro					5 = Potosí				
1 = Chuquisaca	7 = Santa Cruz	departamento	provincia	localidad																							
2 = La Paz	8 = Beni																										
3 = Cochabamba	9 = Pando																										
4 = Oruro																											
5 = Potosí																											
en Argentina	<input type="checkbox"/>																										
en Chile	<input type="checkbox"/>	provincia / región / estado	localidad																								
en Brasil	<input type="checkbox"/>		ciudad <input type="checkbox"/>																								
			campo <input type="checkbox"/>																								
en otro país	<input type="checkbox"/>	¿Cuál?																									

Installation

ENTAR n'enregistre pas l'activité antérieure à l'installation.

B) INSTALACION EN LA CIUDAD DE YACUIBA / POCITOS			
Solamente para los que no nacieron en la ciudad de Yacuiba / Pocitos			
1. ¿Trabajaba en su lugar de origen?		2. ¿Qué hacía?	
sí <input type="checkbox"/> no <input type="checkbox"/>		Rama de actividad	Estatus
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
3. ¿En qué año vino a instalarse en la ciudad de Yacuiba / Pocitos por primera vez? (es decir con un tiempo mínimo de residencia de 6 meses)			
<input type="text"/>			
4. ¿Era casado o unido cuando llegó?		5. ¿A qué vino?	
sí <input type="checkbox"/>	no <input type="checkbox"/>	Trabajar <input type="checkbox"/>	Estudiar y trabajar <input type="checkbox"/>
		Otro <input type="checkbox"/>	No sabe <input type="checkbox"/>
Acompañar a sus padres o esposo/a <input type="checkbox"/>	Estudiar <input type="checkbox"/>	6. ¿Qué tipo de trabajo?	
		Rama de actividad	Estatus
		<input type="text"/>	<input type="text"/>

Códigos

Rama de actividad

1 = Agr./Ganad.
 2 = Minería
 3 = Comercio
 4 = Servicios públicos
 5 = Servicios privados
 6 = Construcción
 7 = Industria
 8 = Transportes
 9 = otro

Estatus

1 = patrón
 2 = empleado
 3 = obrero o jornalero
 4 = empleado doméstico
 5 = trab. fami. no remunerado
 6 = mediero
 7 = vendedor en la vía pública
 8 = cuenta propia
 9 = otro

Occupation

A la différence des autres enquêtes, ENVIL enregistre l'emploi exercé par une question ouverte et l'on demande si l'activité est en rapport avec l'exploitation des hydrocarbures.

C) OCUPACION ACTUAL

1. La semana pasada (en los 7 últimos días), ¿cuál fue su actividad ?

Trabajar	<input type="checkbox"/>	1
Estudiar y trabajar	<input type="checkbox"/>	2
Estudiar	<input type="checkbox"/>	3
Desocupado	<input type="checkbox"/>	4
Jubilado inactivo	<input type="checkbox"/>	5
Ama de casa	<input type="checkbox"/>	6
Otro	<input type="checkbox"/>	7
No contesta	<input type="checkbox"/>	8

Rama de actividad		Estatus
Agr./Ganad.	<input type="checkbox"/>	1 patrón
Minería	<input type="checkbox"/>	2 empleado
Comercio	<input type="checkbox"/>	3 obrero o jornalero
Servicios públicos	<input type="checkbox"/>	4 empleado doméstico
Servicios privados	<input type="checkbox"/>	5 trab. fami. no remunerado
Construcción	<input type="checkbox"/>	6 mediero
Industria	<input type="checkbox"/>	7 vendedor en la vía pública
Transportes	<input type="checkbox"/>	8 cuenta propia
otro	<input type="checkbox"/>	9 otro

Migration

Le module « migration » fait émerger un univers d'« événements-migration » correspondant aux périodes de résidence de plus de 6 mois, en dehors du lieu de naissance et du lieu d'enquête. Il ne s'agit pas d'un recueil exhaustif, le nombre d'événements enregistrables est limité à trois. A chaque « événement-migration » est associée une année de début et de fin, une localité précise, un motif et la condition d'activité, le cas échéant ; la spécificité d'ENVIL signalée ci-avant s'applique aussi.

F) MIGRACION

En toda su vida, ¿aparte de la ciudad de Yacuiba / Pocitos y de su lugar de nacimiento, ha vivido en otro lugar por lo menos 6 meses continuos ?

SI 1 NO 2 *pepe el módulo Movilidad*

¿ En qué año dejó de vivir en ese lugar ? ¿ Cuál fue el principal motivo por el que fue a vivir a ese lugar ?

¿ En qué año llegó a vivir a ese lugar ? ¿ Conocía a alguien en ese lugar ? Si trabajó, ¿ qué hizo ?

Lugares de migración				Provincia	Llegada año	Salida año	Vinculos en el lugar	Motivo	Situación laboral	
Pais	Localidad	Lugar	Departamento (únicamente para Bolivia)						Rama de actividad	Estatus
1 = Bol 2 = Arg 3 = Bra 4 = Per 5 = Chi 6 = otro	(ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	1 = ciudad 2 = campo	1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando				1 = familiares 2 = gente de Yacuiba / Pocitos 3 = otros tarjeños 4 = otros compatriotas 5 = otros 6 = vecinos 7 = nadie 8 = no sabe	1 = trabajar 2 = estudiar 3 = estudiar 4 = búsqueda de trabajo 5 = fiestas religiosas 6 = visitar familia 8 = acompañar a familiar 9 = otro	1 = Agr./Ganad. 2 = Minería 3 = Comercio 4 = Servicios públicos 5 = Servicios privados 6 = Construcción 7 = Industria 8 = Transportes 9 = otro	1 = patrón 2 = empleado 3 = obrero o jornalero 4 = empleado doméstico 5 = trabajador familiar no remunerado 6 = mediero 7 = vendedor en la vía pública 8 = cuenta propia 9 = otro
1										
2										
3										

Mobilités

Le module « mobilité » se rapproche du module « visiteurs » ; il enregistre les déplacements ayant occasionné une absence d'au moins une nuit durant les douze derniers mois. Il recèle une différence fondamentale avec le module « migration » : il ne s'agit pas d'un « événement-mobilité » mais d'un séjour dans une localité, qui a pu se répéter. C'est à dire que la somme de ces mobilités ne constitue qu'un total des lieux visités et pas des visites. L'intensité des déplacements pour un lieu donné est appréhendée par une variable semi-qualitative (1 fois, 2 fois, 3 fois, 4 ou plus,

fréquemment), qui laisse donc la possibilité de pondérer les séjours et de formuler une évaluation approximative des flux.

De ces modules résultent les sous-populations suivantes, sur lesquelles sont fondées la plupart de nos exploitations statistiques :

Principales populations et sous-populations, par enquête.

enquêtes	ENTAR	ENTOL	ENYAC	ENVIL		
	Tarija	vallée de Tolomosa	Yacuibá	Villa Montes	Carapari	Caigua
populations						
ménages	792	201	627	468	100	72
individus	3 662	1 007	2 874	2 286	444	344
individus de 15 ans et plus	2 415	633	1 676	1 329	263	201
non natifs de 15 ans et plus	1 379	151	1 185	728	141	141
enfants sortis du ménage parental	664	450	587	516	116	93
événements-migration	958	511	680	642	174	109
mobilités	1 043	272	693	737	216	111

Source : ENTAR 2001, ENTOL 2002, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

TAB III-4 Tarija - La population selon la région et la province, par année (1950-2001).

Zone	Province	1950		1976		1992		2001	
		effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Hautes terres	Avilez	5 389	4,3	4 219	2,3	5 036	1,7	5 173	1,3
	Mendez	9 291	7,3	9 608	5,1	11 300	3,9	10 663	2,7
	Total	14 680	11,6	13 827	7,4	16 336	5,6	15 836	4,0
Vallées andines	Cercado	33 419	26,4	57 475	30,7	108 241	37,1	153 457	39,2
	Arce	9 270	7,3	9 852	5,3	11 852	4,1	13 253	3,4
	Avilez	6 966	5,5	9 330	5,0	11 174	3,8	12 331	3,2
	Mendez	12 748	10,1	15 221	8,1	18 568	6,4	21 375	5,5
	Total	62 403	49,2	91 878	49,1	149 835	51,4	200 416	51,2
Vallées subandines	Arce	3 321	2,6	22 994	12,3	32 861	11,3	39 317	10,0
	Gran Chaco	*5902	4,7	6 807	3,6	7 816	2,7	9 035	2,3
	O'Connor	10 902	8,6	15 052	8,0	17 763	6,1	19 339	4,9
	Total	20 125	15,9	44 853	24,0	58 440	20,1	67 691	17,3
Chaco	Gran Chaco	*29544	23,3	36 646	19,6	66 796	22,9	107 283	27,4
Total	Total	126 752	100,0	187 204	100,0	291 407	100,0	391 226	100,0

*Dont population aborigène de la province Gran Chaco estimée à 14.500 individus en 1950 et répartie dans la zone subandine et le Chaco, proportionnellement à la superficie incluse (16% et 84%).

Sources : CNPV INE ; ajustements à partir des statistiques cantonales.

TAB III-5 Tarija - Variation de la population rurale selon la région et la province, par période (1950-2001).

Zone	Province	1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001	
		vn	tvam	vn	tvam	vn	tvam	vn	tvam
Hautes terres	Avilez	-1 170	-0,94	817	1,13	137	0,29	-216	-0,08
	Mendez	317	0,13	1 692	1,04	-637	-0,63	1 372	0,27
	Total	-853	-0,23	2 509	1,06	-500	-0,34	1 156	0,15
Vallées andines	Cercado	2 009	0,44	-431	-0,15	-454	-0,28	1 124	0,13
	Arce	582	0,23	2 000	1,18	1 401	1,23	3 983	0,70
	Avilez	2 364	1,13	1 844	1,15	1 157	1,08	5 365	1,13
	Mendez	2 473	0,68	3 347	1,27	2 807	1,55	8 627	1,02
	Total	7 428	0,58	6 760	0,77	4 911	0,87	19 099	0,69
Vallées subandines	Arce	8 211	4,90	-65	-0,04	1 791	1,60	9 937	4,97
	Gran Chaco*	905	0,55	1 009	0,88	1219	1,59	3133	0,84
	O'Connor	4 150	1,25	2 711	1,06	1576	0,93	8437	1,13
	Total	13 086	1,95	3 835	0,70	4 586	1,28	21 507	1,44
Chaco	Gran Chaco*	-5 105	-1,04	4 898	1,68	5 354	2,46	5 147	0,42
Total	Total	14 736	0,52	17 822	0,91	14 351	1,10	46 909	0,75

*Dont population aborigène de la province Gran Chaco estimée à 14.500 individus en 1950 et répartie dans la zone subandine et le Chaco. La population rurale est celle recensée hors de Tarija, Bermejo (sauf 1950 où les 500 hab. de la localité sont inclus dans la population rurale), Villamontes et Yacuiba.

vn = variation nette ; tvam = taux de variation annuel moyen

Sources : CNPV INE ; ajustements à partir des statistiques cantonales.

TAB III-6 Département du Tarija - La population selon la région et le milieu d'habitat, par année (1950-2001).

	1950*			1976			1992			2001			
	eff.	% (1)	% (2)	eff.	% (1)	% (2)	eff.	% (1)	% (2)	eff.	% (1)	% (2)	
Hautes terres	urbain	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
	rural	14 680	14,4	100,0	13 827	11,9	100,0	16 336	12,2	100,0	15 836	10,7	78,4
	total	14 680	11,6	100,0	13 827	7,4	100,0	16 336	5,6	100,0	15 836	4,0	78,4
Vallées andines	urbain	16 869	67,5	27,0	38 916	55,0	42,4	90 113	57,4	60,1	135 783	56,0	67,8
	rural	45 534	44,8	73,0	52 962	45,5	57,6	59 722	44,5	39,9	64 633	43,5	32,2
	total	62 403	49,2	100,0	91 878	49,1	100,0	149 835	51,4	100,0	200 416	51,2	100,0
Vallées subandines	urbain	0	0,0	0,0	11 462	16,2	25,6	21 394	13,6	36,6	26 059	10,7	38,5
	rural	20 125	19,8	100,0	33 391	28,7	74,4	37 046	27,6	63,4	41 632	28,0	61,5
	total	20 125	15,9	100,0	44 853	24,0	100,0	58 440	20,1	100,0	67 691	17,3	100,0
Chaco	urbain	8 132	32,5	27,5	20 339	28,8	55,5	45 591	29,0	68,3	80 724	33,3	75,2
	rural	21 412	21,0	72,5	16 307	14,0	44,5	21 205	15,8	31,7	26 559	17,9	24,8
	total	29 544	23,3	100,0	36 646	19,6	100,0	66 796	22,9	100,0	107 283	27,4	100,0
Total département	urbain	25 001	100,0	19,7	70 717	100,0	37,8	157 098	100,0	53,9	242 566	100,0	62,0
	rural	101 751	100,0	80,3	116 487	100,0	62,2	134 309	100,0	46,1	148 660	100,0	38,0
	total	126 752	100,0	100,0	187 204	100,0	100,0	291 407	100,0	100,0	391 226	100,0	100,0

Sources : CNPV INE ; ajustements à partir des statistiques cantonales.

(1) : pourcentage du total départemental de référence. (2) : pourcentage du total zonal de référence.

La population urbaine est celle de Tarija, Bermejo, Villamontes et Yacuiba. La population de Bermejo n'est pas comptabilisée dans cette catégorie en 1950 car elle n'est pas répertoriée comme "centro poblado" dans le recensement. La valeur minimale de la s

*Le recensement de 1950 estime la population indigène de Gran Chaco à 14.500 individus : nous l'avons répartie proportionnellement à la superficie incluse dans la zone subandine et le Chaco (16% et 84%).

TAB III-7 Département du Tarija - Variation de la population selon la région et le milieu d'habitat , par période (1950-2001).

	1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001		
	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	
Hautes terres	U	0	-	0	-	0	-	0	-
	r	-853	-0,23	2 509	1,06	-500	-0,34	1 156	0,15
	t	-853	-0,23	2 509	1,06	-500	-0,34	1 156	0,15
Vallées andines	U	22 047	3,27	51 197	5,48	45 670	4,53	118 914	4,17
	r	7 428	0,58	6 760	0,77	4 911	0,86	19 099	0,69
	t	29 475	1,50	57 957	3,15	50 581	3,19	138 013	2,31
Vallées subandines	U	11 462	12,80	9 932	4,04	4 665	2,16	26 059	8,06
	r	13 266	1,97	3 655	0,66	4 586	1,27	21 507	1,44
	t	24 728	3,13	13 587	1,69	9 251	1,60	47 566	2,41
Chaco	U	12 207	3,59	25 252	5,26	35 133	6,37	72 592	4,60
	r	-5 105	-1,04	4 898	1,68	5 354	2,46	5 147	0,42
	t	7 102	0,83	30 150	3,89	40 487	5,26	77 739	2,56
Total département	U	45 716	4,08	86 381	5,20	85 468	4,81	217 565	4,56
	r	14 736	0,52	17 822	0,91	14 351	1,10	46 909	0,75
	t	60 452	1,51	104 203	2,85	99 819	3,24	264 474	2,23

Sources : CNPV INE ; ajustements à partir des statistiques cantonales.

La population urbaine est celle de Tarija, Bermejo (sauf 1950), Villamontes et Yacuiba. Le taux de variation de Bermejo a néanmoins été calculé pour 1950-1976 et 1950-2001, sur une base approximative de 500 habitants en 1950.

*Le recensement de 1950 estime la population indigène du Gran Chaco à 14.500 individus : nous l'avons répartie proportionnellement à la superficie incluse dans la zone subandine et le Chaco (16% et 84%).

TAB III-8 Bolivie - La population selon les départements et le milieu d'habitat, par année (1950-2001)

Départements	1950			1976			1992			2001		
	U	R	total	U	R	total	U	R	total	U	R	total
Chuquisaca	40 128	242 852	282 980	63 625	294 891	358 516	136 899	316 857	453 756	201 161	330 361	531 522
La Paz	327 680	620 764	948 446	666 788	798 290	1 465 078	1 162 727	738 059	1 900 786	1 504 449	846 017	2 350 466
Cochabamba	94 932	395 543	490 475	239 921	481 031	720 952	548 643	561 562	1 110 205	805 160	650 551	1 455 711
Oruro	68 671	141 589	210 260	141 471	168 938	310 409	204 166	135 948	340 114	224 019	167 851	391 870
Potosi	81 575	452 824	534 399	158 641	499 102	657 743	206 460	439 429	645 889	228 305	480 708	709 013
Tarija	21 896	104 856	126 752	70 717	116 487	187 204	157 098	134 309	291 407	242 566	148 660	391 226
Santa Cruz	47 840	238 305	286 145	328 024	382 700	710 724	905 676	458 713	1 364 389	1 447 243	582 228	2 029 471
Beni	17 308	102 462	119 770	62 810	105 557	168 367	154 348	121 826	276 174	235 357	127 164	362 521
Pando	0	19 804	19 804	0	34 493	34 493	10 001	28 071	38 072	20 820	31 705	52 525
Total	700 030	2 318 999	3 019 031	1 731 997	2 881 489	4 613 486	3 486 018	2 934 774	6 420 792	4 909 080	3 365 245	8 274 325

Sources : recensements INE. Urbain : population des localités urbaines de 5.000 habitants et plus.

TAB III-9 Bolivie - Taux de variation annuel moyen de la population selon les départements et le milieu d'habitat, par période (1950-2001)

	1950-1976			1976-1992			1992-2001			1950-2001		
	urbain	rural	total									
Chuquisaca	1,79	0,75	0,91	4,99	0,46	1,51	4,25	0,45	1,72	3,21	0,61	1,24
La Paz	2,77	0,97	1,69	3,59	-0,50	1,67	2,82	1,49	2,32	3,03	0,61	1,80
Cochabamba	3,63	0,76	1,49	5,39	0,99	2,78	4,23	1,60	2,97	4,28	0,98	2,16
Oruro	2,82	0,68	1,51	2,36	-1,37	0,58	1,01	2,31	1,54	2,35	0,33	1,23
Potosi	2,59	0,37	0,80	1,69	-0,81	-0,12	1,09	0,98	1,01	2,04	0,12	0,56
Tarija	4,61	0,41	1,51	5,20	0,91	2,85	4,81	1,10	3,24	4,83	0,69	2,23
Santa Cruz	7,69	1,84	3,56	6,66	1,16	4,23	5,20	2,61	4,39	6,91	1,77	3,92
Beni	5,08	0,11	1,32	5,87	0,91	3,19	4,67	0,46	2,98	5,25	0,42	2,20
Pando	-	2,16	2,16	-	-1,30	0,63	8,25	1,32	3,54	-	0,93	1,93
Total	3,54	0,84	1,64	4,54	0,10	2,11	3,77	1,49	2,78	3,89	0,73	2,00

Sources : recensements INE. Urbain : population des localités urbaines de 5.000 habitants et plus.

TAB III-10 Bolivie, département du Tarija - Comparaison des taux de fécondité par âge (1962-1994).

		1962- 1967	1965- 1970	1968- 1973	1971- 1976	1974- 1979	1977- 1982	1980- 1985	1983- 1988	1986- 1991	1989- 1994
15-19	Tarija	129,4	121,5	117,2	117,8	118,3	118,9	119,4	108,9	96,3	97,1
	Bolivie	107,8	105,4	103,5	105,3	107,1	108,8	110,6	102,1	89,7	85,9
20-24	Tarija	287,7	280,8	278,3	272,0	265,8	259,5	253,2	238,7	216,9	234,9
	Bolivie	260,3	259,5	260,7	258,1	255,5	252,9	250,3	238,5	220,8	231,4
25-29	Tarija	309,7	312,8	312,4	300,7	289,0	277,2	265,5	247,6	226,8	229,8
	Bolivie	282,0	286,9	295,6	288,3	281,0	273,7	266,4	253,6	235,1	238,7
30-34	Tarija	281,9	274,6	279,6	266,7	253,9	241,0	228,1	217,3	201,0	196,0
	Bolivie	251,8	249,5	258,2	250,6	242,9	235,3	227,6	217,6	204,8	197,0
35-39	Tarija	215,5	213,4	215,1	206,4	197,8	189,1	180,4	170,3	157,4	155,3
	Bolivie	183,9	187,9	192,0	185,8	179,7	173,5	167,3	160,9	150,9	149,5
40-44	Tarija	120,1	122,7	126,1	118,8	111,6	104,3	97,0	98,3	93,8	78,5
	Bolivie	102,2	102,7	106,6	102,4	98,3	94,1	89,9	90,0	86,1	71,7
45-49	Tarija	42,3	40,3	40,2	39,8	39,3	38,9	38,4	39,0	38,6	17,3
	Bolivie	38,0	38,1	37,8	37,9	38,0	38,1	38,2	38,2	37,1	20,4
ISF	Tarija	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	6,1	5,9	5,6	5,2	5,0
	Bolivie	6,1	6,2	6,3	6,2	6,1	5,9	5,8	5,5	5,1	5,0

Source : INE (1997) *La transición de la fecundidad en Bolivia y sus determinantes (1965-1995)*.

TAB III-11 Département du Tarija - La population selon l'âge, le sexe et le milieu d'habitat, par année (1976-2001).

		1976						1992						2001					
		hommes		femmes		total		hommes		femmes		total		hommes		femmes		total	
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
URBAIN	0-14	14 272	19,6	14 220	19,5	28 492	39,2	31 233	19,6	31 205	19,6	62 438	39,2	45 103	18,2	44 120	17,8	89 223	36,0
	15-19	5 147	7,1	5 146	7,1	10 293	14,2	9 147	5,7	10 011	6,3	19 158	12,0	14 126	5,7	15 461	6,2	29 587	11,9
	20-29	6 518	9,0	6 745	9,3	13 263	18,2	13 070	8,2	15 048	9,5	28 118	17,7	21 936	8,9	24 689	10,0	46 625	18,8
	30-44	5 215	7,2	5 634	7,7	10 849	14,9	13 748	8,6	14 808	9,3	28 556	17,9	21 603	8,7	23 843	9,6	45 446	18,3
	45-64	3 536	4,9	3 960	5,4	7 496	10,3	7 412	4,7	8 343	5,2	15 755	9,9	13 132	5,3	14 141	5,7	27 273	11,0
	65 et	1 075	1,5	1 272	1,7	2 347	3,2	2 263	1,4	2 856	1,8	5 119	3,2	4 108	1,7	5 474	2,2	9 582	3,9
	total	35 763	49,2	36 977	50,8	72 740	100,0	76 873	48,3	82 271	51,7	159 144	100,0	120 008	48,4	127 728	51,6	247 736	100,0
RURAL	0-14	26 503	23,2	25 403	22,2	51 906	45,3	31 104	23,6	29 746	22,6	60 850	46,2	31 785	22,2	29 712	20,7	61 497	42,9
	15-19	6 570	5,7	5 707	5,0	12 277	10,7	6 649	5,1	5 554	4,2	12 203	9,3	7 729	5,4	5 931	4,1	13 660	9,5
	20-29	8 289	7,2	8 195	7,2	16 484	14,4	9 078	6,9	8 572	6,5	17 650	13,4	10 363	7,2	9 332	6,5	19 695	13,7
	30-44	8 102	7,1	8 141	7,1	16 243	14,2	10 096	7,7	9 748	7,4	19 844	15,1	12 236	8,5	10 492	7,3	22 728	15,8
	45-64	6 624	5,8	6 427	5,6	13 051	11,4	7 642	5,8	7 560	5,7	15 202	11,6	9 407	6,6	8 643	6,0	18 050	12,6
	65 et	2 237	2,0	2 266	2,0	4 503	3,9	2 836	2,2	3 025	2,3	5 861	4,5	3 777	2,6	4 083	2,8	7 860	5,5
	total	58 325	51,0	56 139	49,0	114 464	100,0	67 405	51,2	64 205	48,8	131 610	100,0	75 297	52,5	68 193	47,5	143 490	100,0
TOTAL	0-14	40 775	21,8	39 623	21,2	80 398	42,9	62 337	21,4	60 951	21,0	123 288	42,4	76 888	19,7	73 832	18,9	150 720	38,5
	15-19	11 717	6,3	10 853	5,8	22 570	12,1	15 796	5,4	15 565	5,4	31 361	10,8	21 855	5,6	21 392	5,5	43 247	11,1
	20-29	14 807	7,9	14 940	8,0	29 747	15,9	22 148	7,6	23 620	8,1	45 768	15,7	32 299	8,3	34 021	8,7	66 320	17,0
	30-44	13 317	7,1	13 775	7,4	27 092	14,5	23 844	8,2	24 556	8,4	48 400	16,6	33 839	8,6	34 335	8,8	68 174	17,4
	45-64	10 160	5,4	10 387	5,5	20 547	11,0	15 054	5,2	15 903	5,5	30 957	10,6	22 539	5,8	22 784	5,8	45 323	11,6
	65 et	3 312	1,8	3 538	1,9	6 850	3,7	5 099	1,8	5 881	2,0	10 980	3,8	7 885	2,0	9 557	2,4	17 442	4,5
	total	94 088	50,3	93 116	49,7	187 204	100,0	144 278	49,6	146 476	50,4	290 754	100,0	195 305	49,9	195 921	50,1	391 226	100,0

Les pourcentages sont calculés en colonne par rapport au total de la sous-population de référence. Manquent en 1992, 653 individus dont l'âge n'est pas renseigné.

Source : INE (2002) *Tarija : resultados departamentales*.

TAB III-12 Département du Tarija - Variation de la population selon l'âge, le sexe et le milieu d'habitat (1976-2001).

		1976-1992						1992-2001					
		hommes		femmes		total		hommes		femmes		total	
		vn	tvam	vn	tvam	vn	tvam	vn	tvam	vn	tvam	vn	tvam
U R B A I N	0-14	16 961	5,1	16 985	5,1	33 946	5,1	13 870	4,1	12 915	3,8	26 785	3,9
	15-19	4 000	3,7	4 865	4,3	8 865	4,0	4 979	4,8	5 450	4,8	10 429	4,8
	20-29	6 552	4,5	8 303	5,2	14 855	4,9	8 866	5,8	9 641	5,5	18 507	5,6
	30-44	8 533	6,3	9 174	6,3	17 707	6,3	7 855	5,0	9 035	5,3	16 890	5,2
	45-64	3 876	4,8	4 383	4,8	8 259	4,8	5 720	6,4	5 798	5,9	11 518	6,1
	65 et plus	1 188	4,8	1 584	5,3	2 772	5,1	1 845	6,7	2 618	7,3	4 463	7,0
	total	41 110	5,0	45 294	5,2	86 404	5,1	43 135	4,9	45 457	4,9	88 592	4,9
R U R A L	0-14	4 601	1,0	4 343	1,0	8 944	1,0	681	0,2	-34	0,0	647	0,1
	15-19	79	0,1	-153	-0,2	-74	0,0	1 080	1,6	377	0,7	1 457	1,2
	20-29	789	0,6	377	0,3	1 166	0,4	1 285	1,4	760	0,9	2 045	1,2
	30-44	1 994	1,4	1 607	1,2	3 601	1,3	2 140	2,1	744	0,8	2 884	1,5
	45-64	1 018	0,9	1 133	1,0	2 151	1,0	1 765	2,3	1 083	1,5	2 848	1,9
	65 et plus	599	1,5	759	1,9	1 358	1,7	941	3,1	1 058	3,3	1 999	3,2
	total	9 080	0,9	8 066	0,9	17 146	0,9	7 892	1,2	3 988	0,7	11 880	0,9
T O T A L	0-14	21 562	2,7	21 328	2,8	42 890	2,8	14 551	2,3	12 881	2,1	27 432	2,2
	15-19	4 079	1,9	4 712	2,3	8 791	2,1	6 059	3,6	5 827	3,5	11 886	3,5
	20-29	7 341	2,6	8 680	3,0	16 021	2,8	10 151	4,2	10 401	4,0	20 552	4,1
	30-44	10 527	3,8	10 781	3,7	21 308	3,8	9 995	3,9	9 779	3,7	19 774	3,8
	45-64	4 894	2,5	5 516	2,7	10 410	2,6	7 485	4,5	6 881	4,0	14 366	4,2
	65 et plus	1 787	2,8	2 343	3,3	4 130	3,0	2 786	4,8	3 676	5,4	6 462	5,1
	total	50 190	2,8	53 360	2,9	103 550	2,8	51 027	3,3	49 445	3,2	100 472	3,3

VN : variation nette ; TVAM : taux de variation annuel moyen

Source : INE (2002) Tarija : resultados departamentales.

ATLAS DU DÉPARTEMENT DU TARIJA

Ce travail a été réalisé en collaboration avec Ceydric Martin.

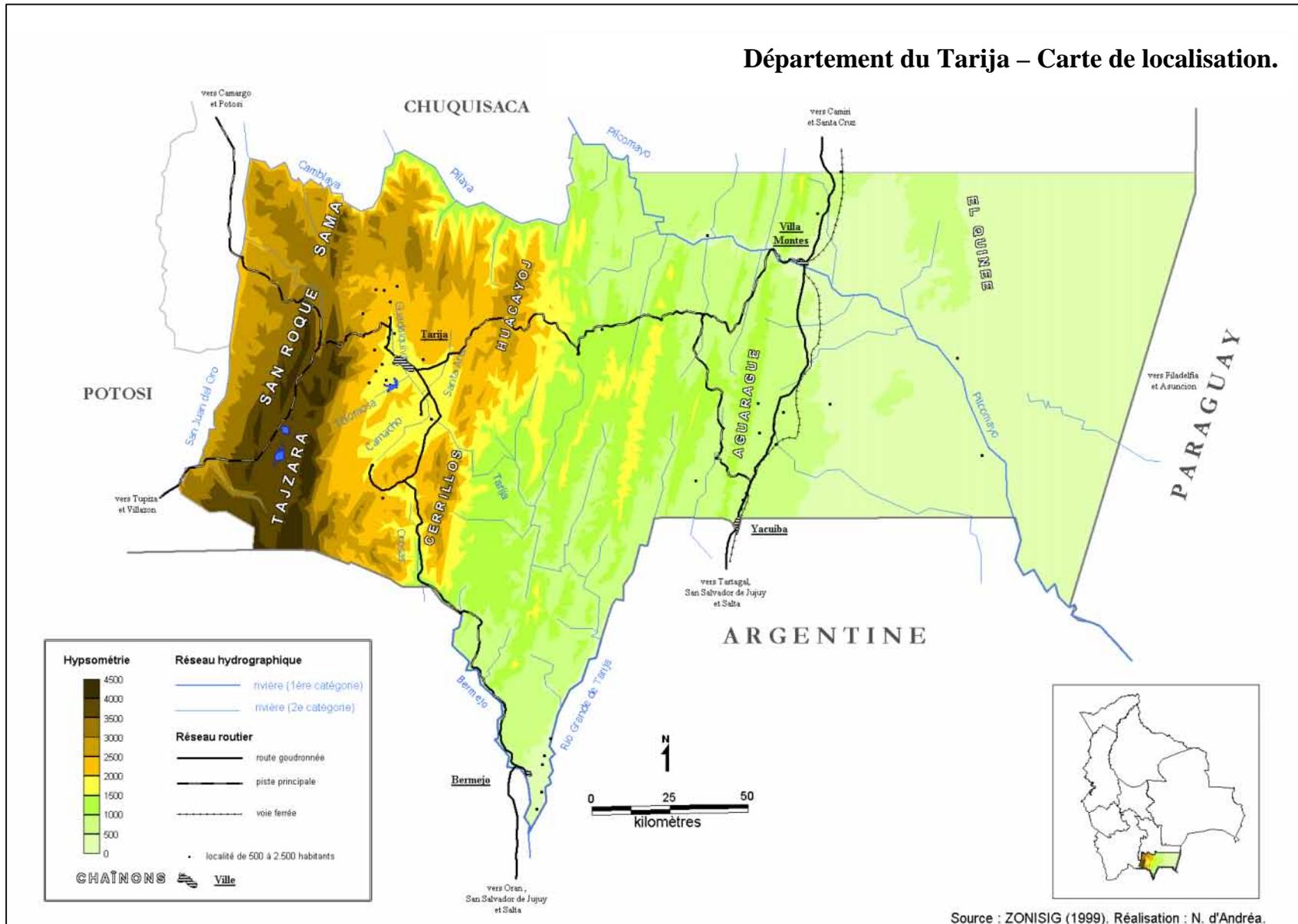
Les fonds résultent essentiellement du Proyecto Zonificación Agroecológica y Establecimiento de una Base de Datos y Red de Sistema de Información Geográfica en Bolivia (ZONISIG).

Le maillage cantonal n'est pas officiel, il s'agit de la reproduction des limites publiées dans Bolivia, un mundo de potencialidades, Atlas estadístico de Municipios (1999), La Paz, INE-COSUDE-CID, 485 p.

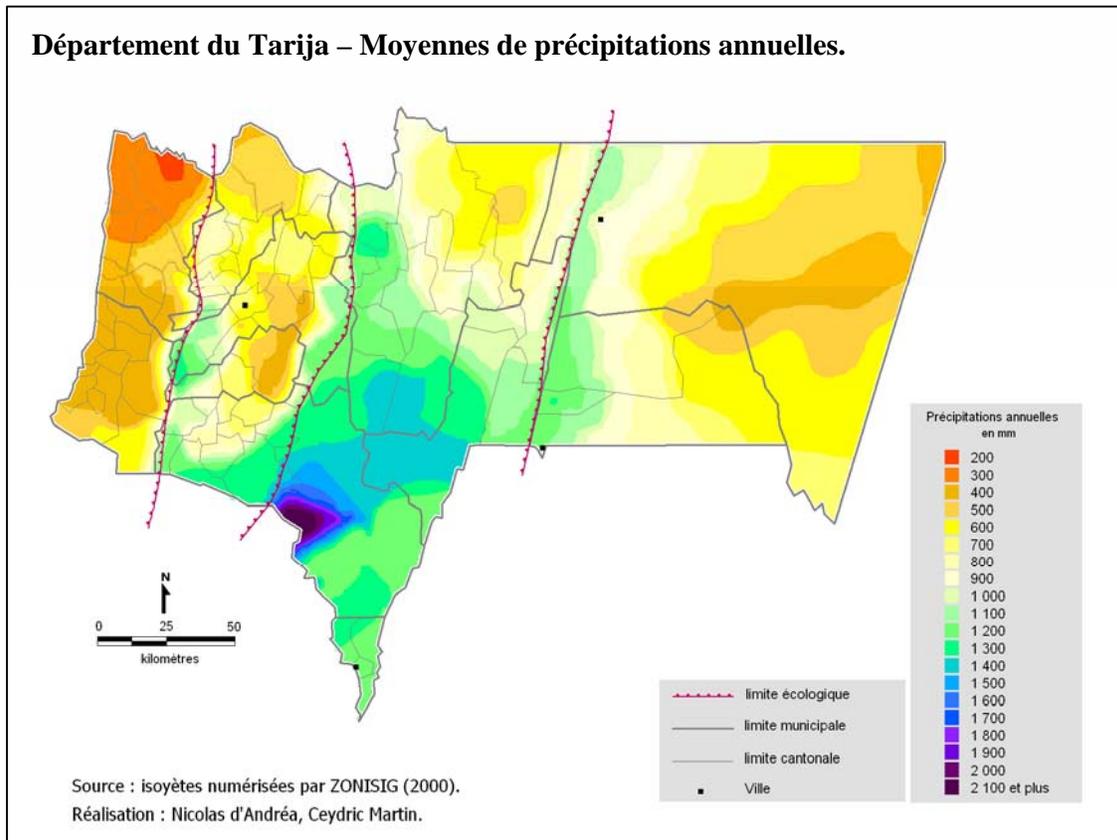
Les populations censitaires proviennent de la base de donnée départementale publiée sous cédérom par l'Instituto Nacional de Estadísticas (INE, 2002, Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Bolivia, La Paz).

CARTE III-5 Département du Tarija - Carte de localisation.....	369
CARTE III-6 Département du Tarija - Carte de localisation avec fond satellitaire.....	370
CARTE III-7 Département du Tarija -Moyenne des précipitations annuelles.	371
CARTE III-8 Département du Tarija - L'usage des sols.	372
CARTE III-9 Département du Tarija - Carte politique : les maillages provincial, cantonal et municipal.	372
CARTE III-10 Département du Tarija 2001 - La densité de population dispersée et les petits centres ruraux (de 500 à 2.500 habitants).	373
CARTE III-11 Département du Tarija 2001 - Le pourcentage de population masculine âgée de 20 à 49 ans.	373
CARTE III-12 Département du Tarija 2001 - L'Indice Synthétique de Fécondité par <i>municipio</i>	374
CARTE III-13 Département du Tarija 2001 - Le rapport enfants-femmes.	374
CARTE III-14 Département du Tarija - Le taux de variation annuel moyen entre 1992 et 2001.	375

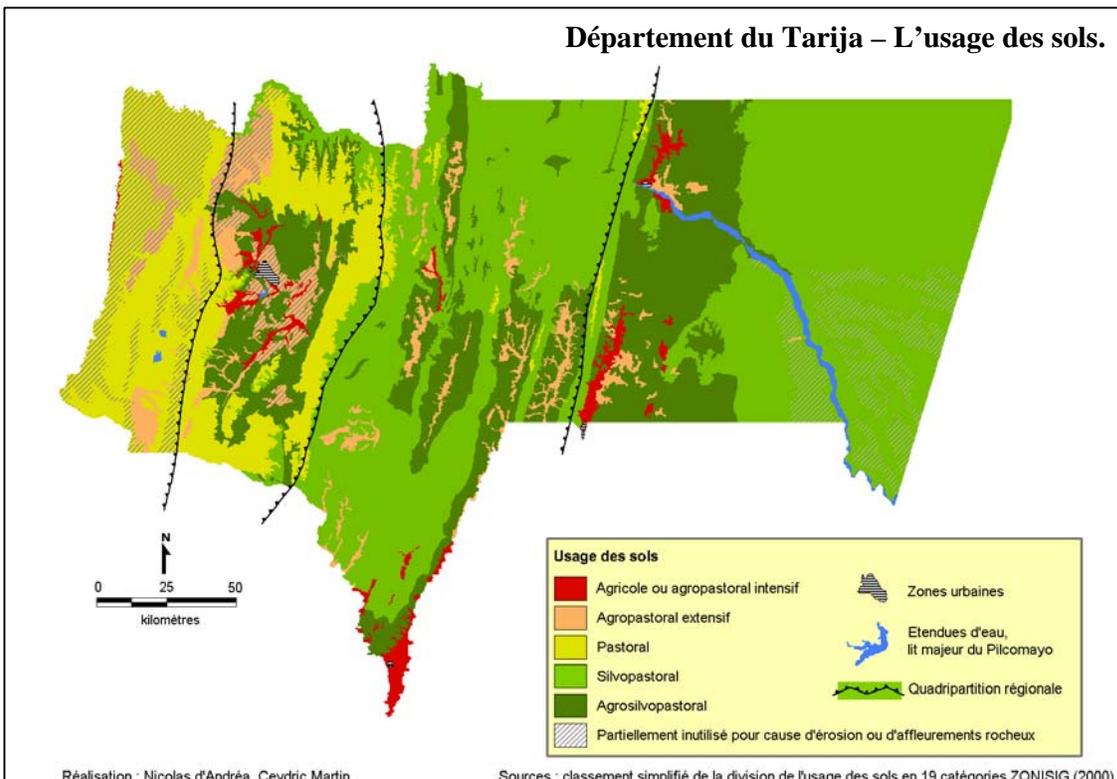
Département du Tarija – Carte de localisation.



CARTE III-7



CARTE III-8

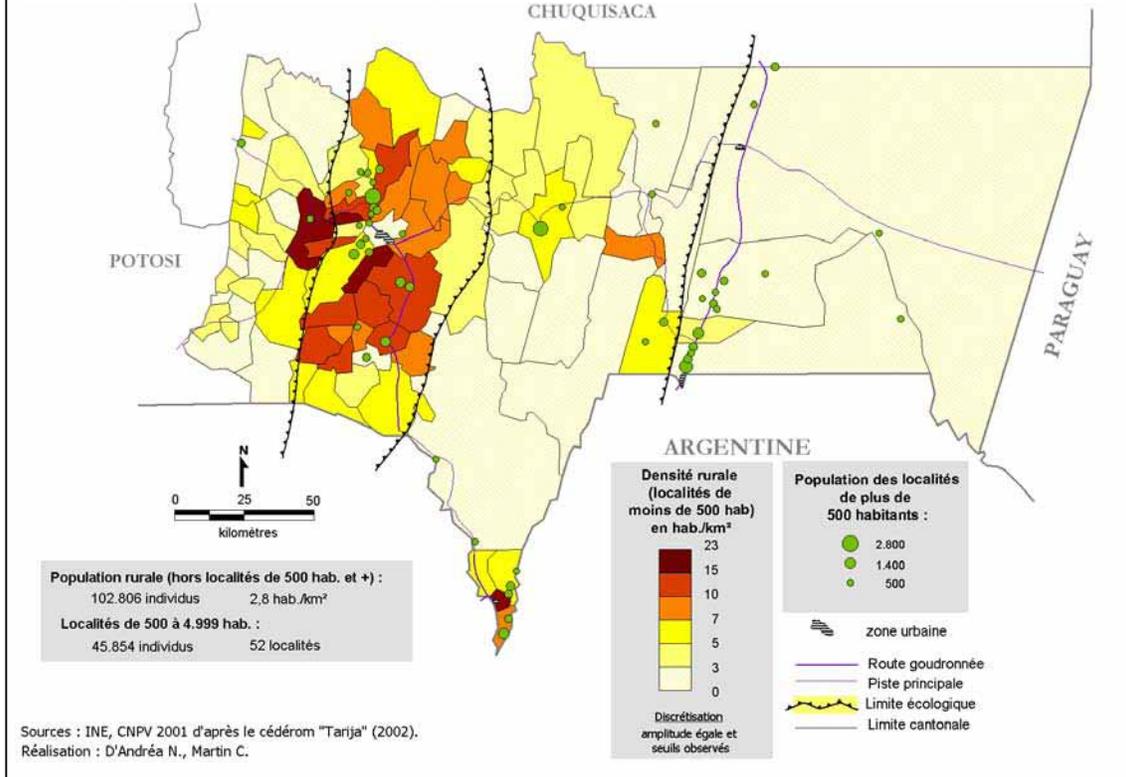


Département du Tarija – Les maillages provincial, municipal et cantonal.

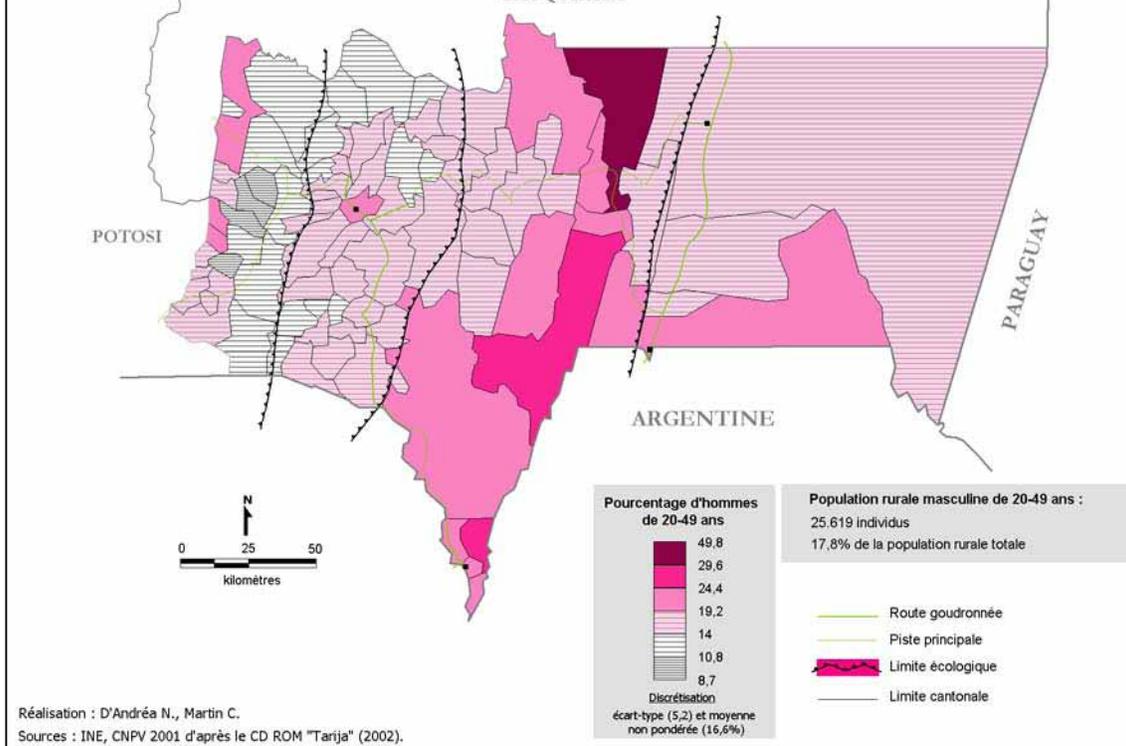


Réalisation : D'Andréa N., Martin C.
Sources : maillage cantonal d'après cartographie censitaire de l'INE (2001) et INE-COSUDE-CID (1999), "Atlas estadístico de municipios".

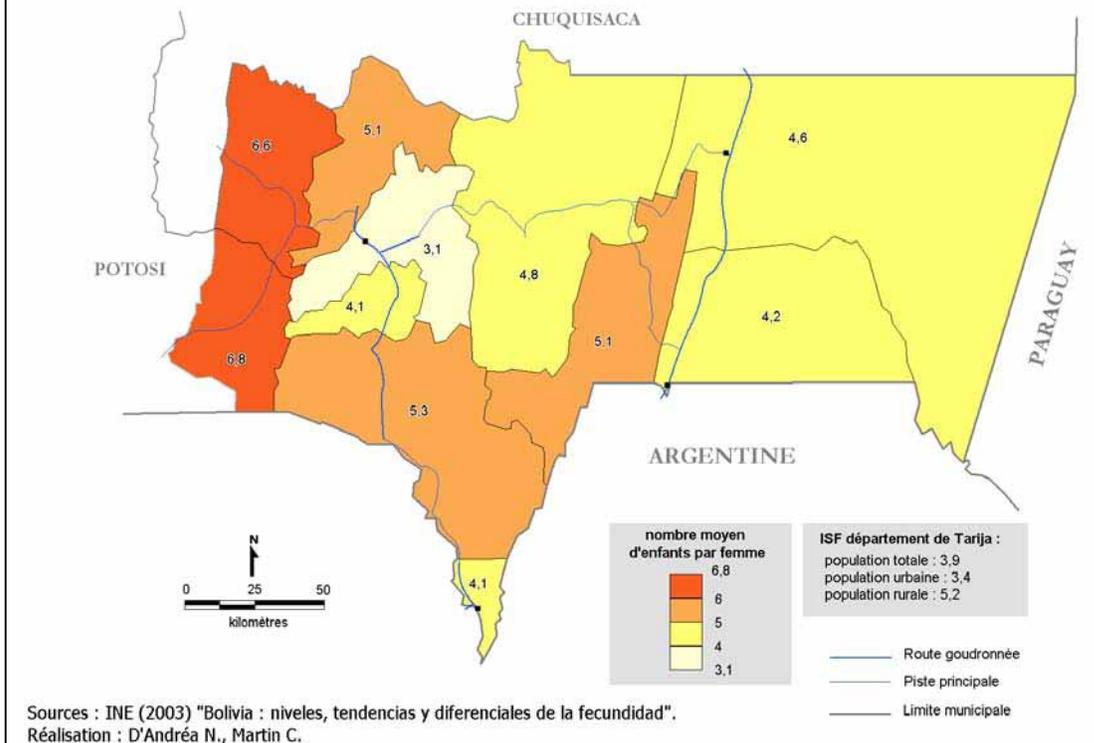
Département du Tarija 2001 – La densité de population dispersée et les petits centres ruraux (de 500 à 2.500 habitants).



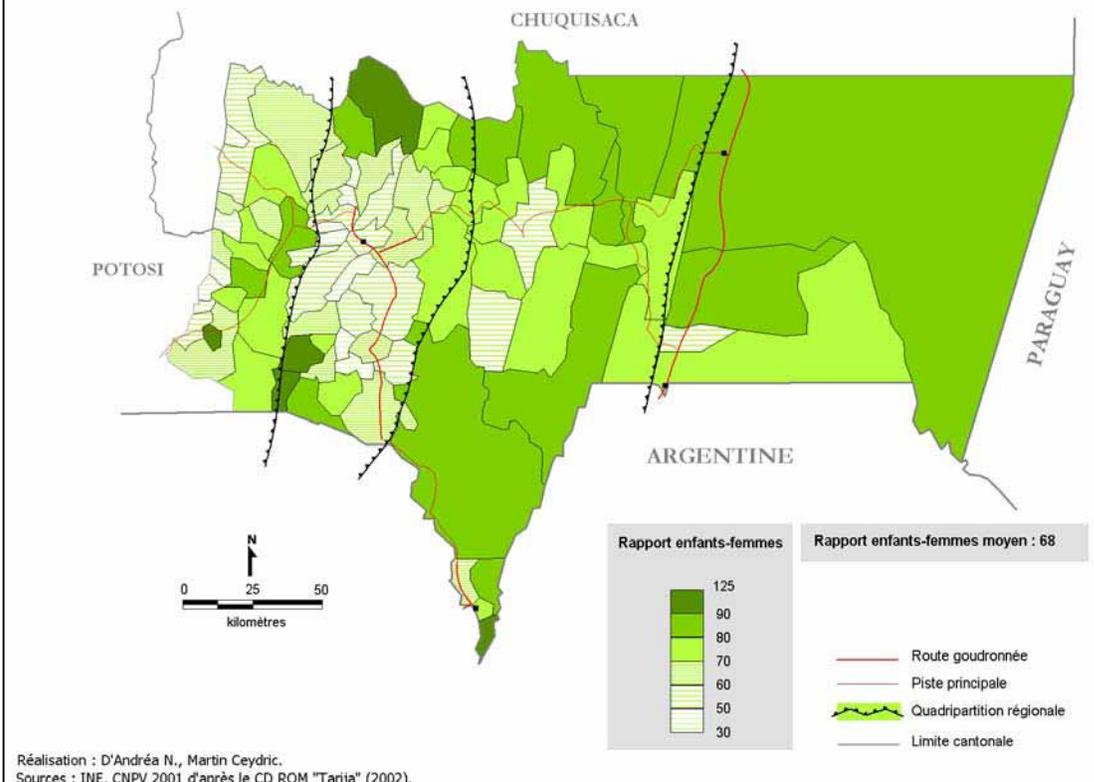
Département du Tarija 2001- Le pourcentage de population masculine âgée de 20 à 49 ans.



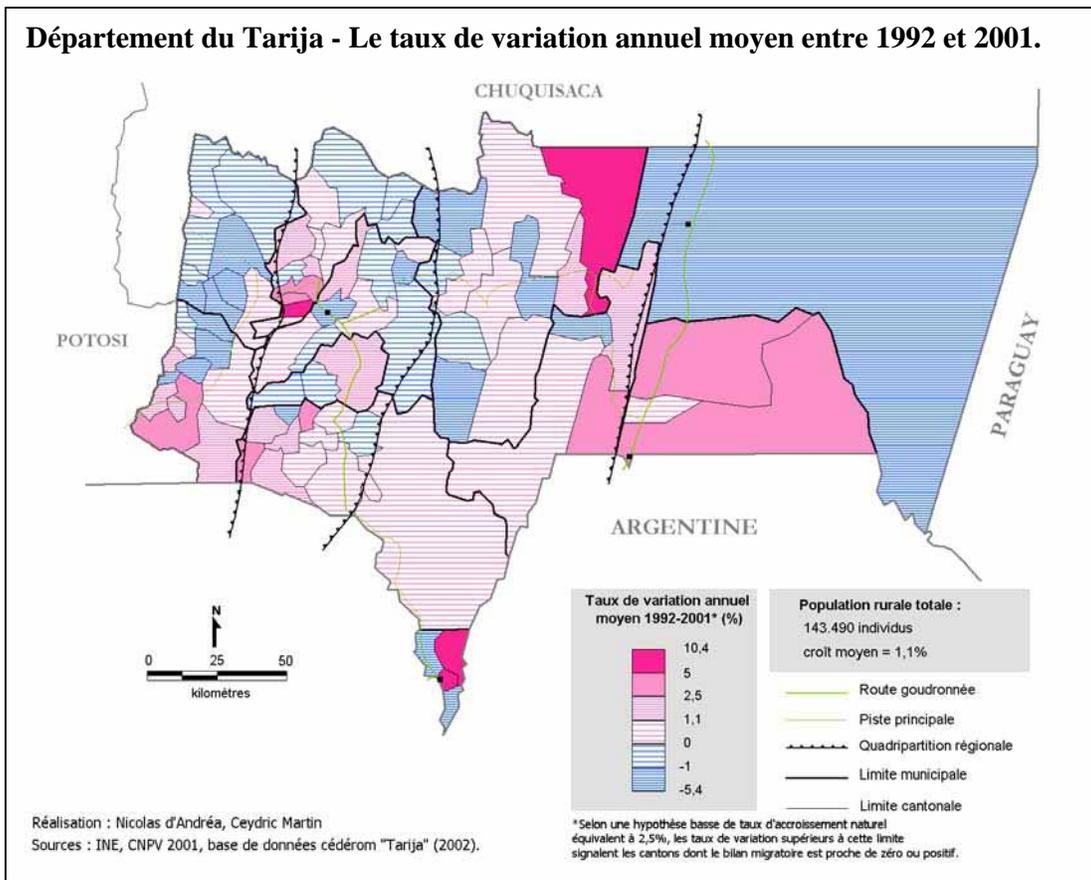
Département du Tarija 2001 – L'indice synthétique de fécondité municipale.



Département du Tarija 2001 – Le rapport enfants-femmes.



Département du Tarija - Le taux de variation annuel moyen entre 1992 et 2001.



âge	hommes			femmes			total		
	eff.	% col.	%li.	eff.	% col.	%li.	eff.	% col.	%li.
0-4	1 332	6,1	51,0	1 282	5,6	49,0	2 614	5,9	100,0
5-9	1 637	7,5	50,4	1 614	7,1	49,6	3 251	7,3	100,0
10-14	1 445	6,6	48,5	1 534	6,7	51,5	2 979	6,7	100,0
15-19	1 972	9,1	48,2	2 121	9,3	51,8	4 093	9,2	100,0
20-24	2 589	11,9	47,0	2 918	12,8	53,0	5 507	12,4	100,0
25-29	2 050	9,4	47,4	2 276	10,0	52,6	4 326	9,7	100,0
30-34	1 894	8,7	48,8	1 988	8,7	51,2	3 882	8,7	100,0
35-39	1 891	8,7	47,5	2 094	9,2	52,5	3 985	8,9	100,0
40-44	1 898	8,7	49,7	1 919	8,4	50,3	3 817	8,6	100,0
45-49	1 467	6,7	51,7	1 368	6,0	48,3	2 835	6,4	100,0
50-54	1 197	5,5	52,7	1 073	4,7	47,3	2 270	5,1	100,0
55-59	839	3,9	52,0	775	3,4	48,0	1 614	3,6	100,0
60-64	588	2,7	49,1	610	2,7	50,9	1 198	2,7	100,0
65-69	445	2,0	46,8	506	2,2	53,2	951	2,1	100,0
70-74	274	1,3	46,4	316	1,4	53,6	590	1,3	100,0
75-79	159	0,7	48,3	170	0,7	51,7	329	0,7	100,0
80-84	62	0,3	37,3	104	0,5	62,7	166	0,4	100,0
85-89	28	0,1	36,8	48	0,2	63,2	76	0,2	100,0
90-94	11	0,1	34,4	21	0,1	65,6	32	0,1	100,0
95 et plus	6	0,0	37,5	10	0,0	62,5	16	0,0	100,0
total	21 784	100	48,9	22 747	100	51,1	44 531	100	100

Emigrants : natifs du Tarija qui sont recensés (de fait) dans un autre département.

Source : INE CNPV 2001 (base de données)

TAB III-13 Bolivie 2001 - Les émigrants natifs du Tarija, selon l'âge et le sexe.

âge	hommes			femmes			total		
	eff.	% col.	%li.	eff.	% col.	%li.	eff.	% col.	%li.
0-4	668	5,8	49,4	685	4,1	50,6	1 353	4,3	100,0
5-9	951	8,3	50,7	925	5,5	49,3	1 876	6,0	100,0
10-14	868	7,6	48,6	919	5,5	51,4	1 787	5,7	100,0
15-19	1 324	11,6	45,9	1 560	9,3	54,1	2 884	9,3	100,0
20-24	1 921	16,8	45,8	2 276	13,6	54,2	4 197	13,5	100,0
25-29	1 441	12,6	45,3	1 737	10,4	54,7	3 178	10,2	100,0
30-34	1 262	11,1	45,2	1 532	9,2	54,8	2 794	9,0	100,0
35-39	1 280	11,2	43,9	1 636	9,8	56,1	2 916	9,4	100,0
40-44	1 262	11,1	45,0	1 543	9,2	55,0	2 805	9,0	100,0
45-49	962	8,4	47,3	1 073	6,4	52,7	2 035	6,5	100,0
50-54	803	7,0	49,0	836	5,0	51,0	1 639	5,3	100,0
55-59	564	4,9	47,1	633	3,8	52,9	1 197	3,8	100,0
60-64	414	3,6	46,6	474	2,8	53,4	888	2,9	100,0
65-69	317	2,8	45,0	387	2,3	55,0	704	2,3	100,0
70-74	211	1,8	46,7	241	1,4	53,3	452	1,5	100,0
75-79	107	0,9	46,5	123	0,7	53,5	230	0,7	100,0
80-84	36	0,3	31,9	77	0,5	68,1	113	0,4	100,0
85-89	21	0,2	35,0	39	0,2	65,0	60	0,2	100,0
90-94	7	0,1	30,4	16	0,1	69,6	23	0,1	100,0
95 et plus	1	0,0	12,5	7	0,0	87,5	8	0,0	100,0
total	14 420	100	46,3	16 719	100	53,7	31 139	100	100

Emigrants : natifs du Tarija qui sont recensés (de fait) dans un autre département.

Source : INE CNPV 2001 (base de données)

TAB III-14 Bolivie 2001 - Les émigrants natifs du Tarija recensés dans une capitale départementale, selon l'âge et le sexe.

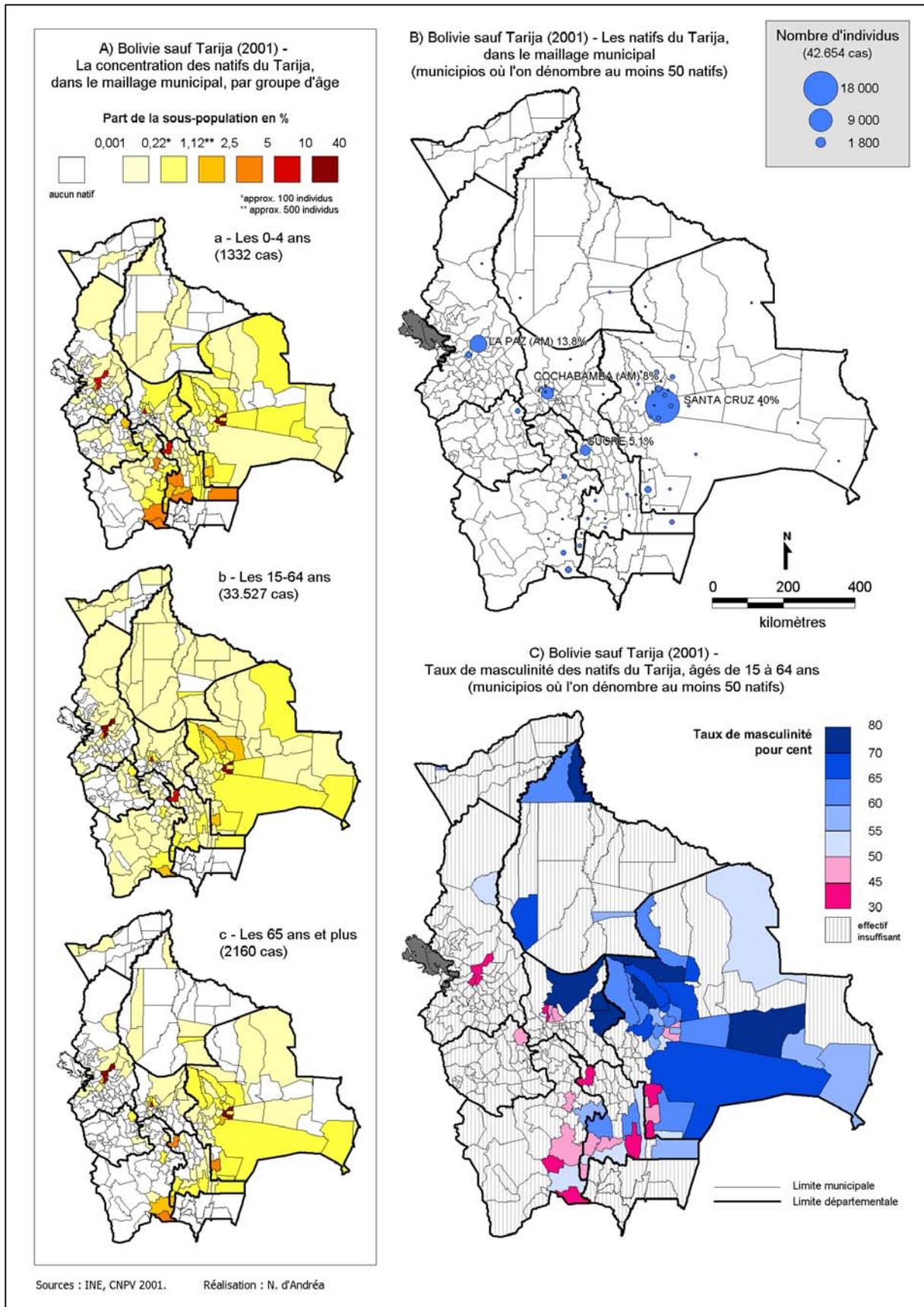
âge	hommes			femmes			total		
	eff.	% col.	%li.	eff.	% col.	%li.	eff.	% col.	%li.
0-4	664	9,0	52,7	597	9,9	47,3	1 261	9,4	100,0
5-9	686	9,3	49,9	689	11,4	50,1	1 375	10,3	100,0
10-14	577	7,8	48,4	615	10,2	51,6	1 192	8,9	100,0
15-19	648	8,8	53,6	561	9,3	46,4	1 209	9,0	100,0
20-24	668	9,1	51,0	642	10,7	49,0	1 310	9,8	100,0
25-29	609	8,3	53,0	539	8,9	47,0	1 148	8,6	100,0
30-34	632	8,6	58,1	456	7,6	41,9	1 088	8,1	100,0
35-39	611	8,3	57,2	458	7,6	42,8	1 069	8,0	100,0
40-44	636	8,6	62,8	376	6,2	37,2	1 012	7,6	100,0
45-49	505	6,9	63,1	295	4,9	36,9	800	6,0	100,0
50-54	394	5,4	62,4	237	3,9	37,6	631	4,7	100,0
55-59	275	3,7	65,9	142	2,4	34,1	417	3,1	100,0
60-64	174	2,4	56,1	136	2,3	43,9	310	2,3	100,0
65-69	128	1,7	51,8	119	2,0	48,2	247	1,8	100,0
70-74	63	0,9	45,7	75	1,2	54,3	138	1,0	100,0
75-79	52	0,7	52,5	47	0,8	47,5	99	0,7	100,0
80-84	26	0,4	49,1	27	0,4	50,9	53	0,4	100,0
85-89	7	0,1	43,8	9	0,1	56,3	16	0,1	100,0
90-94	4	0,1	44,4	5	0,1	55,6	9	0,1	100,0
95 et plus	5	0,1	62,5	3	0,0	37,5	8	0,1	100,0
total	7 364	100	55,0	6 028	100	45,0	13 392	100	100

Emigrants : natifs du Tarija qui sont recensés (de fait) dans un autre département.

Source : INE CNPV 2001 (base de données)

TAB III-15 Bolivie 2001 - Les émigrants natifs du Tarija recensés hors d'une capitale départementale, selon l'âge et le sexe.

CARTE III-15 Bolivie 2001 - La dispersion géographique des natifs du Tarija résidant habituellement dans un autre département.



TAB III-16 Frontarbol - La descendance des ménages selon l'âge et le statut résidentiel, par enquête.

résidence	Tarija		vallée de Tolomosa		Yacuiba		Villa Montes		Carapari		Caigua		
	eff. brut 1506		eff. brut 682		eff. brut 1006		eff. brut 911		eff. brut 179		eff. brut 147		
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
15-19 ans	foyer parental	11 905	88,4	290	78,0	4 361	73,8	1 347	80,6	58	53,2	60	78,9
	loc. enquêtée	604	4,5	7	1,9	427	7,2	85	5,1	7	6,4	2	2,6
	autre	960	7,1	75	20,2	1 124	19,0	240	14,4	44	40,4	14	18,4
	total	13 469	100,0	372	100,0	5 912	100,0	1 672	100,0	109	100,0	76	100,0
20-24 ans	foyer parental	10 906	72,7	145	42,8	2 271	41,4	740	44,5	36	43,9	39	54,2
	loc. enquêtée	1 805	12,0	17	5,0	1 102	20,1	261	15,7	7	8,5	12	16,7
	autre	2 291	15,3	177	52,2	2 113	38,5	663	39,8	39	47,6	21	29,2
	total	15 002	100,0	339	100,0	5 486	100,0	1 664	100,0	82	100,0	72	100,0
25-29 ans	foyer parental	4 521	46,1	90	30,5	1 259	31,5	338	31,2	17	27,0	8	16,0
	loc. enquêtée	2 865	29,2	26	8,8	1 326	33,1	317	29,2	12	19,0	21	42,0
	autre	2 429	24,7	179	60,7	1 416	35,4	430	39,6	34	54,0	21	42,0
	total	9 815	100,0	295	100,0	4 001	100,0	1 085	100,0	63	100,0	50	100,0
30 ans et plus	foyer parental	4 192	22,0	92	11,6	1 529	21,2	360	18,0	41	22,9	4	3,8
	loc. enquêtée	7 390	38,8	128	16,1	2 765	38,3	797	39,8	56	31,3	25	23,8
	autre	7 472	39,2	576	72,4	2 923	40,5	846	42,2	82	45,8	76	72,4
	total	19 054	100,0	796	100,0	7 217	100,0	2 003	100,0	179	100,0	105	100,0
total	foyer parental	31 524	55,0	617	34,2	9 420	41,6	2 785	43,4	152	35,1	111	36,6
	loc. enquêtée	12 664	22,1	178	9,9	5 620	24,8	1 460	22,7	82	18,9	60	19,8
	autre	13 152	22,9	1 007	55,9	7 576	33,5	2 179	33,9	199	46,0	132	43,6
	total	57 340	100,0	1 802	100,0	22 616	100,0	6 424	100,0	433	100,0	303	100,0

NB : Les arrondis dus à la pondération peuvent faire varier les effectifs totaux (maximum 2 unités) et fausser les pourcentages totaux de 0,1%.
Sources : ENTAR 2001, ENTOL 2002, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

TAB III-17 Frontarbol - La descendance des ménages selon l'âge, le sexe et le statut résidentiel, par enquête.

résidence	Tarija effectif brut 1506				vallée de Tolomosa effectif brut 682				Yacuiba effectif brut 1006				Villa Montes effectif brut 911				Carapari effectif brut 179				Caigua effectif brut 147				
	hommes		femmes		hommes		femmes		hommes		femmes		hommes		femmes		hommes		femmes		hommes		femmes		
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
15-19 ans	foyer parental	5 612	88,4	6 293	88,4	172	82,3	119	72,6	2 226	79,2	2 136	68,8	543	76,3	804	83,8	31	54,4	27	52,9	33	80,5	27	77,1
	loc. enquêtée	279	4,4	325	4,6	3	1,4	4	2,4	157	5,6	270	8,7	14	2,0	70	7,3	2	3,5	5	9,8	0	0,0	2	5,7
	autre	456	7,2	504	7,1	34	16,3	41	25,0	427	15,2	697	22,5	155	21,8	85	8,9	24	42,1	19	37,3	8	19,5	6	17,1
	total	6 347	100,0	7 122	100,0	209	100,0	164	100,0	2 810	100,0	3 103	100,0	712	100,0	959	100,0	57	100,0	51	100,0	41	100,0	35	100,0
20-24 ans	foyer parental	5 493	74,9	5 413	70,6	89	50,0	56	35,2	1 102	39,5	1 169	43,3	388	43,6	353	45,5	19	35,8	17	58,6	19	48,7	21	63,6
	loc. enquêtée	829	11,3	975	12,7	9	5,1	7	4,4	540	19,4	562	20,8	134	15,1	127	16,4	0	0,0	7	24,1	4	10,3	8	24,2
	autre	1 011	13,8	1 280	16,7	80	44,9	96	60,4	1 147	41,1	967	35,8	367	41,3	296	38,1	34	64,2	5	17,2	16	41,0	4	12,1
	total	7 333	100,0	7 668	100,0	178	100,0	159	100,0	2 789	100,0	2 698	100,0	889	100,0	776	100,0	53	100,0	29	100,0	39	100,0	33	100,0
25-29 ans	foyer parental	2 248	44,4	2 274	47,8	56	37,1	34	23,6	562	29,1	697	33,7	162	29,8	176	32,4	7	17,1	10	45,5	4	20,0	4	14,3
	loc. enquêtée	1 332	26,3	1 534	32,2	8	5,3	17	11,8	629	32,6	697	33,7	162	29,8	155	28,5	10	24,4	2	9,1	10	50,0	10	35,7
	autre	1 478	29,2	951	20,0	87	57,6	93	64,6	742	38,4	674	32,6	219	40,3	212	39,0	24	58,5	10	45,5	6	30,0	14	50,0
	total	5 058	100,0	4 759	100,0	151	100,0	144	100,0	1 933	100,0	2 068	100,0	543	100,0	543	100,0	41	100,0	22	100,0	20	100,0	28	100,0
30 ans et plus	foyer parental	2 026	21,3	2 166	22,6	57	13,5	35	9,4	517	15,2	1 012	26,5	148	14,3	212	21,9	24	24,2	17	21,3	4	8,9	0	0,0
	loc. enquêtée	3 626	38,2	3 764	39,4	75	17,7	53	14,2	1 416	41,7	1 349	35,3	458	44,2	338	35,0	31	31,3	24	30,0	10	22,2	14	23,7
	autre	3 838	40,4	3 634	38,0	291	68,8	284	76,3	1 461	43,0	1 461	38,2	430	41,5	416	43,1	44	44,4	39	48,8	31	68,9	45	76,3
	total	9 490	100,0	9 564	100,0	423	100,0	372	100,0	3 394	100,0	3 822	100,0	1 036	100,0	966	100,0	99	100,0	80	100,0	45	100,0	59	100,0
total	foyer parental	15 379	54,5	16 146	55,5	374	38,9	244	29,1	4 407	42,0	5 014	44,6	1 241	39,0	1 545	47,6	81	32,4	71	39,0	60	41,4	52	33,5
	loc. enquêtée	6 066	21,5	6 598	22,7	95	9,9	81	9,7	2 742	26,1	2 878	25,6	768	24,2	690	21,3	43	17,2	38	20,9	24	16,6	34	21,9
	autre	6 783	24,0	6 369	21,9	492	51,2	514	61,3	3 777	36,0	3 799	33,8	1 171	36,8	1 009	31,1	126	50,4	73	40,1	61	42,1	69	44,5
	total	28 228	100,0	29 113	100,0	961	100,0	839	100,0	10 926	104,0	11 691	104,0	3 180	100,0	3 244	100,0	250	100,0	182	100,0	145	100,0	155	100,0

NB : Les arrondis dus à la pondération peuvent faire varier les effectifs totaux (maximum 2 unités) et fausser les pourcentages totaux de 0,1%.
Sources : ENTAR 2001, ENTOL 2002, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

TAB III-18 Frontarbol -Les enfants sortis du ménage parental, selon l'âge et le lieu de résidence, par enquête.

enquête	résidence	15-19 ans			20-24 ans			25-29 ans			30 ans et plus			total		
		eff.	% (1)	%(2)	eff.	% (1)	%(2)	eff.	% (1)	%(2)	eff.	% (1)	%(2)	eff.	% (1)	%(2)
Tarija	localité enquêtée	604	38,6	-	1 805	44,1	-	2 865	54,1	-	7 390	49,7	-	12 664	49,1	-
	autre loc. du Tarija	131	8,4	13,6	176	4,3	7,7	197	3,7	8,1	995	6,7	13,3	1 499	5,8	11,4
	autre département	411	26,3	42,8	1 172	28,6	51,2	1 199	22,6	49,4	3 717	25,0	49,7	6 499	25,2	49,4
	Argentine	418	26,7	43,5	943	23,0	41,2	967	18,3	39,8	2 188	14,7	29,3	4 516	17,5	34,3
	autre pays	0	0,0	0,0			0,0	66	1,2	2,7	572	3,8	7,7	638	2,5	4,9
eff. brut 664	total	1 564	100,0	100,0	4 096	100,0	100,0	5 294	100,0	100,0	14 862	100,0	100,0	25 816	100,0	100,0
vallée de Tolomosa	localité enquêtée	7	8,8	-	17	8,9	-	26	12,9	-	128	18,4	-	178	15,2	-
	autre loc. du Tarija	17	21,3	23,3	25	13,1	14,4	33	16,3	18,8	191	27,4	33,6	266	22,8	26,8
	autre département	0	0,0	0,0	4	2,1	2,3	4	2,0	2,3	10	1,4	1,8	18	1,5	1,8
	Argentine	56	70,0	76,7	145	75,9	83,3	139	68,8	79,0	367	52,7	64,6	707	60,5	71,3
	autre pays	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
eff. brut 450	total	80	100,0	100,0	191	100,0	100,0	202	100,0	100,0	696	100,0	100,0	1 169	100,0	100,0
Yacuiba	localité enquêtée	427	29,3	-	1 102	35,0	-	1 326	48,8	-	2 765	48,8	-	5 620	43,3	-
	autre loc. du Tarija	337	23,1	32,6	495	15,7	24,2	225	8,3	16,1	652	11,5	22,5	1 709	13,1	23,2
	autre département	472	32,3	45,7	1 214	38,6	59,4	764	28,1	54,9	1 214	21,4	41,9	3 664	28,2	49,7
	Argentine	225	15,4	21,7	270	8,6	13,2	405	14,9	29,0	944	16,7	32,6	1 844	14,2	25,0
	autre pays		0,0	0,0	67	2,1	3,3		0,0	0,0	90	1,6	3,1	157	1,2	2,1
eff. brut 587	total	1 461	100,0	100,0	3 148	100,0	100,0	2 720	100,0	100,0	5 665	100,0	100,0	12 994	100,0	100,0
Villa Montes	localité enquêtée	85	26,2	-	261	28,3	-	317	42,4	-	797	48,7	-	1 460	40,2	-
	autre loc. du Tarija	70	21,6	29,3	183	19,8	27,6	141	18,9	32,8	204	12,5	24,3	598	16,5	27,6
	autre département	155	47,8	64,9	423	45,8	63,9	240	32,1	55,8	522	31,9	62,2	1 340	36,9	61,8
	Argentine	14	4,3	5,9	49	5,3	7,4	49	6,6	11,4	106	6,5	12,6	218	6,0	10,0
	autre pays	0	0,0	0,0	7	0,8	1,1	0	0,0	0,0	7	0,4	0,8	14	0,4	0,6
eff. Brut 516	total	324	100,0	100,0	923	100,0	100,0	747	100,0	100,0	1 636	100,0	100,0	3 630	100,0	100,0
Carapari	localité enquêtée	7	13,7	-	7	15,2	-	12	26,7	-	56	40,6	-	82	29,3	-
	autre loc. du Tarija	34	66,7	77,3	34	73,9	87,2	24	53,3	72,7	60	43,5	73,2	152	54,3	76,8
	autre département	10	19,6	22,7	5	10,9	12,8	5	11,1	15,2	17	12,3	20,7	37	13,2	18,7
	Argentine	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	2	4,4	6,1	5	3,6	6,1	7	2,5	3,5
	autre pays	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	2	4,4	6,1	0	0,0	0,0	2	0,7	1,0
eff. Brut 116	total	51	100,0	100,0	46	100,0	100,0	45	100,0	100,0	138	100,0	100,0	280	100,0	100,0
Caigua	localité enquêtée	2	12,5	-	12	40,0	-	21	50,0	-	25	25,8	-	60	32,4	-
	autre loc. du Tarija	8	50,0	57,1	10	33,3	55,6	21	50,0	100,0	39	40,2	54,2	78	42,2	62,4
	autre département	6	37,5	42,9	4	13,3	22,2	0	0,0	0,0	25	25,8	34,7	35	18,9	28,0
	Argentine	0	0,0	0,0	4	13,3	22,2	0	0,0	0,0	4	4,1	5,6	8	4,3	6,4
	autre pays	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	4	4,1	5,6	4	2,2	3,2
eff. brut 93	total	16	100,0	100,0	30	100,0	100,0	42	100,0	100,0	97	100,0	100,0	185	100,0	100,0

(1) pourcentage par rapport au total colonne ; (2) pourcentage par rapport au total colonne sans habitant de la localité enquêtée

NB : Les arrondis de l'extrapolation peuvent faire varier les effectifs totaux (maximum 2 unités) et fausser les pourcentages totaux de 0,1%.

Sources : ENTAR 2001, ENTOL 2002, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

TAB III-19 Département du Tarija - La population résidente selon le lieu de naissance, par année (1976- 2001).

lieu de naiss.	1976			1992			2001		
	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)
Chuquisaca	10 687	5,8	38,0	18 068	6,4	31,7	29 269	7,7	30,0
La Paz	1 500	0,8	5,3	5 883	2,1	10,3	9 479	2,5	9,7
Cochabamba	1 245	0,7	4,4	1 851	0,7	3,2	5 133	1,3	5,3
Oruro	625	0,3	2,2	3 027	1,1	5,3	4 889	1,3	5,0
Potosí	5 818	3,2	20,7	18 689	6,6	32,8	28 415	7,4	29,1
Tarija	147 401	80,6	-	225 075	79,7	-	283 091	74,0	-
Santa Cruz	3 766	2,1	13,4	3 914	1,4	6,9	11 370	3,0	11,6
Beni	277	0,2	1,0	452	0,2	0,8	850	0,2	0,9
Pando	35	0,0	0,1	41	0,0	0,1	60	0,0	0,1
étranger	4 135	2,3	-	5 127	1,8	-	8 207	2,1	-
sans réponse	7 385	4,0	-	337	0,1	-	1 678	0,4	-
total hors Tarija	28 088	15,4	100,0	57 052	20,2	100,0	97 672	25,5	100
total	182 874	100,0	-	282 464	100,0	-	382 441	100,0	-

% (1) pourcentage du total ; % (2) pourcentage du total hors Tarija et sans réponse.

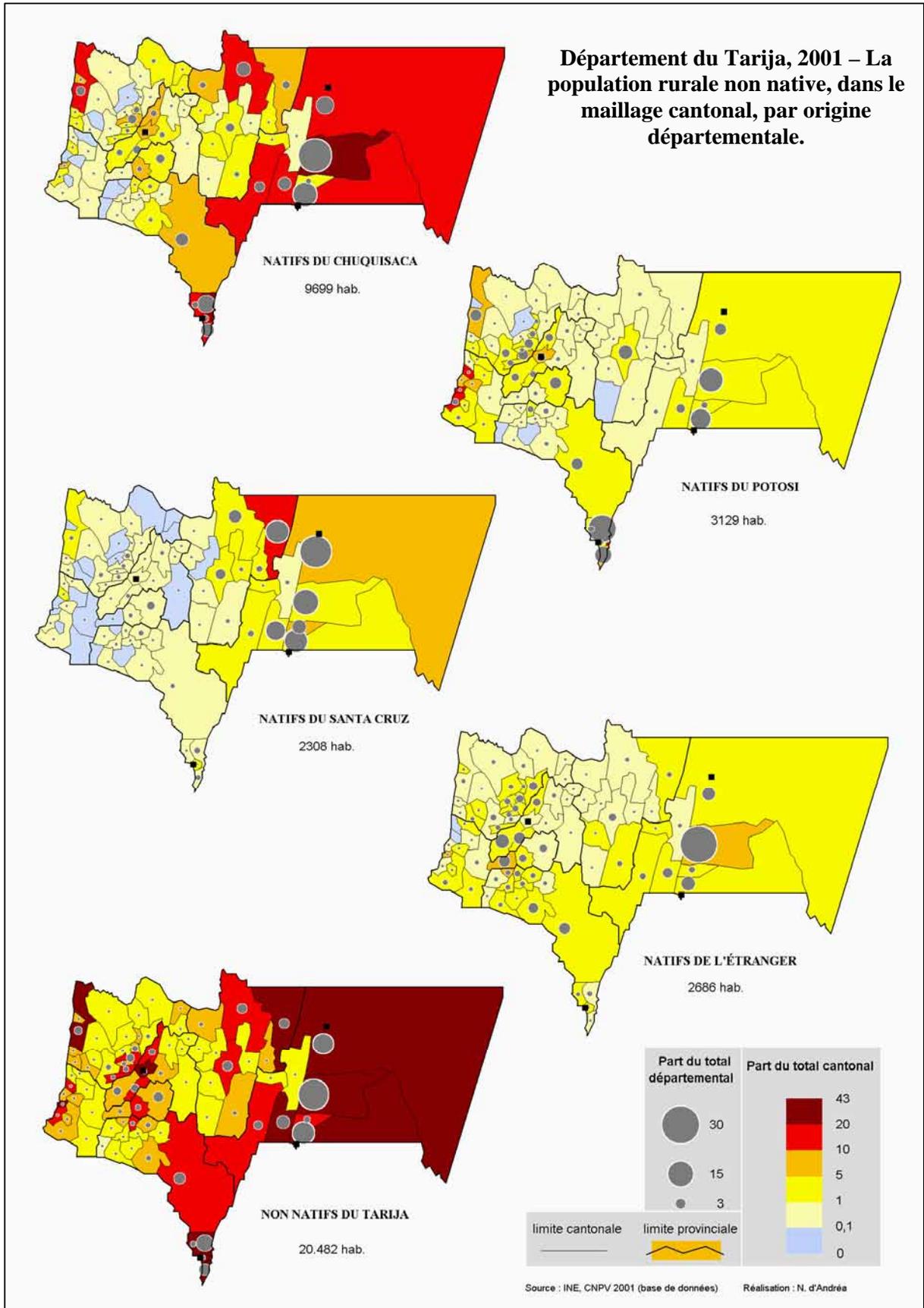
Source : INE (2002) Tarija : resultados departamentales

TAB III-20 Département du Tarija - Variation de la population résidente selon le lieu de naissance, par période (1976--2001).

lieu de naiss.	1976-1992		1992-2001	
	tmva	vn	tmva	vn
Chuquisaca	3,39	7 381	5,35	11 201
La Paz	9,06	4 383	5,29	3 596
Cochabamba	2,55	606	11,66	3 282
Oruro	10,54	2 402	5,32	1 862
Potosí	7,69	12 871	4,63	9 726
Tarija	2,72	77 674	2,51	58 016
Santa Cruz	0,25	148	12,22	7 456
Beni	3,16	175	7,07	398
Pando	1,01	6	4,20	19
Extérieur	1,37	992	5,22	3 080
NR	-17,80	-7 048	18,95	1 341
total hors Tarija	4,60	28 964	5,98	40 620
total	2,80	99 590	3,33	99 977

tmva : taux moyen de variation annuel. vn : variation nette.

Source : INE (2002) Tarija : resultados departamentales



TAB III-21 Département du Tarija (2001) - La population selon le lieu de naissance, la province et le milieu d'habitat.

lieu de naissance	localité recensée	Tarija			autre département			étranger			sans réponse			total					
		eff.	% col.	% li.	eff.	% col.	% li.	eff.	% col.	% li.	eff.	% col.	% li.	eff.	% col.	% li.			
Cercado	total	91 367	41,6	59,5	16 328	25,3	10,6	42 162	43,8	27,5	3 161	35,6	2,1	439	25,2	0,3	153 457	39,2	100,0
	rural	13 187	14,6	74,6	2 981	9,1	16,9	1 046	6,1	5,9	346	12,9	2,0	114	14,9	0,6	17 674	12,3	100,0
	urbain	78 180	60,4	57,6	13 347	41,9	9,8	41 116	51,9	30,3	2 815	45,5	2,1	325	33,3	0,2	135 783	54,8	100,0
Arce	total	27 459	12,5	52,2	14 130	21,9	26,9	9 319	9,7	17,7	1 492	16,8	2,8	170	9,8	0,3	52 570	13,4	100,0
	rural	14 083	15,6	53,1	8 663	26,6	32,7	3 278	19,2	12,4	409	15,2	1,5	78	10,2	0,3	26 511	18,5	100,0
	urbain	13 376	10,3	51,3	5 467	17,1	21,0	6 041	7,6	23,2	1 083	17,5	4,2	92	9,4	0,4	26 059	10,5	100,0
Gran Chaco	total	51 443	23,4	44,2	20 203	31,3	17,4	40 378	41,9	34,7	3 419	38,5	2,9	875	50,3	0,8	116 318	29,7	100,0
	rural	16 470	18,2	46,3	8 857	27,1	24,9	8 744	51,3	24,6	1 187	44,2	3,3	336	43,9	0,9	35 594	24,8	100,0
	urbain	34 973	27,0	43,3	11 346	35,6	14,1	31 634	39,9	39,2	2 232	36,1	2,8	539	55,2	0,7	80 724	32,6	100,0
Avilez	total	12 912	5,9	73,8	3 468	5,4	19,8	748	0,8	4,3	278	3,1	1,6	98	5,6	0,6	17 504	4,5	100,0
	rural	12 912	14,3	73,8	3 468	10,6	19,8	748	4,4	4,3	278	10,3	1,6	98	12,8	0,6	17 504	12,2	100,0
	urbain	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Mendez	total	24 359	11,1	76,0	5 540	8,6	17,3	1 663	1,7	5,2	387	4,4	1,2	89	5,1	0,3	32 038	8,2	100,0
	rural	22 727	25,1	77,6	4 661	14,3	15,9	1 472	8,6	5,0	342	12,7	1,2	84	11,0	0,3	29 286	20,4	100,0
	urbain	1 632	1,3	59,3	879	2,8	31,9	191	0,2	6,9	45	0,7	1,6	5	0,5	0,2	2 752	1,1	100,0
O'Connor	total	12 253	5,6	63,4	4 852	7,5	25,1	2 024	2,1	10,5	140	1,6	0,7	70	4,0	0,4	19 339	4,9	100,0
	rural	11 000	12,2	65,0	3 999	12,3	23,6	1 743	10,2	10,3	124	4,6	0,7	55	7,2	0,3	16 921	11,8	100,0
	urbain	1 253	1,0	51,8	853	2,7	35,3	281	0,4	11,6	16	0,3	0,7	15	1,5	0,6	2 418	1,0	100,0
Total	total	219 793	100,0	56,2	64 521	100,0	16,5	96 294	100,0	24,6	8 877	100,0	2,3	1 741	100,0	0,4	391 226	100,0	100,0
	rural	90 379	100,0	63,0	32 629	100,0	22,7	17 031	100,0	11,9	2 686	100,0	1,9	765	100,0	0,5	143 490	100,0	100,0
	urbain	129 414	100,0	52,2	31 892	100,0	12,9	79 263	100,0	32,0	6 191	100,0	2,5	976	100,0	0,4	247 736	100,0	100,0

Sources : INE, CNPV 2001.

TAB III-22 Département du Tarija (2001) - La population non native, selon le lieu de naissance, la province et le milieu d'habitat.

		Chuquisaca	La Paz	Cochabamba	Oruro	Potosi	Santa Cruz	Beni	Pando	sans réponse	étranger	total
Cercado	total	11 099 35,6	5 319 50,6	1 636 28,9	2 611 49,8	18 570 61,8	2 524 20,0	368 39,4	35 55,6	439 25,2	3 161 35,6	45 762 42,8
	rural	595 1,9	84 0,8	22 0,4	32 0,6	261 0,9	48 0,4	4 0,4	0 0,0	114 6,5	346 3,9	1 506 1,4
	urbain	10 504 33,7	5 235 49,8	1 614 28,5	2 579 49,2	18 309 60,9	2 476 19,6	364 38,9	35 55,6	325 18,7	2 815 31,7	44 256 41,4
Arce	total	3 735 12,0	766 7,3	312 5,5	434 8,3	3 380 11,2	607 4,8	82 8,8	3 4,8	170 9,8	1 492 16,8	10 981 10,3
	rural	1 916 6,1	87 0,8	52 0,9	31 0,6	1 044 3,5	124 1,0	24 2,6	0 0,0	78 4,5	409 4,6	3 765 3,5
	urbain	1 819 5,8	679 6,5	260 4,6	403 7,7	2 336 7,8	483 3,8	58 6,2	3 4,8	92 5,3	1 083 12,2	7 216 6,7
Gran Chaco	total	14 081 45,1	4 216 40,1	3 568 63,1	2 114 40,4	7 112 23,7	8 814 69,7	453 48,4	20 31,7	875 50,3	3 419 38,5	44 672 41,8
	rural	5 077 16,3	530 5,0	458 8,1	117 2,2	994 3,3	1 507 11,9	57 6,1	4 6,3	336 19,3	1 187 13,4	10 267 9,6
	Yacuiba	7 610 24,4	3 312 31,5	2 806 49,6	1 759 33,6	5 752 19,1	5 593 44,2	291 31,1	13 20,6	445 25,6	2 038 23,0	29 619 27,7
	V. Montes	1 394 4,5	374 3,6	304 5,4	238 4,5	366 1,2	1 714 13,6	105 11,2	3 4,8	94 5,4	194 2,2	4 786 4,5
Avilez	total	356 1,1	26 0,2	22 0,4	12 0,2	269 0,9	62 0,5	0 0,0	1 1,6	98 5,6	278 3,1	1 124 1,1
	rural	356 1,1	26 0,2	22 0,4	12 0,2	269 0,9	62 0,5	0 0,0	1 1,6	98 5,6	278 3,1	1 124 1,1
	urbain	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0
Mendez	total	846 2,7	116 1,1	36 0,6	45 0,9	500 1,7	112 0,9	7 0,7	1 1,6	89 5,1	387 4,4	2 139 2,0
	rural	736 2,4	100 1,0	30 0,5	42 0,8	466 1,6	90 0,7	7 0,7	1 1,6	84 4,8	342 3,9	1 898 1,8
	urbain	110 0,4	16 0,2	6 0,1	3 0,1	34 0,1	22 0,2	0 0,0	0 0,0	5 0,3	45 0,5	241 0,2
O' Connor	total	1 081 3,5	60 0,6	85 1,5	22 0,4	226 0,8	522 4,1	25 2,7	3 4,8	70 4,0	140 1,6	2 234 2,1
	rural	1 019 3,3	36 0,3	78 1,4	12 0,2	95 0,3	477 3,8	24 2,6	2 3,2	55 3,2	124 1,4	1 922 1,8
	urbain	62 0,2	24 0,2	7 0,1	10 0,2	131 0,4	45 0,4	1 0,1	1 1,6	15 0,9	16 0,2	312 0,3
total	total	31 198 100,0	10 503 100,0	5 659 100,0	5 238 100,0	30 057 100,0	12 641 100,0	935 100,0	63 100,0	1 741 100,0	8 877 100,0	106 912 100,0
	rural	9 699 31,1	863 8,2	662 11,7	246 4,7	3 129 10,4	2 308 18,3	116 12,4	8 12,7	765 43,9	2 686 30,3	20 482 19,2
	urbain	21 499 68,9	9 640 91,8	4 997 88,3	4 992 95,3	26 928 89,6	10 333 81,7	819 87,6	55 87,3	976 56,1	6 191 69,7	86 430 80,8

Sources : INE, CNPV 2001.

TAB III-23 Département du Tarija (2001) -La population non native selon le lieu de naissance , la province et le milieu d'habitat.

Lieu de recensement	Lieu de naissance										total	
	Chuq.	La Paz	Cocha.	Oruro	Potosí	S.Cruz	Beni	Pando	NR	étranger		
Cercado	total	35,6	50,6	28,9	49,8	61,8	20,0	39,4	55,6	25,2	35,6	42,8
	rural	6,1	9,7	3,3	13,0	8,3	2,1	3,4	0,0	14,9	12,9	7,4
	urbain	48,9	54,3	32,3	51,7	68,0	24,0	44,4	63,6	33,3	45,5	51,2
Arce	total	12,0	7,3	5,5	8,3	11,2	4,8	8,8	4,8	9,8	16,8	10,3
	rural	19,8	10,1	7,9	12,6	33,4	5,4	20,7	0,0	10,2	15,2	18,4
	urbain	8,5	7,0	5,2	8,1	8,7	4,7	7,1	5,5	9,4	17,5	8,3
G. Chaco	total	45,1	40,1	63,1	40,4	23,7	69,7	48,4	31,7	50,3	38,5	41,8
	rural	52,3	61,4	69,2	47,6	31,8	65,3	49,1	50,0	43,9	44,2	50,1
	Yacuiba	35,4	34,4	56,2	35,2	21,4	54,1	35,5	23,6	45,6	32,9	34,3
	Villamontes	6,5	3,9	6,1	4,8	1,4	16,6	12,8	5,5	9,6	3,1	5,5
Avilez	total	1,1	0,2	0,4	0,2	0,9	0,5	0,0	1,6	5,6	3,1	1,1
	rural	3,7	3,0	3,3	4,9	8,6	2,7	0,0	12,5	12,8	10,3	5,5
	urbain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mendez	total	2,7	1,1	0,6	0,9	1,7	0,9	0,7	1,6	5,1	4,4	2,0
	rural	7,6	11,6	4,5	17,1	14,9	3,9	6,0	12,5	11,0	12,7	9,3
	urbain	0,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,5	0,7	0,3
O' Connor	total	3,5	0,6	1,5	0,4	0,8	4,1	2,7	4,8	4,0	1,6	2,1
	rural	10,5	4,2	11,8	4,9	3,0	20,7	20,7	25,0	7,2	4,6	9,4
	urbain	0,3	0,2	0,1	0,2	0,5	0,4	0,1	1,8	1,5	0,3	0,4
Total dép.	total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	rural	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	urbain	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : INE, CNPV 2001.

TAB III-24 Frontarbol - La population de 15 ans et plus selon le lieu de naissance, par enquête.

lieu d'enquête	Tarija eff. brut 2.415			Yacuiba eff. brut 1.676			Villa Montes eff. brut 1.329			Carapari eff. brut 263			Caigua eff. brut 261			total villes eff. brut 5.420		
	lieu de naissance	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)	%(2)	eff.	%(1)
localité enquêtée	40491	100	44,7	11038	100	29,3	4237	100	45,1	295	100	46,3	123	100	29,9	56186	100,0	40,7
Haute-montagne	2 226	15,2	2,5	360	3,9	1,0	42	1,7	0,4	2	0,8	0,3	2	1,3	0,5	2 628	10,0	1,9
Vallées andines	6 193	42,4	6,8	3 192	34,8	8,5	769	30,3	8,2	68	27,4	10,7	53	33,1	12,9	10 154	38,6	7,4
Vallées subandines	4 085	28,0	4,5	2 742	29,9	7,3	572	22,5	6,1	84	33,9	13,2	56	35,0	13,6	7 399	28,1	5,4
Piémont et plaine du Chaco	1 618	11,1	1,8	2 450	26,7	6,5	1 029	40,5	11,0	89	35,9	14,0	39	24,4	9,5	5 097	19,4	3,7
sans réponse Tarija	493	3,4	0,5	427	4,7	1,1	127	5,0	1,4	5	2,0	0,8	10	6,3	2,4	1 047	4,0	0,8
total Tarija	14 615	100,0	16,1	9 171	100,0	24,3	2 539	100,0	27,0	248	100,0	38,9	160	100,0	38,8	26 325	100,0	19,1
Chuquisaca	8 157	23,7	9,0	5 530	34,4	14,7	839	33,7	8,9	15	16,7	2,4	95	79,8	23,1	14 526	27,4	10,5
La Paz	3 943	11,4	4,4	1 394	8,7	3,7	190	7,6	2,0	7	7,8	1,1	0	0,0	0,0	5 527	10,4	4,0
Cochabamba	1 393	4,0	1,5	1 439	9,0	3,8	99	4,0	1,1	2	2,2	0,3	0	0,0	0,0	2 931	5,5	2,1
Oruro	2 069	6,0	2,3	607	3,8	1,6	56	2,3	0,6	0	0,0	0,0	4	3,4	1,0	2 732	5,2	2,0
Potosí	16 770	48,7	18,5	3 867	24,1	10,3	247	9,9	2,6	39	43,3	6,1	4	3,4	1,0	20 884	39,4	15,1
Santa Cruz	1 821	5,3	2,0	3 035	18,9	8,1	1 008	40,5	10,7	27	30,0	4,2	12	10,1	2,9	5 864	11,1	4,2
Beni	285	0,8	0,3	112	0,7	0,3	49	2,0	0,5	0	0,0	0,0	4	3,4	1,0	446	0,8	0,3
Bolivie sans réponse	0	0,0	0,0	90	0,6	0,2	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	90	0,2	0,1
total autres départements	34 438	100,0	38,0	16 074	100,0	42,7	2 488	100,0	26,5	90	100,0	14,1	119	100,0	28,9	53 000	100,0	38,4
étranger	1 061	100,0	1,2	1 391	3,7	3,7	126	1,3	1,3	4	0,6	0,6	10	2,4	2,4	2 578	100,0	1,9
total	90 605	100,0	100,0	37 674	100,0	100,0	9 390	100,0	100,0	637	100,0	100,0	412	100,0	100,0	138 089	100,0	100,0

(1) pourcentage par rapport au sous-total ; (2) pourcentage par rapport au total *Les totaux peuvent différer légèrement selon les tableaux à cause des arrondis dus à la pondération.

Source : ENTAR 2001, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

TAB III-25 Frontarbol - La population non native de 15 ans et plus originaire du Tarija, selon le lieu de naissance, par enquête.

lieu d'enquête	Tarija eff. brut 430		Yacuiba eff. brut 408		Villa Montes eff. brut 360		Carapari eff. brut 103		Caigua eff. brut 78	
	lieu de naissance	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.
Altiplano	1 149	7,9	202	2,2	35	1,4	0	0,0	0	0,0
Hautes-vallées	1 077	7,4	157	1,7	7	0,3	2	0,8	2	1,3
Vallées andines (centre)	4 947	33,8	787	8,6	127	5,0	22	8,9	31	19,5
Vallées andines (Nord)	454	3,1	360	3,9	92	3,6	2	0,8	12	7,5
Vallées andines (Sud)	792	5,4	135	1,5	14	0,6	2	0,8	0	0,0
Vallées subandines (Sud)	44	0,3	45	0,5	7	0,3	0	0,0	0	0,0
Vallées subandines (Centre)	1 594	10,9	1 551	16,9	360	14,2	46	18,6	37	23,3
Vallées subandines (Est)	373	2,6	1 079	11,8	127	5,0	36	14,6	16	10,1
Piémont	66	0,5	1 664	18,1	550	21,7	19	7,7	14	8,8
Plaine du Chaco	0	0,0	180	2,0	169	6,7	0	0,0	0	0,0
Ville de Tarija	0	0,0	1 911	20,8	536	21,1	41	16,6	10	6,3
Ville de Bermejo	2 074	14,2	67	0,7	78	3,1	2	0,8	2	1,3
Ville de Yacuiba	1 104	7,6	0	0,0	310	12,2	58	23,5	2	1,3
Ville de Villa Montes	448	3,1	607	6,6	0	0,0	12	4,9	23	14,5
sans réponse	493	3,4	427	4,7	127	5,0	5	2,0	10	6,3
Total	14 615	100,0	9 172	100,0	2 539	100,0	247	100,0	159	100,0

Source : ENTAR 2001, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

*Les totaux peuvent différer légèrement selon les tableaux à cause des arrondis dus à la pondération.

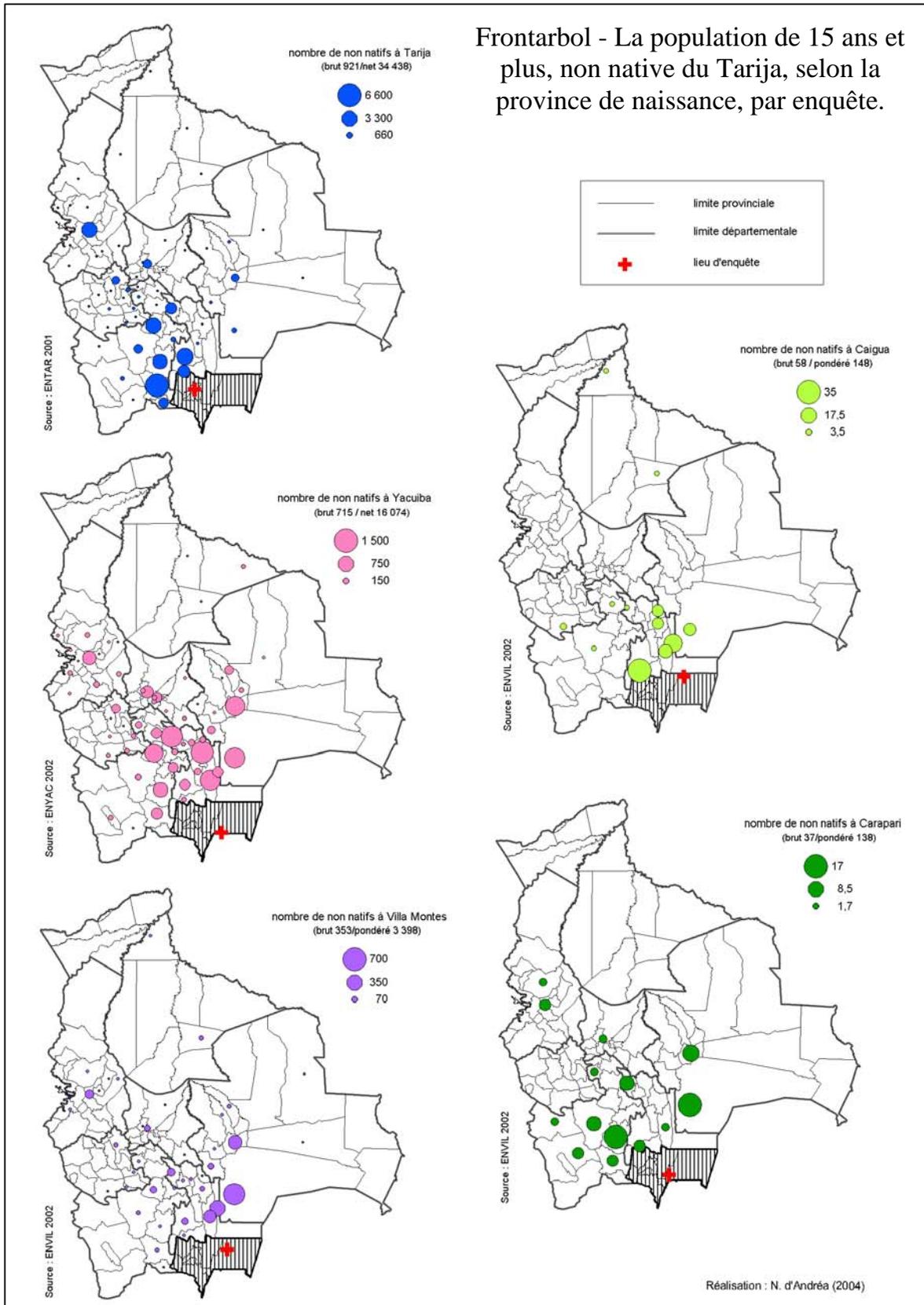
TAB III-26 Frontarbol - La population de 15 ans et plus selon la région de naissance, par enquête.

lieu d'enquête	Tarija		Yacuiba		Villa Montes		Carapari		Caigua	
	eff. brut 2415		eff. brut 1676		eff. brut 1329		eff. brut 263		eff. brut 201	
lieu de naissance	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
Localité enquêtée	40 491	44,7	11 038	29,3	4 237	45,2	295	46,5	123	29,7
Occident Tarija	8 912	9,8	3 979	10,6	916	9,8	73	11,5	66	15,9
Orient Tarija	5 703	6,3	5 283	14,0	1 600	17,1	174	27,4	95	22,9
Occident Bolivie	32 078	35,4	11 083	29,4	825	8,8	58	9,1	66	15,9
Orient Bolivie	2 360	2,6	4 901	13,0	1 664	17,8	31	4,9	54	13,0
Etranger	1 062	1,2	1 394	3,7	106	1,1	2	0,3	10	2,4
Sans réponse	0	0,0	0	0,0	21	0,2	2	0,3	0	0,0
Total	90 606	100,0	37 678	100,0	9 369	100,0	635	100,0	414	100,0

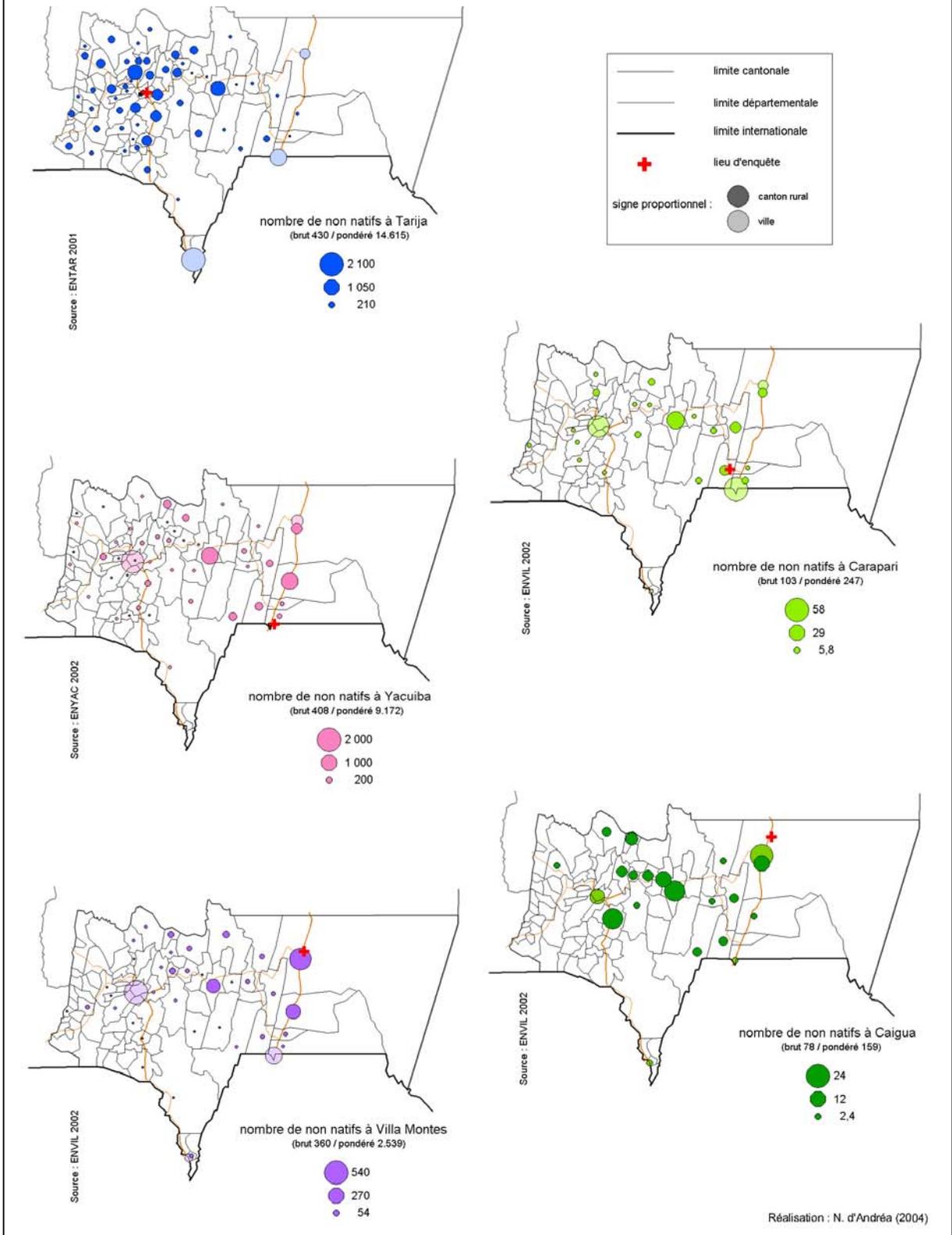
Source : ENTAR 2001, ENYAC 2002, ENVIL 2002.

*Les totaux peuvent différer légèrement selon les tableaux à cause des arrondis dus à la pondération.

Frontarbol - La population de 15 ans et plus, non native du Tarija, selon la province de naissance, par enquête.



Frontarbol - La population de 15 ans et plus , native d'une autre localité du Tarija, selon le canton de naissance, par enquête.



ANNEXES DU QUATRIEME CHAPITRE

TAB IV-2 Caigua, Carapari - Les ménages selon la superficie cultivée, par type de production.	391
TAB IV-3 Caigua, Carapari - Les ménages selon la superficie cultivée	391
TAB IV-4 Caigua, Carapari - Les ménages selon la condition d'irrigation des surfaces cultivées.....	391
TAB IV-5 Carapari, Caigua - Les exploitations selon le type d'usage et la localisation.....	391
TAB IV-6 Carapari, Caigua - Les ménages selon le nombre d'animaux d'élevage, par espèce.	392
TAB IV-7 Carapari, Caigua - Les ménages selon le nombre de membres occupés dans l'agriculture	392
TAB IV-8 Carapari, Caigua - La population occupée dans l'agriculture : tableau d'indicateurs.....	392
TAB IV-9 Carapari, Caigua - La population occupée, selon la catégorie d'activité.....	393
TAB IV-10 Carapari - Les non natifs qui travaillaient avant leur installation, selon la catégorie d'activité d'origine et actuelle.....	393
TAB IV-11 Caigua - Les ménages producteurs selon le statut de la propriété et l'origine du chef de ménage, par type d'usage.....	394
TAB IV-12 Caigua - Les ménages producteurs selon l'origine de la propriété et l'origine du chef de ménage, par type d'usage.....	394
TAB IV-13 Caigua - Les ménages possédant des terrains cultivés, selon le statut de la propriété et l'origine du chef de ménage.....	394
TAB IV-14 Caigua - Les ménages selon l'indice de production animale et l'origine du chef de ménage.....	395
TAB IV-15 Caigua - Les ménages selon l'indice de production agricole et l'origine du chef de ménage.	395
TAB IV-16 Caigua - Les ménages selon l'indice de production agro-pastorale et l'origine du chef de ménage.	395
TAB IV-17 Caigua - Les enfants des ménages (âgés de 18 ans et plus), selon l'indice agro-pastoral et le lieu de résidence....	396
TAB IV-18 Caigua - Les enfants des ménages (âgés de 18 ans et plus), selon l'origine du chef de ménage et le lieu de résidence.	396
CARTE IV-2 Le gaz dans le département du Tarija : gisements, emploi, production (planche cartographique).....	397
FIG IV-21 La production de pétrole brut du département du Tarija entre 1925 et 1997.....	398
FIG IV-22 Les exportations de gaz extrait dans le département du Tarija entre 1962 et 1996.....	398
FIG IV-23 Caigua - La production du champ Caigua et le nombre de non natifs arrivés à l'âge de 12 ans ou plus, selon l'année d'installation.....	399
TAB IV-19 Département du Tarija - La population recensée en 2001 dans la catégorie "exploitation de mines et carrières" (a), selon la localité.	399
TAB IV-20 San Alberto, Cumanderoti, Palos Blancos, Puerto Margarita - La population selon le lieu de naissance, l'âge et le sexe, par localité.	400
TAB IV-21 San Alberto, Cumanderoti, Palos Blancos, Puerto Margarita - La population selon le lieu de résidence habituel, l'âge et le sexe, par localité.....	400
TAB IV-22 La population de trois campements pétroliers, selon le département de naissance, par enquête.	401
TAB IV-23 Villa Montes, Carapari -La population qui exerce un emploi en lien avec le secteur pétrolier, selon la profession déclarée, par enquête.	401
TAB IV-24 Villa Montes, Carapari -La population occupée selon le lien avec le secteur pétrolier et le statut, par enquête....	402

TAB IV-25 Villa Montes, Carapari -Les ménages selon le type familial et l'existence de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.	403
TAB IV-26 Villa Montes, Carapari - La population selon l'âge, le sexe et l'existence dans le ménage de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.	403
TAB IV-27 Villa Montes, Carapari -La population occupée de 15 à 64 ans, selon le lieu de naissance et la catégorie d'activité, par enquête.	403
TAB IV-28 Villa Montes, Carapari - La population qui exerce un emploi en lien avec le secteur pétrolier, selon la localité de naissance, par enquête.	404
TAB IV-29 Villa Montes, Carapari -Les ménages selon l'indice d'équipement et l'existence de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.	405
TAB IV-30 Villa Montes, Carapari -Les ménages selon le nombre de personnes par pièce et l'existence de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.	405
TEXTE IV-1 Limites et propriétés de l'observation rétrospective des installations : réflexions à partir du cas de l'enquête ENYAC 2002.	406
FIG IV-24 Yacuiba - La population des non natifs âgés de 15 ans et plus , selon l'année d'installation, par âge d'arrivée : indice d'évolution (1980-2002).	407
TAB IV-31 Yacuiba - Population de 15 ans et plus non native de Yacuiba, selon l'année d'installation et la région de naissance.	408
TAB IV-32 Yacuiba - Les natifs d'un autre département bolivien âgés de 15 ans et plus1, selon la période d'installation et le département de naissance.	408
CARTE IV-3 La recomposition des courants migratoires à Yacuiba.	409
TAB IV-33 Yacuiba - La population non native arrivée à l'âge de 15 ans ou plus, selon le motif et la période d'installation.	410
TAB IV-34 Yacuiba - La population non native arrivée à l'âge de 15 ans ou plus, selon le motif, la période d'installation et le sexe.	410
TAB IV-35 Yacuiba - Les non natifs de 15 ans ou plus selon la catégorie d'activité lors de l'installation et la période.	410
TAB IV-36 Villa Montes, Yacuiba - La population non native de 15 ans et plus d'origine rurale, selon la région de naissance et la période d'installation, par ville.	411
TAB IV-37 Villa Montes - La population âgée de 15 ans et plus native de Yacuiba ou ayant effectué une migration à Yacuiba, selon l'année d'installation /retour à Villa Montes, par type migratoire.	411
TAB IV-38 Tarija - Les « évènements-migration » de la population de 15 ans et plus, selon la période de début et la destination.	412
TAB IV-39 Tarija - Les « évènements-migration » de la population de 15 ans et plus, selon la période de fin et la destination.	412
TAB IV-40 Tarija - Les migrations de la population de 15 ans et plus, selon le motif et le lieu.	413

TAB IV-2 Caigua, Carapari - Les ménages selon la superficie cultivée, par type de production.

superficies	Carapari		Caigua	
	eff.	%	eff.	%
maïs				
moins d'1 ha	2	7,1	6	16,2
de 1 à 5 ha	20	71,4	27	73,0
de 5 à 10 ha	3	10,7	4	10,8
plus de 10 ha	2	7,1	0	0,0
sans réponse	1	3,6	0	0,0
total	28	100,0	37	100,0
superficie moyenne	3,3		2,2	
soja				
moins d'1 ha	1	33,3	0	0,0
de 1 à 5 ha	1	33,3	0	0,0
de 5 à 10 ha	1	33,3	0	0,0
plus de 10 ha	0	0,0	0	0,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0
total	3	0,0	0	0,0
superficie moyenne	3,0		0,0	
arachide				
moins d'1 ha	2	100,0	2	50,0
de 1 à 5 ha	0	0,0	2	50,0
de 5 à 10 ha	0	0,0	0	0,0
plus de 10 ha	0	0,0	0	0,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0
total	2	100,0	4	100,0
superficie moyenne	0,25		0,93	
manioc				
moins d'1 ha	3	75,0	11	64,7
de 1 à 5 ha	1	25,0	6	35,3
de 5 à 10 ha	0	0,0	0	0,0
plus de 10 ha	0	0,0	0	0,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0
total	4	0,0	17	0,0
superficie moyenne	0,50		0,81	
pomme de terre				
moins d'1 ha	2	28,6	10	55,6
de 1 à 5 ha	5	71,4	8	44,4
de 5 à 10 ha	0	0,0	0	0,0
plus de 10 ha	0	0,0	0	0,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0
total	0	0,0	0	0,0
superficie moyenne	1,00		0,86	
cultures maraîchères				
moins d'1 ha	3	60,0	17	47,2
de 1 à 5 ha	2	40,0	19	52,8
de 5 à 10 ha	0	0,0	0	0,0
plus de 10 ha	0	0,0	0	0,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0
total	36	100,0	50	100,0
superficie moyenne	0,65		0,96	
cultures fruitières				
moins d'1 ha	1	50,0	6	42,9
de 1 à 5 ha	1	50,0	8	57,1
de 5 à 10 ha	0	0,0	0	0,0
plus de 10 ha	0	0,0	0	0,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0
total	2	100,0	14	100,0
superficie moyenne	0,63		1,13	

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-3 Caigua, Carapari - Les ménages selon la superficie cultivée

superficie totale cultivée				
superficie	Carapari		Caigua	
	eff.	%	eff.	%
moins d'1 ha	0	0,0	2	2,8
de 1 à 5 ha	18	62,1	39	54,2
de 5 à 10 ha	2	6,9	13	18,1
plus de 10 ha	7	24,1	3	4,2
sans réponse	2	6,9	2	2,8
total	29	100,0	59	100,0
superficie moyenne	10,10		4,08	

Source : ENVIL 2002.

Principaux champs de gaz, en cours d'exploitation ou d'exploration.

TAB IV-4 Caigua, Carapari - Les ménages selon la condition d'irrigation des surfaces cultivées.

irrigation des surfaces cultivées				
	Carapari		Caigua	
	eff.	%	eff.	%
en totalité	3	10,3	33	55,9
en partie	9	31,0	11	18,6
aucune	17	58,6	15	25,4
total	29	100,0	59	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-5 Carapari, Caigua - Les exploitations selon le type d'usage et la localisation.

type d'activité lieu	Carapari				Caigua			
	cultures		élevage		cultures		élevage	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
sur place	19	65,5	21	60,0	59	100,0	37	92,5
autre localité	10	34,5	14	40,0	0	0,0	3	7,5
total	29	100,0	35	100,0	59	100,0	40	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-6 Carapari, Caigua - Les ménages selon le nombre d'animaux d'élevage, par espèce.

nombre de têtes	Carapari		Caigua	
	eff.	%	eff.	%
bovins				
de 1 à 19	11	55,0	14	53,8
de 20 à 50	8	40,0	12	46,2
plus de 50	1	5,0	0	0,0
total	20	100,0	26	100,0
cheptel moyen	18,40		18,54	
ovins				
de 1 à 19	1	25,0	1	33,3
de 20 à 50	2	50,0	2	66,7
plus de 50	1	25,0	0	0,0
total	4	100,0	3	100,0
cheptel moyen	37,50		19,33	
caprins				
de 1 à 19	5	55,6	4	80,0
de 20 à 50	1	11,1	1	20,0
plus de 50	2	22,2	0	0,0
sans réponse	1	11,1		0,0
total	9	100,0	5	50,0
cheptel moyen	24,00		12,00	
porcins				
de 1 à 19	9	64,3	15	93,8
de 20 à 50	5	35,7	1	6,3
plus de 50	0	0,0	0	0,0
total	14	100,0	16	100,0
cheptel moyen	18,50		6,88	
poulets				
de 1 à 19	11	44,0	20	64,5
de 20 à 50	11	44,0	11	35,5
de 50 à 100	2	8,0	0	0,0
plus de 100	1	4,0	0	0,0
total	25	100,0	31	100,0
nombre moyen	86,32		14,71	
chevaux				
de 1 à 19	13	100,0	17	100,0
de 20 à 50	0	0,0	0	0,0
plus de 50	0	0,0	0	0,0
total	0	0,0	0	0,0
nombre moyen	5,85		2,12	

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-7 Carapari, Caigua - Les ménages selon le nombre de membres occupés dans l'agriculture

nombre de membres	Carapari		Caigua	
	eff.	%	eff.	%
0	82	82,0	22	30,6
1	17	17,0	36	50,0
2	1	1,0	8	11,1
3	0	0,0	4	5,6
4	0	0,0	1	1,4
5	0	0,0	1	1,4
total	100	100,0	72	100,0
moyenne	0,19		1,01	

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-8 Carapari, Caigua - La population occupée dans l'agriculture : tableau d'indicateurs.

variable	modalité	Carapari		Caigua	
		eff.	%	eff.	%
parenté avec le chef de ménage	chef de ménage	16	84,2	45	61,6
	conjoint	0	0,0	3	4,1
	enfant	0	0,0	20	27,4
	petit-enfant	0	0,0	0	0,0
	gendre/bru	1	5,3	1	1,4
	parents/beaux p.	0	0,0	0	0,0
	frère/sœur	0	0,0	1	1,4
	autre parenté	1	5,3	3	4,1
	autre	1	5,3	0	0,0
	total	19	100,0	73	100,0
âge	0-14 ans	0	0,0	1	1,4
	15-29 ans	5	26,3	30	41,1
	30-44 ans	5	26,3	19	26,0
	45-59 ans	4	21,1	14	19,2
	60-74 ans	3	15,8	8	11,0
	75 ans et plus	2	10,5	1	1,4
	Total	19	100,0	73	100,0
âge moyen	45,9		36,3		
sexe	hommes	19	100,0	66	90,4
	femmes	0	0,0	7	9,6
	total	19	100,0	73	100,0
statut du travailleur	patron	4	21,1	4	5,5
	métayer	0	0,0	3	4,1
	employé, ouvrier	0	0,0	10	13,7
	famil. non rémun.	0	0,0	12	16,4
	indépendant	15	78,9	43	58,9
	autre	0	0,0	1	1,4
total	19	100,0	73	100,0	

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-9 Carapari, Caigua - La population occupée, selon la catégorie d'activité.

catégorie d'activité	Carapari			Caigua		
	effectif	% total	% occup.	effectif	% total	% occup.
pétrole	3	0,7	2,1	1	0,3	1,0
agriculture	19	4,3	13,2	73	21,2	70,2
commerce	15	3,4	10,4	5	1,5	4,8
construction	6	1,4	4,2	6	1,7	5,8
industrie	2	0,5	1,4	1	0,3	1,0
transport	12	2,7	8,3	3	0,9	2,9
services	87	19,6	60,4	15	4,4	14,4
total occupés	144	32,4	100	104	30,2	100
non occupés	300	67,6		240	69,8	
total	444	100		344	100	

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-10 Carapari - Les non natifs qui travaillaient avant leur installation, selon la catégorie d'activité d'origine et actuelle.

origine	agri- culture	com- merce	constru- ction	trans- port	ser- vices	total
situation actuelle						
pétrole	1	0	0	1	0	2
agriculture	2	0	0	0	0	2
commerce	0	1	0	0	3	4
construction	0	1	3	0	0	4
industrie	1	0	0	0	0	1
transport	2	2	0	2	1	7
services	4	2	0	1	12	19
non occupé/inactif	4	2	1	0	13	20
total	14	8	4	4	29	59

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-11 Cagua - Les ménages producteurs selon le statut de la propriété et l'origine du chef de ménage, par type d'usage.

origine du CM statut de la propriété	terrains cultivés						terrains d'élevage					
	natif		non natif		total		natif		non natif		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
propriété	8	80,0	34	69,4	42	71,2	2	40,0	9	45,0	11	44,0
anticrétique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
prêté pour service rendu	1	10,0	1	2,0	2	3,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0
location	0	0,0	5	10,2	5	8,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0
communautaire	0	0,0	3	6,1	3	5,1	2	40,0	9	45,0	11	44,0
autre	1	10,0	6	12,2	7	11,9	1	20,0	2	10,0	3	12,0
total	10	100,0	49	100,0	59	100,0	5	100,0	20	100,0	25	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-12 Cagua - Les ménages producteurs selon l'origine de la propriété et l'origine du chef de ménage, par type d'usage.

origine du CM origine de la propriété	terrains cultivés						terrains d'élevage					
	natif		non natif		total		natif		non natif		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
dotation réforme agraire	0	0,0	7	20,6	7	16,7	0	0,0	1	11,1	1	9,1
consolidation	1	12,5	6	17,6	7	16,7	1	50,0	3	33,3	4	36,4
succession	6	75,0	4	11,8	10	23,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0
achat	0	0,0	17	50,0	17	40,5	0	0,0	5	55,6	5	45,5
autre	1	12,5	0	0,0	1	2,4	1	50,0	0	0,0	1	9,1
total	8	100,0	34	100,0	42	100,0	2	100,0	9	100,0	11	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-13 Cagua - Les ménages possédant des terrains cultivés, selon le statut de la propriété et l'origine du chef de ménage.

origine du chef de ménage statut des terrains cultivés		non natifs installés				natifs	total
		avant 1980	1980 1989	1990 2002	sans réponse		
propriété	eff.	8	14	9	3	8	42
	%	80,0	82,4	47,4	100,0	80,0	71,2
prêtée pour service rendu	eff.	0,0	0	1	0	1	2
	%	0,0	0,0	5,3	0,0	10,0	3,4
location	eff.	0,0	1	4	0	0	5
	%	0,0	5,9	21,1	0,0	0,0	8,5
communautaire	eff.	2,0	1	0	0	0	3
	%	20,0	5,9	0,0	0,0	0,0	5,1
autre	eff.	0	1	5	0	1	7
	%	0,0	5,9	26,3	0,0	10,0	11,9
total	eff.	10	17	19	3	10	59
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-14 Caigua - Les ménages selon l'indice de production animale et l'origine du chef de ménage.

indice de production animale origine du CM	pas d'animaux		auto- alimentaire		petit élevage		moyen élevage		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
	avant 1980	5	12,2	3	23,1	2	18,2	4	57,1	14
non natif selon période d'installation	9	22,0	4	30,8	6	54,5	0	0,0	19	26,4
1990-2002	17	41,5	5	38,5	1	9,1	0	0,0	23	31,9
sans réponse	2	4,9	0	0,0	1	9,1	0	0,0	3	4,2
natif	8	19,5	1	7,7	1	9,1	3	42,9	13	18,1
total	41	100,0	13	100,0	11	100,0	7	100,0	72	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-15 Caigua - Les ménages selon l'indice de production agricole et l'origine du chef de ménage.

indice de production agricole origine du CM	pas de cultures		auto- alimentaire		petite agriculture		moyenne agriculture		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
	avant 1980	4	26,7	2	10,0	5	17,2	3	37,5	14
non natif selon période d'installation	2	13,3	2	10,0	12	41,4	3	37,5	19	26,4
1990-2002	6	40,0	11	55,0	6	20,7	0	0,0	23	31,9
sans réponse	0	0,0	0	0,0	2	6,9	1	12,5	3	4,2
natif	3	20,0	5	25,0	4	13,8	1	12,5	13	18,1
total	15	100,0	20	100,0	29	100,0	8	100,0	72	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-16 Caigua - Les ménages selon l'indice de production agro-pastorale et l'origine du chef de ménage.

indice de production agro- pastorale origine du CM	non producteur		micro- exploitation		petite exploitation		moyenne exploitation		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
	avant 1980	3	25,0	2	10,0	3	11,5	6	42,9	14
non natif selon période d'installation	2	16,7	1	5,0	13	50,0	3	21,4	19	26,4
1990-2002	5	41,7	12	60,0	6	23,1	0	0,0	23	31,9
sans réponse	0	0,0	0	0,0	2	7,7	1	7,1	3	4,2
natif	2	16,7	5	25,0	2	7,7	4	28,6	13	18,1
total	12	100,0	20	100,0	26	100,0	14	100,0	72	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-17 Caigua - Les enfants des ménages (âgés de 18 ans et plus), selon l'indice agro-pastoral et le lieu de résidence.

lieu de résidence	foyer parental			Caigua			autre localité			total		
	effectif	% ligne	% colon.	effectif	% ligne	% colon.	effectif	% ligne	% colon.	effectif	% ligne	% colon.
ménage parental												
non producteur	6	26,1	15,4	1	4,3	3,4	16	69,6	25,8	23	100,0	17,7
micro-exploitation	3	13,0	7,7	7	30,4	24,1	13	56,5	21,0	23	100,0	17,7
petite exploitation	22	40,7	56,4	12	22,2	41,4	20	37,0	32,3	54	100,0	41,5
moyenne exploitation	8	26,7	20,5	9	30,0	31,0	13	43,3	21,0	30	100,0	23,1
total	39	30,0	100,0	29	22,3	100,0	62	47,7	100,0	130	100,0	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-18 Caigua - Les enfants des ménages (âgés de 18 ans et plus), selon l'origine du chef de ménage et le lieu de résidence.

lieu de résidence	foyer parental			Caigua			autre localité			total		
	effectif	% ligne	% colon.	effectif	% ligne	% colon.	effectif	% ligne	% colon.	effectif	% ligne	% colon.
origine père ou mère												
non natif (av. 1980)	12	19,4	30,8	15	24,2	51,7	35	56,5	56,5	62	100,0	47,7
non natif (1980-1989)	14	45,2	35,9	4	12,9	13,8	13	41,9	21,0	31	100,0	23,8
non natif (1990-2002)	9	36,0	23,1	7	28,0	24,1	9	36,0	14,5	25	100,0	19,2
non natif (sans réponse)	1	12,5	2,6	3	37,5	10,3	4	50,0	6,5	8	100,0	6,2
natif de Caigua	3	75,0	7,7	0	0,0	0,0	1	25,0	1,6	4	100,0	3,1
total	39	30,0	100,0	29	22,3	100,0	62	47,7	100,0	130	100,0	100,0

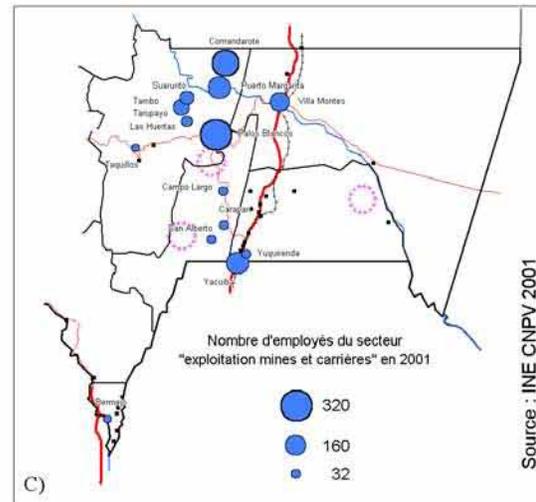
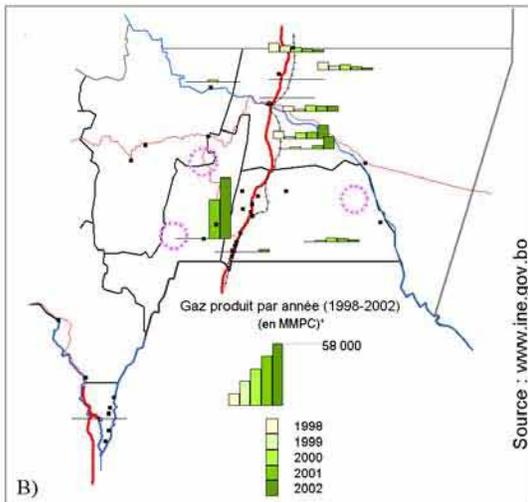
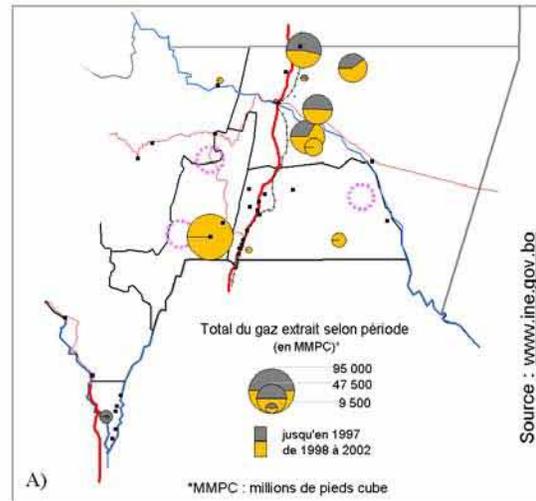
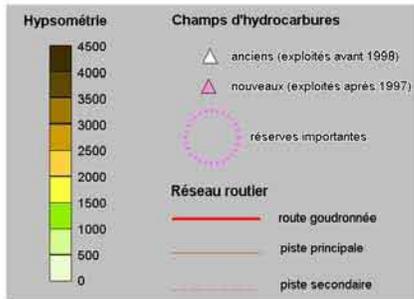
Source : ENVIL 2002.

CARTE IV-2

**LE GAZ DANS LE DEPARTEMENT DU TARIJA : GISEMENTS, EMPLOI, PRODUCTION
(PLANCHE CARTOGRAPHIQUE).**



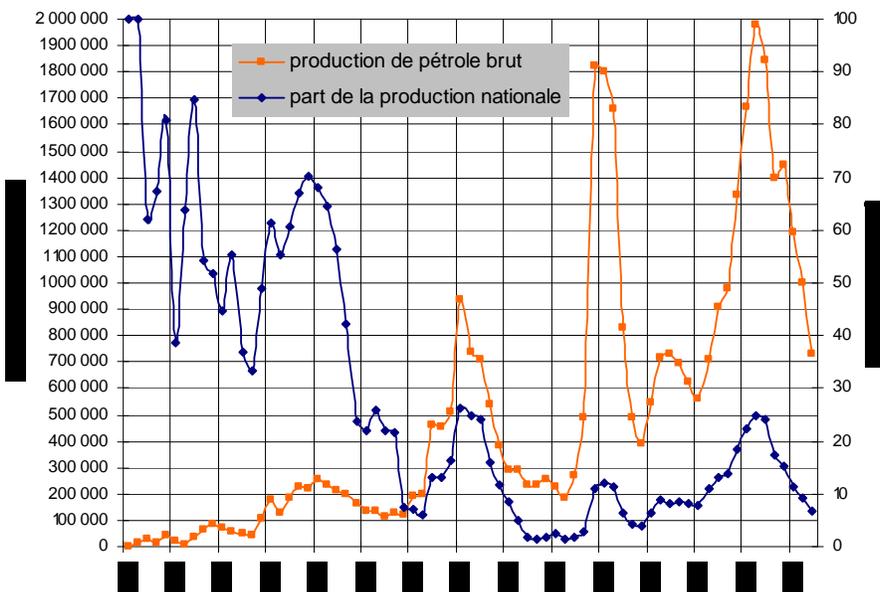
CARTE DE LOCALISATION



Source : fond de carte, Zonisig

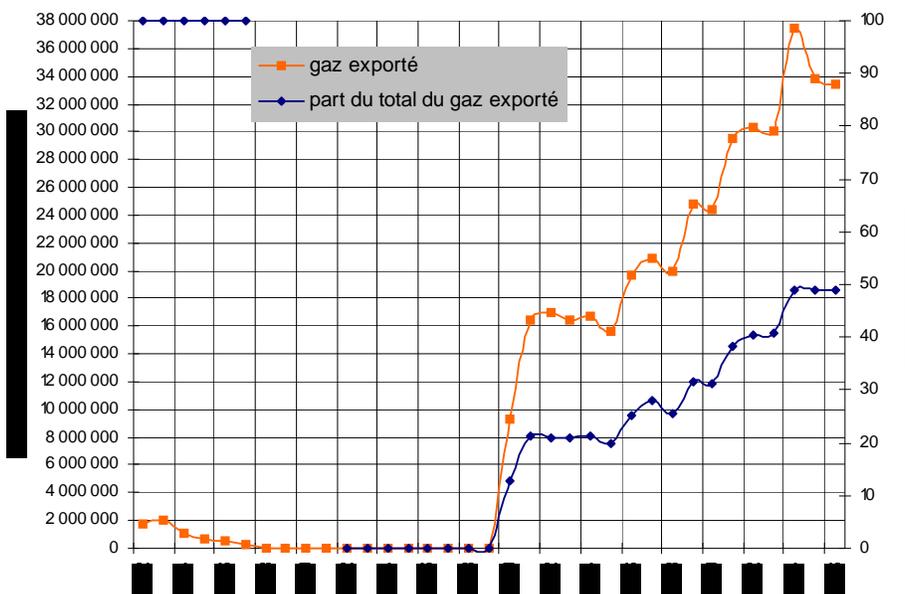
Réalisation : N. d'Andréa

FIG IV-21 La production de pétrole brut du département du Tarija entre 1925 et 1997.



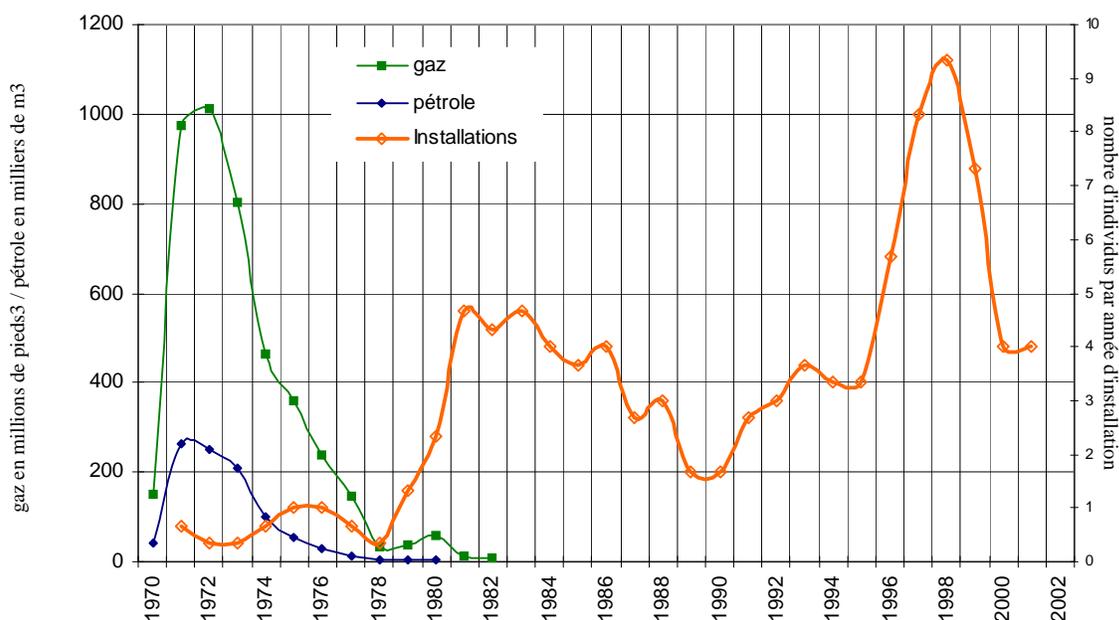
Source : INE ; www.ine.gov.bo

FIG IV-22 Les exportations de gaz extrait dans le département du Tarija entre 1962 et 1996.



Source : INE ; www.ine.gov.bo

FIG IV-23 Caigua - La production du champ Caigua et le nombre de non natifs arrivés à l'âge de 12 ans ou plus, selon l'année d'installation.



SOURCES

- données démographiques : ENVIL2002 ; données brutes lissées par moyenne mobile d'ordre 3.
- production : jusqu'à 1994 INE dans A. Vargas Salgueiro (1996) ; de 1995 à 2002 www.ine.gov.bo

TAB IV-19 Département du Tarija - La population recensée en 2001 dans la catégorie "exploitation de mines et carrières" (a), selon la localité.

région	localité	individus recensés dans la catégorie "exploitation de mines et carrières" (a)			total des individus occupés	population totale
		eff.	% (b)	% (c)		
Vallées andines (centre)	Tarija	63	0,12	4,08	50 965	135 783
Vallées subandines (Sud)	Bermejo	23	0,23	1,49	10 185	26 059
	Las Huertas	48	48,98	3,11	98	212
Vallées subandines (centre)	Suarurito	74	69,16	4,80	107	221
	Tambo Tarupayo	86	100,00	5,57	86	88
	Taquillos	26	42,62	1,69	61	225
	Alto Ipaguazu	31	39,24	2,01	79	159
	Carapari	38	8,00	2,46	475	1 074
	Comunidad Campo Largo	35	41,67	2,27	84	145
Vallées subandines (Est)	Comunidad Loma Alta	11	5,45	0,71	202	483
	Comunidad San Alberto	32	14,68	2,07	218	509
	Cumanderoti	223	73,36	14,45	304	405
	Palos Blancos	319	64,71	20,67	493	685
	Puerto Margarita	170	53,29	11,02	319	594
Plaine du Chaco (Sud)	Yacuiba	193	0,78	12,51	24 714	64 611
	Yuquirenda	29	9,70	1,88	299	569
Plaine du Chaco (Nord)	Tiguipa	14	5,22	0,91	268	830
	Villa Montes	128	2,23	8,30	5 738	16 113
TOTAL		1 543	1,63	100,00	94 695	248 765

(a) n'ont été sélectionnées que les localités dont au moins 10 actifs sont recensés dans la catégorie "exploitation de mines et carrières". La population totale de la catégorie, sans seuil de concentration, est de 1656 individus.

% (b) : part de la population totale de la localité qui est recensée dans une catégorie d'activité

% (c) : part du total départemental de la catégorie "exploitation de mines et carrières" selon le critère retenu

TAB IV-20 San Alberto, Cumanderoti, Palos Blancos, Puerto Margarita - La population selon le lieu de naissance, l'âge et le sexe, par localité.

	San Alberto						Cumanderoti						Palos Blancos						Puerto Margarita					
	Tarija		autre		total		Tarija		autre		total		Tarija		autre		total		Tarija		autre		total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
0-4 ans	34	20	4	7	38	28	20	17	1	1	21	18	17	12	1	0	18	12	34	42	4	1	38	43
5-9 ans	18	24	4	8	23	33	7	18	2	1	9	19	14	15	1	3	15	18	18	38	4	1	23	39
10-14 ans	20	13	19	13	39	28	10	7	6	1	16	8	17	25	1	2	18	27	20	28	19	0	39	28
15-19 ans	6	9	11	17	18	26	7	4	13	3	20	7	17	15	1	2	18	17	6	26	11	1	18	27
20-24 ans	17	5	22	10	40	15	4	6	49	1	53	7	74	11	13	1	87	12	17	42	22	19	40	61
25-29 ans	10	6	15	7	25	13	1	5	58	1	59	6	83	14	8	2	91	16	10	25	15	27	25	53
30-34 ans	10	4	26	2	36	6	12	3	46	0	59	3	78	10	13	2	91	12	10	30	26	20	36	51
35-39 ans	7	4	17	9	25	13	14	2	15	3	29	5	36	7	29	2	69	9	7	14	17	14	25	28
40-44 ans	6	1	17	4	25	5	9	2	15	2	24	4	22	7	23	2	52	9	6	17	17	9	25	26
45-49 ans	2	3	11	4	15	7	6	0	7	0	13	0	14	6	21	2	37	8	2	8	11	5	15	14
50-54 ans	3	3	9	2	15	5	2	1	5	0	7	1	4	0	5	0	11	0	3	5	9	3	15	8
55-59 ans	4	1	4	1	9	2	2	3	4	0	6	3	4	3	3	1	8	4	4	2	4	2	9	4
60-64 ans	3	0	4	0	7	0	2	1	1	0	3	1	3	3	4	0	7	3	3	4	4	0	7	4
65 ans et +	5	3	1	4	6	7	1	2	1	0	2	2	9	6	1	0	10	6	10	3	2	1	12	4
Total	145	96	164	88	321	188	97	71	223	13	321	84	392	134	124	19	532	153	150	284	165	103	327	390

Source : INE, CNPV 2001 cédérom Tarija ; extraction propre.

TAB IV-21 San Alberto, Cumanderoti, Palos Blancos, Puerto Margarita - La population selon le lieu de résidence habituel, l'âge et le sexe, par localité.

	San Alberto						Cumanderoti						Palos Blancos						Puerto Margarita					
	Tarija		autre		total		Tarija		autre		total		Tarija		autre		total		Tarija		autre		total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
0-4 ans	37	28	1	0	38	28	21	17	0	1	21	18	17	12	1	0	18	12	43	44	0	0	43	44
5-9 ans	23	33	0	0	23	33	7	19	2	0	9	19	15	18	0	0	15	18	39	41	0	1	39	42
10-14 ans	39	27	0	1	39	28	15	7	1	1	16	8	17	27	1	0	18	27	28	24	0	0	28	24
15-19 ans	17	24	1	2	18	26	11	7	9	0	20	7	17	16	1	1	18	17	27	20	0	0	27	20
20-24 ans	29	15	11	0	40	15	6	7	47	0	53	7	79	11	8	1	87	12	45	12	16	1	61	13
25-29 ans	18	13	7	0	25	13	3	6	56	0	59	6	85	14	6	2	91	16	29	12	24	1	53	13
30-34 ans	24	6	12	0	36	6	15	3	44	0	59	3	83	11	8	1	91	12	32	13	19	0	51	13
35-39 ans	17	13	8	0	25	13	13	5	16	0	29	5	39	8	30	1	69	9	16	7	12	0	28	7
40-44 ans	17	5	8	0	25	5	8	4	16	0	24	4	23	9	29	0	52	9	20	9	6	0	26	9
45-49 ans	13	7	2	0	15	7	7	0	6	0	13	0	21	8	16	0	37	8	10	3	4	0	14	3
50-54 ans	10	5	5	0	15	5	3	1	4	0	7	1	6	0	5	0	11	0	7	4	1	0	8	4
55-59 ans	5	2	4	0	9	2	3	3	3	0	6	3	3	3	5	1	8	4	2	3	2	0	4	3
60-64 ans	6	0	1	0	7	0	2	1	1	0	3	1	4	3	3	0	7	3	4	2	0	0	4	2
65 ans et +	6	7	0	0	6	7	2	2	0	0	2	2	9	6	1	0	10	6	7	7	0	0	7	7
Total	261	185	60	3	321	188	116	82	205	2	321	84	418	146	114	7	532	153	309	201	84	3	393	204

Source : INE, CNPV 2001 cédérom Tarija ; extraction propre.

TAB IV-22 La population de trois campements pétroliers*, selon le département de naissance, par enquête.

département de naissance	Imirenda		Taladro XXVI		Trocha	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
Tarija	5	16,7	34	39,5	85	50,0
Chuquisaca	7	23,3	11	12,8	32	18,8
La Paz	0	0,0	0	0,0	3	1,8
Cochabamba	5	16,7	7	8,1	8	4,7
Oruro	0	0,0	0	0,0	3	1,8
Potosi	0	0,0	1	1,2	4	2,4
Santa Cruz	13	43,3	31	36,0	34	20,0
Beni	0	0,0	1	1,2	1	0,6
Pando	0	0,0	1	1,2	0	0,0
Total	30	100,0	86	100,0	170	100,0

*Tous les individus recensés déclarent un emploi dans la catégorie "exploitation de mines et carrières", exceptés 2 cas à Trocha.

Source : INE, CNPV 2001 cédérom Tarija ; extraction propre.

TAB IV-23 Villa Montes, Carapari -La population qui exerce un emploi en lien avec le secteur pétrolier, selon la profession déclarée, par enquête.

	Villamontes		Carapari	
	eff.	%	eff.	%
travaux d'équipement	1	2,5	0	,0
puits YPFB	1	2,5	0	,0
maçon	1	2,5	0	,0
commerçant	2	5,0	0	,0
taxi	1	2,5	0	,0
chauffeur	2	5,0	2	16,7
conducteur d'engin	4	10,0	0	,0
technicien comp. pétrolière	4	10,0	0	,0
soudeur	1	2,5	1	8,3
employé de sécurité	1	2,5	0	,0
employé, ouvrier employé	8	20,0	8	66,7
magasinier	2	5,0	0	,0
contremaître compagnie pétrolière	3	7,5	0	,0
employé entreprise de perforation	3	7,5	1	8,3
boulangier comp. pétrolière	1	2,5	0	,0
installateur de gaz	1	2,5	0	,0
ingénieur civil	1	2,5	0	,0
enseignant	1	2,5	0	,0
marchand ambulant	1	2,5	0	,0
dentiste	1	2,5	0	,0
Total	40	100,0	12	100,0

Source : ENVIL 2002.

TAB IV-24 Villa Montes, Carapari -La population occupée selon le lien avec le secteur pétrolier et le statut, par enquête.

		Villamontes ^a			Carapari ^b		
		Emploi en lien avec le secteur pétrolier ?		Total	Emploi en lien avec le secteur pétrolier ?		Total
		oui	non		oui	non	
patron	% ligne	7,1	92,9	100,0	,0	100,0	100,0
	% col.	2,6	3,4	3,3	,0	8,5	7,2
métayer	% ligne	,0	100,0	100,0	,0	,0	,0
	% col.	,0	,8	,7	,0	,0	,0
employé domestique	% ligne	,0	100,0	100,0	,0	100,0	100,0
	% col.	,0	,8	,7	,0	1,4	1,2
autre ouvrier ou employé	% ligne	14,5	85,5	100,0	26,7	73,3	100,0
	% col.	89,7	53,2	56,6	100,0	46,5	54,2
travail familial non rémunéré	% ligne	,0	100,0	100,0	,0	100,0	100,0
	% col.	,0	1,3	1,2	,0	1,4	1,2
indépendant	% ligne	1,9	98,1	100,0	,0	100,0	100,0
	% col.	7,7	39,5	36,6	,0	42,3	36,1
autre	% ligne	,0	100,0	100,0	,0	,0	,0
	% col.	,0	1,0	,9	,0	,0	,0
total	% ligne	9,2	90,8	100,0	14,5	85,5	100,0
	% col.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ENVIL 2002.

a. 426 cas ; effectif pondéré = 3004.

b. 83 cas ; effectif pondéré = 201.

TAB IV-25 Villa Montes, Carapari -Les ménages selon le type familial et l'existence de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.

type familial		Villamontes ^a			Carapari ^b		
		Membres du ménage dont l'emploi est lié au secteur pétrolier ?		Total	Membres du ménage dont l'emploi est lié au secteur pétrolier ?		Total
		aucun	au moins 1		aucun	au moins 1	
couple avec ou sans enfant, étendu ou pas	% col.	74,7	94,6	76,3	71,6	83,3	73,0
	% total	68,8	7,5	76,3	63,0	10,0	73,0
CM avec enfants, sans conjoint, étendu ou pas	% col.	17,6	5,4	16,7	13,6	8,3	13,0
	% total	16,2	,4	16,7	12,0	1,0	13,0
CM sans conjoint et sans enfants	% col.	7,7	,0	7,1	14,8	8,3	14,0
	% total	7,1	,0	7,1	13,0	1,0	14,0
Total	% col.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	% total	92,1	7,9	100,0	88,0	12,0	100,0

Source : ENVIL2002.

a. Population de référence : 468 cas ; effectif pondéré = 3364.

b. Population de référence : 100 cas ; effectif pondéré = 242.

TAB IV-26 Villa Montes, Carapari - La population selon l'âge, le sexe et l'existence dans le ménage de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.

		Existence dans le ménage de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier					
		aucun			au moins 1		
		H	F	Total	H	F	Total
Villamontes ^a	0-14 ans	46,5	40,7	43,5	42,1	44,4	43,3
	15-29 ans	21,3	26,3	23,8	21,1	27,8	24,6
	30-44 ans	16,5	18,6	17,5	23,2	19,4	21,2
	45-59 ans	11,3	10,0	10,7	10,5	4,6	7,4
	60-74 ans	3,2	3,5	3,4	3,2	3,7	3,4
	74 ans et	1,3	1,0	1,1	,0	,0	,0
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Carapari ^b	0-14 ans	41,2	41,2	41,2	54,5	44,0	50,0
	15-29 ans	19,2	22,5	21,0	21,2	24,0	22,4
	30-44 ans	18,7	17,2	17,9	21,2	20,0	20,7
	45-59 ans	12,1	13,2	12,7	,0	8,0	3,4
	60-74 ans	6,0	3,9	4,9	,0	4,0	1,7
	74 ans et	2,7	2,0	2,3	3,0	,0	1,7
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ENVIL2002.

a. 2286 cas ; effectif pondéré = 16 113.

b. 444 cas ; effectif pondéré = 1074

TAB IV-27 Villa Montes, Carapari -La population occupée de 15 à 64 ans, selon le lieu de naissance et la catégorie d'activité, par enquête.

lieu de naissance		Villamontes ^a			Carapari ^b		
		Travail en lien avec le secteur pétrolier ?		Total	Travail en lien avec le secteur pétrolier ?		Total
		oui	non		oui	non	
dans la localité enquêtée	% col.	50,0	43,1	43,5	58,3	45,8	47,0
	% total	3,2	40,3	43,5	5,3	41,7	47,0
autre localité du dép. de Tarija	% col.	15,0	27,5	26,7	33,3	37,5	37,1
	% total	,9	25,8	26,7	3,0	34,1	37,1
autre département bolivien	% col.	32,5	27,9	28,2	8,3	15,8	15,2
	% total	2,1	26,1	28,2	,8	14,4	15,2
Argentine	% col.	2,5	1,4	1,4	,0	,0	,0
	% total	,2	1,3	1,4	,0	,0	,0
NR	% col.	,0	,2	,2	,0	,8	,8
	% total	,0	,2	,2	,0	,8	,8
Total	% col.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	% total	6,3	93,7	100,0	9,1	90,9	100,0

Source : ENVIL2002.

a. 632 cas ; effectif pondéré = 4536.

b. 132 cas ; effectif pondéré = 321.

TAB IV-28 Villa Montes, Carapari - La population qui exerce un emploi en lien avec le secteur pétrolier , selon la localité de naissance, par enquête.

Lieu de naissance		Villamontes		Carapari	
Département	localité, province)	eff.	%	eff.	%
	natif de la localité enquêtée	20	50,0	7	58,3
Tarija	Tarija, Cercado	1	2,5	0	0,0
	Challamarca, Arce	0	0,0	1	8,3
	Yacuiba , Gran Chaco	2	5,0	0	0,0
	Aguas Blancas, Gran Chaco	1	2,5	0	0,0
	Saladillo , Gran Chaco	0	0,0	1	8,3
	Sanandita, Gran Chaco	1	2,5	0	0,0
	Villa Montes , Gran Chaco	0	0,0	1	8,3
	Entre Rios , O'Connor	0	0,0	1	8,3
	Palos Blancos , O'Connor	1	2,5	0	0,0
Chuquisaca	Rosario del Ingre, Hernando Siles	1	2,5	0	0,0
	Ivo, Luis Calvo	1	2,5	0	0,0
La Paz	Ciudad de La Paz, Murillo	1	2,5	0	0,0
	Coripata, Nor Yungas	1	2,5	0	0,0
	Guanay, Larecaja	1	2,5	0	0,0
Potosi	prov. José María Linares (sin loc.)	1	2,5	0	0,0
Santa Cruz	Santa Cruz, Andres Ibañez	1	2,5	1	8,3
	Camiri, Cordillera	2	5,0	0	0,0
	Charagua, Cordillera	1	2,5	0	0,0
	Cuevo, Cordillera	2	5,0	0	0,0
	prov. Cordillera (sin loc.)	1	2,5	0	0,0
Argentine	Orán, Salta	1	2,5	0	0,0
	Total	40	100,0	12	100,0

Source : ENVIL2002.

indice d'équipement	Villamontes ^a			Carapari ^b			
	membres du ménage dont l'emploi est lié au secteur pétrolier			membres du ménage dont l'emploi est lié au secteur pétrolier			
	aucune	au moins 1	Total	aucune	au moins 1	Total	
1	% col.	7,4	,0	6,8	9,1	,0	8,0
	% total	6,8	,0	6,8	8,0	,0	8,0
2	% col.	15,8	16,2	15,8	21,6	25,0	22,0
	% total	14,5	1,3	15,8	19,0	3,0	22,0
2	% col.	24,6	24,3	24,6	26,1	16,7	25,0
	% total	22,6	1,9	24,6	23,0	2,0	25,0
3	% col.	20,9	18,9	20,7	22,7	58,3	27,0
	% total	19,2	1,5	20,7	20,0	7,0	27,0
4	% col.	15,5	18,9	15,8	12,5	,0	11,0
	% total	14,3	1,5	15,8	11,0	,0	11,0
5	% col.	15,8	21,6	16,2	8,0	,0	7,0
	% total	14,5	1,7	16,2	7,0	,0	7,0
Total	% col.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	% total	92,1	7,9	100,0	88,0	12,0	100,0

Source : ENVIL2002.

a. Population de référence : 468 cas ; effectif pondéré = 3364

b. Population de référence : 100 cas ; effectif pondéré = 242

TAB IV-29 Villa Montes, Carapari -Les ménages selon l'indice d'équipement et l'existence de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.

TAB IV-30 Villa Montes, Carapari - Les ménages selon le nombre de personnes par pièce et l'existence de membres dont l'emploi est lié au secteur pétrolier, par enquête.

nombre de personnes par pièce (hors cuisine et salle de bain)	Villamontes ^a			Carapari ^b			
	membres du ménage dont l'emploi est lié au secteur pétrolier			membres du ménage dont l'emploi est lié au secteur pétrolier			
	aucune	au moins 1	Total	aucune	au moins 1	Total	
moins de 1	% col.	12,3	10,8	12,2	18,2	,0	16,0
	% total	11,3	,9	12,2	16,0	,0	16,0
de 1 à 1,99	% col.	32,0	29,7	31,8	34,1	41,7	35,0
	% total	29,5	2,4	31,8	30,0	5,0	35,0
de 2 à 2,99	% col.	21,6	40,5	23,1	19,3	25,0	20,0
	% total	19,9	3,2	23,1	17,0	3,0	20,0
de 3 à 3,99	% col.	11,6	5,4	11,1	13,6	33,3	16,0
	% total	10,7	,4	11,1	12,0	4,0	16,0
4 et plus	% col.	22,5	13,5	21,8	14,8	,0	13,0
	% total	20,7	1,1	21,8	13,0	,0	13,0
Total	% col.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	% total	92,1	7,9	100,0	88,0	12,0	100,0

Source : ENVIL2002.

a. Population de référence : 468 cas ; effectif pondéré = 3364.

b. Population de référence : 100 cas ; effectif pondéré = 242.

TEXTE IV-1 Limites et propriétés de l'observation rétrospective des installations : réflexions à partir du cas de l'enquête ENYAC 2002.

M. Picouet¹⁴ résume bien le principal mécanisme de distorsion de la réalité observée : « Il importe de souligner que les effectifs de migrants sont des effectifs nets, le nombre de migrants d'une année donnée dépend donc de l'effectif des immigrants qui se sont installés réellement cette année-là, mais également de l'intensité des retours ou des départs vers d'autres lieux (étranger par exemple) depuis cette date à la date de l'enquête et de la mortalité des immigrants au cours de cette même période. Les effectifs observés sont donc la résultante de mouvements dont on ne saisit que les effets à la date de l'enquête. C'est là une des contraintes de l'observation rétrospective auxquelles on ne peut échapper. » Or dans le cas d'ENYAC 2002, cette relativité des statistiques inhérente aux conditions d'observation se trouve accentuée par un mode de collecte qui exclut la population âgée de moins de 15 ans au moment de l'enquête¹⁵, d'une part ; et une situation de changement rapide due à la crise du commerce transfrontalier.

LE BIAIS DE L'HETEROGENEITE DES POPULATIONS DE REFERENCE SELON L'ANNEE D'INSTALLATION.

Dans la mesure où le module individuel qui recense l'année d'installation s'applique uniquement aux personnes de 15 ans et plus : si l'installation remonte à une période d'au moins 15 ans avant la date de l'enquête (2002), quel que soit son âge d'arrivée, tout immigrant peut être recensé ; mais si l'installation date de moins de 15 ans, la population susceptible d'être recensée diminue en fonction de l'âge d'arrivée. Approximativement, ne sont pas captés les enfants arrivés en 1988 à moins d'un an (ils n'auraient pas 15 ans en 2002), les enfants arrivés en 1989 à moins de 2 ans (ils auraient tout au plus 14 ans en 2002), les enfants arrivés en 1990 à moins de 3 ans *et cetera...* Jusqu'aux enfants arrivés en 2002 à moins de 15 ans. On voit que la catégorie exclue augmente à partir de 1988 selon une progression arithmétique d'une génération par année, jusqu'à 2002 ; ce qui signifie qu'il y a hétérogénéité des populations de référence. Par conséquent les analyses sont biaisées en structure et en nombre (sous-estimation croissante du nombre des installations), selon un mécanisme de gradation qui concerne en premier lieu la période de l'explosion urbaine de Yacuiba. Par exemple, la cohorte des personnes dont l'installation remonte à l'année 1980 est composée d'individus arrivés à tous les âges ; alors que la cohorte des personnes arrivées en 1990 est nécessairement composée de personnes arrivées à l'âge de 3 ans et plus. Concrètement, pour une estimation plus précise de la dynamique des installations dans les années 90, il est préférable d'homogénéiser les cohortes d'arrivants.

La correction apparemment la plus simple pour caractériser les volumes de la migration, consisterait à rétablir les générations absentes de chaque cohorte.

- En effet, la population infantile ayant été recensée dans le module « ménage » qui permet de différencier les non natifs, il suffirait d'attribuer une année d'arrivée aux enfants (celle du chef de ménage, ou de la mère ou d'un élément de la fratrie) pour corriger l'estimation : la population concernée est de 357 cas, elle représente 27% du total des non

¹⁴ M. Picouet (1975), *Evolution récente du peuplement de l'agglomération de Tunis*, Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XII, n°4, 1975, p. 353.

¹⁵ Il s'agit d'un choix méthodologique commun à toutes les enquêtes du programme Frontera.

natifs (environ 8.000 personnes), à répartir sur 15 ans, ce qui n'est pas négligeable. En pratique cependant, cette opération s'avère irréalisable car l'identification de la mère ou du père n'est pas toujours possible, l'année d'installation fait parfois défaut pour les parents, et l'on ne peut fonder d'hypothèse probable, tant les exemples de fratries au lieu de naissance hétérogène sont fréquents.

D'autres options d'homogénéisation procèderaient inversement par « élagage ».

- On pourrait par exemple ne sélectionner que les personnes arrivées à l'âge de 15 ans minimum. Ce qui est approximativement réalisable en estimant l'âge d'arrivée par calcul (temps écoulé entre 2001 et l'année d'installation moins l'âge révolu). Un tel procédé élimine une partie de la population immigrée en tronquant davantage les volumes, mais la comparaison des structures sur laquelle repose l'analyse des processus n'est plus biaisée.
- Une autre solution dans le même ordre d'idée, est de se référer à la variable « motif de l'installation », afin de filtrer les migrations de travail, qui relèvent d'un choix plus ou moins volontaire et sont quasi-exclusivement des mobilités d'adultes ou de pré-adultes.

En fait, le problème de l'hétérogénéité des populations de référence dans une série chronologique implique un biais progressif dès 1987 ; or ce biais est d'intensité relative, il dépend de la variable utilisée et de son expression en effectifs ou en structure. Ainsi, le nombre brut des installations est une variable sensible, ainsi que la structure d'âge ou des motifs d'installation (famille, études, travail...); en revanche, si l'on considère la catégorie d'activité (au moment de l'enquête ou à l'installation), la population de référence importe moins. En conclusion, peut-être l'empirisme reste-t-il encore la meilleure des démarches : à défaut de pouvoir corriger les séries chronologiques ou homogénéiser idéalement les populations de référence, on peut tout simplement observer le comportement des variables et tenir compte de l'intensité du biais dans l'interprétation.

Schématiquement, il faut avoir à l'esprit que les effectifs de l'explosion migratoire signalée par la concentration des installations dans les années 90 sont sous-estimés, le biais s'accroissant plus l'on s'approche de 2002. Cependant, d'une année à l'autre, la distorsion est mineure et la tendance est fidèle, comme le révèle la comparaison de l'indice d'évolution des effectifs de la population totale de 15 ans et plus par année d'installation, avec celui de la population arrivée âgée de 15 ans au moins¹⁶ [ci-après FIG IV-24].

¹⁶ Le calcul indirect de la variable implique une approximation sur l'âge compte tenu du caractère aléatoire des dates anniversaires ; on fait l'hypothèse que cette approximation est peu déterminante. L'âge ainsi estimé serait certainement très peu faible avec le temps, mais dans le cadre de la série 1990-2002, on peut estimer que les effets d'arrondi sont moins importants.

PRESENTATION ET REPRESENTATION DES CHRONIQUES.

Diverses séries chronologiques selon l'année d'installation des immigrants peuvent être établies sur la base du module individuel appliqué aux personnes âgées de 15 ans et plus lors de l'enquête. La question du lissage peut être examinée à partir de la distribution la plus élémentaire, qui répartit le total de la population non native de 15 ans et plus (1185 cas qui représentent 77% du total des non natifs de la ville) par année d'installation. L'histogramme des installations révèle différents types de variation [FIG IV-10]:

- de petites oscillations résiduelles dues au hasard du sondage et qui sont d'autant moins significatives ou interprétables que les effectifs sont faibles et l'année ancienne (effets de distorsion de la mémoire et de la mortalité). La série commence à être régulièrement constituée (au moins un événement par année) dès 1958 ; le nombre de 5 évènements est systématiquement dépassé à partir de 1970 : à partir de cette date, toute oscillation forte est susceptible de dépendre de mécanismes sociaux.
- Un type de variation saisonnière se manifeste dans la surreprésentation des « années rondes » (terminant par 0 ou 5)¹⁷. Le calcul de l'indice de Whipple - 147 - indique une incidence assez faible de l'attraction des chiffres ronds. Si cette distorsion est assez évidente de 1960 à 1980, durant les vingt dernières années de la série, l'effet de mémoire et l'attraction pour les chiffres ronds jouent certainement mais peuvent coïncider avec des réalités économiques (1985 et 2000 notamment).

Ainsi, afin d'estimer au mieux la tendance d'évolution des installations, nous avons recours à deux techniques de lissage.

- D'une part, la série chronologique observée dans son étendue intégrale (de 1920 à 2002) est discrétisée en 6 classes, autant que possible homogènes (base quinquennale) : « avant 1980 », « 1980-1984 », « 1985-1989 », « 1990-1994 », « 1995-1999 », « 2000-2002 ». Ce découpage est inspiré par l'hypothèse de travail qui postule la relation entre cycles économiques et évènements démographiques. L'année 2002, incomplète (l'enquête a lieu en avril), amalgame deux réalités tranchées, avant et après la dévaluation argentine, qui correspondent toutefois à une même phase de crise de l'activité commerciale.
- D'autre part, la série chronologique observée dans son étendue la mieux renseignée (1980-2002) est présentée graphiquement et exprimée par un « indice d'évolution des installations » suivant l'année¹⁸, dont la base 100 correspond à la moyenne des effectifs de 1979, 1980 et 1981 : une première courbe restitue la progression réelle des effectifs par rapport à 1979-1980-1981¹⁹ ; une seconde courbe représente ce même indice lissé par moyenne mobile d'ordre « 3 », soit la tendance de l'évolution [FIG IV-24].

L'indice d'évolution des effectifs qui permet de centrer l'observation sur les variations relatives et pas les quantités facilite la comparaison de populations d'ordre de grandeur hétérogène. Ce qui s'accorde avec à un objectif de

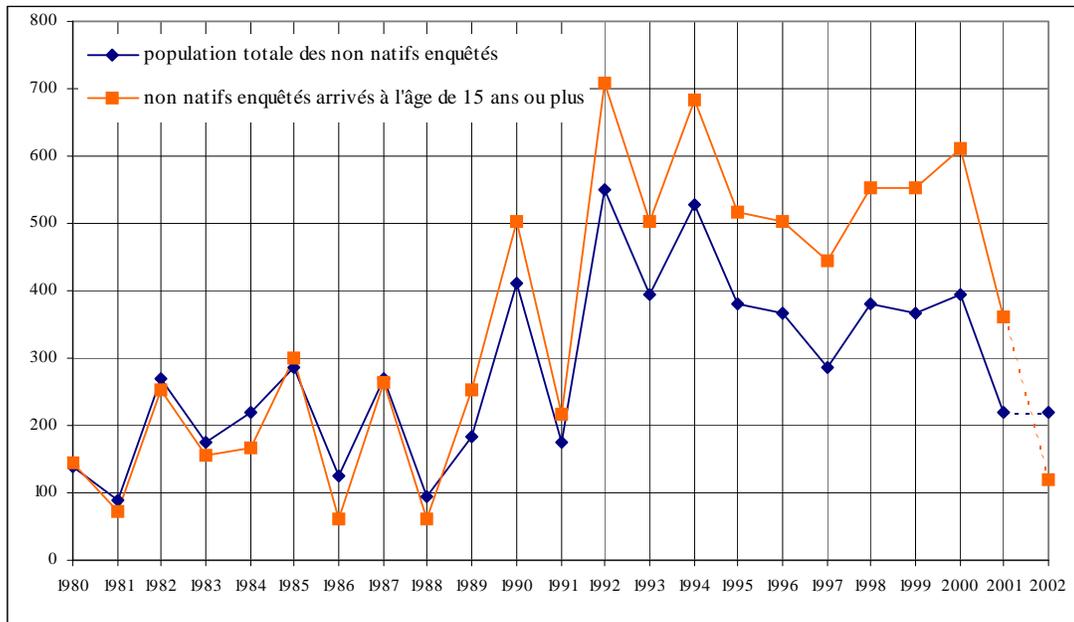
¹⁷ Cf. Tapinos (1991) p. 18 : « On rapporte la somme des effectifs déclarés, pour les âges se terminant par 0 ou 5, au cinquième des effectifs totaux. L'indice varie entre 100 (aucune attirance pour 0 ou 5) et 500 (situation dans laquelle tous les âges déclarés se terminent par 0 ou 5) ».

¹⁸ Voir M. Picouet (1975), *op. cit.* pp. 353-355.

¹⁹ Lecture de l'indice : si l'indice est de 120 en 1985 et 135 en 1986, l'augmentation des installations est de +15% ; si l'indice est de 300 en 1992, il y a 2,8 fois plus de migrants installés en 1992 qu'en 1985.

caractérisation de la temporalité du mouvement migratoire. La méthode reproduit cependant exactement le biais de l'hétérogénéité des populations de référence. Par besoin de limiter cet effet, ou simplement d'exprimer des structures, on peut composer également des chroniques à partir de pourcentages ou de rapports : par exemple, le pourcentage de commerçants ou le rapport de masculinité selon l'année d'installation. Les principes du lissage par moyenne mobile et regroupement par période s'appliquent de manière identique.

FIG IV-24 Yacuiba - La population des non natifs âgés de 15 ans et plus , selon l'année d'installation, par âge d'arrivée : indice d'évolution (1980-2002).



Source : ENYAC 2002.

TAB IV-31 Yacuiba - Population de 15 ans et plus non native de Yacuiba, selon l'année d'installation et la région de naissance.

lieu de naissance	autre localité de									
	Tarija sauf Gran Chaco		Gran Chaco		autre département		étranger		total	
installation	% col.	% li.	% col.	% li.	% col.	% li.	% col.	% li.	% col.	% li.
avant 1980	24,3	23,7	26,1	15,3	21,1	57,6	14,5	3,4	22,1	100
1980-1984	12,2	25,4	16,3	20,5	8,1	47,5	12,9	6,6	10,3	100
1985-1989	7,5	14,5	11,8	13,7	11,7	64,1	16,1	7,6	11,1	100
1990-1994	22,7	20,6	23,5	12,8	24,8	63,0	16,1	3,6	23,7	100
1995-1999	17,3	18,1	18,3	11,5	22,2	65,4	19,4	4,9	20,5	100
2000-2002	8,2	22,3	2,6	4,3	8,5	64,9	12,9	8,5	7,9	100
sans réponse	7,8	38,5	1,3	3,8	3,5	48,1	8,1	9,6	4,4	100
total	100	21,5	100	12,9	100	60,3	100	5,2	100	100

population de référence : 1185 cas.

Source : ENYAC 2002.

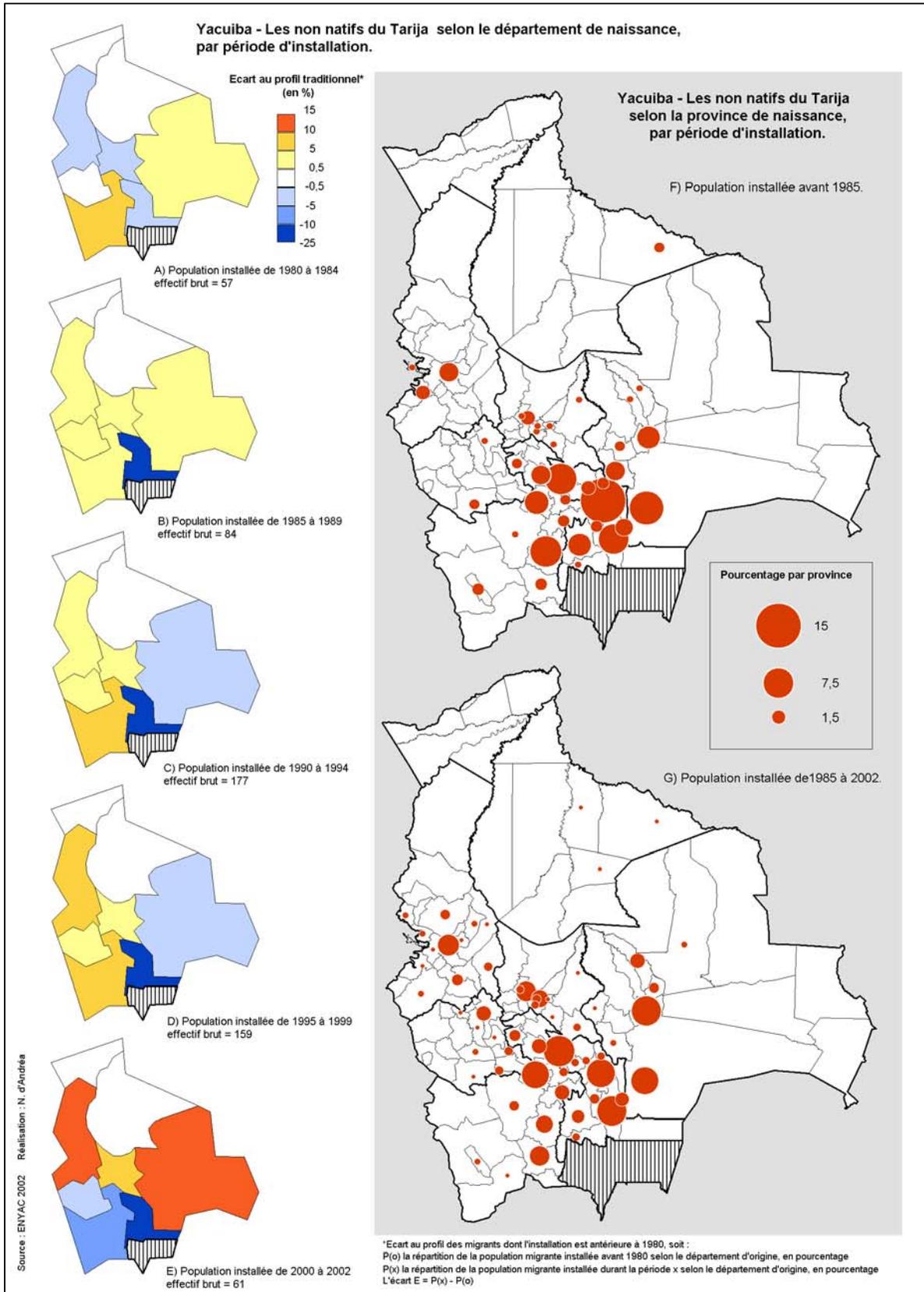
TAB IV-32 Yacuiba - Les natifs d'un autre département bolivien âgés de 15 ans et plus¹, selon la période d'installation et le département de naissance.

département	période d'instal.	avant 1980	1980 1984	1985 1989	1990 1994	1995 1999	2000 2002	sans réponse	total
Chuquisaca	eff,	68	24	27	58	49	14	6	246
	% ligne	27,6	9,8	11,0	23,6	19,9	5,7	2,4	100,0
	% col	45,3	42,1	32,1	32,8	30,8	23,0	26,1	34,6
La Paz	eff,	9,0	3,0	7	14,0	19,0	10	0,0	62,0
	% ligne	14,5	4,8	11,3	22,6	30,6	16,1	0,0	100,0
	% col	6,0	5,3	8,3	7,9	11,9	16,4	0,0	8,7
Cochabamba	eff,	10,0	1,0	8	17,0	15,0	10	3,0	64,0
	% ligne	15,6	1,6	12,5	26,6	23,4	15,6	4,7	100,0
	% col	6,7	1,8	9,5	9,6	9,4	16,4	13,0	9,0
Oruro	eff,	2	1	3	11	10	0	0	27
	% ligne	7,4	3,7	11,1	40,7	37,0	0,0	0,0	100,0
	% col	1,3	1,8	3,6	6,2	6,3	0,0	0,0	3,8
Potosí	eff,	32	16	19	48	43	7	7	172
	% ligne	18,6	9,3	11,0	27,9	25,0	4,1	4,1	100,0
	% col	21,3	28,1	22,6	27,1	27,0	11,5	30,4	24,2
Santa Cruz	eff,	27	12	19	28	22	20	7	135
	% ligne	20,0	8,9	14,1	20,7	16,3	14,8	5,2	100,0
	% col	18,0	21,1	22,6	15,8	13,8	32,8	30,4	19,0
Beni	eff,	2	0	1	1	1	0	0	5
	% ligne	40,0	0,0	20,0	20,0	20,0	0,0	0,0	100,0
	% col	1,3	0,0	1,2	0,6	0,6	0,0	0,0	0,7
total	eff,	150	57	84	177	159	61	23	711
	% ligne	21,1	8,0	11,8	24,9	22,4	8,6	3,2	100,0
	% col	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Il s'agit de la population totale née en Bolivie hors du département de Tarija, moins 4 cas dont on n'a pu identifier le département de naissance exact.

Source : ENYAC 2002

CARTE IV-3 La recomposition des courants migratoires à Yacuiba



TAB IV-33 Yacuiba - La population non native arrivée à l'âge de 15 ans ou plus, selon le motif de et la période d'installation.

motif	avant 1980		1980-1984		1985-1989		1990-1994		1995-1999		2000-2002		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
familial	56	38,4	22	33,3	27	34,6	70	32,1	73	34,1	40	44,0	288	35,4
travail	74	50,7	32	48,5	42	53,8	126	57,8	120	56,1	35	38,5	429	52,8
études et travail	1	0,7	0	0,0	2	2,6	3	1,4	2	0,9	1	1,1	9	1,1
études	2	1,4	6	9,1	1	1,3	7	3,2	4	1,9	9	9,9	29	3,6
autre	12	8,2	5	7,6	3	3,8	10	4,6	12	5,6	6	6,6	48	5,9
sans réponse	1	0,7	1	1,5	3	3,8	2	0,9	3	1,4	0	0,0	10	1,2
total	146	100,0	66	100	78	100,0	218	100,0	214	100,0	91	100,0	813	100,0

Source : ENYAC 2002

TAB IV-34 Yacuiba - La population non native arrivée à l'âge de 15 ans ou plus¹, selon le motif, la période d'installation et le sexe.

motif		avant 1980		1980-1984		1985-1989		1990-1994		1995-1999		2000-2002		total	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
familial	eff	9	47	4	18	3	24	16	54	12	61	6	34	50	238
	% col	15,3	54,0	12,9	51,4	8,8	54,5	14,7	49,5	12,4	52,1	16,2	63,0	13,6	53,4
	% tot	6,2	32,2	6,1	27,3	3,8	30,8	7,3	24,8	5,6	28,5	6,6	37,4	6,2	29,6
travail	eff	40	34	18	14	26	16	78	48	72	48	23	12	257	172
	% col	67,8	39,1	58,1	40,0	76,5	36,4	71,6	44,0	74,2	41,0	62,2	22,2	70,0	38,6
	% tot	27,4	23,3	27,3	21,2	33,3	20,5	35,8	22,0	33,6	22,4	25,3	13,2	31,9	21,4
autres*	eff	10	5	9	2	4	2	13	7	11	7	8	8	55	31
	% col	16,9	5,7	29,0	5,7	11,8	4,5	11,9	6,4	11,3	6,0	21,6	14,8	15,0	7,0
	% tot	6,8	3,4	13,6	3,0	5,1	2,6	6,0	3,2	3,0	1,6	8,8	8,8	6,8	3,9
sans réponse	eff	0	1	0	1	1	2	2	0	2	1	0	0	5	5
	% col	0,0	1,1	0,0	2,9	2,9	4,5	1,8	0,0	2,1	0,9	0,0	0,0	1,4	1,1
	% tot	0,0	0,7	0,0	1,5	1,3	2,6	0,9	0,0	0,9	0,5	0,0	0,0	0,6	0,6
totaux	eff	59	87	31	35	34	44	109	109	97	117	37	54	367	446
	% col	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	% tot	40,4	59,6	47,0	53,0	43,6	56,4	50,0	50,0	45,3	54,7	40,7	59,3	45,6	55,4

*regroupement des modalités "études + travail", "études", "autres".

1) La population des non natifs de 15 ans et plus, selon l'âge d'installation (estimation par calcul indirect) comporte 314 cas arrivés à "moins de 15 ans", 813 cas arrivés à "15 ans et plus", 52 cas sans réponse et 6 aberrations.

Source : ENYAC 2002

TAB IV-35 Yacuiba - Les non natifs de 15 ans ou plus selon la catégorie d'activité lors de l'installation et la période.

activité	avant 1980			1980-1984			1985-1989			1990-1994			1995-1999			2000-2002			sans réponse			total		
	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col	eff.	% li.	% col
agriculture	10	35,7	11,1	2	7,1	5,0	3	10,7	5,9	6	21,4	4,4	4	14,3	3,3	2	7,1	5,6	1	3,6	7,1	28	100,0	5,7
mine	1	33,3	1,1	1	33,3	2,5	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1	33,3	2,8	0	0,0	0,0	3	100,0	0,6
commerce	22	15,4	24,4	10	7,0	25,0	16	11,2	31,4	41	28,7	30,4	43	30,1	35,2	9	6,3	25,0	2	1,4	14,3	143	100,0	29,3
services publics	16	25,0	17,8	3	4,7	7,5	9	14,1	17,6	19	29,7	14,1	9	14,1	7,4	4	6,3	11,1	4	6,3	28,6	64	100,0	13,1
services privés	21	15,8	23,3	16	12,0	40,0	10	7,5	19,6	38	28,6	28,1	34	25,6	27,9	10	7,5	27,8	4	3,0	28,6	133	100,0	27,3
construction	10	17,2	11,1	5	8,6	12,5	7	12,1	13,7	10	17,2	7,4	18	31,0	14,8	6	10,3	16,7	2	3,4	14,3	58	100,0	11,9
industrie	2	22,2	2,2	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	4	44,4	3,0	3	33,3	2,5	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	9	100,0	1,8
transport	3	10,0	3,3	1	3,3	2,5	5	16,7	9,8	13	43,3	9,6	4	13,3	3,3	3	10,0	8,3	1	3,3	7,1	30	100,0	6,1
autre	5	25,0	5,6	2	10,0	5,0	1	5,0	2,0	4	20,0	3,0	7	35,0	5,7	1	5,0	2,8	0	0,0	0,0	20	100,0	4,1
total	90	18,4	100,0	40	8,2	100,0	51	10,5	100,0	135	27,7	100,0	122	25,0	100,0	36	7,4	100,0	14	2,9	100,0	488	100,0	100,0

Source : ENYAC

TAB IV-36 Villa Montes, Yacuiba - La population non native de 15 ans et plus d'origine rurale, selon la région de naissance et la période d'installation, par ville.

période	région de naissance	Calvo, Siles, Cordillera		Val. suband. du Tarija		Chaco du Tarija		zone andine du Tarija		autre rural		total	
		Yac.	Vil.	Yac.	Vil.	Yac.	Vil.	Yac.	Vil.	Yac.	Vil.	Yac.	Vil.
avant 1980	eff.	16	31	24	12	17	38	25	13	90	14	172	108
	% li.	9,3	28,7	14,0	11,1	9,9	35,2	14,5	12,0	52,3	13,0	100,0	100,0
	% col.	29,6	33,3	21,4	20,3	22,1	42,7	28,4	22,0	23,3	28,6	24,0	30,9
1980-1984	eff.	3	17	16	11	17	7	13	9	32	3	81	47
	% li.	3,7	36,2	19,8	23,4	21,0	14,9	16,0	19,1	39,5	6,4	100,0	100,0
	% col.	5,6	18,3	14,3	18,6	22,1	7,9	14,8	15,3	8,3	6,1	11,3	13,5
1985-1989	eff.	10	13	15	13	9	6	3	8	41	5	78	45
	% li.	12,8	28,9	19,2	28,9	11,5	13,3	3,8	17,8	52,6	11,1	100,0	100,0
	% col.	18,5	14,0	13,4	22,0	11,7	6,7	3,4	13,6	10,6	10,2	10,9	12,9
1990-1994	eff.	16	8	32	9	15	12	26	14	96	11	185	54
	% li.	8,6	14,8	17,3	16,7	8,1	22,2	14,1	25,9	51,9	20,4	100,0	100,0
	% col.	29,6	8,6	28,6	15,3	19,5	13,5	29,5	23,7	24,8	22,4	25,8	15,5
1995-1999	eff.	6	14	17	14	17	16	15	12	99	7	154	63
	% li.	3,9	22,2	11,0	22,2	11,0	25,4	9,7	19,0	64,3	11,1	100,0	100,0
	% col.	11,1	15,1	15,2	23,7	22,1	18,0	17,0	20,3	25,6	14,3	21,45	18,05
2000-2002	eff.	3	10	8	0	2	10	6	3	29	9	48	32
	% li.	6,3	31,3	16,7	0,0	4,2	31,3	12,5	9,4	60,4	28,1	100,0	100,0
	% col.	5,6	10,8	7,1	0,0	2,6	11,2	6,8	5,1	7,5	18,4	6,7	9,2
total	eff.	54	93	112	59	77	89	88	59	387	49	718	349
	% li.	7,5	26,6	15,6	16,9	10,7	25,5	12,3	16,9	53,9	14,0	100,0	100,0
	% col.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ENYAC 2002, ENVIL 2002.

TAB IV-37 Villa Montes - La population âgée de 15 ans et plus native de Yacuiba ou ayant effectué une migration à Yacuiba, selon l'année d'installation /retour à Villa Montes, par type migratoire.

période de retour/installation	a) natifs de Villa Montes	b) natifs de Yacuiba	c) autres non natifs	total a+b	part du total des non natifs	total a+b+c	total a+b+c pondéré
avant 1980	4	5	8	13	7,2%	17	120
1980-1984	0	4	5	9	11,1%	9	63
1985-1989	2	10	4	14	12,5%	16	113
1990-1994	3	1	1	2	2,7%	5	35
1995-1999	14	10	7	17	13,0%	31	219
2000-2002	5	8	11	19	24,1%	24	169
sans réponse	2	3	2	5	7,0%	7	49
total	30	41	38	79	10,9%	109	768

a) population née à Villa Montes qui a effectué une migration à Yacuiba

b) population native de Yacuiba

c) population née ailleurs qu'à Villa Montes ou Yacuiba, ayant effectué une migration à Yacuiba

La variable de référence est l'année de retour pour les cas a) et l'année d'installation à Villa Montes pour les cas b) et c)

Source : ENVIL 2002

période de début de la migration		Villes frontrière	orient Tarija	zone andine Tarija	zone andine Bolivie	Orient Bolivie	étranger	total
avant 1980	% ligne	7,6	3,6	2,1	47,4	12,7	26,6	100,0
	% colonne	18,9	23,6	15,5	40,7	25,9	34,6	32,2
1980-1984	% ligne	15,4	1,6	6,3	37,4	17,0	22,3	100,0
	% colonne	13,6	3,7	16,9	11,4	12,3	10,3	11,4
1985-1989	% ligne	12,8	5,9	7,9	26,3	27,1	20,1	100,0
	% colonne	13,9	16,9	25,6	9,8	23,9	11,3	13,9
1990-1994	% ligne	21,5	5,5	3,0	31,3	16,9	21,8	100,0
	% colonne	23,6	15,9	9,9	11,8	15,1	12,4	14,1
1995-1999	% ligne	14,4	8,5	4,6	33,6	9,9	29,0	100,0
	% colonne	21,5	33,6	20,7	17,3	12,0	22,6	19,3
2000-2001	% ligne	10,9	5,6	1,1	43,0	22,0	17,5	100,0
	% colonne	4,6	6,3	1,4	6,3	7,6	3,9	5,5
non réponse	% ligne	14,0	0,0	11,7	28,0	13,4	33,0	100,0
	% colonne	3,9	0,0	10,0	2,7	3,1	4,8	3,6
total	% ligne	12,9	4,9	4,3	37,5	15,8	24,7	100,0
	% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TAB IV-38 Tarija - Les « événements-migration » de la population de 15 ans et plus, selon la période de début et la destination.

Effectif brut : 958 cas. Effectif pondéré : 29.317.

Source : ENTAR 2001.

TAB IV-39 Tarija - Les « événements-migration » de la population de 15 ans et plus, selon la période de fin et la destination.

période de fin de la migration		Villes frontrière	orient Tarija	zone andine Tarija	zone andine Bolivie	Orient Bolivie	étranger	total
avant 1980	% ligne	5,2	4,2	1,8	43,6	9,1	36,1	100,0
	% colonne	8,2	17,5	8,5	23,5	11,7	29,5	20,2
1980-1984	% ligne	16,9	0,7	2,7	48,8	15,8	15,0	100,0
	% colonne	11,6	1,3	5,7	11,5	8,9	5,4	8,9
1985-1989	% ligne	14,2	0,9	6,7	42,5	10,6	25,1	100,0
	% colonne	14,9	2,4	21,2	15,3	9,1	13,7	13,5
1990-1994	% ligne	13,0	5,6	6,8	26,0	29,7	18,7	100,0
	% colonne	16,2	18,6	25,6	11,1	30,2	12,1	16,0
1995-1999	% ligne	16,5	6,8	2,9	35,2	14,9	23,8	100,0
	% colonne	32,1	35,3	16,9	23,6	23,8	24,1	25,1
2000-2001	% ligne	16,6	9,7	4,2	31,6	16,9	21,1	100,0
	% colonne	16,1	24,9	12,2	10,5	13,4	10,6	12,5
non réponse	% ligne	3,2	0,0	11,1	43,6	12,6	29,6	100,0
	% colonne	0,9	0,0	10,0	4,5	3,1	4,6	3,8
total	% ligne	12,9	4,9	4,3	37,5	15,8	24,7	100,0
	% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Effectif brut : 958 cas. Effectif pondéré : 29.317.

Source : ENTAR 2001.

TAB IV-40 Tarija - Les migrations de la population de 15 ans et plus, selon le motif et le lieu

motif	villes frontière			autres destinations			total		
	eff.	% colonne	% ligne	eff.	% colonne	% ligne	eff.	% colonne	% ligne
travail	2 220	47,6	15,7	11 933	37,9	84,3	14 153	39,1	100,0
études	271	5,8	4,0	6 442	20,4	96,0	6 713	18,6	100,0
famille	1 435	30,8	15,2	7 980	25,3	84,8	9 415	26,0	100,0
autre	713	15,3	13,2	4 694	14,9	86,8	5 407	14,9	100,0
non réponse	22	0,5	4,4	473	1,5	95,6	495	1,4	100,0
total	4 661	100,0	12,9	31 522	100,0	87,1	36 183	100,0	100,0

Effectifs pondérés ; les totaux se différencient des autres tableaux du fait de la distribution des non réponses.

Source : ENTAR 2001.

LISTES DES DOCUMENTS INTEGRES AU TEXTE

Liste des tableaux intégrés au texte

TAB II-1 Distribution de la population selon la bipartition et le mode d'agrégation.	77
TAB II-2 Bolivie - Evolution du nombre des localités selon la taille (1950-2001).....	94
TAB II-3 Bolivie - Distribution des « nouvelles localités » selon la bipartition et la classe de taille, par année.	97
TAB II-4 Bolivie - La population des trois villes principales selon le périmètre d'agglomération (1992-2001).	99
TAB II-5 L'accroissement de la population urbaine imputable à la reclassification, selon la bipartition, de 1950 à 2001.	101
TAB II-6 Bolivie - Taux moyens de variation annuels de la population urbaine selon la taille des localités (1950-2001).	103
TAB III-1 Département de Tarija - Indicateurs vitaux selon le milieu d'habitat (1976-2001).....	148
TAB III-2 Département du Tarija, 2001 - Les non natifs en milieu rural selon la province de recensement et le lieu de naissance : répartition des contingences (tableau simplifié).	183
TAB III-3 Département du Tarija, 2001 - Les non natifs en milieu urbain selon la localité de recensement et le lieu de naissance : répartition des contingences (tableau simplifié).	184
TAB IV-1 Caigua - Les ménages selon l'indice de production agro-pastorale et l'origine du chef de ménage (tableau simplifié des écarts à l'indépendance).	208

Liste des cartes intégrées au texte

CARTE (A) - La frontière boliviano-argentine : carte de localisation.	3
CARTE I-1 L'apogée de la Bolivie andine : prééminence des bassins miniers et intégration ferroviaire.	29
CARTE II-1 Extrait de la « carte physique de la Bolivie » (IGM 1998), secteur Cliza-Villa Tunari	76
CARTE II-2 Les divisions statistiques de l'espace bolivien	80
CARTE II-3 L'évolution de la population rurale occidentale (planche cartographique).	109
CARTE II-4 L'évolution de la population rurale orientale (planche cartographique).	114
CARTE III-1 Les régions d'agriculture intensive dans le département du Tarija.....	134
CARTE IV-1 Bilan de la production d'hydrocarbures dans le département du Tarija (1925-1994).....	218

Liste des figures intégrées au texte

FIG I-1 Bolivie - Evolution de la population des capitales départementales entre 1847 et 1950.....	34
FIG I-2 La progression des réserves de gaz en Bolivie.....	56
FIG II-1 Bolivie - L'évolution de la natalité, de la mortalité et de l'accroissement naturel (1950-2000).....	84
FIG II-2 L'évolution du taux d'urbanisation de la Bolivie et des pays limitrophes au cours de la seconde moitié du XXe siècle.....	85
FIG II-3 Bolivie - L'évolution de la population urbaine, rurale et totale (1950-2001).....	86
FIG II-4 Bolivie - L'évolution de la population occidentale et orientale selon le milieu d'habitat.....	87

FIG II-5 Bolivie - L'évolution de l'écart net entre la population occidentale et orientale, selon le milieu d'habitat (1950-2001).	88
FIG II-6 Bolivie - L'évolution de la part de la population orientale, selon le milieu d'habitat (1950-2001).	89
FIG II-7 Bolivie - Pyramides des âges de la population orientale et occidentale en 2001, selon le milieu d'habitat.	90
FIG II-8 Bolivie - Répartition du nombre des localités selon la taille et la bipartition (1950 -2001).	95
FIG II-9 Bolivie - L'évolution de la part des trois villes principales dans la population urbaine totale (1950- 2001).	98
FIG II-10 Bolivie - Evolution du pourcentage de la population urbaine selon la taille des villes (1950-2001).	102
FIG II-11 Bolivie - La répartition de la population urbaine selon le type de ville, par zone.	104
FIG II-12 Taux de variation annuel moyen des principales régions de colonisation, de 1950 à 2001.	113
FIG II-13 Une hypothèse de configuration régionale des interfaces Orient-Occident : croquis de synthèse.	122
FIG II-14 Bolivie - Taux de variation annuel moyen des localités urbaines (5.000 habitants et plus) situées en zone frontalière, de 1950 à 2001.	123
FIG II-15 Schéma de localisation des régionalismes frontaliers.	124
FIG III-1 Tarija - Evolution de la population selon la quadripartition de l'espace.	144
FIG III-2 Evolution de la population du Tarija et sa capitale (1847-2001)	150
FIG III-3 Département du Tarija, Bolivie - taux moyen de variation annuelle intercensitaires selon le milieu d'habitat (1950 - 2001).	151
FIG III-4 Département du Tarija, population rurale 2001 - La pyramide des âges comparée aux profils de la population nationale totale et rurale.	153
FIG III-5 La population rurale du département de Tarija, selon l'âge et le sexe, en 1976, 1992 et 2001 (en %).	153
FIG III-6 Département du Tarija (2001) - Pyramides d'âges de la population rurale par région.	155
FIG III-7 Département du Tarija - Evolution de la population urbaine selon les localités (1950-2001).	156
FIG III-8 Département du Tarija, population urbaine 2001 - La pyramide des âges comparée aux profils de la population nationale totale et urbaine.	157
FIG III-9 Département du Tarija - L'évolution de la pyramide des âges de la population urbaine (en %) : 1976,1992 et 2001.	157
FIG III-10 Bolivie 2001 - Les émigrants du Tarija : pyramide des âges.	165
FIG III-11 Bolivie 2001 - Les émigrants du Tarija selon le milieu d'habitat : pyramides des âges superposées.	166
FIG III-12 Frontarbol - Pourcentage des enfants habitant une localité différente des parents, selon le groupe d'âges.	169
FIG III-13 Frontarbol - Pourcentage des enfants habitant une localité différente des parents, selon l'âge, par milieu d'habitat (courbes lissées).	170
FIG III-14 Frontarbol zone urbaine - Pourcentage des enfants habitant une localité différente des parents, selon l'âge (courbes lissées).	170
FIG III-15 Frontarbol - Pourcentage des enfants de 15 ans et plus ayant décohabité, qui résident dans la même localité que leurs parents, selon le sexe, par enquête.	172
FIG III-16 Frontarbol - Les enfants qui ne résident pas dans la même localité que leurs parents, selon le lieu de résidence, par enquête.	173
FIG III-17 Département du Tarija - La population non native du lieu de recensement, selon la province, par milieu d'habitat et origine.	180
FIG III-18 Frontarbol - Les non natifs de 15 ans et plus, selon le lieu de naissance, par enquête.	189
FIG IV-1 La canne à sucre dans la région de Bermejo : superficies cultivées et production de sucre (1968-1998).	196
FIG IV-2 Carapari - La population selon l'âge et le sexe, par statut d'activité.	201
FIG IV-3 Caigua - La population selon l'âge et le sexe, par statut d'activité.	204

FIG IV-4 Caigua - Les ménages selon l'échelle de l'exploitation, par type.	205
FIG IV-5 Caigua - Les non natifs âgés de 15 ans et plus, selon l'année d'installation.....	207
FIG IV-6 La production des champs de la région de Villa Montes et le nombre d'immigrants arrivés à l'âge de 12 ans ou plus à Villa Montes, selon l'année d'installation	224
FIG IV-7 La production du champ San Alberto et le nombre d'immigrants arrivés à l'âge de 12 ans ou plus à Carapari, selon l'année d'installation	225
FIG IV-8 Schéma de la localisation des champs de gaz.	233
FIG IV-9 Taux de change officiel des monnaies bolivienne et argentine en dollar et indice du taux de change réel peso/boliviano, de 1990 à 2002.	237
FIG IV-10 Yacuiba - Les non natifs âgés de 15 ans et plus, selon l'année d'installation.....	243
FIG IV-11 Yacuiba - Les non natifs de 15 ans et plus, selon l'année d'installation, par région de naissance : indice d'évolution (1980-2002).	245
FIG IV-12 Yacuiba - La population totale selon l'âge et le lieu de naissance.	247
FIG IV-13 Yacuiba - Les non natifs de 15 ans et plus selon la période d'arrivée, par catégorie d'activité à l'installation.	249
FIG IV-14 Yacuiba - Les non natifs arrivés à 15 ans ou plus, selon l'année d'installation, par sexe (1980-2002*).....	250
FIG IV-15 Yacuiba, Villa Montes - Comparaison de l'indice d'évolution du nombre d'installations (1980-2002).	251
FIG IV-16 Yacuiba, Villa Montes - La population d'origine rurale, native de la zone subandine du Tarija, âgée de 15 et plus, selon l'année d'installation (1980-2001).	252
FIG IV-17 Yacuiba, Villa Montes - La population d'origine rurale, native du Chaco de Tarija, âgée de 15 et plus, selon l'année d'installation.....	253
FIG IV-18 Yacuiba, Villa Montes - La population d'origine rurale, native des provinces L. Calvo, H. Siles ou Cordillera, âgée de 15 et plus, selon l'année d'installation (1980-2001).....	254
FIG IV-19 Villa Montes - La population âgée de 15 ans et plus, native de Yacuiba ou ayant effectué une migration à Yacuiba, selon l'année d'installation ou de retour à Villa Montes : indice d'évolution (1980-2002).....	256
FIG IV-20 Tarija - Les « évènements-migration » à Yacuiba ou Bermejo, chez la population de 15 ans et plus, par année de début et de fin.	257

Liste des photos

Photo I-1 Le Cerro Rico de Potosi	52
Photo I-2 Mineurs de fond	52
Photo II-1 La route du Chaparé : le lac Corani	76
Photo II-2 La route du Chaparé : le massif subandin.....	76
Photo II-3 La route du Chaparé : Villa Tunari	76
Photo II-4 Ecolière d'El Alto	92
Photo II-5 Enfants du quartier Luis Espinal, Tarija	92
Photo II-6 La place de Tarata (département du Cochabamba)	111
Photo III-1 Le village d'El Puente, dans la vallée de San Juan del Oro.....	136
Photo III-2 Le lac de Tajzara, sur l' <i>altiplano</i>	136
Photo III-3 Les ravines de la Vallée centrale de Tarija	138
Photo III-4 La confluence des rivières Camacho et Guadalquivir qui vont former le Rio grande de Tarija	138
Photo III-5 Vue sur le piémont chaquéen, depuis la route de Carapari	140
Photo III-6 Intérieur d'une maison bourgeoise à Tarija, vestige du cycle de prospérité de l'entre-deux siècles.....	143

Photo III-7 La ville de Tarija, centre historique et actuel	147
Photo IV-1 Camions allant à la raffinerie de Bermejo	197
Photo IV-2 L'usine de transformation du gaz de San Alberto, proche de Carapari	226
Photo IV-3 Embarquement de marchandises, à Aguas Blancas (rive argentine du rio Bermejo)	241

TABLE DES MATIERES

Dédicace	II
Remerciements	III
Conventions	IV
Sommaire	V
Exergue	X
 PROLOGUE.....	 1
 INTRODUCTION GENERALE	 10
 PREMIER CHAPITRE - VERS UN DEMANTELEMENT DE L'ASSISE ANDINE DE L'ECONOMIE, DU POUVOIR ET DE LA POPULATION ?.....	 17
Introduction	18
 I - ORIGINES ET MUTATIONS DE LA SUPREMATIE ANDINE : LES VILLES, LES REGIONS, LA NATION.	 19
A - La période coloniale (1532-1825) : l'apogée de la région Sud.....	19
1 - Une lente dérive, du centre à la périphérie de l'espace colonial.....	20
2 - Fondre et fonder : de la double obsession du colonisateur à l'émergence d'un réseau urbain. .	21
B - De l'Indépendance à la période pré-révolutionnaire (1825-1950) : la définition de l'hégémonie pacénienne.	23
1 - Frontières et limites politico-administratives : la formation de la République de Bolivie, entre système et « micro-système » international.	24
a - L'enclavement bolivien : éléments d'horogénèse.....	24
b - La formation du maillage administratif supérieur : le découpage départemental, catalyseur de régionalismes ancrés. .	26
2 - Les derniers grands cycles miniers, moteur de l'intégration de la Bolivie occidentale (1825-1930).	27
3 - Crise et transition (1930-1950) : l'expectative orientale relancée au bénéfice de la région de Santa Cruz.	30
C - L'évolution de la distribution spatiale de la population : la grandeur des villes, reflet de la hiérarchie régionale.	33
1 - L'altiplano : poussée macrocéphale de La Paz et urbanisation des bassins miniers.....	35
2 - Les vallées : le Nord articulé à la sphère hégémonique, le Sud périphérisé.	36
3 - Les plaines : Santa Cruz et le désert oriental.....	37
Conclusion - Les prémisses d'un repositionnement géographique des régions orientales.	38
 II - L'INTEGRATION DE L'ESPACE ORIENTAL, MOTEUR DE LA METAMORPHOSE BOLIVIENNE.....	 40
A - Une « orientalisation » de l'économie, fruit de la planification : de la Révolution Nationale à l'ère néo-libérale.....	40
1 - La trame politico-économique.....	41
a - La période nationaliste (1952-1985).....	41
b - Le « néo-libéralisme national » (de 1985 à nos jours).....	42
2 - Agriculture : le renouveau de la colonisation, entre interventionnisme et dynamique sociale spontanée.....	43
a - Les déterminants politiques du déblocage des structures agraires.....	44
b - Les zones de colonisation : la stabilité du peuplement entravée par la précarité de l'agriculture.	46
3 - Crise et restructuration du secteur minier : la politique de relocalización (1986-87), un facteur de dispersion de la population altiplanique ?.....	49
4 - Les hydrocarbures : une rupture d'échelle, le nouveau cycle du gaz.....	53

a - Du pétrole au gaz : le Santa Cruz au centre des retombées économiques.....	53
b - Le second cycle du gaz : des perspectives incertaines.....	55
B - Les réformes du modèle d'administration territoriale, paramètre du changement hégémonique.....	58
1 - L'influence du régionalisme crucénien : de la contestation au partage de la suprématie.....	58
a - Le mouvement civique et la construction de la base économique crucénienne.....	59
b - Les bénéfiques du pouvoir.....	61
2 - La décentralisation municipale, un facteur de réduction des inégalités spatiales.....	62
Conclusion du premier chapitre - Le déblocage des facteurs d'inertie territoriale.....	66
DEUXIEME CHAPITRE - LA TRANSITION DEMO-SPATIALE BOLIVIENNE (1950-2001).	69
.....	
Introduction	70
I - LES DISCONTINUITES DE L'ESPACE BOLIVIEN : LE CHOIX D'UNE DIVISION STATISTIQUE.....	71
A - Critique de la tripartition.....	71
1 - Un outil dont l'efficacité varie selon le maillage de base.....	72
2 - Des seuils hypsométriques peu significatifs.....	73
B - De la bipartition à l'expérimentation de divisions régionales complexes.....	74
1 - L'évidence d'une opposition Orient-Occident.....	74
2 - Les méthodes d'agrégation.....	77
3 - Le modèle de J.-P. Deler : une base de réflexion.....	78
Conclusion - Région et département : la fin d'une équation ?.....	81
II - LA DYNAMIQUE DU BASCULEMENT VERS L'EST.....	82
A - Le rattrapage oriental : une redistribution modulée par l'explosion démographique et la concentration urbaine.....	82
1 - Le modèle bolivien de la transition démographique : un effet d'accumulation prolifique, à mi-parcours.....	83
2 - La concentration urbaine : un décollage tardif, une marge d'évolution importante.....	85
3 - Le rapport démographique Orient-Occident en voie d'équilibrage : des perspectives d'accélération.....	87
.....	
B - L'urbanisation du territoire : deux modèles opposés.....	93
1 - Evolution du nombre et de la taille des villes : la diversification du semis urbain se réalise à l'Est.....	93
2 - Formation et progression des localités urbaines : une perspective longitudinale.....	95
a - L'évolution des gabarits urbains.....	96
b - Nouveaux « bourgs » et nouvelles localités urbaines : l'affirmation du potentiel d'urbanisation de l'espace oriental.....	97
3 - La concentration urbaine à l'échelle des « aires métropolitaines ».....	98
4 - L'accroissement de la population urbaine selon le type de localité.....	100
a - Le facteur « reclassification » : un déterminant du décollage oriental dont l'incidence s'atténue.....	100
b - Le critère de la classe de taille.....	102
5 - Une typologie mixte, en guise de conclusion.....	104
Conclusion - Maturation des villes moyennes, contrastes ruraux, différenciations régionales : l'axe qui cache la forêt ?.....	106
III - DES LOGIQUES DE STRUCTURATION REGIONALE.....	107
A - Entre petits changements et grandes avancées.....	107
1 - Vers une recomposition des polarités andines ?.....	108
a - Les campagnes : des évolutions ténues.....	108
b - Le déclin de la ville altiplanique.....	110
2 - Les zones de colonisation, terreau de la diversification du semis urbain.....	112
a - La formation de nouvelles campagnes balisée par la colonisation « programmée ».....	112

b - La pluralité des modèles d'urbanisation.....	116
B - Effets d'interface écologique, effets de frontière internationale.	120
1 - Le primat des grandes villes de contact.	120
2 - La sélectivité géographique de l'urbanisation en zone frontalière.	122
 Conclusion du deuxième chapitre - A la croisée des influences : l'émergence d'un « nouveau Sud ».	128
 TROISIEME CHAPITRE - L'EMERGENCE DU SUD FRONTALIER, DANS LA PERSPECTIVE DU SYSTEME DEMO-MIGRATOIRE TARIJENIEN.....	131
 Introduction	132
 I - RUPTURE DE L'ISOLEMENT ET CHANGEMENT REGIONAL : LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LA REDISTRIBUTION DU PEUPEMENT.....	133
A - La valorisation des terres chaudes, levier d'une recomposition de l'organisation spatiale traditionnelle.....	133
1 - Grands contrastes naturels et associations villes-campagnes.	134
a - La Vallée centrale de Tarija, foyer de l'agriculture andine.	135
b - L'espace oriental : un potentiel agronomique difficile à exploiter.....	139
2 - Les origines du territoire (1539-1950) : effet de confinement et prédominance du pays chapaco.	141
3 - Intégration à l'économie nationale, développement des orientes et urbanisation (1950-2001) : un basculement démo-spatial contenu.	144
a - Expansion de la frontière agraire et extension du réseau urbain.	145
b - 1976-2001 : réorientation des dynamiques rurales et explosion urbaine.....	146
B - Les interactions démo-migratoires, facteur de creusement des inégalités spatiales (1950-2001).....	148
1 - Une lecture des variations intercensitaires : la migration en filigrane.	148
a - La transition démographique dans le Tarija : quelques repères.....	148
b - Les variations intercensitaires.	150
2 - La fragilisation du peuplement rural : l'évolution inquiétante des campagnes occidentales.	152
a - La précipitation du déclin démographique.	152
b - Une opposition marquée entre la zone occidentale et les orientes.	154
3 - L'inertie de la concentration urbaine.....	155
Conclusion - De la diversité régional à la complexité des champs migratoires.....	157
 II - LE TARIJA, TERRE DE DEPARTS.	160
A - Le potentiel analytique du recensement et des enquêtes.....	160
1 - La migration sur durée de vie, d'après les recensements.....	161
2 - Les enquêtes du programme Frontarbol : un univers de redondances à exploiter.	162
B - La redistribution des natifs du Tarija en Bolivie, entre effets de capillarité et attraction des capitales.....	164
1 - La population émigrée : des disparités de profil selon le milieu d'habitat.....	164
2 - Les natifs du Tarija recensés dans les provinces du Sud : des migrants ambigus.	167
C - La descendance des ménages, population témoin de la singularité des systèmes migratoires.	168
1 - Rupture résidentielle et milieu d'habitat.	168
a - La structure des prélèvements par groupe d'âges : une comparaison générale.	169
b - Le trend du processus de prélèvement.....	170
c - Le statut résidentiel des 30 ans et plus.	171
d - La capacité de rétention démographique des localités.....	171
2 - La dispersion géographique des enfants partis : quatre grands profils de redistribution.....	172

Conclusion - Le calendrier des départs et le positionnement dans la chaîne des redistributions, paramètres de la différenciation démographique des zones de peuplement.....	175
III - LE CLOISONNEMENT DE L'IMMIGRATION.....	177
A - Les courants migratoires par département : permanence des flux traditionnels et sélectivité de l'implantation.	177
1 - L'évolution des courants migratoires d'origine externe (1976-2001) : des signes de recomposition.	177
2 - L'implantation des flux dans le maillage provincial : des « tropismes » affirmés.	178
a - La répartition des stocks : la concentration des non natifs à l'Est, contrebalancée par le poids de Tarija.	179
b - Les spécificités de l'insertion spatiale de la population d'origine extra-départementale.	180
c - La liaison lieu de naissance-province de recensement.	182
B - Les composantes régionales de l'immigration : la partition du Tarija.	184
1 - La migration d'origine extra-départementale : couloirs écologiques et ceinture méridionale. ..	184
2 - Les flux internes : le primat des logiques gravitaires.	187
Conclusion du troisième chapitre - La gravitation spécifique d'une population d'interface	190
QUATRIEME CHAPITRE - L'INSTABILITE DU PEUPEMENT ORIENTAL.	192
I - LES DYNAMIQUES AGRAIRES : L'ESOUFFLEMENT DE LA COLONISATION.	194
A - De l'étiollement des systèmes agro-industriels à une colonisation des interstices ?	194
1 - Le pôle sucrier de Bermejo : essor et déclin d'une région de monoculture industrielle.	195
2 - Les nouvelles dynamiques rurales.....	198
B - Finage et village : deux types d'évolution opposés.	200
1 - Carapari, de la communauté au bourg rural : recul de l'agriculture et centralité administrative.	200
2 - Le développement du maraîchage sur le piémont chaquéen : l'exemple de Caigua.	203
a - Quelques caractéristiques du système de production.	203
b - Une dynamique de subdivision de la ressource.....	206
c - La dispersion de la descendance des ménages enquêtés.	209
Conclusion - L'érosion des facteurs de stabilité de l'agriculture.	211
II - L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES : LES INDICES D'UN EFFET URBANISANT MAIS VOLATIL.....	213
A - Du pétrole au gaz, le déplacement de la ressource.	214
1 - Des impacts économiques sous condition : quelques éléments de réflexion.....	215
2 - Ville et histoire du pétrole (1925-1995) : une coïncidence spatiale relative.	216
3 - Le « boom » du gaz : l'Est subandin, nouveau centre des activités.....	217
B - L'observation rétrospective des migrations, révélatrice d'un impact diffus de l'activité pétrolière.	221
1 - Migrations de travail : un lien direct difficile à mettre en évidence.	222
2 - Une corrélation entre la dynamique des installations et l'évolution de la production d'hydrocarbures.	223
C - Des opportunités d'emploi effectives dans la région de production.....	227
1 - Autour de la catégorie « exploitation de mines et carrières » : les caractéristiques démographiques des travailleurs du pétrole.	227
2 - Villa Montes et Carapari, centres régionaux les plus exposés ?	228
a - Les emplois « en lien avec le pétrole », selon l'enquête ENVIL.....	229
b - Un facteur de reproduction familiale in situ.	230
Conclusion - Un stimulateur du décollage urbain.....	232

III - LES VILLES-FRONTIERE ET LA FLAMBEE DU COMMERCE DANS LES ANNEES 90 : UNE ACCUMULATION DEMOGRAPHIQUE FRAGILE.....	233
A - Essor du commerce et explosion urbaine sur la frontière Sud : de la ruée à l'effondrement.....	235
1 - Couloirs de transit et doublets urbains.....	234
2 - Une conjoncture favorable au développement de la fonction commerciale des villes boliviennes. .	237
3 - Une frénésie éphémère : le problème de l'asynchronie des enquêtes.	239
B - Yacuiba, archétype de la ville-frontière : trois facettes d'un modèle original d'urbanisation.	242
1 - La ville-champignon : la hausse des installations, indice d'une poussée de croissance violente et brève.	242
2 - La ville creuset : la recomposition du peuplement, entre diversification des origines et nouvelle génération native.	244
a - Chroniques comparées (1980-2001).	244
b - La population d'origine extra-départementale.....	245
3 - La ville-marché : le commerce, une spécialisation relative.	248
C - Des répercussions sur l'ensemble du réseau urbain départemental.....	251
1 - L'urbanisation du Chaco : une réorientation de l'exode rural régional ?.....	251
2 - Un reflux migratoire sans précédent à Villa Montes.....	254
3 - Les transferts de population vers Tarija : le poids de la réversibilité migratoire.....	257
Conclusion - Une crise révélatrice de l'interdépendance de la croissance des villes	261
Conclusion du quatrième chapitre - Des cycles de développement propices à l'affirmation d'un espace circulatoire départemental.....	263
CONCLUSION GENERALE	266
BIBLIOGRAPHIE	276
Références sur le département du Tarija	276
Bibliographie citée	278
Bibliographie consultée	285
SOMMAIRE DES ANNEXES	296
DEFINITION DES PRINCIPAUX INDICATEURS CITES OU CALCULES	296
ANNEXES DU PREMIER CHAPITRE	297
ANNEXES DU DEUXIEME CHAPITRE	317
Annexe méthodologique TEXTE II-1 - Contraintes et choix concernant la définition de l'urbain. ...	320
Atlas de la Bolivie	333
ANNEXES DU TROISIEME CHAPITRE	351
Annexe méthodologique TEXTE III-1 Les divisions statistiques de l'espace départemental	352
Annexe méthodologique TEXTE III-2 Le dispositif d'enquête Frontarbol	356
Atlas du département du Tarija	368
ANNEXES DU QUATRIEME CHAPITRE	389
Annexe méthodologique TEXTE IV-1 Limites et propriétés de l'observation rétrospective des installations : réflexions à partir du cas de l'enquête ENYAC 2002.	406

LISTES DES DOCUMENTS INTEGRES AU TEXTE	416
Tableaux	416
Cartes	416
Figures	416
Photos	418
TABLE DES MATIERES	420